THEORIE COMMUNISTE

Directeur de publication
Roland Simon

ARHIS BP N°5
Marseille ROME
13484 Marseille cedex 20
Site : https://sites.google.com/site/theoriecommuniste/home
tc@dndf.org

Kaddish pour Bernard Lyon

Il aurait certainement désapprouvé ce titre, et aurait exigé que j'en change avant même de l'avoir lu. Tout aurait pu lui déplaire, depuis la mention d'une prière juive jusqu'à l'idée même d'un hommage tout entier centré sur une personne, inséré dans la revue *Théorie Communiste*, pour lui si importante, et dont il fut un rouage essentiel pendant tant d'années. La référence prière juive m'est venue spontanément, un peu par provocation, un peu pour renouer avec un sens de ce sacré auquel on voudrait avoir renoncé, nous qui sommes résolument modernes et matérialistes. Pourtant, à pied d'œuvre, dans la lumière d'un mois de janvier provençal il y a un an, j'aurais voulu que soit dit quelque chose de rituel cette fois pour nous relier à *la tradition de toutes les générations mortes*, pour nous remettre dans l'histoire face à cette sépulture où nous avons déposé le corps de notre camarade, de notre ami. Je me permets ce titre, car lui était par ailleurs rattaché – à son corps défendant – à une tradition qui n'était pas la nôtre et qu'il ne revendiquait pas : le judaïsme. On ne peut même pas affirmer qu'il était juif, si la question devait se poser, seulement rappeler comment il y avait répondu : pour un rabbin, disait-il, il ne l'était très probablement pas ; pour un antisémite, il avait peu de chance d'y échapper.

Si je veux parler ici de sa tendance à prophétiser, c'est parce que c'est par ce biais, comme d'autres, que j'ai fait sa connaissance. Un commencement, une genèse : interloqué par ses formules lapidaires sur la révolution ou l'anarchie, séduit par son envie inlassable de rencontre et de conversation. Dès le départ, il m'a posé des questions. J'étais assez jeune pour n'être que convaincu de mon militantisme. Au cours de la conversation, banalement. Des questions sur le communisme, sur l'anarchie, sur l'idée de l'organisation. En parlant, comme ça, avec des bricoles, on faisait déjà de la théorie. Avec un tract devant nous, une tasse de café, des dizaines de cigarettes, on parlait de notre présent et de notre histoire. On parlait de lutte de classes, parce qu'on avait en commun une idée un peu fixe et un peu floue. Dans ces discussions, il ne s'appelait pas Bernard Lyon, mais Alain, et il a changé ma vie. Il n'aurait pas aimé non plus que je dise cela, mais c'est maintenant que je dois le dire (ou me *taire à jamais*, probablement).

Il a lancé plusieurs pronostics au cours de toutes ces années où je l'ai côtoyé, mais finalement il ne faisait que dire à sa façon des choses qui nous

traversent nécessairement la tête quand on s'interroge sur le communisme, sur l'abolition du capitalisme. Je suis assez naïf pour croire que l'idée du communisme tient aussi de l'espoir. Qu'il y a quelque chose à venir dont on peut caresser l'idée de multiples façons et qui ne ressemblera certainement à aucune des utopies qu'on aura échafaudées dans l'intervalle, mais qu'on ne peut éviter de se représenter, encore et encore. Pour certains comme Alain, et nous nous sommes retrouvés là, il *faut* postuler des dates, des formes, des dynamiques. Peu importe qu'elles soient fausses ; elles nous servent à avancer.

Parmi ses pouvoirs de divination, deux au moins furent mis à rude épreuve de son vivant : savoir – mieux que celui-ci – ce que son interlocuteur s'apprêtait à prononcer, et l'interrompre sans attendre. Bien entendu, ses interjections virulentes ne souffraient pas d'objections, puisqu'en coupant la parole il réalisait d'un même geste sa prophétie et déplaçait du même coup la conversation (dès lors bien plus enflammée, on le comprend) vers le sujet qu'il lui imposait. La forme la plus radicale du détournement.

Je n'ai jamais pu dire s'il était absolument convaincu de ce qu'il avançait. J'ai toujours fait comme si. Comme si chacune de ses affirmations, qui s'abattaient parfois avec la délicatesse d'une enclume dialectique, pouvait être le fruit d'une mûre réflexion, d'une lointaine pensée, d'une évidence encore ressassée. Pour beaucoup et à juste titre, ces vitupérations, cette façon d'asséner paraissaient odieuses. Et pourtant. Il lui fut tellement pardonné, des saillies et des anathèmes ; il avait aussi quelque chose de désarmant. Il exprimait une joie vraie à la rencontre. Il pouvait étinceler et bavarder sans trêve, jusqu'à l'aube, jusqu'à tomber littéralement d'épuisement.

Son autre don de clairvoyance était d'une portée plus ambitieuse encore et s'adressait au temps long. En se basant sur la succession des cycles économiques les plus longs (l'économie politique rejoint la magie noire, et Kondratiev chasse Nostradamus), il avait proposé l'horizon 2020 comme date de la catastrophe, début de la communisation ou fin du capitalisme, c'est selon. Là encore, difficile de dire la part de la conviction et la conjecture partiellement gratuite, la provocation, la profession de foi, l'imprécation. Un peu de chaque, sans doute, mais surtout un point de départ d'infinies discussions. Car parler encore et encore, c'était mettre en action la fameuse palabre, dont il avait fait le moteur infini de la décision dans un de ses trop rares textes, les *Remarques sur le communisme*. La

palabre à venir ne devait jamais être interrompue. Elle constituait le mode de rencontre entre les individus, si individus il pouvait y avoir, une délibération jamais arrêtée par un résultat. Une forme de socialisation propre à un monde communisé, qu'il n'aura pas vu. Car l'année 2020 est venue sans apporter ces soulèvements de prolétaires affrontant leur propre condition sur la base de leur appartenance de classe, qui s'étendant, s'unissant, résolvant pratiquement leur contradiction théorique, allaient se répandre comme un feu grégeois… En lieu de quoi, une pandémie a refroidi la planète. Littéralement.

Parmi ces formules que je l'ai entendu prononcer, il y avait cette idée que dans le communisme, on ne meurt pas totalement, pas tout entier. Il a été le seul avec qui j'ai parlé de ce sens de la mort, de cet aspect transcendant parmi les multiples façons par lesquelles nous essayions de cerner le communisme. Je crois que ça lui faisait très peur et qu'il mêlait à la réflexion théorique une inquiétude toute subjective, une interrogation très profonde sur le sens de l'existence. Si la vie collective devait tout entière dépendre de l'immédiateté sociale de l'individu, dire qu'on ne pouvait disparaître totalement revenait à penser qu'on vivait pleinement. Je devine là derrière une sorte de théorème de Bernard Lyon à venir, dont il n'aurait en fait écrit que quelques lemmes.

Avec ce qu'il partageait si volontiers, avec quelques anathèmes et une énergie de querelleur impénitent, il m'a souvent fait rire, énormément agacé, mais surtout il m'a emmené sur des chemins qui menaient quelque part, à des idées inattendues – et il m'a même donné matière à rêver. Pour tout ça, je le remercie, et j'ai écrit ces quelques lignes pour qu'il ne disparaisse pas encore totalement, tant que nous sommes encore là pour les lire.

Julien, Marseille, février 2023

Une génération avant celle de Julien, Alain a joué un rôle semblable dans notre évolution politique. Il nous a aidé, par d'implacables et infatigables discussions, par son énergie et sa bienveillance, à accoucher de notre communisme "au-delà de l'Ultra gauche" résultant de la fulgurante remise en cause de nos positions en tant que GCL d'Aix en Provence. Philippe, Patrice

THEORIE COMMUNISTE N° 27
SOMMAIRE

AVANT-PROPOS 9

VIE QUOTIDIENNE ET LUTTES DES CLASSES *ELOGE DES « APPARENCES » ET DE LA CONFUSION.* 13

LA LUTTE DE CLASSE : DE LA PRODUCTION À LA REPRODUCTION 13

LA VIE QUOTIDIENNE, REMEDE A LA MALADIE DE MATURITE DE LA THEORIE DE LA COMMUNISATION 15

L'exploitation n'est pas une équation 15

D'une vie quotidienne à l'autre 19

POURQUOI LA VIE QUOTIDIENNE MAINTENANT ? 22

La spécificité historique des crises 22

La subsomption réelle du travail sous le capital a une histoire 23

La restructuration des années 1970-1980 23

Trois déterminations de la restructuration des années 1970-1980 24

La crise actuelle comme identité entre suraccumulation et sous consommation 26

DE LA CRISE DU RAPPORT SALARIAL A CELLE DE LA SOCIETE SALARIALE ET A LA VIE QUOTIDIENNE 28

La société salariale 28

Rapports de production / rapports de distribution : délégitimation de l'Etat 28

Diversité de la conjugaison de tous ces éléments 29

Rapports de production et rapports de distribution 31

Vie quotidienne et conjoncture (retour sur les luttes de la production à la reproduction) 34

VIE QUOTIDIENNE : FORMES D'APPARITION, AUTOPRESUPPOSITION, PRODUCTION DES SUJETS 41

Travail et vie quotidienne (travail salarié et capital) 42

Des rapports de production à leurs formes d'apparition 46

De l'idéologie au sujet et retour 48

La Phénoménologie et son sujet 55

Mouvement réel et formes de manifestation 66

Quel monde à connaître ? 75

A nouveau sur la conjoncture et les formes d'apparition 84

La classe et la personne/individu 88

LA CONTRADICTION DANS LA VIE QUOTIDIENNE 91

Le Covid-19 et la vie quotidienne au grand jour 91

Mise à jour et complotisme 92

Trieste : à propos des événements 102

Commentaires du collectif Wu Ming de Bologne à propos de la lutte à Trieste 103

Aux Antilles (Le Monde du 28-29 novembre 2021) 107

La contradiction dans la vie quotidienne (suite) 112

DE LA NAISSANCE DE LA VIE QUOTIDIENNE A LA CRISE DU TRAVAILLEUR LIBRE 116

La vie quotidienne n'a pas toujours existé 116

La séparation du travailleur et de ses conditions : une histoire toujours inachevée 117
Classes et genre sont constitutifs de la vie quotidienne 121
LA CRISE DU TRAVAILLEUR LIBRE 125
La contradiction actuelle du « travailleur libre » 132
Un réencastrement ? Données et numérisation 138
LA VIE QUOTIDIENNE, LIEU DE LA REVOLUTION ? 146
GILETS JAUNES 149
QUELQUES QUESTIONS THÉORIQUES À PROPOS DE LA RÉVOLTE DITE DES « GILETS JAUNES » 149
La vie quotidienne en France aux temps des Gilets jaunes 149
LA FRANCE QUI ROULE DES CLOPES ET FUME AU DIESEL 151
D'une vie quotidienne à l'autre 151
De la vie quotidienne à la « France périphérique » en passant par la rente foncière 157
Le revenu comme unité de la révolte des Gilets jaunes 166
« L'unité » qui anime l'interclassisme est le lieu des conflits 168
Conflits internes : la sociologie comme enterrement de l'identité ouvrière 171
Le revenu comme unité du mouvement et la fiscalité 173
Pouvoir d'achat et Etat 178
LES GILETS JAUNES ET LA SPHÈRE DE LA PRODUCTION 181
Luttes sur la reproduction et « plancher de verre » de la production 181
La revendication salariale hors de l'entreprise 185
Montrer ce que l'on cache 189
La relation aux lieux de la production comme limite et comme norme 192
En bref 197
GILETS JAUNES ET « INTERCLASSISME » 200
Remarques générales sur la notion d'interclassisme : son origine et son devenir 200
Une révolte économique à « âme politique » 206
LA TRANSMUTATION POLITIQUE 207
Au fondement de la transmutation : l'« unité du revenu », les « pauvres » et les « riches » 207
Rapports de production et rapports de distribution : naissance de l'injustice 209
L'unité s'impose comme communauté indépendante : la question de la représentation 210
Représentation et violence 212
Représentation et politique 214
La politique des Gilets jaunes 216
Un populisme inabouti 217
Le RIC et 1789 222
De la politique et d'une grande absence 224
La démocratie est devenue problématique 229
GILETS JAUNES : CONJONCTURE ET RESTRUCTURATION 230
Ecart et conjoncture 230
Un mouvement « mondial » ? 237
ANNEXE 240

« On voudrait seulement vivre un peu mieux » 240
« Les "Amazones" répondent devant les assises de leurs sept braquages de jeunesse 240
LES CLASSES EN GÉNÉRAL, LE PROLÉTARIAT EN PARTICULIER ET QUELQUES AUTRES CHOSES 249
(Commentaires critiques du n° 2 de la revue Temps libre: « Contribution à la théorie des classes »)
Ambiguïtés et impasses de la définition du prolétariat par le travail productif 249
Commentaires sur les classes moyennes dans « Temps libre » 264
Rapports de production, reproduction et classes 272
COMMENT UNE DÉFINITION DU PROLÉTARIAT EST-ELLE SEULEMENT POSSIBLE ? 283
Prolétariat et classe ouvrière 283
Prolétaires / individus / sujets (1er détour) 289
« L'être du prolétariat » (2ème détour) 293
Prolétariat et classe ouvrière (suite) 293
La constitution du prolétariat comme pratiques 298
Prolétariat / classe communisatrice 302
Retour sur la classe moyenne et l'interclassisme 308
La critique du concept de prolétariat dans « La Matérielle » 318
En conclusion : Temps libre comme analyseur des limites de Théorie Communiste 326

SENONEVERO 330
Une collection des Editions Entremonde 330

Théorie communiste, Déjà parus 332

Nous publierons sous peu les principaux textes de Bernard Lyon dans une brochure spéciale. Théorie Communiste

AVANT-PROPOS

Les trois textes qui composent ce n° de *Théorie Communiste* se répondent, se complètent et parfois même se répètent. Nous avons choisi de présenter d'abord le texte le plus général, *Vie quotidienne et luttes des classes*, mais il est évident que son origine tient en grande partie au soulèvement des *Gilets jaunes* dont il est question dans un texte que nous aurions pu placer en tête, de leurs côtés ce sont les « *Commentaires sur le n°2 de la revue québécoise* Temps Libre » qui posent les fondements de ce qui aurait pu faire l'unité de ce n° : *la définition des classes*.

Il existe un mouvement général à l'échelle mondiale, celui que le collectif *Ahou ahou ahou*, souligne dès les premières lignes de leur livre, *La révolte des Gilets jaunes, histoire d'une lutte de classes* (nietéditions, 2020) : « Dans le monde capitaliste en crise depuis 2008, on ne compte plus les soulèvements. Après les révoltes dites "arabes", la fin des années 2010 a vu la paix sociale à nouveau battue en brèche dans de nombreux pays du globe : Algérie, Irak, Soudan, Chili, Liban, Iran, Hongkong, Equateur, Catalogne, etc. Partout des manifestations, des émeutes, des occupations de l'espace urbain. Partout des mouvements sans représentants ni encadrement, où se mêlent des revendications de dignité sociale et une contestation des systèmes politiques. Partout des prolétaires et des classes moyennes en voie de marginalisation qui se côtoient derrière une volonté commune de "dégager" des dirigeants que l'on regarde comme coupés du "peuple". La révolte des Gilets jaunes participe de ce mouvement mondial. » (Ahou, *op. cit*, p. 5). Ajoutons la Turquie, le Mexique avec Oaxaca, la Réunion en 2012, le Brésil en 2013, la Guyane en 2017, la Birmanie/le Myanmar en 2021, le Pérou en 2023, etc. Si des mouvements de nature différente sont amalgamés, ce sont les contradictions actuelles des luttes des classes, dont « l'interclassisme » n'est qu'un symptôme, qui les amalgament.

La question que nous posent ces luttes, sans présumer de la suite, se formule ainsi : comment s'effectue, à partir d'eux-mêmes, la transformation des rapports objectifs de la situation dans les rapports de production en rapports de classes et donc en lutte des classes ? Le travail productif est le point de départ impérieux et incontournable de la définition des classes, mais il est seulement *un*

point de départ. C'est dans tout un processus que se constituent les classes telles qu'engendrées par les rapports de production, mais qui ne peuvent en être un *calque* du fait de toutes les instances au travers desquelles la production est nécessairement *reproduction,* qui n'est pas une *répétition*.

Le capital ne se reproduit comme *rapport social* qu'en passant par le moment où il devient *objectivité économique* : toutes les conditions du renouvellement du rapport se trouvent, à la fin de chaque cycle, réunies comme capital en soi face au travail, les instances politiques, juridiques, idéologiques, morales, les normes sexuelles et de genre, toutes les institutions sociales et éducatives, et, toujours présentes en chacune, l'Etat, la force coercitive et répressive de la police ou de l'armée au besoin, deviennent des moments nécessaires de la reproduction du rapport « purement économique ». Dans cette reproduction, les fonctions économiques qui ne sont que la matière première des classes sont retravaillées, hachées, recomposées pour constituer ce produit que sont les classes, dont cette étrange chose qu'est le *prolétariat*, ce perpétuel nom donné au pari politique de la production théorique.

La *vie quotidienne* est devenue le lieu où se nouent toutes les instances de la *reproduction*, mais aussi le lieu où toutes ces instances ne se présentent pas dans leur hiérarchie théorique et déterminative entre la « base économique » et les « superstructures ». Le monde familier, quotidien, c'est la métamorphose nécessaire des rapports de production en formes d'apparition, la marchandise et son fétichisme, la subsomption du travail sous le capital, les rapports de distribution, l'autoprésupposition du capital, l'idéologie sous laquelle opèrent toutes les pratiques, elle inclut les différences de quotidien, de *vécu* comme *sujet*, entre les hommes et les femmes, entre les classes. C'est sous les formes ultimes, les plus médiatisées, sous des formes où à la fois la médiation non seulement est devenue invisible, mais où s'exprime leur contraire direct, que les figures du capital apparaissent comme les agents réels et les supports immédiats de la production et qu'ils s'affrontent. Le « mouvement réel », celui que la « science » expose, n'est ni un « au-dessus », ni un « au-delà », ni ailleurs que dans les dites « formes d'apparition ».

Il est certain qu'avant les années 1970, les conditions de vie jouaient leur rôle dans les luttes ouvrières, mais elles étaient

comme incluses dans les conditions de travail. Lorsque nous parlons maintenant de vie quotidienne, il ne s'agit plus ni de « la vie en bleu », ni du mélange d'exaltation et de dépression de Debord ou Lefebvre.

Avec la restructuration achevée dans les années 1980, la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. La contradiction entre le prolétariat et le capital a alors pour contenu essentiel son propre renouvellement, d'où l'identité entre la constitution du prolétariat comme classe et sa contradiction avec le capital, la lutte en tant que classe devient la limite de la lutte de classe. Cette deuxième phase de la subsomption réelle initiée dans les années 1970 est elle-même entrée aujourd'hui dans une crise spécifique qui unifie crise de suraccumulation et crise de sous-consommation dans une crise du rapport salarial puis de la société salariale ouverte avec la crise dite des « subprimes » (2007-2008). L'importance de l'effet possible des rapports de distribution sur les rapports de production, et leur capacité à devenir prédominants, est bien spécifique à la crise actuelle : crise du rapport salarial, double déconnexion entre la reproduction de la force de travail et la valorisation du capital, crise du zonage mondial et de sa mise en abyme, crise de l'Etat dénationalisé, identité crise de suraccumulation et de sous-consommation, asystémie de la revendication salariale.

Dans chaque cycle de luttes et même dans des moments particuliers d'un même cycle, c'est un lieu déterminé devenant un « éclairage universel » qui assigne à toutes les luttes leur rang et leur importance. Dans cette unité de la vie quotidienne qui les enveloppe, les luttes en entreprises, sur les lieux du procès de production immédiat, et les luttes portant plus ou moins directement sur la reproduction sont chacune limitée par leur disjonction. Il est impossible de déterminer dans quel sens la « jonction » peut se faire, d'autant plus qu'il ne peut s'agir d'une « jonction », mais à partir de multiples luttes particulières de la création d'une situation absolument nouvelle changeant la donne pour toutes les luttes existantes.

Sans la vie quotidienne devenant réellement le problème, c'est-à-dire *se contredisant dans la liberté du sujet comme prolétaire*, pas de communisation, c'est-à-dire le bouleversement de toutes les relations renversant la hiérarchie des instances (avec et contre l'économie comme toujours « inévitable » dernière instance), ne

réglant rien par voie de conséquence de la pourriture qui colle à la peau des prolétaires et les constitue. Pour les « sujets » conscients, libres, indépendants etc., partout il y a des règlements, des codes, des lois, des fiches de paye, une police, des taxes et des impôts qui leur disent tous les jours, à chaque moment, dans chacun de leurs actes, qu'ils ne sont pas les sujets que la propre existence de ces règlements et de ces codes suppose qu'ils sont. On se révolte alors contre « sa » vie quotidienne en la voulant, comme les Gilets Jaunes, ce qu'elle ne peut pas être. On peut apercevoir avec l'épidémie de Covid-19 que ce qui « allait de soi », devenant des injonctions étatiques, perdait son évidence routinière, cette reproduction « semblable à celle des saisons » comme disait Marx. Il apparaît que la vie quotidienne et son sujet renfermaient une contradiction qui n'avait pas le même contenu selon les positions de classes.

Cette contradiction dans la vie quotidienne, c'est la crise du « travailleur libre », celui assigné à prendre en charge librement sa reproduction comme tel. C'est la transformation de la mobilisation, de l'exploitation et de la reproduction de la force de travail : un « réencastrement » pervers du travail, *non pas dans la « société » mais dans la vie quotidienne*. Une restructuration du mode de production serait une gigantesque transformation des modes de vie : la mobilisation de la force de travail et ses modalités d'exploitation bien sûr, mais aussi, de façon intriquée, l'aménagement du territoire, les communications, les transports, les modes de consommation et d'alimentation, le logement, l'éducation, la santé, le couple et la famille, etc. Une « suppression de la vie quotidienne », c'est-à-dire une absorption de celle-ci par le travail est un enjeu hautement conflictuel aussi bien comme luttes des classes que pour le mode de production lui-même (les deux aspects n'étant pas étrangers l'un à l'autre).

C'est la poursuite d'un même chemin qui de la révolution comme *communisation* nous mène au concept de *conjoncture* et ensuite à celui de *vie quotidienne* comme la matrice de la conjoncture.

VIE QUOTIDIENNE ET LUTTES DES CLASSES

Eloge des « apparences » et de la confusion.

LA LUTTE DE CLASSE : DE LA PRODUCTION À LA REPRODUCTION

De la France des « Gilets jaunes » au Chili, en passant par les « Indignés », les révoltes arabes, l'Irak, l'Iran, la Grèce, le Liban, la Turquie, Oaxaca au Mexique, la Guadeloupe et la Martinique (2009), Mayotte (2011), La Réunion (2012), le Brésil (2013), la Guyane (2017), tous les mouvement revendicatifs et les grèves (principalement quand il s'agit de secteurs ou régions où la classe ouvrière est majoritairement féminine), la *vie quotidienne* est devenue le lieu et l'enjeu des luttes des classes dans toute leur complexité, leur confusion, à la fois problème, limite et dynamique de leur possible dépassement.

Dans la crise de la fin des années 1960, le prolétariat déclina, de la façon la plus réformiste à la plus révolutionnaire, son projet de réorganisation de la société « sur la base du travail », qui était la révolution telle qu'elle se présentait alors. Ce mouvement fut brisé, il y eut défaite ouvrière. Mai 68 fut battu, l'automne chaud italien (qui dura trois ans) aussi, les vagues de grèves sauvages américaines également, ainsi que le mouvement assembléiste espagnol dans les banlieues industrielles de Barcelone et les coordinations de dockers, etc. L'essentiel était là dans les usines *et il y est toujours* même si ce n'est pas, maintenant, dans la même relation avec l'insubordination sociale qui avait gagné toutes les sphères de la société.

Il y eut défaite et restructuration, c'est-à-dire contre-révolution. On peut même parfois dater localement cette défaite, comme avec la manifestation anti-grévistes de la FIAT en 1980, ou la reprise en main patronale et syndicale dans l'automobile en France à la suite des grèves violentes et massives de 81-84. La classe capitaliste reprit le pouvoir dans les usines et *par-là* dans l'ensemble de la reproduction sociale. La classe capitaliste brisa tout ce qui confortait une *identité ouvrière* et légitimait le prolétariat en rival

du capital. La restructuration du rapport entre prolétariat et capital qui s'ensuivit a eu comme conséquence primordiale de *supprimer toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital*, ce qui ne signifie absolument pas la disparition des classes, mais une profonde mutation de la lutte des classes au niveau de la reproduction.

Lorsque nous parlons maintenant de vie quotidienne, il ne s'agit plus de « la vie en bleu » où toutes les conditions de vie, les lieux, les fréquentations n'étaient que des déterminations *en conséquence* de cette identité ouvrière dont le centre était l'usine et un rapport au capital qui confirmait cette identité dans toutes ses modalités « en bleu ».

Cette mutation de la lutte des classes, nous pouvons la saisir dans les contradictions et les limites de l'ancien cycle de luttes, celui de l'identité ouvrière, dans son achèvement à la fin des années 1960 et au début des années 1970. D'un côté, une identité ouvrière forte, confirmée dans la reproduction du capital existait sur la base de la « grande usine », de l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital, d'un autre côté, les raisons mêmes qui la faisaient exister lui interdisaient immédiatement tout début de réalisation, de passage à l'effectivité. L'O.S., qu'il fût du Sud ou du Nord de l'Italie, ou en France de Biskra ou de Ouarzazate, n'avait rien à prendre en charge, n'avait rien à gérer et ce qui le justifiait et le faisait encore agir comme membre d'un grand mouvement ouvrier (l'intégration conflictuelle de la reconnaissance et de la reproduction de la classe ouvrière dans la reproduction du capital) était la négation même de l'autonomie nécessaire au moindre début de réalisation d'une quelconque affirmation de lui-même en tant qu'ouvrier et d'émancipation du travail.

Dans *TC* n° 21 (mars 2007), nous écrivions :

« Cette contradiction interne au cours de la lutte de classe apparaît en Italie d'une façon bien concrète, à partir du milieu des années 1960, dans l'extension des luttes en dehors de l'usine. D'une part, la figure centrale de la classe ouvrière italienne, celle par laquelle est structurée toute la lutte de classe, est celle du Triangle industriel Milan – Turin – Gênes et, dans ce Triangle, principalement les ouvriers productifs des grandes entreprises. D'autre part, une telle concentration implique et n'existe que par la socialisation et la massification de la classe ouvrière au-delà du

procès de production immédiat. La lutte ouvrière c'est aussi la ville, les transports, le logement, toute la vie sociale. *En englobant toute la vie quotidienne, la lutte de classe devenait un refus de la condition ouvrière, mais elle n'englobait toute la vie quotidienne qu'à partir de l'usine* [nous soulignons], cette extension même n'existait que sous le leadership, la tutelle de l'ouvrier de la grande usine : Turin, c'est FIAT. Ce mouvement contient en fait une contradiction entre, d'une part, la figure centrale de l'identité ouvrière, encore dominante et structurant la lutte de classe, à partir de laquelle il existe et, d'autre part, *la lutte sur l'ensemble de la reproduction* [idem] qui ne peut alors donner tout ce qu'elle contient, c'est-à-dire *la remise en cause de la condition ouvrière elle-même, du fait du premier terme* [idem]. La lutte sur le salaire est le lieu de cette contradiction, là où elle devient concrète. Ce que les opéraïstes, dans une problématique et une perspective programmatique, ont théorisé comme « salaire politique » ou « autovalorisation de la classe ouvrière » était, comme pratique, comme lutte particulière, cette contradiction où, à partir de sa situation même comme ouvrier et, *à l'intérieur de celle-ci*, était remise en cause sa reproduction en tant que tel. La revendication du pouvoir ouvrier dans l'usine coexiste avec le refus de vivre en dehors comme un ouvrier et d'être employé comme ouvrier dans cette usine même. La lutte de classe se développe dans cette configuration hautement instable et contradictoire dans laquelle c'est le travail qui se refuse à fonctionner, dans le capitalisme, comme force de travail. L'autonomie en est le résultat et l'utopie pratique : exister pour soi comme travail.

L'autonomie ne peut être que programmatique, parce qu'elle est par nature l'autonomie *ouvrière*. Le mouvement de 1969 est toujours un mouvement d'affirmation du prolétariat et d'émancipation du travail, c'est sa caractérisation dominante, ce n'est que dans cette caractérisation dominante et à partir d'elle que l'on peut comprendre ce qui alors, en elle, est sa remise en cause, son impossibilité. Ce sont ces mêmes OS qui sabotent et organisent les défilés qui se regroupent dans les CUB comme à Pirelli ou se retrouvent à l'Assemblée ouvriers-étudiants de Turin. C'est cette situation qui fait toute l'originalité et l'importance tant historique que théorique de cette période. » (p. 37)

Ensuite, en 1977, à Bologne et ailleurs en Italie, l'usine n'est plus le centre de la lutte, qui se situe au niveau de la reproduction

d'ensemble du rapport social capitaliste, conjointement l'affrontement avec l'Etat s'effectue au-delà d'une problématique de prise de pouvoir, cependant le discours est toujours celui d'une perspective d'affirmation ouvrière comportant sa remise en cause. Au début des années 1980, avec le mouvement des « autoconvocations », les luttes se fracturent entre secteurs « privilégiés » et précaires, et/ou se perdent dans une critique romantique et « désirante » de la vie quotidienne.

La restructuration des années 1970-1980 fit passer la contradiction entre le prolétariat et le capital au niveau de sa propre reproduction, en tant que crise de cette relation, la crise de 2008, à son tour, posa la surdétermination des rapports de distribution sur les rapports de production, il s'en est suivi que l'exploitation et la production de valeur qui sont le cœur du mode de production capitaliste se sont répandus et *existent* dans la reproduction d'ensemble, globale qu'est la vie quotidienne dans son fétichisme, ses idéologies et ses mythes, mais aussi et par là-même dans sa capacité à remettre en cause toutes les instances du mode de production et avant tout l'économie comme détermination en dernière instance. *Sans cette ultime remise en cause tout mouvement révolutionnaire implique une restructuration du capital comme sa défaite.*

A partir de ces restructurations et modifications, on comprend la mutation de la relation entre la vie quotidienne et les luttes directement liées à un lieu de production. Nous reviendrons plus loin (chapitre *Vie quotidienne et conjoncture*) sur les problèmes actuels de la « liaison » entre les luttes « classiques » sur les lieux de production et les luttes globales sur la reproduction et la vie quotidienne.

Alors qu'à l'apogée du cycle de luttes précédent, à la fin des années 1960, les luttes emblématiques se déroulaient chez General Motors, à Renault Billancourt ou à la Fiat, les luttes emblématiques se fixent aujourd'hui sur l'ensemble de la reproduction. Au risque de forcer par une volonté « théoriciste » la nature et le sens de la période, il s'agit dans ce bouillon de culture que sont actuellement les luttes des classes d'y discerner la matrice possible d'une révolution comme communisation. Soit, nous estimons qu'il s'agit d'attendre que les rapports de production remettent tout le monde en place, soit, sachant que le « rappel à l'ordre » des rapports de production ne s'effectue que dans leurs formes d'apparition

constituant la vie quotidienne, c'est ce chaos que sont les luttes de classes dans chaque aire nationale ou régionale et au niveau mondial qu'il s'agit de décrypter comme un faible éclat de phare dans le brouillard. Tel est l'enjeu de ce texte.

LA VIE QUOTIDIENNE, REMEDE A LA MALADIE DE MATURITE DE LA THEORIE DE LA COMMUNISATION

L'exploitation n'est pas une équation

Depuis la critique du programmatisme et ses tentatives de dépassement théorique, la pensée spontanée des théoriciens de la révolution comporte souvent une sorte de point obscur, un angle mort, quelque chose que leur problématique résultant de cette critique exclut. Le prolétariat n'existerait et n'agirait que de par sa constitution et situation dans l'exploitation considérées de la façon la plus radicalement abstraite, c'est-à-dire comptable : la retenue d'un surplus de valeur, abstraction faite de toutes les conditions pour qu'existe cette simple équation que devient la plus-value. L'idéologie (quelle qu'elle soit) et les pratiques revendicatives et/ou « émeutières » opérant sous une idéologie ne pourraient être que le fait de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes (couramment : la politique, la justice, les demandes adressées à un Etat de droit, les services publics, l'écologie, etc.). La classe ouvrière « en tant que telle », sauf à se laisser entraîner dans un combat qui n'est pas *essentiellement* le sien (ou une résurgence du programmatisme), en serait comme génétiquement préservée (sauf quelques prolétaires « à titre individuel »)[1]. Pourtant, elle combattit au nom de la religion, de la morale, du droit, de la liberté, de l'égalité, mais cela appartiendrait à ses années de formation, à sa « jeunesse ». C'est oublier que, depuis la restructuration des années 1970-1980, le prolétariat est bien sûr toujours défini et mû par cette contradiction qu'est l'exploitation. Si elle ne s'est jamais réduite à une simple équation, dans le mode de production tel que restructuré, elle se situe au niveau de la *reproduction du rapport* (voir infra). Cela signifie que pour le prolétariat toute son existence n'est que celle des catégories du capital et ces dernières sont bien

[1] Voir Astarian et Ferro, *Le Ménage à trois de la lutte des classes*, éd. L'Asymétrie, 2019.

loin d'être et d'exister sans leurs formes d'apparition et leurs idéologies. Alors que dans cette « pensée théorique » formelle et normative, la classe ouvrière n'agirait maintenant, en tant que telle, « conformément à sa nature », que dans la mesure où elle se contenterait de dire « un sou est un sou » ; en dehors de cela point de salut, elle tomberait dans l'idéologie et, ce faisant, ne serait plus ce qu'elle est conformément à son être. Comme si, même en supposant que « un sou est un sou » définisse les « vraies » luttes ouvrières, cela ne renfermait aucune idéologie : le prix du travail, les rapports de distribution, la juste reproduction des rapports d'exploitation.

Non, la classe ouvrière s'intéresse aussi, *comme tout le monde*, dans toutes sortes de conflits internes et avec les autres classes, et cela fait partie de ses pratiques, au fonctionnement de l'Etat, à la justice, à la fiscalité, à la corruption des élites, aux services publics, à l'Etat, aux rapports de genre, au racisme, à l'environnement et, surtout et avant tout, au contenu de son assiette, pas de la même façon que les autres classes, mais ni plus ni moins. D'autant plus que c'est là, dans son assiette, que tout s'achève, toute la reproduction, la circulation, l'équilibre entre les sections I et II, etc.[2]. Nous reviendrons sur l'identité entre suraccumulation et sous-consommation dans la crise actuelle.

On peut faire du prolétariat une sorte d'Ovni social et cela fut fait (voir *l'Idéologie allemande* et la « classe universelle » déjà au-delà des rapports capitalistes – dernières pages du « *Feuerbach* » ; *l'Introduction de 1843* et le prolétariat comme la « décomposition de la société », « la classe qui n'est pas une classe », ou alors la classe qui n'existe que dans le Parti – Bordiga, etc.), mais si le prolétariat est une classe de cette société, il est *absurde* d'envisager son activité en dehors des formes d'apparition et de toute idéologie, comme se référant *directement* aux rapports de production et ce jusque dans ce que nous pouvons conjecturer comme activité révolutionnaire. Il est « heureux » qu'il en soit ainsi car cela signifie que, dans cette société, rien d'elle ne sera aboli par « voie de conséquence ».

Le prolétariat n'existe pas d'abord comme tel (exploité, « sans réserve », contradiction entre travail nécessaire/surtravail, etc.) et

[2] « … la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'il s'en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 6, p. 314).

seulement ensuite traversé par toutes sortes de « surdéterminations », comme si, par exemple, le prolétariat était blanc et masculin, ce qui est alors implicitement présupposé[3]. Être une classe n'existant que comme rapport au capital, c'est posséder de façon *intérieure* toutes les segmentations et contradictions produites par les catégories du mode de production capitaliste. Quand les camarades d'*Il lato Cattivo* soulignent de façon critique une tendance actuelle *« à déplacer le barycentre primordial et irremplaçable de la théorie elle-même de l'exploitation de classe aux antagonismes englobés, dépourvus de dynamique propre … » (texte de présentation d'Il lato cattivo sur le site web Dndf – Des nouvelles du front), il faut répondre que les antagonismes auxquels fait référence Il lato cattivo ne sont pas des « antagonismes englobés » dont il faudrait chercher « la dynamique propre », mais que ces déterminations sont tout simplement constitutives de l'exploitation. Comment penser l'exploitation de la force de travail sans la distinction entre les hommes et les femmes ou sans la segmentation raciale (même si cette dernière n'est pas appréhendable au même niveau conceptuel, voir TC 26) ?*

Le prolétariat luttant « en tant que tel » n'est pas un *préalable* à la révolution ou, plus précisément, à la communisation. C'est une contradiction dans les termes, il y a là une incohérence constitutive entre d'une part l'affirmation de la révolution comme communisation et, d'autre part, soutenir que cette révolution

[3] Cela nous conduit par exemple à une considération qui peut paraître si évidente qu'elle en est aveuglante : *le prolétariat n'est pas masculin*. Entre les femmes et les hommes il existe bien une contradiction spécifique, mais l'exposé logique (conceptuel) des deux contradictions amène si l'on n'y prend pas garde, à spontanément présupposer le prolétariat « réellement existant » comme exclusivement masculin (et on y ajoute le « problème des femmes »). A partir du moment où nous considérons que l'exploitation, de par la loi de population spécifique du capital, est intérieure à la définition des femmes et à leur appropriation, nous considérons alors que la contradiction entre les hommes et les femmes ne vient pas s'ajouter et traverser l'existence d'un prolétariat préexistant, mais qu'elle lui est intérieurement et conflictuellement constitutive. Le prolétariat n'existe pas sans la population, sans sa reproduction et ses lois capitalistes spécifiques, sans la reproduction de la force de travail : la contradiction entre les hommes et les femmes est toujours déjà là *dans le prolétariat*. Ce n'est que dans le mode de production capitaliste que population et travail (toujours nécessaire, toujours de trop) devient une contradiction interne à la dynamique même du mode de production (voir *TC* 23 et *TC* 24).

nécessite une recomposition préalable de la classe en « acteur collectif », « agissant en tant que telle » semblable à ce qu'elle était quand la révolution était affirmation du prolétariat et libération du travail : formellement semblable mais avec un contenu autre. La communisation n'est pas un nouveau programme enfin conforme à « l'être de la classe »[4].

Considérer comme un préalable ou une condition la constitution du prolétariat « en tant que tel », revient à considérer que la communisation n'est pas le dépassement produit d'une situation où, de multiples façons, lutter en tant que classe est la limite de la lutte de classe mais, au mieux, le nouveau programme ou, au pire, celui qui fut toujours mais, maintenant, enfin réalisable. C'est dans la confusion d'une *conjoncture*, c'est-à-dire le bouleversement de la hiérarchie déterminative des instances qui jusque-là reproduisaient l'économie comme déterminante[5] ; c'est dans l'intrication de toutes les instances à l'intérieur de la lutte des classes *dont l'interclassisme est le symptôme*, que le prolétariat, par son engagement même dans ces luttes, produit son appartenance de classe comme contrainte extérieure et prend les « mesures » qui absorbent et détruisent la société, ce qui, pour le prolétariat, est la réalité en actes de son abolition. *Sa lutte « en tant que tel » ne peut pas être un préalable (même théorique), un dégagement, mais la pratique de sa disparition*.

Si on n'a pas produit dans le cycle de luttes actuel le concept et l'importance de la vie quotidienne, on ne peut pas comprendre la prégnance de l'interclassisme et les enjeux qu'il comporte. Pour différencier les positions et les pratiques de chaque classe, ce n'est pas d'une « nature essentielle » de chacune qu'il faut partir, mais de la situation globale *conceptuellement définie* par la contradiction entre le prolétariat et le capital (travail productif / exploitation / contradiction entre travail nécessaire et surtravail / le capital comme contradiction en procès) qui, dans un moment et

[4] Dans le cours de la lutte révolutionnaire, l'abolition de l'Etat, de l'échange, de la division du travail, de toute forme de propriété, l'extension de la gratuité comme unification de l'activité humaine, c'est-à-dire l'abolition des classes, des sphères privées et publiques, des catégories d'hommes et de femmes, sont des « mesures » abolissant le capital, imposées par les nécessités mêmes de la lutte contre la classe capitaliste, dans un cycle de luttes spécifiquement défini. *La révolution est communisation*, elle n'a pas le communisme comme projet et résultat, mais comme contenu. On n'abolit pas le capital pour le communisme, mais par le communisme, plus précisément par sa production.

[5] Voir plus loin à propos du concept de conjoncture.

une crise particuliers, donne sens et informe la position objective de chaque classe, *position objective qui, « en soi », n'est qu'une matière première*. Le problème n'est pas en soi « l'interclassisme » des luttes mais le niveau et le procès historiquement spécifique de constitution des contradictions qui, à l'intérieur du mode de production capitaliste, dans sa crise présente, le produit. L'interclassisme n'est pas le problème, celui-ci réside dans la définition de la situation qui le produit et, alors, dans l'évaluation des dynamiques de cette situation. Les contradictions n'existent que spécifiquement définies dans l'histoire du mode de production capitaliste (nous revenons sur la question de l'interclassisme dans le texte sur les Gilets jaunes dans ce n° de *TC*).

Il faut toujours en revenir à la critique de cette affirmation catastrophique de Marx dans *La Sainte Famille* : « Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se *représente* momentanément. Il s'agit de savoir *ce que* le prolétariat *est* et ce qu'il sera obligé de faire, conformément à cet *être*. » (*op. cit.*, éd. Sociales, p. 48.). Le dépassement révolutionnaire du mode de production capitaliste est un *dépassement produit*, une sorte de point historique inconnu, une *conjoncture*, même si cela n'est pas fortuit en regard de ce qu'est le capital comme contradiction en procès. Considérer le cours des choses sur la base du Marx de *La Sainte Famille* ne pourrait que nous conforter dans un normativisme bien tranquille : la situation est telle, mais nous savons que ce n'est qu'une « disharmonie » momentanée, cela parce que l'avenir nous appartient, mais, surtout, parce que, *dès maintenant*, ce qu'il se passe, c'est-à-dire ce que fait le prolétariat, ne correspond pas à l'être que nous (« La Théorie ») nous connaissons, en quelque sorte ce n'est pas « rationnel » et donc à peine « réel ». Selon les occasions, les prolétaires ne seraient là qu'anecdotiquement, « à titre individuel » et non « en tant que tels », c'est-à-dire tels que nous savons (c'est-à-dire que « La Théorie » sait), qu'ils doivent être conformément à leur être.

Le défaut principal de ce néo-programmatisme[6] est de concevoir toute la période qui s'achève (le mode de production tel que restructuré dans les années 1970-1980) de façon négative, c'est-à-dire comme disparition des caractéristiques précédentes (celles du fordisme, pour simplifier) et non pas comme ayant produit de nouveaux types de contradictions, un peu comme un long processus d'essoufflement des déterminations précédentes. De ce fait le contenu des luttes de ce cycle serait avant tout une réaction à cet essoufflement. Nous perdrions alors quelques caractéristiques majeures de ce cycle de luttes : la contradiction entre les classes au niveau de la reproduction du rapport ; aucun rapport à soi du prolétariat confirmé dans la reproduction du capital ; être en contradiction avec le capital c'est être en contradiction avec sa propre existence comme classe dans sa situation de classe ; les pratiques d'« écart » et « l'asystémie de la revendication salariale » et, de façon synthétique : le fait nécessaire de lutter en tant que classe comme la limite de la lutte de classe (cf. *TC* 20). Considérer que les luttes actuelles sont dans leur forme et contenu le résultat de ce qu'avec l'érosion du fordisme « ça va mal » et « de plus en plus mal », c'est affirmer que rien ne change, ni les acteurs, ni la contradiction qui les relie et les définit, seul le décor, les circonstances, se modifient et peuvent égratigner leur intégrité essentielle. Tout comme le mode de production, la lutte des classes consiste dans le changement, dans l'histoire[7]. *C'est la contradiction qui est, en elle-même, historique et non pas parce qu'affectée par des circonstances*.

---

[6] Actuellement, notre petit milieu de production théorique semble se scinder en deux tendances : une qui ne se soucie que des formes d'apparition, des attributs en ne les considérant même plus comme « formes d'apparition », c'est-à-dire dans leur connexion réelle qui ne se comprend théoriquement que dans la production d'un « concret de pensée » ; l'autre qui, face au bouillon de culture qu'est présentement la lutte des classes, fait un retour dogmatique et réductionniste aux fondamentaux. Sans faire aucun amalgame, tant les différences sont grandes, on peut voir dans la première tendance *Endnotes*, l'*Appel*, *Stoff,* la résurrection de Camatte (etc.), dans la seconde Astarian et Ferro (*Le ménage à trois... ;* certains textes d'Astarian sont beaucoup plus ambigus quand il se réfère à son humanisme fondamental), *Temps libre* (après leur période « cryptositu »), *Tant qu'il*, *Kosmoprolet*, Dauvé : *De la crise à la communisation* (éd. Entremonde) ... Il ne s'agit pas de chercher une voie médiane mais de produire les formes de manifestation comme telles (exploitation, rapports de production et nécessité interne de leurs métamorphoses).

D'une vie quotidienne à l'autre

Ce n'est pas seulement à la fin des années 1950 (la première édition de la *Critique de la vie quotidienne* de Lefebvre date de 1958) et dans les années 1960 que l'on se met à parler de vie quotidienne. C'est au tournant du XX^e^., en Europe occidentale (philosophiquement avec la phénoménologie) et aux Etats-Unis (avec les sociologues de Chicago) : quand se fortifie le passage du mode de production capitaliste en subsomption réelle avec l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital, quand se connectent la « petite circulation », celle du salaire comme reproduction de la « race des travailleurs » et la « grande », celle de la reproduction des éléments du capital constant et du capital variable (qui finalement retourne dans la poche de la classe capitaliste), c'est alors que se forge le concept de « vie quotidienne ». Une réalité nouvelle a alors pris corps, entretenant des rapports compliqués avec les luttes des classes[8].

Autour des années 68, le quotidien apparaît comme le lieu de « l'aliénation universelle » et le lieu où elle peut être renversée. A posteriori, nous pouvons dire que dans la critique situationniste de la vie quotidienne, c'est de la crise et de la critique du programmatisme dont il s'agissait.

« La révolution ne pouvait être que la négation de la condition ouvrière mais il fallait chercher celle-ci, non dans le rapport du prolétariat au capital, mais dans l'universalité de l'aliénation. Aliénation *universelle* et par là *humaine*, celle-ci se justifiait elle-même par la contestation des modes de vie imposés, de la consommation, de la "prospérité capitaliste". Cette révolte contre la condition ouvrière qui s'étendait hors du procès de travail

[7] « La matière éternelle, impérissable n'est *réelle* ou n'a d'existence pratique qu'en tant que somme de ses phénomènes transitoires. […] Nous disons que les changements résident dans la matière, que *la matière est ce qui subsiste*, que seuls les changements se modifient ; nous pouvons avec autant de raison, inverser les choses et dire : *la matière consiste dans le changement*, la matière est ce qui se transforme et la seule chose qui subsiste est le changement. ». (Dietzgen, *L'Essence du travail intellectuel humain*, 1865, éd. Champ libre, 1973, p. 90).

[8] Bien sûr, dans *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, Engels rend compte de tous les moments de la reproduction que nous pourrions maintenant appeler vie quotidienne. Cependant, si nous ne pouvons pas parler de vie quotidienne, c'est que tous ces moments ne sont pas immédiatement dépendants et intégrés dans la reproduction propre du capital et en même temps opposés au moment spécifique de la valorisation, dans une séparation qui fait elle-même partie de la valorisation et qui en est constitutive.

produisait sa raison d'être en dehors d'elle-même. Comme universalité de l'aliénation, elle s'autonomisait de ses conditions réelles, elle apparaissait non pas découler directement de la situation de l'ouvrier, mais être un fait de l'ensemble de la société, de l'« aliénation universelle » dont l'ouvrier était le résumé, la condensation (Marcuse et les théoriciens de l'Ecole de Francfort devinrent à la mode). Ce n'est pas un hasard si cette révolte ne devint effective que dans sa rencontre avec la contestation étudiante. Elle se détacha d'elle-même, devint étrangère à elle-même et se dédoubla en une révolte ouvrière enfermée dans son impasse et la même ayant pris, pour elle-même, une forme autonome et mystérieuse : la révolte contre tous les aspects de la vie mettant l'ouvrier en lumière et en mouvement en tant qu'être *universel* et par là *humain*. Si cette révolte contre la "totalité de la vie" a été comprise comme "révolte humaine", c'est que *l'on ne pouvait alors considérer que le prolétariat puisse aboutir, à partir de sa situation même en tant que classe, à autre chose que son affirmation et au mieux à l'impossibilité de celle-ci*. » (cf. Théorie Communiste, *68, année théorique...etc.*, brochure 2015)

La critique de la vie quotidienne était dans la théorie situationniste le point discriminant entre le « mouvement ouvrier classique » et « le nouveau mouvement révolutionnaire », celui qui adopte « le point de vue de la critique de la totalité ». Une révolution qui ne se situerait pas au niveau de la vie quotidienne ne pouvait que créer un nouveau « pouvoir séparé ». Ce que ce point de vue de la vie quotidienne annonçait, c'était la conception de la révolution comme communisation immédiate de la société. La critique de la « politique séparée » avait également pour contenu la critique et l'abolition du travail.

« La construction libre de tout l'espace-temps de la vie individuelle est une revendication qu'il faudra défendre contre toutes sortes de rêves d'harmonie des candidats managers du prochain aménagement social. » (*IS* n°6, p. 4). La vie quotidienne comme centre du projet révolutionnaire ne pouvait être rien moins que la suppression du travail, de même que la suppression du prolétariat, car elle est le point de vue de la totalité, là où aucun aspect de la réalité ne peut être isolé.

Cependant, considérer la vie quotidienne comme un *vécu immédiat*[9], comme la vérité cachée des rapports de production fut ce que nous pouvons maintenant considérer comme « l'erreur » de Lefebvre et Debord (Kosik est beaucoup plus prudent[10]). Comme Debord, Lefebvre considère historiquement la vie quotidienne mais ne la considère pas comme une construction historique en elle-même et, surtout, comme *le résultat de toutes les métamorphoses des rapports de production dans leurs formes de manifestation*, comme ce monde magique dans lequel nous évoluons tous les jours : la « religion de la vie quotidienne » (Marx, *Le Capital*, t. 8, p. 208)[11]. C'est le point discriminant de la thèse défendue ici par rapport aux conceptions similaires de Debord et Lefebvre. Le « directement vécu » qui se serait « éloigné » que l'on trouve dans les deux premières thèses de *La Société du spectacle* n'a jamais existé[12].

Après une longue éclipse, comme nous allons chercher à le montrer, la vie quotidienne est de retour. Ce retour est spécifique à

[9] Dans *La Société du spectacle* il existe constamment un substrat anthropologique que révèlent à l'évidence les notes de lecture de Debord pour la rédaction du livre (*La librairie de Guy Debord*, éd. L'Echappée, 2021).

[10] Pour Kosik, prendre le quotidien pour base et point de départ c'est accepter : « l'apparence immédiate sous laquelle se manifeste le monde des représentations et de la pensée routinière » (*La dialectique du concret*, éd Maspero, 1970, p. 15). Kosik poursuit en citant Tran-Duc-Thao (*Phénoménologie et matérialisme dialectique*, éd. Minh-Tân, 1951) : « Le monde de l'apparence avait accaparé, dans le langage ordinaire, tout le sens de la notion de réalité […] Puisque les apparences s'y sont imposées à titre de monde réel, leur élimination se présentait comme une mise entre parenthèses de ce monde […] et la réalité authentique à laquelle on revenait prenait paradoxalement la forme d'irréalité d'une conscience pure ». A part cette référence le livre de Tran-Duc-Thao est un parfait manifeste du Diamat stalinien.

[11] Les avant gardes artistiques (*Nadja*), la littérature avec Kafka, Joyce, puis le « Nouveau Roman » et bien auparavant Büchner avec *La Mort de Danton* étaient peut-être plus critiques et clairvoyantes, comme Houllebecq aujourd'hui, que les révolutionnaires de la fin des années 1960.

[12] Thèse 1 :« Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de *spectacles*. Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation. »

Thèse 2 : « Les images qui se sont détachées de chaque aspect de la vie fusionnent dans un cours commun où l'unité de cette vie ne peut plus être rétablie. […] Le spectacle en général, comme inversion concrète de la vie, est le mouvement autonome du non-vivant. ». C'est exactement ce type d'assertion qui, malgré son erreur, une fois répétée *sans contexte* peut réunir les imbéciles dominants et les idiots subalternes autour de Debord.

la nature du mode de production tel qu'issu de la restructuration des années 1970-1980 et de sa crise depuis 2008. Toutes les contradictions se cristallisent au niveau de cette *reproduction* qu'est la vie quotidienne. Mais, aucun concept, aucune pureté, aucune vérité ne se cachent plus sous les formes de manifestation, l'idéologie et le fétichisme, car c'est là que les luttes de classes se constituent et se déroulent. Plus de plage sous les pavés, plus de *réalité* conceptuelle sous les apparences. C'est là, à 50 ans d'intervalle, depuis les prémices d'un cycle de luttes jusqu'à son possible achèvement (insurrection/révolution ou restructuration), l'énorme différence avec les analyses fondatrices de Debord et Lefebvre.

Comme nous l'exposons dans le chapitre suivant, tout se joue maintenant et pour l'instant comme crise du rapport de l'Etat à sa société, crise de la reproduction de tous les rapports sociaux, *et tout le monde y joue*. Il y a une étroite combinaison entre l'identité de la crise dans sa spécificité comme suraccumulation et sous-consommation, la crise du rapport salarial, celle de la mondialisation, la crise de la société salariale, celle de légitimité et de reconnaissance de l'Etat dénationalisé, et enfin l'interclassisme, la citoyenneté et la politique. Ce n'est que depuis 2007-2008, avec la crise de cette phase du capital et de son Etat, plus précisément avec son devenir, dans les années 2010, comme crise de la société salariale et de l'Etat dénationalisé que la vie quotidienne comme lieu et enjeu de la lutte des classes apparaît dans un lien complexe et nécessaire avec les luttes en entreprises sur la production.

POURQUOI LA VIE QUOTIDIENNE MAINTENANT ?

Dans la crise actuelle, pour parvenir spécifiquement à comprendre la vie quotidienne comme maintenant lieu de la lutte des classes, il faut passer au préalable par quelques points fondamentaux.

La spécificité historique des crises

Si toutes les crises ont la même genèse et la même résolution (suraccumulation du capital ; dévalorisation / reprise de la valorisation), il n'y a pas une réalité de la crise qui serait la

suraccumulation du capital et des manifestations parcellaires et illusoires de celle-ci comme, par exemple, l'impossibilité de réaliser les marchandises, la pénurie de crédit, l'effondrement monétaire, etc. Les crises peuvent être commerciales, financières etc... et s'étendre d'une sphère à l'autre. La suraccumulation n'a d'existence effective que dans *telle ou telle* crise : commerciale, financière, monétaire, etc., telle qu'elle existe de façon historiquement spécifiée et produite. C'est précisément parce que l'on peut réduire toutes les crises à la forme conceptuelle de la suraccumulation du capital et de la baisse tendancielle du taux de profit et parce que cette abstraction est la contradiction en procès du surtravail et du travail nécessaire qu'elles se différencient parce qu'elles sont toutes et toujours une lutte des classes, non comme effet (ou pire « conséquence de ce que *ça va mal* ») mais parce que les crises définies comme baisse tendancielle du taux de profit et suraccumulation sont, en-deçà et fondamentalement des luttes de classes. Les crises n'existent concrètement que dans des formes spécifiques et ne se déroulent, comme lutte des classes, que dans ces formes spécifiques.

Il faut considérer que toutes sortes de circonstances peuvent produire un effet de cliquet au niveau de la circulation du capital prise ici comme englobant la continuité entre production et circulation, il n'y a jamais par nature même de la chose, parce qu'elle est le mouvement de la reproduction d'ensemble du rapport entre travail et capital, apparition pure de la suraccumulation du capital et de la baisse du taux de profit. *Selon le développement antérieur du mode de production, dans la reproduction, il y a toujours un maillon faible qui cède en premier, donnant à l'ensemble sa coloration spécifique*. Nous verrons plus loin que pour la crise initiée en 2008, cet effet de cliquet est apparu dans l'identité entre crise de suraccumulation et de sous-consommation au niveau de la consommation et de la reproduction d'ensemble comme vie quotidienne, du fait de toute la dynamique antérieure de l'accumulation qui, au niveau mondial, avait déconnecté la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail.

La subsomption réelle du travail sous le capital a une histoire

La crise/restructuration des années 1970-1980 marque le passage à une deuxième phase de la subsomption réelle. La subsomption réelle a une histoire parce qu'elle a un principe dynamique qui la forme, la fait évoluer, pose certaines formes du procès de valorisation ou de circulation comme des entraves et les transforme. La plus-value relative, qui affecte le procès de travail et *toutes les combinaisons sociales du rapport entre le prolétariat et le capital* et conséquemment des capitaux entre eux, est ce qui permet de poser une continuité entre les phases de la subsomption réelle et leur transformation. L'extraction de plus-value relative affecte toutes les combinaisons sociales, du procès de travail aux formes politiques de la représentation ouvrière, en passant par l'intégration de sa reproduction dans le cycle propre du capital, le rôle du système du crédit, la constitution d'un marché mondial spécifiquement capitaliste (pas seulement capitaliste marchand), la subordination de la science : le mode de production capitaliste « apparaît véritablement comme un mode de production *sui generis*… » (Marx, *6ème chapitre*, éd. 10/18, p. 218).

« Dans la société bourgeoise achevée, chaque rapport économique en suppose un autre sous sa forme bourgeoise et économique, l'un conditionnant l'autre, comme c'est le cas de tout système organique. Ce système organique lui-même dans son ensemble, a ses présuppositions propres, et son développement total implique qu'il se subordonne tous les éléments constitutifs de la société *ou qu'il crée à partir de lui-même les organes qui lui font encore défaut* [nous soulignons]. C'est ainsi qu'il devient historiquement une totalité. » (Marx, *Fondements …*, éd. Anthropos, t. 1, p. 226).

La subsomption réelle du travail (donc de la société) sous le capital est par nature *toujours inachevée*. Il est dans la nature de la subsomption réelle d'atteindre des points de rupture car elle surdétermine les crises du capital comme *inachèvement de la société capitaliste*. Il est important de poser ce fondement général de la subsomption réelle pour comprendre comment, dans certaines circonstances historiques, la lutte de classes, produite par mais non calque de la contradiction qu'est l'exploitation, peut se cristalliser comme vie quotidienne.

La restructuration des années 1970-1980

La restructuration qui a accompagné la crise de la fin des années 1960 jusqu'aux années 1980, a été une défaite ouvrière, la défaite de l'identité ouvrière, quelles que soient les formes sociales et politiques de son existence (des Partis communistes à l'autonomie ; de l'Etat socialiste aux Conseils ouvriers). Cette identité reposait dans sa totalité sur la contradiction qui se développe dans la première phase de la subsomption réelle (des années 1920 aux années 1960) entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en œuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes de l'appropriation par le capital de cette force de travail, dans le procès de production immédiat, et dans le procès de reproduction.

Il s'agissait dans cette restructuration d'abolir tout ce qui était devenu une entrave à la fluidité de l'auto-présupposition du capital. Avec la restructuration achevée dans les années 1980, la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. La contradiction entre le prolétariat et le capital a alors pour contenu essentiel son propre renouvellement, d'où l'identité entre la constitution du prolétariat comme classe et sa contradiction avec le capital. La phase ouverte dans les années 1970 est elle-même entrée aujourd'hui dans une crise spécifique qui unifie crise de suraccumulation et crise de sous-consommation dans une crise du rapport salarial ouverte avec la crise dite des « subprimes » (2007-2008).

Trois déterminations de la restructuration des années 1970-1980

Ces trois déterminations sont importantes pour comprendre la suite, c'est-à-dire la caractérisation de classe de la crise à partir de 2007-2008 :

- la double déconnexion entre la reproduction de la force de travail et la valorisation du capital avec son corollaire et son effectivité : la mondialisation comme zonage de l'accumulation à tous les niveaux d'échelle.
- l'achat global de la force de travail par le capital.
- L'asystémie de la revendication salariale.

a) La double déconnexion

Dans le capitalisme restructuré (dont nous connaissons actuellement la crise), la reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*. D'une part déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu.

Pour la première déconnexion : elle apparaît d'abord comme un zonage géographique du mode de production capitaliste : des hypercentres capitalistes ; des zones secondes avec des activités nécessitant des technologies intermédiaires, regroupant la logistique et la diffusion commerciale, zones à la limitation floue avec les périphéries consacrées aux activités de montages souvent en sous-traitance ; enfin, zones de crises et « poubelles sociales » dans lesquelles prospère tout une économie informelle sur des produits légaux ou non (parfois stratégiques). Si la valorisation du capital est unifiée au travers de ce zonage, il n'en est pas de même de la reproduction de la force de travail. Ce zonage se doit d'être une mise en abyme : chaque niveau d'échelle, du monde au quartier, reproduit cette tripartition. La disjonction est totale entre la valorisation mondiale unifiée du capital et la reproduction de la force de travail adéquate à cette valorisation. Entre les deux, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail, qui, dans les pays centraux, définissait le fordisme, a disparu[13].

La rupture d'une relation nécessaire entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail brise les aires de reproduction cohérente dans leur délimitation régionale ou même nationale.

Ce zonage est entré en crise, il tend à devenir contre-productif. L'identité, dans la crise actuelle, entre crise de suraccumulation et de sous-consommation (voir plus loin) signifie que la déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail est devenue un problème. Dans cette identité de la crise, la déconnexion qui était fonctionnelle à une phase du mode de production devient contradictoire à sa propre poursuite. Cette

[13] Le résultat de cette expansion mondiale du mode de production capitaliste sur le mode du zonage signifie la prolétarisation d'une vaste majorité de la population mondiale et, simultanément, la production de grandes masses de prolétaires surnuméraires (cf. les travaux de Mike Davis, ceux plus anciens de Serge Latouche et ceux actuels de Aaron Benanav, *L'Automatisation et le futur du travail*, éd. Divergences).

déconnexion était un système mondial faisant des Etats-Unis le consommateur en dernier ressort. Toute la géographie de la reproduction mondiale du capital et son zonage en abyme se délite.

Pour la seconde déconnexion : l'endettement de plus en plus élevé, favorisé par une politique de taux d'intérêt bas, permet que les dépenses des « ménages » augmentent plus vite que leurs revenus. Un tel système de relations entre revenu et consommation est fondé sur d'énormes différenciations salariales et les renforce, mais les pauvres ne sont pas oubliés, comme nous l'a montré la crise des *subprimes* et l'indique la montée du surendettement dans tous les pays. Dans la succession des crises financières qui, depuis une vingtaine d'années, régulent le mode de valorisation actuel du capital, la crise des *subprimes* est la première à avoir pour point de départ non pas des actifs financiers se référant à des investissements en capital, mais à la consommation des ménages et plus précisément des ménages les plus pauvres. Toute « sortie de crise » implique une dévalorisation massive de capital et un relèvement du taux d'exploitation, ce dernier se traduisant entre autres par une compression du salaire. *Dans la présente crise, cette compression du salaire était déjà structurellement incluse dans la phase qui l'a précédée, c'est pour cela que pour désigner spécifiquement cette crise nous parlerons de crise du rapport salarial*.

b) Achat global de la force de travail

Mondialement, la classe capitaliste présuppose comme à disposition une totalité de force de travail soit, dans les pays centraux, par son achat global, soit, dans les périphéries, par la destruction toujours à répéter de tout lien entre l'individu et ses moyens de travail et reproduction.

Dans les pays centraux, la force de travail est alors présupposée comme propriété du capital, non seulement formellement (le travailleur a toujours appartenu à toute la classe capitaliste avant de se vendre à tel ou tel capital), mais réellement en ce que le capital paie, par l'intermédiaire de l'Etat ou d'organismes paritaires, et de plus en plus d'organismes privés dont c'est la fonction, sa reproduction individuelle *en dehors même de sa consommation immédiate qui pour chaque force de travail est accidentelle*. Quitte à ce que la valeur de cette reproduction soit complétée selon l'usage qu'en fait tel ou tel capitaliste. Le salaire

devient non le paiement d'une force individuelle à partir d'elle-même, mais une quote-part de la valeur générale de la force de travail disponible.

Dans ce système, les Etats des périphéries assurent, par leurs dépenses sociales (modestes) et en infrastructures, ou directement par la coercition, la disponibilité de la main-d'œuvre pour les chaînes de valeur des firmes transnationales et leur immense système de sous-traitance. L'émigration et son corollaire les « remises », de même que le commerce dit de « norias », huilent le système assurant la reproduction dépendante de sociétés déstructurées.

A partir des aires centrales, c'est la force de travail mondiale qui est *mobilisée*, le dispositif de l'achat global s'étend *en se différenciant* à l'ensemble du monde jusqu'à déterminer ceux qui doivent plus ou moins survivre tout en participant et assurant la mise en valeur des secteurs « formels ».

c) L'illégitimité ou l'asystémie de la revendication salariale

Dans la relation salaire / profit / investissement / consommation, le salaire n'est plus un élément de la régulation d'ensemble du capitalisme ; il y a déconnexion entre reproduction de la force de travail et valorisation du capital, et déconnexion entre revenu et consommation ; la segmentation de la force de travail devient fonctionnelle à ce régime des salaires. On peut ajouter qu'aucune résurrection des relations salariales telles qu'elles étaient dans les aires centrales du capital ne verra le jour dans le développement du salariat dans les pays actuellement dits « émergents ». Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger*. Bien sûr, le partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail est toujours définitoire de la lutte des classes. Mais, maintenant, dans la lutte sur ce partage c'est paradoxalement dans ce qui définit le prolétariat, au plus profond de lui-même, comme une classe de ce mode de production et rien que cela, qu'apparaît pratiquement et conflictuellement, dans le rapport même au capital qui le définit comme classe, que son existence de classe devient la limite de sa propre lutte en tant que classe.

La crise actuelle comme identité entre suraccumulation et sous consommation

Après être passé par ces trois déterminations du rapport d'exploitation tel qu'issu de la restructuration des années 1970-1980 et la définition contradictoire de la revendication salariale (et du mode d'existence même du salaire), nous pouvons en arriver à la caractérisation de la spécificité historique de la crise de 2007-2008. Nous la qualifions comme identité de la suraccumulation et de la sous-consommation et par là comme crise du rapport salarial[14].

La crise actuelle a éclaté parce que des prolétaires n'ont plus pu payer leurs crédits. Elle a éclaté de par le rapport salarial même qui fondait la financiarisation de l'économie capitaliste : compression des salaires nécessaire à la « création de valeur » ; concurrence mondiale de la main-d'œuvre. C'est le rapport salarial qui est maintenant au cœur de la crise actuelle. La crise actuelle est le début de la phase de renversement des déterminations et de la dynamique du capitalisme tel qu'il était sorti de la restructuration des années 1970-1980. Ce qui éclate maintenant et se retourne en entraves et vecteurs de la baisse tendancielle du taux de profit, c'est précisément ce qui avait fait la dynamique du système (l'intrication de la financiarisation du capital productif et de la double déconnexion de la reproduction de la force de travail).

Les prolétaires ne consomment jamais une partie de la plus-value, comme le sous-entendent les théories sous-consommationnistes qui opposent la baisse ou la stagnation des salaires à la réalisation de la plus-value croissante qui en est le résultat. Le secret réside dans la trop grande transformation de la

[14] En ce qui concerne la théorie des crises, le marxisme s'est scindé en deux grandes tendances. La première explique les crises à partir de la sous-consommation ouvrière et donc des difficultés de réalisation de la plus-value, ce sont les thèses sous-consommationnistes. La seconde se fonde sur la baisse tendancielle du taux de profit et donc la pénurie de plus-value par rapport à l'accumulation du capital dans laquelle la partie variable du capital baisse relativement à sa partie constante, la crise est une crise de suraccumulation vis-à-vis de la valorisation nécessaire du capital accumulé. On trouve chez Marx de quoi justifier les deux thèses, mais aussi, et c'est le plus important, l'intrication des deux. Il n'y a d'unification possible de la théorie des crises que sur la base de la seconde. En ce sens, il ne s'agit pas, à proprement parler d'une « unification », mais de la seconde développée en totalité, poussée à terme.

plus-value en capital constant par laquelle la production augmente en masse, alors que le taux de profit baisse tendanciellement, ainsi que la capacité de consommation de la société. « On produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent *dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste* [souligné par nous], c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse. » (*Le Capital*, t. 6, éd. Sociales, p. 270).

La consommation ouvrière est bloquée, par rapport à la production croissante, parce que trop de plus-value a été transformé en capital constant proportionnellement à sa transformation en force de travail supplémentaire ou en croissance des revenus (en fin de compte la production de moyens de production ne peut jamais qu'être au service de la consommation finale) ; trop de plus-value a été transformée en capital constant parce que le but de la production capitaliste est la production maximale de plus-value et la réduction relative de la consommation ouvrière. Cette réduction bloque alors la reproduction du capital. La transformation d'une plus-value accrue en capital additionnel est simultanément bloquée, d'une part, par la faiblesse du degré d'augmentation de l'exploitation qui pourrait en résulter et, d'autre part, par le degré déjà atteint de la réduction de la consommation ouvrière qui ne pourrait se poursuivre que par une accélération de la transformation de plus-value en capital.[15]

C'est une crise du rapport salarial : comme capacité de valorisation du capital, et, corollairement, comme capacité de reproduction de la classe ouvrière. C'est pour ne pas laisser les formes d'apparition au bord du chemin et pour spécifiquement désigner la crise actuelle qu'il est nécessaire d'unifier la théorie des crises. Il s'agit d'une crise où s'affirme l'identité de la suraccumulation et de la sous-consommation, crise du rapport salarial et de l'implication réciproque entre le travail et le capital. Si, dans cette crise, le prolétariat se trouve confronté contre et dans le mode de production capitaliste à ses propres existence et

[15] Pour un exposé critique des thèses de Paul Mattick, voir *Too much monkey business*, *TC* 22, p. 103.

action en tant que classe comme limite à dépasser, cette même crise du rapport salarial devient crise de la société salariale et de la légitimité de l'Etat. C'est ainsi que, dans la confusion, elle s'ouvre à la vie quotidienne.

DE LA CRISE DU RAPPORT SALARIAL A CELLE DE LA SOCIETE SALARIALE ET A LA VIE QUOTIDIENNE

La société salariale

Au début des années 2010, quelque chose bascule. La crise de la dette publique entraîne dans tous les pays centraux une accentuation des mesures d'austérité, la pression fiscale se renforce, l'ascension sociale par les études devient un leurre suranné, le chômage et la précarité se développent, tout cela touchant aussi des catégories jusque-là plus ou moins épargnées : les classes moyennes. Le champ de la lutte des classes s'élargit du *rapport salarial* à la *société salariale*. La société salariale c'est un continuum de positions et de compétences dans lequel les rapports de production capitalistes ne sont vécus que comme des *rapports de distribution* et au niveau des formes d'apparition (voir plus loin). L'exploitation devient un partage injuste des richesses et les classes sociales le rapport entre riches et pauvres.

Les formes de la distribution s'autonomisent comme objet de la lutte de classe, un tel point de vue est naturel dans la société capitaliste et se trouve en outre conforté par les formes socialisées du salaire. Dans les formes socialisées du salariat, c'est pour l'ensemble de la société qu'il apparaît que la distribution précède la production. En érigeant la distribution en pôle absolu de la société, c'est-à-dire celui qui en détermine toutes les divisions et les luttes, on se condamne à en accepter toutes les lois, car on a pris ce qui n'est que « l'envers de la production » pour l'ensemble des rapports sociaux capitalistes. La société salariale, c'est l'existence de cet « envers » devenue « l'ensemble des rapports sociaux ».

Rapports de production / rapports de distribution : délégitimation de l'Etat

Partout, avec la société salariale, il s'agit de *politique* et de *distribution*. Comme *prix du travail*, le salaire en appelle à l'injustice de la *distribution*, c'est normal. L'injustice de la distribution a un responsable qui a « failli à sa mission » : *l'Etat*. Quand la crise du rapport salarial devient un mouvement interclassiste comme crise de la société salariale, cette dernière est une délégitimation du politique dénoncé au nom d'une vraie politique *nationale*. L'enjeu qui est partout posé au cœur des luttes de cette séquence de la crise est celui de la légitimité de l'Etat vis-à-vis de *sa société*. Les transformations du marché du travail, des modalités de mobilisation et d'exploitation de la force de travail, les formes de la mondialisation dans la double déconnexion que nous avons évoquée caractérisant le mode de production capitaliste tel qu'il est maintenant entré en crise, ont également été une restructuration de l'Etat. Restructuration que l'on peut, à la suite de Saskia Sassen (*La Globalisation, une Sociologie*, éd. Gallimard, et *Critique de l'Etat*, éd. Le Monde diplomatique*)*, qualifier de « *dénationalisation de l'Etat* ».

Ce processus de dénationalisation institutionnelle au sein de l'Etat national signifie une tension entre d'une part l'ancrage de la globalisation dans les institutions et les territoires nationaux et, d'autre part, un système de droit et d'administration qui avait mis en place l'autorité exclusive nationale et territoriale de l'Etat national. Les structures du global investissent et dénationalisent en partie ce qui a été historiquement conçu et institutionnalisé comme national. La dénationalisation des capacités étatiques est une insertion de projets globaux dans les Etats-nations (politiques monétaires, commerciales, fiscales, de protection sociale ou environnementale). A l'inverse de la « dénationalisation » les politiques keynésiennes étaient une illustration de ce que Sassen appelle « *le national intégré* » : combinaison d'économie nationale, de consommation nationale, de formation et éducation de main-d'œuvre nationale et maîtrise de la monnaie et du crédit.

Dans la crise de la société salariale, les luttes qui se déroulent alors autour de la distribution désignent l'Etat comme le responsable de l'injustice. Cet Etat, c'est *l'Etat dénationalisé*, l'Etat de la double déconnexion, traversé par et agent de la mondialisation. Même si cela caractérise en premier lieu les Etats centraux, cela affecte, dans le cadre de leurs caractéristiques, les pays « périphériques ».

Diversité de la conjugaison de tous ces éléments

Il faut considérer le moment actuel des luttes de classes comme simultanément unifié dans son principe et selon le même principe absolument divers. Mondialement, la situation actuelle est le résultat diversifié du faisceau des éléments énoncés selon leur prégnance et leur densité : dictature de la subsomption réelle sur la société, profondeur de la crise dans son identité (suraccumulation / sous-consommation), dénationalisation et délégitimation de l'Etat, asystémie de la revendication, zonage de la mondialisation, déconnexions de la force de travail. Les luttes de classes se jouent dans le « dosage », les modalités spécifiques régionales, nationales, locales, d'articulation et de hiérarchie de ces éléments, parce que la mondialisation est un système à développement inégal de mobilisation et d'exploitation de la force de travail.

La *vie quotidienne* est alors le lieu où se nouent toutes les instances de la *reproduction*, mais aussi le lieu où toutes ces instances ne se présentent pas dans leur hiérarchie théorique et déterminative entre la « base économique » et les « superstructures ». Les « surdéterminations » sont la chair de la vie quotidienne.

En résumé, la contradiction entre le prolétariat et le capital s'est nouée, dans les années 1970-1980, au niveau de la reproduction et de l'autoprésupposition du rapport entre les classes. La configuration de la subsomption réelle s'est alors développée comme mondialisation dont la vérité ne réside pas dans la simple considération de l'extension géographique du mode de production, mais dans la construction même de cette extension qu'anime la double déconnexion entre la reproduction de la force de travail et la valorisation du capital. C'est là que se situe le passage à la vie quotidienne, c'est-à-dire dans la séparation entre d'une part la valorisation et l'accumulation du capital et, d'autre part, la *démocratie sociale* (welfare, organes de la société civile, participation politique) qui souvent, pour le meilleur ou pour le pire met en forme les luttes se cristallisant dans la vie quotidienne.

La crise actuelle, comme crise de la double déconnexion entre la reproduction de la force de travail et la valorisation du capital, comme crise du zonage mondial et de la mise en abyme qui lui est

liée ; comme asystémie de la revendication salariale ; comme identité de la crise de suraccumulation et de sous-consommation, est, pour l'heure, une crise du rapport salarial tant comme capacité de valorisation du capital que réciproquement comme capacité de reproduction de la classe ouvrière. De crise du rapport salarial, elle est devenue crise de la société salariale avec les effets possibles d'une surdétermination des rapports de production par les rapports de distribution, surdétermination s'articulant sur les métamorphoses nécessaires des rapports de production dans leur reproduction (voir plus loin).

Il nous faut ajouter ici une nouvelle détermination de cette crise qui résulte des caractéristiques précédemment énoncées. Revenons au Livre II du *Capital* « Le procès de la circulation du capital ». Entre la découverte exaltée de la mécanique de l'exploitation dans le Livre I et le dévoilement dans leur vérité de toutes les formes de la reproduction du mode de production dans le Livre III, le Livre II est souvent négligé parce que souvent rébarbatif. Le procès cyclique du capital peut être décomposé et représenté par trois figures : le cycle du capital argent, le cycle du capital productif, le cycle du capital marchandise. « Dans un cycle en rotation permanente, chaque point est à la fois point de départ et point de retour. Si nous interrompons la rotation, tous les points de départ ne sont pas des points de retour. […] La reproduction du capital sous chacune de ses formes et à chacun de ses stades est aussi ininterrompue que les métamorphoses de ces formes et leur déroulement successif à travers les trois stades. Le cycle total est donc ici l'unité effective de ses trois formes. […] Le cycle total se présente, pour chaque forme fonctionnelle du capital[16], comme étant son cycle spécifique, et le fait est que chacun de ces cycles conditionne la continuité du procès total. La rotation d'une forme fonctionnelle conditionne l'autre. Il est indispensable pour le procès de production total, en particulier pour le capital social, qu'il soit en même temps procès de reproduction, et par conséquent cycle de chacun de ses moments. […] Les formes sont donc des formes fluides, et leur simultanéité est l'œuvre de leur succession. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales 1960, t. 4, pp. 93-96). La crise actuelle, résultant de la restructuration des années 1970-

[16] Il n'est pas sans importance de rappeler que, dans le Livre III, chacune de ces formes fonctionnelles devient le fait de capitaux et de capitalistes spécifiques (nda).

1980, est une série de discordance dans ce processus. Son existence duelle de crise de suraccumulation et de sous-consommation, la double déconnexion, l'asystémie de la revendication salariale, la mise en abyme de la mondialisation, la financiarisation du capital productif ont amené à une rupture entre les rythmes de chacune de ces figures du procès cyclique. Les trois rythmes du capital deviennent incompatibles entre eux, la crise est une « arythmie »[17]. Dans *TC* 22 (*Too much monkey business*), puis dans *TC 23* (*Lectures de la crise*), c'est dans le caractère duel de la crise et la double déconnexion que pointe l'origine de cette « arythmie » dans laquelle se déterminent les effets de cliquet que nous évoquions précédemment.

L'intérêt, pour notre propos, de cette analyse en termes d' « arythmie » des figures du cycle total du capital est de présenter la crise *immédiatement* comme une crise de la reproduction générale de la société capitaliste impliquant, non par voie de conséquence mais en eux-mêmes, tous les niveaux de cette reproduction, en la bouleversant. C'est une sorte de dérèglement de la reproduction et la question est alors celle de la réorganisation ou non des éléments dans leur relation et ordre convenus.

Toutes ces caractéristiques de la crise ne sont pas des circonstances colorant une contradiction invariante comme la baisse du taux de profit. Ce dernier point fait de la relation entre rapports de distribution et rapports de production (d'où l'articulation entre fétichisme, idéologie, sujet et vie quotidienne) une détermination spécifique dans la crise actuelle.

Rapports de production et rapports de distribution

Les rapports de distribution c'est la relation fétichiste des revenus à leur source comme facteur autonome, cette relation est inhérente au mode de production et aux rapports de production. Relation fétichiste en ce qu'elle lie le travail à une certaine fraction de la valeur produite, alors que le travail (producteur de valeur, substance de la valeur) crée tout autant les autres fractions de la

[17] Pour l'analyse de toutes les discordances induites par cette « arythmie », voir Stavros Tombazos (*Crise mondiale et reproduction du capital*, éd. Page 2 et Syllepse, 2020) à qui nous reprenons le terme. Si nous ne partageons pas toutes les analyses de Tombazos (proches de celles de Michel Husson, critiquées dans *TC* 23), il n'en demeure pas moins que son « petit livre » est essentiel pour la compréhension de la crise actuelle.

valeur distribuée (profit, intérêt, rente). Qu'est-ce que le travail salarié comme *rapport de production* ?

« Ainsi, tandis que l'ouvrier reproduit ses produits comme capital, le capitaliste reproduit l'ouvrier comme salarié, c'est-à-dire comme vendeur de son propre travail. Le rapport entre simples vendeurs de marchandises impliquerait qu'ils échangent *leurs propres* travaux incorporés dans des valeurs d'usage différentes. L'achat-vente de la force de travail, comme résultat constant de la production capitaliste implique, au contraire, que l'ouvrier rachète constamment une fraction de son propre produit, en échange de son travail vivant. C'est ainsi que *s'évanouit* l'apparence du simple *rapport* entre *possesseurs de marchandises* ; l'acte constant d'achat-vente de la force de travail et la perpétuelle confrontation de la marchandise produite par l'ouvrier et de lui-même comme acheteur de sa capacité de travail et comme capital variable ne sont que des formes qui médiatisent son assujettissement au capital, le travail vivant n'étant qu'un simple moyen de conservation et d'accroissement du travail *objectivé*, devenu autonome face à lui. La forme de médiation inhérente au mode de production capitaliste sert donc à perpétuer le rapport entre le capital qui achète le travail, et l'ouvrier qui le vend. [...] Elle *masque* sous le simple rapport monétaire, la transaction véritable et la dépendance perpétuée grâce à la médiation de l'acte vente-achat qui se renouvelle constamment. Ce rapport reproduit sans cesse, non seulement les conditions de ce trafic, mais encore ses résultats, à savoir ce que l'un achète et ce que l'autre vend. Le perpétuel renouvellement de ce rapport *d'achat-vente* ne fait que médiatiser la continuité du rapport spécifique de dépendance, en lui donnant l'apparence *mystificatrice* d'une transaction, d'un contrat entre *possesseurs de marchandises* dotés de droits égaux et pareillement libres l'un en face de l'autre. Ainsi, le rapport initial devient lui-même un moment immanent de la domination du travail vivant par le travail objectivé qui s'est instaurée avec la production capitaliste » (Marx, *Chapitre inédit*, éd. 10/18, pp. 262-263).

En bref, ce n'est pas en tant qu'échangistes que prolétaires et capitalistes se font face, mais en tant que pôles d'un rapport social, en tant que classes. Si on relie, comme cela se passe dans les rapports de distribution, le travail au salaire, il est alors tout aussi légitime de lier capital et profit ou intérêt, terre et rente.

Cela a de grandes conséquences en ce qui concerne la compréhension et le cours réel de la lutte des classes, mais cela ne la masque pas, c'est non seulement son existence de tous les jours mais le terrain de son dépassement comme « existence de tous les jours ». La lutte des classes, comme lutte entre *« propriétaires d'une source de revenu »*, conforte l'illusion de la distribution, les agents de la production en sont *prisonniers,* ajoute Marx. Il est exact que ce sont toujours les rapports de distribution qui sont au-devant, en premier, parce que les individus partent toujours de leur existence, de leur vie quotidienne, de leurs revenus, c'est-à-dire des rapports de distribution, du fétichisme vécu comme un « destin ». Mais *les rapports de production ne sont pas très loin* de cela. Il y a jeu et non dichotomie entre rapports de production et rapports de distribution.

Les intérêts particuliers poursuivis par chaque classe n'existent que dans leur modulation à l'intérieur de la configuration générale de la contradiction à un moment particulier. Dans l'intrication de tous les niveaux de la reproduction *dont l'interclassisme est un symptôme*, les mouvements sociaux qui, sur la base du salaire comme rapport de distribution, se cristallisent maintenant sur la légitimité de l'Etat vis-à-vis de sa société, désignent simultanément le salaire comme prix du travail, forme de répartition, et, de par la même généralité, tous les revenus comme dépendants du travail, ceux du profit, de l'intérêt, de la rente. Le salaire comme *prix du travail* peut désigner alors dans une lutte ce qu'il cache : le salaire comme *valeur de la force de travail*, travail nécessaire, et tous les autres revenus comme formes transformées du surtravail.

En effet : « Le produit se divise d'une part en capital et d'autre part en revenus. L'un de ces revenus, le salaire, ne prend jamais la forme de revenu, revenu de l'ouvrier, qu'après avoir *affronté* [souligné par nous] ce même ouvrier sous *forme de capital* [souligné dans le texte]. La confrontation des moyens de travail créés et des produits du travail en général en tant que capital avec les producteurs directs implique d'emblée un certain caractère social des moyens matériels du travail par rapport aux ouvriers qui, dans la production elle-même, se trouvent ainsi placés dans un rapport défini avec les possesseurs de ces moyens de travail et avec les autres ouvriers. » (*Le Capital*, éd. Sociales, t. 8, p. 253). Que signifie « qu'après avoir *affronté* ce même ouvrier sous *forme de capital* »? Cela signifie que la valeur produite comme équivalent

du salaire fait face à l'ouvrier comme capital *variable*, c'est-à-dire est une quantité de valeur changeante du fait de l'achat de la force de travail, c'est-à-dire assignation à la production de plus-value, donc rapports de production. Nous avons là le fondement même par lequel les rapports de distribution peuvent désigner les rapports de production, et comment cette désignation distingue des positions de classe différentes à l'intérieur d'un mouvement qui, sur la base de la distribution, peut être commun.

Dans le cadre spécifique de la restructuration des années 1970-1980 puis, maintenant, de sa crise, les rapports de distribution *sont devenus dominants en tant que surdétermination nécessaire des rapports de production*. Si c'est par là que la vie quotidienne est devenue le lieu et l'enjeu confus de la lutte des classes, il ne faut pas attendre l'émergence de la dernière instance qui remettrait tout en ordre. C'est dans cette confusion des luttes et la multiplicité des contradictions qui s'y nouent qu'il faut penser la possibilité de la révolution comme communisation ; non comme un pis-aller mais comme *son opportunité même*. Les rapports de production et les rapports de distribution ne sont pas des instances exclusives l'une de l'autre. Si les classes et les déterminations de leurs luttes prennent racines dans les rapports de production, elles sont loin d'en être le calque. Il ne faut jamais confondre les deux aspects du concept d'économie : d'une part, comme objectivité à reproduire et, d'autre part, comme rapports de production et par là de reproduction de cette objectivité. Toute la lutte des classes (c'est-à-dire leur constitution) se déroule dans la relation et la dynamique incluses dans cette dualité de l'économie. *C'est là que la vie quotidienne peut maintenant, dans ce moment historique particulier, devenir le lieu et l'enjeu de la lutte des classes*.

C'est à partir du jeu entre rapports de production et rapports de distribution (où l'on retrouve la reproduction, le fétichisme, l'idéologie, le sujet, etc.) que l'on peut déterminer en quoi la vie quotidienne est le lieu où se nouent les contradictions de classes et de genre sous l'ensemble de leurs déterminations et de leurs formes d'apparition dont chacune est alors traitée spécifiquement. C'est ainsi que les hommes, les femmes, les prolétaires, comme sujets idéologiques (« sujets idéologiques », presqu'un pléonasme)**,** peuvent se débarrasser de toute la pourriture qui leur colle à la peau et les constitue comme tels. Les rapports de production sont conservés et désignés par les rapports de distribution, mais tels

que ces derniers, tout en en dépendant, les travaillent et les configurent.

« En fait, les rapports et modes de distribution sont tout bonnement *l'envers des agents de la production* : l'individu qui contribue à la production par son travail salarié participe sous le mode du salaire à la distribution des produits créés dans la production. La structure de la distribution est entièrement déterminée par celle de la production. » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t. 1, pp. 24-25). Mais, il ne s'agit pas de confondre les deux. Actuellement, dans la vie quotidienne, les formes de la distribution s'autonomisent des rapports de production comme objet de la lutte de classe, jusque dans les niveaux et modalités de la consommation qui, dans leur spécificité, les *reproduisent*[18]. La consommation reproduit l'individu sous une forme déterminée « non seulement en tant qu'organisme immédiat, mais dans des rapports sociaux déterminés. » (Marx, *Fondements* …, éd. Anthropos, t. 2, note p. 235).

C'est au travers de la relation entre rapports de production et rapports de distribution, sous la domination des rapports de distribution, que la question de l'Etat, de la nation et de la citoyenneté est posée à l'intérieur de la vie quotidienne. On pourrait prendre l'exemple grec pour montrer comment se sont connectées lutte des classes, politique, vie quotidienne et citoyenneté dans les « Assemblées de quartier » (cf. Théo Cosme, *La cigarette sans cravate, Syriza, la dette, le boutiquier et les luttes de classes en Grèce*, éd. Senonevero, 2016).

La nationalisation des luttes marque la « séquence particulière » qui s'ouvre dans les années 2010 quand le champ de la lutte des classes s'élargit de la crise du rapport salarial à celle de la société salariale. Partout, il ne s'agit plus que de politique et de distribution. Face à un Etat qui a « failli à sa mission », il s'agit de restaurer une vraie politique nationale ; la citoyenneté devient le drapeau et l'idéologie sous lesquels les différentes classes mènent leurs luttes, parfois ensemble et non sans conflits. Mais, si la citoyenneté est une abstraction, elle est une idéologie sous laquelle opèrent des pratiques relatives à des enjeux bien concrets

[18] « Ainsi, l'appropriation finale par les individus dans le procès de consommation reproduit les rapports antérieurs qu'ils ont noués entre eux pour entrer dans le procès de production ; elle les reproduit dans leur existence sociale ; c'est-à-dire que leur existence sociale – la société – est à la fois le sujet et le résultat de ce grand processus d'ensemble. » (Marx, *Fondements* …, éd. Anthropos, t. 2, note p. 235).

et immédiats, ceux de la vie quotidienne, elle réfère à des contenus précis : plein emploi, famille, ordre-proximité-sécurité, travail, éducation, santé, appartenance locale et nation. L'apparition de la figure universelle du citoyen est inséparable de la séparation du travailleur et de ses conditions par laquelle la communauté acquiert dans l'Etat une existence indépendante. La « vie politique » fait partie de la vie quotidienne et l'existence indépendante de la communauté est absolument corollaire de son pendant : l'individu comme sujet[19]. La lutte des classes c'est, au jour le jour, le rapport constamment à reproduire du travailleur à ses conditions de reproduction

Vie quotidienne et conjoncture (retour sur les luttes de la production à la reproduction)

Pour concevoir actuellement la vie quotidienne comme le lieu de cristallisation des luttes de classes il faut partir de la spécificité de la situation présente : la restructuration des années 1970-1980, la fin de l'identité ouvrière qui change complètement le rapport à la vie quotidienne[20], la spécificité de la crise depuis 2008, la crise du rapport salarial devenant « crise de la société salariale », la double déconnexion, la particularité de « revendiquer pour le salaire », devenu une sorte de tabou.

L'économie (forme transformée/objectivée des rapports de production) est le concept général de l'autonomisation de toutes les conditions de la production et de la reproduction, l'économie n'existe alors qu'en relation et possédant son corollaire (son autre), la vie quotidienne. Du fait que la contradiction entre le prolétariat et le capital se situe au niveau de la reproduction et que la crise de cette phase de la subsomption réelle est une identité entre suraccumulation et sous-consommation, la détermination de l'un

[19] Si ce processus d'accession de l'individu à l' « universalité » semble aller de soi en ce qui concerne les hommes, il est beaucoup plus complexe, semé de contradictions, en ce qui concerne les femmes (voir Joan W. Scott, *La Citoyenne paradoxale : les féministes françaises et les droits de l'homme*, éd. Albin Michel, 1998, et bien sûr Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe*).

[20] Voir à ce sujet, principalement en ce qui concerne la rupture générationnelle et le rapport au travail en usine et la « condition ouvrière », les travaux de Beaud et Pialoux : *Retour sur la condition ouvrière, enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, éd. Fayard, 1999 ; *Violences urbaines, violence sociale, Genèse des nouvelles classes dangereuses*, éd. Fayard, 2003.

par l'autre (de la vie quotidienne par l'économie) devient le contenu d'une configuration de la lutte des classes qui inverse la relation.

Maintenant, la synthèse des dynamiques à l'œuvre se situe précisément dans ce *point de rupture* consistant pour le prolétariat dans sa contradiction avec le capital à franchir ce « plancher de verre » que constitue la production pour les mouvements sociaux se constituant au niveau de la reproduction et, pour les luttes revendicatives, aussi violentes qu'elles puissent être, à dépasser leur caractère revendicatif, à franchir un « plafond de verre ». Pour une lutte revendicative se dépasser en tant que telle, c'est situer la contradiction entre les classes *au niveau de sa reproduction*. Il est vrai que le principal résultat du procès de production c'est le renouvellement de la séparation du travail et du capital. Mais cela ne va pas sans inclure l'existence de la circulation et de l'échange et l'activité de *toutes les instances du mode de production* dont l'Etat. De façon un peu provocatrice, on pourrait écrire que le prolétariat doit perdre sa pureté pour se nier. C'est ainsi, *à partir du procès de production mais dans des pratiques qui l'excèdent*, c'est-à-dire dans la vie quotidienne avec toutes ses « ambigüités », qu'est posée et reconnue pratiquement l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure imposée par le capital, *c'est-à-dire imposée comme reproduction*. Il est impossible de déterminer dans quel sens la « jonction » peut se faire, d'autant plus qu'il ne peut s'agir de « jonction », mais à partir de multiples luttes particulières de la création d'une situation absolument nouvelle changeant la donne pour toutes les luttes existantes. Pour l'instant, au Brésil, en Iran, en Turquie, au Chili, en France, etc., nous n'avons que des balbutiements de la chose.

Si le franchissement du plancher et/ou du plafond de verre est la synthèse possible des dynamiques de cette période, elle n'a rien d'une inévitable nécessité, si ce n'est qu'elle est aussi le moment de la décision pour la classe capitaliste, le moment où se coagulent pour faire sens les divers possibles d'une restructuration existant jusque-là comme des linéaments incohérents pris dans le mouvement général dominant qui est celui de l'exacerbation des caractéristiques de la période s'achevant, cela comme dans la phase initiale de chaque crise. Cette synthèse n'est pas la détermination générale de « La Révolution », mais une possibilité

spécifique de dépassement d'un rapport d'exploitation historiquement particularisé.

Cependant, déjà, en Chine, en Inde, au Bangladesh, on voit le débordement[21] de ce que, faute de mieux, nous appelons les luttes « classiques » vers l'ensemble des conditions de la reproduction, qu'elles soient politiques, urbaines, environnementales, ou familiales, ou qu'elles articulent à la sphère de la production spécifiquement capitaliste des modalités de reproduction héritées de situations antérieures et redéfinies dans le mode de production dominant au travers de multiples modes de rotation de la main-d'œuvre, en général féminine, comme, entre autres, en Indonésie ou au Mexique.

On peut avancer l'hypothèse que la Chine, l'Asie du sud et du sud-est ou l'Amérique latine concentrent au mieux les ingrédients de la fusion : importance des luttes ouvrières prises entre l'asystémie de la revendication salariale et son caractère intenable ; ampleur des mouvements sociopolitiques, situation charnière pour faire basculer et rendre totalement inopérante le zonage de la mondialisation, importance des mouvements de la petite paysannerie, étranglement des classes moyennes suite à un bref moment d'euphorie pour elles. Il ne s'agit pas de dire que ces régions sont d'ores et déjà ou deviendront le cœur de la révolution, mais que leurs caractéristiques tant internes que dans le capitalisme mondial en font le « maillon faible » de ce monde. Comme l'écrivait Lénine une révolution ne devient possible que lorsque toutes les classes de la société sont mises en mouvement, y compris la classe dominante qui ne peut plus exploiter et assurer sa domination « comme avant », avec toutes les confusions et les conflits que cela implique

Pris individuellement, on peut dire qu'aucun des éléments énoncés n'est nouveau. Mais ce qui importe et différencie les luttes actuelles c'est la conjonction, la répétition, c'est-à-dire la coagulation de ces éléments pour définir *un autre niveau des luttes*. Quand la grève du Joint Français mobilise la Bretagne en 1971 (paysans, petits commerçants et artisans), le cœur du réacteur est l'usine, comme à Lip, à Besançon en 1973 ; quand à Harlan County, en 1973-1974, tout un district des Appalaches est

[21] Nous empruntons ce terme de « débordement » à Michel Kokoreff, La Diagonale de la rage, Une histoire de la contestation sociale en France des années 1970 à nos jours, éd. Divergences, 2021.

en sécession armée, ce sont les mines et les fonderies qui sont au cœur, en 1980, de même en Lorraine en 1980-1981, à Chooz dans les Ardennes française (la pointe de Givet), la chose est légèrement différente : ce sont les ouvriers des aciéries et de la fonderie de cuivre qui occupent le territoire, avec une forte participation féminine, contre la construction d'une centrale nucléaire. Aujourd'hui c'est la conjonction des contradictions à tous les niveaux et dans toutes les instances de la reproduction qui constitue la lutte de classe immédiatement au niveau de la reproduction comme ensemble du rapport entre prolétariat et capital. Cela dans une disjonction avec les luttes en entreprises qui ne tient pas seulement à un interclassisme mis à toutes les sauces, mais aux structures mêmes de la reproduction des contradictions de classes de l'exploitation. Cependant, les ouvriers et même les énigmatiques « prolétaires » y participent, ils sont là en masse. Qui va les renvoyer dans leurs usines afin qu'ils y luttent enfin en tant que tels, ou les mettre dans la rue en tant que classe qui (un jour ou l'autre) ne pourra agir que selon sa nature ?

Si nous pouvons apercevoir des annonces de ces « débordements » au Chili, au Soudan, en Biélorussie (où le mouvement démocratique a été largement ouvrier jusqu'à l'investissement des usines par les polices et autres milices), en Indonésie, ou au Liban dans le cours des grèves des travailleurs migrants (mai 2020), c'est l'énorme insurrection ouvrière en Birmanie/au Myanmar suite au coup d'Etat militaire qui pourrait nous en fournir actuellement le meilleur exemple.

Dans un immense mouvement de « désobéissance civile » (les services et les banques sont bloqués, l'armée doit investir les hôpitaux pour briser la résistance des personnels et empêcher les soins aux blessés), les ouvriers, principalement du secteur textile tenu par des entreprises chinoises et les conglomérats économiques de l'armée, se mettent massivement en grève. Des dizaines d'usines sont incendiées : « à chaque mort une usine brûle », tel est le mot d'ordre des ouvriers (à 80 % des ouvrières). L'insurrection débute en mars 2021, en avril on compte plus de 600 morts. C'est tout un système de reproduction sociale *y compris politique* qui est attaqué. Nombre de travailleurs ne pouvant plus payer leur loyer (comme dans l'immense bidonville Hlaing Tar Yar[22] regroupant 700 000 personnes, essentiellement des migrant.es.

[22]Sur la commune de Yanlong en banlieue de Rangoun.

intérieur.es), il s'ensuit un exode massif depuis les centres industriels vers les villages. Ce qu'il s'est passé au printemps 2021 au Myanmar est certainement une des luttes les plus emblématiques de notre période.

Bien que les objectifs soient actuellement de moins en moins « particuliers », aucun affrontement ne peut aboutir seulement sur ses objectifs propres (en dehors même d'une insurrection révolutionnaire) sans un arrêt ou un blocage massif de la production, au sens propre et figuré il faut mettre à la classe capitaliste le couteau sous la gorge. Mais c'est la vie quotidienne, avec toute sa confusion et ses aléas qui est destinée, dans la situation présente, à être l'élément subsumant la distinction dans une jonction qui ne laissera aucun de ses termes identiques à ce qu'il était. Si nous parlons de jonction ou d'unité, l'inconvénient réside en ce que les termes désignent ce qu'ils sont en dehors de leur unité, dans leur unité ils n'ont donc plus le sens que leur expression énonce (voir Hegel, *Phénoménologie de l'Esprit*, éd. Aubier-Montaigne, t. 1, p. 35).

En parlant de « jonction » nécessaire et problématique, nous ne partageons pas totalement l'analyse avancée par des camarades chiliens d'*Agitación inmanente* (texte relayé en France sur le site *Agitationautonome*) qui séparent et hiérarchisent les termes comme s'il s'agissait d'une pure et simple chronologie : « Aujourd'hui les luttes du prolétariat mondial prennent moins la forme de luttes revendicatives pour la hausse des salaires que la forme *plus radicale* [nous soulignons] de luttes pour la dignité, significatives de la crise de la société salariale, et nous devons d'urgence en rendre compte … » (octobre 2019).

Il devient de plus en plus évident que l'exploitation n'est pas la pure affaire comptable telle qu'elle apparaît dans le cours de la déduction logique du *Capital*. L'exploitation définissant les classes, ce sont les trois moments constituant le rapport d'exploitation (achat-vente de la force de travail / subsomption du travail sous le capital / transformation de la plus-value en capital additionnel) et leur reproduction impliquant toutes les instances du mode de production, transformant le rapport en nécessité objective. C'est en cela que, dans une certaine conjoncture, historiquement spécifique, de crise du mode de production, celle actuelle, la vie quotidienne peut devenir le lieu de la lutte des classes, avec tous les problèmes

que cela contient : idéologie, interclassisme, multiplication des conflits dans toutes les instances de la reproduction, etc. Mais aussi toute la confusion très productive du renversement de la hiérarchie des instances, de la mise en question de l'économie. C'est la rupture, le désordre qui sont productifs et non la simple continuation / résolution des contradictions telles qu'existantes. Les contradictions ne sont dépassées que si elles sont bouleversées dans leur forme et leur cours, que si elles se retournent contre elles-mêmes, supprimant alors, à partir d'elles, leurs propres termes : une conjoncture.

Une conjoncture est cette situation propre aux périodes de crises où le mouvement du capital comme contradiction en procès n'est plus une seule contradiction (entre les classes ou entre les genres) ni même l'unité simple et homogène des deux, c'est-à-dire que le capital comme contradiction en procès ne s'impose plus comme le sens toujours déjà là de chacune de ses propres formes d'apparition. Une conjoncture est ce moment historique où la contradiction entre les classes, et celle entre les hommes et les femmes sont prises comme objets de transformation dans la multiplicité des contradictions, des divisions de genres et des segmentations de classe qui jouent conflictuellement entre elles. Les contradictions se recomposent, s'unissent en une *unité de rupture*, la pratique révolutionnaire, les mesures communisatrices, bouleversent la hiérarchie des instances du mode de production par laquelle sa reproduction était le sens immanent de chacune. Au-delà de cette immanence, de cette autoprésupposition qui contient et nécessite la hiérarchie établie des instances, il y a *de l'imprévisible et de l'événement*. La conjoncture est la mécanique, les rouages intimes, du saut qualitatif en laquelle se brise la répétition du mode de production.

Dès lors, ce sont tous les rapports sociaux, leur hiérarchie et la distinction des sphères publiques et privées qui sont attaqués. Ce bouleversement de la hiérarchie des instances du mode de production par laquelle il s'autoprésupposait et qui faisait de la production la détermination en dernière instance, est précisément ce qui définit une conjoncture révolutionnaire[23]. Dans le même

[23] « Non seulement la révolution n'est pas le résultat de la transcroissance de la montée en puissance de la classe, la victoire et l'affirmation de sa situation dans le mode de production capitaliste, mais encore, le contenu de ce saut qualitatif est de se retourner contre ce qui l'a produit. Ce retournement c'est le bouleversement de la hiérarchie des instances du mode de production qui est la mécanique de son

temps, ce sont les nécessités de la lutte qui structurent les activités entre elles. La communisation n'a pas pour objet immédiat de construire une « société communiste », mais elle crée comme outil de lutte des rapports communistes entre les individus[24].

Les luttes de classes actuelles sont l'intrication de tous les niveaux de la reproduction sociale, parce que c'est là, c'est-à-dire dans la reproduction comme quotidienneté, que la contradiction, spécifiquement celle de l'exploitation, maintenant existe. Il faut faire avec, c'est « dangereux », mais c'est tant mieux. Une classe révolutionnaire est une classe qui, dans une phase historique critique, entretient à partir de sa situation particulière, une relation avec la société dans son entier. La particularité de la situation actuelle réside en ce que cette relation à partir de sa situation particulière avec la société dans son entier est maintenant la remise en cause de sa propre situation particulière. C'est exactement le problème maintenant du prolétariat dans un processus révolutionnaire comme relation avec la société dans son entier. Il y a la contradiction entre les hommes et les femmes qui ne se réglera pas comme par miracle mais devra exister comme telle, spécifiquement, pour qu'il y ait révolution et abolition de toutes les catégories de ce mode de production dont cette contradiction est constitutive et non « adjacente ». Il y a toutes les fractures à l'intérieur du prolétariat, sa racialisation, il y a les classes moyennes salariées, il y a cette masse énorme de petits paysans, de travailleurs et petits « patrons » de l'économie informelle, qui ne vivent pas l'exploitation et leur rapport au capital comme un rapport de production, mais comme un rapport d'échange inégal, toujours fantasmatiquement négociable. Masse qui, au nom de la propriété, de la « terre » et du commerce, représente une énorme réserve mobilisable contre toute mesure communiste.

C'est en devenant la « société » que le prolétariat abolit le mode de production capitaliste et se nie. Devenir la société, c'est, pour lui, absorber et dissoudre les autres catégories et classes sociales par l'emparement des moyens de production et de reproduction, par l'abolition de l'échange dans la continuité des activités de production et autres, c'est alors sa propre dissolution.

autoprésupposition. Toutes les causalités et l'ordonnance *normale* des instances du mode de production (économie, relations de genre, droit, politique, idéologie…) concourant dans cette normalité à sa reproduction se trouvent minées. (*Tel Quel*, *TC* 24, pp.19-20).

[24] Cf. TC 25, Communisation / communisme / valeur, p. 163.

Mais cela ne peut se faire sans conflits avec la classe moyenne, sans relations confuses et difficiles à concevoir avec cette énorme masse de « pauvres » mondiaux exploités dans l'échange, sans affrontements entre prolétaires, sans violences entre hommes et femmes. Tous les comptes devront être réglés, ce règlement de comptes n'est ni une conséquence, ni une condition de la révolution, c'est *son cours nécessaire*[25].

Actuellement, c'est en impliquant toutes les relations sociales jusque dans leurs formes idéologiques les plus immédiates que le prolétariat, à partir de sa situation particulière, peut se nier en devenant la « société ». Cette « négation », c'est une lutte contre la classe capitaliste, dont le contenu est une lutte, pour lui, contre sa propre reproduction, c'est alors un maelström de contradictions et d'affrontements internes. Pour que ces choses-là arrivent, il ne suffit pas que les « choses aillent mal et de plus en plus mal », *il faut un certain niveau, une certaine existence spécifique de la contradiction entre le prolétariat et le capital, une certaine spécificité de la crise de leur reproduction réciproque*. Il faut que la production et la reproduction soient amalgamées dans ce qui a été construit comme vie quotidienne.

Cependant, à la différence de Debord ou de Lefebvre, il faut « relativiser » : dans la vie quotidienne ce n'est pas le « vrai » qui enfin apparaît. Oui, « la totalité est mise en jeu » mais *comme vie quotidienne*, c'est-à-dire dans l'idéologie, dans une relation révolutionnaire à construire aux rapports de production dans leur emparement, avec des individus agissant comme « sujets », etc. Dans la vie quotidienne, justement parce qu'elle est la mise en relation de la production et de la reproduction, il y a non pas la totalité mais *le rapport à une totalité à construire*, il y a en outre, de par son contenu idéologique, le bouleversement de la hiérarchie des instances (c'est le bon côté de l'idéologie, si l'on peut dire). La situation de classe et encore moins la « catastrophe économique »

[25] « La pratique insurrectionnelle, interindividuelle, des prolétaires dissout la distribution des travailleurs par boîte ou par secteur, par communauté nationale ou religieuse, par assignation genrée à l'intérieur ou à l'extérieur des lieux de travail, etc., alors que les luttes quotidiennes ne font qu'égratigner de telles fragmentations. Le déroulement de l'insurrection efface les divisions, y compris dans des zones martyrisées par la guerre, par des nettoyages ethniques *récents* ou des haines ataviques très enracinées (Israël-Palestine, Serbie-Croatie, etc.) » (Astarian et Ferro, op. cit., p. 383). Tout cela est exact, mais cela n'advient pas du fait même de la définition de « l'insurrection », cette « dissolution » est *produite* à l'intérieur de l'insurrection par tous les conflits qu'elle met à jour.

ne contiennent aucun déterminisme. Le prolétariat se construit lui-même comme classe révolutionnaire-communisatrice contre l'économie, contre ses propres causes. Mais ce n'est que là-dedans que « des choses » peuvent se passer, dans ce bouillon de culture où s'agrègent et se soudent ensemble des forces chaotiques. La pureté des contradictions, c'est la continuation de l'économie comme solution, continuité de la hiérarchie déterminative des instances, c'est, dans une crise, la contre-révolution au plus près de la révolution.

La vie quotidienne, parce qu'ensemble des formes d'apparition et parce qu'elle est engluée dans toute cette construction idéologique qui la constitue, est le terrain révolutionnaire de ce cycle de luttes et de son dépassement : là où la conjoncture peut devenir « unité de rupture » (Lénine, *Lettres de loin*, mars 1917).

« Croire que la révolution sociale soit *concevable* sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie *avec tous ses préjugés,* sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., -- c'est *répudier la révolution sociale*. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira : "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! […] Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra *jamais* assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. […] La révolution socialiste en Europe *ne peut pas être* autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement – sans cette participation, la lutte *de masse n'est pas* possible, *aucune* révolution n'est possible – et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, *objectivement*, ils s'attaqueront au *capital*, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, … » (Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* – juillet 1916 --,

Œuvres, éd. Sociales, 1976, t. 22, pp. 383-384). Bien sûr, le texte de Lénine est politiquement daté et se poursuit sur les mesures programmatiques de la prise du pouvoir et de l'affirmation du prolétariat ; il n'empêche que, moyennant quelques mises à jour des termes, on peut dire maintenant que c'est en se nouant dans la vie quotidienne, de par les spécificités de la subsomption réelle, de la restructuration des années 1970-1980 et de la crise actuelle, que les contradictions de ce cycle de luttes bouleversent, pour le meilleur et parfois le pire la « détermination en dernière instance » et qu'une révolution sociale, comme le dirait Lénine, est une lutte « disparate » « discordante » et « bigarrée ». Ajoutons que maintenant la « discordance » et les « bigarrures » de la lutte sont une « attaque objective » qui se déroule comme et produit une désobjectivation de la reproduction sociale. La reproduction du face-à-face de l'ouvrier et du capital implique la constante transformation du capital comme rapport social en existence *objective* du capital face à l'ouvrier comme concentration face à lui de toutes les conditions de la reproduction (l'économie). Cette transformation du rapport social en objectivité, c'est son autoprésupposition, mais celle-ci implique l'activité de toutes les instances non directement économiques du mode de production. C'est là où les « discordances » et les « bigarrures » renversant la hiérarchie déterminative des instances peuvent être une désobjectivation.

Quand le prolétariat entre en contradiction avec le caractère social de son activité objectivée face à lui, c'est de sa propre activité vivante de valorisation du capital dont il s'agit dans cette force sociale objectivée. Cela, dans le cycle actuel, ne peut prendre la forme d'une *réappropriation*, car la contradiction n'est telle (contradiction) qu'en intégrant le moment de l'accumulation, c'est-à-dire de la reproduction du rapport dans laquelle le rapport renouvelé entre le travail et le capital est en lui-même sa remise en cause. Il fallait la faillite de toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, il fallait que par-là la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur reproduction, pour que le renouvellement du rapport soit posé, dans la baisse du taux de profit, comme le mouvement de sa caducité.

Dans la révolution communiste si l'on peut parler d'appropriation de la richesse, il s'agit d'un emparement qui bouleverse cette « richesse » car il n'y a pas réappropriation mais

abolition de l'objectivité de la richesse, de la détermination sociale contradictoire du capital. Il s'agit d'une désobjectivation pratique du monde dans lequel se meut l'activité humaine ; une désobjectivation de tout le travail social accumulé dans le capital, en ce que celui-ci, comme rapport social, est nécessairement objet. Il fallait le capital pour produire ces notions extravagantes d'activité en soi, et de produits en soi, ou conditions de l'activité. Il fallait le capital pour poser leur rencontre comme ayant pour préalable, et résultat, l'objectivité, contrainte latente à sa reproduction, forme à reproduire du rapport social, et faire de cette rencontre même le mouvement de l'objectivité.

Dans la révolution, l'accumulation du travail social perd la détermination sociale contradictoire du capital, c'est-à-dire perd son caractère d'objectivité. L'activité comme sujet, le produit comme objet, perdent leur détermination sociale antithétique de travail et de capital et leur séparation, présupposant leur rencontre et en résultant tout aussi constamment. Comme rapport social à reproduire, le capital est nécessairement objet (capital latent, capital en soi, capital fixe), face au travail. La désobjectivation pratique du monde des produits de l'activité sociale antérieure, c'est l'abolition de leur détermination sociale contradictoire face au travail salarié, et de la détermination sociale contradictoire de l'activité comme sujet en soi, en tant que travail salarié. L'objectivité et la subjectivité sont abolies dans ce qui les définit comme objectivité et subjectivité : la contrainte à être reproduites dans leur séparation. Séparation qui, comme préalable et résultat, définit le capital comme objectivité et le travail salarié comme subjectivité.

C'est en étant parvenu, au travers de la situation actuelle de la lutte des classes, à la possibilité de ce bouleversement de la « dernière instance » que nous pouvons proposer maintenant (après l'avoir fait de façon impressionniste) une définition de la vie quotidienne et de son processus de constitution.

VIE QUOTIDIENNE : FORMES D'APPARITION, AUTOPRESUPPOSITION, PRODUCTION DES SUJETS

Nous appellerons vie quotidienne l'ensemble des activités par lesquelles le travailleur se met en relation, de façon régulière et

prévisible, avec ses conditions aussi bien de travail (les moyens de production) que de consommation, à partir du moment où ces activités ne sont plus présupposées par l'appartenance préalable du travailleur à une communauté et où le travail n'est plus, pour le travailleur, qu'une activité particulière dans la division du travail et isolée de ses forces sociales, sans présupposition et toujours à renouveler. La vie quotidienne est la routine de cette mise en relation en ce qu'elle est constituée par l'ensemble des *formes d'apparition* des rapports de production comme *vécu* par l'activité d'un *sujet*. Trois termes problématiques : « formes d'apparition » ; « vécu » ; « sujet ».

Travail et vie quotidienne (travail salarié et capital)

« On pouvait lire, dans *Le Monde Libertaire* de décembre 1964 : "L'IS, incontestablement, est en pointe dans la critique révolutionnaire de la vie quotidienne. Un domaine, cependant, qui est loin d'avoir perdu son importance, lui échappe : le travail." Cependant, nous croyons n'avoir à peu près jamais traité d'autre problème que celui du travail à notre époque ; ses conditions, ses contradictions, ses résultats. L'erreur du *Monde Libertaire* provient peut-être des habitudes de la pensée non-dialectique, qui isole un aspect de la réalité sur le terrain qu'il est convenu de lui reconnaître, et ainsi ne peut le traiter que conventionnellement." (*IS* 10, p. 67).

La question de savoir si le travail en tant que travail salarié (donc rapport de production, ou même rapport de distribution), est inclus dans la vie quotidienne comme un élément comme les autres (famille, consommation, habitat, etc.), ou à un autre niveau, est insoluble tant qu'elle est mal posée. En fait, dès que l'on parle de vie quotidienne on ne parle plus du travail salarié comme rapport de production mais comme d'une activité nivelée avec les autres et comme simple source individuelle de revenus.

« Le système de production capitaliste se distingue du mode de production fondé sur l'esclavage en ceci, notamment, que la valeur (ou le prix) de la force de travail s'y présente comme valeur (prix) du travail lui-même, comme salaire. La portion de valeur variable de l'avance de capital y apparaît donc comme un capital dépensé en salaire, comme une valeur-capital payant la valeur (ou prix) de tout le travail dépensé dans la production. […] C'est parce que le

prix de la force de travail apparaît à l'un des pôles sous la forme modifiée du salaire, qu'au pôle opposé la plus-value apparaît sous la forme modifiée du profit. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 6, pp. 51 et 56).

Les luttes dans les entreprises, celles qu'on peut qualifier comme se déroulant dans le procès de production immédiat, là où les choses *paraissent* encore simples en ce que le rapport d'exploitation *paraît* très compréhensible et impossible à méconnaître (*Théories sur la plus-value*, éd.Sociales, t.3, pp.568-569) font partie de la vie quotidienne. Cette dernière est fondamentalement issue de la reproduction incluant la production comme un de ses moments, en cela ces luttes n'échappent pas à la métamorphose des rapports de production et ce qui semble apparaître en clair n'est qu'un moment théorique. Elles sont prisonnières de la loi de la valeur et du salaire comme prix du travail : les agents de la production, quels qu'ils soient, agissent et luttent entre eux comme « propriétaires d'une source de revenu (le travail, le capital, la terre), les agents de la production en sont prisonniers » (*Le Capital*, éd. Sociales, t.8, p.242). La lutte de classe dans son existence la plus triviale, dans le cadre du travail à l'intérieur du procès de production *immédiat*[26] existe dans les « illusions de la distribution » et les conforte. Les luttes en entreprises, sur les lieux de travail et de production (ou de circulation, etc.), s'inscrivent dans la vie quotidienne en ce qu'elles ne sont pas étrangères aux métamorphoses des rapports de production. Non seulement, comme nous l'écrivions, « le travail tel qu'il est dans la vie quotidienne c'est tel qu'elle le définit », mais encore c'est également tel qu'il se définit lui-même comme « source de revenu ».

Pris dans son concept, le principal résultat du procès de production capitaliste a toujours été le renouvellement du rapport entre le travail et ses conditions : autrement dit il est un procès d'autoprésupposition. On peut soutenir que la contradiction entre les classes (l'exploitation) s'est toujours située au niveau de la reproduction, mais la reproduction construisait et confirmait en elle-même, dans le programmatisme classique ou ensuite avec l'identité ouvrière, la plus ou moins grande « indépendance » et rapport à eux-mêmes de la classe ouvrière et du travail structurant

[26]Dans ce que Marx désigne ainsi comme unité du procès de travail et du procès de valorisation il n'est pas sans importance de souligner l'adjectif « immédiat ».

ainsi les cycles de luttes antérieurs à la restructuration des années 1970-1980. A la suite de celle-ci, la contradiction entre le prolétariat et le capital a alors défini comme son contenu essentiel son propre renouvellement. C'est en unifiant crise de suraccumulation et crise de sous-consommation dans une crise du rapport salarial devenant crise de la société salariale (voir plus haut) que la crise amorcée en 2008 de cette seconde phase de la subsomption réelle (où la contradiction avait pour contenu son renouvellement) a fait de la vie quotidienne le lieu de la lutte des classes. La vie quotidienne existait mais elle n'était pas ce lieu (si ce n'est dans les visions nécessairement humanistes à l'époque produites par Lefebvre ou Debord).

Dans la vie quotidienne, toutes les activités sont substantiellement au même niveau, équivalentes, et circonstantiellement prévalentes à un moment donné de la vie quotidienne d'un sujet. Quand on envisage le travail dans la vie quotidienne, ce n'est plus le travail producteur de valeur, comme rapport de production, c'est le travail salarié, c'est-à-dire le travail intrinsèquement lié à un revenu, c'est le *travail-revenu*. Le travail fait partie de la vie quotidienne parce qu'on est dans la vie quotidienne et que c'est d'elle dont il s'agit, le travail tel qu'il est dans la vie quotidienne c'est tel qu'elle le définit. On peut spécifier cette présence du travail dans la vie quotidienne comme source de revenus, comme, par-là, une obligation et comme, dans sa singularité, un accident de la division sociale du travail : la cohérence de la division demeure une chose extérieure et qui semble accidentelle aux individus qui s'affrontent sur le marché, ou sont réunis dans la *coopération* où ils ne s'appartiennent plus.

Tout cela peut se déduire du travail salarié comme rapport de production, mais paradoxalement (un paradoxe que nous allons expliquer par leurs métamorphoses nécessaires) les rapports de production ne sont pas existant dans la vie quotidienne *tels qu'eux-mêmes la produisent*. L' « essence » de la lutte des classes ce sont bien les rapports de production mais tels que *développés* dans leurs formes d'apparition. L'essence (substance comme aurait dit Spinoza) n'est jamais que la somme et le rapport de ses attributs.

En d'autres termes, le travail détermine l'existence de la vie quotidienne au moment où il devient activité séparée, c'est-à-dire au moment où apparaît un ensemble d'activités par lesquelles le travailleur devra reproduire sa relation à ses conditions de

reproduction ; en outre, le travail salarié produit et contient la distinction entre public et privé. *Le travail fait partie de la vie quotidienne comme activité de l'individu* face à son existence sociale qui lui échappe : coopération ; valeur ; capital ; argent. Par là même, parce que la constituant, le travail s'en distingue et apparaît en même temps comme activité extérieure à la vie quotidienne. Mais pour que cette distinction, cette séparation, opère il faut toute une histoire, une évolution dans le procès de travail immédiat et dans l'insertion de la reproduction du travailleur dans la reproduction du capital.

« Avec le développement de la *soumission réelle du travail au capital* ou *mode de production spécifiquement capitaliste*, le véritable agent du procès de travail total n'est plus le travailleur individuel, mais une force de travail se combinant toujours plus socialement. » (Marx, *Un chapitre inédit du capital*, éd. 10/18, p. 226). Cependant ce n'est pas l'ensemble de la force de travail engagée dans le procès de production qui devient « travailleur social », c'est *le capital* à partir du moment où il absorbe la valeur d'usage de la force de travail. Les forces sociales du travail n'existent jamais pour les travailleurs eux-mêmes, elles ne sont pas une détermination des travailleurs, qu'ils soient considérés individuellement, ou même comme collectivité de travail. Contrairement à certaines variantes de la théorie opéraïste, ultime et paradoxale forme du programmatisme, le « travailleur social » n'existe pas pour lui-même mais comme forme du capital, il n'est pas une caractéristique propre du travail face au capital. Si le travail social semble réalisé, c'est dans la coopération, mais là, les travailleurs ont cessé de s'appartenir.

« La coopération d'ouvriers salariés n'est qu'un simple effet du capital qui les occupe simultanément. Le lien entre leurs fonctions individuelles et leur unité comme corps productif se trouve en dehors d'eux dans le capital qui les réunit et les retient. » (*Le Capital*, éd. Sociales, t. 2, p. 24). Nous voilà au cœur du problème : la force productive que les travailleurs déploient en fonctionnant comme travailleur collectif, ou même les forces sociales du travail dont parle Marx dans les *Grundrisse* sont force productive *du capital*. Face au capital les travailleurs ne sont jamais travailleur collectif ou force sociale de travail. « L'ouvrier est propriétaire de sa force de travail tant qu'il en débat le prix de vente avec le capitaliste, et il ne peut vendre que ce qu'il possède, sa force

individuelle. Ce rapport ne se trouve en rien modifié, parce que le capitaliste achète cent forces de travail au lieu d'une, ou passe contrat non avec un, mais avec cent ouvriers indépendants les uns des autres et qu'il pourrait employer sans les faire coopérer. Le capitaliste paye donc à chacun des cent ouvriers sa force de travail indépendante, mais il ne paye pas la force combinée de la centaine. Comme personnes indépendantes, les ouvriers sont des individus isolés qui entrent en rapport avec le même capital mais non entre eux. Leur coopération ne commence que dans le procès de travail ; mais là ils ont déjà cessé de s'appartenir. Dès qu'ils y entrent, ils sont incorporés au capital. En tant qu'ils coopèrent, qu'ils forment les membres d'un organisme actif, ils ne sont même qu'un mode particulier d'existence du capital. » (*idem*, p. 25). Le travail fait toujours face au capital en tant que travail des ouvriers individuels, et cela quelles que soient les combinaisons sociales dans lesquelles ces ouvriers entrent dans le procès de production : « Tandis que le capital s'oppose, comme force sociale du travail, aux ouvriers, le travail productif, lui, se manifeste toujours face au capital comme travail des ouvriers *individuels*. » (*Un chapitre inédit du Capital*, éd. 10/18, p. 254). Reprenant le même passage dans les *Théories sur la plus-value* (éd. Sociales, t. 1, p. 461), Marx ajoute : « En tant qu'il produit de la *valeur*, le travail reste donc toujours travail de l'*individu* qui n'est exprimé qu'en *général*. »

Le caractère social du travail et le travailleur social n'existent qu'en s'objectivant dans le capital et comme procès de cette objectivation, ce caractère social n'est même pas une latence dans le travailleur individuel dont le capital s'emparerait, il est produit et n'existe que dans son objectivation que comme élément, force du capital. Ce caractère social ne peut donc jamais être une qualité inhérente au travailleur individuel ni même à leur somme ; quand il existe les travailleurs ont cessé de s'appartenir. En tant que producteur de valeur, le prolétaire ne produit aucune marchandise particulière qu'il porte au marché, en tant que telle, comme producteur indépendant ; il n'est producteur de valeur qu'en ne s'appartenant plus, c'est-à-dire quand il est devenu un élément de l'autovalorisation du capital. Le travail immédiat, en tant que tel (travail devant valoriser le capital) est promu au rang de travail social mais ce travail social n'est plus travail de l'ouvrier mais activité du capital.

Le caractère social acquis par ce travail que le capital met en œuvre, n'est donc pas une propriété, une caractéristique propre du travail en lui-même face au capital. C'est dans le capital fixe que s'objective ce caractère social, le prolétariat ne trouve rien en lui-même (séparé de son rapport au capital) qui fasse éclater le capital et qui soit, inhérent à lui, ce caractère social du travail. La socialité du travail mis en œuvre n'existe que dans le rapport contradictoire au capital dans lequel elle est objectivée et par ce rapport seulement : « Tout ce développement de la force productive du travail *socialisé*, de même que l'*application au procès de production immédiat de la science*, ce produit *général* du développement social, s'opposent au travail plus ou moins isolé et dispersé de l'individu particulier, et ce, d'autant que tout se présente directement comme *force productive du capital*, et non comme force productive du travail, que ce soit celle du travailleur isolé, des travailleurs associés dans le procès de production, ou même d'une force productive du travail qui s'identifierait au capital » (*Un chapitre inédit du Capital*, p. 200).

Si le travail fait partie de la vie quotidienne, il y tient une place particulière : conditionnant toutes les autres activités comme étant la vie quotidienne par excellence, il se retrouve, par-là, comme un de ses éléments. Mais, en tant qu'élément de la vie quotidienne, il existe, comme travail *du travailleur*, seulement *sous son aspect particulier d'activité individuelle*. Cette place si particulière du travail dans la vie quotidienne tient à son rôle de médiation entre l'individu isolé (isolé seulement en société – Marx, *Introduction de 1857*) et tous les caractères sociaux de son activité et de son existence qui se dressent face à lui et dont lui-même comme « individu isolé » est le produit.

L'abstraction des forces sociales du travail et la séparation de la majorité des individus d'avec les forces productives sous leur aspect matériel, comme telles n'appartiennent qu'au mode de production capitaliste et, inversement, l'abstraction de la vie quotidienne comme « vie privée » n'appartient qu'à ce mode de production. Le capital faisant des activités composant la vie quotidienne de simples affaires privées a inventé la vie quotidienne, c'est-à-dire quelque chose *apparemment* sans importance dans la vie productive. Toutes ces activités, de par leur séparation du travail sont devenues autres. Si nous considérons (voir plus loin) que c'est sur cette séparation et son abolition que peut se jouer

maintenant une restructuration du mode de production, c'est une gigantesque transformation des modes de vie qui est alors en jeu : la mobilisation de la force de travail et ses modalités d'exploitation bien sûr, mais aussi, de façon intriquée, l'aménagement du territoire, les transports, les modes de consommation et d'alimentation, le logement, les communications, le couple et la famille, etc. Quand le travail, dans le mode de production capitaliste, fait partie de la vie quotidienne seulement dans la mesure où il existe en contraste avec elle, une « suppression de la vie quotidienne », c'est-à-dire une absorption de celle-ci par le travail est un enjeu hautement conflictuel aussi bien comme lutte des classes que pour le mode de production lui-même (les deux aspects n'étant pas étrangers l'un à l'autre). Les transformations du marché du travail par lesquelles chacun doit devenir un petit entrepreneur de lui-même ne sont que de pâles esquisses de l'enjeu.

La vie quotidienne naît d'une double séparation : du travailleur d'avec ses conditions et concurremment du travail construit comme activité individuelle parce que séparé d'avec son caractère social, le travail ne revêtant pour le travailleur que ses caractéristiques (en regard du caractère social qui lui échappe) relevant d'individus isolés (en société). Le travail de l'individu, séparé de ses formes sociales, fait partie de la vie quotidienne : « Le travail productif (de valeur) continue [avec le développement de la "force de nature sociale du travail", nda] de faire face au capital comme travail des *ouvriers individuels*, quelles que soient les combinaisons sociales dans lesquelles ces ouvriers entrent dans le procès de production.» (Marx, *Un Chapitre inédit du Capital*, éd. 10/18, p. 254).

Des rapports de production à leurs formes d'apparition

La vie quotidienne, cet ensemble d'activités routinières, paraît au premier coup d'œil quelque chose de trivial et qui se comprend de soi-même : « ouvrir une porte, prendre un verre » comme dit Debord dans sa conférence sur la vie quotidienne (*IS* n°6). C'est au contraire une chose très complexe, pleine de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques. D'où provient le caractère énigmatique de ces activités à première vue si simples, nécessaires et « naturelles » ? Evidemment de leur genèse et de leur forme elles-mêmes.

La valeur de la force de travail devient prix du travail et salaire, la valeur devient prix de production, les prix de production résultent d'une péréquation des taux de profit (Marx, *Théorie sur la plus-value*, éd. Sociales, t. III, p. 569), le capital lui-même quant au profit se divise en salaire du capitaliste et intérêt, il se subdivise dans sa reproduction en capital financier, commercial, industriel (*idem*, p. 573 – le procès de circulation se cristallise en tant que propriétés de sortes déterminées de capital : industriel, commercial, financier), etc. La valeur produite et reproduite (profit, travail nécessaire, - plus-value sous toutes ses formes - renouvellement du capital constant), se divise en revenus et « capital » résultant des éléments du procès de production qui, comme choses, sont subjectivés. Le processus d'« inversion » constamment présent dans *Le Capital* diffère de l'aliénation d'un sujet primordial comme celui des *Manuscrits de 1844*. Cette inversion c'est l'objectivation des individus, c'est l'envers de la subjectivation des choses, c'est le « monde magique » dans lequel « l'interpellation idéologique » constitue les « supports » en *sujets*[27]. Dans toute cette série des métamorphoses qui vont de la « forme nucléaire » du capital comme rapport social (« appropriation du travail non payé d'autrui ») à la « forme développée » (la vie quotidienne), les métamorphoses affectant les rapports de production sont simultanées et qui plus est connexes (se déterminant les unes les autres).

Le fondement (raison d'être de toutes les métamorphoses) c'est la production, nécessairement *reproduction*, devenant autoprésupposition (formes d'apparition, fétichisme, idéologie, naturalisation, sujets), tout s'enchaîne à partir de là. La reproduction n'est pas la suite de la vie de chaque capital individuel, mais une donnée de la production dans la mesure où elle suppose la synchronisation des capitaux et les rapports sociaux comme inhérents aux choses : « Les déterminations résultant du procès de circulation se cristallisent en tant que propriétés de

[27] Le fondement de l'idéologie c'est l'interpellation de chaque individu tel qu'existant comme *support de rapports sociaux* en tant que *sujet* (Althusser, *Sur la Reproduction*, p. 22 » et sq.). Cependant, considéré au niveau de la reproduction, il n'y aura de « support » qu'à la condition de son fonctionnement comme « sujet ». *L'existence comme personne est spécifiquement pour les prolétaires la forme (à partir de leur situation de classe) de leur production en sujet (libre, conscient, responsable, etc.)*. Le terme de support d'une fonction du procès de production est, entre autres, utilisé par Marx, dans *Le Capital*, t. 1, p. 20 et dans les *Notes sur Wagner*.

sortes déterminées de capital, capital fixe, circulant etc., et apparaissent ainsi comme des propriétés données, qui sont le lot de marchandises déterminées du fait de leur matérialité. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, éd. Sociales, t. 3, p. 573)

***On peut schématiquement représenter le mouvement général de la façon suivante* :**

La vie quotidienne c'est : rapports de production => reproduction qui n'est pas répétition => rapports de distribution => autoprésupposition => toutes les formes d'apparition => les formes s'autonomisent => rapport aux rapports de production => idéologie => sujet (phénoménologie) => vie quotidienne.

C'est aussi et surtout dans tout ce processus *logique* que se constituent les classes telles qu'engendrées par les rapports de production, mais qui ne peuvent en être un calque du fait de toutes les instances au travers desquelles la production est nécessairement reproduction (voir plus loin).

Bref commentaire du schéma

La vie quotidienne est toujours décrite, jamais définie, jamais cernée comme concept (si c'en est un). On a des éléments : la répétition, la reproduction, l'opposition aux instances supérieures : idéologie, politique et même économie dans son objectivité qui fait toujours face aux individus, quelle que soit leur appartenance de classe, comme destin et inéluctabilité.

La reproduction n'est pas *innocemment* (sans transformation) la répétition de la production, la transformation de la plus-value en profit n'est pas un recommencement. La reproduction n'est pas une simple répétition, elle a ses lois propres, jusqu'au fétichisme. Mais s'il s'agit d'une reproduction et répétition de rapports sociaux, comment cette répétition devient-elle « vie quotidienne » ?

On peut dire que la vie quotidienne c'est la transformation (production) en *ensemble* d'une *somme* de rapports sociaux par la construction des *sujets*. Rapports sociaux de classes et de genre : travail, type de revenu (leur régularité), famille, habitat (rente foncière), besoins, loisirs, éducation, santé. Qu'est-ce que le concept de vie quotidienne ajoute à cette somme ? Comment la somme devient-elle *ensemble*, c'est-à-dire *vie quotidienne* ? Elle est

leur conjonction sur des individus produits comme sujets, c'est par là que la somme devient ensemble. C'est *la vie* de ces sujets. La vie quotidienne est cette conjonction de rapports sociaux construisant des sujets *dans leur reproduction*. Mais, attention, la reproduction n'est pas répétition de l'identique, elle a ses lois et ses déterminations propres (fétichisme, autoprésupposition, « le monde dans lequel on se meut à l'aise », pas forcément avec plaisir, mais c'est celui dans lequel on agit avec les codes connus et reconnus), ce n'est qu'ainsi qu'elle se coagule sur les individus promus (interpellés) en sujets. Ces rapports sociaux les construisant comme sujets deviennent face à ces sujets des objets de façon différente selon leur mode d'interpellation afférant à leur position sociale. Cette situation et activité des sujets face aux rapports qui *les constituant* apparaissent comme objet, c'est la vie quotidienne, totalement déterminée et tout aussi totalement espace de leur existence personnelle face aux rapports sociaux dont leur propre personne est le résultat. Il n'y a pas de vie quotidienne avant le capital et la généralisation du salariat, avant la reproduction indépendante du travailleur *libre* et, plus spécifiquement, la conjonction, en subsomption réelle, de la petite et de la grande circulation. La vie quotidienne est alors inscrite dans un antagonisme interne au mode de production capitaliste entre son autoprésupposition, la reproduction de son rapport fondamental et la révolution constante des conditions de cette même reproduction. Il y a de ce fait toujours dans la vie quotidienne une inertie résiduelle, à la source d'une opposition vécue à la modernité avec ses innovations et son *avenir*.

Quelques questions sur le schéma

Dans le schéma présenté ci-dessus, trois moments demandent de plus amples explications : la notion de sujet dans son rapport à l'idéologie ; la référence à l'approche phénoménologique de ce dit sujet et enfin, fondamentalement, la relation entre mouvement réel et formes d'apparition. Les quatre premiers moments du schéma sont, quant à eux, largement explicités par Marx dans les *Grundrisse*, *Le Capital* et *Les Théories sur la plus-value* dont nous faisons d'amples citations.

De l'idéologie au sujet et retour

Si nous nous étendons assez longuement sur cette question de la nature de l'idéologie, c'est que c'est la question de la genèse du sujet qui est en jeu, question essentielle pour la définition de la vie quotidienne, de ses contradictions et de ses enjeux.

Dans la question de la genèse du sujet se trouve celle de la métamorphose des rapports de production en vie quotidienne. Dans la nécessité de l'idéologie se trouve la production du sujet, maître d'œuvre de la vie quotidienne. Au risque d'une tautologie que nous allons chercher à dépasser, il y a idéologie par l'interpellation des individus en sujets et sujets par l'interpellation de l'idéologie.

Si nous laissons de côté la manipulation intentionnelle des populations et la propagande qui existent bel et bien mais ne sont que l'écume de l'idéologie, l'interprétation la plus courante de l'idéologie est celle de Feuerbach, reprise mot pour mot par Marx dans ses « Œuvres de Jeunesse » et que l'on retrouve chez Lukács, Kosik, jusque chez Isabelle Garo (*L'idéologie ou la pensée embarquée*, éd. La Fabrique, 2009) et Debord dans *La Société du spectacle*[28]. Cette conception cherche et trouve une cause à la transposition et à la déformation imaginaire des conditions d'existence réelles des hommes, bref à l'aliénation dans l'imaginaire de la représentation de leurs conditions d'existence : « Cette cause c'est l'aliénation matérielle qui règne dans les conditions d'existence des hommes eux-mêmes. C'est ainsi que Marx défend dans la *Question juive* et ailleurs l'idée feuerbachienne à 100 % (améliorée de pseudo-considérations économiques dans les *Manuscrits de 44*) que les hommes se font une représentation aliénée (= imaginaire) de leurs conditions d'existence parce que ces conditions d'existence sont elles-mêmes aliénantes (dans les *Manuscrits de 44* : parce que ces conditions dominées sont l'essence de la société aliénée : le "*travail aliéné*"). » (Althusser, *Sur la reproduction*, éd. PUF, 1995, pp. 217-218)[29].

[28] Il faut cependant ajouter que chez Debord le « spectacle » n'a plus de référent ou de cause extérieure dans la vie matérielle aliénée/aliénante, il est lui-même son propre monde. C'est l'impasse dans laquelle s'enferme Debord et dont il ne sort que par une variante d'humanisme (voir *Histoire critique de l'ultragauche*, éd. Senonevero, 2ème édition, p. 359 et sq).

[29]Dans *Positions* (éd. Sociales, 1982) la parenthèse relative aux *Manuscrits de 1844* est légèrement différente : « (Dans les *Manuscrits de 44* : parce que ces conditions sont dominées par l'essence de la société aliénée : "le travail aliéné") »

Althusser poursuit : « Toutes ces interprétations prennent donc à la lettre la thèse qu'elles supposent, et sur laquelle elles reposent, à savoir que ce qui est reflété dans la représentation imaginaire du monde qu'on trouve dans une idéologie, ce sont les conditions d'existence des hommes, donc leur monde réel. » (*ibid*). Mais alors « Cette interprétation laisse en suspens un "petit" problème : pourquoi les hommes "ont-ils besoin" de cette transposition imaginaire de leurs conditions réelles d'existence, pour "se représenter" leurs conditions d'existence réelles ? » (*ibid*). La cause serait (pour Feuerbach et Marx jusque dans *l'Idéologie allemande*) l'aliénation matérielle qui règne dans les conditions d'existence des hommes eux-mêmes. Les hommes se font une représentation aliénée de leurs conditions d'existence parce que ces conditions d'existence sont elles-mêmes aliénantes, c'est la thèse de Kosic : la « projection de conditions historiques réifiées dans la conscience du sujet ». La conception de l'idéologie que définit cette « projection de conditions historiques réifiées dans la conscience du sujet », fait des formes de manifestation de pures apparences que la conscience vraie peut transpercer, elles ne sont pas *des pratiques*. De la critique de cette conception de l'idéologie dépend la compréhension de la relation des formes de manifestation au mouvement réel.

Cette conception de l'idéologie admet que les conceptions idéologiques du monde ne correspondent pas à la réalité, elles constituent une illusion, mais, comme *illusion*, elles font cependant *allusion* à la réalité. Il faudrait interpréter ces idéologies pour retrouver (révéler), sous la représentation imaginaire, la réalité même. Ainsi, sous une forme imaginaire, les hommes se représenteraient leurs conditions d'existence réelle.

En fait : « Ce n'est pas leurs conditions d'existence réelles, leur monde réel, que les "hommes" "se représentent" dans l'idéologie, mais avant tout leur *rapport* [souligné dans le texte] à ces conditions d'existence réelles. C'est ce rapport [celui de la constitution du sujet, nda] qui est au centre de toute représentation idéologique, donc imaginaire du monde réel. C'est dans ce rapport que se trouve contenue la "cause" qui doit rendre compte de la déformation imaginaire de la représentation idéologique du monde réel ; […] c'est la *nature imaginaire de ce rapport* qui soutient toute la déformation imaginaire qu'on peut observer […] dans toute idéologie. » (Althusser, *op. cit.*, pp. 217-218).

La question devient alors celle de la nature de cette « nature imaginaire de ce rapport », dans la mesure où : « Dans l'idéologie est *donc* [souligné par nous] représenté non pas le système des rapports réels qui gouvernent l'existence des individus, mais le rapport imaginaire de ces individus aux rapports réels sous lesquels ils vivent » (p. 218). Le diable se niche dans ce « *donc* » qui ne renvoie à aucune démonstration antérieure, seulement à une affirmation précédente (le « rapport aux conditions ») qui elle-même repose sur la seule solution envisagée par Althusser à sa question, elle absolument légitime : «Pourquoi les hommes ont-ils besoin de cette transposition imaginaire de leurs conditions réelles d'existence, pour se représenter leurs conditions d'existence réelles ? ». Althusser n'a toujours pas démontré ici que sa réponse est la seule possible à la question.

Il va s'y employer par la suite en commençant par changer la question : « S'il en est ainsi, [« l'idéologie comme rapport aux rapports réels », nda] la question de la "cause" de la déformation imaginaire des rapports réels dans l'idéologie tombe, et doit être remplacée par une autre question : pourquoi la représentation que se font les individus de leur rapport (individuel) aux rapports sociaux qui gouvernent leurs conditions d'existence et leur vie collective et individuelle est-elle nécessairement imaginaire, » (p. 218) Dans une version postérieure du texte, Althusser écrit : « pourquoi la représentation *donnée* [nous soulignons] aux individus, etc. » (*Positions*, éd. Sociales, p. 117). Entre la « représentation que *se font* les individus » et « la représentation *donnée* aux individus », il y a l'action de la structure sans sujet.

Le décalage vis-à-vis des conceptions de l'idéologie qu'à raison Althusser rejette (« la clique des curés et despotes » ou « le reflet d'un monde aliénant ») se situe dans l'objet dont on va chercher la « cause ». Il ne s'agit plus de rechercher la « cause » de la « déformation imaginaire des rapports réels », mais d'élucider le pourquoi de la représentation imaginaire du rapport aux rapports sociaux, représentation qualifiée de « *nécessaire* ».

Après un bref détour par la thèse selon laquelle l'idéologie a une existence matérielle, Althusser en arrive à sa thèse centrale : « il n'est d'idéologie que par le sujet et pour les sujets. » (*idem*, p. 223). La catégorie de sujet est alors, pour lui, « la catégorie constitutive de toute idéologie ». Il se trouve alors immédiatement confronté à un problème (une construction tautologique) qu'il ne

résoudra pas : « Nous disons : la catégorie de sujet est constitutive de toute idéologie, mais en même temps et aussitôt nous ajoutons que la catégorie de sujet n'est constitutive de toute idéologie, qu'en tant que toute idéologie a pour fonction (qui la définit) de "constituer" les sujets concrets (comme vous et moi). C'est dans ce jeu de double constitution qu'existe le fonctionnement de toute idéologie, l'idéologie n'étant rien que son fonctionnement dans les formes matérielles de l'existence de ce fonctionnement » (*Sur la Reproduction*, p. 223). Le texte tel que publié un an après (1971) dans *La Pensée* (repris dans *Positions*) comporte une modification légère mais significative : « …toute idéologie a pour fonction (qui la définit) de "*constituer*" *des individus concrets* en sujets ». En ajoutant les « individus concrets », Althusser cherche à sortir de sa tautologie. L'idéologie fait le sujet, le sujet fait l'idéologie : dans la version initiale du texte nous ne savions pas d'où venait le sujet, mais dans la version remaniée nous ne savons pas d'où vient l'idéologie. Aucune des deux versions proposées ne sort de la tautologie.

Althusser pense échapper à la tautologie en la renforçant : « la catégorie de sujet est une "évidence" première […] il est clair que vous êtes un sujet (libre, moral, responsable, etc.) et moi aussi » (*Sur la reproduction*, p. 224) [dans la version postérieure, « responsable » est supprimé, nda]. Cette « évidence » d'être un sujet est alors qualifiée comme « l'effet idéologique élémentaire » en ce que nous sommes tous « toujours déjà des sujets » (*idem*, p. 225). Althusser se heurte à nouveau au problème de la tautologie, il lui faut expliquer « pourquoi la catégorie de sujet est constitutive de l'idéologie, qui n'existe qu'en constituant les sujets concrets » (*idem*). La version postérieure ajoute : « qu'en constituant les sujets concrets en sujets ». Le « sujet concret » devenant « sujet » permettrait de fournir un point de départ extérieur et de sortir de la tautologie (bien que l'on ne sache pas vraiment qui est ce « sujet concret », la formule frise l'oxymore).

C'est alors qu'intervient la catégorie centrale (avec celle de sujet, les deux sont liées) de « l'interpellation ».

« Je dirais dans une première formule : *toute idéologie interpelle les individus concrets en sujets concrets* [souligné dans le texte] par le fonctionnement de la catégorie de sujet. » (*idem*, p. 225). Sous réserve de nombreuses explications, on pourrait souscrire à cette « première formule ». Qui sont ces « individus

concrets » ? Althusser laisse dans l'ombre la question de savoir s'il s'agit des « *supports* » des fonctions du procès de production comme rapports de production (supports d'une structure sans sujet), ou des représentants, les figures, les personnes constitués par toutes les fonctions autonomisées de la reproduction du mode de production. Dans un développement rationnel, c'est-à-dire qui va de la « forme nucléaire » à la « forme développée », les « individus concrets » interpellés ne peuvent être que ces *figures*, ces *personnes* (ayant, selon l'étymologie, revêtues le masque de leur fonction). L'interpellation idéologique de ces « individus concrets » est alors un effet de leur propre existence d' « individus concrets », qui, en définitive s'interpellant eux-mêmes comme « sujets concrets » entrent dans la catégorie de *sujet* (libre, conscient, responsable, etc.). Leur « concrétude » devient une contingence de leur *personne*. L'idéologie est bien le « rapport aux rapports de production » tel que vécu par des sujets. Mais elle n'est pas une nécessité éternelle quasi anthropologique constituée par et constituant des sujets « toujours-déjà là », comme Althusser est contraint, de par sa formulation tautologique, de le dire par la suite.

Cette « première formule » implique de « distinguer*, pour le moment* [nous soulignons], les individus concrets d'une part, et les sujets concrets d'autre part, bien qu'il n'y ait, *à ce niveau* [idem], de sujet concret que supporté par un individu concret. » (*Sur la reproduction*, pp. 225-226). C'est, en gros, le « moment » et le « niveau » où nous demeurons, en l'explicitant, pour définir le moment de l'idéologie. Nous pourrions nous arrêter là, mais allons au bout de notre explication avec Althusser, ne serait-ce que pour conforter notre position et vérifier que nous avons eu raison de l'abandonner en chemin pour énoncer notre position.

Sous les réserves formulées précédemment et les développements que nous avons esquissés, on peut à nouveau souscrire à la formule suivante : « Nous suggérons que l'idéologie "agit" ou "fonctionne" de telle sorte qu'elle "recrute" des sujets parmi les individus (elle les recrute tous), ou "transforme" les individus en sujets (elle les transforme tous) par cette opération très précise que nous appelons *l'interpellation*… » (*idem*, p. 226). Mais ce que nous ajoutons, au-delà d'Althusser, c'est que l'idéologie ne fonctionne et n'est l'interpellation des individus en sujet que parce que ces « individus interpellés » sont *eux-mêmes*

des produits de la métamorphose des rapports de production. En quelque sorte, ils s'auto-interpellent.

Mais, à nouveau, à la suite de sa « suggestion » Althusser s'enferme dans sa tautologie : « C'est une seule et même chose que l'existence de l'idéologie et l'interpellation des individus en sujets […] Donc l'idéologie interpelle les individus en sujets. Comme l'idéologie est éternelle [une vingtaine de pages avant – p. 211-, il a développé la thèse selon laquelle "l'idéologie n'a pas d'histoire", sociétés de classes ou sociétés dites sans classe. Cette thèse est plus largement développée dans *Pour Marx*, pp. 238-239, mais il n'avait pas encore élaboré le concept d'idéologie tel que nous l'examinons ici, nda], nous devons maintenant supprimer la forme de la temporalité dans laquelle nous avons représenté le fonctionnement de l'idéologie et dire : l'idéologie a toujours-déjà interpellé les individus en sujets, ce qui revient à préciser que les individus sont toujours-déjà interpellés par l'idéologie en sujets, ce qui nous conduit inexorablement à une dernière proposition : *les individus sont toujours-déjà des sujets*. » (pp. 227-228). Oui et non. Althusser, comme cela lui arrive parfois, comme à ses « disciples » – Rancière –, est infidèle à la « distinction radicale entre le procès de pensée et le procès réel ». Si l'on considère le cours continu et ininterrompu de la quotidienneté du « procès réel », il a raison sans avoir besoin, pour autant, de souscrire à la thèse de « l'éternité de l'idéologie » : les individus sont « toujours-déjà interpellés en sujets » mais c'est alors confondre le « procès réel » avec le « procès de pensée » et, pire, le faire disparaître.

Notre construction des métamorphoses des rapports de production jusqu'à l'idéologie et au sujet est un « procès de pensée », mais si nous considérons le procès de pensée comme tel (radicalement séparé), nous ne considérons pas le *mouvement réel* comme autre chose que *les relations que les formes de manifestations construisent entre elles* et non comme se manifestant en elles, les agissant et les rappelant à l'ordre (voir plus loin).

Althusser fournit alors comme démonstration du sujet et de l'idéologie « toujours-déjà là », le fait qu'« un individu est toujours-déjà sujet avant même de naître » de par le « rituel idéologique qui entoure l'attente d'une naissance […] il portera le nom de son père [le texte date de 1970, nda], aura donc une identité, et sera irremplaçable [dans la version postérieure, Nom et Père portent la

majuscule, nda]. Avant de naître, l'enfant est donc toujours-déjà sujet, assigné à l'être dans et par la configuration idéologique familiale spécifique dans laquelle il est "attendu" ... » (*Sur la reproduction*, p. 228). Cette « démonstration » par l'exemple et la répétition est en elle-même le signe d'une faiblesse théorique rare chez Althusser, même quand on n'est pas d'accord. Deux pages plus loin, il montre une sorte d'embarras : écrivant « ...l'idéologie religieuse s'adresse bien aux individus pour les "transformer en sujets" [cela ne lui a rien de spécifique, ce n'est qu'un exemple, nda] », il ajoute en note : « Bien que nous sachions que l'individu est toujours-déjà sujet ne serait-ce que de l'idéologie familiale [« ne serait-ce que de l'idéologie familiale » supprimé de la version postérieure], nous continuons à employer ce terme commode par l'effet de contraste qu'il produit ». On a affaire au même type de « démonstration » que celui qui attribue la reproduction sociale genrée à l'éducation des petites filles sans se poser la question de la production et de l'existence du « modèle » : « Pour moi l'étude de la façon dont l'identité de genre est acquise ne peut pas prendre la place de l'étude de la construction sociale de la division sexuelle, bien qu'elle soit essentielle pour comprendre comment cette division sexuelle fonctionne ; mais l'acquisition de l'identité de genre ne peut, de toute évidence, expliquer l'existence même de ces genres, car ils doivent bien exister avant d'être acquis. » (Delphy, *L'ennemi principal*, t. 2, pp. 150-151). En plagiant, de même : l'acquisition de l'identité de sujet ne peut, de toute évidence, expliquer l'existence même des sujets, car elle doit bien exister avant d'être transmise. Fin du « toujours-déjà ».

Althusser est prisonnier de son a priori *politique* sur la nécessaire préservation des rapports de production dans leur pureté qui justifie l'existence du Parti, des militants, de la théorie comme science, et *in fine* de la classe ouvrière telle qu'en son être les rapports de production la définissent et la déterminent. C'est là, à propos de la production du « sujet » et de la relation entre idéologie et sujet, qu'il s'enferme dans une tautologie. Il est contraint par une nécessité théorico-politique de conserver dans le formol de leur pureté les rapports de production comme « mouvement réel ».

A la suite de ce travail critique des thèses althussériennes (on l'aime bien quand même), nous appelons idéologie *le moment ultime* de la mécanique des métamorphoses des rapports de

production : *l'apparition du sujet*. Contre des visions « puristes » (plus « althussériennes » qu'elles ne l'imaginent) faisant des classes un calque des rapports de production, l'existence de chaque classe intègre dans sa constitution, à partir de leur existence de « support », l'idéologie et l'existence des individus comme sujets et que c'est ainsi qu'ils agissent et luttent quotidiennement.

C'est à partir des métamorphoses des rapports de production que l'on produit le « sujet » et l'idéologie comme la forme de conscience, de mobiles et d'activités de ce sujet qui en tant que sujet est bien alors dans un « rapport aux rapports de production ». Mais « être dans ce rapport », « être dans l'idéologie », c'est là le résultat du propre mouvement des rapports de production (production / reproduction, profit, prix du travail, distribution, fétichisme des éléments du procès de production, séparation des éléments du capital dans la circulation etc.) qui fait de ce rapport aux rapports de production quelque chose de « nécessairement imaginaire.

Ce que nous avons cherché à définir ici, c'est le mécanisme général de l'idéologie, c'est en quelque sorte une abstraction. Ce « rapport aux rapports de production » se démultiplie en une infinité de comportements garantissant, pour chaque pratique, le rapport adéquat aux rapports de production dans la structure de classes et de genre à chaque moment de la vie. Ce rapport se décline en fait de multiples façons (idéologie politique, syndicale, culturelle, place dans la division sociale du travail, familiale, sexuelle, religieuse, etc.), selon les classes, les sexes, le travail, l'histoire personnelle, les situations et les institutions dans lesquels ces individus sont impliqués, chacun .e. passant de l'une à l'autre ou les combinant. Si toutes ces « idéologies particulières » (régionales) fonctionnent sur le même principe et se ramènent au même rapport, dans leur existence particulière s'ajoute un nouveau principe qui découle de ce qu'elles ont génétiquement en commun : elles sont inauthentiques. Il s'agit alors de que l'on appelle couramment une « idéologie.

Dans une idéologie particulière, en tant que discours sous lequel opère une pratique particulière, l'essentiel est de découvrir que ce discours, bien qu'il réponde à des problèmes réels, ne correspond à aucun de ces problèmes. Les objets sur lesquels les idéologies se donnent l'apparence de réfléchir à travers leurs

propres termes, ne sont pas représentés dans leur réalité. Ainsi le sujet pourra être conçu comme production dans la métamorphose des rapports de production ou idéologiquement comme donnée première[30]. Tous les problèmes venant de la constitution du sujet dans les rapports de production sont transposés en problèmes venant du sujet comme constitué dans sa liberté, sa volonté et son autodétermination face au monde, ce monde dont en fait il est le produit et qu'il comprend comme « monde », c'est-à-dire environnement.

Dans le premier cas, on a un rapport « authentique » à cet objet (la séparation), car on en fait un objet doué de sens (un objet construit, une "objectivité constituée") *sans en faire lui-même le sens d'un autre objet* : on a le capital, le travailleur salarié, l'achat-vente de la force de travail. L'objet est construit sans sortir de son immédiateté, même si le réel n'est pas l'empirique. Dans le second cas, on a un rapport idéologique à cet objet, car on en fait un objet doué de sens comme représentation d'un autre objet. Les rapports de production deviennent, par exemple, la scission de l'essence humaine comme sujet et comme objet, elle-même rapportée à une réalité non-divisée mais expliquant la division, ils ne sont pas abordés dans leur immédiateté, c'est le jeu de miroirs des idéologies. On peut remplacer « l'essence humaine » par tout autre artefact comme la nature, le pouvoir, l'inconscient, les désirs, etc. Les « solutions » sont alors données par la façon même dont l'objet est conçu : la liberté, l'autonomie, la responsabilité, le choix, etc.

On ne peut considérer la réalité comme une évidence des sens et passer sous silence que les problèmes réels peuvent se présenter eux-mêmes *réellement* sous une forme idéologique[31]. C'est la

[30] C'est exactement ce qui échappe à E.P. Thompson dans sa virulente critique d'Althusser (*Misère de la Théorie*, éd. L'Echappée, 2015). Les hommes comme sujets « font l'histoire » de façon volontaire et responsable, mais ce « sujet » n'est pas une entité première seulement contrainte et déterminée par les circonstances sociales et économiques, il est lui-même le « sujet » (en tant que tel) de *ses* « circonstances » qui sont les siennes.

[31] Nous ne pouvons qu'en revenir à la lecture des « deux premiers modes de la connaissance » (nous laissons de côté le très ambigu « troisième type de connaissance ») dans Spinoza, L'Ethique, chapitre deux. Le premier type est celui de la sensibilité, le deuxième type est celui qui « ne confond pas les êtres de raison et les abstractions avec le réel » (op. cit ; Scolie de la proposition 49, éd. Flammarion, p. 240 – c'est Marx, dans l'introduction de 1857) : « J'entends par idée adéquate une idée qui, en tant qu'on la considère en elle-même, sans relation à l'objet, a toutes les propriétés ou dénominations intrinsèques d'une idée vraie. Je dis intrinsèques pour exclure celle qui est extrinsèque, à savoir l'accord de l'idée avec l'objet dont elle est

réalité du fétichisme (le fétichisme propre du capital qui se différencie de celui de la marchandise) et la manipulation idéologique réelle de cette réalité du fétichisme. C'est dans ce recours, nécessité par le blocage du "système des réponses", qu'apparaît le caractère proprement idéologique du "système des questions" (la problématique). D'une part, le sujet répond à un problème réel ; d'autre part, il ne lui correspond pas, car il le traite de façon « inauthentique » comme représentation d'autre chose - l'essence de l'homme en tant qu'individu isolé. Mais, comme l'énonçait Spinoza et comme le confirme la phénoménologie, on ne peut ôter l' « idée fausse » de l' « idée vraie » sans supprimer l' « idée vraie ».

La Phénoménologie et son sujet

« *Si l'habitude est une seconde nature, elle nous empêche de connaître la première, dont elle n'a ni les cruautés ni les enchantements.* » (Proust, *Sodome et Gomorrhe*, in *A la recherche du temps perdu*, éd. Pléiade, t. 3, p. 151).

La vie quotidienne est inhérente au mode de production capitaliste, ce n'est qu'avec le passage à la subsomption réelle du travail sous le capital qu'elle est *spécifiquement* constituée. Alors qu'aux Etats-Unis le concept de vie quotidienne prend forme au travers d'études sociologiques « au plus près du terrain » (Ecole de Chicago), en Europe, c'est la philosophie qui va s'en charger. S'il

---

l'idée. » (idem, p.162). Le « troisième type » est l'accord plus ou moins « spontané» de l'idée vraie (rationnelle) avec son objet. Mais surtout, pour notre propos, en ce qui concerne la nécessité de l'idéologie : « Rien de ce qu'une idée fausse a de positif n'est ôté par la présence du vrai, en tant que vrai (nous soulignons). [...] Si donc ce qu'une idée fausse a de positif était ôté par la présence du vrai en tant qu'il est vrai, une idée vraie serait ôtée par elle-même (idem), ce qui est absurde. [...] Nous n'imaginons pas le soleil proche parce que nous ignorons sa vraie distance, mais parce que l'Âme [l'esprit sensible toujours dans un corps, nda] conçoit la grandeur du soleil d'une façon qui est en rapport avec l'affection venue au corps de lui » (Ethique, chapitre IV, proposition I, pp. 360-361). Remarquons que dans Pour Marx, Althusser se réfère pour sa propre démarche au passage du premier au second mode de la connaissance, le troisième moment (étonnamment un peu « mystique » chez Spinoza) de l'adéquation à l'objet est occulté du fait de la « Théorie-Science ». Il est vrai que nous sommes là dans une des impasses intrinsèques à la production théorique qui doit alors se référer à la « pratique » qu'elle avait cependant incluse en elle comme son « primat », mais un primat désigné comme tel par la théorie elle-même.

faut fixer un point de départ, on peut dire que, ici, tout commence avec Husserl[32]. « La tâche de la philosophie est, pour Husserl, induite et délimitée très strictement à partir de la dispersion des différents ensembles pratiques et théoriques qui, sciences ou systèmes de valeurs, forment des positivités technologiques comme instrument d'emprise sur le monde. La philosophie consiste au contraire dans la recherche et la prise de conscience du sens de ces systèmes dans lesquels l'activité et la conscience sont naïvement engagées. Former cette prise de conscience, vivre en elle, c'est comprendre que le monde, avec son être naturel et objectif donné, est, de part en part, constitué par et pour l'être-sujet. Cette philosophie est incontestablement idéaliste et s'est désignée comme telle. Mais, alors que toute la tradition philosophique depuis Descartes s'est contentée du retour au sujet comme solution du problème de la connaissance, l'exploration de ce qu'est l'être-sujet devient, pour Husserl, le problème et requiert une méthode qui bouleversera toutes les conceptions jusqu'alors reçues. Sous le nom de phénoménologie, cette méthode définit la philosophie husserlienne. […] Elle se présente comme la seule capable de formuler et de remplir la tâche universelle, de résoudre la double énigme de *l'existence d'un monde formé d'objets et de l'existence de sujets qui sont dans le monde, et pour lesquels seuls pourtant ce monde existe* [souligné par nous]. » (René Schérer, article *Husserl*, in *Histoire de la philosophie*, éd Pléiade, t. 3, pp. 527-528).

Pourquoi considérer Husserl et la phénoménologie comme symptomatiques de l'apparition du concept de vie quotidienne ? S'il n'est pas nouveau de considérer que nous sommes inéluctablement pris dans les choses et que nous vivons en elles, ce qu'avance Husserl, c'est qu'il ne peut y avoir de sujet *face* à ce « monde de choses ». L'activité, la conscience, la connaissance, présupposent toujours une adhésion spontanée à la « certitude du vécu ». Il s'ensuit que si l'intentionnalité semble ressusciter le sujet et la conscience dans leur « souveraineté », ce n'est qu'une solution feinte qui ne fait que faire surgir le monde comme tel, mais un monde qui a maintenant un « sens ». « L'apparaître » est alors devenu une source légitime de la conscience et de l'activité, il

[32] On peut toujours trouver des prémisses chez Spinoza, Kierkegaard, Nietzsche ou le Hegel de la *Philosophie du droit* qui construit la reproduction « superstructurelle » du mode de production capitaliste à partir d'une essence du travail et de la famille.

convient d'avoir foi en la réalité de ce qui se montre. Les choses ne sont plus alors que la somme indéfinie des expériences qu'elles suscitent : l'ensemble des intentionnalités (même si elles finissent toujours par échapper).

Dans *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*, analysant les présupposés non-interrogés de la critique kantienne de la raison, Husserl écrit : « Cette problématique kantienne a d'avance pour présupposé le monde ambiant de la vie quotidienne considéré comme "étant" – ce monde dans lequel nous tous, y compris chaque fois le "moi" qui philosophe, possédons une existence consciente […] Nous sommes dans un tel monde objets parmi les objets, pour parler ici le langage du monde de la vie ; je veux dire que nous sommes considérés comme étant ici et là, dans la simplicité de la certitude de l'expérience, […]. Et d'autre part nous sommes pour ce monde des sujets, à savoir des sujets égologiques qui ont de ce monde une expérience, qui s'en inquiètent, qui l'évaluent, qui se rattachent à lui téléologiquement, et, pour lesquels *ce monde ne possède chaque fois comme sens d'être que celui que lui ont donné nos expériences, nos idées, nos évaluations* [nous soulignons] » (*op. cit.*, éd. Tel-Gallimard, p.119). Ce qui n'empêche pas Husserl d'écrire plus loin que « …le monde est, qu'il est toujours "d'avance" là, que toute correction d'une visée, présuppose déjà le monde dans son être … » (*idem*, p. 126). Quand il formule alors le problème auquel il est confronté, c'est une quasi définition de la vie quotidienne telle que nous tentons de la formuler qu'il nous donne : « Les hommes sont *des sujets pour le monde* (le monde qui est pour eux, dans la conscience qu'ils en ont, leur monde) et sont en même temps des objets dans le monde. […] l'humanité en tant que subjectivité constituant le monde et pourtant subordonnée elle-même au monde » (*idem*, pp. 205-207)[33].

Si l'*épochè*, un des concepts fondamentaux de la phénoménologie, désigne la « mise entre parenthèses » de la croyance à la réalité extérieure du monde (« *l'attitude naturelle* » Husserl), il ne s'agit absolument pas de douter de cette réalité du monde. Par cette mise entre parenthèses ne subsiste que le monde comme phénomènes. Si Husserl ne met pas en doute

[33] En ce qui concerne l'interrogation et la reformulation de la relation sujet/objet, dans des problématiques différentes, on ne peut s'empêcher de considérer que les travaux de Husserl sont contemporains de *Histoire et Conscience de classe* de Lukács (1923)..

l'existence du monde, il s'interdit ou suspend tout jugement portant sur sa réalité. Au premier abord, nous sommes bien loin de l'apparente « épaisseur » et trivialité de la vie quotidienne. Et pourtant. Husserl n'a de cesse de qualifier la phénoménologie comme un « retour aux choses mêmes » car *les choses mêmes ne sont rien d'autre que les vécus*, dans lesquels réside l'apparaître de tous les objets, c'est-à-dire les *phénomènes*. Le jugement sur la « réalité » étant mis entre parenthèses, le monde est un « *monde vécu* » constitué par les visées intentionnelles des sujets. Quand nous abordons le rôle des rapports de distribution dans la constitution de la vie quotidienne, nous retrouvons cette neutralisation de la « réalité » autorisant des possibilités d'actions, des « visées intentionnelles » en apparence libres et constituantes. Comme dans la vie quotidienne, telle que lentement nous cherchons à en construire le concept, les lois de reproduction du monde dans sa réalité (pensons ici au mode de production capitaliste) sont effacées : en tant que tel le monde est neutre, ou mieux neutralisé dans une sorte d'époché, ne subsiste que son phénomène, c'est-à-dire les *visées intentionnelles* qui s'entrechoquent et le constituent quand les divers liens sociaux apparaissent à l'individu comme de simples moyens pour atteindre ses buts particuliers.

L'approche phénoménologique est absolument pertinente et rend même compte de la nécessité de la vie quotidienne, à condition qu'on la récuse dans son fondement humano-essentialiste. C'est là que l'approche phénoménologique dérape, quand elle fait du quotidien une nécessité ontologique.

« Nous nommons *quotidianisation* ce processus d'aménagement matériel du monde incertain en un milieu fréquentable, ce dépassement de la misère originelle de notre condition par la création de formes de vie familières. […] Quotidianiser, c'est donc assimiler *jour après jour* le monde hostile à travers tout un filtre de croyances et d'objets, de coutumes et de symboles qui donnent prise sur la réalité. […] La finalité de la quotidianisation consiste donc à produire un monde certain sur lequel l'homme puisse se reposer en toute confiance, un monde qui suit son cours, et qui bannit toute possibilité de s'interroger sur l'origine et la genèse obscures de cette assurance finale » (Bégout, *La découverte du quotidien*, éd. Fayard/Pluriel, p. 225). La nécessité de la

quotidianisation réside en ce qu'elle « doit neutraliser la crainte originelle, en la disciplinant au moyen d'activités répétitives et routinières qui, grâce au pouvoir coagulant de l'habitude, stabilisent le rapport au monde et lui donnent une densité objective. » (p. 228).

La phénoménologie peut souvent nous décrire avec pertinence le monde dans lequel « nous évoluons à l'aise », celui des formes fétichistes et de l'autoprésupposition des rapports de production. Il faut mettre en parallèle le texte de Bégout avec certains passages du *Capital*.

« Dans le progrès de la production capitaliste, il se forme une classe de plus en plus nombreuse de travailleurs, qui, grâce à l'*éducation*, la *tradition*, l'*habitude* [souligné par nous], subissent les exigences du régime aussi spontanément que le changement des saisons. […] *Parfois on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception* [souligné par nous]. Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des "lois naturelles" de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 3, pp. 178-179).

L'individu pour lequel le monde *est devenu* « incertain » (c'est un devenir historique et non une nécessité) est un individu historiquement et socialement défini : « Ce n'est qu'au XVIII[e] siècle, dans la "société bourgeoise" [guillemets dans le texte], que les divers liens sociaux apparaissent à l'individu comme de simples moyens pour atteindre ses buts particuliers, comme une nécessité extérieure. Pourtant, l'époque qui crée cette conception de l'individu isolé est justement celle où les rapports sociaux (devenus généraux à ce niveau) ont atteint leur plus grand développement. » (Marx, *Introduction de 1857*, in *Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, p. 12).

La quotidianisation c'est le monde familier exposé dans le chapitre sur *La formule trinitaire* (*Le Capital*, Livre III) dans lequel « les agents réels de la production se sentent parfaitement chez eux dans ces formes aliénées et irrationnelles : capital-intérêt, terre-rente, travail-salaire ; car ce sont là précisément les formes illusoires au milieu desquelles ils se meuvent tous les jours et auxquelles ils ont affaire. » (*Le Capital*, éd. Sociales, t. 8, p. 208).

S'il est exact que le capital une fois constitué est un processus d'autoprésupposition, c'est-à-dire que le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, comme reproduction, pérennise le rapport social entre capitaliste et salarié (cf. *Le Capital*, éd. Sociales, t. 3, p. 20), il est également vrai que « chacun se reproduit lui-même en reproduisant l'autre, *sa négation* [souligné par nous]» (*Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t. 1, p. 422). Cela signifie que dans l'autoprésupposition la contradiction ne disparaît pas, qu'elle est un conflit permanent et que la « seule force économique des choses » inclut la contrainte et « l'emploi de la force brutale », celle de l'Etat, autrement que « par exception »[34].

Si « A l'origine de toute fabrication du quotidien se trouve l'habitude » (Bégout, p. 265) la question devient celle de la fabrication de l'habitude. Cette fabrication (la quotidianisation) n'est pas qu'une réaction existentielle enracinée dans la peur humaine de « l'anormatif », la peur du « monde originel », car il n'y a pas de « monde originel ». Le processus de quotidianisation est constitué d'activités, de sentiments, de pensées formant un monde quotidien comme monde allant de soi, monde des évidences naturelles. La quotidianisation n'est pas une nécessité ontologique mais un processus social lié à un mode de production particulier, elle n'est jamais assurée, elle est toujours problématique et peut être remise en cause, quand « ceux d'en bas ne peuvent plus vivre *comme avant* ».

Bégout envisage, pour aussitôt la rejeter, la possibilité d'une remise en cause de la quotidianisation. « Mais qu'arrive-t-il lorsque, justement, l'ouverture au monde met en péril *mon propre maintien* [souligné dans le texte] dans cette ouverture ? Lorsque l'expérience de l'être comme illimité suscite l'effroi et inquiète ? C'est bien là la source de mon inquiétude originelle : ne pas pouvoir me maintenir tel quel dans le monde ouvert. […] Le maintien de soi semble exiger alors la sortie hors du monde illimité dans lequel je ne peux me maintenir tel quel en tant que simple existant » (pp. 196-197). Concevant la quotidianisation chez l'Homme (la majuscule que nous mettons à "homme" est destinée à souligner l'essentialisme de Bégout) comme une nécessité ontologique, du fait de l'effroi inhérent à la perception du « monde

[34] Dans les *Manuscrits de 1861 – 1863* (éd. Sociales, pp. 138-139), Marx montrait quelques hésitations à propos de cette « seule force économique des choses ».

comme tel, à faire l'épreuve de son illimitation et de son indéfinition originelle. […] Le monde quotidien exprime le refus de l'humanité de vivre durablement dans l'Ouvert, c'est-à-dire dans l'infinité indéfinie du monde originel. » (*op. cit.*, p. 200, note 228).

D'une certaine façon, ce monde « « indéfini », « ouvert », « incertain », que décrit Bégout, c'est le monde du capital. L'expérience de « l'être comme illimité », c'est ce que décrivent Marx et Engels dans le *Manifeste* : « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des conditions sociales ["rapports sociaux" donne l'éd. 10/18]. […] Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continuel de toutes les institutions sociales ["catégories sociales", idem], bref la permanence de l'instabilité ["insécurité", idem] et du mouvement. Tous les rapports sociaux immobilisés dans la rouille, avec leur cortège d'idées et d'opinions admises et vénérées, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant même de se scléroser. Tout ce qui était solide, bien établi, se volatilise, tout ce qui était sacré se trouve profané, et à la fin les hommes sont forcés de considérer d'un œil détrompé la place qu'ils tiennent dans la vie, et leurs rapports mutuels. » (éd. Pléiade, t. 1, p. 164). Cependant il n'est qu'un monde pseudo « ouvert » et « illimité », s'il se remet constamment en cause c'est pour mieux se reproduire. Il se reproduit, se présuppose et incruste ces acteurs dans leur rôle, leur fonction, revenant toujours sur lui-même comme le « rythme des saisons ». Comme l'écrivait Debord, il est à la fois « pseudo historique » et « pseudo cyclique », il conjure « l'aliénation dans le temps ».

C'est d'une situation précise de la lutte de classe dont nous parlons et pas d'une contradiction ontologique ou « simplement » anthropologique, c'est-à-dire d'une situation qui peut être abolie et dépassée.

« Mais au fait que sera la richesse une fois dépouillée de sa forme bourgeoise encore limitée ? Ce sera l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives, etc. des individus, universalité produite dans l'échange universel. Ce sera la domination pleinement développée de l'homme sur les forces naturelles, sur la nature proprement dite aussi bien que sur sa nature à lui. Ce sera l'épanouissement entier de ses capacités

créatrices, sans autre présupposition que le cours historique antérieur qui fait de cette totalité du développement un but en soi ; en d'autres termes, développement de toutes les forces humaines en tant que telles, sans qu'elles soient mesurées d'après un étalon préétabli. L'homme ne se reproduira pas comme unilatéralité, mais comme totalité. *Il ne cherchera pas à demeurer quelque chose qui a déjà été, mais s'insérera dans le mouvement absolu du devenir* [nous soulignons] » (Marx, *Fondements …*, t. 1, éd. Anthropos, p.450).

Bruce Bégout, dans sa confrontation avec la critique adressée par Bourdieu à l'approche phénoménologique de « l'intentionnalité », répond en partie à toutes les critiques formulées mais pour toujours en revenir à une nécessité ontologique première de la quotidianisation et à un monde originel ouvert et illimité qui demeure premier, *infondé et non produit*.

Il faut exposer les différents moments du débat que Bégout instaure avec la critique de Bourdieu : la critique de Bourdieu se limite à voir dans le « quotidien » de la phénoménologie une acceptation acritique de « l'ordre des choses », et pire une justification idéologique de cet ordre. Là où Bourdieu ne peut pas atteindre une véritable critique de la phénoménologie c'est en ce que, dans son « refus du marxisme » (théorie des « champs »), il ne peut rattacher l'idéologie aux rapports de production. Partageant avec la phénoménologie l'occultation des rapports de production (« en dernière instance » …), il est condamné lui-même à une critique idéologique de ce qu'il considère comme une justification idéologique de « l'ordre des choses ».

Partons de la critique de Bourdieu[35] telle que rapportée par Bégout : « Tout en reconnaissant sa valeur fondamentale pour la compréhension du monde quotidien, on peut néanmoins se demander si cette confiance naturelle dans le monde environnant se manifeste dès l'origine avec une telle évidence intégrale. En effet, comme le remarque Pierre Bourdieu […] la phénoménologie semble écarter par avance toute question portant sur les conditions de possibilité de « cette *croyance* qui consiste à prendre la réalité comme elle se donne » ; elle se refuse à considérer plus avant cette *Urdoxa*[36], puisqu'elle la reconnaît immédiatement comme ce qui précède tout questionnement et lui résiste par nature. Elle ne veut

[35] *Esquisse d'une théorie de la pratique*, [1972], éd. Points-Seuil, p. 239.

donc pas voir en celle-ci le résultat d'une "orthodoxie", à savoir d'une construction sociale, économique et politique qui a tout intérêt à assimiler cette croyance naïve à l'ordre des choses. » (p. 162).

Bégout va devoir conjurer la critique de Bourdieu : « Sans devoir nécessairement considérer que l'*Urdoxa* est le produit social "d'une lutte politique entre les classes" [Bourdieu, nda], nous devons reconnaître néanmoins que le raisonnement de Bourdieu, soupçonnant l'évidence naturelle de la *Lebenswelt* (« monde de la vie », nda), des phénoménologues de n'être rien d'autre qu'une nouvelle construction sociale, nous réveille de notre *sommeil dogmatique*. » (p. 163).

Bégout, réveillé de son « sommeil dogmatique », expose alors une problématique où se conjugueraient une « socialisation primaire » et une « socialisation secondaire » : « Un simple regard sur les différents types de société nous apprend que, quels que soient les systèmes politiques et les différences entre les classes sociales, la croyance originelle dans le monde tel qu'il se donne à voir et à vivre semble être adoptée invariablement par l'humanité vivant dans le monde quotidien. Sans nier la possibilité d'un usage stratégique de cette confiance dans la réalité quotidienne, nous considérons qu'elle trouve son origine dans une fondation antérieure à la socialisation secondaire au sein du monde social sectorisé et hiérarchisé. » (*op. cit.*, note 186, p. 163).

Bégout distingue alors deux niveaux : une quotidianisation universelle, ontologique et par là transhistorique (ce qui suppose une vie quotidienne comme caractéristique de tous les modes de production) et une manipulation possible de cette quotidianisation dans certains rapports sociaux et idéologiques. La thèse de Bégout renvoie toujours à une essence de l'homme effrayé par le monde et se protégeant de cet effroi par le quotidien. Si nous laissons tomber « l'essence de l'homme » et ramenons la dualité de niveaux au seul niveau de la métamorphose nécessaire des rapports de production qui sont ce « monde originel » « ouvert », « illimité » constamment inquiétant dans ses transformations permanentes, les analyses de Bégout sur la nécessité de la quotidianisation afin de conjurer cette inquiétude et cette déstabilisation permanente deviennent

[36] Husserl appelle « *Urdoxa* » la croyance originelle dans le monde tel qu'il apparaît, la croyance primitive, passive (les « choses » sont), antérieure à tout jugement.

pertinentes. Il a raison contre Bourdieu, la croyance spontanée dans le monde quotidien n'est pas une manipulation, car elle se réfère à un monde originel qu'il s'agit de conjurer. Mais, ni l'un ni l'autre ne conçoivent les rapports de production comme ce « monde originel ». Pour Bourdieu, les rapports de production sont donnés et le monde quotidien est l'objet d'une « manipulation » visant à les faire accepter comme naturels ; pour Bégout, la quotidianisation est un phénomène ontologique qui, il est vrai, *secondairement* peut être l'objet de « manipulation ».

Bégout retourne alors la critique de Bourdieu contre Bourdieu :

« Bourdieu ne va pas assez loin dans la déconstruction de l'*Urdoxa*, puisqu'il arrête son analyse généalogique de ses conditions d'apparition aux simples pressions idéologiques théoriques et pratiques d'un champ social déjà constitué (le jeu du pouvoir au sein d'un champ), alors qu'il faudrait, en deçà de cette construction sociale secondaire, mettre au jour la construction sociale primaire de la réalité qui n'est rien d'autre que la quotidianisation elle-même. Car, bien évidemment, l'évidence naturelle n'est pas que le fruit d'une stratégie de domination d'une classe sociale envers une autre [...] mais la domination absolue de la quotidienneté sur toutes les classes, étant donné qu'elle les soumet toutes à sa nécessité. Le quotidien n'est pas plus bourgeois qu'ouvrier, pas plus issu du camp des dominants que de celui des dominés. » (Bégout, *op. cit*. Note 187, pp. 163-164). Bégout étend ensuite sa critique de Bourdieu au Barthes de *Mythologies* « qui voit dans la « Norme bourgeoise » la matrice unique de la banalité et de la trivialité du monde moderne [...]. Tous les hommes possèdent et vivent un quotidien différent, mais le processus de quotidianisation demeure identique pour tous. Le quotidien d'un homme n'est pas celui d'une femme, le quotidien d'un avocat américain n'est pas celui d'un pasteur Himba, mais l'ensemble disparate de ces mondes quotidiens est sans arrêt soumis à une même force de familiarisation qui recherche, partout et avec les mêmes moyens, à éloigner l'inquiétude de l'être-au-monde et à instaurer un environnement sûr et familier » (note 187, pp. 164-165).

Bégout nous importe plus que Bourdieu. Une fois abandonnées son ontologie de la peur et sa dualité de niveaux et si nous considérons ce monde « infini », « ouvert », en perpétuelle

« transgression de lui-même » et « déstabilisation des individus », comme étant le monde des rapports de production capitalistes (voir Marx et Engels, *Le Manifeste*), la quotidianisation et ses crises, dans la thèse fondamentale de Bégout, renvoient aux rapports de production qui, comme la Méduse, ne peuvent être regardés en face. Ils sont eux-mêmes le mouvement de leur métamorphose en formes d'apparition et produisent leur vécu comme un rapport à eux-mêmes : rapport aux rapports de production, comme telle, l'idéologie (ensemble de vécus, de pratiques spontanées et de croyances crédibles) est identique à la vie quotidienne. Là où Bourdieu ne voit qu'une manipulation à l'intérieur du rapport de force entre les classes, Bégout analyse un processus *nécessaire* de mise à distance du « monde originel » (en fait les rapports de production) qui, débarrassé de sa dimension ontologique, rend compte de la nature de la quotidianisation et de ses crises. Le mouvement des Gilets jaunes fut une de ces crises. C'est dans son erreur fondamentale, celle de l'affirmation d'une « construction sociale primaire » (ontologique), que résident tout l'intérêt et toute la clairvoyance de Bégout sur la nature de la vie quotidienne comme processus continu et actif de quotidianisation.

Le « monde prédonné » de Bégout est un monde « ouvert », « illimité », sans normes, quasiment dénué de toute détermination. En fait, non seulement ce « monde » est toujours une construction sociale, c'est-à-dire une production, mais encore le « sujet » qui y est « jeté » est lui-même le sujet de ce monde-là. Il n'y est « jeté » que parce qu'il est le sujet de ce monde qui est le sien (Marx, *Introduction de 1857*).

En outre, ce sujet comme « sujet de ce monde-là » en tant qu'individualité est dans une insatisfaction constante vis-à-vis de lui-même. Cette insatisfaction n'est pas l'apanage d'une situation révolutionnaire, elle est inhérente au mode de production capitaliste. Individu et classe, individu et genre, ne s'opposent pas de façon extérieure comme si l'individu était ce qui faisait exploser la généralité qui le subsume, mais ces généralités peuvent devenir des contraintes extérieures. *L'insatisfaction, vis-à-vis d'eux-mêmes, des individus, existant comme sujets convoqués, est une détermination inhérente à la lutte de classe et à la distinction de genre.* Avec le capital nous sommes passés de l'individu objectif à l'individu contingent. La formule qui se supprime elle-même selon laquelle « l'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à

l'individu pris à part, dans sa réalité effective, c'est l'ensemble des rapports sociaux » (*6° thèse sur Feuerbach*)[37] en cache une autre : pour chaque individu être l'ensemble des rapports sociaux est une contradiction du fait même de ces rapports sociaux dont la contingence est pour chacun la forme de leur nécessité (le capitaliste n'est pas le noble, en tant que « fonctionnaire du capital » il peut être congédié à tout moment). Mais la contingence est précisément ce qui n'est pas contingent mais structurel. Si la contingence était contingente, elle pourrait être comme ne pas être. Or, dans le mode de production capitaliste, la contingence est la définition « intérieure » même de l'individu dans son rapport à la société et au monde. Chaque individu, de façon différente et dans des dynamiques différentes et même opposées, est intrinsèquement « insatisfait de lui-même », et « ne veut pas rester ce qu'il est » pour reprendre l'expression de Marx dans *L'Idéologie Allemande* (ou n'est jamais certain de le rester).

La présupposition première de Bégout, en tant que pré-donné absolu place hors-champ et comme portant sur un objet second (c'est-à-dire socialement construit sur ce fondement originel) toute contestation de la quotidianisation. Sa quotidianisation nous amène à la structure même du mode de production et montre que l'on ne peut se contenter ni se limiter à une stratégie des classes dominantes. Le quotidien c'est la transformation de la contingence en nécessité procurant au monde et à soi une consistance durable et sûre.

Mais la fabrication du quotidien est différente selon la position de classes et de genre. Bégout reconnaît ces différences et ne nie pas leur existence, mais pour lui elles reposent sur un substrat commun inhérent à tous les individus comme être-au-monde. Nous disons en revanche que ces différences ne sont pas des formes secondes par rapport à une quotidianisation commune ontologiquement nécessaire, mais qu'elles sont inhérentes à la production du quotidien. Le monde familier, quotidien, c'est la métamorphose des rapports de production, la marchandise et son fétichisme, la subsomption du travail sous le capital, les rapports de distribution, l'autoprésupposition du capital, elle inclut les différences de quotidien entre les hommes et les femmes[38], entre

[37] Cette définition de « l'essence de l'homme » supprime ce qu'elle est censée définir.

[38] Pour rester dans la phénoménologie, il serait amusant, mais un peu fastidieux, de faire une lecture parallèle de *L'être et le néant* (Jean-Paul, 1943) et du *Deuxième*

les classes. Métamorphose des rapports de production capitaliste, *il arrive que ce monde vécu quotidien ne peut plus être « quotidianisé »* pour telle ou telle raison sociale (chômage, paupérisation, exclusion, …etc.) : « ceux d'en bas » ne peuvent plus vivre comme avant.

Dans la crise actuelle de cette seconde phase de subsomption réelle initiée dans les années 1970, quand la contradiction entre les classes se situe au niveau de la reproduction (les trois moments de l'exploitation), la vie quotidienne est le lieu de la lutte des classes. La vie quotidienne est née avec le mode de production capitaliste et la lutte des classes fut toujours une lutte sur la reproduction, c'est l'architecture de cette reproduction qui change. De la libération du travail (programmatisme) à la confirmation d'une identité ouvrière dans la reproduction même (première phase de la subsomption réelle), la vie quotidienne était le cadre, le contour, les circonstances dans lesquels se déroulait la lutte sur l'exploitation. Le programmatisme s'ancrait *positivement* dans la vie quotidienne, il s'y confirmait en ce sens que la classe ouvrière trouvait dans les modalités quotidiennes de sa reproduction et de sa vie un ensemble de pratiques qui demeuraient relativement autonomes (nous y revenons plus loin).

Déjà, après le Seconde guerre, sous les « Trente glorieuses » dans les aires centrales du capitalisme, la subsomption réelle avait modifié cela avec l'appropriation spécifiquement capitaliste de toute la reproduction ouvrière et sociale en général, mais la confirmation d'une identité ouvrière dans cette reproduction

---

sexe (Simone, 1949), comme la réponse de la bergère au berger. Après avoir affirmé que le « pour-soi était sexuel non par accident ou pure contingence » (*L'être et le néant*, éd. Tel-Gallimard, p. 512) et avoir posé la primauté du pour-soi sur l'en-soi qui fonde l'absolue liberté sartrienne en tant que propriété, semble-t-il, de l'ensemble du genre humain, cette « primauté », de par la nécessaire « sexualité du pour-soi », connaît soudainement une étrange restriction : « Mais voici que le visqueux renverse les termes : le pour-soi est soudain *compromis* [souligné dans le texte]. J'écarte les mains, je veux lâcher le visqueux et il adhère à moi, il me pompe, il m'aspire, son mode d'être […] est une activité molle, baveuse et féminine d'aspiration […] une sournoise appropriation du possédant par le possédé. […] Le visqueux, c'est la revanche de l'en-soi. Revanche douceâtre et féminine […] il symbolise la mort sucrée du pour-soi. » (*idem*, pp.796-797). « L'obscénité du sexe féminin est celle de toute chose *béante*, c'est un *appel d'être*, comme d'ailleurs tous les trous ; en soi la femme appelle une chair étrangère qui doive la transformer en *plénitude d'être* [nous soulignons] par pénétration et dilution. Et inversement la femme sent sa condition comme un appel, précisément parce qu'elle est "trouée". » (*idem*, pp. 802-803).

limitait l'approche critique de cela à un humanisme comme critique de l'universalité de l'aliénation dont la classe ouvrière était la forme achevée. L'obsolescence et l'effondrement du programmatisme, la fin de l'identité ouvrière, ne sont pas une « épuration » de la contradiction au niveau de la reproduction mais la conséquence d'une restructuration qui a éliminé l'identité ouvrière et fait, avec des caractéristiques nouvelles, de la contradiction du prolétariat au capital une contradiction à lui-même. Ce n'est pas l'absence pour le prolétariat de tout rapport à soi confirmé dans la reproduction même du capital qui importe mais les déterminations nouvelles de la lutte de classe telles que nées dans la restructuration. Avec maintenant les caractéristiques de la crise de cette phase, il ne s'agit pas de concevoir toute la période qui s'achève de façon négative, c'est-à-dire comme disparition des caractéristiques précédentes, comme un long processus d'essoufflement des déterminations précédentes, mais comme ayant produit de nouveaux types de contradictions : contradiction entre les classes au niveau de la reproduction du rapport ; crise de la société salariale ; aucun rapport à soi du prolétariat confirmé dans la reproduction du capital ; asystémie de la revendication ; être en contradiction avec le capital c'est être en contradiction avec sa propre existence comme classe dans sa situation de classe. La question première n'est pas la constitution et / ou la disparition de l'identité ouvrière mais la configuration nouvelle qui en est sortie *il y a maintenant trente ans* dont la crise est, *dans certaines circonstances*, la mise en évidence de toutes les déterminations de cette configuration quant à la lutte des classes. C'est ainsi que la vie quotidienne n'est plus un environnement de la lutte de classe mais son lieu même.

Le monde quotidien et la vie quotidienne ne sont pas donnés une fois pour toutes, l'origine du quotidien n'est pas un événement révolu du passé que l'on pourrait plus ou moins assimiler à la formation du mode de production capitaliste. La vie quotidienne n'est pas un simple résultat, c'est un processus d'acclimatation au travers de toutes sortes de pratiques et dans l'idéologie de « l'inquiétante intimité » des rapports de production. Parce qu'elle est le résultat de la métamorphose de rapports de production en constant bouleversement, la vie quotidienne n'est jamais acquise, elle est minée et recomposée.

La quotidianisation est le processus nécessaire de la métamorphose des rapports de production et, en même temps, ces mêmes rapports la minent et la rendent « invivable », constamment inquiète. En elle, c'est alors l'ensemble des rapports sociaux et leur *reproduction* qui de façon triviale deviennent l'enjeu des luttes, de façon souvent confuse dans leur composition sociale, leur conscience d'elle-même, les idéologies sous lesquelles elles opèrent, leurs objectifs. Dans les circonstances présentes, à la suite de la restructuration des années 1970-1980 et de la forme spécifique de sa crise, dans la remise en cause partout d'un Etat délégitimé, ce sont toutes les instances du mode de production qui se mettent à jouer entre elles, à perdre leur hiérarchie déterminative : l'économie est toujours déterminante mais pas nécessairement dominante comme force de cristallisation de la lutte de classe. Si nous pouvons continuer à dire comme Debord que la vie quotidienne présente le point de vue de la totalité, ce n'est pas parce qu'elle serait ce qui résiste à l'aliénation universelle, mais parce que totalement construite dans le fétichisme des rapports de production (différent de celui de la marchandise), elle est le lieu où se revendique une impossible continuité à l'être (construite dans le fétichisme) dans le moment où elle est la connexion de toutes les formes d'apparition par laquelle s'impose le mouvement réel, non comme une vérité émergente et enfin révélée, mais comme le heurt et les conflits de toutes les pratiques et de tous les acteurs que les luttes, dont elle est le cadre et la substance, mettent en jeu. Alors, mais alors seulement, on peut dire avec Debord : « La vie quotidienne est la mesure de tout : de l'accomplissement ou plutôt du non-accomplissement des relations humaines ; de l'emploi du temps vécu ; des recherches de l'art ; de la politique révolutionnaire. » (*Perspectives de modifications conscientes de la vie quotidienne*, *IS* n°6, 1961).

On peut sur ce point particulier être d'accord avec Bégout : « L'échec des philosophies critiques de la vie quotidienne (Lefebvre, Debord, de Certeau) tient à leur surestimation romantique de l'activité créatrice dans la vie quotidienne, de sorte que, dès que le quotidien lui-même n'est pas créateur, inventif, subversif, il est alors dévalorisé comme moins que rien et associé sans reste aux dispositifs reproducteurs de l'hégémonie sociale. C'est parce qu'elles posent exclusivement l'authenticité humaine

dans l'action (l'homme non aliéné, ou plutôt se désaliénisant, est sans cesse dépeint sous les traits flatteurs du fêtard subversif et de l'artiste d'avant-garde, comme si le destin de tout homme quotidien était de devenir de tels personnages extraordinaires), qu'elles ne peuvent imaginer une vie quotidienne qui ne soit pas elle-même une sorte d'activité libre, créatrice et personnelle continuée (et si elle ne l'est pas, ce qui arrive tout le temps, puisqu'il est de la nature même de la quotidienneté de persévérer dans le familier et le même, alors le philosophe critique la voue aux gémonies de l'aliénation, de la standardisation, du conformisme). […] Certes, ils ont raison de dénoncer les ordres sociaux qui asphyxient la vie quotidienne en lui infligeant ses impératifs factices et mystificateurs, mais ils ont tort de croire que cette même vie, rendue à sa liberté, n'est que pure activité adamique et jouissance de soi dans une créativité infinie. » (Bégout, pp. 482-483)[39].

En dernière instance, l'être-au-monde premier dont il s'agit de conjurer l'angoisse face au monde par la quotidianisation, c'est l'individu contingent du mode de production capitaliste dont tous les rapports s'éloignent de lui. La quotidianisation ne se réfère pas à une situation originelle, elle est un processus interne au mode de production qui définit la survie de l'individu contingent à l'intérieur du mode de production dont il est lui-même le produit.

On peut considérer la vie quotidienne comme le résultat de ce qui consiste à transformer un monde perçu comme relatif et contingent en un monde tenu pour sûr, mais ce monde illimité, cette « anormalité primitive » contre laquelle réagit « la formation de la régularité d'un monde de la vie fini, normal et familier. » (Bégout, *op. cit.*, p. 451), ce sont les rapports de production, c'est la situation de l'individu isolé face à ses propres rapports le constituant comme individu isolé. Si « l'homme ne peut se tenir longtemps dans la lueur aveuglante de la vérité » (Bégout, p. 254), c'est que les rapports de production sont l'aveuglement de la

[39] La limite de la critique de Bégout vis-à-vis des « philosophies critiques » réside toujours dans son présupposé fondamentalement ontologique de la fabrique de la vie quotidienne qui n'est qu'*ensuite* travaillée par le « social ». Une vie quotidienne libre et créatrice (ce que l'on peut, il est vrai, considérer comme une contradiction dans les termes, dans la mesure où il est probable que quelque chose comme la vie quotidienne ne puisse exister avec la suppression des rapports de classes et leur *reproduction*) est donc pour lui inimaginable et en contradiction avec la notion même de vie quotidienne.

vérité, tout individu devenu sujet (et nous le sommes tous) ne peut vivre que dans un rapport aux rapports de production, c'est-à-dire ne peut vivre que dans et sous l'idéologie.

« Nous avons beau connaître le caractère mensonger de la vie quotidienne, nous nous laissons prendre au jeu, comme ces spectateurs qui, assistant à un tour de magie, savent par avance qu'ils vont être bernés et ne peuvent néanmoins s'empêcher d'être émerveillés par le fait qu'ils le seront tout de même. La connaissance de l'illusion, et de ses mécanismes, n'engrène pas son abolition. (Bégout, *op. cit.*, p. 253).

De même, Marx écrivait à propos de la forme valeur des produits du travail que : « pour l'homme engrené dans les rouages et les rapports de la production des marchandises, [cette forme] paraît, après comme avant la découverte de la nature de la valeur, tout aussi invariable et d'un ordre tout aussi naturel que la forme gazeuse de l'air qui est restée la même après comme avant la découverte de ses éléments chimiques. » (*Le Capital*, éd. Sociales t. 1, p. 86).

Mouvement réel et formes de manifestation

« Toutefois, il faut bien remarquer, il y a toujours ici cette réserve à faire, que nous pouvons au moins *penser* ces mêmes objets comme choses en soi, quoique nous ne puissions pas les connaître (en tant que tels). *Car autrement on arriverait à cette proposition absurde qu'un phénomène (ou apparence) existerait sans qu'il n'y ait rien qui apparaisse* [nous soulignons] ». (Kant, *Préface à la seconde édition de la Critique de la raison pure*, éd. PUF, 1950, pp. 22-23).

Entre « mouvement réel » et « formes d'apparition », il semblerait que nous nous enfermions dans une aporie. D'un côté nous parlons de « formes d'apparition » ou « de manifestation » (*Erscheinungform*)[40], ce qui suppose l'existence d'un « mouvement

[40] De façon intuitive, nous utilisons « forme d'apparition » quand la chose est passive (purement dans les métamorphoses nécessaires des rapports de production) et « forme de manifestation » quand cela réfère à une pratique dans les rapports de classes. « "Erscheinen" : ce verbe est sans doute, hormis les auxiliaires, celui qui apparaît le plus souvent dans les Grundrisse. Il signifie apparaître, se manifester, et s'inscrit directement dans le paradigme de la manifestation, du phénomène, par opposition à l'essence (Wesen) et surtout à l'Être (Sein). Mais l'emploi qu'en fait Marx n'est pas directement conceptuel. On peut interpréter sa

réel » dont elles sont les « formes », de l'autre, nous écrivons que le mouvement réel n'est ni un « au-dessus », ni un « au-delà », ni ailleurs que dans ces dites « formes d'apparition », que ce « mouvement réel » n'est qu'un *concept*. Quand Marx déclare que « si le mouvement réel et les apparences coïncidaient, il n'y aurait nul besoin de science », nous sommes parfaitement d'accord. Le mouvement réel est le concept *produit* par la « science » (bien que cela ne soit pas anodin, laissons ici de côté le terme de « science »). Comment alors continuer à parler de « formes d'apparition » ? De quoi sont-elles « formes d'apparition » ? De quel droit les qualifier comme telles ?

Notre construction des métamorphoses des rapports de production jusqu'à l'idéologie et au sujet est un « procès de pensée », mais si nous considérons le « procès de pensée » comme tel (c'est-à-dire radicalement séparé – sous peine d'idéalisme), nous ne considérons pas le « mouvement réel » comme autre chose que *la relation que les formes d'apparition construisent entre elles* et non comme quelque chose se manifestant en elles, les agissant et parfois les rappelant à l'ordre. Cela est bel et bon et cela commence à justifier de les appeler « formes d'apparition ».

Pourquoi qualifier toutes ces *réalités* (le salaire, le profit d'entreprise, la rente, l'intérêt, etc.) dans lesquelles nous vivons et parfois luttons de « formes d'apparition » s'il n'y a rien d'autre dans cette « réalité » ?

C'est la réalité même des formes d'apparition *dans leur connexion* qui les désigne comme telles. Pour chaque forme d'apparition, son existence même implique les autres formes et leur connexion nécessaire. *Cette connexion c'est le mouvement réel*. C'est alors et seulement alors qu'à partir d'elles-mêmes ces réalités sont des formes d'apparition. Elles se produisent elles-mêmes comme telles dans leur relation (salaire, profit, intérêt, rente, capital industriel, capital commercial, capital financier ou capital fictif, etc.) sans qu'il y ait un « mouvement réel » sous-jacent, immanent ou transcendant. C'est dans leur connexion

---

présence systématique comme le signe d'une double démarche de Marx : 1) ne pas présenter sous la modalité de l'Être, d'une nature, les manifestations d'une réalité historique particulière (malgré et contre les analyses qu'en font les économistes) ; 2) utiliser un vocabulaire adéquat à la notion de rapport. » (Jean-Pierre Lefebvre, Introduction aux Grundrisse, éd. Sociales, t. 1, p. XV). C'est, entre autres, en référence à cet emploi adéquat à la notion de rapport que nous utilisons l'expression de « forme de manifestation ».

nécessaire qui est le mouvement réel que chacune est désignée en retour comme forme d'apparition. Non seulement les formes d'apparition appartiennent à la définition même essentielle du mouvement réel, mais encore c'est par elle que le mouvement réel existe et que *chaque* forme d'apparition est telle.

C'est une question fondamentale que celle de la relation entre une abstraction, un concept ou l'essence d'une chose (considérons ici ces termes comme équivalents) et l'existence concrète de cette chose, ses formes d'apparition. Le « mouvement réel » n'est pas une idée, ou une abstraction, sous lesquelles peuvent être rangées les différences spécifiques et simultanément une réalité logée dans ces objets spécifiques. L'essence (« mouvement réel ») n'est pas ce qui existe idéalement dans chaque forme d'apparition spécifique ou ce qui servirait, de l'extérieur, à classer ces formes spécifiques. Elle n'est pas non plus un universel qu'on abstrait d'une réalité première que seraient les formes d'apparition. L'essence n'est ni une chose réelle (réellement existante et particularisée), ni un simple mot, c'est une *relation constitutive*. Ce qui est *essentiel*, ce sont les *relations*. Relations actives que les formes d'apparition spécifiques établissent entre elles, ce sont ces relations qui définissent ce qu'elles ont en commun : l'essence. C'est le seul référent effectif (réel) de l'essence.

« Il est clair qu'à partir du moment où la plus-value a été rapportée à des éléments de production différents, *particuliers* – comme la nature, les produits, le travail – à partir du moment où elle se rapporte à des éléments de la production qui ne différent entre eux que *matériellement*, qu'à partir du moment où elle prend de façon générale des formes *particulières*, indifférentes les unes aux autres, indépendantes entre elles et régies par des lois différentes, son unité commune – la plus-value – et donc la nature de cette unité commune deviennent de plus en plus indiscernables et ne se manifestent pas dans *l'apparence*, mais doivent nécessairement commencer par être découvertes en tant que mystère caché. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, éd.Sociales, t. 3, p. 572). Dans les modes de production antérieurs au capital, l'extraction de surtravail et l'appropriation du surproduit apparaissent clairement comme telles, en revanche la plus-value « ne se manifeste pas dans les apparences » comme la réalité existante dans ses « formes d'apparition », elle n'est pas ailleurs

que dans ces « formes », c'est un « mystère caché qui doit être *découvert* [nous soulignons] ».

Le mouvement réel ne se limite pas alors à être un « en-commun » sur le mode de la réduction analytique, mais se définit comme processus, relation de chaque forme à *ses autres*. Le mouvement réel est relation, réflexion, il ne se substitue pas aux situations et êtres divers et finis, aux formes d'apparition en les résorbant dans une unité extérieure ou en les niant en ce qu'il serait leur « vérité intérieure ». La résorption dans une unité extérieure c'est la mauvaise abstraction, celle, comme l'écrirait Hegel, de l'entendement. C'est cette relation constitutive, synthèse de nombreuses déterminations, unité de la diversité et de l'unité comme relation de chaque forme à ses autres que le concept de mouvement réel formalise comme « concret de pensée », mais ce n'est en aucune manière le concret lui-même (cf. Marx, *Introduction de 1857*). N'oublions pas, et nous allons y revenir que « … le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y parvint, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa *reproduction idéale* [nous soulignons], ce *mirage* [idem] peut faire croire à une construction *a priori* » (Marx, *Postface à la deuxième édition du* Capital).

Mais aussi, plus loin dans le même texte : « Le mouvement contradictoire de la société capitaliste se fait sentir au *bourgeois pratique* [nous soulignons] de la façon la plus frappante, par les vicissitudes de l'industrie moderne à travers son cycle périodique, dont le point culminant est … la crise générale. Déjà nous apercevons le retour de ses prodromes ; elle approche de nouveau ; par l'universalité de son champ d'action et l'intensité de ses effets, elle va faire entrer la dialectique dans la tête même des tripoteurs qui ont poussé comme champignons dans le nouveau Saint-Empire germano-prussien. » (éd. Pléiade, t. 1, pp. 558-559). Face au « bourgeois pratique » nous pouvons placer le « prolétaire pratique ».

Il convient de toujours considérer que la méthode d'exposition n'est qu'une méthode d'exposition et ne pas la considérer comme le « compte rendu » du concret dans lequel nous vivons, celui dans lequel nous évoluons plus ou moins en connaissance de cause. Mais soit à nous en remettre aux savants de tous poils, « c'est ainsi que les hommes vivent ».

Le mouvement réel est un « concret de pensée » qui en tant que tel n'exclut pas les multiples déterminations et la diversité, il n'exclut pas les formes d'apparition, car il *n'existe lui-même que par la totalité de ses formes, de ses attributs*. Les formes d'apparition sont définitoires de la structure même de la chose et fondées en elle. En un mot, le mouvement réel ne se fait pas sentir en dehors mais *à l'intérieur* de toutes les formes d'apparition de par leurs relations réciproques. Les formes d'apparition ne sont pas des voiles sous lesquels le vrai ne demanderait qu'à surgir. Le mouvement réel (concret de pensée) n'a d'existence concrète (pratiquement vécue) que comme relation entre ces formes. Ramener simplement le divers des formes d'apparition à l'unité c'est produire une abstraction formelle, une fausse abstraction. Ce type d'abstraction manque précisément le développement des formes qui permet à cette unité d'exister.[41]

[41] « La sensibilité avec sa diversité infinie comparaît devant l'esprit, l'unité subjective, et celui-ci alors forme l'un à partir du multiple, le tout à l'aide des parties, *l'essence au moyen des phénomènes*, l'impérissable à partir de l'éphémère, la substance à partir de l'accident. *La réalité, l'essence ou la chose en soi sont une création idéale, intellectuelle* » [nous avons souligné] (Dietzgen, *op. cit.*, p. 91). « Le monde en soi n'est rien d'autre que la somme de ses phénomènes » (idem, p. 81) « Nous avons vu que l'essence ou la vérité des choses n'existe pas *derrière* leurs phénomènes mais uniquement *par leur biais, non pas en soi et pour soi*, *mais uniquement dans sa relation avec la faculté de penser*, uniquement pour la raison ; seul *le concept* sépare les essences des phénomènes. » (*idem*, p. 111). « L'essence ou la chose en soi par opposition aux phénomènes n'est qu'un être de raison » (*ibid*). « La représentation idéaliste, selon laquelle derrière le phénomène est cachée une essence qui se manifeste, est surpassée par la reconnaissance que cette essence cachée ne se trouve pas dans le monde extérieur, mais a son siège *à part* dans le cerveau humain. […] les essences connues existent, sont objectives, sinon *derrière* les phénomènes, du moins *par leur biais*, que notre faculté de penser est une faculté réelle essentielle. […] Les choses *ne sont pas*, mais elles *apparaissent* […] la proposition « les choses ne sont pas mais elles apparaissent », appelle la proposition complémentaire : « Est ce qui apparaît » mais seulement dans la mesure où il apparaît. » (*idem*, pp. 93-94).
Ce qui manque à la problématique de Dietzgen c'est de considérer que la faculté de produire des « essences » (production de concepts) n'est possible que dans la mesure où les phénomènes dans leurs propres relations en tant que phénomènes ne sont tels qu'en se manifestant eux-mêmes comme tels de par leurs relations. C'est dans leurs relations qu'ils se désignent eux-mêmes comme phénomènes, chacun n'étant que de multiples relations aux autres et n'existant que par ces relations (capital productif industriel, financier, commercial, salaire, profit, intérêt, rente, marchandise, etc.).

Les crises manifestent que le mouvement réel (l'essence) n'est que dans la relation nécessaire des formes d'apparition (relation qui fait de chacune une forme d'apparition). Dans les crises : « Il est absolument nécessaire que les éléments séparés de force, qui par essence vont ensemble, se manifestent par des explosions violentes comme *séparation* [souligné dans le texte] de quelque chose qui, par essence, va ensemble. L'unité s'établit *par la violence* [idem]. » (Marx, *Grundrisse*, éd. Sociales, t. 1, p. 84). Dans la mesure où les formes d'apparition constituent par elles-mêmes des moments d'un tout unique (et non substantiellement agies par ce « tout »), il faut qu'intervienne un moment où l'autonomie de ces figures est violemment rompue et où l'unité est rétablie. Les crises manifestent l'unité des formes d'apparition promues à l'autonomie les unes par rapport aux autres.

De même, si le procès contradictoire fondamental (l'extraction de plus-value) est actif dans toutes les contradictions à l'intérieur des formes d'apparition, il serait absurde et *idéaliste* de prétendre que ces contradictions et leur fusion dans une conjoncture, qui est une unité de rupture, n'en soient que le *pur phénomène*. Toutes ces contradictions, *si* elles se fondent pour former une unité, une conjoncture révolutionnaire, ne s'évanouissent pas comme de purs phénomènes dans l'unité intérieure d'un procès contradictoire simple. L'unité qu'elles constituent dans cette fusion qu'est la rupture révolutionnaire, elles la constituent *à partir de ce qu'elles sont en propre*, de leur efficacité propre, à leur niveau. En constituant cette unité, elles reconstituent et accomplissent bien l'unité fondamentale qui les anime, mais, ce faisant, elles indiquent aussi la nature de cette contradiction : elle est inséparable de la société toute entière, inséparable de ses conditions immédiates d'existence, c'est-à-dire des formes d'apparition.

Distinct des formes de manifestation, le « mouvement réel », n'est qu'un « *objet de connaissance* », il n'est pas autre chose, par exemple, que la relation des capitaux entre eux dans la concurrence : « Tous les éléments englobés dans la notion générale du capital, acquièrent une existence *autonome* [souligné par nous] et se manifestent dans la multiplicité des capitaux réels. C'est alors seulement que se développe largement *la structure interne et vivante qui apparaît dans et par la concurrence*. » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique,* éd. Anthropos, t. 2, p. 10). Le « mouvement réel » n'est qu'un pur « objet de pensée », il n'existe pas ailleurs comme vérité enfouie. « De ce fait, le capital individuel se trouve réellement placé dans les conditions du capital en général, *bien qu'en apparence, la loi primitive semble renversée*. [...] Bref, toutes les déterminations apparaissent ici renversées par rapport à ce qu'elles sont dans le capital en général. Ici le prix y est déterminé par le travail ; là, le travail est déterminé par le prix, etc.,» (Marx, p. 169). Le capital en général ne traverse les capitaux particuliers qu'en présentant toutes ses déterminations comme renversées dans ces capitaux particuliers et n'apparaît lui-même comme la totalité en mouvement par elle-même et comme existence différenciée, que par ce renversement qui s'effectue dans les parties. Le fétichisme est dans l'essence, dans le lien. Il n'y a pas d'arrière monde. L'essence n'est pas comme le soutient Henri Lefebvre dans *Logique formelle, logique dialectique* : « un courant plus profond dans le flot des apparences » (*op. cit*, éd. Anthropos, 1969, p. 200)[42].

« Chaque présupposé du procès de production social est en même temps son résultat, et chacun de ses résultats apparaît en même temps comme présupposé. Tous les *rapports de production*, au sein desquels le procès se déroule, sont donc aussi bien ses produits que ses conditions. Dans sa forme ultime – plus nous considérons sa forme dans sa *manifestation phénoménale* (souligné par nous) effective – le procès se fige de plus en plus, si bien que ces conditions apparaissent comme le déterminant tout en étant indépendantes, et que les propres rapports des agents qui concourent au procès leur apparaissent comme des conditions objectives, comme des puissances objectives, comme les

[42] Sans que cela soit expressément précisé, Lefebvre semble se référer ici aux paragraphes 131 et 142 de la *Science de la Logique* dans *l'Encyclopédie*, ce faisant il tombe dans le travers hégélien de la téléologie du concept au travers de ses multiples et successives formes d'apparition.

déterminations des choses, d'autant plus que dans le procès capitaliste chaque élément, fût-ce le plus simple, comme par exemple la marchandise, est déjà une inversion qui fait apparaître déjà des rapports entre personnes comme propriétés de choses et comme des rapports des personnes aux propriétés sociales de ces choses. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, t. 3, p. 597).

Il est remarquable que la grande majorité des écrits de Marx relatifs à la « critique de l'économie politique » – y compris dans *Le Capital* – est consacrée à dire que rien *n'existe* comme les choses « *sont* » (les textes dits « politiques, quant à eux, partent de cette « évidence » selon laquelle rien *n'existe* comme les choses « *sont* »), et que l'immense majorité des marxistes et des commentateurs de Marx ne font que répéter « comme les choses *sont* », comme si la non-existence des choses comme elles sont n'était pas intérieure à ce qu'elles sont.

« Le *cercle vicieux* de l'économie vulgaire [...selon lequel] les prix des marchandises déterminent salaire du travail, intérêt, profit et rente et, inversement, les prix de travail, intérêt, profit et rente déterminent les prix des marchandises [...] est simplement l'expression du mouvement circulaire, dans lequel *les lois générales se réalisent contradictoirement dans le mouvement réel et dans sa manifestation phénoménale* [nous soulignons]. » (*Théories sur la plus-value*, t. 3, p. 599). *Sans les « manifestations phénoménales » contradictoires au « mouvement réel », il n'y a pas de réalisation des « lois générales »*. Mais il faut aller plus loin et dire qui sont les « agents » de cette « réalisation des lois générales ». Du fait même de l'indépendance produite et acquise des fonctions, dans un procès qui fait que les rapports de production sont nécessairement leur reproduction, les fonctions du procès de production assumées par des « supports » deviennent indépendantes et *cette indépendance des fonctions devient l'indépendance des supports devenant par-là sujets* animés par leur conscience, leur volonté, leur liberté, leur indépendance.

« Non seulement les différents rapports, les différents moments deviennent autonomes et adoptent des modes d'existence étrangers les uns aux autres et apparemment indépendants les uns des autres, mais encore ils se présentent comme propriétés immédiates de choses ; ils prennent une forme réifiée. Ainsi les agents de la production capitaliste vivent-ils dans un monde magique et leurs propres relations leur apparaissent comme

propriétés des choses, des éléments matériels de la production. Or c'est *sous les formes ultimes, les plus médiatisées* – sous des formes où à la fois la médiation non seulement est devenue invisible, mais où s'exprime leur contraire direct – *que les figures du capital apparaissent comme les agents réels et les supports immédiats de la production*. Le capital porteur d'intérêts personnifié dans le capitaliste financier, le capital industriel dans l'*industrial capitalist*, le capital donnant une rente dans le propriétaire foncier en tant que propriétaire de la terre, et enfin le travail dans le travailleur salarié. C'est sous ces figures fixes, incarnées en des personnalités indépendantes qui, en même temps, apparaissent comme simples représentants de choses personnifiées, qu'ils entrent en concurrence et s'engagent dans le procès de production réel. La concurrence présuppose cette extériorisation. Ce sont les formes qui existent conformément à sa nature, conformément à l'histoire de sa nature et dans son apparence à la surface, elle n'est elle-même rien d'autre que le mouvement de ce monde à l'envers. Dans la mesure où, dans ce mouvement, les connexions internes s'imposent, elles apparaissent comme une loi mystérieuse. » [nous avons souligné] (Marx, *idem*, p. 604).

« C'est sous les formes ultimes, les plus médiatisées […] que les figures du capital apparaissent comme les agents réels ». Cette dernière phrase est particulièrement elliptique. Ce qui médiatise ces « formes ultimes » ce sont toutes les déterminations qui constituent la production de la vie quotidienne (rapports de distribution, autoprésupposition, formes d'apparition, idéologie, sujet), non seulement c'est alors ainsi que les individus « apparaissent » comme « agents réels » mais c'est seulement ainsi qu'ils agissent en tant que tels et sont les supports immédiats – la « médiation est devenue invisible » -- de la production.

« Et ce sont ces rapports et ces formes tout faits qui apparaissent dans la production réelle comme des conditions préalables, parce que *le mode de production capitaliste se meut à l'intérieur des formes concrètes qu'il a créées* [nous soulignons], et que ces formes, qui en sont le résultat, l'affrontent dans le procès de reproduction, tout aussi bien comme des conditions préalables toutes faites. En tant que telles, elles déterminent pratiquement le comportement des capitalistes individuels, etc., leur fournissent des motifs d'agir, de même qu'elles se reflètent en tant que telles

dans leur conscience. » (*idem*, p. 573). Elles « déterminent le comportement » de tous les agents de la production, *y compris la classe ouvrière*.

« Et dans cette forme complètement aliénée du profit, et dans la mesure même où la configuration du profit en dissimule le noyau interne, le capital acquiert de plus en plus une figure objective et, de rapport qu'il est, se transforme de plus en plus en chose, mais en chose qui a *incorporé le rapport social* [nous soulignons], qui l'a absorbé, en chose qui se comporte vis-à-vis de soi-même comme pourvue d'une vie et d'une autonomie fictives, être à la fois perceptible et immatériel [dans la traduction Molitor – éd. Costes -, on lit "un être sensible-suprasensible", nda] ; et c'est sous cette forme de *capital et profit* qu'il apparaît *à la surface* (nous soulignons) comme une présupposition achevée (mais est-ce qu'il y a une "profondeur", nda ?[43]). C'est la forme de sa réalité, ou plutôt *sa forme d'existence réelle* [nous soulignons]. Et c'est sous cette forme qu'il vit dans la conscience et se reflète dans les représentations de ses détenteurs, les capitalistes. ». (*idem*, p. 570).

Non seulement c'est ainsi « qu'il vit dans la conscience et se reflète dans les représentations de ses détenteurs, les capitalistes », mais encore c'est ainsi qu'il détermine les activités de tous les agents, y compris les ouvriers. « Il est tout aussi naturel que les agents réels de la production se sentent parfaitement chez eux dans ces formes aliénée et irrationnelles : capital-intérêt, terre-rente, travail-salaire ; car ce sont là précisément *les formes illusoires au milieu desquelles ils se meuvent tous les jours* [nous soulignons] et auxquelles ils ont affaire. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 8, p. 208).

---

[43] « On ne peut séparer ce qui est inséparable, la réalité et *ses* leurres : le thème de la réalité et de l'efficacité économique des formes fétichisées du capital, comme réalisation inversée des lois générales du capital, revient sans arrêt dans *le Capital*, les *Fondements*…et les *Théories sur la plus-value*. "Certains prétendent que la force productive attribuée au capital est une simple transposition de la force productive du travail ; mais ils oublient que le capital est précisément cette transposition, et que le travail salarié implique le capital de sorte qu'il est, lui aussi, *transsubstantiation*, c'est-à-dire une activité qui semble étrangère à l'ouvrier." (Marx, *Fondements*..., t. 1, p. 256). Ce renversement et cette inversion sont bien réels. » (Autoprésupposition du capital : essence/surface/fétichisme », *TC* 23, p.163). Tout ce texte de TC 23 peut servir de fondement aux développements ici présentés relatifs au concept de vie quotidienne.

Dans les rapports de production capitalistes, nous n'avons pas affaire à des « individus concrets » en tant qu'immédiatement existant comme individus singuliers dans leur unité, mais seulement aux individus en tant qu'ils remplissent certaines fonctions déterminées comme supports de celles-ci : « *porteurs* de force de travail », « *représentants* » ou « *fonctionnaires* » du capital, « femmes » ou « hommes ». Leur individualité est un effet des rapports de production, elle ne préexiste pas, elle n'est pas le fait d'un sujet et les rapports de production ne sont pas une « rencontre » intersubjective. C'est la personnalisation des rapports sociaux qui est la production des individus comme sujets. Le sujet c'est l'individu produit comme le centre ou l'intersection de toutes les déterminations. Le sujet concentre le tout en lui-même, si bien qu'on pourrait dire qu'il est, comme la fameuse monade de Leibniz, une « partie totale ». Le sujet devient le centre à partir duquel il serait possible de connaître et de construire l'articulation de toutes les déterminations du mode de production capitaliste. La personnalisation, c'est la conjonction en un individu de déterminations sociales *se manifestant de façon renversée comme existence de cet individu comme sujet*, ses rapports devenant son actualisation comme son œuvre. Ce renversement, cette personnalisation[44], est tout aussi nécessaire que le fétichisme qui, attachant des rapports sociaux à des choses, *attache ces choses à des individus* promus et convoqués alors comme sujets dans ce même fétichisme : le travail aux ouvriers, les moyens de production aux capitalistes, la terre aux propriétaires fonciers. L'individu est promu au rang de représentation centrale, d'intersection, dont les déterminations sociales sont renversées en manifestation de lui-même, en expression de son individualité, elles sont personnalisées.

Les rapports qui définissent le mode de production capitaliste ne peuvent exister que dans une forme « dissimulée », « inversée ». Ce n'est qu'ainsi que ces rapports sont vécus et ce n'est que dans leur mode vécu qu'ils agissent *parce qu'ils n'existent pas ailleurs*. Théoriquement, nous avons raison de tout construire à partir de ces rapports (forme nucléaire) pour comprendre la réalité à partir du mouvement réel, mais il ne faut pas s'imaginer que cette

[44] A la place de « personnalisation », le terme de « naturalisation » aurait pu convenir, mais nous préférons conserver ce dernier terme pour la production de la catégorie « femmes ».

construction est la réalité. N'oublions pas que « … le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa *reproduction idéale* [nous soulignons], ce *mirage* [idem] peut faire croire à une construction *a priori* » (Marx, *Postface à la deuxième édition du* Capital).

Bien souvent, avec les meilleures intentions du monde, la production théorique affirme le « mouvement réel » dans une sorte de négation dogmatique et condescendante des « apparences ». Les formes du fétichisme sont « exorcisées » mais non comprises comme formes d'apparition du mouvement réel ainsi que le mouvement réel seulement comme concept, dans la distinction radicale entre le procès de pensée et le procès réel.

C'est dans les rapports de production tels qu'existant dans tout ce processus de présupposition d'eux-mêmes et d'inversion que maintenant tout se joue, c'est-à-dire la lutte des classes dans sa nécessité et ses limites. C'est là que tout se joue : la constitution des classes, la configuration dans cette constitution des individus comme sujets et par là l'affrontement de ces classes constituées à tous les niveaux de la structure du mode de production jusque et surtout dans leur mode de vie, leur identité déniée par une autre classe et affirmée par chacune dans son rapport au travail, dans les lieux que l'on fréquente et habite, dans un certain langage, dans ce que l'on mange, dans les rapports des femmes aux hommes et vice-versa, dans la santé, la culture, etc. La réalité qui inverse le « mouvement réel », s'enracine dans les rapports de production mais elle est intimement vécue comme appartenance ou identité par les sujets, propulsés en tant que tels par l'énergie des rapports de production qui, dans leurs métamorphoses, les interpellent. Le « support » fonctionnel produit le sujet dans l'idéologie comme représentation du rapport aux rapports de production, pour aboutir à la vie quotidienne où les classes vivent leurs affrontements, leurs compromis, leur séparation et leurs haines. La vie quotidienne n'est pas un espace attendant d'être investi par cette suite de déterminations, elle est l'espace social défini, construit, par cette suite de déterminations. La vie quotidienne n'est jamais un ensemble de pratiques « neutres » (travailler, manger, s'habiller, se déplacer, etc.) en attente d'être investi par des rapports de classes, parce qu'elle est *la forme développée* ultime des rapports de production.

Ce « sujet », que la philosophie met en forme, unifie et généralise (lui donnant une forme suffisamment abstraite pour servir à toutes fins utiles) est réellement produit comme l'acteur de toutes les pratiques y compris économiques[45] ; il est le rapport aux rapports de production que ces rapports impliquent dans leurs propres *métamorphoses nécessaires*.

Il est vrai qu'« en dernière instance » les rapports de production *commandent toutes* les pratiques, les contradictions et les dynamiques sociales, on peut alors se demander de quelle importance peut être toute cette réflexion sur les abstractions, les idéologies. C'est très simple. Il ne s'agit pas de rechercher leur degré d'influence en efficacité ou, inversement, en masque et illusion sur cette « dernière instance », mais de considérer que les rapports de production n'agissent comme tels ni ailleurs, ni autrement que dans l'idéologie. Il faut s'y faire. On s'étripe parce qu'on est Français ou Allemand et on s'égorge à propos de l'Immaculée Conception. Personne ne vit, n'agit et ne lutte dans la pureté inexistante des rapports de production, ni les individus, ni les classes. Nous nous attachons dans ce texte à montrer qu'« Il est, en effet, bien plus facile de trouver par l'analyse le contenu, le noyau terrestre des conceptions nuageuses des religions, que de faire voir, par une voie inverse comment *les conditions réelles de la vie revêtent peu à peu une forme éthérée* [nous soulignons]. C'est là la seule méthode matérialiste, par conséquent scientifique. » (Marx, note du *Capital*, éd. Sociales, t. 2, p. 59).

Les « apparences » étant la forme d'existence nécessaire du « mouvement réel », c'est ainsi que les classes existent parce qu'elles sont elles-mêmes non pas introduites dans un milieu dont elles devraient s'accommoder, mais parce qu'elles sont elles-mêmes produites et existent dans tout le procès de *reproduction* et que leurs luttes transforment le « mouvement réel ». L'erreur de

[45] Voir Althusser, *passim* et Labriola. Contrairement au droit romain qui demeure toujours un recueil de cas d'espèces, Labriola écrit : « l'idéologie du "droit naturel" qui prit en dernier lieu le nom de "philosophie du droit", fut, au contraire, systématique, partit toujours de formules générales [...] avec cette idéologie, cette idée qu'il y a un droit qui ne fait qu'un avec la raison. [...] De là, la persuasion que la société toute entière doit être soumise à un seul droit, égal pour tous, systématique, logique, conséquent. De là, la conviction, qu'un droit qui garantit à tous l'égalité juridique, c'est-à-dire la faculté de contracter, garantit aussi à tous la liberté. Le triomphe du véritable droit assure le triomphe de la raison, et la société qui est régie par un droit égal pour tous, c'est la société parfaite. » (*Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, éd. Marcel Giard, 1928, pp. 218-219).

Debord, Lefebvre, Kosik, Lukács, Althusser, etc. et même Marx, c'est, après avoir formulé *une théorie des apparences nécessaires*, de postuler la nécessité d'une *pureté* de l'action au niveau de ce « mouvement réel » qui n'est pas ailleurs, plus « profond ». C'est dans la lutte des classes, elles-mêmes soumises à toutes sortes d'idéologies (y compris leur propre existence : *Le Prolétariat*[46]) sous lesquelles elles agissent et luttent réellement, *pour de bon*, que le « mouvement réel » peut apparaître, seulement pour ce qu'il est, comme *la conjonction des formes d'apparition dans l'activité des sujets* que ces formes interpellent et qui se transforment eux-mêmes dans leur activité, leur pratique.

Les rapports de production, *concrètement* (tels qu'ils sont vécus et sont des pratiques), *c'est la relation entre elles de toutes les formes d'apparition* (formes de manifestation). Inversement, les rapports de production *en tant que tels* ne sont qu'une abstraction. Ce qui signifie que nous ne pouvons avoir d'autre conception de la lutte des classes que comme *un faisceau de déterminations des formes d'apparition*. La lutte des classes ne se modèle pas selon les circonstances, elle est par nature toujours circonstancielle.

On voit à quel point une révolution serait un saut qualitatif, une conjoncture, c'est-à-dire la conjonction plus ou moins aléatoire et accidentelle des formes de manifestations qui, dans le concret (l'immédiat de ce qui est vécu) *produiraient*, dans leur rencontre (leur connexion), l'abstraction du mouvement réel, comme *leur concret*, le concret même (le « mouvement réel »).

Est-ce à dire que le « mouvement réel » comme abstraction advient à l'*existence*, soudainement et comme à l'improviste ? Nous aurions alors remplacé la présence *nécessaire* mais « *cachée* » de l'abstraction dans les formes de manifestation (empirisme et idéalisme) par une présence tout aussi immédiate mais *aléatoire*. Qu'est-ce alors que l'abstraction du mouvement réel dans une conjoncture ? Sachant que nous ne sortons pas d'un bond hors de la vie quotidienne dans « le vrai du mouvement réel », c'est alors à l'intérieur de la vie quotidienne, à l'intérieur des formes de manifestations et des abstractions qui leur sont inhérentes, que s'effectue leur propre remise en cause.

Les formes d'apparition produisent l'abstraction du mouvement réel *comme leur concret*. C'est-à-dire que ce qui apparaît ce n'est

[46]Sur une approche critique du concept de Prolétariat, voir Christian Charrier, *La Matérielle* (éd. Senonevero, 2018).

pas l'abstraction telle qu'en son concept et ayant frayé sa voie dans les aléas de l'existant. Et, si faute d'un autre terme nous continuons à parler d'abstraction ce n'est plus au sens utilisé jusqu'ici de « concret de pensée ». Nous pourrions oser l'expression de « pratique *abstrayante* » ou « *abstractivante* ». Ce n'est pas le « mouvement réel » comme abstraction qui advient, qui fait irruption, mais une *pratique de l'abstraction*, l'abstraction comme pratique dans la conjonction des formes d'apparition. Un certain détour est nécessaire pour justifier cette proposition.

Quel monde à connaître ?

Le monde n'est pas une totalité concrète en soi et il n'y a pas ensuite un sujet (individu ou classe) qui connaîtrait ce monde de façon conforme à ce qu'il est. « La question n'est donc pas de savoir quel est le monde et ensuite comment il peut être connu de manière adéquate à ce qu'il est sur la base de la situation du prolétariat dans ce monde. La question est de savoir quel monde le prolétariat connaît, la connaissance n'étant pas connaissance d'un monde qui lui préexiste, mais partie intégrante de ce monde lui-même. » (Bernard Girousse, *Individu, société, praxis*, Notes de travail n°5, p. 18, 9/1978, supplément à *TC*1). En un mot, le monde est toujours un monde connu et pratiqué : « *Il n'est de concret que pour une pratique* [nous soulignons], et d'abstrait que pour une théorie.» (Althusser, *Initiation à la philosophie pour les non-philosophes*, éd. Puf, p. 136).

Dans *Histoire et conscience de classe*, Lukács revient sur la célèbre expression de « révolution copernicienne » attribuée à Kant dans la *Préface* à la seconde édition de la *Critique de la raison pure*[47], révolution opérée dans le problème de la connaissance : « Jusqu'à maintenant on a admis que toute notre connaissance devait se conformer aux objets […] Que l'on essaie donc une fois de voir si nous ne viendrions pas mieux à bout des tâches de la métaphysique en admettant que les objets doivent se conformer à notre connaissance … »

L'édition française d'*Histoire et conscience de classe* (éd. de Minuit) ne précise pas de quelle traduction et édition françaises de

[47]Kant se contente d'écrire : « Il en est ici [à propos de la question de l'intuition en métaphysique, nda] comme de la première idée de Copernic … » (*Préface* de la seconde édition de la *Critique de la raison pure*, éd. Flammarion 1944, p. 21).

la *Critique de la raison pure* est prise la citation. Dans le propos de Lukács, Kant n'est cité que comme le moment d'un tournant dans la pensée et les coupes qu'il effectue dans le texte donne à la pensée de Kant une brutalité qui confine à la folie ou au solipsisme. Lukács suppose connue l'argumentation kantienne. Précisons : quand Kant écrit : « les objets doivent se conformer à notre connaissance » (ou « les objets se règlent sur notre connaissance », traduction Barni, éd. Flammarion, p. 21), cela signifie que l'objet n'est objet connu que comme objet construit dans notre processus de connaissance. C'est à ce moment qu'intervient la référence à Copernic : « Il est ici comme de la première idée de Copernic : voyant qu'il ne pouvait venir à bout d'expliquer les mouvements du ciel en admettant que toute la multitude des étoiles tournait autour du spectateur, il chercha s'il n'y réussirait pas mieux en supposant que c'est le spectateur qui tourne et que les astres demeurent immobiles. » (Kant, *op. cit.*, p. 21). Auparavant Kant expose l'origine de la mathématique chez « l'admirable peuple grec » : « Le premier qui démontra le triangle isocèle (qu'il s'appelât Thalès ou de tout autre nom) fut frappé d'une grande lumière ; car il trouva qu'il ne devait pas s'attacher à ce qu'il voyait dans la figure ni même au simple concept qu'il en avait, mais qu'il avait à engendrer, à construire cette figure au moyen de ce qu'il pensait à ce sujet et se représentait a priori par concepts, et que, pour connaître avec certitude une chose a priori, il ne devait attribuer à cette chose que ce qui dérivait nécessairement de ce qu'il y avait mis lui-même, en conséquence de son concept. » (*idem*, p. 19).

Tout cela peut sembler très « idéaliste », mais seulement quand on a confondu matérialisme et empirisme. A la suite de Bachelard, un matérialiste aussi convaincu qu'Althusser (mais au pays du matérialisme il n'y a que des suspects d'idéalisme) développe son affirmation citée plus haut (« Il n'est de concret que pour une pratique, et d'abstrait que pour une théorie.») avec une argumentation que ne renierait aucun kantien. Séparer la pensée et le réel, faire de la pensée une affaire spécifique, c'est « paradoxalement » la pierre de touche du matérialisme vis-à-vis de tout idéalisme.

Lisons maintenant Althusser qui dans *Initiation à la philosophie pour les non-philosophes* (éd. Puf), revenant sur « l'innovation stupéfiante » de Thalès, pose la question : «Pourquoi la philosophie

des philosophes a-t-elle surgi dans le monde au V^e^ siècle avant Jésus-Christ, en Grèce ? » (p. 86).

« Les historiens ont proposé plusieurs réponses à cette question. Les uns ont dit : la philosophie est née en Grèce sur la base de l'existence d'un marché, et de la *monnaie* [souligné dans le texte], la monnaie offrait un exemple d'"abstraction" qui a inspiré les abstractions philosophiques. Les autres ont dit : la philosophie est née en Grèce sur la base de la *démocratie*, les règles démocratiques offrant un modèle abstrait aux abstractions philosophiques, et imposant la confrontation des points de vue. On retiendra de ces explications leur insistance sur le caractère *abstrait* [idem] des notions et des raisonnements philosophiques. Mais faut-il chercher l'origine de l'abstraction philosophique dans la monnaie, ou dans la démocratie ? Il ne semble pas[48].

« Il faut la chercher dans la première *science* véritable qui ait surgi dans l'histoire de la culture humaine, justement en Grèce entre le VI^e^ et le V^e^ siècle : la géométrie. Il s'agit là d'une véritable *révolution* dans la connaissance, d'une façon de penser et de raisonner qui n'avait jamais existé jusque-là, et que personne n'attendait. Auparavant, les mathématiques empiriques avaient été très développées par les peuples du bassin méditerranéen oriental, mais elles avaient été incapables d'accéder à la forme théorique. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'on connaissait quantité de propriétés des nombres (arithmétique) et des figures (géométrie). Ces propriétés, on les avait tirées des combinaisons des nombres réels, et de la comparaison des figures concrètes. On raisonnait alors sur des objets concrets : le nombre de bœufs, la distance et la surface dans l'espace des champs, etc. […] Mais ces mathématiques qui arrivaient à des résultats *justes*, n'avaient pourtant rien à voir avec les mathématiques que nous connaissons, et qui ont commencé autour d'un personnage plus ou moins

[48] Sans nier l'implication conflictuelle entre la mathématique et la philosophie que développe finement Althusser, la seconde devant conjurer la première en ce qu'elles paraissent jouer dans le même champ, on peut tout à fait soutenir que les deux apparaissent avec la monnaie (Crésus, roi de Lydie, 561-547 : il ne s'agissait plus d'échanger un poids quelconque de métal contre une quantité quelconque d'un produit, mais de référer tous les produits – marchandises -- à des pièces de monnaie poinçonnées et toutes sur le même modèle) et la germination de la cité et de la « démocratie », c'est-à-dire avec d'un côté l'abstraction des activités concrètes et, de l'autre, celle des singularités individuelles (hormis les femmes, les métèques et les esclaves ...). D'autant plus que la concomitance historique et géographique est plus que troublante.

mythique, nommé Thalès, vers le VIe siècle en Grèce. Pourquoi ? Parce que leurs résultats justes étaient seulement le résultat d'observations et de pratiques empiriques : *ils n'étaient ni expliqués, ni démontrés*. […] Il ne fait pas de doute que ce "saut qualitatif" dans la connaissance humaine, le prestige et la fécondité des nouvelles mathématiques, et surtout leur autonomie totale et leur capacité à produire par le travail de l'"esprit" humain des démonstrations qui échappent au temps et à la mort, aient, de quelque manière, porté atteinte à la religion. C'est par ce biais que la philosophie des philosophes, qui stagnaient alors dans les cosmologies (théories de l'univers : quels sont les principes derniers de sa composition, l'eau, le feu, le froid, le chaud, etc.) prit un tournant définitif, et conquit une existence historique irréversible avec la grande entreprise de Platon […] celui qui, pour la première fois, fixa l'existence et la forme de la philosophie, et l'imposa dans l'histoire. […] Pour la première fois, elle [la religion] voyait son domaine d'intervention rétréci par les conquêtes d'une science profane qui énonçait des vérités incontestables, et qui parlait un tout autre langage qu'elle : celui de la démonstration pure. Une menace planait sur les idées dominantes et leur unification religieuse. Que fit Platon ? Il conçut *le projet* "*inoui*" de restaurer l'unité des idées dominantes atteintes par l'avènement des mathématiques. Non pas en combattant les mathématiques au nom de la religion, non pas en contestant leurs résultats et leurs méthodes, mais tout au contraire en reconnaissant leur existence et leur validité, et en leur *empruntant* ce qu'elles apportaient de nouveau : *l'idée d'objets purs auxquels on peut appliquer un raisonnement pur*. […] Mais le même Platon, qui semblait se mettre ainsi à l'école des mathématiques, ne réalisait toute cette opération que pour remettre les mathématiques à l'école de sa philosophie. Il ne plaçait pas les mathématiques au premier rang dans sa philosophie, mais au second … derrière la philosophie elle-même ! Par là il parvenait à maîtriser les mathématiques en les soumettant à sa philosophie, donc à les faire rentrer dans l'ordre, c'est-à-dire dans l'ordre des valeurs morales et politiques qu'elles avaient un instant menacé, ou pouvaient menacer. Par-là, il conjurait la menace que faisait peser sur les idées dominantes la découverte des mathématiques. […] Il fallait tout autre chose qu'une cosmologie ou un mythe pour conjurer la menace : il fallait un discours nouveau, procédant sur des objets purs, *les* "*Idées*", avec

une nouvelle méthode, *la démonstration rationnelle* et *la dialectique*. Et cela se comprend : il fallait un discours qui fût *à la hauteur* des idées mathématiques pour pouvoir en maîtriser l'existence, et leur assigner leur place, subordonnée par rapport à la philosophie des philosophes. Mais par-là, la philosophie qui naissait de cette réplique, se rangeait en même temps dans l'autre camp : celui de la religion, ou plutôt des idées, de l'idéologie dominante unifiée par la religion. [...] L'invention de la philosophie par Platon a représenté ce changement de terrain indispensable pour pouvoir faire face aux difficultés rencontrées sur l'ancien, et aux dégâts occasionnés par l'apparition de la science dans un monde unifié par la religion. C'est pourquoi on peut dire, à juste titre, que la philosophie platonicienne n'a rien fait d'autre que de *déplacer sur le terrain de la rationalité* "*pure*" *les problèmes et le rôle de la religion*. A cette différence près que le Dieu de la philosophie sera un autre Dieu que le Dieu des simples croyants : "le Dieu des philosophes et des savants". » (Althusser, *op. cit.*, pp. 87 à 92).

Après Platon, Kant réalise un second sauvetage philosophique de l'idéologie dominante, non pas maintenant face aux pures abstractions mathématiques, mais face aux sciences expérimentales : soumettre la production de connaissances dues aux sciences expérimentales à la préexistence d'un sujet aux qualités transcendantales, comme conditions a priori ou lois de l'entendement en tant que règles de la connaissance qui ne sont pas une donnée de l'expérience, même si elles ont un rapport nécessaire à elle.

« Lorsque Galilée fit rouler ses boules sur un plan incliné avec une accélération déterminée et choisie par lui-même, ou que Torricelli fit porter à l'air un poids qu'il savait être égal à celui d'une colonne d'eau à lui connue, [...] alors ce fut une nouvelle lumière pour tous les physiciens. Ils comprirent que la raison n'aperçoit que ce qu'elle produit elle-même d'après ses propres plans, qu'elle doit prendre les devants avec les principes qui déterminent ses jugements suivant des lois constantes, et forcer la nature à répondre à ses questions, au lieu de se laisser conduire par elle à la lisière. [...] Celle-ci [la raison] doit se présenter à la nature tenant d'une main ses principes, qui seuls peuvent donner à des phénomènes concordants l'autorité de lois, et de l'autre l'expérimentation, telle qu'elle l'imagine d'après ces mêmes

principes. Elle lui demande de l'instruire non comme un écolier qui se laisse dire tout ce qui plaît au maître, mais comme un juge en fonctions, qui contraint les témoins à répondre aux questions qu'il leur adresse. » (Kant, *op. cit.*, pp. 19-20). Ainsi, quand « les objets doivent se régler sur notre connaissance », cela signifie : « la possibilité d'une connaissance a priori de ces objets qui établisse quelque chose à leur égard, *avant même qu'ils nous soient donnés* [nous soulignons]. » (*idem*, p. 21).

Nous pouvons maintenant revenir à Lukács et à son commentaire du passage central de la *Préface* à la seconde édition de la *Critique de la raison pure*. Nous verrons, à la lumière du détour effectué sur « l'origine de la philosophie », qu'il demeure prisonnier de la problématique philosophique consistant à conjurer (comme dirait Althusser) l'identité de la connaissance et de l'objet connu. C'est-à-dire la prétention spontanée de toute théorie, de toute connaissance de considérer que son objet ou sa production, un « concret de pensée », est *également* un moment, un « noyau » de la réalité. Il doit ainsi toujours persister un monde en soi et un monde pour soi, une réalité en soi et une réalité pour soi (comprise et connue, pour ainsi dire *révélée*). Il en va de cette constante de toutes les sociétés de classes : la division du travail entre travail manuel et travail intellectuel (division que Lukács reproduit dans le parti). Commentant les formules de Kant, Lukács poursuit :

« En d'autres termes, la philosophie moderne se pose le problème suivant : ne plus accepter le monde comme quelque chose qui a surgi indépendamment du sujet connaissant [...] mais le concevoir bien plutôt *comme le propre produit du sujet* [souligné dans le texte]. [...] Marx a – dans un tout autre contexte – rappelé ce mot de Vico selon lequel "l'histoire humaine se distingue de l'histoire de la nature en ce que nous avons fait l'une, alors que nous n'avons pas fait l'autre"[49]. [...] toute la philosophie moderne s'est posé ce problème. Du doute méthodique et du *cogito ergo sum* de Descartes, en passant par Hobbes, Spinoza, Leibniz,

[49] *Le Capital*, éd. Sociales, t. 2, note 2 p. 59. Marx cite Vico dans le chapitre du *Capital*, *Le machinisme et la grande industrie* : « Darwin a attiré l'attention sur l'histoire de la *technologie naturelle*, c'est-à-dire sur la formation des organes des plantes et des animaux considérés comme moyens de production pour leur vie. L'histoire des organes productifs de l'homme social, base matérielle de toute organisation sociale, ne serait-elle pas digne de semblables recherches ? Et ne serait-il pas plus facile de mener cette entreprise à bonne fin, puisque comme dit Vico, ... » [nda].

l'évolution suit une ligne directe dont le motif décisif et riche en variations est l'idée que *l'objet de la connaissance ne peut être connu de nous que parce que et dans la mesure où il est créé par nous-mêmes*[50] [nous soulignons]. » (Lukács, *op. cit.*, p. 143).

Cependant, comme l'affirme Lukács lui-même, l'axiome fondateur d'*Histoire et conscience de classe* est que : « L'affirmation dont nous sommes partis demeure : dans la société capitaliste, l'être social est – immédiatement – le même pour le prolétariat et pour la bourgeoisie. Mais on peut maintenant ajouter que ce même être, grâce à la dynamique des intérêts de classes, maintient la bourgeoisie prisonnière de cette immédiateté, tandis qu'il pousse le prolétariat à la dépasser[51]. » (*op. cit.*, p. 205).

A ce moment, Lukács continue à séparer la connaissance de l'objet connu. Pourtant, si le monde n'existe que comme objet connu, il inclut alors sa connaissance, il n'est pas un « en-soi » face à sa connaissance. Hegel, *à sa façon*, en faisant du monde « objectif » un moment de la raison avait dépassé cette dichotomie entre la connaissance et le monde connu.

« Dans la dialectique de la certitude sensible, la conscience a vu disparaître dans le passé l'entendre, le voir, etc…, et comme conscience percevante elle est parvenue à des pensées, que cependant elle rassemble en premier lieu dans l'universel inconditionné. […] Cet universel inconditionné, qui est désormais l'objet vrai de la conscience, est encore toutefois objet de cette même conscience, elle n'a pas compris son *concept* comme *concept*[52]. Les deux choses sont essentiellement à distinguer. La conscience sait que l'objet est retourné en soi-même à partir de la relation à un autre, et est devenu *en soi* concept ; mais la conscience n'est encore pas pour soi-même le concept, c'est

[50] D'où l'importance de la référence à Vico [nda].

[51] En tant qu'il « est contraint d'objectiver sa force de travail par rapport à sa personnalité et de la vendre » comme marchandise, le prolétaire est produit comme sujet-objet, d'où dialectisation de son être : « La scission qui naît […] dans l'homme s'objectivant comme marchandise, entre objectivité et subjectivité, permet que cette situation devienne consciente. » (Lukács, *op. cit.*, p. 209)

[52] En note, Hyppolite donne ce commentaire : « L'objet est concept puisqu'il est réflexion en soi-même ; et il est identique au mouvement de la conscience, qui se réfléchit aussi en soi-même à partir de son objet. Il n'y a qu'une seule réflexion. Mais la conscience qui "se retire encore une fois du devenu", c'est-à-dire oublie la genèse de son objet, considère le mouvement précédent comme une réalité objective et contemple ce mouvement sans se reconnaître en lui. Cette réalité objective est alors "la Force", concept en soi qui doit devenir concept pour la conscience. »

pourquoi elle ne se connaît pas elle-même dans cet objet réfléchi. *Pour nous*, le devenir de cet objet moyennant le mouvement de la conscience est d'une telle nature que la conscience est impliquée elle-même dans ce devenir, et que la réflexion est la même des deux côtés, ou est une seule réflexion. Mais la conscience dans ce mouvement avait seulement pour contenu l'essence objective, et non la conscience comme telle, ainsi pour elle le résultat doit être posé dans une signification objective ; et la conscience doit être encore une fois posée comme se retirant du devenu, de telle sorte que ce devenu comme objectif lui soit essence. Ainsi l'entendement a bien supprimé sa propre non-vérité et la non-vérité de l'objet ; et ce qui en est résulté, c'est le concept du vrai, comme vrai qui est *en soi*, qui n'est pas encore concept, ou qui manque de *l'être-pour-soi* de la conscience, *un vrai que l'entendement laisse agir à sa guise sans se savoir en lui* [nous soulignons][53]. Ce vrai donne impulsion à son essence pour soi-même ; ainsi la conscience n'a aucune participation à sa libre réalisation, mais elle le contemple seulement et purement, l'appréhende. *Nous* avons, avant tout, à nous mettre à sa place, et nous devons être le concept qui façonne ce qui est contenu dans le résultat ; c'est seulement dans cet objet complètement façonné, se présentant à la conscience comme un étant, que cette conscience devient à soi-même conscience concevante. » (Hegel, *La Phénoménologie de l'esprit*, éd. Aubier Montaigne, t. 1, pp. 109-110). Plus loin, Hegel écrit : « La raison s'intéresse donc maintenant d'une façon universelle au monde parce qu'elle est la certitude d'avoir dans ce monde sa propre présence, et parce qu'elle est certaine que cette présence du monde est rationnelle. » (*op. cit.*, p. 204).

Si Hegel résout le problème « à sa façon », il est difficile en revanche d'être plus « matérialiste » qu'Engels dans son bref ouvrage *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande,* et pourtant on y trouve *inversée* la même affirmation de l'unité construite de l'esprit et du monde objectif, au point que « le système de Hegel ne représente qu'un matérialisme mis la tête en bas d'une manière idéaliste d'après sa méthode et son contenu. » (*op. cit.*, éd. Sociales 1966, p. 31). Engels nous dit que la partition entre idéalisme et matérialisme s'effectue sur la réponse à « la question du rapport de la pensée à l'être » ou de « l'esprit par

[53]Hegel distingue « entendement » et « raison », le premier c'est Kant, la seconde c'est lui.

rapport à la nature » (pp. 26-27]. Il ajoute : « Mais la question du rapport de la pensée à l'être a encore un autre aspect [autre que de savoir quel est "l'élément primordial", nda] : quelle relation y a-t-il entre nos idées sur le monde qui nous entoure et le monde lui-même ? Notre pensée est-elle en état de connaître le monde réel ? » (p. 27). Chez Hegel, dit Engels la « réponse affirmative va de soi », mais il y a Hume et Kant qui « contestent cette possibilité » (p. 28) et Engels ajoute : « Pour réfuter cette façon de voir l'essentiel a déjà été dit par Hegel… » (p. 29). Il enfonce le clou : « La réfutation la plus frappante de cette lubie philosophique ["l'impossible connaissance du monde", nda], comme d'ailleurs de toutes les autres, est la pratique, notamment l'expérimentation et l'industrie. Si nous pouvons prouver la justesse de notre conception d'un phénomène naturel en le créant nous-mêmes, en le produisant à l'aide de ses conditions, et, qui plus est, en le faisant servir à nos fins, c'en est fini de la "chose en soi" insaisissable de Kant. […] la "chose en soi" devient une chose pour nous » (p. 29).

Bien sûr l'argumentation d'Engels n'est pas totalement recevable, quant à l'industrie et l'expérimentation, Kant lui répondrait aisément avec les exemples de Galilée et Torricelli (voir plus haut), chez Engels le monde demeure un objet qui surgit indépendamment du sujet connaissant[54], la connaissance n'est plus production mais seulement découverte. Si elle n'est pas totalement recevable, elle nous fournit cependant un sérieux point d'appui : l'unité de la pensée et de l'être comme toujours un devenir (une construction et non une simple découverte) en tant que pratique, ce que Hegel pouvait appeler « l'être devenu » mais dans le mouvement de la conscience.

Si la connaissance est partie intégrante du monde connu c'est que l'objet, « la réalité effective » est « activité sensiblement humaine ».

« Le défaut principal, jusqu'ici, de tous les matérialismes (y compris celui de Feuerbach) est que l'objet, la réalité effective, la sensibilité, n'est saisi que sous la forme de *l'objet ou de l'intuition* ; mais non pas comme *activité sensiblement humaine*, comme *pratique*, non pas de façon subjective. C'est pourquoi le côté *actif* fut développé de façon abstraite, en opposition au matérialisme, par l'idéalisme – qui naturellement ne connaît pas l'activité réelle

[54]Tout cela sera repris par Lénine dans *Matérialisme et empiriocriticisme* et critiqué par Pannekoek dans *Lénine philosophe,* éd. Spartacus).

effective, sensible, comme telle. Feuerbach veut des objets sensibles – réellement distincts des objets pensés : mais il ne saisit pas l'activité humaine elle-même comme activité *objective*. » (Marx, première thèse sur Feuerbach, in Labica, *Karl Marx, Les Thèses sur Feuerbach*, éd. Puf). Il n'est pas sans importance de reprendre ce que dit Labica de ses choix de traduction. Dans la première phrase, le terme utilisé par Marx pour l' «objet» est «*Gegenstand*» et pour «réalité effective», il s'agit de « *Wirklichkeit* », or : «Par *Gegenstand*, il faut entendre la ou les choses, ce qui tombe sous les sens, […]. Ce qui, pour la conscience commune, apparaît comme irréductible à la pensée n'en relève pas moins de son ordre. […] La *Wirklichkeit*, c'est la réalité, le réel de la célèbre formule de la Préface aux *Principes de la philosophie du droit*, selon laquelle "ce qui est rationnel est réel et ce qui est réel est rationnel", à condition, ici encore, de ne pas se donner une représentation chosifiée, compacte, immobile du réel. La *Wirklichkeit* inclut le processus qui institue la réalité, elle est acte et proprement l'*effectivité*, terme qu'on peut dans notre langue lui substituer partout …» (Labica, *op. cit.*, pp. 29-30). De même la *Sinnlichkeit*, c'est la sensibilité, prise dans les deux sens de « monde sensible » et d'appréhension de ce monde.

Comme l'écrit également Ernst Bloch dans son long commentaire des *Thèses sur Feuerbach* : «C'est ainsi que Marx, en tant que matérialiste justement, insiste sur le fait que le facteur subjectif de l'activité productive est, précisément au sein de l'Être, *lui aussi un facteur objectif* au même titre que l'objet. […] Si le facteur du travail lui-même n'est pas compris, le primat de l'Être qui n'est en rien un *factum brutum* ou une donnée, ne peut lui non plus être compris dans l'histoire humaine. » (*Le Principe espérance*, éd. Gallimard, t. 1, p. 315).

Cependant que ce soit la « réalité effective », la « sensibilité » ou même la « pratique », il s'agit encore ici de notions indéterminées qui ne sont pas prises dans des rapports sociaux, leur sujet, que Marx s'emploie à définir dans les thèses qui suivent, c'est l'homme ou l'humain dont on sait que l'essence, « dans sa réalité effective est l'ensemble des rapports sociaux » (*Thèse 6*).

Nous en revenons enfin à la proposition de départ de ce chapitre : « La question est de savoir quel monde le prolétariat connaît, la connaissance n'étant pas connaissance d'un monde qui lui préexiste, mais partie intégrante de ce monde lui-même. » Si le

monde est « réalité effective », « sensibilité », « pratique », c'est-à-dire activité incluant son appréhension, sa connaissance, il n'est pas le même selon la nature définie socialement des activités. Comme le dit la sagesse populaire : « tout le monde ne vit pas dans le même monde ». Pour la classe capitaliste et tous les gestionnaires du capital et de la reproduction de ses rapports de production, il sera nature et destin, pour le prolétariat et les autres, il sera activité mais activité de « l'autre », éloignement, hostilité.

S'il n'y a de concret que pour une pratique (Althusser), la connaissance est toujours pratique, toujours celle d'un « sujet », le monde n'est pas indépendant du sujet connaissant. Mais il n'existe aucune pratique qui n'opère pas sous une idéologie (le même), le monde construit et connu est celui des formes d'apparition dans les métamorphoses nécessaires des rapports de production, c'est le monde du fétichisme et de la réification, il n'y a pas de vrai monde réel dessous, dessus, par ailleurs. Ce que nous avons cherché à fonder par ce long détour, c'est ce que nous affirmions plus haut : « Les formes d'apparition produisent les abstractions *comme leur concret*. [...] Ce n'est pas le "mouvement réel" comme abstraction qui advient, qui fait irruption, mais une *pratique de l'abstraction*, l'abstraction comme pratique dans la conjonction des formes d'apparition. ». Il est « surprenant » que Marx, dans la même note du *Capital* (éd. Sociales, t. 2, p. 59) où il cite Vico, poursuive sur les conditions réelles de la vie revêtant peu à peu une forme éthérée (voir plus haut).

Lukács (*Histoire et conscience de classe*), Mannheim (*Idéologie et Utopie*), Kosik (*La dialectique du concret*), Gabel (*La fausse conscience*), Althusser et Balibar (*Lire le capital*) ont cherché, avec des réponses aussi diverses que d'un intérêt très inégal, le point de vue « juste ». Du « point de vue de classe », jusqu'à la « science », en passant par « l'homme sans attache » et « l'intentionnalité »[55]. Tous ces points de vue ont en commun de présupposer une pensée ou une conscience qui connaît directement le réel, le saisissant pour ce qu'il est, et corollairement un réel, objet en soi de connaissance, existant indépendamment d'une pratique non seulement nécessairement consciente mais encore opérant toujours

[55] La théorie la plus intéressante étant bien sûr celle de Lukács : la particularité de la marchandise force de travail fondant le prolétariat à poser l'identité du sujet et de l'objet.

sous une idéologie (il est évident que nous considérons ici la conscience ou la pensée comme *l'être conscient*). Toute définition d'un point de vue « juste » (neutre, scientifique, ou de classe) est un postulat idéologique. Il ne s'agit pas de rechercher un point de vue sur le fétichisme, *c'est le fétichisme lui-même qui en tant que tel se donne pour ce qu'il est*, de façon interne, naïvement, parce qu'il n'est pas un voile sur la réalité, mais une pratique sociale *définissant cette réalité*. Concrètement, on serait tenté d'écrire empiriquement : les classes sociales et leur contradiction ne se construisent pas et n'apparaissent pas à elles-mêmes en dévoilant le fétichisme mais *grâce* à lui, dans son mouvement.

La difficulté dans l'analyse du fétichisme à se dégager d'une problématique illuministe de la conscience obscurcie par des représentations imaginaires et donc de la recherche du "*point de vue*" qui donnera l'*image du monde* exacte, réside dans le fait que l'on considère que « la forme de la marchandise *restitue* [souligné par nous] aux hommes le caractère social de leur travail, mais cette *restitution se manifeste comme si* [idem] ces caractères sociaux étaient des propriétés naturelles des choses" (Iacono, *Le fétichisme, histoire d'un concept*, éd. Puf, 1982, p. 86), puis on ajoute : ceci n'existe que dans un certain type de société. Si « ceci » n'existe que dans un certain type de société, cet « homme » c'est le travailleur et plus précisément le travailleur salarié, et alors la marchandise ou le capital *ne restituent pas* aux « hommes » le caractère social de leur travail. Marchandise et capital construisent réellement ce caractère et ce caractère n'existe qu'en eux. Le fétichisme n'est pas un miroir déformant l'image de telle sorte que celui qui serait reproduit dans le miroir non seulement ne se reconnaîtrait pas mais en plus n'aurait même plus l'idée de s'y chercher. Le caractère social du travail n'existe pas une première fois dans le travailleur ou dans des rapports entre les travailleurs et une seconde fois comme reflet de la première dans la forme marchandise (de la même façon, les forces sociales du travail n'existent pas dans le travail en tant que tel, puis dans le capital, elles n'existent que comme capital). A considérer le fétichisme comme un miroir, on le ramène à « l'aliénation de soi » et en conséquence on postule quelque chose de préexistant et qui s'aliène et, par là-même, l'existence d'un monde « réel » à connaître non pas dans les pratiques immédiates et constitué par elles, mais sous elles.

Il n'y a donc pas de « point de vue » qui permette de transpercer le « voile du fétichisme » dans la mesure où le fétichisme *est la réalité de cette société*. Si, à propos de la vie quotidienne, nous en revenons à Debord, il n'existe pas de moment (le prolétariat, le vécu, la vie...) dans la totalité du spectacle, dont il reconnaît que le fétichisme en constitue la base théorique, qui lui échappe et permettrait non seulement de le connaître mais aussi de le faire éclater. La connaissance du fétichisme (sans parler de son abolition) n'est pas la connaissance du « vrai monde » qu'il cache, parce qu'il n'y a pas de « vrai monde », mais seulement un « monde » comme activités humaines concrètes telles quelles.

« La découverte scientifique faite plus tard que les produits du travail, en tant que valeurs, sont l'expression pure et simple du travail humain dépensé dans leur production, marque une époque dans l'histoire du développement de l'humanité, mais ne dissipe point la fantasmagorie qui fait apparaître le caractère social du travail comme un caractère des choses, des produits eux-mêmes. Ce qui n'est vrai que pour cette forme de production particulière, la production marchande, à savoir : que le caractère social des travaux les plus divers consiste dans leur égalité comme travail humain, et que ce caractère social spécifique revêt une forme objective, la forme valeur des produits du travail, ce fait, pour l'homme engrené dans les rouages et les rapports de la production des marchandises, paraît, après comme avant la découverte de la nature de la valeur, tout aussi invariable et d'un ordre tout aussi naturel que la forme gazeuse de l'air qui est restée la même après comme avant la découverte de ses éléments chimiques. [...] La détermination de la quantité de valeur par la durée de travail est donc un secret caché sous le mouvement apparent des valeurs des marchandises ; mais sa solution, tout en montrant que la quantité de valeur ne se détermine pas au hasard, comme il semblerait, *ne fait pas pour cela disparaître la forme* [nous soulignons] qui représente cette quantité comme un rapport de grandeur entre les choses, entre les produits eux-mêmes du travail. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales t. 1, pp. 86-87). La « disparition » de cette forme, c'est la prise en compte de son *caractère historique*, mais cette prise en compte historique, c'est, *à l'intérieur de ce monde fétichisé*, la contradiction que représente la lutte de classes entre le prolétariat et le capital qui se déroule dans ce monde-là et selon ses déterminations, dans la mesure où il s’agit du seul monde

existant. Elle en montre le caractère historique parce qu'elle oppose le prolétariat à sa propre existence sociale en dehors de lui comme capital et en ce que lui-même implique cette extériorisation dont le capital n'est pas seulement le résultat mais le procès lui-même. Il faut que la séparation entre les travaux privés et leur caractère social se soit développée comme *contradiction* entre des classes pour qu'apparaisse ce caractère historique de la forme marchandise. Jusque-là on peut avoir percé le mystère de la loi de la valeur, avoir ramené la valeur à la mesure du temps de travail abstrait, il n'en reste pas moins que ce travail abstrait continue à apparaître comme une propriété naturelle des choses, parce qu'ainsi *il satisfait à la pratique de tous les échangistes et qu'il est ainsi la construction de leur monde dans leurs activités concrètes* (c'est-à-dire immédiates). La forme marchandise en se développant comme capital ne se « dévoile » comme fétichisme que dans la mesure où elle apparaît comme historique dans la lutte du prolétariat en tant que classe, c'est-à-dire que dans la mesure où ne se « dévoile » pas la « vérité » d'un monde existant, mais la réalité possible d'un autre monde dans la destruction de la *réalité du fétichisme* : « C'est donc là où il y a représentation d'une chose meilleure et finalement parfaite, que naît le souhait, mêlé d'impatience, d'exigence : "c'est ainsi que cela devrait être". » (Ernst Bloch, *op. cit*., p. 63).

Si l'histoire est là, dans le fétichisme, comme la contradiction entre le prolétariat et le capital, comme abolition de ce qui existe *et non comme dévoilement du « vrai monde »*, cette contradiction peut poser le fétichisme pour lui-même à l'intérieur du fétichisme, c'est-à-dire au-delà de la simple compréhension des secrets du monde. Le prolétariat ne connaît pas le monde « vrai » sous le fétichisme, il connaît le monde comme somme de pratiques parce qu'il le construit ainsi en se comprenant lui-même comme appartenant au *monde du fétichisme devenu le monde d'une contradiction entre des classes*. Il n'y a pas de « point de vue » comme on en voit indiqués au bord des routes pittoresques d'où on embrasse et surplombe le paysage.

A nouveau sur la conjoncture et les formes d'apparition

C'est une conjonction de pratiques produisant un concret qui est l'abstraction du « mouvement réel ». Une conjoncture est l'effet

de cette conjonction dans un mouvement type « boule de neige » de toutes les formes d'apparition et surtout par le fait que dans cet effet « boule de neige », par sa constitution partie de multiples lieux et conflits, la hiérarchie déterminative des instances (on pourrait même dire des formes d'apparition) est bouleversée. Cette hiérarchie déterminative, c'est celle qui préside à la reproduction du mode de production capitaliste comme à une nécessité naturelle, celle qui, en simplifiant, va de l'économie à l'idéologie et au sujet, celle qui préside à la relation entre la « base économique » et les « superstructures » (Marx, *Introduction de 1859*). Tant que cette hiérarchie n'est pas bouleversée, le capital sortira toujours vainqueur de tous les conflits, la lutte des classes restera inscrite dans cette hiérarchie dont l'économie est toujours la solution de toutes les contradictions. Dans *l'Introduction de 1859*, Marx conclut sa présentation de ce qu'est une période de crise et de révolution par cette phrase étrange dans le contexte même de cette *Introduction* sur « …les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit [forces productives / rapports de production] et le mènent jusqu'au bout ».

Dans son mouvement, dans les formes qu'elle prend et abandonne, la lutte révolutionnaire se critique elle-même et demeure idéologie. L'idéologie est la façon dont les hommes (et les femmes…) vivent leurs rapports à leurs conditions d'existence comme objectives face à eux comme sujets, en ce sens l'idéologie n'est pas tant un reflet déformé dans la conscience de la réalité, mais un ensemble de *solutions pratiques* résolvant en la justifiant et l'entérinant cette séparation de la réalité en objet et en sujet. Si nous nous aventurons à considérer ce que pourrait être une insurrection révolutionnaire (communisatrice), cette lutte, dans tout son cours, est scindée entre d'une part, ce qui demeure un mouvement objectif qui n'est pas une illusion (les contradictions du mode de production capitaliste), et, d'autre part, dans cette objectivité, la pratique de son abolition qui le désobjective. Par-là, cette lutte demeure structurellement idéologique, elle vit de la séparation de l'objet et du sujet. C'est parce que la dissolution de l'objectivité ne peut passer que par la constitution d'un *sujet* en tant que tel, et qui se considère ainsi, que l'idéologie (invention,

liberté, projet et projection) est inhérente à sa définition et son action[56].

N'ayant aucune base objective développée précédemment, le communisme est une production prise dans la contradiction d'un rapport contradictoire objectif dont le dépassement doit se produire alors comme la formalisation consciente et volontaire d'un projet, car le procès de la révolution récuse toujours son état présent comme étant son aboutissement. Projet *idéologique* car il récuse son fondement objectif *dans son état présent* comme étant sa raison d'être, il place le futur, *le devoir-être*, comme compréhension du présent et comme pratique dans le moment actuel[57].

[56] Il faut cependant être très vigilant au statut accordé à cette distinction entre sujet et objet, aucun des deux ne tient son existence de lui-même ou même de leur réciprocité. En effet, la lutte du prolétariat et même la révolution ne sont pas l'irruption d'une subjectivité (plus ou moins libre, plus ou moins déterminée) mais un moment du rapport du mode de production capitaliste à lui-même à l'intérieur de lui-même, ceux qui voit là de l'objectivisme oublient seulement que le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste et que celui-ci est lutte des classes. On ne peut isoler la question du rapport entre la situation objective et la subjectivité de l'auto-contradiction du mode de production capitaliste. Le sujet et l'objet dont nous parlons ici sont des moments de cette auto-contradiction qui dans son unité passe par ces deux phases opposées (unité de moments promus à l'autonomie).

[57] On peut, *avec prudence,* se référer ici à la longue construction par Ernst Bloch du concept de « conscience anticipative » (*Le Principe espérance*, *op. cit.*). « Avec prudence » car Bloch fait de la « conscience anticipative » une détermination inhérente à ce qui fait « l'humanité », mais … tous les Grecs n'étaient pas Ulysse. Bloch ne donne jamais de définition de cette « conscience anticipative », le concept est construit par touches sur des centaines de pages. En picorant au long du livre nous pouvons, à nos risques et périls, avancer la conception suivante. « Le simple désir et sa pulsion s'en tiennent au départ à ce qu'ils ont, mais le souhait, avec toutes les visions qu'il se projette, a plus d'ambition. Il n'est jamais satisfait, car rien de ce qui existe ne répond pleinement à son attente. » (p. 64). Il s'agit pour la « conscience anticipative » de « voir bien plus loin que l'horizon donné, de le dépasser, elle n'est pas cet œil statique et contemplatif, mais au contraire un pionnier aux frontières d'un monde qui progresse, bien plus, un élément capital dans le monde en formation » (pp. 155-156). « Le regard tourné vers l'avant est d'autant plus pénétrant qu'il est pleinement conscient. Le rêve qui anime ce regard veut être parfaitement limpide ; l'intuition authentique, se veut nette et précise. Ce n'est que si la raison se met à parler que l'espérance, vierge de toute fraude, recommence à fleurir. Le non-encore conscient doit être *conscient* quant à son acte, conscient de ce qu'il est une émergence ; il doit être *su* quant à son contenu, reconnu comme quelque chose en train d'émerger. Le moment est donc venu de considérer l'espoir, cet authentique affect d'attente dans le rêve vers l'avant, non plus comme une simple émotion indépendante, mais bien comme une fonction utopique, conscience-sue. » (p. 176). « L'espérance consciente-sue n'a rien de mou, une volonté émane d'elle et exige : il doit en être ainsi, il faut que cela soit. Elle est

Si une révolution est le bouleversement de la hiérarchie des instances (conjoncture) et opère toujours sous une idéologie, pour la même raison aucun conflit, aucune contradiction ne sont résolus « par voie de conséquence ». Il faut absolument faire son deuil de la pensée tautologique pour laquelle ces conflits entre les pratiques prolétariennes (diverses en période révolutionnaire), entre les segments du prolétariat, ceux entre les hommes et les femmes, les segmentations raciales, les différences énormes de niveau de développement à l'échelle mondiale, etc., sont de fait, par définition résolus parce que c'est la révolution et que s'ils n'étaient pas résolus ce ne serait pas la révolution (CQFD). Le pire escamotage théorique consiste à construire un système dans lequel la communisation, la révolution, l'insurrection, résout tous les problèmes parce qu'elle est la révolution, la communisation, etc., et que si elle ne résolvait pas ces problèmes elle ne serait pas la révolution, etc. Dans l'interclassisme, même la relation révolutionnaire (théorique et espérons pratique) du prolétariat à la « classe moyenne salariée » (Astarian et Ferro, *Le Ménage à trois de la lutte des classes, classe moyenne salariée, prolétariat et capital*, éd. L'Asymétrie, 2019) ne passe pas par une distinction qui le ferait agir dans *sa pureté telle qu'en lui-même il est*, mais par une absorption de celle-ci dans les mesures de luttes prises par le prolétariat dans sa propre négation et non sa distinction en propre, ce que font ressortir Astarian et Ferro en soulignant les fractures et pratiques diverses qui, dans une période insurrectionnelle, affecteraient cette classe moyenne salariée en lutte (*Le Ménage à trois…*, p. 383).

La révolution c'est précisément l'éclatement de tous ces conflits dans leur spécificité et c'est au travers d'eux, au fil de l'eau, qu'elle

alimentée par l'énergie du souhait et la volonté qui la parcourent, par l'acte intensif visant au dépassement, au surpassement du Donné. Sa condition sine qua non est la fermeté, volonté qui ne tolère pas d'être évincée par quelque Devenu que ce soit ; cette fermeté constitue son privilège. » (pp. 179-180).

avance (ou non)[58]. L'heure solitaire de la dernière instance ne sonne pas et c'est tant mieux.

Bien sûr, s'il n'y avait pas au cœur du mode de production capitaliste, la *contradiction du travail productif*, tout cela ne serait qu'un jeu sans fin et superficiel où la lutte des classes ne serait qu'un jeu de « distinctions » (Bourdieu). Mais aucune « contradiction essentielle » n'existe ailleurs (si ce n'est dans la nécessaire conceptualisation théorique, concret de pensée, et « de pensée » seulement) que *dans les conditions existantes* qui sont ses conditions d'existence[59]. La théorie des rapports sociaux n'est pas l'astronomie, dans la théorie des rapports sociaux la Terre ne pourrait tourner autour du soleil si le Soleil ne tournait pas autour d'elle.

Le « mouvement réel » n'est pas ailleurs, ni derrière, ni dans la science pure, c'est, entre autres choses, dans cette « réalité impossible » (Rancière), la « valeur du travail » et par elle qu'il s'impose. Parler de « dissimulation des rapports de production », c'est poser que le « mouvement réel » diffère de la « réalité », Rancière et Althusser sont alors infidèles à leurs propres thèses de départ (*Lire le Capital*) : chez eux *la réalité demeure double*. Chez eux, le « mouvement réel » est un concept, produit de la pensée, mais les formes de représentations assimilées à la réalité sont un produit de ce mouvement réel qui, pour être cette puissance productive, doit bien alors se situer « quelque part » dans la réalité et, en elle, être différent des formes d'apparition qui seulement le *dissimuleraient*.

Nous sommes ici dans tout ce monde des jeux d'ombre, des personnifications (*persona* en latin c'est le masque de théâtre et par extension le rôle, le caractère) *constituées en sujets* par la mécanique des rapports de production comme étant

[58] Il nous est très difficile d'imaginer l'immense déstructuration sociale que représenterait une période révolutionnaire de communisation, d'imaginer comment les actes d'emparement ou de destruction des lieux de production et d'approvisionnement, du logement, des transports, des services (santé, etc.), les luttes et combats *sous tous leurs aspects* se fraieraient une voie dans et contre l'effondrement de toutes les structures de production et d'approvisionnement économiques et sociales, d'imaginer la somme de conflits et de barbarie dans laquelle le monde serait plongé. (voir *Communisation vs socialisation*, Bernard Lyon, *Meeting* 1, 2004).

[59] Il ne faut cependant jamais perdre de vue que c'est l'abstraction théorique qui dit qu'elle n'existe pas.

nécessairement, à partir d'eux-mêmes, *reproduction* avec la série des métamorphoses que cela implique.

La personnification comme sujet et toutes les métamorphoses des rapports de production sont inhérentes à la constitution des classes et à leurs luttes avec, selon la nature des contradictions historiquement en jeu, les situations particulières et tout le « flou » qui accompagne cette constitution. Mais ce « flou » n'est pas un angle mort de la théorie (un indéterminé au-delà de la structure, un simple « en plus », un « à-côté ») il existe et, il est théoriquement produit et défini par et dans la structure (c'est-à-dire les rapports de production). Ou alors, il faut se contenter du Livre I du *Capital* et considérer que la suite n'est que fioritures. La reproduction est *dans la production* elle-même. Économie et vie quotidienne sont corollaires, dans la situation présente, l'autoprésupposition du capital se trouve prise au piège de sa propre apparence qui a donné à toutes les activités reproductives l'illusion d'être le moment premier de la production. C'est par là, à la suite de la restructuration des années 1970-1980, dans des « illusions », des conflits « marginaux » idéologiques et confus que la vie quotidienne, prise dans sa relation essentielle avec l'économie, la remet en cause comme « dernière instance ». Dans la vie quotidienne, les rapports de production, dans leurs nécessaires métamorphoses, sont pris au piège de leur propre détermination.

Dans la constitution des classes on ne peut pas séparer d'une part, l'historique, le conjoncturel, les aléas sociologiques, géopolitiques, culturels et, d'autre part, le structurel (ou alors seulement comme la nécessité *proprement intellectuelle* de cette construction des classes). C'est le structurel lui-même qui produit, se reproduit, n'existe que dans *ses* manifestations par lesquelles seulement il se *reproduit* dans la lutte des classes. Mais si être une classe est une situation objective donnée comme une place dans une structure, parce que cela signifie une *reproduction* conflictuelle et donc la mobilisation de l'ensemble du mode de production, cela implique une multitude de rapports, qui ne sont pas strictement économiques, dans lesquels les individus vivent cette situation objective, se l'approprient et s'auto-construisent comme classe. Dans les aires centrales du mode de production capitaliste, *l'identité ouvrière* a longtemps masqué cela. L'identité ouvrière n'était pas elle non plus une donnée objective, mais une

pratique ouvrière dans un certain rapport au capital qui le confirmait en son sein par la légitimité des conflits et des revendications. Elle n'était pas un donné englobant de fait et de soi toute la classe, elle s'était constituée en excluant les travailleurs immigrés et les femmes ou au moins instaurant des rapports complexes et conflictuels d'intégration avec eux et elles. L'identité ouvrière était une construction sociale et idéologique de la classe ouvrière, un mouvement dans lequel elle s'auto-construit et est confirmée dans la reproduction propre du capital, dans ses catégories et toutes ses formes médiatisées. Elle opérait sous une idéologie, c'est-à-dire un rapport aux rapports de production qui avait la particularité extraordinaire de se présenter, de façon crédible, comme *directement* conforme aux rapports de production.

La classe et la personne/individu

Si l'on considère la société comme l'ensemble des formes de manifestation avec leurs pratiques et leurs abstractions, *les classes et leurs luttes sont construites également dans cet ensemble constitué comme vécu par un sujet* (vie quotidienne). L'idéologie n'a pas toujours, dans tous les cycles de luttes et toutes les crises, le même rôle clé. La contradiction entre les classes qu'est l'exploitation en se démultipliant dans la reproduction fait que l'idéologie occupe maintenant une position clé inséparable de celle acquise par la vie quotidienne dans le cours de la crise actuelle du mode de production capitaliste tel qu'issu de la restructuration des années 1970-1980. Et l'on ne peut pas faire comme si cela n'avait aucune importance, comme si l'être était ailleurs, dans une pureté inaccessible.

Pour chaque classe, être une classe passe par une médiation, l'autre classe, en tant que classe antagonique : « Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe » (*L'Idéologie Allemande*, p. 93). La spécificité du prolétariat réside en ce que, dans cette contradiction, où il est particularisation de la totalité, il n'est jamais « positivé », la reproduction du rapport social dont il est un terme ne le confirme jamais (d'une part sa propre reproduction – travail nécessaire -- est constamment remise en cause par son contraire – surtravail -- ; d'autre part, en tant que travail il ne se réalise qu'en devenant élément du capital –

subsomption -- activité de son contraire). Quand cette « positivité » existe – programmatisme, identité ouvrière – elle est produite seulement comme un moment du terme subsumant.

Il est dans la nature des rapports de production de ne pouvoir se donner en clair, du fait de leurs métamorphoses nécessaires. Chaque classe se reconnaît dans une idéologie particulière, celle qui est capable de l'unifier et de donner sens à ses luttes. La reconnaissance des sujets entre eux garantie par le « Sujet central » (Althusser), c'est-à-dire « Le Prolétariat » (Charrier), cimente la classe (Gramsci). L'idéologie sous laquelle opère nécessairement la lutte des classes n'est maintenant qu'une variante de l'idéologie dominante. Pour l'instant, l'identité ouvrière a été la dernière dérivation de l'idéologie dominante qui, à l'intérieur de cette dernière, lui demandait des comptes en se constituant en idéologie particulière. Il n'y a plus maintenant d'idéologie prolétarienne venant envelopper la vie quotidienne. Sous quelle idéologie en tant que discours, se construit et se reconnaît actuellement le prolétariat ? Cette autoreconnaissance, expression de son existence, c'est maintenant le mépris porté à son existence actuelle accompagnant le respect condescendant porté à son existence passée. Le discours « particulier » qui assure le « ciment » à l'intérieur des formes idéologiques dominantes consiste pour le prolétariat à mépriser et à haïr le « *mépris* de son existence ». Et, au-delà de ce mépris, à retourner contre lui une fierté de son utilité sociale même si cette dernière n'est plus le tremplin de son affirmation.

Au travers de ce qu'il se passe dans la vie quotidienne, quand le prolétariat se cimente à l'intérieur des formes idéologiques dominantes qui sont l'expression et le *mépris* de son existence, arrive-t-on à la fin d'un cycle de la pratique politique de la bourgeoisie ? Une situation où cette pratique politique est si parfaitement efficace qu'elle en devient dangereuse pour elle-même en se mordant la queue, *ne pouvant produire une idéologie dominée à l'intérieur d'elle-même* ce qui, entre autres, met en péril la représentation politique.

Pour le prolétariat, sa propre existence de classe, en contradiction avec la classe capitaliste, est simultanément posée comme une aliénation (caractère étranger) et ne peut être abolie que dans la lutte en tant que classe contre l'autre classe.

Poser son existence de classe comme une aliénation et lutter en tant que classe sont un seul et même mouvement, ce mouvement c'est celui de la lutte de classes. La spécificité du prolétariat dans sa lutte contre le capital ne consiste pas à abandonner une nature de classe qu'il faudrait dépasser ou remettre en cause pour libérer une action effectuée à titre humain ou, plus trivialement libérer la personne du prolétaire. Cette existence comme « personne » est inhérente à son existence de prolétaire. Il n'est « personne » que dans la « liberté » de se vendre[60].

Si être un individu particulier ce n'est pas être une personne qui s'aliène dans son appartenance de classe, qui s'y confond ou non, c'est bien cependant avoir toujours *un rapport extérieur à soi-même dans son appartenance de classe*, car c'est là le processus même par lequel chacun est une particularisation de la communauté. Dans le cas du prolétariat cela revient à lutter contre ses conditions d'existence, à ne pouvoir rester ce que l'on est.

L'appartenance de classe n'est pas en soi une aliénation par rapport à un individu isolé, une personne, qui devrait se définir, ou non, comme socialement membre d'une classe. L'appartenance de classe, être un individu particulier, est une aliénation dans la mesure où c'est nécessairement poser la classe antagonique, la séparation d'avec la communauté, comme sa propre définition

[60] « Le travailleur est posé formellement comme une personne qui existe pour soi, *en dehors de son* travail et aliène sa vie comme moyen de sa propre vie. Tant que le travailleur est lui-même une *valeur d'échange,* il ne peut exister de capital industriel, c'est-à-dire développé... » (Marx, *Grundrisse*, éd. 10/18, T. 2, p. 69). Voilà pourquoi le travailleur est au départ "pour lui", parce qu'il n'est pas lui-même une valeur d'échange. Cette « personne formelle » c'est l'échangiste, dont l'apparition comme personne formelle est indispensable à la reproduction du rapport capitaliste, mais dont le véritable rapport au capital n'est pas dans son existence de personne formelle, mais d'ouvrier posé dans un rapport de classe avec le capital. En parlant des conditions du capital, Marx écrit : « La première condition est l'abolition du système esclavagiste et du servage. La force de travail vivante est propriétaire d'elle-même et dispose dans l'échange de ses propres forces. Des *personnes* [souligné par nous] se font face. Formellement, leur rapport est libre et égal, comme celui de tout échangiste. *Il s'avère que c'est là une illusion et une mystification* [souligné par nous] ; on le constate dès que l'on quitte la sphère strictement économique. [...] L'ouvrier libre vend son activité particulière à un capitaliste particulier, auquel il fait face comme individu indépendant, mais il est clair que tel n'est pas son véritable rapport avec le capital proprement dit, c'est-à-dire avec la classe des capitalistes. Néanmoins, en ce qui concerne sa personne particulière et réelle, il voit s'ouvrir devant lui un vaste champ pour le choix et l'arbitraire, bref pour une liberté formelle" (*Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t. 1, p. 428).

d'être de la communauté. Il résulte de cela que, si comme le développe Marx dans plusieurs passages de *L'Idéologie Allemande*, la classe devient indépendante à l'égard de l'individu, cela ne pose pas un individu autre que l'individu particulier, un individu autre que membre d'une classe qui s'opposerait à son appartenance de classe à partir de quelque chose d'autre qu'il serait, cette indépendance n'existe que dans le rapport, la lutte entre les classes. Cette indépendance est un moment nécessaire du mouvement même de la particularisation (mouvement qui possède des contenus différents selon qu'il s'agit du prolétariat ou de la classe capitaliste).

Le caractère indépendant de la classe n'a pas pour le capitaliste, le même contenu que pour le prolétaire. Pour ce dernier ce contenu réside dans le fait qu'il ne peut rester ce qu'il est (n'étant jamais confirmé dans la reproduction réciproque du travail et du capital), pour le capitaliste il s'agit à l'inverse de devenir sans cesse classe contre le prolétariat, de faire en sorte que, sans cesse, capital et travail se retrouvent dans un rapport tel qu'ils puissent à nouveau se rencontrer, et que le second puisse valoriser le premier.

« Appartenance à la communauté comme séparation d'avec celle-ci » ; « constante non confirmation » ; « propre existence de classe passant par la médiation d'une classe antagonique *qui détient les conditions mêmes de sa reproduction* » : ce sont de bien belles abstractions, elles sont vraies, mais c’est avant tout la vie quotidienne du prolétaire : la contrainte au travail, le passage obligatoire et inutile à Pôle emploi, la liste d’attente pour le logement, la queue chez Lidl, les petites et grandes humiliations dans les services publics, les « embrouilles conjugales », la comptabilité permanente des dépenses, la bousculade dans le métro, le contrôle des flics, l’attente aux urgences, le passage au « contrôle technique », la convocation comme parents par le principal du collège, etc. Si l’exploitation et sa reproduction sont présentes dans tous ces rapports, elles sont présentes comme vie quotidienne, c’est-à-dire selon toutes les déterminations inhérentes à la vie quotidienne, celles de l’individu, du sujet, des formes d’apparition, etc., mais à moins d’attendre une apparition épiphanique du prolétariat et de la lutte de classe, ce n’est pas plus mal.

Pour les « sujets » conscients, libres, indépendants etc., partout il y a des règlements, des codes, des lois, qui leur disent tous les jours, à chaque moment, dans chacun de leurs actes, qu'ils ne sont pas les sujets que la propre existence de ces règlements et de ces codes suppose qu'ils sont. Ce qui fait cela ce ne sont pas des vapeurs idéologiques dans lesquelles nous baignerions, ce sont des lois, des contraintes, des fiches de paye, des assurances, une police, une justice, des tribunaux. Il y a des tribunaux du travail et de la location, comme de la famille, de l'amour et de la conjugalité. Partout, des assistant.e.s sociales et des psychologues, partout un.e. vigile qui surveille le caddie et les files d'attente à La Poste.

On se révolte alors contre « sa » vie quotidienne en la voulant, comme le Gilets Jaunes, ce qu'elle ne peut pas être. On peut apercevoir avec l'épidémie de Covid-19 que ce qui « allait de soi », devenant des injonctions étatiques, perdait son évidence routinière, cette reproduction semblable à celle des saisons comme disait Marx. Il apparaît que la vie quotidienne et son sujet renfermaient une contradiction qui n'avait pas le même contenu selon les positions de classes. *A suivre…*

Le Covid-19 et la vie quotidienne au grand jour[61]

A nouveau, repartons de cette proposition : « Ce n'est qu'au XVIIIème siècle, dans la "société bourgeoise", que *les divers liens sociaux apparaissent à l'individu comme de simples moyens pour atteindre ses buts particuliers*, comme une *nécessité extérieure* (nous soulignons). Pourtant, l'époque qui crée cette conception de l'individu isolé est justement celle où les rapports sociaux (devenus généraux à ce niveau) ont atteint leur plus grand développement. Au sens le plus fort l'homme est un animal politique ; il n'est pas seulement un animal social, mais encore un animal qui ne peut s'individualiser que dans la société. » (Marx, *Introduction de 1857,*

[61] Posons en préalable que toute « catastrophe naturelle » ne met jamais en lumière que des déterminations des rapports d'exploitation. Autrement dit, dès que la « nature » apparaît dans le rapport d'exploitation, on est tout de suite contraint de ne plus en parler. On n'a pas le choix des termes en jeu.

in *Fondements de la critique de l'économie politique,* éd. Anthropos, 1969)[62].

L'individu isolé ne vient pas refléter et masquer de véritables rapports de classes. Il n'y a pas dans le mode de production capitaliste de classes en dehors, en dessus ou en dessous de ces individus isolés. Dans le mode de production capitaliste, les rapports sociaux que les individus définissent entre eux apparaissent comme rapports entre individus. Mais ces rapports sociaux n'existent en tant que tels qu'en apparaissant ainsi, qu'à partir du moment où ils sont rapports entre des individus « isolés », ainsi *ils apparaissent ce qu'ils sont* : une non immédiateté sociale de l'individu, c'est-à-dire des rapports de classes. L'individu « isolé » ne masque rien. C'est tout le rapport social entre des classes qui est précisément sa propre transposition en rapports entre des individus « isolés », individu « isolé » dont la forme sociale s'étend jusqu'à ce que nous avons appelé par ailleurs (dans d'autres textes) l'individu singulier.

Mise à jour et complotisme

Dans la crise du Covid-19, cet individu (comme personne et sujet) tel qu'allant de soi a éclaté. La situation de sujet libre, conscient, volontaire, etc., revient comme une contradiction sur elle-même. Les multiples formes de révoltes ne peuvent être que confuses dans la mesure où elles renvoient à la propre incompréhension du sujet vis-à-vis de lui-même. Que l'individu n'était pas ce qu'il prétend être, cela existait déjà, mais tout finalement *allait de soi* de par « l'*éducation*, la *tradition* et l'*habitude* ». Il est vrai qu'il a pu y avoir d'autres moments de contrôles de la circulation comme, en France, pendant l'occupation allemande, ou pendant la guerre d'Algérie pour les « Français musulmans », mais ces contrôles et contraintes n'étaient qu'un

[62] La thèse exposée ici est suffisamment importante pour donner également la traduction des ed. Sociales, *Grundrisse* 1980. « Ce n'est qu'au 18e siècle, dans la société civile-bourgeoise, que les différentes formes de l'interdépendance sociale se présentent à l'individu comme un simple moyen de réaliser ses buts particuliers, comme une nécessité extérieure. Mais l'époque qui engendre ce point de vue, celui de l'individu singulier singularisé, est précisément celle où les rapports sociaux (et, de ce point de vue, universels) ont atteint le plus grand développement qu'ils aient connu. L'homme est, au sens le plus littéral un animal politique, non seulement un animal sociable, mais un animal qui ne peut se constituer comme individu singulier que dans la société. »

aspect (si l'on peut dire) d'un conflit qui était autre, ils n'étaient pas eux-mêmes l'objet du « conflit ». Le contrôle, durant les premiers temps du Covid, ne vise pas autre chose que lui-même au nom de la « santé publique ».

Il est sûr qu'il fallait des mesures de protection mutuelle impliquant une certaine « distance sanitaire » (le gouvernement français a rapidement changé l'appellation « distance sociale » – parfaitement trop adéquate – en « distance sanitaire ») et des précautions de contact, évidemment ce ne pouvait être (dans cette période) que l'Etat qui organise et détermine les pratiques et les normes de santé[63]. Se fondant sur une nécessité « technique », avec l'équivalent d'un « Conseil de défense » de temps de guerre, l'Etat a fixé les normes, les règles, les interdictions selon des critères changeant au grès de la saturation des services hospitaliers, des nécessités économiques et de la valeur marchande d'une vie humaine variable selon sa classe, son sexe, son origine, son inscription géographique.

Toute la routine de la servitude et des humiliations quotidiennes s'est trouvée redoublée d'injonctions la rendant visible et nécessitant de pratiquer volontairement ce qui allait sans dire. Il est vrai qu'après avoir affirmé que « la contingence des conditions d'existence pour l'individu n'apparaît qu'avec la classe [ici il s'agit de la société de classes en général, distinguée de la société d'ordres, et non d'une classe particulière, nda] qui est elle-même un produit de la bourgeoisie », Marx et Engels écrivent dans *l'Idéologie allemande* que : « C'est seulement la concurrence et la lutte des individus entre eux qui engendrent et développent cette contingence en tant que telle. Par conséquent, dans la représentation, les individus sont plus libres sous la domination de la bourgeoisie qu'avant, parce que leurs conditions d'existence leur sont contingentes ; en réalité, ils sont naturellement moins libres parce qu'ils sont beaucoup plus subordonnés à une puissance objective. » (*op. cit.*, éd. Sociales, 1968, pp. 94-95).

Quand cette subordination se donne clairement, *c'est la routine, la « normalité » qui d'un coup deviennent problématiques*. Cela ne signifie pas une attaque des conditions de la normalité mais plutôt une revendication de l'ancienne liberté routinière de l'individu sujet. Cela n'empêche que plus rien ne se passe comme avant,

[63] Pendant les années 1970 divers mouvements post 68 ont essayé de créer des pratiques sanitaires et de soin autogérées, sans grand succès, si ce n'est le MLAC.

même l'« autre » le plus proche est considéré comme un danger : l'« individu isolé » *s'isole,* se replie et la routine qui a pour vocation de ne jamais apparaître en clair devient une série de contraintes et d'obligations expresses. Faire société en tant même que « société d'individus isolés », fait problème. La reproduction qui fait société, ce que l'on appelle simplement le « lien social » (fruit naturel de la subsomption) est mise à mal. Contrairement à ce qu'écrit Foucault (voir infra), il y a les « bons » et les « mauvais », quelles que soient les « bonnes » ou les mauvaises » raisons des uns et des autres. Les « bons » ce sont ceux que l'État définit comme tels, avec dans le cadre du travail la succession des ordres et des contre-ordres qui n'ont aucun sens. Les « bons » et les « mauvais » ne font pas une contradiction de classes, mais c'est ici et maintenant, comme cela que les rapports constituant et renouvelant l'exploitation sont *vécus*. Cela jusque dans l'intimité biologique de l'individu là où, « en dernière instance »[64], il existe en tant que tel et pour lui-même. Il n'est pas sans importance, en outre, que cet éclatement du fonctionnement de l'individu se passe sur le mode sanitaire. Face à la « santé », toute revendication ou protestation devient radicalement illégitime ; même si tout le monde sait très bien que derrière la santé il y a la menace de la saturation des services hospitaliers et l'économie.

On peut ici, avec précaution[65], se référer à quelques analyses de Foucault dans *La Volonté de savoir* (Foucault, *op. cit*, éd. Gallimard, 1976) :

« …le pouvoir s'est donné pour fonction de gérer la vie. » (p. 180) ; « le pouvoir s'exerce et se situe au niveau de la vie, de l'espèce, de la race et des phénomènes massifs de population. […] son rôle majeur est d'assurer, de soutenir, de renforcer, de multiplier la vie et de la mettre en ordre. » (idem, pp. 180-181).

« Concrètement, ce pouvoir sur la vie s'est développé depuis le XVII[e] siècle sous deux formes principales ; elles ne sont pas

[64]L'expression est ici une plaisanterie.

[65] La « microphysique du pouvoir » que développe Foucault définit un pouvoir sans possesseur, sans « supérieurs » et « inférieurs », à la limite sans activité répressive, le pouvoir serait efficace d'une façon quasi autonome par sa simple capacité de classer, analyser, individualiser. En outre, dans un processus tautologique, l'idéologie devient sa propre raison d'être en ce qu'elle assure la reproduction de la société qui la fonde.
On peut ranger également sous cette critique la théorie des « Champs » et celle de l'« habitus » chez Bourdieu, qui ont explicitement pour fonction de supprimer la « détermination en dernière instance ».

antithétiques ; elles constituent plutôt deux pôles de développement reliés par tout un faisceau intermédiaire de relations. L'un des pôles, le premier, semble-t-il, à s'être formé, a été centré sur le corps comme machine : son dressage, la majoration de ses aptitudes, l'extorsion de ses forces, la croissance parallèle de son utilité et de sa docilité, […]. Le second, qui s'est formé un peu plus tard, vers le milieu du XVIII[e] siècle, est centré sur le corps-espèce, sur le corps traversé par la mécanique du vivant et servant de support aux processus biologiques : la prolifération, les naissances et la mortalité, le niveau de santé, la durée de vie, la longévité avec toutes les conditions qui peuvent les faire varier ; leur prise en charge s'opère par toute une série d'interventions et de *contrôles régulateurs : une bio-politique de la population* [souligné dans le texte]. Les disciplines du corps et les régulations de la population constituent les deux pôles autour desquels s'est déployée l'organisation du pouvoir sur la vie. » (*idem*, pp. 182-183).

« Ce bio-pouvoir a été, à n'en pas douter, un élément indispensable au développement du capitalisme ; celui-ci n'a pu être assuré qu'au prix de l'insertion contrôlée des corps dans l'appareil de production et moyennant un ajustement des phénomènes de population aux processus économiques. » (*idem*, p. 185).

« Pour la première fois sans doute dans l'histoire, le biologique se réfléchit dans le politique. » (*idem*, p. 187).

« Inutile d'insister non plus sur la prolifération des technologies politiques, qui à partir de là vont investir le corps, la santé, les façons de se nourrir et de se loger, les conditions de vie, l'espace tout entier de l'existence. » (idem, p. 189).

Malgré la critique générale que nous pouvons faire de la démarche de Foucault, on pourrait être d'accord avec les analyses présentées ici, sauf que *tout cela fonctionne tant que cela n'a pas à être mis au jour* et c'est là la limite de la bio-politique foucaldienne, que révèle le Covid-19.

« Un pouvoir qui a pour tâche de prendre la vie en charge aura besoin de mécanismes continus, régulateurs et correctifs. Il ne s'agit plus de faire jouer la mort dans le champ de la souveraineté, mais de distribuer le vivant dans un domaine de valeur et d'utilité. Un tel pouvoir a à qualifier, à mesurer, à apprécier, à hiérarchiser, plutôt qu'à se manifester dans son éclat meurtrier, *il n'a pas à*

tracer la ligne qui sépare, des sujets obéissants les ennemis du souverain [nous soulignons] ; il opère des distributions autour de la norme. Je ne veux pas dire que la loi s'efface ou que les institutions de justice tendent à disparaître ; mais que *la loi fonctionne toujours davantage comme une norme* [idem], et que l'institution judiciaire s'intègre de plus en plus à un continuum d'appareils (médicaux, administratifs, etc.) dont les fonctions sont surtout régulatrices. » (*idem*, pp. 189-190).

Mais, dès que la routine se brise sur ce qu'elle doit elle-même assumer et vouloir, le « pouvoir » doit tracer « la ligne qui sépare, des sujets obéissants les ennemis du souverain ». Quand la routine ne va plus de soi, c'est la légitimité des injonctions étatiques et de la « norme » qui ne vont plus d'elles-mêmes[66].

Dans le mode de production capitaliste, la population n'est pas un fait de « nature », sa production, reproduction, gestion, et les catégories qui la constituent sont le produit de rapports de classe et de genre qui en structurent la mise en forme et l'évolution. Cette population n'existe socialement et ne se reproduit que comme fonction du capital. Il n'y a pas de substrat intact ou pur pouvant servir de préfiguration de quoi que ce soit, il n'y pas de bonheur ou de souffrance, de bonne santé ou de maladie, de manière de vivre *ou de mourir* qui puissent se comprendre autrement que comme une expression de ces rapports de classe et de genre. Il faut ajouter, vu le sujet, que cette expression sans cesse renouvelée -- car produit historique -- du rapport de classe et de genre existe dans le quotidien de la pensée et de l'action pour toutes les classes, et encore plus à l'insu (mais « de leur plein gré ») de ses acteurs pour ce qui concerne les classes dominantes ou supérieures.

Cette reproduction n'est pas une mécanique idéale et froide des rapports de production mettant en mouvement ses propres matériaux idéaux. Les rapports de classe et de genre comme rapports de production ne se donnent pas en clair, ils existent dans une complexité qui peut être comprise conceptuellement comme un

[66]Rien à voir avec le sujet, mais pour le plaisir des mots :
« - Il a dit : "il faut être moderne !"
- Je parie dix francs qu'il t'a parlé de la "routine".
- Qu'est-ce que c'est ?
- Un mot de la ville … La routine, ça veut dire ce que les vieux nous ont appris, et d'après eux, il faut tout foutre en l'air, parce que c'est pas moderne, et que maintenant on a inventé des miracles …
- Peut-être que c'est vrai ?
-De la pure couillonnade, dit le Papet … » (Marcel Pagnol, *Jean de Florette*).

déploiement dynamique des catégories de l'exploitation (rapport surtravail / travail nécessaire) sur tous les pans de l'existence que le mode de production capitaliste met en mouvement de par son caractère total. Ainsi la population est produite et existe bien sûr dans les rapports de production à proprement parler, mais, par là, dans l'existence quotidienne à travers laquelle se constitue la (re)production du rapport d'exploitation dans son ensemble comme condition d'existence de ces rapports de production stricts (à travers idéologies, pensées, affectivité, sociabilité, loisirs, santé, rapport à l'habitat, nourriture, symptômes, inscription institutionnelle, 1 ou 2 sur la carte de sécu., etc…).

Si tous les Etats, quelles que soient les politiques (adoptées-supprimées-réadoptées, etc.), *ont paru* naviguer à vue[67] et ont pris des mesures plus ou moins différentes face à une situation plus ou moins inédite, surtout dans les pays centraux du capitalisme là où les épidémies meurtrières n'étaient plus qu'un souvenir historique (si ce n'est le Sida, mais que l'on n'attrape pas en croisant quelqu'un dans un bistrot sans plus d'affinités), c'est que leurs critères *rigoureux* de gestion de la pandémie devaient être quotidiennement ajustés à une situation évaluée par ces mêmes critères et, selon les choix dictés et faits sur la base de ces critères, l'évolution de la pandémie devenait alors à peu près prévisible selon les nécessités sociales, économiques et hospitalières.

« A posteriori, certaines décisions politiques dans la gestion de la crise pandémique du Covid-19 ont pu sembler socialement et économiquement irrationnelles. Il parait en effet difficile de justifier aujourd'hui la communication sur la non-dangerosité du virus, la suppression des réserves de masques de protection, l'absence de dépistage massif ou encore la mise en place tardive de mesures de confinement. Le sentiment d'incohérence de ces choix politiques pousse un nombre conséquent de personnes à envisager le complot comme forme possible d'explication. Au contraire, ces choix relèvent d'un processus rationnel inhérent au fonctionnement du système économique actuel basé sur la rentabilité statistique. Au-delà de l'incompétence particulière de certains personnels politiques, pénétrer le fonctionnement des indicateurs statistiques

[67] « "Nous sommes en guerre". Quatre jours après une première intervention télé, Emmanuel Macron a durci le ton, hier, alors que le nombre de cas explose dans le pays. S'il a tenu à rassurer, il a aussi rappelé chacun à ses responsabilités et ordonné "au moins quinze jours" de confinement. Ajoutant "Beaucoup de certitudes, de convictions sont balayées"» (*La Provence*, mardi 17 mars 2020).

nous permet de nous rendre compte de leur faible lien avec la réalité sociale qu'ils prétendent représenter sous forme modélisée. Pourtant, ils demeurent l'élément principal utilisé pour orienter les choix des décideurs publics ainsi que pour établir les protocoles standardisés guidant chaque tâche. L'utilisation de ces éléments a eu un impact décisif dans les choix de gestion de cette pandémie. Donnant l'illusion de fonctionner tant bien que mal en temps normal, les périodes de crise comme celle de la pandémie du Covid-19 soulignent les contradictions internes liées au fonctionnement du système économique actuel. […] Le sujet de cet article n'est pas de souligner l'aspect moralement et socialement discutable de l'application de critères de rentabilité aux êtres humains ou au secteur de la santé, mais de montrer comment ces indices d'évaluation peuvent induire des politiques qui, même selon les critères économiques capitalistes, sont absurdes. » (*Critères de rentabilité, Covid-19 et réification de la maladie*, Benjamin Lalbat aka Ben Malacki, *sur le net*)[68].

Ce qui importe c'est l'arrogance des Etats vis-à-vis de ce qui est pourtant leur société comme société civile. Les individus de cette société civile ne peuvent plus répondre à l'appel, ou rechignent à le faire, parce que l'État les interpelle de façon illégitime par rapport à ce qu'ils sont vis-à-vis de l'État lui-même : la routine est brisée. « Rechigner »[69] ne signifie pas rentrer dans une lutte frontale ni

[68] Pour plus de détails sur les critères d'évaluation statistique des politiques de santé : voir (sur internet) le QALY (Qualited Adjusted Life Years) : est-ce qu'il devient trop cher de soigner quelqu'un ? ; ou le DALY (Disability Adjusted Life Years) : comment déterminer le prix d'une maladie pour la société. Il est vrai, comme on dit, qu' « ils nous préfèrent en bonne santé que malades », mais ce n'est là qu'une détermination secondaire. Ce qu' « ils » préfèrent c'est qu'on soit productif, au risque de la santé (les accidents du travail n'ont jamais suscité une grande émotion). L'arbitrage principal est entre être productif et la perte que représente la maladie, un arbitrage entre profits et risques, tout dépend des besoins qu' « ils » ont de nous selon le marché du travail et, à l'intérieur de celui-ci, notre état ou notre âge, ainsi que du prix de cette « santé » par rapport à ce que son sacrifice peut rapporter ou économiser par ailleurs. Et tout cela se chiffre.

[69] Pour « rechigner, *Littré* donne un sens physique et moral : « Donner des marques de refus, de dégoût, d'aversion, par une grimace qui porte principalement sur la lèvre » (c'est le sens étymologique), et donne comme exemple « Le malheureux mange un ail et rechigne ainsi que fait un chat. Dont les morceaux sont frottés de moutarde » (La Fontaine). *Le Robert* abandonne toute expression physique de la chose pour ne conserver que : « Témoigner de la mauvaise volonté pour ». En ce qui concerne la « bonne volonté », il est apparu qu'elle était très variable selon les milieux géographiques et les conditions sociales, la Seine-St-Denis est arrivée en tête des contraventions infligées pendant le premier confinement.

même ne pas accepter de « jouer le jeu », mais de le faire à contrecœur (parfois, comme aux Etats-Unis, pour des motifs politico-religieux) tout en en reconnaissant, plus ou moins, la nécessité. Quels que soient les motifs de rechigner (et nous verrons qu'aux quatre coins du monde les actions sont allées au-delà du simple « rechignement »), quand ce qui doit aller de soi devient un ensemble de règles *explicites* auxquelles il faut se soumettre en les avalisant, il apparaît que soumettre les actes de la routine à des injonctions (si ce n'est des injections) permanentes et contradictoires est une contradiction dans les termes.

« C'est hypocrite et dégueulasse de prendre au piège des collègues. […] Il y a un an on nous demandait de venir travailler même si on avait le Covid. En dessous de 38,5 de fièvre, c'était bon, c'était pas grave, on avait des sacs-poubelles et le même masque toute la journée ? Et là on nous dit qu'on ne peut plus travailler si on n'est pas vacciné ? On nous stigmatise, comme si c'était notre faute, le Covid en maladie nosocomiale. […] On nous dit que c'est pour ne pas voir l'hôpital engorgé, mais pourquoi on n'investit pas plutôt dans des soignants et des lits. […] Une autre infirmière est "écœurée" par ce chantage, j'ai eu envie de poser ma blouse, pas que pour ça, mais c'est la goutte d'eau dans un vase bien rempli » lâche-t-elle rappelant la « "pression constante" avec le manque de lits et de personnels, les grèves "jamais prises au sérieux" ». » (« Vaccin : des soignants expliquent leur réticences », *Le Monde*, 22 juillet 2021). Dans cet hôpital, comme ailleurs, à ce moment-là un fossé sépare les professions de santé, les médecins étant déjà en grande partie vaccinés (à 76 %), quand les infirmiers et les aides-soignants le sont beaucoup moins (46 %).

On peut dire que la situation créée par le Covid-19 ne fait qu'accélérer les tendances préexistantes et que ce sont les plus pauvres qui sont les plus atteints. La spécificité de la situation est alors laissée de côté dans sa spécificité même. L'important serait de montrer comment ces tendances en cours sont re-composées spécifiquement (on pourrait même se passer du « re » devant « composées » dans la mesure où nous disons qu'il s'agit de « tendances en cours ») et ne pas se contenter de dire que le Covid accélère les choses ou ne fait que les révéler.

« Les nouvelles mesures sanitaires annoncées par le président de la République lors de son allocution du 12 juillet 2021 vont contribuer à renforcer les inégalités territoriales, générationnelles

et sociales. […] nous ne partons pas tous égaux face à ces mesures. […] les 75 ans et plus sont 78,7 % à avoir finalisé leur parcours vaccinal, contre 29,2 % les 20 à 39 ans. […] Les départements les plus pauvres sont ceux où la population est la moins vaccinée. Les classes populaires sont celles qui ont à la fois le moins accès à la vaccination et le plus de doutes sur cette dernière. […] Les inégalités entre territoires, générations et classes sociales existent indépendamment du passe sanitaire, mais ce dernier les accentue [et leur confère une forme et une appréhension particulière dans les termes mêmes de l'épidémie, nda]. Dans son discours, Emmanuel Macron a symboliquement donné le droit aux personnes âgées et aisées à aller au cinéma et au café, et l'a refusé aux jeunes adultes des classes populaires. […] Dans ce même discours, Emmanuel Macron a rappelé qu'il voulait faire avancer la réforme de l'assurance-chômage et remettre en place celle des retraites, deux projets qui pénalisent largement les classes populaires et les plus jeunes. […] Le passe-sanitaire ne ruissellera pas des uns aux autres. Le ruissellement ne masquera pas les insuffisances criantes de la gestion gouvernementale de l'épidémie ni la violence sociale qui en résulte depuis mars 2020 et qui est encore à l'œuvre dans ces dernières mesures annoncées. ». (« Le passe-sanitaire obligatoire, une triple injustice », *Le Monde*, *idem*). Les quartiers pauvres des principales villes demeurent les territoires les moins vaccinés, selon *Le Monde* du 15/12/21 : « Au moins 30 % de la population reste "*à vacciner*" dans ces communes – jusqu'à 44 % dans les quartiers nord de Marseille. ».

Dans les luttes, comme celles en Guadeloupe ou à Trieste, nous sommes, bien que la chose existe, bien au-delà du « complotisme anti-vax ». Si la crise du Covid fait éclater les termes de la contradiction constitutive de l'individu du mode de production capitaliste, cela reste dans les termes de cette contradiction sans les remettre en cause. Cela ne va pas plus loin : inutile de greffer là-dessus des « le prolétariat ne pourra que … » et autres déductions. La routine n'allant plus de soi, les contradictions de l'individu sont révélées. Mais cette révélation n'est pas identique selon les classes et selon le genre (les violences conjugales ont augmenté pendant les périodes de confinement et les femmes sont surreprésentées dans tous les métiers liés à la personne).

Aucun Etat, aucune bourgeoisie ne foutra en l'air son économie (déjà pas brillante) dans le but de renforcer le « contrôle » et

« l'asservissement » de la population ou pour favoriser les laboratoires et autres Gafam. A la limite cela peut être une opportunité, mais à manipuler avec d'extrêmes précautions par cette classe dominante, pour en éviter les effets pervers sur le travail, la production générale, la reproduction de la force de travail, la circulation, la consommation et de façon globale la vie sociale quotidienne qui nourrit le mode de production. Malgré tout, à ses débuts, en France et en Europe occidentale, la forme dominante de cette révélation a été le discours complotiste porté par une partie des classes moyennes éduquées. Dans le cadre de la pandémie présente, la colère d'inspiration complotiste a comporté plusieurs temps :

1- La colère contre certaines mesures sanitaires prises par les gouvernements et vues comme liberticides. Ces mesures sont : le port du masque – de surcroît pour les enfants, la fermeture des commerces « non essentiels » avec la critique molle de la division essentiel/non essentiel, les réglementations des déplacements, le flicage au travers des attestations, la mise en place de l'application du gouvernement *Stop Covid* et autre version, la mise sur la touche des chercheurs mettant en cause les stratégies gouvernementales contre l'épidémie, la mise en place d'un *Conseil de défense* et d'un état d'urgence pour ne pas en passer par l'Assemblée nationale, les couvre-feux, la perspective d'une obligation vaccinale au nom de la liberté de se soigner mais en même temps la critique du refus des autorités médicales de délivrer systématiquement l'hydroxychloroquine et autres traitements antibio parfois utilisés, notamment aux USA[70].

2- Cette colère crée des rapprochements avec toute une série de sources d'informations, d'intellectuels et de chercheurs divers et variés dont le point commun est de donner un point de vue dissonant mais revanchard vis-à-vis des intellectuels *mainstream*.

3- L'explication par une volonté délibérée du gouvernement d'asservir les gens à travers des mesures dites liberticides et de les rendre serviles par la peur coagule tous les éléments disparates. La peur devient de manière générale l'émotion la plus raillée et la plus avilissante pour ceux qui « n'ont pas peur du Covid ».

[70] La visite de Macron au professeur Raoult à Marseille est demeurée sans suite. Aux Etats-Unis, la stratégie gouvernementale au niveau fédéral a été beaucoup plus fluctuante.

4- La conclusion est que le gouvernement et les lobbies forment une clique surpuissante qui parvient à mener en bateau les populations abruties par la peur avec un virus qui existe à peine, à manipuler les chiffres, à mettre à l'arrêt l'économie dans le simple but d'asservir les populations dès lors tout juste bonnes à engraisser l'industrie pharmaceutique.

Or,

- cet attachement et cette promotion de ces libertés individuelles,

- ce réflexe d'asseoir la légitimité d'un point de vue par la référence à un monde d'intellectuels plus ou moins en place, mais toujours couverts de titres plus prestigieux les uns que les autres,

- cette mise en avant de l'asservissement de tous et de la peur qui les tient et à quoi cette avant-garde éclairée parvient à échapper pour porter vaillamment et contre tous les dangers la parole libre et non masquée,

- et enfin cette vision de la population comme simple chair à pâtée consommatrice d'un quelconque lobby industriel médiatique et pharmaceutique.

Tous ces éléments viennent violemment indiquer à quel point cette pensée ne peut que venir d'une catégorie de la population dont l'existence tient tout entière dans sa capacité à produire et reproduire *une partie* de l'idéologie capitaliste en la prenant au pied de la lettre. C'est-à-dire dans une version conforme et non contradictoire à sa propre existence qui renvoie à la place occupée dans les rapports de production.

Le vécu de cette catégorie quant à son inscription sociale c'est :

* Un rapport non contradictoire avec la liberté individuelle dont ils jouissent. Leur inscription dans la communauté du capital comme société capitaliste est telle que leur existence d'individu isolé n'est pas contradictoire avec sa dépendance à cette communauté car cette dépendance n'existe pas avant tout comme une contrainte violente mais spontanément comme partie prenante, comme une solidarisation totale avec ses institutions (voir plus loin sur les organes de l'appareil d'Etat). C'est l'individu isolé de la liberté et du choix que l'on a ici et non l'individu isolé dont la liberté de choisir se retourne immédiatement au pire, en errance, désaffiliation, précarité.

* Une vision normative de la société comme devant faire la promotion du libre épanouissement individuel, à travers la liberté

éducative, la liberté sanitaire, la liberté alimentaire, la liberté artistique, avec au pire une intervention de l'État réduite au minimum sur ces terrains qui sont ceux qui leur permettent de se reproduire en tant qu'individu isolé conforme à l'idéologie capitaliste. Car c'est bien l'idéal capitaliste qui renvoie à sa prise en charge privée la reproduction des travailleurs, c'est même le fondement de la vie quotidienne. Sauf que, pour le prolétariat, cette prise en charge privée ne marche pas, pour les classes supérieures non plus mais là elle s'appuie sur la *possibilité* d'un libre arbitre réellement vécu. C'est grâce à cette assurance et à cette homogénéité sans reste de la reproduction que cette pensée peut dénoncer l'intervention de l'État comme un système totalitaire et mensonger.

Ce libre épanouissement de l'individu dans la société fait face à l'appartenance de classe comme contrainte intériorisée (tel individu, telle société) qui est effectivement liberticide dans son fondement contractuel d'achat-vente de la force de travail libre. C'est ainsi que le chantage de retirer ses enfants de l'école, ou de s'opposer à une politique sanitaire, n'existe que pour des gens dont l'affiliation sociale est non seulement garantie dans les faits mais aussi dans l'adhésion pleine à l'idéologie du contrat social capitaliste et dans la fonction qu'ils ont de ciment dans la reproduction des rapports sociaux capitaliste. Certains peuvent se permettre de menacer de retirer leurs enfants de l'école quand d'autres savent que les remparts à une mise au ban de « l'école républicaine » s'amenuisent par manque de moyens, de maîtrise de la « carte scolaire » et/ou au travers du passage des « politiques d'intégration » à celles luttant contre la « radicalisation » et le « séparatisme ».

Il faut avoir un certain rapport à l'existence pour prétendre que la peur est un frein, comme si elle était un choix. Il faut ne rien traverser des méandres plus ou moins violents et « piégeux » de l'appartenance de classe pour n'y voir qu'une question de manipulation idéologique. Enfin il faut pouvoir vivre une existence ouatée, où s'indigner cherche à se faire passer pour de la lutte sociale, pour penser que la peur empêche de penser.

Dans cette idéologie, la société est décomposée en une somme d'éléments discrets, séparés et indépendants : travail, éducation, santé, salariat, logement, consommation, loisirs, intimité, famille, rapports amoureux, etc., *tels qu'ils sont actuellement*. Il faut

considérer ensuite que ces éléments et fonctions *tels qu'ils sont présentement* ne s'organiseraient pas tels qu'ils le devraient, de par l'activité, les pratiques, les intentions, la manipulation, la publicité et les intérêts malveillants d'un certain nombre d'individus formant une *caste* incluant les banques, les grands patrons, les médias, les laboratoires pharmaceutiques, les gouvernements non en tant qu'Etat mais comme bande organisée. En un mot : *les élites*. L'ordre émanant spontanément de ces éléments serait une version corrompue de l'ordre nécessaire.

Tout cela repose sur une conception de l'Etat assez banale, fondatrice de l'idéologie juridique et démocratique, mais qui est notre lot de tous les jours. Il y aurait d'une part le *pouvoir d'Etat*, de l'autre *l'appareil d'Etat* ou la « *machine d'Etat* » comme la désigne Marx. Le problème réside en ce que l'appareil d'Etat qui matérialise dans ses organes, leur division, leur organisation, leur hiérarchie, le pouvoir d'Etat d'une classe (et une seule) est à la fois organisation de la classe dominante (comme *pouvoir d'Etat* détenu par la fraction momentanément hégémonique de la classe dominante pour le compte de l'ensemble de cette classe) et *organisation de toute la société sous la domination de cette classe*. Mais, si d'un côté, l'Etat du mode de production capitaliste réalise complètement la fusion de ces deux fonctions[71], de l'autre il devient la nécessité « naturelle » de toute reproduction sociale. Alors que ce sont leur division même et leur séparation fondamentale (réelle et idéologique) des rapports de production qui en font les organes d'un appareil d'Etat nécessairement appareil de classe (voir Marx, *La Guerre civile en France*), tous les organes de l'appareil d'Etat (armée, police, administration, tribunaux, parlement, bureaucratie, éducation, aide sociale, information, partis, syndicats, etc.) n'apparaissent plus que *comme des instruments pliables à la volonté de ceux qui en sont les maîtres*. De cette double fonction de l'appareil d'Etat (non pas deux fonctions, mais fonction double) comme dictature d'une classe et reproduction de toute la société naissent à la fois leur fusion et l'apparente neutralité des organes. Dans cette pensée spontanée, ces organes sont neutres et non, dans leur existence même et leur forme, ceux d'une dictature de classe. En conséquence, s'ils ne fonctionnent pas « comme ils devraient », comme un « service public », comme un « bien commun », c'est qu'ils sont préemptés, détournés et pervertis par

[71]En cela, il diffère de l'Etat féodal ou d' « Ancien régime ».

une clique, une caste. Qu'il soit de la droite conservatrice ou même de l'extrême-droite politico-religieuse et, comme aux Etats-Unis, adepte du fusil d'assaut, *le complotiste est le citoyen idéal*.

Cette conception « naturelle » de l'Etat, n'est pas la « psychopathologie de quelques égarés », elle est le symptôme nécessaire de la dépossession politique et de la « confiscation du débat public ». Elle répond à la « monopolisation de la parole légitime » par les « représentants » assistés des « experts », toute critique devenant une aberration mentale immédiatement disqualifiée comme « complotiste ». Il est vrai que si le complotisme est devenu le nouvel indice du crétin, c'est qu'il est le nouveau lieu commun de la bêtise journalistique et de nombreux philosophes et sociologues, qui se gardent tout de même d'épingler un président de la République soutenant que les Gilets Jaunes sont le résultat d'une manœuvre moscovite (*Le Point,* février 2019). Lordon, qui revient régulièrement sur le sujet dans *Le Monde diplomatique,* résume la chose : « Mais plus encore que la dépossession, le conspirationnisme, dont les élites font le signe d'une irrémédiable minorité, pourrait être le signe paradoxal que le peuple, en fait, accède à la majorité puisqu'il en a soupé d'écouter avec déférence les autorités et qu'il entreprend de se figurer le monde sans elles. » (*Le Monde diplomatique*, juin 2015).

Le complotisme apparaît alors comme une contestation de l'ordre dominant, presque comme une lutte de classe. *Mais il n'en est rien*. De même que l'antisémitisme était le socialisme des imbéciles, le complotisme est la lutte des classes des experts en expertises qui ne se situent pas n'importe où, ni dans la société, ni dans l'éventail politico-idéologique.

La « réponse complotiste » veut exactement le même monde, le même Etat, mais débarrassés de la « caste » : il se « figure le monde sans elle ». Il s'agit seulement de conserver tous les éléments de cette société en les soustrayant aux pratiques de ces individus « malveillants » et « manipulateurs » qui les pervertissent et les corrompent. Un vrai salariat, une vraie éducation, une vraie politique de santé, une vraie démocratie, une vraie information, une vraie agriculture, une vraie consommation, une vraie économie, un vrai Etat.

Le complotisme critique tout, en désirant que tout ce qui existe devienne « vrai ». Mais en concevant son objet comme « face obscure » et détournement démoniaque, cette critique fait de cet

objet un simple *accident* de ce même monde. Elle affirme par-là ne souhaiter que la poursuite du monde tel qu'il est. Le tout de ce qui existe pourrait être si beau s'il n'était pas manipulé, détourné. La classe dominante, sa reproduction, ses pratiques, la poursuite de ses intérêts, la production idéologique ne sont plus le produit naturel de tous les rapports sociaux que le complotiste veut conserver, mais le fait d'une bande de malfrats cherchant à nous prendre pour des imbéciles. Le complotiste est un malin et on ne la lui fait pas, il est expert en tout. Il est remarquable de constater (il y a eu quelques études là-dessus) que le complotisme affecte en premier lieu une classe moyenne diplômée, celle qui aime son « esprit critique », s'en vante et le porte partout en bandoulière. Pour ceux qui vivent quotidiennement toutes les humiliations et la misère des rapports sociaux capitalistes, les « complots » visant à asservir notre liberté à nous contrôler n'ont guère de sens. *Il faut aimer ce monde pour ne pas vouloir qu'il nous mente*.

Mais, il faut par ailleurs reconnaître que de nombreux thèmes et caractéristiques du discours complotiste sont mobilisés de manière plus ou moins éparse *bien au-delà de ces catégories dominantes*. La question est donc aussi celle de savoir quel statut acquiert cette critique non systématisée lorsqu'elle est portée par une frange importante des classes prolétaires. Nous devons comprendre que les thèmes énoncés, quand ils sont pris isolément ont un sens différent de celui que le système complotiste leur donne, du fait justement du bouclage propre à ce système et qui fait en fin de compte du complotiste le citoyen idéal, en tant que défenseur de l'État démocratique et du travailleur *libre*

Nous avons vu que dans la crise de la société salariale, l'injustice de la distribution a un responsable qui a « failli à sa mission » : *l'Etat*. L'enjeu qui est alors posé est celui de la *légitimité de l'Etat* vis-à-vis de *sa société*. Le prolétariat participe à tout cela, sa propre structuration comme classe l'embarque.

Comme l'écrivent les camarades d'*Il Lato cattivo* « Une paralysie institutionnelle est-elle souhaitable en l'absence d'une perspective révolutionnaire immédiate, à laquelle s'ajouterait – par hypothèse – une situation de grave urgence sanitaire ? Libre à chacun de souhaiter en son for intérieur le chaos ou l'apocalypse, mais alors qu'on ne se plaigne pas si parents et grands-parents finissent par crever comme des chiens, à la maison ou dans les couloirs d'hôpitaux hors contrôle. De plus, dans la mesure où les

dysfonctionnements de *l'État couillon* auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui se répercutent lourdement sur la vie quotidienne de ceux qui n'ont pas d'alternative au service public – non seulement ouvriers et employés, c'est-à-dire l'essentiel de l'armée prolétarienne active, mais aussi, de plus en plus, les classes moyennes inférieures, salariées ou non – cet état de fait surdétermine le contenu des instances et des revendications sociales. […] La propagation et les conséquences du Covid-19 mettent en évidence les limites de la subjectivité libérale, l'individu souverain de sa propre volonté et titulaire de son propre corps. Face à la contagion ou à son risque, pour soi-même *et pour les autres*, les principes du "je fais ce que je veux" ou du "mon corps m'appartient" montrent toute leur relativité, pour la simple raison que le lien de l'individu avec le corps social, ainsi que sa *dépendance* vis-à-vis de celui-ci, font valoir leurs droits. […] les individus, et notamment les individus prolétaires, peuvent être amenés, sous certaines conditions, à *renforcer la pression sociale*, c'est-à-dire à réduire les marges d'autonomie individuelle (socialement acceptés et/ou légalement admises) comme sanction de l'efficacité de leur connexion réciproque. Existe-t-il une autre façon, pour les plus faibles, de lutter contre le néo-malthusianisme, quand la liberté personnelle est la liberté du libre… virus dans le libre poulailler ? » (*Covid 19 et au-delà* sur le site *Des nouvelles du front* - Dndf)

Si le prolétariat participe à tout cela selon sa propre structuration comme classe *qui l'embarque*, c'est à sa façon, c'est-à-dire selon sa propre situation dans les rapports de classes. Nous allons nous référer ici aux événements survenus à Trieste en Italie, à la mi-octobre 2021, puis aux commentaires qui en sont faits par le collectif bolognais « Wu Ming », il sera ensuite question des Antilles et dans le meilleur des mondes

Trieste : à propos des événements[72]

« En Italie, il ne faut pas seulement présenter un « pass » pour pouvoir avaler un expresso ou une pizza, mais simplement pour pouvoir aller travailler. Si les bureaucraties syndicales ont

[72] Nous référons ici au texte d'Andrea Olivieri : Jours étranges à Trieste contre le pass sanitaire, paru dans lundimatin le 15 novembre 2021. Texte disponible également sur le site Des nouvelles du Front (dndf).

cautionné unanimement cette mesure, dans de nombreuses entreprises, les collectifs autonomes et comités de base ont dénoncé cette mesure disciplinaire sans précédent.» (Allèsi dell'Umbria, Introduction à *Jours étranges à Trieste contre le pass sanitaire*).

« Le 15 octobre, à l'appel des dockers, le port est bloqué dans une dénonciation au chantage au passeport sanitaire et dans le rejet de toute vaccination obligatoire. »

« L'impression de cette journée au portail est celle d'une multitude de personnes en quête de ce qui a manqué à tout le monde ces vingt derniers mois : de vrais espaces publics, ouverts, de partage, et surtout efficaces… ». « …contre la restriction de socialité »

« Le "No Green Pass" est un moyen de lier la critique de la gestion de la pandémie à la question de la lutte sociale. […] L'unité des vaccinés et des non-vaccinés contre la discrimination introduite par le pass sanitaire obligatoire pour travailler. »

« Lors du blocus du port, les dockers qui organisent ce blocus décident de maintenir la ligne de solidarité totale avec les autres catégories de travailleurs, en refusant la proposition des tests gratuits, en considérant que c'est un privilège s'il est accordé seulement aux travailleurs du port. »

En effet : « Le nombre total de personnes non vaccinées dans le port atteint 40 % et même 70 % parmi les employés d'astreinte de l'Agence du travail du port. »

« Intervention de Stefano Puzzer (leader du *Coordinamento Lavoratori Portuali*, seul syndicat autonome à avoir adhéré sans réserve à la mobilisation) : « Il raconte avoir travaillé sur le port pendant les moments les plus sombres de la pandémie, lorsque le volume de travail a augmenté de 45 %, alors que les seules mesures préventives prises, masques et désinfectants, étaient fournis par le président de l'autorité portuaire, et que les opérateurs de terminaux et la plupart des entreprises ne prenaient même pas la peine de désinfecter les environnements. Comment, en réponse, maintenant avec le pass sanitaire, 400 travailleurs portuaires sur un peu moins de mille sont obligés de rester à la maison. Il explique que le pass n'est pas une mesure sanitaire, mais une mesure économique et de chantage, dressant les uns contre les autres, divisant d'abord entre les vaccinés et les non-vaccinés, puis

entre les travailleurs qui ont la possibilité de faire des tests gratuits et les autres qui ne le font pas. ».

Pour la coordination qui anime la lutte sur le port et dans la ville : « L'opposition au pass sanitaire comme instrument de contrôle et de discrimination, un exemple de plus de la façon dont les gouvernements ont géré la pandémie, *en transférant aux citoyens la responsabilité des contagions* [nous soulignons], en demandant maintenant à tout le monde de télécharger le pass alors qu'on n'a même pas demandé à la Confindustria de rendre compte des morts de Bergame[73] et de je ne sais combien de décès dus à des contagions sur les lieux de travail au nom de l'impératif de ne pas arrêter la production ».

Commentaires du collectif Wu Ming de Bologne à propos de la lutte à Trieste[74]

« Nous avons dit que le déficit de critique de la gestion gouvernementale de la pandémie transformerait l'*inévitable* protestation en quelque chose de très confus, d'ambigu, de manipulable par l'extrême-droite et différents conspirationnistes. *Nous avons durement critiqué la majorité de la gauche mouvementiste, qui exprimait une vision « virocentrique » c'est-à-dire centrait uniquement ses discours sur le virus et le risque de contagion, en parlant très peu du fait que la gestion politique de la pandémie était irrationnelle, injuste, hypocrite et même criminelle* [nous soulignons]. »

« Assurément, nous ne sommes pas étonnés que dans ces manifs, s'élèvent des cris contre "la gauche". Désormais, dans l'esprit de très nombreux italiens, "la gauche", c'est le Parti Démocrate, c'est-à-dire un parti néo-libéral dans lequel les masses populaires reconnaissent, à juste titre, un ennemi. Ce n'est pas par hasard si le PD est surnommé le "parti des ZTL" (Zone a Traffico Limitato : zones à trafic limité) : il reçoit ses votes principalement dans les centres historiques des villes transformés en salons bourgeois et dans des quartiers chics comme les Parioli à Rome. C'est là qu'est sa base sociale, une moyenne bourgeoisie prétentieuse et hypocrite, qui affiche les résidus de son statut

[73]Voir plus loin.
[74]Lundimatin, idem : sous le titre Passe sanitaire, conspirationnisme et luttes sociales.

"intellectuel" et une identité "de gauche" toujours plus modérée, mais dans la réalité concrète est d'un élitisme répugnant, s'enthousiasme pour le classisme à chacune de ses manifestations, admire un banquier comme Draghi et veut plus de technocratie, plus d'inégalité – mais l'appelle "méritocratie" ou "innovation" ».

« Tous comptes faits, pas besoin d'être fasciste pour détester cette "gauche". Et nous ne pouvons certes pas blâmer ceux qui n'en voient pas d'autre, car nous venons de longues années de basse marée des mouvements, sans compter qu'une grande partie de la gauche qui se dit "radicale" partage bon nombre des défauts de la « gauche » mainstream : la provenance de la moyenne bourgeoisie, l'élitisme, l'arrogance culturelle, la distance des problèmes de la vie de la majorité des gens. L'extension de l'obligation du passe sanitaire à l'ensemble des lieux de travail est en train de créer un nombre croissant d'incohérences et de contradictions, il devient toujours plus évident que le passe sanitaire est une manière de décharger toute responsabilité sur la base pendant que le gouvernement Draghi – légitimé avant tout par la "guerre contre le virus", fait de la boucherie sociale. »

« Simplement, le passe sanitaire a été vécu comme la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, après deux années qui ont détruit les vies de tant de gens.

Une partie des couches moyennes précarisée, appauvrie, apeurée – des gens qui ne maîtrisent pas les langages de la lutte sociale et ne sont héritiers d'aucune traditions politiques aux vocabulaires consolidés – traduit en termes de "liberté" la colère contre son propre déclassement récent ou imminent, et contre l'injustice qu'ils sentent avoir subie en raison de la manière dont l'épidémie a été gérée.

« Dans sa hâte de prendre ses distances avec la rue, une certaine "gauche" de réseaux sociaux a affiché son mépris pour les libertés personnelles, considérées comme "bourgeoises". Dans ce cas aussi, rien de neuf : à gauche existent des traditions dans lesquelles on a parlé des libertés avec suffisance et même avec mépris. Au fond de cette route, il y a le goulag. Il faut faire attention au choix des termes qu'on décide d'affubler de connotations péjoratives. Parce que l'individualisme, l'égoïsme, c'est une chose ; c'en est une autre que la sphère de l'autonomie dont chaque humain devrait pouvoir jouir, *l'habeas corpus* existentiel sans lequel la vie n'est pas une vie. Sans cette

distinction, on fait une confusion terrible et on finit par épouser l'autoritarisme, en plus dans un contexte capitaliste, sans même l'excuse de la dictature du prolétariat !

« Surtout, il est important de dire que cette manière de gérer la pandémie a agressé la dimension collective, la socialité, les relations entre les personnes… Dans ce contexte, la "liberté", c'est aussi la liberté de pouvoir vivre collectivement, de pouvoir affirmer un désaccord ensemble, de pouvoir manifester. Se limiter à dire que tout cela est "un truc de fascistes" est au minimum un signe de stupidité idéologique. »

« En Europe et pas seulement en Europe, les soulèvements de l'avenir seront toujours plus "impurs" et surprenants, au moins à leurs débuts. On comprenait déjà cela en 2018, en observant le soulèvement des Gilets Jaunes en France, et ce sera toujours plus ainsi au fur et à mesure que le capital, dans une accélération vertigineuse de sa subsomption réelle, dévore toujours plus d'existences, rendant toujours plus précaires même la vie de couches qui auparavant avaient une situation garantie. »

« En septembre 2020, un gigantesque foyer épidémique s'est déclaré dans la zone la plus industrialisée d'Italie, la province de Bergame, en Lombardie. Dans le Val Seriana, il y a des centaines d'usines de tailles diverses, qui font travailler des dizaines de milliers de personnes et alimentent la circulation quotidienne des salariés de Bergame et de sa province. Des experts ont tout de suite suggéré de fermer ces entreprises et de déclarer la vallée "zone rouge", mais la Confindustria [équivalent italien du Medef, ndt] a fait pression sur les politiques pour qu'il n'en soit rien. La contagion a très vite été hors de contrôle et s'est répandue dans toute la conurbation lombarde, où vivent environ huit millions de personnes. Le système sanitaire lombard, dévasté par des années de coupes et de privatisations, s'est écroulé en quelques jours. De là la contagion s'est diffusée dans la moitié de l'Italie et aussi à l'étranger. »

« Toute responsabilité de contagion a été reportée sur les citoyens et leurs comportements individuels. »

« Les lieux les plus exposés à la contagion (ceux de la production manufacturière, les plateformes de la logistique et la transformation des viandes et d'autres aliments) restaient ouverts mais on interdisait et punissait des comportements inoffensifs

comme de sortir de chez soi pour une promenade. Des hélicoptères de la police surveillaient les plages, des drones partaient à la chasse aux "transgresseurs" dans les forêts et les montagnes. »[75]

« Cependant, les foyers épidémiques de l'industrie ont disparu de tous les discours. L'apothéose a été atteinte en 2020 avec l'obligation du masque à l'extérieur et le couvre-feu à dix heures du soir, mesures qui n'avaient pratiquement rien de scientifiques. »

« Le passe sanitaire prolonge et porte à un niveau supérieur cette politique de culpabilisation des citoyens.

Il n'est pas vrai que le passe sanitaire soit nécessaire pour convaincre les gens de se vacciner. »

« Durant ces vingt mois, une bonne part de la gauche "radicale" -- qui par moment a paru plus apeurée que la moyenne des Italiens, sauf qu'elle appelait sa peur de mourir « altruisme » -- a renoncé à critiquer la logique de ces mesures et n'a parlé que du virus. Le virus, le virus, le virus. C'est pourquoi elle a été incapable de critiquer le passe, et même l'a défendu, en adoptant exactement la même position que la Confindustria, Draghi et toute la classe dirigeante. Une classe dirigeante qui est la vraie responsable de plus de cent mille morts et de millions d'existences inutilement gâchées si ce n'est détruites, économiquement et psychologiquement. »

« Pour revenir aux manifs : "Ils ne sont peut-être pas tous fachos, mais ce sont tous de dangereux antivax et complotistes", c'est la seconde narration mainstream [la première narration est celle de la "responsabilité individuelle", nda]. Et alors, les moins excités disent : "il faut convaincre les gens, expliquer, les inciter à se vacciner et à accepter le passe sanitaire". Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans ce raisonnement, à part le fait que beaucoup n'ont pas encore compris (ou feignent de ne pas comprendre) la différence entre refuser le vaccin et refuser le passe ? »

« Nous avons été vaccinés mais nous trouvons compréhensible que certains ne veuillent pas l'être vue la communication schizophrène, l'arrogance, le halo de non-fiabilité qui entoure le gouvernement hors des bulles bourgeoises qui lui donnent leur consentement. Si, avec l'obligation du passe, le

[75] Thomas Gomart (directeur de l'Institut français des relations internationales – Ifri), que l'on ne peut pas soupçonner de « gauchisme », écrit : « Pour juguler la pandémie de la Covid-19, diverses applications de traçage ont été utilisées comme le passe sanitaire, donnant un aperçu des possibilités futures » (Thomas Gomart, *Guerres invisibles, nos prochains défis géopolitiques*, éd. Texto, p. 184)

gouvernement vous ordonne de vous vacciner, sinon il vous rendra la vie impossible, et que vous dites : "non, après tout ce qui s'est passé, je n'ai plus confiance", nous pouvons comprendre pourquoi. Cette défiance est fondée, entre autres, non seulement sur la gestion délictueuse de la pandémie, mais en général sur une réalité que les camarades convertis au scientisme le plus aveugle sont même arrivés à nier : dans une société capitaliste, la médecine opère selon des logiques capitalistes. L'antivax en tire des conclusions absurdes ? C'est vrai. Cela n'empêche pas cette réalité d'exister.

« Il y a une crise de légitimité des institutions, une défiance généralisée, un refus de croire tout ce que dit le mainstream. La moitié de la population ne vote plus, elle n'en a rien à foutre de participer au fonctionnement de la machine des partis. Pour tous ces motifs, nous ne voulons pas stigmatiser ceux qui ne veulent pas se faire vacciner, même si nous avons décidé le contraire, et nous ne pouvons pas considérer ces personnes, comme beaucoup de gens "de gauche" comme étant plus nos ennemis que la classe dirigeante qui nous a fourré dans cette situation de merde.

« Evidemment, quand l'antivax balance des conneries et répand de fausses nouvelles et des fantasmes de complot, nous les démontons dans la mesure où nous le pouvons […]. Ce que nous ne faisons pas c'est nous unir à ceux qui ont fait de "l'antivax" un bouc émissaire, nous ne nous joignons pas au jeu de massacre qui sert à absoudre le gouvernement et les patrons.

Encore : pas besoin d'être contre les vaccins pour saisir une donnée de fait : tout concentrer sur les vaccins comme sur l'arrivée de la cavalerie a contribué à refouler les causes structurales de la pandémie, de son impact et de sa gestion sous le signe de l'urgence. Quand est arrivé le vaccin, personne n'a plus parlé d'inverser le chemin du démantèlement de la santé, de sa réorganisation sur le modèle de l'entreprise, qui l'a rendue incapable de tenir face à tout ce qui sort de l'ordinaire. »

« Ceux qui se demandent pourquoi ce processus de mobilisation des travailleurs n'a lieu que maintenant (après le "jobs act", l'augmentation de l'âge de la retraite, le déblocage du pass pour les licenciements), devraient probablement chercher la réponse dans la vaste activation sociale qui a eu lieu avec l'introduction du pass vert après un an et demi de gestion pandémique par le haut. Ce n'est pas le contexte parfait tant espéré par la gauche, mais

c’est la mobilisation réelle qui a eu lieu dans l’accumulation des tensions sociales de ces dernières années : c’est le fait incontournable que cette vague de mobilisation ne peut être décidée ou changée par des discussions de comptoir. »

Si le texte se conclut sur le fait que la mobilisation n’était pas « un mouvement antivax » et sur la nécessité de « mettre au centre de la lutte contre cet instrument de contrôle et de chantage (le pass sanitaire) le droit au travail et à la vie sociale en général sans discrimination », *cela signifie que quand la routine vient au jour, plus rien ne va*. Quand, à la faveur d’un événement plus ou moins imprévisible, se révèle toute la mécanique de la vie quotidienne faite de vexations, d’humiliations, d’aliénations, d’exploitations, sans pouvoir l’anéantir et la dépasser, il est plus que normal que la tension monte.

*Aux Antilles (*Le Monde *du 28-29 novembre 2021)*

« Au CHU de Point-à-Pitre, de nombreux soignants mobilisés s’étaient dits affectés par l’annonce lapidaire de leur suspension, qui s’étaient manifestée, selon eux, par un simple courrier et sans contact avec la direction des ressources humaines de l’établissement – la loi impose pourtant un entretien préalable en cas de suspension supérieure à trois jours […] Les services du Premier ministre font état globalement de 1400 suspensions en Guadeloupe. […] Environ 90 % des soignants de Guadeloupe ont au moins reçu une injection de vaccin contre le Covid-19. […] Le dispositif annoncé propose aux soignants et aux pompiers restants de ne plus voir leur rémunération suspendue s’ils acceptent un entretien individuel dans le cadre de la mission de dialogue déjà annoncée par le gouvernement. Pour plusieurs manifestants, la proposition gouvernementale relève d’une stratégie de division [voir supra Trieste, nda] : une partie des professionnels de santé non vaccinés vont débuter, au 1er décembre, leur deuxième mois de mobilisation sans salaire, et le retour au travail d’agents, favorisé par le dispositif annoncé fragiliserait le mouvement. A la date du 24 novembre, 525 des 3665 agents du CHU de Point-à-Pitre étaient suspendus. ». Mais l’ampleur du mouvement ne se comprend qu’en sachant qu’en dehors des « professionnels de santé », moins de 35

% de Guadeloupéens ont un « schéma vaccinal complet contre 90 % en métropole.

Il est vrai que « Pour les personnes refusant le vaccin après le 31 décembre, la cellule d'écoute proposée par le ministère de la santé devra les "accompagner dans une réorientation professionnelle" [Tsoin, Tsoin, nda]. » Quant à la question de l'autonomie posée par l'Etat, tout le monde s'en fout si ce n'est peut-être le personnel politique violemment critiqué comme étranger à la lutte : « Les électeurs ne veulent plus aller voter, mais attendent tout d'élus qu'ils croient unanimement corrompus. » (Harry Durimel, avocat écologiste, élu maire de Point-à-Pitre en 2020, in *Le Monde*, *idem*)

Comme l'écrit Olivieri pour Trieste : « La ville bourgeoise se targue d'être rationnelle, responsable et consciente face aux quartiers de la plèbe grossière imprégnée de croyances irrationnelles et de culture anti-scientifique. » Accepter cette affirmation lapidaire, n'empêche pas de s'interroger également sur les idéologies qui permettent à cette « plèbe » de lutter contre ce qu'elle refuse et de l'exprimer.

En bref : aux quatre coins du monde

Après deux semaines d'un conflit social dans l'impasse en Guadeloupe et ses répliques à la Martinique et en Polynésie française :

« Vingt et un points de blocages ont été levés par les gendarmes dans la nuit de jeudi à vendredi » (*Le Monde*, 26-27 novembre). « Les manifestants, souvent jeunes, occupant les routes pendant la nuit, ont élargi leurs revendications aux enjeux sociaux et économiques » (*ibid*).

En effet : « Les Guadeloupéens les plus aisés choisissent le plus souvent de vivre en périphérie de Pointe-à-Pitre. Ils espèrent échapper ainsi à la délinquance et au trafic de drogue dont les dégâts peuvent se mesurer à l'œil nu … […] Pointe-à-Pitre vit dans un carcan administratif qui l'empêche de toucher un centime du port autonome ou de la marina où sont amarrés yachts luxueux et bateaux de plaisance. […] La révolte contre le passe sanitaire est bientôt devenue une révolte contre la vie chère, le chômage des jeunes et cet Etat français à la fois vilipendé et toujours invoqué comme recours. » (*Le Monde* du 12-13/12 /21). Il est vrai que de

profonds problèmes structurels ont explosé, unifiés et exprimés par un combat anti-passe et antivax qui synthétisait alors par son contenu la révolte contre l'Etat et sa politique. En Guadeloupe, le chômage, la précarité, le prix des biens de première nécessité, l'injustice des politiques de l'Etat, dans les domaines économique, social, environnemental, la faible prise en compte, par mépris de ces populations là des problèmes sanitaires et écologiques du chlordécone, de la distribution de l'eau, des sargasses, prolongent, dans les corps, le traumatisme structurel de l'esclavage. Les « profonds problèmes structurels » c'est ça la routine, il faut pour que prenne la mayonnaise la fameuse « goutte d'eau » qui n'est jamais un trop plein quantitatif mais qui, qualitativement, cristallise les « profonds problèmes » en leur donnant sa forme. Comment « oublier » l'esclavage quand c'est sur la contrainte des corps que s'organisent toutes les contraintes des rapports sociaux ?

Le problème, comme à Trieste, n'est pas « ailleurs » que dans le pass, il est intérieur au pass dans ce qu'il signifie socialement immédiatement, dans ce qu'il révèle et met en forme *dans ses propres termes*. La crise Covid-19 n'a pas simplement accéléré les évolutions en cours, accentué les distinctions sociales existantes, mis à jour de « profonds problèmes structurels », elle les a redéfinis *dans ses termes propres*, c'est-à-dire, elle a redéfini et mis à jour, en termes de classes, *dans le travail* : la santé, l'intime, l'individualité, le sujet, en un mot, *la vie quotidienne*. Avec le Covid, tout se cristallise, mais l'agent de cristallisation détermine et met en forme la cristallisation.

Même si c'est autour de la citoyenneté que dans la crise de la société salariale sont reconstruits idéologiquement nombre de conflits de classes et la délégitimation de tous les discours officiels, il faut également considérer que cette délégitimation et cette idéologie citoyenne sont *critiques*, même si ce n'est que dans la mesure où elles sont le langage de la revendication dans le miroir que lui tend la logique de la distribution et de la nécessité de l'Etat. Les pratiques qui opèrent sous cette idéologie sont efficaces parce qu'elles renvoient aux individus une image vraisemblable et une explication crédible de ce qu'ils sont et de ce qu'ils vivent, elles sont constitutives de la *réalité* de leur vie quotidienne. Quand la reconstruction idéologique des conflits de classes devient le peuple face aux élites qui monopolisent la parole légitime (ce qui a toujours été le cas), il s'agit d'*une parole qui ne fait plus sens*. Le

conflit culturel *demeure et mute* en enveloppant et intégrant le conflit social en une sorte de retour de la « haine de classe ».

Ce qui se joue de façon perverse comme « conflit », c'est le rapport de l'Etat, de tous ses appareils répressifs et/ou idéologiques[76], de la classe dominante dans son ensemble à *sa* société. Dans la crise des Etats et de tous leurs appareils vis-à-vis de leur société, le discrédit social dans lequel ce rapport est tombé confère une généralité à toutes les « dénonciations ». Sous « l'élite parasitaire se maintenant par le mensonge », c'est la classe dominante, la nécessité même de cette société et de tous ses rapports qui apparaissent.

La vie auparavant était tout aussi restreinte, contrôlée et soumise aux nécessités de la reproduction. C'est la norme que de subir des injonctions et de se voir imposer des mesures contraignantes (parfois rudement), partout et dans tous les aspects de l'existence. Mais ce serait être aveuglé par l'ampleur planétaire de la demande de protection contre le Covid et les dégâts sociaux de la gestion de l'épidémie que de soutenir qu'en « rechignant », tout le monde, plus ou moins, a joué le jeu des Etats et des entreprises, même en gentiment tempérant le propos selon la classe sociale, le lieu d'habitation, le niveau de diplôme et le type de pays. *En fait, ils furent nombreux ceux qui mondialement ont mal ou pas du tout « joué le jeu »*. Un jeu qui, dans ce mode de production, était nécessairement truqué. Nécessairement truqué car l'exploitation, parce qu'elle est subsomption du travail sous le capital, est ce drôle de jeu où c'est toujours le même qui gagne même si, en même temps, c'est un jeu en contradiction avec sa règle et une tension à l'abolition de cette règle (voir *TC* 22, p. 173, *L'exploitation, définition d'une contradiction*)

Dès février 2020, des problèmes liés aux assurances et à l'accès aux soins de santé se posent aux Etats-Unis où 20 % de la population est sans assurance, principalement les femmes noires.

[76] Nous avons évoqué précédemment la distinction entre « pouvoir d'Etat » et « appareil d'Etat », distinction qui fait de l'Etat un simple instrument dont on pourrait changer la destination en modifiant le « pouvoir d'Etat ». Ajoutons que parmi ces appareils nous pouvons distinguer d'une part les appareils répressifs qui vont du gouvernement à la prison en passant par la justice, l'armée et la police et, d'autre part, des « appareils idéologiques » qui sont du côté de l'appareil répressif mais ne se confondent pas avec lui : appareil scolaire, familial, religieux, politique, syndical, information, édition et culture. A chacun de ces appareils idéologiques correspondent des institutions et des organisations.

En Chine au même moment 30 % des entreprises annoncent qu'elles ne pourront pas payer les salaires quand les prix des produits alimentaires augmentent de 20,6 %. En Mars 2020, en Italie les grandes centrales syndicales se posent en médiatrices face à une vague de grèves spontanées avec l'appui des Cobas. En Espagne, les ouvriers et ouvrières imposent la fermeture de l'usine Mercedes Benz à Vitoria de même que celles et ceux d'Iveco à Valladolid, « faute de mesures préventives », ainsi que les employés de DHL. Au Canada, chez FIAT, le 13 mars 2020, les travailleurs quittent spontanément l'usine. Ce même mois, en Belgique, les ouvriers d'Audi se mettent spontanément en grève par manque de sécurité, tandis que de nombreux magasins « Brico » ferment face à la masse de gens qui partent sans payer. Aux Etats-Unis, une vague de grèves sauvages, dans la banlieue de Détroit amène à la fermeture de nombreuses usines. En Chine, les manifestations se succèdent contre les pertes de revenus dues à la précarité des emplois. En France Sibeth Ndiaye (porte-parole du gouvernement) et Macron exhortent les salariés à poursuivre leur activité. En Italie tous les rassemblements sont interdits sauf pour aller travailler. En Avril, au Canada, 40 % des salariés ont fait une demande de secours d'urgence auprès des banques alimentaires ; en juillet, en Alberta la majoration des heures supplémentaires est supprimée et le droit de grève restreint. Au Bangladesh, les ouvrières manifestent pour être payées et contre les ordres de confinement. En Inde, des millions de travailleurs migrants du secteur informel (sans contrat) quittent les villes malgré le verrouillage des déplacements. En France, ce même mois, le Medef exhorte à « reprendre le travail plein pot » et s'interroge sur les congés et les jours fériés, tandis que la CFDT accepte lors de la reprise chez Renault des semaines de 60 h, et qu'Edouard Philippe (Premier ministre à l'époque) annonce qu' « il faudra travailler plus » ; des ordonnances sur le travail sont promulguées autorisant les journées de 12h et les semaines de 60 et la suppression « momentanée » des RTT, Agnès Buzin (alors Ministre de la santé) défend l'étalement des horaires et le travail du soir ou de nuit au nom de la « distanciation sociale ». En Espagne, les ouvriers d'usine et ceux de la construction sont sommés de reprendre le travail. En Mai, au Chili, manifestations et émeutes de la faim, les habitants ne pouvant plus travailler ; au Mexique les pillages se multiplient, le régime de bouclage asphyxie les plus pauvres. Les

métallos de Ilva à Gênes manifestent pour « défendre la santé », ils sont 8000 à Tarente (Arcelor en profite pour licencier du personnel). En juillet, aux Etats-Unis, manifestations de colère sur les lieux de travail contre l'obligation de reprendre le travail et contre la réouverture des écoles, tandis que les expulsions pour non-paiement des crédits augmentent (en avril 2021, le gouvernement australien décrète la fin du moratoire sur les expulsions suite au non-paiement des loyers ou crédits). En Italie, en juillet 2020, la part de la population qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour pouvoir rester à la limite du seuil de pauvreté pendant trois mois est estimée à 55 %. En Serbie, le Parlement est attaqué en protestation contre le couvre-feu et la gestion de la pandémie par le gouvernement. Au Brésil, les favelas s'organisent en « autodéfense sanitaire » et dans le but de réduire les risques de transmission du nouveau coronavirus ; le gouvernement de l'Etat d'Amapa avait décrété un couvre-feu nocturne et avait interdit tout type d'activité politique dans les rues ou sur les places, même en plein air, y compris les réunions, les promenades, les cortèges, les rassemblements. D'un côté, l'Etat sabote les mesures d'isolement social au nom de la discipline du travail, puis déclenche un verrouillage pour contenir la révolte sociale.

En octobre, en Italie, à Naples où l'emploi informel est très important : manifestations aux cris de « Vous nous fermez, vous nous payez », « Nous ne paierons pas la crise ». De Naples, les manifestations s'étendent à 30 villes d'Italie avec des pillages à Turin et Milan, comme si une limite avait sauté, qu'un bouchon avait éclaté, qu'une médiation s'était détériorée, celle de la routine et de la vie quotidienne. En Espagne, dans les quartiers pauvres du sud-est de Madrid (Vallecas), là où les logements sont petits, où il n'y a pas de télétravail et où on est obligé de prendre le métro pour aller travailler, les manifestations s'enchaînent, en novembre 2020, le gouvernement décrète l'état d'urgence dans la capitale. Ce même mois, les ouvriers de Safran (Villaroche en Seine-et-Marne) se mettent en grève pour pouvoir retourner à la cantine et à Saint-Nazaire ceux d'Airbus arrêtent le travail contre l'obligation de récupérer les heures et jours non-travaillés. En décembre 2020, en Albanie, les flics tuent un jeune qui ne respectait pas le couvre-feu, entraînant trois nuits de révolte dans le centre de Tirana, tandis qu'à l'autre bout du monde, à Shanghai, dans les usines haut de

gamme de Pegatron travaillant pour Apple, les ouvriers affrontent la police pour le paiement de leurs salaires, avec comme mot d'ordre : « Rendez-nous notre sang et notre argent de la sueur ». En Serbie, les employés d'une entreprise sud-coréenne d'électronique demandent de ne plus retourner au travail quand l'usine est déclarée être un *hotspot* du Covid. Au Pays-Bas, en janvier 2021, après l'imposition d'un couvre-feu, les affrontements avec la police virant à l'émeute éclatent à Amsterdam, Rotterdam, Eindhoven. A La Haye, c'est le quartier des migrants contraints à l'inactivité qui s'enflamme (comme à Bristol au Royaume-Uni) *pour les mêmes raisons* qu'à Tripoli, au Liban, où les journaliers sont privés des opportunités de travail occasionnel ou à Dakar dont la majorité de la population vit au jour le jour dans l'économie informelle, où la circulation entre les régions du Sénégal est interdite, les frontières fermées et où les revenus venus de la diaspora s'effondrent. Les supermarchés sont pillés, les blindés sont dans la rue, 4 morts en mars 2021. En mai 2021, en Inde, les ouvriers de Hyundai et de Renault refusent de reprendre le travail sans mesure de sécurité contre le Covid. En juillet, en Afrique du Sud, ce sont les townships les plus pauvres qui s'insurgent contre les difficultés économiques et les restrictions renforcées provoquées par la troisième vague de l'épidémie, les pillages se répandent comme un incendie, la police réagit : 212 morts.

Nous pourrions pendant des dizaines de pages et jusqu'à la date d'aujourd'hui (septembre 2022) poursuivre cette liste avec les réactions et les luttes contre la montée mondiale de la pauvreté (184 millions de personnes sont tombées sous le seuil de pauvreté international, soit 1,9 $ par jour) principalement dans l'immense secteur informel qui emploie plus de la moitié de la population active mondiale, avec les femmes, les enfants, les populations racisées comme premières victimes soumises à toutes les mesures de confinement, à tous les bouclages, à toutes les restrictions, à toutes les pénuries et à tous les contrôles. Sans oublier, là où ils existaient, la rupture des « compromis sociaux » : depuis le début de la pandémie, le nombre de personnes au Royaume-Uni payées en dessous du salaire minimum a plus que quadruplé pour atteindre 2 millions de personnes ; en Espagne, la pandémie est pour les patrons « une fenêtre sur l'avenir », le travail à l'heure dominera pour la fabrication et la livraison des repas, pour les femmes de ménage dont le travail est dispersé entre écoles,

hôpitaux, maisons privées ; dans ce pays, depuis le début de la pandémie 7 nouveaux chômeurs sur 10 ont entre 20 et 29 ans et ce sont à 58 % des femmes.

Le coronavirus n'a pas provoqué la crise économique, n'a pas créé les contradictions du mode de production capitaliste, l'exploitation, la misère et la lutte des classes, il a catalysé une somme d'éléments disparates. Mais *le catalyseur n'est jamais neutre ou innocent*. C'est dans l'expérience d'un contrôle social global dans la quasi-totalité des Etats, non pas nouveau mais devenu évident, avéré, déclaré, que tout ce qui était « allant de soi », plus ou moins conflictuellement accepté, routinier, *quotidien* est devenu promulgué, imposé si nécessaire par la force, et cela au niveau de toutes les instances de la reproduction sociale dont la continuité et l'unité étaient devenues patentes au niveau le plus intime, personnel pour chacun et chacune, de son intégrité physique individuelle en relation avec ses semblables dans la même situation de contrainte et d'évidence de l'exploitation et de la domination. *Le catalyseur a fait que tout ce qui relevait d'une crise économique a investi les dimensions les plus personnelles et intimes de ceux et celles qui étaient l'objet de toutes les contraintes et contrôles*. Quand ce type de conflits, ces luttes surviennent, auxquelles nous ne sommes pas habitués, au lieu de les prendre pour ce qu'elles sont et disent, nous préférons souvent croire qu'il y a une « raison plus profonde » et ramener tout cela dans nos schémas convenus, comme si la *forme* que donne le catalyseur n'était pas celle de *son contenu* et par là l'existence même de ce contenu (nous épargnerons au lecteur quelques citations de Hegel …). Quand à Florence, à Naples, à Palerme ou à Turin (pour rester dans « l'Europe aux vieux parapets »), un prolétariat urbain appauvri manifeste et se livre à des pillages dans les centres villes, de même quand, aux Etats-Unis, les principales cibles des vols sont le pain, le lait maternisé et les couches et qu'au Liban ce sont les rayons alimentaires qui sont pillés en mars 2021 après l'intervention de l'armée pour rouvrir les routes bloquées, ou qu'au Nigeria, en octobre 2020, les entrepôts de nourriture qui n'avait pas été distribuée lors du précédent confinement sont attaqués (56 morts), ce prolétariat urbain appauvri n'attaque pas la « dictature sanitaire » mais les conditions imposées dans lesquelles il doit vivre l'urgence sans moyens pour faire face aux mesures gouvernementales.

La contradiction dans la vie quotidienne (suite)

Ce qui n'était pas nouveau mais que l'épidémie de Covid-19 a partiellement révélé, c'est que la vie quotidienne est nécessairement réglementée, c'est là sa contradiction interne à l'intérieur de sa propre production : la liberté de sujet n'est que la *séparation* qui fonde l'exploitation. Quand la vie quotidienne devient le champ et l'enjeu de la lutte des classes, elle a ses contradictions propres. Pour le dire simplement : la vie quotidienne n'est pas ce qu'elle prétend être [77]. C'est du travail tel qu'il est un moment de la vie quotidienne, comme activité individuelle face à son caractère social qu'il faut partir, c'est là où cette scission de la vie quotidienne apparaît d'abord comme manifeste. Cela signifie qu'en subsomption réelle, la vie quotidienne ne peut plus servir de base de repli dans la lutte de classe (ce que, par exemple, l'on retrouve à propos du chômage jusque dans les années 30 en France). Quand la contradiction de l'accumulation capitaliste, donc la lutte de classe, produit la vie quotidienne comme son lieu, son enjeu et son champ, la vie quotidienne devient alors réellement le problème. Sans la vie quotidienne devenant réellement le problème, c'est-à-dire *se contredisant dans la liberté du sujet comme prolétaire*, pas de communisation, c'est-à-dire le bouleversement de toutes les relations renversant la hiérarchie des instances (avec l'économie comme toujours « inévitable » dernière instance), ne réglant rien par voie de conséquence de la pourriture qui colle à la peau des prolétaires et les constitue. La « voie de conséquence » réglant les problèmes à partir de la contradiction « économique » c'est la contre-révolution.

Au début des années 2000, en Argentine la question de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure est apparue comme *vécu* dans les activités quotidiennes et les rapports entre hommes et femmes. Le concept de vie quotidienne est nécessaire à la théorie de la communisation non seulement parce qu'il qualifie la situation actuelle, mais aussi parce qu'il est le point de départ (« dépassement produit »), point d'ancrage, du concept de conjoncture. C'est dans la caractérisation présente des

[77] Il faudra se souvenir qu'il est dans la nature du sujet de ne pas être ce qu'il est prétendu être quand, dans le dernier chapitre, nous aborderons la « crise du travailleur libre ».

contradictions comme contradictions dans la vie quotidienne qu'il peut y avoir ce bouleversement chaotique de la hiérarchie déterminative des instances qui définit une conjoncture, c'est-à-dire le renversement de l'économie comme détermination ultime par quoi seulement la communisation devient possible. C'est la poursuite d'un même chemin qui de la révolution comme *communisation* nous mène au concept de *conjoncture* et ensuite à celui de *vie quotidienne* comme la matrice de la conjoncture.

Entre les contraintes et le sujet, dans cette contradiction de la vie quotidienne, ce qui réapparaît, c'est l'aliénation : « l'aliénation humaine ». Elle n'est plus le principe premier, le point de départ des rapports sociaux comme dans les *Manuscrits de 1844* et autres « Œuvres de jeunesse », elle est un moment de l'auto-compréhension du fétichisme et des formes d'apparition. « L'aliénation humaine » rend compte du vécu de l'exploitation, mais seulement en tant qu' « aliénation humaine ». Cependant, on peut critiquer et détruire *théoriquement* « l'humanisme théorique », on ne supprime pas pour autant l'humanisme idéologique et vécu. Face à toutes les exploitations, les humiliations, les souffrances et les tortures, le cri venant de l'intérieur est toujours : « je suis un être humain ! ».

Dans *L'Idéologie allemande*, il y a une critique acerbe de Feuerbach qui est en total déséquilibre par rapport à la 6ème Thèse écrite précédemment (elle-même également conceptuellement en déséquilibre).

« … rappelons ce passage de la *Philosophie de l'avenir* où il [Feuerbach] développe cette idée que l'Être d'un objet ou d'un homme est également son essence, que les conditions d'existence, le mode de vie et l'activité déterminée d'une créature animale ou humaine sont ceux où son "essence" se sent satisfaite.[…] Donc, si des millions de prolétaires ne se sentent nullement satisfaits par leur condition de vie, si leur "Être" ne correspond pas le moins du monde à leur essence, ce serait d'après le passage cité[78], un malheur inévitable qu'il conviendrait de supporter tranquillement. Cependant, ces millions de prolétaires ou de communistes ont une tout autre opinion à ce sujet et ils le prouveront, en temps voulu,

[78] On trouve ce passage dans *Principes de la philosophie de l'avenir*, voir : Feuerbach, *Manifestes philosophiques*, éd. Puf, 1960, pp. 132-133. Il est sans importance ici que Marx et Engels torturent un peu l'argumentation de Feuerbach.

quand ils mettront leur "être" en harmonie avec leur "essence" dans la pratique, au moyen d'une révolution. » (*op. cit.*, p. 74).

La 6ème *Thèse sur Feuerbach* nous disait que l'essence de l'homme était l'ensemble des rapports sociaux[79], donc comme aurait dit Feuerbach son « objet », c'est-à-dire son « être ». Mais, contre Feuerbach, Marx et Engels réintroduisent une essence différente de l'être, vingt pages plus loin, ils écrivent : « La contradiction entre la personnalité du prolétaire en particulier et les conditions de vie qui lui sont imposées, c'est-à-dire le travail, lui apparaît à lui-même, d'autant plus qu'il a déjà été sacrifié dès sa prime jeunesse. » (*op. cit.*, p. 95). Contrairement à la page 74, il s'agit d'une contradiction *interne* à la situation de prolétaire : « Chez les prolétaires, au contraire [par rapport aux serfs, nda], leurs conditions de vie propre, le travail et, de ce fait, toutes les conditions d'existence de la société actuelle, sont devenues pour eux quelque chose de contingent, sur quoi les prolétaires isolés ne possèdent aucun contrôle et sur quoi aucune organisation sociale ne peut leur en donner » (*ibid*).

Du fait de cette contingence, le prolétaire mène à l'intérieur de sa vie de prolétaire une existence double, celle de ses « conditions de vie » et de par leur contingence même qui le définit comme prolétaire, son existence personnelle qui est la « personnalisation » de cette contingence, là où il vaut comme homme, *comme sujet*. En tant que travailleur libre, toute la reproduction sociale va confirmer son existence d'homme et de personne (*Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t. 1, p. 428) en même temps qu'elle le ramène toujours à ses « conditions de vie ».

Beaucoup plus loin, contre Stirner, le texte de *L'Idéologie allemande* reprend la critique initiée contre Feuerbach et entérine « la séparation possible entre concept et existence, être et apparence "de l'homme" » (*op. cit.*, p. 472). Stirner est condamné en ce qu'il suffirait de s'ôter de la tête cette représentation qui s'appelle "l'homme" pour abolir les conditions réelles qualifiées aujourd'hui d'*inhumaines*… » (p. 473). Mais « inhumain » est « le jugement de l'individu qui exprime son opposition aux conditions dans lesquelles il se trouve… » (*ibid*).

« Ce que l'on qualifie ainsi d' "inhumain" est un produit des conditions actuelles aussi bien que l' "humain" ; c'en est le côté négatif, c'est, en l'absence d'une force productive nouvelle,

[79]Nous savons que cette « définition » supprime ce qu'elle est censée définir.

révolutionnaire, la rébellion contre l'ordre régnant, ordre qui est fondé sur les forces productives existantes, et contre la façon de satisfaire les besoins correspondant à cette situation. L'expression positive "humain" correspond à un système déterminé, dominant en fonction d'un certain niveau de production, et à la façon de satisfaire les besoins que ce système implique, de même que l'expression négative "inhumain" correspond à *la tentative quotidiennement renouvelée* (nous soulignons), et suscitée par ce même niveau de production, de nier cette situation dominante et de nier aussi la façon dominante de satisfaire les besoins *dans le cadre du mode de production existant* (idem) » (p. 475).

Cet « humain » et cet « inhumain » qui sont toujours un « produit des conditions actuelles » perdent alors leur *relativité* : dans la mesure même où ils sont le produit de ces conditions et n'existent qu'en elles ils deviennent « absolus ». Ces termes ne peuvent *fonctionner efficacement* qu'en se référant et contenant ceux d' « Homme » et d' « Humanité », qu'en revêtant, comme étant « les conditions réelles de la vie » peu à peu une forme éthérée. Cette forme absolue, ils l'acquièrent en tant que sujet, dans les métamorphoses nécessaires des rapports de production.

Dans sa *Présentation* de *Raison et révolution* (Marcuse, éd. de Minuit), parlant de l'œuvre générale de Marcuse, Castel écrit : « Elle vise à réintégrer la dimension psycho-sociale du vécu dans le cadre d'une sociologie objective en montrant comment les processus génériques qui commandent la production et la consommation des biens sociaux conditionnent la structure des motivations et des comportements les plus personnels, jusqu'à donner l'illusion d'une perception "spontanée" du monde et d'autrui qui ne fait qu'intérioriser les déterminismes sociaux. » (*op. cit.*, p. 26). Castel poursuit : « ...dans une société capitaliste, la subjectivité elle-même se trouve réduite à s'identifier à la problématique objective qu'elle rencontre *en faisant siens* [nous soulignons] les mécanismes "naturels" de la production et de la consommation. » (*ibid*). Si Castel montre bien qu'il serait illusoire d'en demeurer aux « déterminismes sociaux » comme à un dogme ne connaissant en dehors de lui que des hérésies, il ne considère pas que les dits « déterminismes sociaux (comprenons les rapports de production) » se métamorphosent à partir d'eux-mêmes, de par leur nature, en formes de plus en plus médiatisées et fétichistes, et que, par-là, les « motivations subjectives » les font leurs, dans leurs

propres fonctionnement, jusqu'en en faire des pratiques de classe dans la lutte des classes. Si nous voulons comprendre ces pratiques « dans leur ensemble », Trotsky nous invite à « découvrir les contours réels des classes sociales, dont les racines plongent dans les retraites profondes de la production et dont les fleurs s'épanouissent dans les sphères supérieures de l'idéologie. » (*1905*, Les éditions de Minuit, 1969, p. 44).

Quelle que soit la définition de l'homme, l'homme liberté-raison des Lumières ou le même mais qui n'est tel que parce qu'il est d'abord « être communautaire » (Marx-le-jeune, Feuerbach, etc.) être homme c'est être sujet. Pour qu'il y ait de l' « humain » et de l' « inhumain », il faut qu'il y ait un « homme » et que cet « homme » soit porté par des sujets concrets sous peine de demeurer « éthéré ». Marx, dans *La question juive*, n'avait pas imaginé que le mode de production capitaliste parvienne à un tel point de son autoprésupposition qu'il puisse advenir, dans la lutte des classes telle qu'elle *existe*, une osmose entre l' « homme » et le « citoyen ».

Quand les contradictions de classes se nouent dans la vie quotidienne, c'est là que « l'aliénation humaine » réapparaît, c'est là que dans les formes de manifestation, l'idéologie et le fétichisme des rapports sociaux et, à ce niveau, c'est là que « la perte complète de l'homme » devient une force, c'est là que la « détermination en dernière instance » de l'économie peut être renversée. C'est pour cela que pour comprendre la vie quotidienne comme lieu de la cristallisation actuelle des contradictions entre les classes, il va falloir faire un petit retour en arrière. Il va falloir parcourir le chemin allant du travailleur libre à sa crise.

DE LA NAISSANCE DE LA VIE QUOTIDIENNE A LA CRISE DU TRAVAILLEUR LIBRE

La vie quotidienne n'a pas toujours existé

La vie quotidienne n'a pas toujours existé. Si nous considérons, avec beaucoup de précautions, le texte (très hégélien)[80] de Marx sur *Les formes antérieures à la production capitaliste* (*Grundrisse*, éd. Sociales, t. 1, pp. 410 à 452), quelles que soient toutes leurs différences, les trois formes (« asiatique », « classique », « germaine ») ont en commun : « la *reproduction de l'individu* dans les rapports déterminés qu'il a avec sa commune » ; « appropriation de la condition naturelle du travail, de la terre [...] appropriation, non par le travail, mais comme présupposée au travail » ; « il [l'individu] a, par sa propriété de la terre, *un mode objectif d'existence présupposé à son activité*, [...] il est lui-même subjectivement présupposé membre d'une commune. » (*op. cit.*, pp. 421-422) l'individu est alors défini comme « individu objectif » (*idem*, p. 432).

On pourrait soutenir qu'il n'y a pas de vie quotidienne avant le mode de production capitaliste, parce qu'il n'y a pas d' « individu libre » constitué, donc n'existe pas la catégorie de sujet, on pourrait dire également, que le surtravail revient à la communauté des travailleurs ou que la distinction entre travail nécessaire et surtravail est si claire que, dans un cas comme dans l'autre, il n'y a pas de « formes d'apparition », tout apparaît en clair (à la limite comme domination, voir *Manuscrits de 1861-1863*, pp. 138-139 – l'apparition de l'exploitation dans sa « pureté économique » est la pire des occultations). On peut multiplier ce types de réserves pour dire qu'il n'y a pas de vie quotidienne avant le mode de production capitaliste, mais ce serait purement tautologique dans la mesure où tout ce que l'on dirait c'est que cela ne correspond pas à notre définition de la vie quotidienne telle que nous l'avons produite dans les catégories du mode de production capitaliste (« les pratiques de

[80] La constitution d'un « vrai individu » est dans tout ce texte de Marx la dynamique et le sens de l'Histoire. La description des différentes « communes » est un plagiat « matérialiste » à peine retouché de l'Introduction de Hegel aux Leçons sur la philosophie de l'histoire (éd.Vrin, 1967, pp. 17 à 86).

production et reproduction dans l'ensemble des formes d'apparition constitué comme vécu par l'activité d'un sujet »).

C'est de la définition la plus ordinaire de la vie quotidienne dont il faut partir pour la prendre en défaut. La vie quotidienne c'est la reproduction des individus dans leurs activités les plus ordinaires avec leur caractère répétitif quasiment identique sur le long terme ou même se modifiant d'une époque à l'autre, mais seulement dans leur forme car, de n'importe quelle façon, on mange, on boit, on s'habille, on se reproduit, on travaille, on habite, on coopère et même on pense (voir dans *L'Idéologie allemande*, le passage sur « le(s) premier(s) fait(s) historique(s) », éd. Sociales, pp. 57-58). Dans sa *définition ordinaire*, la vie quotidienne désigne une réalité vécue, éprouvée chaque jour, au cours de laquelle se donnent à vivre non seulement le fonctionnement d'un mode de production donné (quel qu'il soit), mais aussi toutes les conditions de sa *reproduction*. Or, si nous suivons Marx dans ce qu'il y a de commun à toutes les « formes antérieures », il n'y a aucune différence entre production et reproduction, ou plutôt la reproduction n'existe pas comme moment particulier de la production. Au contraire, dans le mode de production capitaliste, il ne faut pas considérer production et reproduction comme des moments successifs, comme le fait de capitaux particuliers placés simplement côte à côte, mais comme un enchevêtrement (Marx, *Le Capital*, Livre II, chapitre 4, *Les trois figures du procès cyclique*). En revanche, pour « l'individu objectif », c'est son appartenance à la commune qui présuppose son travail, et si son travail et toutes ses activités autres reproduisent cette communauté c'est parce qu'elle lui préexiste. Cet individu a « un mode objectif d'existence » qui « présuppose son activité », « il est lui-même subjectivement présupposé membre d'une commune ». Ce qui signifie que : « *A proprement parler, il* [*l'individu objectif, nda*] *n'a pas de rapport avec ses conditions de production ; mais il existe doublement, aussi bien subjectivement, en tant qu'il est sa propre personne, qu'objectivement, dans ces conditions naturelles inorganiques de son existence.* » (*Grundrisse*, éd. Sociales, p. 429). Toutes les activités constituent un ensemble indissociable et indistinct.

La vie quotidienne de l' « individu objectif », ce n'est pas un rapport, c'est lui-même : répétition, banalité, activités ordinaires, tout cela n'a aucun sens, sauf à dire qu'il *est* cela. Dans sa définition la plus ordinaire, la vie quotidienne suppose que si

l'individu existe « subjectivement, en tant qu'il est sa propre personne », il faut qu'il n'existe plus « objectivement ». La vie quotidienne balbutie dans la dissolution de ces « formes antérieures » ou dans les dites « formes secondes » (esclavage, servage), mais elle n'existe en tant que telle qu'avec l'individu contingent, dénué de tout rapport objectif à ses conditions que sont aussi bien l'ouvrier que le capitaliste. Dans les sociétés de classes comme ordres ou castes, il n'y a pas de vie quotidienne mais, dans ces « formes secondes », occasionnellement une relation malheureuse aux activités apparaît comme une contrainte pour persister dans leur être pour les dominants, pour s'en sortir pour les subalternes parce que leur existence, comme dirait Marx contre Feuerbach, ne correspond plus à leur être (*Idéologie allemande*, éd. Sociales, p. 74).

C'est en prenant au pied de la lettre la définition la plus ordinaire que l'on montre qu'elle n'est pas pertinente, qu'elle ne peut, contrairement à sa prétention, *s'appliquer à tous les modes de production* et qu'il faut la remplacer par une définition découlant spécifiquement du mode de production capitaliste parce que la vie quotidienne est spécifiquement un attribut de ce mode de production.

La séparation du travailleur et de ses conditions : une histoire toujours inachevée

« Pour le capital, ce n'est pas le travailleur qui est une condition de production (comme dans l'esclavage ou le servage, nda) mais seulement le travail. […] Et le capital ne s'approprie pas le travailleur mais son travail – pas directement mais par la médiation de l'échange. […] travailleur libre, puissance de travail sans objectivité, purement subjective, face aux conditions objectives de la production … » (*Grundrisse*, éd. Sociales, t. 1, p. 435-436). Le même procès qui a séparé une quantité d'individus de leurs relations antérieures a également libéré les conditions objectives du travail du lien qui les rattachait antérieurement aux individus désormais détachés d'elles. *Toutes les anciennes relations sont éteintes, la vie quotidienne, cette routine nécessaire à la mise en relation du travailleur et de ses conditions et à sa reproduction, pouvait maintenant commencer*.

Ce qui fait de l'économie un « système séparé », c'est la séparation du travailleur et de ses conditions, celui-là réduit à une existence purement subjective (c'est le triomphe général de l'idéologie du sujet) et celles-ci se dressant face à lui dans leur objectivité à reproduire. Elles s'imposent alors comme *nécessaires* et condition de reproduction de tous les rapports sociaux qui deviennent la vie quotidienne, y compris son travail comme individu (« le sien » construit comme tel) s'opposant à sa détermination sociale – coopération, valeur, valorisation.

« L'accumulation primitive n'est rien d'autre, comme je l'ai expliqué, que la séparation des conditions de travail qui deviennent des *puissances autonomes vis-à-vis du travail et des travailleurs* [nous soulignons]. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, éd. Sociales, t. 3, p. 317). Et nous pourrions ajouter : vis-à-vis des capitalistes eux-mêmes.

On a déjà dit que la vie quotidienne naît d'une double séparation : du travailleur d'avec ses conditions et concurremment du travail d'avec son caractère social, le travail ne revêtant pour le travailleur que ses caractéristiques (construites seulement en regard du caractère social qui lui échappe) relevant d'individus isolés (en société).

C'est dans la figure du pauvre, mais du *pauvre libre*, que l'apparition de la vie quotidienne devient manifeste. Le pauvre est celui qu'il faut réprimer, contrôler, enfermer, occuper (voir Michel Foucault). A partir du début du XVII^{e} siècle en Europe occidentale, la nouvelle figure du pauvre le définit comme celui qui n'a plus aucune relation présupposée avec ses conditions de reproduction.

L'existence du pauvre est l'entrée en scène manifeste de la vie quotidienne au sens où avec lui apparaît négativement (par son absence) qu'il faut maintenant *mettre en relation* l'individu avec ses conditions de travail et de reproduction, et que cela est devenu le fait même et la responsabilité personnelle de cet individu comme une somme d'activités spécifiques (la vie quotidienne). Devenant responsable, il devient coupable (Foucault) ; si depuis la pendaison et la *workhouse* (voir *Le Capital*, chapitre sur *L'Accumulation primitive*) les formes ont changé, du welfare au workfare, le principe, lui, demeure.

Avec la séparation du travailleur et de ses conditions, apparaît cette marchandise qu'est la force de travail, en même temps que tous les éléments de sa reproduction deviennent l'objet d'un libre

marché. S'impose alors la nécessité de la construction d'institutions et de mécanismes économiques susceptibles d'assurer, de façon régulière et prévisible, la reproduction de toutes les activités par lesquelles le travailleur est mis en relation avec ses conditions aussi bien de consommation que de travail (les moyens de production). *Nous avons appelé vie quotidienne l'ensemble de ces activités à partir du moment où elles ne sont plus présupposées par l'appartenance préalable du travailleur à une communauté.* Ce dont il est question ici, c'est autant de l'histoire de toutes les « lois sociales » (accidents du travail, chômage, famille) que de l'histoire de la consommation ouvrière (cf. Daumas, *La révolution matérielle, une histoire de la consommation, France XIX^e^-XXI^e^ siècle,* éd. Flammarion, 2018 ; et Anthony Galluzzo, *La fabrique du consommateur, une histoire de la société marchande*, éd. Zones, 2020). Laissé à lui-même, l'acte de naissance de la vie quotidienne devient contradictoire à ce qu'il a engendré : *la séparation doit être « résorbée » dans le cadre même des éléments séparés*[81]. Les rapports de distribution, la reproduction, le fétichisme du salaire, l'individuation, forment un processus unique (si ce n'est total) au travers de l'économie, de la politique, des formalisations légales et institutionnelles.

La vie quotidienne est un *processus constant de constitution*. Si nous pouvons repérer le moment de l'acte de naissance de l'économie et de la vie quotidienne, il ne faudrait pas croire que la chose est par là définitivement constituée. La relation entre le travail, le travailleur, les formes de constitution du salaire, la prise en compte de la reproduction, la consommation, l'organisation de la ville et des territoires, se modifient sans cesse, les frontières bougent. Il y a deux domaines dont les évolutions respectives sont intriquées : les modes d'exploitation et de mobilisation de la force de travail depuis les différentes formes de manufactures jusqu'à la numérisation et le télétravail en passant par la grande industrie ; l'absorption de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital (plus-value relative), c'est-à-dire trivialement *l'histoire de la consommation*. La vie quotidienne est un processus constant et mouvant de constitution, cette routine quotidienne de la mise en relation entre les individus et leurs conditions de reproduction, différente selon les classes et les sexes, est tout aussi

[81] Si le mode de production capitaliste a réalisé cette résorption « à sa façon », ce fut, différemment, le projet d'Owen et des socialistes dits « utopiques ».

quotidiennement sur le qui-vive, *jamais présupposée*, toujours à accomplir personnellement comme *une succession de choix*. La séparation du travailleur et de ses conditions est un mouvement *permanent* de renouvellement et d'approfondissement. Cet « approfondissement » de la séparation n'est pas qu'un processus quantitatif, si le capital présuppose constamment le renouvellement de son rapport au travail dans chaque moment de sa reproduction, l'approfondissement de la séparation c'est le devenir adéquat, à l'intérieur de lui-même de chacun de ces moments comme moment de cette autoprésupposition. Nous parlons ici, et actuellement, de l'achat global de la force de travail, du caractère social du procès de production, de sa financiarisation, des modes de consommation et de dispensation du revenu, etc..

Dans ce mouvement permanent, la vie quotidienne existe dans un espace vécu qui n'est pas une étendue neutre mais construite par une somme d'activités où les classes s'entrecroisent, s'opposent et s'excluent dans leur *appartenance* et utilisation d'un espace fait de pratiques. C'est ainsi qu'il faut considérer le logement, l'urbanisme, la rente foncière, en ce qu'ils sont des modalités de mise en relation des individus avec leurs conditions de production et de reproduction. Il ne s'agit pas de dire que la vie quotidienne se « déroule » forcément quelque part, dans un espace, c'est l'existence de tels espaces *construits* qui fait qu'il y a vie quotidienne, c'est-à-dire rapports du travailleur à ses conditions constamment à reproduire comme le montrent, même si elles sont maintenant anciennes, les enquêtes de Michel de Certeau sur la ville de Lyon (*L'invention du quotidien*, éd. Gallimard, folio-essais, 2019, 1ère édition, 1980).

La vie quotidienne ne se formalise comme telle qu'avec la subsomption réelle, elle possède cependant une base générale dans les caractéristiques du mode de production capitaliste : l'individu-personne, la séparation de l'économie avec la fin de l'individu objectif, la fin des « rapports personnels » (longs à éliminer dans le mode de production capitaliste)[82]. Avec la subsomption réelle, la

[82] Dans *La Proclamation de la Commune* (éd. Gallimard, 1965) Lefebvre écrit : « L'aliénation politique et l'aliénation idéologique (le culte de l'Etat par exemple) qui marqueront de leur empreinte le mouvement ouvrier en Europe, lorsqu'il grandira et en même temps s'intégrera dans les grands pays industriels à la société globale, ces aliénations complexes ont à peine débuté. […] L'aliénation n'a pas encore de fonction. Il n'est pas encore nécessaire de l'accepter […] pour simplement survivre.

reproduction du travailleur devient un moment du cycle propre du capital, tant en ce qui concerne les marchandises entrant régulièrement dans sa consommation qu'en ce qui concerne la reproduction sociale de la classe et les divers moments du cycle de vie de ce travailleur. « La production de la plus-value absolue n'affecte que la durée du travail, la production de la plus-value relative en transforme entièrement les procédés techniques et *les combinaisons sociales*. » (*Le Capital*, éd. Sociales, t. 2, p. 184). Toutes les déterminations éparses constituant la vie quotidienne se mettent alors en place : reproduction, autoprésupposition, profit, péréquation, distribution, fétichisme, idéologie, sujet … Si la séparation du travailleur et de ses conditions constitue l'acte de naissance de la vie quotidienne, sa construction est, quant à elle, un processus continu, toujours inachevé.

Dans un seul et même mouvement (la valeur en procès), le mode de production capitaliste ne peut exister d'une part « sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire tout l'ensemble des rapports sociaux » (Marx, *Le Manifeste*, éd. 10/18, p. 23), mais, d'autre part, sans aussi reproduire *le même rapport* du travail au capital. La vie quotidienne, qui est cette *reproduction* dans toutes les caractéristiques (c'est-à-dire tous les décalages) que cette même reproduction implique, apparaît comme toujours en retard, un obstacle, une routine. Pour la classe capitaliste, la vie quotidienne de la classe exploitée est toujours, conjointement, une lourdeur à dépasser et une menace d'inventivités perturbantes (voir le thème du « braconnage » chez Michel de Certeau). En fait cette classe capitaliste rencontre sous une forme immédiate, spécifique, vécue, une contradiction interne de son propre mode de production : tout doit être constamment révolutionné mais le rapport fondamental

---

Elle n'est pas devenue inhérente à *une quotidienneté qui ne se détache pas encore de la vie au travail* (souligné par nous). A cette époque, l'argent et le capital, en tant que fétiches sociaux, n'ont pas encore produit toutes leurs conséquences. En termes marxistes précis, les aliénations qui pèsent sur la classe ouvrière et le peuple n'ont pas encore entraîné une "réification" des rapports. L'énorme puissance de l'argent, comme celle de l'Etat, n'a pas encore séparé les rapports immédiats (ceux de personne à personne) et les rapports médiats, ceux qui se font par l'intermédiaire du marché et de l'argent, au profit de ces derniers, en détruisant les premiers. Les rapports sociaux, sans avoir une transparence réelle, restent au niveau du sensible. […] [Le prolétariat] vit, à côté de la réification, *ses modalités propres du vécu* [nous soulignons]. » (*op. cit.*, pp. 128-129).

doit être reproduit, dans sa forme, « à l'identique ». Cette reproduction ne se réduit pas à l'automatisme du face-à-face reproduit (*Le Capital*, éd. Sociales, t. 3, p. 20), elle est un ensemble d'activités constituant la vie quotidienne qu'un individu devenu sujet (dans les médiations de la reproduction) doit *lui-même* ou encore plus *elle-même* accomplir. *La reproduction n'est pas la manifestation d'un automate, mais un ensemble de pratiques accomplies volontairement et consciemment par des individus construits comme sujets dans les métamorphoses des rapports de production*.

Classes et genre sont constitutifs de la vie quotidienne

Si nous définissons la vie quotidienne sur la base de la production du sujet dans les métamorphoses des rapports de production et de sa mise en relation avec ses conditions de reproduction, la différenciation de classes, mais également la différenciation entre les hommes et les femmes, sont inhérentes à la vie quotidienne. Toutes les catégories du mode de production capitaliste sont sexuées. Le travail, la population bien sûr. Puis, fondamentalement, le rapport salarial : séparation de la production et de la reproduction ; reproduction dans la sphère de la circulation ; paiement non du travail mais de la reproduction de la force de travail et de la « race des travailleurs ». Mais aussi la division du travail, la propriété, l'échange. Sur ce dernier point, il semble exister au premier abord une neutralité du marché vis-à-vis de la distinction de genre, mais cela parce que de lui-même, en soi, le marché, dans son existence même n'est pas neutre vis-à-vis de la distinction de genre. Le marché, dans un mode de production où toute la production est destinée à la vente définit le caractère social de cette production comme publique, par-là la distinction de genre peut être proclamée non-pertinente intérieurement car elle est présupposée dans l'existence même de la chose.

Ce caractère sexué de toutes les catégories du capital signifie une division *générale* de la société entre hommes et femmes. Cette division générale acquiert comme contenu social ce qui est la synthèse de toutes les sexuations des catégories : la création de la distinction du public et du privé. Cette distinction est la synthèse parce que le mode de production capitaliste est une économie *politique*. C'est-à-dire que, reposant sur la vente de la force de

travail et une production sociale n'existant comme telle que pour le marché (valeur), le mode de production capitaliste rejette comme de nature « non sociale » les moments de sa propre reproduction qui échappent à une soumission directe au marché ou au procès de production immédiat : le privé. Ce privé est le privé du public, toujours dans une relation hiérarchique de définition et de soumission au public.

Il faut se garder d'une fausse évidence : « les femmes accomplissent le travail domestique ». Non, c'est le travail accompli par les femmes qui, parce qu'accompli par elles, dans un certain rapport, est le « travail domestique ». Ainsi le travail domestique ne recouvre pas une liste de travaux concrets et définis préalablement à leur assignation aux femmes (tout au plus, les hommes aident – participent – au travail domestique). Par définition le travail domestique est sexué, ce n'est pas le travail qui s'appliquerait à l'intérieur de la « maison » mais celui qui est effectué par la personne qui appartient, en situation dépendante, à la « maison » en tant que structure sociale. Si le travail des femmes est, en ce sens, le travail domestique, c'est que la définition fondamentale du groupe « femmes » par leur appropriation en tant que personne exclut leur activité du champ des relations sociales. Celle qui est approprié *en tant que personne* ne produit rien qui en tant qu'objet ou activité puisse se détacher d'elle comme sa propriété et rentrer dans le champ général de l'économie. C'est le travail domestique, travail des femmes, et en tant que tel exclu de l'économie. Ce travail peut parfois être aussi effectué par des hommes, il demeure travail féminin, une société, simplement parce qu'elle est reproduction d'elle-même et donc « survit » aux individus qui la composent, est une structure de positions et de fonctions avant d'être un ensemble d'individus concrets. Les femmes accomplissent un travail qui, dans un mode de production déterminé et en vertu des déterminations de ce mode de production, ne crée pas de valeur, ce n'est pas l'effet du hasard s'il leur est assigné. L'appropriation des femmes, inhérente à tous les modes de production y compris le capitalisme, crée le travail domestique à l'intérieur de la structure sociale de cette appropriation : la famille.

La naissance de la vie quotidienne, c'est la séparation du travail et de ses conditions, c'est aussi la naissance de la vie privée. Du choix du conjoint au travail ménager, les femmes devenues

individus doivent assumer les activités de leur reproduction en tant que telles. Mais toutes ces activités, du travail domestique à l'amour, dans la distinction du public et du privé, sont socialement construites et assignées comme la manifestation de leur nature. En cela les femmes comme « sujets » sont toujours dans l'ambigüité, elles doivent devenir « autre » (ce que paradoxalement souligne toute l'idéologie de la « parité »), cette nécessité de devenir « autre » confirme en retour la *nature* de leur être : « Le privilège que l'homme détient et qui se fait sentir dès son enfance, c'est que sa vocation d'être humain ne contredit pas sa destinée de mâle […] Il n'est pas divisé. Tandis qu'il est demandé à la femme pour accomplir sa féminité de se faire objet et proie, c'est-à-dire de renoncer à ses revendications de sujet souverain. » (de Beauvoir, *Le deuxième sexe*, éd. Gallimard Folio-Essais, t. 2, p. 590).

Même si nous pouvons ramener la définition des femmes et leur appropriation, à la population, ce n'est pas là le seul objet de luttes. Tout ramener immédiatement à la population, c'est ne pas voir comment la contradiction entre les hommes et les femmes se construit ; il ne s'agit plus alors que d'un « capital » très abstrait dans lequel les hommes ne sont plus que des figures « théoriques » et transparentes. Puisque c'est du niveau de pertinence du concept de vie quotidienne dont il s'agit ici, il faut donner de la distinction entre hommes et femmes une forme plus développée. Considérer, par exemple, conceptuellement la constitution du groupe femmes et son appropriation dans tous les modes de production comme immédiatement identique à la nécessité de la population comme principale force productive définit le concept sans les attributs par lesquels il existe. Il y aurait la chose *puis* ses effets vécus et quotidiens. Or les effets ne sont pas que des effets mais des moments constitutifs de l'efficacité de la naturalisation des femmes à partir de la reproduction (population). Sans la naturalisation du « care », du travail domestique, pas d'évidence naturelle de la reproduction constituant les femmes. La lutte contre la naturalisation de l'assignation se déroule à tous les niveaux, car la catégorie naturelle est éternisée pour justifier tout le reste (les boulots, les enfants). Dans tous les moments, les caractéristiques féminines sont produites naturalisées. Sans le care et la « valorisation des autres » pas d' « instinct maternel ». Sans soumission de la femme à l'homme, pas de rapports sexuels. *Chaque moment rend possible la naturalisation de la définition par*

la reproduction, sans tous ces moments, « ça ne marche pas ». Quand les femmes sont les personnes qui font des enfants, c'est la réalisation de tous ces moments, *elles se réalisent comme femmes*. La nature d'une chose n'est que la somme de ses attributs.

Le travail et donc la population comme principale force productive comme contradiction sont constitutifs du mode de production capitaliste. Avec celui-ci, la lutte des femmes change de nature par rapport aux modes de production antérieurs. Il faut la société civile bourgeoise et les rapports de production capitalistes pour qu'il y ait *féminisme* : « Mary Wollstonecraft dans sa *Défense des droits des femmes* (1792) rejette toute approche sexuée de la question des femmes ; ce qu'elle appelle "l'erreur sensuelle". Tout le mal vient de ce que les hommes ont considéré les êtres féminins ("*females*") comme des femmes ("*women*") plutôt que comme des créatures humaines. » (Catherine Larrère, *Le sexe ou le rang ? La condition des femmes selon la philosophie des Lumières*, in *Nouvelle encyclopédie politique et historique des femmes*, éd. Les belles Lettres, p. 200). Dans le mode de production capitaliste, les contradictions des rapports de production appellent le concept de genre, de même que la société civile bourgeoise et l'Etat appellent ce que Carole Pateman nomme « le dilemme de Wollstonecraft » : « ...les femmes sont acculées au mieux à une citoyenneté de seconde zone : soit elles sont intégrées à la citoyenneté en tant qu'individus et leur égalité les assimile aux hommes en niant et déniant leurs expériences et leurs vies de femmes ; soit elles sont incluses à la citoyenneté en tant que femmes, la différence sexuelle entérinant la séparation entre le privé et le public. » (Bérengère Marques-Pereira, article *Citoyenneté*, in *Dictionnaire critique du féminisme*, éd. PUF, p. 18).

La constitution des classes et la distinction de genre sont inhérentes à la définition même de la vie quotidienne. Il n'y a pas une définition s'appliquant différemment : les classes, les hommes et les femmes dans leur contradiction sont donnés dans la définition même. Vu la façon dont nous avons produit et construit le concept de vie quotidienne, avec sa mise en œuvre par un sujet qui y trouve son lieu et son monde d'existence, lieu que ce sujet construit et habite, il découle que la vie quotidienne est une construction inhérente à l'existence des classes et des sexes et non

quelque chose qui, une fois, produit, se différencie selon les classes et les sexes.

Marx nous en donne une image à la fin du chapitre sur *L'achat et la vente de la force de travail* : « …nous voyons [à la suite de cet achat, nda], à ce qu'il me semble, s'opérer une certaine transformation dans la physionomie des personnages de notre drame. Notre ancien homme aux écus prend les devants et, en qualité de capitaliste, marche le premier ; le possesseur de la force de travail le suit par derrière comme son travailleur à lui ; celui-là le regard narquois, l'air important et affairé ; celui-ci timide, hésitant, rétif, comme quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché, et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : à être tanné. » (*Le Capital*., éd. Sociales, t. 1, p. 179). Le sujet, celui de la vie quotidienne, découle de la constitution des classes.

Le concept de vie quotidienne ne doit pas être défini en tant que tel, puis ensuite on en déduirait (de ce concept déjà défini) les différences d'application selon le genre, les classes, les « races », etc. Il faut considérer que les différences *font partie* de la définition du concept et non de son application. C'est un principe méthodologique plus facile à énoncer qu'à appliquer. Comment y parvenir ? En montrant que ce n'est pas la mise en relation de l'individu avec ses conditions qui s'applique différemment selon les diverses catégories ; mais que, pour chaque catégorie sa mise en relation avec ses conditions est constituée par la mise en relation des autres. A ce moment-là, la mise en relation de chacune contient la différence, c'est-à-dire la mise en relation des autres.

En elle-même la vie quotidienne est inhérente au concept de capital, il y a non seulement la séparation du travailleur et de ses conditions, sa production comme individu et comme sujet, mais aussi la production de sa liberté. *Liberté vis-à-vis de ses conditions, liberté de se vendre, et liberté de l'ensemble des activités par lesquelles le travailleur reproduit sa relation à ses conditions*. Cependant considérer la vie quotidienne comme le vécu immédiat en opposition aux rapports de production est l'erreur de Lefebvre et Debord. L'un et l'autre considèrent historiquement la vie quotidienne, mais ne la considèrent pas comme une construction historique en elle-même, c'est-à-dire appartenant spécifiquement au mode de production capitaliste.

Parmi toutes les médiations constituant la vie quotidienne, il y a la genèse de cette pratique « naturelle » de la « liberté » par

laquelle les « différentes formes de l'ensemble social se présentent à l'individu comme le simple moyen de réaliser ses buts particuliers. » (Marx, *Introduction de 1857*), et par laquelle l'individu devient sujet.

Nous avons défini la vie quotidienne comme la somme des activités mises en œuvre par un sujet (avec ce que cela suppose comme « formes d'apparition », idéologie, etc.) comme relations à ses conditions de travail et de reproduction personnelle quand ces relations ne sont plus présupposées par une appartenance communautaire (« individu objectif »). Nous avons dit que face à la totalité de ses conditions, le prolétaire est responsable. Si nous énonçons simplement les choses ainsi, la vie quotidienne paraît relever de ce prolétaire libre en tant que sujet face à l'objectivité de ses conditions. Or, nous avons vu également que les choses se compliquent d'une contradiction interne à la vie quotidienne. C'est *en tant que prolétaire* (nous n'avons parlé de vie quotidienne qu'avec la séparation du travailleur et de ses conditions) que cet individu est le « sujet libre » de sa reproduction, il est présupposé par un rapport social, cela est évident mais cela signifie que *sa vie quotidienne n'est pas « la sienne »*. En ce qui concerne le travail, se produit une scission entre ce qu'il est comme activité individuelle (tel qu'il est alors un moment de la vie quotidienne) et ce qu'il est comme activité sociale. Mais, ce n'est pas que le travail, ce sont toutes les activités de la vie quotidienne qui sont scindées. Cela n'est pas sans importance car c'est ainsi que, sur la base de la vie quotidienne, en l'ayant comme champ de luttes, l'on se révolte contre *sa vie quotidienne* en la voulant *ce qu'elle ne peut pas être* : la manifestation de la liberté d'un sujet à côté du rapport d'exploitation (voir supra à propos du passe sanitaire et de l' « aliénation humaine »). Mais, la liberté du sujet n'est que la séparation qui fonde l'exploitation.

Avec le capital nous sommes passés de l'individu objectif à l'individu contingent, si « l'essence de l'homme, c'est l'ensemble des rapports sociaux » (*Thèses sur Feuerbach*), pour chaque individu être l'ensemble des rapports sociaux est une contradiction du fait même de ces rapports sociaux dont la contingence s'impose comme la forme de leur nécessité. En effet, la contingence est précisément ce qui n'est pas contingent mais structurel, si la contingence était contingente elle pourrait être comme ne pas être,

or dans le mode de production capitaliste, la contingence est la définition « intérieure » même de l'individu dans son rapport à la société et au monde. Cette contingence qui oblige à faire de sa reproduction son affaire personnelle et qui fonde la vie quotidienne n'a pas le même sens pour le capitaliste et pour l'ouvrier (il faut se souvenir ici de ce que nous avons écrit à propos de la vie quotidienne et du Covid). A la différence du capitaliste, le prolétaire a toujours un rapport d'extériorité, de contrainte sur sa vie et sa reproduction, c'est inhérent à sa situation et constitution en classe : «Tel est le *procès de l'aliénation* du travail. D'emblée, l'ouvrier s'élève cependant au-dessus du capitaliste, qui est plongé dans un procès d'aliénation où il trouve sa satisfaction absolue, tandis que l'ouvrier, en en étant la victime, est dès l'abord dans une situation de rébellion contre une aliénation qu'il éprouve comme esclavage » (Marx, *Chapitre inédit*, éd. 10/18, pp. 142-143). Quand le prolétaire se sait floué comme « sujet », les conditions dans lesquelles il vit et entre en relation avec les autres ne lui apparaissent plus comme des conditions inhérentes à son individualité (voir Marx, *L'Idéologie allemande*, éd. Sociales, p. 98). Il est intrinsèquement « insatisfait de lui-même » (« ne veut pas rester ce qu'il est ») pour reprendre l'expression de Marx dans *l'Idéologie Allemande*. Nous pouvons dire la même chose des femmes.

« Stirner croit ici que les prolétaires communistes qui révolutionnent la société et établissent les rapports de production et les formes des relations sur une base nouvelle, c'est-à-dire sur eux-mêmes, en tant qu'hommes nouveaux, sur leur nouveau mode de vie, restent "ceux qu'ils étaient dans le passé". La propagande inlassable que font les prolétaires, les discussions qu'ils organisent entre eux quotidiennement, prouvent à suffisance *combien peu eux-mêmes veulent rester* "*ceux qu'ils étaient*" [souligné par nous], et combien d'une manière générale, ils souhaitent que les hommes ne restent pas "ceux qu'ils étaient". Ils ne resteraient "ceux qu'ils étaient dans le passé" que si, avec saint Sancho, ils "cherchaient la faute en eux-mêmes" ; mais ils savent trop bien que c'est seulement lorsque les conditions seront modifiées qu'ils cesseront d'être "ceux qu'ils étaient" et c'est pourquoi ils sont décidés à modifier ces conditions à la première occasion. Dans l'activité révolutionnaire, se changer soi-même et changer ces conditions coïncident. » (*Idéologie allemande*, p. 242). Les prolétaires, abolissant leurs

propres conditions d'existence qui les définissent, se transforment eux-mêmes. Ils ne sont le « regain » de rien et ne font que partir de leur condition existante dans *cette* société. Marx, dans un passage moins connu de l'*Idéologie allemande* va même plus loin, parlant de « la phrase de Saint Simon relative au libre développement des dispositions naturelles des individus », il commente : « Son expression exacte [de cette phrase, nda], c'est cette absurdité selon laquelle les individus qui forment la société veulent conserver leur individualité, rester ce qu'ils sont, tout en exigeant de la société une transformation qui ne peut émaner que de leur propre transformation. » (*op. cit.,* p. 525).

Mais si la mise en cause des sujets est une détermination inhérente à la lutte de classe, est-ce que la lutte de classe n'est pas la mise en cause des sujets (leur insatisfaction inhérente vis-à-vis d'eux-mêmes) ? Nous sommes là dans une contradiction interne à la vie quotidienne, jamais satisfaite, de façon structurelle, constitutive. Nous avons là, dans la vie quotidienne le fond structurel de la « crise du travailleur libre ». C'est ainsi que l'on parvient à la vie quotidienne comme lieu de cristallisation des contradictions : par la crise du travailleur libre. *Le sujet est en crise*.

LA CRISE DU TRAVAILLEUR LIBRE

Ce que nous appelons ici « crise du travailleur libre » n'est que la manifestation la plus caractéristique de la crise générale de cette phase de la subsomption réelle initiée dans la restructuration des années 1970-1980, dans laquelle la contradiction entre le prolétariat et le capital s'est constituée au niveau de la *reproduction* de leur rapport.

Est-ce que, après le « désencastrement » décrit par Polanyi dans *La Grande transformation* (proche de la thèse de Marx dans *Les Formes antérieures*), puis le « réencastrement » des années 1930 et de l'après-guerre, puis à nouveau le « désencastrement libéral » nous assistons, à l'intérieur de ce même « libéralisme », à un réencastrement du travail dans la vie quotidienne[83] ? Beau

[83] Pour Polanyi : dans le libéralisme classique du XIX^e^ siècle, « Au lieu que l'économie soit encastrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encastrées dans le système économique. » (Polanyi, *La Grande*

mouvement dialectique (à manier avec prudence). Précarité, flexibilité, ubérisation, achat global de la force de travail. Le capital peut, comme dans chaque crise, être considéré comme en pleine expansion : ampleur géographique, expansion dans des secteurs où se créent de nouveaux marchés – loisirs, médias, de nouveaux objets de transactions, communications, soins, aides, livraisons, transformation de nouvelles activités et de nouveaux produits en marchandises, l'économie des « petits boulots » (*gig economy*), économie circulaire, production et commercialisation locaux, etc. Jusque dans les aires centrales du capitalisme, nous assistons à la dissolution des formes de travail socialement stables, contractuelles et reconnaissables qui définissaient ce qui est et ce qui n'est pas du temps de travail, du lieu de travail, de la rémunération ou des coûts de la main-d'œuvre. Cette dissolution s'accompagne aux Etats-Unis ou en Europe occidentale de luttes qui imposent aux entreprises et à la législation de réguler et réglementer cette évolution, ce qui la rend plus efficace et pérenne. C'est même ainsi que ce processus s'impose et devient efficient sur le long terme. En même temps que la législation régule et réglemente le travail précaire et/ou dit « indépendant », le CDI s'aligne sur les caractéristiques de ce travail précaire, si bien que de façon encore marginale mais notable des travailleurs refusent leur « normalisation » comme ce fut le cas lors des récentes luttes des livreurs au Brésil.

Le quotidien *Les Echos*, dans son édition du 2 décembre 2015, titrait à propos de la réforme du Code du travail alors en préparation (promulguée en 2016, malgré le « mouvement social ») : *Et si l'"ubérisation" était le vrai choc de simplification* : « Certains prédisent même la mort du CDI classique avec les travailleurs rémunérés à la tâche, jouant les taxis quelques heures dans la journée, remplaçant La Poste ou DHL en transportant un colis pour Amazon sur le chemin de leur bureau ou s'érigeant en professionnels du tourisme en louant leur appartement parisien et

transformation, éd. Tel-Gallimard, p. 104). Ce qu'il désigne par « grande transformation » c'est la re-socialisation de l'économie que la crise des années 1930 imposa au monde. « "La grande transformation" représente donc en quelque façon l'inverse de la transformation qui a donné jour à l'idéologie de l'économie libérale. » (Louis Dumont, idem, préface, p. 7). Sans rien enlever à l'importance de cette rupture décrite par Polanyi, nous la considérons *plutôt* comme l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital, c'est-à-dire comme la marque primordiale du passage à la subsomption réelle du travail sous le capital.

leur résidence secondaire ». Selon un « Observatoire du long terme », l'article évalue à 14 % les emplois qui en France seraient « ubérisés ».

Marie-Claire Carrère-Gée, présidente du « Conseil d'orientation pour l'emploi », signait, quant à elle, dans *Le Monde* du 5 novembre 2015, une tribune au titre claquant : *L'"ubérisation" de l'emploi est déjà partout*. L'analyse est beaucoup plus subtile que celle de l'Observatoire précédent. Elle commence par souligner que « l'âge d'or du CDI n'a jamais existé. La construction législative et jurisprudentielle du CDI comme emploi protégé et stable ne date que des crises des années 1970. Au même moment, le législateur reconnaissait l'intérim et le CDD, leur assurant ainsi une progression fulgurante. » Depuis le début des années 2000, le CDI demeure la formule ultra-dominante d'emploi, autour de 87 % de l'emploi salarié. Même si cela est vrai il faudrait ne pas laisser de côté les formes d'embauche, les différences selon les catégories de salariés, etc. Passons, c'est la suite qui est décisive, citons longuement.

« Alors, rien n'aurait changé ? Si bien sûr. C'est même à un véritable bouleversement auquel nous assistons, avec une grande vague de flexibilisation et d'individualisation, qui touche toutes les conditions d'emploi. A tout seigneur, tout honneur, le premier concerné est le CDI : le fameux "CDI à temps plein avec des horaires stables et chez un seul employeur" est déjà minoritaire, avec la progression du temps partiel, qui concerne un peu plus de 4 millions de salariés, et des horaires décalés et variables. Près d'un tiers des travailleurs travaillent habituellement ou occasionnellement le dimanche, contre un sur cinq il y a vingt ans. La part des horaires à la carte a aussi quasiment doublé et dépasse les 10 %. L'unité du lieu de travail est également remise en question avec l'essor du télétravail, qui concerne près de 17 % des actifs. La flexibilisation progresse aussi de façon fulgurante au sein des CDD : les contrats temporaires les plus courts explosent. Les flux d'emplois de moins de trois mois en CDD ou intérim représentent neuf embauches sur dix. L'explosion est encore plus forte pour les contrats de moins d'un mois. L'emploi indépendant s'individualise également de plus en plus : c'est en son sein, l'emploi indépendant sans aucun salarié qui progresse avec notamment 1 million d'auto-entrepreneurs. Mais le phénomène le plus marquant de ces dernières années est l'individualisation de

l'activité elle-même, avec l'explosion de la pluriactivité -- avoir plusieurs emplois salariés, ou un emploi salarié et un autre indépendant. Elle concerne aujourd'hui plus de 2,3 millions d'actifs contre 1 million il y a dix ans. Un tiers des auto-entrepreneurs le sont en complément d'un emploi salarié. [...] Enfin, l'essor des nouvelles technologies donne un formidable élan à toutes les formes d'activité dans lesquelles le travail ne s'exerce pas dans l'entreprise qui embauche. Ce le cas des sites de "jobbing" entre particuliers, des plates-formes de services entre professionnels, des sites de free-lance, où un nombre important de personnes, rémunérées ou non, contribuent à la réalisation d'un projet divisé en microtâches. [...] *Il n'y a pas l'ancienne économie d'un côté et la nouvelle économie de l'autre, les salariés et les "anciens indépendants" contre les "ubérisés" : la nouvelle économie est partout* ». Soulignons qu'en regard de cette évolution, la France est un peu à la traîne par rapport à nombre d'autre pays « occidentaux ».

La vie quotidienne, moment des « activités libres » de la reproduction est investie par le travail, elle concentre la fragilité sociale : « Dès qu'il arrive quelque chose, c'est la merde ». Actuellement le retour de l'inflation se traduit, comme cela l'était auparavant, par des revendications sur le coût de la vie, mais, à l'ère de l'ubérisation galopante, ce retour conduit principalement à des manifestations sur le coût du travail, c'est-à-dire à des luttes sur la capacité à travailler. La reproduction de la force de travail se transforme en gestion de la micro-entreprise de soi-même. A la limite, être son propre patron apparaît comme une alternative aux emplois de merde. Dans les périphéries, l'expansion du microcrédit facilite le financement minimal pour vendre son activité au travers de « son entreprise ». L' « autonomie » devient un rouage dans l'engrenage de l'exploitation : une conséquence importante du programme *Bolsa Familia* au Brésil fut de créer une minuscule capacité d'économie pour « investir ».

Ce n'est que dans la période actuelle que l'on voit se développer un « réencastrement » pervers du travail, *non pas dans la « société » mais dans la vie quotidienne*, « réencastrement » dont la prolifération mondiale de l'économie informelle, dans son intégration systémique au fonctionnement de l'économie mondiale, est la forme paradigmatique. Il y avait bien « métro-boulot-dodo »,

mais pendant très longtemps on a cru que la vie quotidienne était un espace déterminé mais « préservé ». Erreur !

Le plus important ce ne sont pas ces nouveaux secteurs par lesquels est *poursuivie* la séparation du travailleur et de ses conditions, ce qui nous importe ici c'est la liaison entre ces nouveaux secteurs et la transformation de l'emploi dont ces secteurs sont la tête de pont dans une redéfinition de la relation entre travail et vie quotidienne.

En tant que tel, le travail tel qu'existant dans la vie quotidienne demeure le même (individualisation du travail vis-à-vis de son existence et ses caractère sociaux), mais il n'est plus un moment particulier, séparé. Il « s'encastre » dans tous les autres moments et autres activités de la vie quotidienne, il les détermine. Si tout cela peut paraître encore marginal, ce qui ne l'est pas, comme le souligne Marie-Claire Carrère-Gée en parlant de « *l'ubérisation déjà partout* », c'est, tendanciellement, l'effacement de la différence entre les activités par lesquelles le travailleur reproduit sa mise en relation avec ses conditions (ce que nous appelons la vie quotidienne) et cette mise en relation même (c'est-à-dire le moment du travail). Tous les moments de la vie quotidienne tendent à devenir moments du travail, moments d'une permanente mobilisation, soit pour être convoqué au travail, soit dans le cadre du travail même.

Face à la dégradation des conditions de travail au niveau mondial et à leurs modifications, mises en évidence par l'apparition de la pandémie du Covid, un article de Francesca Coin, sociologue travaillant dans le département de l'Université de Lancaster, traite d'un phénomène qu'elle identifie comme « Le nouveau refus du travail » (article paru dans *L'Essenziale* du 13 novembre 2021). Ce nouveau « refus du travail » serait, selon elle, lié à *la manière dont le travail imprègne complètement toutes les dimensions de l'existence des personnes*. Le phénomène qu'elle analyse touche principalement des cadres, mais il n'est pas interdit d'y voir un symptôme des transformations générales de la mobilisation au travail et des réactions qu'elles suscitent. En effet, en octobre et novembre 2021, les salaires réels ont baissé aux Etats-Unis, leur hausse nominale de 4,8 % en moyenne annuelle est inférieure de deux points à la hausse des prix. Cette hausse des prix est due en partie, selon *Le Monde* (12-13/12/21), à « une pénurie de main-d'œuvre, en raison de la "grande démission" des Américains qui ont

quitté le marché du travail et vivent sur les réserves d'épargne accumulées pendant le Covid-19. […] les aides fédérales au chômage ont été interrompues depuis septembre et doivent inciter les Américains à reprendre plus rapidement le chemin de l'emploi, d'autant que le gouvernement fait tout pour que les écoles qui ont été fermées les deux premières années de la pandémie, gardent leurs portes ouvertes »[84].

Les plus pauvres ne sont pas les oubliés de ces transformations, de cette imprégnation constante du travail dans la vie quotidienne, de leur intrication jusqu'à leur confusion.

« Au-delà des "*recibios verdes*" portugais, que dire des "contrats zéro heure" britanniques, des mini-jobs allemands ou encore des autoentrepreneurs français ? En Europe, comme dans les nations industrialisées, la précarité se développe aux marges et la qualité de certains emplois se dégrade. » (Marie Charrel, *Le Monde,* 4/4/19). Mais, comme le fait remarquer Marie-Claire Carrère-Gée, il ne s'agit pas de « marges », mais de transformations structurelles qui ont souvent accompagné, dans certains pays, un retour au « plein emploi » : Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Europe du Nord, Etats-Unis, mais aussi la République tchèque ou la Pologne. La précarité n'est pas seulement cette part de l'emploi que l'on peut qualifier *stricto sensu* de précaire. *Intégrée maintenant dans toutes les branches d'activités*, elle est bien sûr une « menace » sur tous les emplois dits « stables ». Les emplois stables adoptent les caractéristiques de la précarité dont, principalement, la flexibilité, la mobilité, la disponibilité constante, la sous-traitance précarisant l'emploi même « stable » des PME, le fonctionnement par objectifs dans les grandes entreprises. La liste des symptômes de la contagion de la précarité sur les emplois *formellement* stables est longue.

Nous avons vu que dans l'achat global de la force de travail, cette dernière est présupposée comme propriété du capital, non seulement formellement (le travailleur a toujours appartenu à toute la classe capitaliste avant de se vendre à tel ou tel capitaliste), mais réellement en ce que le capital paie sa reproduction individuelle en dehors même de sa consommation immédiate qui pour chaque

[84]A propos de la « grande démission » aux Etats-Unis, voir le texte très documenté « *Big Quit, Great Resignation, Strietober, quelle est la réalité des luttes aux Etats-Unis aujourd'hui* » (*Echanges*, n°176, automne 2021).

force de travail n'est que la manifestation de sa définition en tant que fraction, simple partie aliquote, de cette force de travail générale déjà propriété du capital (*TC* 22, pp. 142-143). *Il tend à y avoir péréquation entre revenus du travail et revenus d'inactivité* et institutionnellement contagion entre les deux. Intégration et socialisation de la reproduction de la force de travail produisent le caractère majoritairement contraint des dépenses ouvrières, celles qui font dire « quand on a tout payé il ne reste plus rien » : en France, 75 % en 2006 contre 50 % en 2001, chiffres Insee (*Le Monde* du 20 février 2008 ; depuis 14 ans le mouvement s'est encore amplifié)[85]. Enfin, la régulation de la consommation passe par toutes les formes d'endettement et de fonds : la « petite circulation » et absorbée dans la « grande circulation ».

« On peut parler de nouvelles politiques de l'emploi dès lors qu'un ensemble cohérent de nouveaux dispositifs émerge, qui témoigne d'une nouvelle représentation de la nature et des causes du chômage. Les politiques de réduction du coût du travail, d'un côté, et le développement d'incitations monétaires au retour à l'emploi, de l'autre, ont profondément transformé la panoplie des politiques pour l'emploi. En France, comme dans de nombreux pays d'Europe, les nouveaux dispositifs sont ciblés sur les bas salaires, privilégient les incitations monétaires, subventionnent à la fois les salariés et leurs employeurs et mobilisent des budgets sans précédent. Dans une logique d'activation de la protection sociale, l'objectif est de favoriser la progressivité des prélèvements sociaux tout en limitant la dégressivité des transferts, au travers des *in work benefits* destinés à combler les "trappes à pauvreté". […] Alors que la baisse du chômage pouvait se faire par le biais d'une hausse du non-emploi auparavant, c'est désormais la baisse du non-emploi qui est privilégiée (en renforçant l'attrait du marché du travail). » (Yannick L'Horty, *Les nouvelles politiques de l'Emploi*, éd. La Découverte, 2006, pp. 3-4).

« Au travers d'un grand nombre de dispositifs nouveaux, on veut désormais soutenir l'offre de travail, alors que l'objectif poursuivi jusqu'à la fin des années 1980 par l'action publique était plutôt d'encourager les retraits d'activité. La cible n'est plus de diminuer le taux de chômage, mais d'accroître le taux d'emploi. […]

[85] Selon une enquête de l'Insee, reprise par RMC, sur un panel de 7500 personnes gagnant moins de 2000 euros par mois, il ne leur restait plus en moyenne que 55 euros sur le compte en banque pour boucler le mois.

On peut dénombrer plus de dix millions de salariés concernés par les exonérations sur les bas salaires. On peut dénombrer aussi 8,5 millions de bénéficiaires de la prime pour l'emploi. Le changement d'échelle est très net [2,8 millions de bénéficiaires de la politique de l'emploi en 2000, nda]. Il en va de même si l'on considère les budgets mobilisés par les politiques de l'emploi. » (*ibid*, pp. 6-7)

Aux Etats-Unis : « Entrée en application le 1er janvier 1997, la réforme du *Welfare* répondait à une nécessité sociale et politique. Son objectif est triple : elle vise à simplifier le principe de l'aide sociale en remplaçant de nombreux programmes par une allocation unique. Elle tend à optimiser les coûts en supprimant des programmes. Elle cherche enfin à "moraliser" le principe de la solidarité : place à la famille traditionnelle et aux citoyens américains et haro sur les adolescentes enceintes et les immigrants. La loi transfère aux Etats la responsabilité de définir le contenu des diverses allocations. Elle institue enfin le principe de la conditionnalité, ce qui signifie que toute personne bénéficiant d'une aide sociale devra le mériter. Celle-ci n'est plus un droit, elle doit avoir une contrepartie : son bénéficiaire devra exercer une activité salariée, effectuer une tâche d'intérêt général, ou recevoir une formation. Tout adulte dont la famille perçoit une aide devra, dans les deux mois, effectuer un travail d'intérêt général. Le principe d'universalité et d'automaticité du versement de l'aide sociale est ainsi supprimé. Chaque Etat est libre de distribuer à sa guise le montant de l'enveloppe qu'il percevra du gouvernement fédéral. Avec cette condition : en 2002, les Etats doivent être en mesure de prouver qu'environ 50 % de leur « clientèle » du *Welfare* est au travail. Sinon, ils perdront une portion non négligeable de la dotation fédérale. Entre janvier 1993 et novembre 1996, 2,5 millions de bénéficiaires du *Welfare* ont été rayés des registres. En supposant que les deux tiers des bénéficiaires d'aides sociales trouvent du travail et que les Etats maintiennent leur niveau de financement, ce sont, avec la nouvelle loi, 2,6 millions de personnes qui vont tomber en dessous du seuil de pauvreté (32,4 millions d'Américains, soit 13,5 % de la population entrent déjà dans cette catégorie). On imagine aisément les conséquences d'un brusque ralentissement de la croissance économique. Le test du succès de la réforme est donc moins dans la réduction du nombre d'abonnés de l'aide sociale (le principe de la conditionnalité à un effet dissuasif) [toutes proportions gardées, c'était "l'effet dissuasif" de

la *workhouse*, nda] que dans *la capacité de l'économie à leur fournir des emplois permanents*. De quels emplois s'agit-il ? De nombreuses entreprises ont répondu à cet effort de solidarité nationale en mettant en place des programmes dits *welfare-to-work*. » (*Le Monde* du 13 mai 1997).

« Les principaux effets de la réforme résident dans le passage d'un assistanat chronique à des formes de précarité par le travail (*working poverty*) » (David Giband, *Géographie sociale des Etats-Unis*, éd. Ellipses, 2006, p. 53).

Plus récemment, mercredi 15 juillet 2020, en France, Castex, alors nouveau Premier ministre, annonçait que « le dispositif exceptionnel de réduction du coût du travail correspondrait à 4000 euros par an, pour les jeunes de moins de 25 ans, jusqu'à 1,6 smic, dans toutes les entreprises et pour une durée d'au moins un an. » (*Le Monde,* 17/7/20).

S'il ne s'applique pas partout de la même façon ni avec la même amplitude ou profondeur, cet achat global est un phénomène mondial (tripartition zonale en abyme, double déconnexion) : il existe, globalement, un excédent structurel mondial d'offre de travail qui caractérise le marché mondialisé du travail accompagnant la suppression de toute pertinence à la liaison entre la production, la productivité et la réalisation c'est-à-dire à l'adéquation entre les sections I et II de la production (voir *Le Capital*, Livre II, sur les schémas de reproduction) sur une échelle nationale ou même régionale. Toutes les révoltes actuelles s'adressent à un Etat de ce point de vue délégitimé de par la rupture des nécessités de la connexion à l'échelle nationale ou régionale (là où « les gens » vivent) entre les deux sections de la reproduction.

Enfin, à l'occasion de la pandémie du Covid, dans les pays « émergents », « périphériques », et jusqu'en Europe ou aux Etats-Unis, la politique des gouvernements et des entreprises a accentué ce « réencastrement » du travail dans la vie quotidienne. Au Brésil, selon le texte *Travail et révolte dans l'impasse du Brésil* (sur le site Des Nouvelles du Front – Dndf -) : « La politique de Bolsonaro face à l'épidémie n'a pas seulement satisfait les souhaits des petits patrons, elle a aussi joué avec la situation des travailleurs qui dépendent de petits contrats pour survivre et qui n'attendent que la misère sous la pandémie. En déclarant que "la législation du

travail doit se rapprocher de l'informalité" (*Folha de São Paulo*, 12 décembre 2018), Bolsonaro a finalement ajusté les paramètres et reconnu le non-réglementé comme règle. En même temps qu'elle radicalise "le mode périphérique de la course à la vie", la forme de gouvernement "déconstructive" de Bolsonaro prépare le terrain pour les mouvements de capitaux qui resserrent les mailles du contrôle et tentent de donner une mesure à cette zone nébuleuse d'informalité. Si le décompte quotidien des morts de la pandémie dans les journaux met en évidence la "jetabilité" à laquelle est condamnée une grande partie de la population, ce même cauchemar révèle sa productivité dans la mesure précise où il *consigne les vivants à un régime de disponibilité totale à tout travail* [nous soulignons]. »

Au Brésil, la crainte qui avait conduit le Congrès à défendre une aide d'urgence d'une valeur et d'une ampleur supérieures à tout autre programme de ce type dans le pays a fini par ne plus apparaître comme justifiée : « La capacité de la population à se débrouiller dans les situations de crise a transformé le scénario en une « nouvelle normalité », même si les revenus du travail étaient en chute libre, l'inflation galopante et la faim en hausse vertigineuse. […] Recalibrée, la politique de transfert d'argent continue de fonctionner comme "le fonds de roulement du viração" [la débrouille, nda], dans lequel *il est impossible de séparer ce qui relève des affaires et relève de l'argent des ménages dans l'arsenal de cette mobilisation totale pour le* travail [nous soulignons]. »

La contradiction actuelle du « travailleur libre »

Dans la restructuration des années 1970-1980, la subsomption de l'ensemble de la vie sociale sous la valeur s'est inversée en une déconnexion entre d'une part, la reproduction et l'accumulation du capital et, d'autre part, la reproduction de la force de travail dans la multitude de ses conditions immédiates. Il s'en est suivi la disparition de l'identité ouvrière et de toutes les identités vécues comme *essentielles,* et l'existence de chacun et de chacune a été liée aux mécanismes du marché, existence vécue comme une libération *individuelle* vis-à-vis des liens et entraves collectives. Le « néolibéralisme » a eu la capacité de se présenter et d'être accepté comme un message de libération, jusqu'à ce que les cyclistes de Deliveroo réclament d'être des *salariés* et/ou, comme

au Brésil leurs équivalents le refusent dans la mesure où l'emploi « stable » est investi par les caractères de la précarité.

« La tendance à la marchandisation totale, substance de la globalisation financière productive, reste en tension contradictoire avec le mouvement de réappropriation du temps, des biens et des relations sociales qui est l'héritage de 1968. […] Le nœud du problème est que la financiarisation est le visage pervers mais non moins efficace du nouveau niveau incroyable de socialisation du travail et de la vie. A contre-jour, transparaît la constitution de l'individu social dont la richesse et la productivité résident dans les relations sociales et dans la capacité à s'autoproduire dans une coopération qui ne se concilie pas avec l'individualité libre. D'où la profonde ambivalence des nouveaux modes de travail et de vie : d'un côté, la mise sur le marché de la valeur de toute sa vie, avec des effets de précarité et d'appauvrissement relationnel et cognitif, comme le montre aujourd'hui l'usage stupide des médias numériques ; de l'autre, la recherche d'une valorisation de soi. L'individualité est le terrain de cet affrontement. » (Raffaele Sciortino, *Dix ans qui ébranlèrent le monde ; Crise mondiale et géopolitique des néo-populismes*, non traduit, ed. Asterios, Italie, 2019). L'effondrement du socialisme réel dans les pays de l'Est et la fin du « compromis capital-travail » à l'Ouest, ont donné aux « forces du marché » le poids nécessaire pour nouer dans l'existence individuelle les contradictions de classes.

« Nous parlons d'individus, non pas parce qu'avec l'effritement des anciennes agrégations, les rapports de classe ont disparu, mais parce que l'omniprésence des rapports capitalistes est telle que l'individu -- l'individu social de mémoire marxienne ? – est déjà en soi un ensemble de relations sociales. Normalement soumis à des dynamiques aliénantes et désintégrantes. Dans certaines conditions, cependant, capables de les renverser en formant une communauté qui n'a rien ou peu en commun et presque tout à construire. Exploiter la richesse potentielle de ces mêmes relations ambivalentes qui, dans la vie quotidienne, ne sont pas valorisées pour elles-mêmes mais pour le marché. La potentialité réside ici dans le fait de ne pas avoir à défendre les anciens arrangements, avec les anciens instruments, et de ne pas pouvoir compter sur le lien, désormais derrière nous, entre les luttes et le développement capitaliste. » (Sciortino, *op. cit.*).

Sciortino voit comment à la suite de la restructuration des années 1970-1980, la contradiction de classes se noue dans la reproduction et finalement dans la vie quotidienne, comment la notion même d'individu devient ambivalente, à la fois « libération » et « prise dans les mâchoires du capitalisme le plus agressif ». Cependant, nous divergeons sur sa conception de « l'individu social ». La référence à « l'individu social » renvoie évidemment à la *6ème Thèse sur Feuerbach*, le problème est que pour lui, « l'individu social » s'oppose aux « mâchoires du capitalisme ». « L'essence de l'homme c'est l'ensemble des rapports sociaux » (6ème thèse), mais il faut revenir sur le début de la thèse : ce n'est pas une essence individuelle, elle « n'est pas une abstraction inhérente à l'individu pris à part ».

Cet individu social est « l'ensemble des relations sociales », c'est-à-dire les relations capitalistes. S'il est le lieu des contradictions, c'est en tant qu'il est « social » et/donc « capitaliste ». L' « individu social », en tant que tel ne s'oppose en rien aux rapports sociaux capitalistes, il en est le « nœud » comme dit Sciortino, mais il n'est pas un terme de la contradiction. La contradiction *est en lui*, s'il y a ambivalence de « l'affirmation de l'individu social, de ses capacités et de ses exigences » (Sciortino), c'est qu'elles sont de plus en plus produites et requises par les mêmes transformations productives et sociales du capitalisme mondialisé. Face à ce qu'il a créé, le mode de production n'apparaît plus à sa propre créature comme légitime : ce qui est le principe même de la lutte des classes dans le mode de production capitaliste.

Les termes de la contradiction demeurent ceux de l'exploitation qui se cristallise dans la vie quotidienne et son individu tel que la restructuration au niveau de la reproduction l'a produit et investi. Nous parlons d'une situation sociale qui va toucher aussi bien les chefs d'entreprise amenés à se vendre aux actionnaires que l'ouvrier précaire, il ne faut pas oublier que dans une même configuration sociale il y a ceux qui sont du bon côté, dont l'individualité est confirmée par cette configuration, et ceux qui sont du mauvais côté, du côté obscur.

Ces évolutions définissent un mouvement paradoxal pour le capitalisme, consistant à tendre à rendre l'existence du travailleur libre contradictoire avec elle-même. Le capital « retourne », dans

ses formes de développement les plus évoluées, à des formes de mobilisation de la force de travail reprenant des déterminations proches de celles de l'esclavage (aucun pathos dans cette considération).

« Il doit y avoir entre les deux côtés [la force de travail d'un côté ; la valeur, de l'autre, nda] un libre rapport d'échange – circulation monétaire – fondé sur la valeur et non sur un rapport de domination et de servitude ; en d'autres termes, il faut qu'il y ait une médiation entre les deux extrêmes [...] Comme il n'est pas possible de s'emparer directement du travail d'autrui, il faut acheter la force de travail à l'ouvrier dans le procès d'échange. » (*Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t. 1, pp. 427-428).

Les deux premières conditions semblent d'abord subsister comme conditions fondamentales (1° la force de travail vivante sous une forme purement subjective ; 2° de l'autre côté, la valeur, ou le travail matérialisé), mais on peut contester la même qualité à la troisième condition : « il doit y avoir des deux côtés un libre rapport d'échange -- circulation monétaire -- fondé sur la valeur, et non sur un rapport de domination et de servitude ».

« L'emploi capitaliste du machinisme altère foncièrement le contrat dont la première condition était que capitaliste et ouvrier devaient se présenter en face l'un de l'autre comme personnes libres, marchands tous deux, l'un possesseur d'argent ou de moyens de production, l'autre possesseur de force de travail. [...] Le machinisme bouleversa tellement le rapport juridique entre l'acheteur et le vendeur de la force de travail, que la transaction entière perdit même l'apparence d'un contrat entre personnes libres. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 2, pp.79-81). Cette « altération » tient d'entrée à l'apparition du machinisme et de la grande industrie qui supprime la possession du métier par le travailleur et massifie la force de travail dont la reproduction est présupposée dans sa masse et dans ses divisions par la reproduction du capital. Cependant, si cette altération est intrinsèque à l'extraction de plus-value sous son mode relatif, elle ne trouve sa forme adéquate qu'avec la restructuration des années 1970-1980 : *general intellect*, démantèlement-reconfiguration du fordisme, segmentation mondiale de la force de travail, traitement de la totalité de la force de travail disponible comme travail nécessaire.

La force de travail qui fait face au capital, qui lui est « matière exploitable », est, avec la grande industrie, globale, universelle, massifiée, présupposée, définie, produite et reproduite par le capital, elle lui appartient avant même qu'elle soit « librement vendue » par son « possesseur ». Durant toute la première phase de la subsomption réelle, cette massification a d'abord été une dynamique et dans la lutte de classe la limite de l'expansion capitaliste. La restructuration des années 1970-1980 est le résultat de cette lutte des classes. Il a fallu tout le procès historique de la première phase de la subsomption réelle pour que le capital ait créé les conditions sociales et technologiques de cette appropriation qui est la tendance inhérente au machinisme et à la grande industrie, pour qu'il puisse réaliser organisationnellement et efficacement, rendre réel quotidiennement et pour chaque force de travail individuelle, qu'elle est déjà sa propriété : soit, parce qu'elle est *réellement* déjà payée avant d'entrer dans le procès de production, par fractions temporelles d'une même force de travail individuelle ou fractions de la force de travail globale à un moment donné ; soit, parce que livrée à la misère et/ou à la guerre ; soit par la mobilisation contrainte ; soit par la rotation organisée de cette main-d'œuvre comme dans les *maquiladoras*[86]. Elle est, de toute façon, séparée de ses conditions de reproduction, donc matière exploitable. L'achat primordial ou la simple mise à disposition ont déjà eu lieu, l'acte de propriété a déjà été signé. Tout ceci a pour condition le plein développement des conditions spécifiques de l'extraction de plus-value relative (c'est-à-dire la période antérieure aux années 70).

« Le machinisme bouleverse tellement le rapport juridique entre l'acheteur et le vendeur de la force de travail, que la transaction entière perdit même l'apparence d'un contrat entre personnes libres. C'est ce qui fournit plus tard au Parlement anglais le prétexte juridique pour l'intervention de l'Etat dans le régime des fabriques » (*Le Capital*, t. 2, p. 81). Marx demeure,

[86] Voir La sous-traitance en périphérie, pratique économique et rapport social d'exploitation (Centre Tricontinental, éd. L'Harmattan, 1999). Plus spécialement pour notre propos, ce qui ressort des diverses études nationales présentées dans ce livre, au-delà de l'extrême précarité des emplois, c'est l'extrême diffusion sociale, mobilisant le cadre familial, de la sous-traitance en périphérie, son intrication avec des activités de reproduction « traditionnelles » (de ce fait reconfigurées) ou le contrôle permanent du travailleur, de ses déplacements, de ses temps de « liberté », de son logement et de sa consommation.

malgré son insistance, très évasif sur ce bouleversement, tout en y ajoutant cependant une détermination capitale : l'intervention de l'Etat. C'est l'intervention de l'Etat qui est le moyen terme entre les deux extrêmes que sont la force de travail individuelle et la force de travail globale disponible, dont la première n'est plus qu'une partie aliquote dont toutes les déterminations (valeur, qualification...) n'existent pas en elle-même, de façon première, dans cette force individuelle, mais seulement en tant que fraction de cette force globale dont le capital, au travers de l'Etat, fixe socialement la reproduction, d'abord simplement formellement -- règles d'utilisation -- avant de la fixer réellement par son achat ou sa constitution en gros. Disons que le « marché du travail » est devenu un « plan social » permanent. Cette présence de l'Etat ne va pas sans conséquences sur son implication dans et par la lutte des classes, sur sa légitimation, sur la place des rapports de distribution à l'intérieur même des luttes et de leur définition.

Par exemple, dans le cas de la France, on ne comprend rien au mouvement des Gilets jaunes et à sa composition si l'on ne considère pas l'Etat et la forme qu'il a prise en s'introduisant partout, jusque dans les derniers recoins des rapports sociaux, en étant l'intermédiaire absolu de tout, et particulièrement en tant que pourvoyeur de revenu (direct ou indirect). Si les Gilets jaunes s'en sont pris à l'État c'est bien parce qu'il médiatise tous les rapports, et en particulier la répartition du surproduit social[87]. C'est là qu'il faut chercher l'explication de la forme, des cibles, et des revendications de cette lutte. Ce qui fédère l'hétérogénéité des participants, l'unité du mouvement, c'est le revenu.

Quand dans ce pays, 45 % du revenu des prolétaires les plus pauvres provient de « transferts sociaux », quand 42 % de la population touchent ces allocations, quand les dépenses contraintes bouffent ce revenu et que le « restant à vivre » est raclé par des taux de TVA « injustes » et insupportables, on comprend que des gens qui ne parlent que de l'impossibilité des

[87] « Au point de vue matériel, la monarchie, comme toute autre forme de gouvernement, n'existe directement pour la classe ouvrière que sous forme d'impôts. Les impôts sont l'expression économique de l'existence de l'Etat. Fonctionnaires et prêtres, soldats et danseuses, maîtres d'école et agents de police, musées grecs et tours gothiques, liste civile et hiérarchie sociale : l'embryon commun où sommeillent toutes ces existences fameuses, ce sont les impôts. » (Marx, *La critique moralisante ou la morale critique, contribution à l'histoire de la civilisation allemande contre Karl Heinzen*, 1847, éd. Costes, t. 3, pp. 146-147).

fins de mois n'évoquent que marginalement la question du salaire. Se fixant sur le revenu et qui plus est sur cette part du revenu d'autant plus importante que l'on descend dans l'échelle sociale qui relève de la redistribution d'Etat, la grève n'était pas dans l'ADN du mouvement.

Est-ce que nous n'en sommes pas à la possibilité de « s'emparer directement du travail d'autrui » quand les formes socialisées du salaire assurent une liaison entre le travailleur et la subsistance (RSA, ASS, impôt négatif, revenu garanti, etc.) ou quand la disponibilité est permanente et qu'à cette disponibilité est de plus en plus refusé le choix de tel ou tel emploi, de telle ou telle formation ? Il faut considérer la formidable socialisation de la reproduction globale de la force de travail totale dans le lissage entre revenus d'activité et revenus de substitution comme une remise en cause par le capital lui-même, conformément à son nécessaire processus d'autoprésupposition, du « libre rapport d'échange » qui assure la médiation entre les deux premières « conditions fondamentales ». Remise en cause de cet échange libre que Marx considère comme une « formalité essentielle ». Dans certains cas extrêmes mais non atypiques ou marginaux, pour le « travailleur pauvre » français qui va au « Secours populaire » ou aux « Restos du cœur », ou pour l'Américain qui reçoit des bons alimentaires, la circulation monétaire est même, en partie, abolie. L'épidémie de Covid a montré comment ce mouvement pouvait rapidement prendre une très grande ampleur et se généraliser.

La vie quotidienne, cet ensemble d'activités assurant la liaison entre le travailleur comme sujet indépendant avec les conditions de sa reproduction et les moyens de travail, si elle a toujours été une construction sociale dans le mode de production capitaliste, tend maintenant à être *directement investie par le capital*. C'est là, dans cet investissement de la vie quotidienne, dans les formes d'apparition, dans le fétichisme, dans les eaux troubles des rapports de distribution et de l'interclassisme, que le prolétariat affronte le capital. Mais c'est aussi là, dans son affrontement avec ce qui, dans ces conditions et ce cadre, devient des « révoltes populaires » que le mode de production capitaliste peut jouer sa nouvelle restructuration. Cet « investissement » de la vie quotidienne, encore limité, n'a pas trouvé ses formes adéquates ni au niveau de la reproduction, ni à celui du procès de production

immédiat, ni surtout au niveau de la coagulation des deux, bien que ce que nous avons décrit comme la crise du travailleur libre se retrouve dans de multiples luttes en entreprises comme la plupart de celles que nous avons évoquées à propos du Covid, mais aussi celle impliquant les intérimaires de Renault du Mans en juillet 2022 (*Echanges,* été 22) ou la grève générale des chemins de fer étatsuniens évitée de justesse à la suite de conflits locaux (*Echanges*, automne 22).

« Directement investi par le capital » : en effet, la transformation de la troisième condition (le libre-échange) *touche à toutes les autres*. Pour la première (la séparation du travail et des éléments de sa réalité objective), cela se passe au niveau des « moyens de subsistance pour maintenir en vie la force de travail »[88]. La séparation tend à être abolie, en « échange » d'une appartenance immédiate, d'une employabilité constamment présupposée, d'une mobilisation constante de la force de travail individuelle, simple fraction aliquote de la force de travail globale.

Il y a maintenant crise de « l'ouvrier libre ». *La crise de « l'ouvrier libre », c'est le terrain de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, et cette contrainte extérieure de l'appartenance de classe existe comme lutte dans ce qui est la vie quotidienne*. Il est étonnant de retrouver, dans la situation de l'ouvrier précaire contraint au travail par une organisation coercitive étrangère, pour un salaire toujours identique et peu éloigné de ce qu'il touche en dehors de ses périodes d'activités, des déterminations qui, toutes proportions gardées, peuvent évoquer celles de l'esclavage. L'ouvrier est-il toujours « propriétaire de sa force de travail »? En socialisant l'échange de la force de travail et sa consommation productive, le capital ne met-il pas en crise son fondement, l'existence du travailleur libre ?

La force de travail n'appartient plus, même formellement à l'ouvrier « libre », c'est la condition fondamentale des modifications de l'ensemble du rapport. Le travailleur, toujours sujet, ne se comporte plus comme tel vis-à-vis de la mise en activité de sa force particulière et de sa reproduction. Le « vaste choix ouvert à la liberté formelle de l'ouvrier » (*Fondements…,* t. 2, p. 428) a disparu. Le rapport de « libre-échangiste » qui était une

[88] En ce qui concerne la seconde, la valeur, dans la financiarisation du capital productif est présupposée valorisée par elle-même : « …la forme où le capital est présupposé à son propre procès de production. » (Théories sur la plus-value, éd Sociales, t.3, p.574). Voir *TC* 22, *Too much monkey business*.

« mystification » et une « illusion » disparaît en tant que mystification et illusion. L'ensemble de la force de travail de la classe a été acheté ou mobilisé et individuellement il n'y a aucune échappatoire à cet achat (pas seulement dans les pays de capitalisme développé).

Si l'on considère que l'exploitation c'est la succession de trois moments (le face-à-face de la force de travail et du capital en soi et l'achat-vente de la force de travail ; l'absorption du travail vivant par le travail objectivé dans le procès de production immédiat où se forme la plus-value ; la transformation de la plus-value en capital additionnel), l'*autoprésupposition du capital existe pour elle-même dans chacun de ses moments, ou mieux, l'exploitation existe comme autoprésupposition dans chacun de ses moments* et non seulement comme principal *résultat* du procès de production capitaliste (c'est là une transformation substantielle).

Il faut briser l'apparence, même si ce n'était qu'une apparence, du contrat individuel ; *le premier moment de l'échange doit se hisser pour lui-même au niveau de son contenu* (non pas un échange mais un rapport entre des classes), doit devenir formellement son contenu. L'autoprésupposition devient un processus qui n'est pas seulement un résultat, mais qui féconde, détermine et donne son contenu et impose sa forme à chacun de ses moments (c'est le principe de toute restructuration).

Il est remarquable que partout où ils existent les systèmes d'organisation du chômage évoluent d'une situation de droits acquis à une situation de mobilisation de la force de travail : passage d'un système d'indemnisation des chômeurs à un système d'organisation de l'emploi. Même le simulacre de l'échange a disparu et cela des deux côtés.

Pour que « les présuppositions qui apparaissaient à l'origine comme les conditions de son devenir [...] apparaissent maintenant comme résultats de sa propre réalisation » (Marx, *Fondements*..., t. 1, p. 423), il faut que le capital ait supprimé en lui-même l'autonomie conférée au travailleur, la capacité de se rapporter à lui-même comme propriétaire de la force de travail.

La condition fondamentale du capital que l'on avait au départ, c'est-à-dire que la force de travail vivante soit propriétaire d'elle-même, s'est renversée, comme toutes les formes de propriété dans le mode de production capitaliste. Cette propriété « se transforme dialectiquement » en droit pour le capital de posséder la totalité,

dans l'espace et dans le temps, de la force de travail, et en devoir pour le « propriétaire de la force de travail » de respecter sa capacité de travail comme une puissance appartenant à un autre. En achetant la force de travail, c'est-à-dire la capacité à créer la richesse qui devient la sienne et non pas celle du travail, le capital, d'emblée avait renversé le droit de propriété. Voilà que maintenant c'est cette capacité même, propriété de l'ouvrier, du travailleur libre, qui, conformément au développement du salariat, devient la propriété du capital que le travailleur est tenu d'entretenir et de livrer quand le propriétaire la réclame.

La vie quotidienne comme ensemble des activités renouvelant constamment la mise en relation du travailleur et de ses conditions, était le lieu de sa « liberté », elle était même constituée par cette liberté : « liberté » sur laquelle s'enracinait la « personne », mais, évidemment, liberté *à l'intérieur de la reproduction*. Michel de Certeau pouvait, avec raison, aller jusqu'à parler de « braconnage » dans la vie quotidienne (mais même le « braconnage » ne s'exerce qu'*à l'intérieur* de la « chasse seigneuriale »)[89].

Même si en subsomption formelle du travail sous le capital, la vie quotidienne est, déjà et par définition, une production de la séparation du travailleur et de ses conditions, le programmatisme s'ancrait *positivement* dans la vie quotidienne. Il s'y confirmait en ce sens que la classe ouvrière trouvait dans les modalités quotidiennes de sa reproduction et de sa vie un ensemble de pratiques qui, même si elles n'existaient déjà que produites comme un moment dans la reproduction du mode de production capitaliste, demeuraient relativement autonomes (c'est-à-dire ne possédant d'autonomie que de par la place que lui confère la reproduction générale dans laquelle elle est incluse). C'est ce que relève, jusque dans les années 1970, Michel de Certeau dans ses enquêtes (le travail d'enquêtes s'échelonne de 1974 à 1978) et ce dont il montre la disparition. L'expression même de « braconnage

[89] « Ce travail a donc pour objectif d'expliciter les *combinatoires d'opérations* qui composent aussi une "culture", et d'exhumer les modèles d'action caractéristiques des usagers dont on cache, sous le nom pudique de consommateurs, le statut de *dominés* [souligné dans le texte] (ce qui ne veut pas dire passifs ou dociles). Le quotidien s'invente avec mille manières de *braconner* [idem]. » (Michel de Certeau, L'invention du quotidien, éd. Folio/essais, Gallimard, t. 1, préface, p. XXXVI).

« Habiter, circuler, parler, lire, faire le marché ou la cuisine, ces activités semblent correspondre aux caractéristiques des ruses, et des surprises tactiques : bons tours du "faible" dans l'ordre établi par le "fort". » (*idem*, p. 65).

dans la vie quotidienne » traduit cette autonomie relative de la reproduction (en tant que liaison aux moyens de consommation : « petite circulation »). On peut repérer cette situation en Europe occidentale et même aux Etats-Unis jusque dans l'entre-deux-guerres et même dans l'immédiat après Seconde guerre mondiale. La chose n'est plus aussi « simple » dans la période 68 : l'identité ouvrière est toujours présente mais aussi le « métro, boulot, dodo » ; au même moment, en Italie, c'est le cadre de l'usine et les luttes qui s'y déroulent qui déborde sur le cadre de vie, jusqu'au tournant de Bologne 1977. En subsomption réelle, toute la reproduction est reprise, *fabriquée*, dans le cycle propre du capital, comme le montrent les travaux sur la consommation de Daumas et Galluzzo. La crise du travailleur libre se confond avec ce que nous avons défini comme la contradiction interne de la vie quotidienne.

Un réencastrement ? Données et numérisation

« Il va falloir une crise de grande ampleur pour faire sauter les obstacles qui s'opposent à une relance de la plus-value relative. Celle-ci passera notamment par la mise en place des conditions d'une généralisation du potentiel productif de la numérisation, ainsi que de la prise en charge de la population excédentaire que cette généralisation va engendrer. Un nouveau compromis social est nécessaire, qui n'aura pas grand-chose à voir avec celui du fordisme et du postfordisme[90]. Le dépassement du postfordisme ne sera pas un retour au fordisme, pas plus au niveau du *welfare* qu'au niveau du procès de travail. La numérisation systématique va accroître fortement le caractère discontinu, fragmenté de la vie de travail des salariés. […] Cela participera d'une transformation qualitative et plus large des *modes de vie* [nous soulignons], des façons de reproduire la force de travail. L'habitat, les transports, la santé et les loisirs seront particulièrement concernés. Mais c'est toute la vie, urbaine et rurale, qui sera bouleversée si le capital parvient à se restructurer à l'issue de la prochaine crise. Ce sera le retour à l'exploitation ordinaire, mais selon la nouvelle formule de la plus-value. Nous définissons celle-ci par les éléments suivants : automatisation, numérisation systématique du travail et de la vie,

[90] Nous sommes très réticents à propos du terme de « postfordisme », qui sert à masquer la vraie restructuration de l'exploitation et de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui s'est construite dans les années 1970-1980.

précarisation générale des salariés (au moins du prolétariat et de la classe moyenne salariée inférieure), revenu universel, réduction des oligo- et monopoles, le tout débouchant sur un nouveau degré d'"inessentialisation du travail"[91]. » (Astarian et Ferro, *op. cit.,* p. 351).

Nous sommes d'accord avec la perspective présentée ici, à condition de ne pas occulter la précédente restructuration dans les années 1970-1980 qui, constituant la contradiction entre les classes au niveau de la reproduction, explique le contenu de la crise actuelle et de son devenir/approfondissement, ainsi que les caractéristiques nécessaires d'une éventuelle restructuration. C'est de par ce contenu de la restructuration et de par la nature de la crise commencée en 2008 (identité entre suraccumulation et sous-consommation) que la vie quotidienne est devenue le lieu de la lutte de classe et l'enjeu d'une éventuelle restructuration. Il ne faut pas être en retard d'une guerre.

Réencastrement ? Si nous reprenons la terminologie de Polanyi, c'est pour son puissant caractère évocateur, mais nous donnons à chacun des termes de Polanyi un contenu qui n'est pas celui qu'il lui donne. Polanyi puis Dumont qui, dans sa longue préface, prolonge son travail, voient bien les grands moments de bascule dans l'évolution du mode de production capitaliste depuis sa « naissance » jusqu'à la période actuelle dite « néolibérale », mais ce qu'ils ne comprennent pas c'est que le capital est un mode de production qui ne se réduit pas à l'économie, elle-même réduite au « marché ». Le mode de production capitaliste est l'ensemble des rapports de production concourant à la valorisation du capital et de toutes les instances de sa reproduction déterminant un certain niveau et type de développement des forces productives (primat des rapports de production sur les forces productives). Le mode de production est lui-même une société. L'erreur de Polanyi et de Dumont tient à une réalité qui est celle de la dualité de l'économie dans ce mode de production, à la fois le rapport de production fondamental qui est l'appropriation du travail d'autrui sans

[91] Cette notion d' « inessentialisation du travail » que les auteurs eux-mêmes mettent entre guillemets est extrêmement ambigüe. Si elle rend compte de l'augmentation de la composition organique du capital et de la subordination des travailleurs au système des machines, elle laisse dans l'ombre la contradiction même de ce processus dans lequel le travail demeure l'activité *essentielle* et même la seule relativement à la valorisation du capital.

équivalent (dont découlent tous les autres rapports de production) et la nécessaire existence objective de toutes les conditions de sa reproduction se présentant objectivement (matériellement) face au travail.

Pour Polanyi, le libéralisme classique du XIX[e] siècle avait encastré les relations sociales dans le système économique. « La *Grande Transformation*, c'est ce qui est arrivé au monde moderne à travers la grande crise économique et politique des années 1930-1945, c'est-à-dire, Polanyi s'emploie à le montrer, la mort du libéralisme économique. Or ce libéralisme, dont Hitler a été le fossoyeur adroit, était une innovation sans précédent apparue un siècle plus tôt. C'était une innovation très puissante, mais si contraire à tout ce que l'humanité avait connu jusque-là qu'elle n'avait pu être supportée que moyennant toutes sortes d'accommodements. […] Pour la première fois, on se représentait une sorte particulière de phénomènes sociaux, les phénomènes économiques, comme séparés de la société et constituant à eux seuls un système distinct auquel tout le reste du social devait être soumis. On avait en ce sens dé-socialisé l'économie, et ce que la grande crise des années trente imposa au monde, c'est une re-socialisation de l'économie » (Dumont, *op. cit.*, p. 7).

Entre le XVIII[ème] et le XIX[ème] siècle (on pourrait remonter plus haut dans le temps), la « dé-socialisation » de l'économie fut en réalité l'invention de l'économie et celle simultanée de la vie quotidienne[92]. A l'inverse, la « re-socialisation » désignerait toutes les mesures keynésiennes du « National-socialisme », du « Front populaire » en France, du *New Deal* aux Etats-Unis et la généralisation du « fordisme ». La « re-socialisation de l'économie », c'est la subsomption réelle du travail sous le capital, c'est-à-dire, fondamentalement, l'intégration de la reproduction de la force de travail dans la reproduction propre du capital. La « Grande Transformation » est en fait le triomphe des « phénomènes économiques » constituant un système déterminant et donc soumettant tout le reste du social. C'est le devenir, jamais

[92] Voir Catherine Larrère, *L'invention de l'économie au XVIIIe siècle*, éd. PUF, 1992. On peut également, avec des pincettes, se référer aux considérations d'Hannah Arendt (*La condition de l'homme moderne,* 1958, éd. Calman-Lévy pocket) sur le social, le public et le privé dont on peut déduire qu'il n'y a pas de vie quotidienne avant le mode de production capitaliste. De toute façon, sur la question, l'essentiel se trouve dans les premières pages de *l'Introduction de 1857* à propos de l'individu isolé (Marx).

achevé, du capital comme société, non pas qu'il existerait des domaines qui lui soient encore étrangers mais si ce devenir n'est jamais achevé, c'est que le capital ne dépasse une de ses propres limites qu'en en produisant une nouvelle, dans son développement, il crée sans cesse des domaines nouveaux et se les approprie[93].

La restructuration des années 1970-1980 ayant levé toutes les entraves à la fluidité de l'autoprésupposition du capital, la contradiction entre le prolétariat et le capital s'est alors située au niveau de la reproduction, la vie quotidienne est devenue la forme développée de cette contradiction. Vie quotidienne qui, de ce fait est, dans la crise de cette phase issue de la restructuration, le lieu et la construction de la lutte des classes. *Chaque phase du mode de production capitaliste crée en résolvant la contradiction précédente un hiatus nouveau, dont l'objet est ce qui doit être maintenant, dans la lutte des classes, adéquatement absorbé. C'est maintenant cette reproduction, sous tous ses aspects, qu'il s'agit pour le capital de s'approprier de manière adéquate.*

De même que :

« Dans la machine, et plus encore dans la machinerie comme système automatique de machines, le moyen de travail est transformé quant à sa valeur d'usage, c'est-à-dire quant à son existence matérielle, en une existence adéquate au capital fixe et au *capital en général* [nous soulignons] ; […] une forme posée par le capital lui-même et qui lui est adéquate. […] Dans la production mécanisée, l'appropriation du travail vivant par le travail objectivé, -- l'appropriation de la force ou de l'activité valorisante par la valeur pour soi – appropriation qui tient au concept même de capital, est posée comme caractère du procès de production lui-même, y compris sous le rapport de ses éléments matériels et de

[93] « La soumission réelle du travail au capital s'accompagne d'une révolution complète (qui se poursuit et se renouvelle constamment) du mode de production, de la productivité du travail et des rapports entre capitalistes et ouvriers » (Marx, *Chapitre inédit…*, éd. 10/18, p. 218). « Si, dans le système bourgeois achevé, chaque rapport économique présuppose l'autre dans sa forme économique-bourgeoise et qu'ainsi chaque terme posé est en même temps présupposition d'un autre, il en va de même pour tout système organique. En tant que totalité, ce système organique lui-même a aussi ses présuppositions, et son développement en une totalité consiste précisément à se subordonner tous les éléments de la société, *ou à se créer à partir d'elle les organes qui lui font encore défaut* [nous soulignons]. C'est ainsi qu'il devient totalité historiquement. » (Marx, *Grundrisse*, éd. Sociales, t. 1, pp. 219-220) [pour la dernière phrase Dangeville traduit : « Le devenir vers cette totalité constitue un élément de son processus, de son développement. », éd. Anthropos, t. 1, p. 226].

son mouvement matériel. » (Marx, *Grundrisse*, éd. Sociales, t. 2, pp. 184-185).

« D'une part, le mode de production capitaliste – qui à présent apparaît comme un mode de *production sui generis* – donne à la production matérielle une forme différente ; d'autre part, cette modification de la forme matérielle constitue la base pour le développement des rapports capitalistes, qui exigent donc un niveau déterminé d'évolution des forces productives pour trouver *leur forme adéquate* [nous soulignons]. » (Marx, *Chapitre inédit...*, éd. 10/18, pp. 218-219).

De même :

« Les forces productives et les relations sociales – les unes et les autres étant deux côtés différents du développement de *l'individu social* [nous soulignons] – n'apparaissent au capital que comme des moyens, et ne sont pour lui que des moyens de produire à partir de la base bornée qui est la sienne. » (*Grundrisse*, éd. Sociales, t. 2, p. 194). L'ensemble des relations sociales construisant la reproduction à la fois dans la production et maintenant nécessairement dans toutes les relations immergées en elle (le travail totalement intriqué dans la vie quotidienne) acquiert matériellement une existence adéquate en ce que ces relations sont absorbées dans le capital fixe. Quand le capital donne vie à toutes les puissances de la combinaison et de la communication sociales, ce sont toutes les relations sociales constituant la vie quotidienne qui sont à réencastrer dans le capital, c'est-à-dire dans le capital fixe. C'est de la pression et du processus de numérisation systématique du travail et de la vie dont nous parlons ici.

En 2020, la capitalisation des sept majors du numérique s'élevait à 7168 milliards de dollars, celle des six plus importantes compagnies pétrolières à 2465 milliards de dollars. Les données et leur maîtrise sont devenues la matière première essentielle du mode de production capitaliste.

Bien sûr, un blocage de l'approvisionnement des stations-services en carburant a un impact immédiat sur toute l'activité économique, mais un blocage des réseaux de l'internet arrêterait ou perturberait gravement dans l'instant le fonctionnement de tout le système bancaire, des aéroports, de l'alimentation électrique, des hôpitaux, de la circulation ferroviaire, des transports routiers et maritimes, de l'approvisionnement des supermarchés, du

fonctionnement en flux continu de toute l'industrie, de la vente en ligne, etc. Le fonctionnement des réseaux (personnels, d'organisations, de services publics, d'entreprises, des administrations) repose sur des outils informatiques dominés par un nombre très limité d'acteurs : les systèmes d'exploitation *Windows* de *Microsoft* occupent 83 % du marché sur les postes de travail, les microprocesseurs *Intel* représentent 79 % des microprocesseurs en circulation dans le monde (cf. Institut Montaigne, *Cybermenace : avis de tempête*, 2018, sur le net).

Il est devenu impossible de séparer la collecte et le stockage des « données personnelles » et le fonctionnement de tous les réseaux dont dépend la production : les multiples services offerts par les grandes plateformes numériques innervent tous les secteurs économiques. Si nous distinguons trois couches dans le cyberespace[94], les infrastructures physiques (concentrées en d'immenses centres de données aux Etats-Unis, 80 % du trafic internet en France transite par les Etats-Unis) ; la couche applicative des logiciels et des systèmes d'exploitation ; la couche cognitive (dite « sémantique ») qui correspond aux contenus, cette dernière couche alimente les deux autres, sans laquelle elles ne seraient que des coquilles vides. Dans ce système « Un profilage intime du consommateur, rendu possible par la parfaite maîtrise des flux continus d'informations personnelles captées et quantifiées à chaque instant par le biais d'algorithmes, remet en cause la notion même de vie privée » (Thomas Gomart, *Guerres invisibles*, éd. Texto, p. 164).

Actuellement, la plupart des données individuelles ou des organisations, entreprises, services publics, industries, sont traitées dans des systèmes de *cloud computing* gérés par les grands hébergeurs comme Amazon Web Services, Microsoft Azure, Google Cloud ou IBM Cloud. En Chine, Tencent/WeChat (900 millions de connexions quotidiennes) a concentré en une application unique un réseau social, une messagerie, un moyen de paiement, des systèmes de réservation, une plateforme d'e-commerce avec une connexion de l'ensemble en direction des entreprises du réseau.

Dans *Uberizacão do trabalho : subsunção real da viração* (Ubérisation du travail : subsomption réelle de la débrouille, non traduit, cité dans *Travail et révolte dans l'impasse du Brésil*, sur le

[94] Revue stratégique de cyberdéfense, février 2018, sur le net.

site Des Nouvelles du Front - Dndf -), Ludmila Abilio souligne que les technologies qui permettent d'effectuer le contrôle du travail informel représentent *une nouvelle étape de la subsomption du travail sous le capital*. Grâce aux gains d'économie d'échelle, à la rationalisation et à la centralisation, la gestion algorithmique du *viração* (débrouille, informalité) porte la productivité à des sommets inconnus. En un sens, caractériser l' « ubérisation » comme un strict processus de flexibilisation est insuffisant. Ce que les entreprises d'applications ont fait, c'est accélérer la création de connexions de plus en plus directes et rationalisées entre cette activité informe et les circuits d'accumulation. « Rassemblant les fonctions de loisir, de travail, de socialisation et de contrôle au sein d'un même appareil, les *smartphones* matérialisent l'absence contemporaine de distinction entre temps libre et travail. Grâce à des algorithmes qui traitent de grandes quantités de données en temps réel, les applications qui connectent une multitude de personnes au même serveur ont permis au capital d'incorporer et d'organiser directement ce travail informel qui est une partie constitutive de l'économie brésilienne. La fameuse ubérisation du travail signifie une sorte de subsomption réelle du *viração* » (*op. cit.*).

En outre : Il existe une infinité de groupes WhatsApp de coursiers, ces groupes finissent par être une structure informelle d'organisation du travail par les travailleurs eux-mêmes, qui fonctionnent parallèlement à ceux imposés par l'application. « Lorsque les actions des autorités dans la pandémie se résument à une plus ou moins grande indulgence ou à un (petit) renforcement d'une quarantaine auto-organisée par les travailleurs, c'est parce que la gestion même de l'urgence sanitaire a été confiée à la foule. Cette "autogestion subordonnée" caractéristique du travail de plateforme se révèle ici être une tendance à la survie généralisée à travers la catastrophe. » (idem)[95]

Les relations de chaque individu dans le monde participent du fonctionnement global et l'informent. A partir de ces données sont

[95] Si cet exemple brésilien est bien significatif de l'enjeu que représente le réencastrement de la vie quotidienne dans le travail, ici jusque sous la forme paroxystique d'une « autogestion subordonnée », cela ne doit pas gommer l'éventail, la variété des transformations que les entreprises mettent en œuvre dans les différents secteurs de production, types de pays et fractions de la force de travail ; ainsi que la réalité des luttes par lesquelles elles évoluent et peuvent, en fait, devenir la règle.

conçus les dispositifs industriels de production, les livraisons d'eau ou d'énergie, mais aussi les formes d'urbanisation, de conception et de contrôle des espaces publics (en ce qui concerne les « espaces privés » il n'y a qu'à collecter l'étalement spontané de la vie privée sur Facebook ou ailleurs) qui fonctionnent sur la surveillance, la censure, le harcèlement, les attaques cyber, les coupures de réseaux et les persécutions ciblées (Gomart, *op. cit.* , p. 184)[96]. Le « marché de l'emploi » est ainsi, non seulement globalement mis en forme dans un contrôle des chômeurs, mais encore peut être individuellement ciblé : savoir comment vit, ce que fait, les goûts d'un « demandeur d'emploi ». L'appel de main-d'œuvre peut être connecté en direct à la gestion de la production. Contrôler le numérique, c'est contrôler l'ordonnancement industriel du monde. C'est toute la reproduction sociale ayant investi tous les actes de la vie quotidienne qui se trouve absorbée, *mise en forme de façon adéquate dans les appareils du capital fixe*. L' « aspiration » des données « personnelles » par des opérateurs comme Facebook montre comment ce que nous appelions nos « identités » et nos « « comportements propres » ne sont en fait que de simples marchandises sur le juteux marché des « données ».

Le passage à la 5G ne signifie pas seulement une augmentation de la rapidité et des capacités de traitement des données : « Le déploiement de la 5G est destiné à transformer les modes de production et de consommation, à la différence des antennes 4G qui émettent dans toutes les directions, les antennes 5G envoient leurs signaux de manière ciblée vers les utilisateurs, et uniquement quand cela est nécessaire. Elles ont des débits dix fois plus élevés que ceux de la 4G, ce qui devrait accélérer les flux pour rendre plus efficace la gestion des villes intelligentes, des caméras de surveillance, de l'automatisation de l'industrie ou des transports, des véhicules autonomes ou des applications à très haut débit de télésanté. » (Gomart, *op. cit.*, pp. 165-166).

Il faut des réserves de données individuelles gigantesques en connexion avec les données organisationnelles pour pouvoir développer des application d' « intelligence artificielle » (IA) dignes de confiance[97].

[96] Gomart ne donne pas d'exemples, mais un simple rappel des « soulèvements arabes » ou des réseaux des Gilets jaunes suffit.

[97] On parle d' « intelligence artificielle » quand un ordinateur est capable de réaliser des tâches dépendantes de nombreux paramètres *et dont le programmeur ne connaît pas la solution a priori*. Il s'agit alors d'une faculté de « prédiction » dans les

Pour amener les entreprises traditionnelles à adopter l'IA, le modèle américain consiste à remplacer les structures anciennes par des nouvelles en comptant sur les « natifs numériques » pour s'en charger. L'approche chinoise, plus progressive et plus globale, rend bien compte du reformatage complet de l'appareil industriel qui est en jeu à partir de la masse de données disponibles. En 2017, le gouvernement a décidé d'un plan reposant sur la création de filières industrielles, les géants du numérique sont chargés de prendre la tête de chacune de ces filières. Tencent s'est vu confier l'imagerie médicale, Ali-baba s'occupe de la « ville intelligente », Baïdu des véhicules autonomes. Chacun doit aider les plus petites entreprises à accéder aux dernières technologies. « Mais l'originalité du modèle chinois réside dans l'intervention d'un troisième type d'acteurs, que l'on nommera "transformateurs". Ces entreprises technologiques sont le maillon intermédiaire entre les géants et les entreprises traditionnelles. Ce sont des spécialistes. Leurs produits sont conçus pour une industrie particulière, dont ils connaissent par cœur les enjeux. […] En aidant les PME et les ETI à redéfinir leur *process*, à surmonter les résistances au changement, ces "transformateurs" contribuent activement à leur évolution, d'où leur nom. Les bénéfices sont en réalité mutuels. Ces partenariats représentent pour les "transformateurs" l'occasion de collecter des données très pointues et de développer et tester plus rapidement de nouveaux algorithmes. Ils leur servent aussi à identifier de nouvelles utilisations possibles de l'IA. » (*Les Echos*, 29/7/22).

Quels que soient les modèles et les stratégies mis en place : « L'IA accélère la robotisation et l'automatisation des économies industrielles et fait apparaître une géorobotique autour de cinq pays : la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Allemagne et les Etats-Unis. […] Il s'agit fondamentalement de fusionner les systèmes de production et d'information pour former un "système cyberphysique de production" permettant la coordination de l'ensemble. A l'image d'un avion en pilotage automatique qui ajuste en permanence ses paramètres de vol, les usines de nouvelle génération doivent pouvoir s'autoréguler sans cesse. Pour fonctionner, elles s'appuient sur des plateformes de services destinées à gérer en temps réel leurs équipements. Placées dans le cloud par des géants comme Amazon Web Services ou Microsoft

deux sens du terme : ce qui peut advenir et ce qui doit être fait.

Azure, elles offrent une puissance de calcul capable de redimensionner en direct un appareil de production en fonction du volume de la demande. » (Gomart*, op. cit.*, pp.170-171). Nous pouvons ajouter : « Une grande partie de la valeur industrielle se déplace donc vers ces plateformes, au risque de provoquer de nouvelles formes d'hyperconcentration et de placer l'industriel en situation de sous-traitant d'une ou plusieurs plateformes. » (Kohler et Weisz, *Transformation numérique de l'industrie : l'enjeu franco-allemand*, Notes du Cerfa, décembre 2018, sur le net). Ces plateformes s'alimentent, entre autres, à la collecte et au traitement de « l'infini » des données personnelles, des anodins, dérisoires et ridicules échanges quotidiens. Les difficultés d'un accord entre l'Union Européenne et les Etats-Unis témoignent de l'importance de ces données « personnelles » : en 2000 l'accord « *Safe Harbor* », signé entre l'UE et le département du commerce américain autorise le transfert des données personnelles relatives à la « vie privée » ; en 2015 la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) l'invalide ; en 2016, il renaît sous le nom de « *Privacy Shield* », à son tour invalidé en 2020 par la CJUE. La déconvenue des géants américains du numérique les a amené à menacer de fermer Facebook et Instagram en Europe. En 2022 : « Gaz américain contre data européennes » (*Le Monde,* 18-19/9/22), les Etats-Unis obtiennent à nouveau le transfert des données personnelles européennes. Le 22 novembre 2022, invité sur Fox News, le président démocrate de la commission du renseignement au Congrès des Etats-Unis déclare : « TikTok[98] est une énorme menace, toutes ces données que votre enfant ajoute ou reçoit sont stockées quelque part à Pékin » (*Les Echos,* 23/11/22). Une semaine avant, c'était le directeur du FBI qui se déclarait extrêmement inquiet à l'idée que la Chine puisse prendre le contrôle de l'application et de son algorithme (idem) : « En septembre 2021, la Commission de protection des données irlandaises, référente sur ces sujets dans l'Union, a ouvert une enquête sur les transferts de données personnelles vers la Chine » (idem).

Le 18 octobre 2018, un ingénieur de Facebook, donnant par ailleurs des conférences sur « l'Intelligence artificielle » (qui porte

[98] TikTok est une application du groupe chinois ByteDance. 67 % des adolescents américains utilisent TikTok devant Instagram et Snapchat, et très loin devant Facebook et Twitter.

bien son nom) au Collège de France, déclare sur France Culture que l'intelligence et les émotions sont tout à fait modélisables par la « machine » qui, s'inspirant de la biologie, pourrait parvenir à reproduire strictement le cerveau. Mais son propos n'est pas que la machine parvienne plus ou moins à « copier » l'intelligence humaine mais, *inversement,* à imposer une conception et une pratique sociale de l'intelligence humaine, y compris des émotions, telles que la machine puisse les reproduire. *Dans sa radicalité*, cette conception et cette pratique de l'intelligence et des émotions, ce formatage, apparaissent improbables. Les chercheurs devraient surmonter les énormes obstacles théoriques et techniques que pose ce projet articulant l'intelligence artificielle et les neurosciences. L'Intelligence artificielle (l'IA) est incapable de raisonnements complexes en dehors des tâches spécialisées et des capacités d'apprentissage pour lesquelles elle est et peut être programmée, et ne peut communiquer que dans ces limites. Elle ne peut pas avoir d'intuition ni « [s'ajuster], de façon indéterminée, à un contexte chaque fois spécifique » (Eric Sadin, *Le Monde*, 22-23/1/23, p. 28). Elle n'a pas d'autonomie ni d'expérience subjective, et elle est incapable d'initiatives. Les machines (leurs logiciels) de « l'informatique affective » ne peuvent identifier des émotions qu'à partir d'indices perceptibles et concrets, surtout des signes extérieurs. Elles sont incapables d'appréhender le ressenti, le rôle de l'expérience, de la personnalité, de la culture de chacun, donc d'être en capacité d'essayer de le comprendre et d'entrer avec lui en communication affective autre que stéréotypée et indigente. Les propos de cet ingénieur relèvent de l'utopie scientiste, managériale et disciplinaire, parée des aspects positifs de l'IA en médecine et dans la recherche. Utopie scientiste qui contribue à défricher, stimule et accompagne toujours les profonds bouleversements socio-techniques de l'exploitation, de la gestion/contrôle des populations et de leurs conditions de vie. Ils indiquent néanmoins la *nature* des transformations qui, pour l'avant-garde des intellectuels organiques du capital, seraient nécessaires pour approfondir, mieux configurer et rendre systémiques les *procédures et comportements dictés par la numérisation* dont nous dépendons de plus en plus, dans tous les aspects de nos vies. Transformations qui s'annoncent, dans les pratiques et les projets des entreprises et des institutions étatiques, comme participant des éléments fondamentaux d'une éventuelle restructuration.

Construites et formatées par l'IA et « l'informatique affective » selon les besoins des entreprises et de l'Etat, cette intelligence et ces émotions-là devraient fournir des outils permettant de généraliser et d'améliorer l'efficacité de la numérisation, remaniant et intégrant davantage les différents secteurs de l'économie et de la société. De l'entreprise à la police, en passant par les échanges commerciaux ou relationnels, l'éducation, la santé, les transports, les loisirs, etc., il s'agirait de renforcer la disponibilité et la mobilisation de la force de travail, et d'accroître l'exploitation en intensifiant la soumission des travailleurs au système des machines informatisé, en continuité avec toutes les activités sociales, plus contrôlées et intégrées au procès de valorisation du capital. Il en résulterait un accroissement de la synergie entre le procès de travail et le reste de la reproduction sociale, approfondissant ainsi la subsomption réelle du travail *et de la société* sous le capital.

Mais quelle machine pourra reproduire les souffrances et les joies de Swan, les deux entremêlées, la satisfaction et la déception face à la certitude, qu'il voulait être sienne, de la trahison d'Odette et dont il veut se persuader et se soulager devant les fenêtres éclairées ou non de son appartement ?

C'est une nouvelle connexion entre la reproduction sociale et la valorisation du capital qui émerge dans laquelle la vie quotidienne est absorbée, réencastrée dans la valorisation. Alors que dans la restructuration des années 1970-1980, il ne s'agissait que du procès de travail, c'est maintenant la totalité de la reproduction sociale, l'individu dans la totalité de sa vie, qui est absorbée *adéquatement* dans la valorisation du capital (tout n'est pas valorisation mais tout y concourt). Nous avons là le chemin possible d'une restructuration au travers d'une énorme conflictualité mondiale : conflictualité de classes (y compris la segmentation raciale et sexuelle du prolétariat) et conflictualité d'Etats entremêlées.

Il se peut que tout cela n'ait finalement qu'un faible impact sur la productivité, les profits et l'accumulation, il n'empêche que, pour notre sujet, les milliards de connexions quotidiennes qui, de par le monde, des bidonvilles africains aux tours de Shanghai, innervent notre vie quotidienne, sont, de même que le travail vivant dans le capital fixe, *adéquatement* absorbées dans les formes matérielles du rapport capitaliste en parfait accord avec la tendance à tous devenir petit entrepreneur de soi, dans tous les éléments de la vie.

Du fait, premièrement, des déterminations du capital restructuré dans les années 1970-80, principalement l'achat global de la force de travail, les modalités de la mobilisation de la force de travail disponible à l'échelle mondiale, la double déconnexion, la recomposition de la classe ouvrière au-delà de l'identité ouvrière ; deuxièmement, des caractéristiques de la crise actuelle (qui, en partie, découlent de ces déterminations), il résulte que la contradiction entre le prolétariat et le capital, l'exploitation et les contradictions mêmes de l'accumulation se sont cristallisées et étendues sur cette chose étrange, ce lieu flou et par là *propice* qu'est la vie quotidienne.

Avec la crise du travailleur libre, c'est dans la contradiction que le développement du capital tel que restructuré et dans la spécificité que sa crise a introduit dans la vie quotidienne que se situe le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital qui ne se définit plus que dans la fluidité de la reproduction capitaliste. Reproduction où se concentre (même si cela est sous une forme fétichisée, et c'est bien ainsi, de toute façon personne ne vit dans les rapports de production) le mouvement où le prolétariat est lui-même reproduit comme classe, là où, sous les formes d'apparition (c'est ainsi seulement que le « mouvement réel » existe et peut être anéanti) existe l'affrontement du prolétariat à sa propre constitution en classe. Ces formes d'apparition et méandres sont constitutifs de toutes les luttes de la vie quotidienne.

Une contradiction a été introduite dans la vie quotidienne, cette contradiction, la crise du « travailleur libre », c'est tout bonnement la transformation de la mobilisation, de l'exploitation et de la reproduction de la force de travail. « Vouloir vivre » et « vouloir être libre » sont devenus des expressions idéologiques très réelles.

Après que dans la phase du mode de production capitaliste issue de la restructuration des années 1970-1980, la contradiction entre les classes est devenue située au niveau de la reproduction, trente ans après, sa crise advient comme celle de l'identité entre suraccumulation et sous-consommation. Le capital investit la liberté formelle du travailleur. Avec l'achat global et la segmentation précaire, les dépenses contraintes, la mobilisation

constante, la relation et dynamique contradictoires entre travail nécessaire et surtravail se trouvent alors cristallisées dans cet ensemble d'activités constituant la vie quotidienne.

En définitive, ce n'est pas sur les formes secondes (dérivées) que sont la mondialisation où la domination du capital marchand, industriel ou financier sur l'ensemble de la valorisation que peut se jouer une restructuration du mode de production capitaliste mais toujours sur l'exploitation, *mais ce n'est pas toujours sur les mêmes moments ou déterminants de l'exploitation*. Pour l'heure, la crise est une crise du rapport salarial dans sa forme développée comme crise de la « société salariale » et c'est sur les modalités de l'achat-vente de la force de travail qui impliquent, au niveau mondial, celle de sa mobilisation, de sa segmentation, de sa mise en œuvre dans le procès de production immédiat et de sa reproduction que devrait se jouer la guerre de classes à venir dont nous vivons les escarmouches.

Nous écrivions plus haut que « les luttes dans les entreprises, celles qu'on peut qualifier comme se déroulant dans le procès de production immédiat, là où les choses *paraissent* encore simples en ce que le rapport d'exploitation *paraît* très compréhensible et impossible à méconnaître (*Théories sur la plus-value*, éd. Sociales, t. 3, pp. 568-569) font partie de la vie quotidienne ». Dans chaque cycle de luttes et même dans des moments particuliers d'un même cycle, c'est un lieu déterminé qui assigne à toutes les luttes leur rang et leur importance. C'est un éclairage universel où sont plongées toutes les autres couleurs et qui les modifie au sein de sa particularité. C'est un éther particulier qui détermine le poids spécifique de toute existence qui s'y manifeste[99]. Toutes les luttes, quels que soient leur lieu, leurs acteurs spécifiques et leurs enjeux, se situent dans cet « éclairage universel » qui modifie leur couleur propre. Dans cette unité de la vie quotidienne qui les enveloppe, les luttes en entreprises, sur les lieux du procès de production immédiat, et les luttes portant plus ou moins directement sur la reproduction sont chacune limitées par leur disjonction. Leur jonction ne peut être que leur modification réciproque (voir plus haut).

Dans la situation actuelle, et de façon nécessaire à l'intérieur du mode de production capitaliste, la lutte porte et portera de plus en plus sur la production de plus-value et même sur le travail

[99] Nous plagions ici quelques phrases de l'*Introduction de 1857*.

productif mais il ne faut pas être « théoriquement » aveuglé par l'incandescence du cœur du réacteur. La chaleur se diffuse (reproduction, formes de manifestation, vie quotidienne) et c'est dans sa diffusion et à partir d'elle, diffusion qui *doit* également venir de la dynamique des luttes dans le procès de production immédiat, que les choses se passent et se passeront, que le cœur sera ou non modifié.

Cela signifie que si la vie quotidienne, construite comme l'ensemble des formes d'apparition des rapports de production au travers de leurs métamorphoses, avec le rapport idéologique aux rapports de production et les idéologies particulières sous lesquelles opèrent les pratiques, avec les « sujets » et les « personnes » qui en sont les acteurs, n'est pas le « mouvement réel », elle n'en est pas non plus le masque, mais le lieu où il existe et se révèle à la condition de la conjonction des formes d'apparition : le salaire (prix du travail) rencontre l'autonomisation des moyens de production comme capital, le loyer et le droit d'habiter cette terre comme suspendus à la rente, les rapports de distribution comme « droit » de retourner au travail et comme « impression d'avoir été floué » ; la liberté, l'égalité, le sujet, la personne, le contrat comme des « arnaques » de la structure.

La révolution est un dépassement produit et dans le capital restructuré (contradiction au niveau de la reproduction), dans le cycle de luttes actuel (l'appartenance de classe comme contrainte extérieure), dans la spécificité de la crise présente, c'est dans la vie quotidienne que cette « production du dépassement » peut exister. Le « rappel à l'ordre » du « mouvement réel » n'est ni un au-delà ni un en-deçà.

GILETS JAUNES

Quatre années après les événements, il ne s'agit plus d'en faire un *récit théorique*. Dans la grande production et la masse de commentaires que la chose a suscités, trois textes se détachent, bien que dans des perspectives différentes, ils expriment, à partir des faits, la fragile et polymorphe substance de cette révolte.

Par ordre croissant d'intérêt :

- Laurent Jeanpierre : *In Girum, les leçons politiques des ronds-points* (éd. La Découverte, 2019).
- Collectif Ahou Ahou Ahou : *La révolte des Gilets jaunes, histoire d'une lutte de classes* (Niet ! éditions, avril 2020).
- Tristan Leoni ; *Sur les Gilets jaunes* (7 épisodes), sur les sites *Trop loin* et *Des Nouvelles du front* (Dndf)[100].

A cela, nous pouvons ajouter quelques textes publiés sur les sites *lundimatin* et *Agitations*, ceux du blog *Carbure*, les interventions signées *lacanaille* sur *Dndf*, certains textes de *Temps Critiques* et, bien sûr *Le Monde* et en l'occurrence, vu le sujet, l'indispensable presse dite locale, ici *La Provence*.

Pour nous, maintenant, avec l'oiseau de Minerve, nous nous limiterons à ...

QUELQUES QUESTIONS THÉORIQUES À PROPOS DE LA RÉVOLTE DITE DES « GILETS JAUNES »

La vie quotidienne en France aux temps des Gilets jaunes

« Quand les gens, dans la société, ne peuvent plus continuer à vivre leur quotidienneté, alors commence une révolution. Alors seulement. Tant qu'ils peuvent vivre le quotidien, les anciens rapports se reconstituent. » (Henri Lefebvre, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, éd. *Idées Gallimard,* 1968, p. 66). La

[100] A paraître aux éditions Senonevero / Entremonde. Si, par la suite, nous critiquons parfois rudement ce texte, cela n'entame en rien, bien au contraire, cette appréciation générale.

révolte dite des « Gilets jaunes »[101] est une révolte de la vie quotidienne *non pour la contester ou la transformer* mais pour la poursuivre et vivre *quotidiennement*. Dans sa merveilleuse et violente banalité de crise de la quotidienneté cette révolte fut une offense et une agression à la France d'Emmanuel Macron (tête de con).

Le postulat de Lefebvre plagie le fameux axiome de Lénine :

« Pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "*ceux d'en bas*" ne veulent plus vivre et "*ceux d'en haut*" ne *peuvent plus* continuer à vivre à *l'ancienne manière*, c'est alors seulement que la révolution peut triompher… » (Lénine, La *Maladie infantile du communisme,* Œuvres, t. 31, pp. 80-81).

Mais, séparant Lefebvre de Lénine, il y a le terme de « quotidienneté » qui, si nous pouvons conceptuellement le réduire à l'exploitation et aux rapports de production, en est cependant la « forme développée »[102]. Si les Gilets jaunes ont pris conscience de « l'impossibilité de vivre comme autrefois », ils n'ont pas réclamé de ne « plus vivre » ainsi. Au cœur de la révolte, il y a la vie quotidienne qui est préservation et *reproduction* avec son contraire lié : la « modernité »[103]. Si c'est par la vie quotidienne qu'il faut commencer nous ne ferons ici que l'évoquer en renvoyant, dans ce n° de *TC*, au texte *Vie quotidienne et luttes des classes*. Il faudra

---

[101] Un matin, sur une radio, un sociologue a eu cette phrase très juste : « Tout énoncé qui commence par "les Gilets jaunes" est faux ». Nous utiliserons cependant l'expression en essayant de montrer comment elle se construit et existe à chaque moment et comment elle est toujours problématique.

[102] Nous expliquons plus loin cette formule. On peut également se référer au texte *Vie quotidienne et luttes des classes*.

[103] Quand Baudelaire utilise en 1859 ce mot encore nouveau de « modernité », en éloge à Constantin Guys, dans ses critiques des Salons comme « théorie historique et rationnelle du beau, en opposition avec la théorie du beau unique et absolu », il ajoute : « La modernité, c'est le transitoire, le fugitif, le contingent … » (Baudelaire, *Le Peintre de la vie moderne*, Œuvres complètes, éd. Seuil, pp. 547 et 553), il ne fait que répondre dans le domaine des perceptions culturelles aux affirmations de Marx et Engels dans le *Manifeste* décrivant le capitalisme comme un mode de production qui bouleverse sans cesse ses propres bases et dans lequel plus rien n'est tenu pour sacré. Horkheimer et Adorno, dans *La Dialectique de la raison,* souligneront par la suite l'ambigüité de cette « modernité » issue de la période dite des « Lumières ».

ensuite comprendre pourquoi et comment, en évacuant les faciles faux-fuyants de « l'interclassisme » et du « populisme », en s'ancrant dans les déterminations de la crise depuis 2008, cette *lutte de classe* s'est construite, dans sa composition particulière, avec sa force, sa détermination, sa persistance et ses limites dans les termes de la quotidienneté et du « mode de vie » ; comment, dans cette spécificité, elle est un moment de la lutte de classe mondiale. Pour parodier une célèbre formule : « tous ceux qui parlent des Gilets jaunes sans une référence explicite à la vie quotidienne ont un cadavre dans la bouche ».

Mais, en premier lieu, il faut savoir si une telle chose qu'on nomme « vie quotidienne » existe et, dans ce cas, savoir ce qu'elle est[104]. Nous nous contenterons ici de la définition donnée dans le texte *Vie quotidienne et luttes des classes* : « Nous appellerons vie quotidienne l'ensemble des activités par lesquelles le travailleur se met en relation, de façon régulière et prévisible, avec ses conditions aussi bien de travail (les moyens de production) que de consommation, à partir du moment où ces activités ne sont plus présupposées par l'appartenance préalable du travailleur à une communauté et où le travail n'est plus, pour le travailleur, qu'une activité particulière dans la division du travail et isolée de ses forces socales, sans présupposition et toujours à renouveler. La vie quotidienne est la routine de cette mise en relation en ce qu'elle est constituée par l'ensemble des *formes d'apparition* des rapports de production comme *vécu* par l'activité d'un *sujet*. »[105].

LA FRANCE QUI ROULE DES CLOPES ET FUME AU DIESEL
(Elle fait aussi griller des merguez et apprécie « le jaune », pas seulement en gilet)

D'une vie quotidienne à l'autre

[104] Il est surprenant, en faisant une recherche sur Google, de trouver à « vie quotidienne », toutes sortes de travaux sociologiques plus ou moins intéressant (budget temps, partage des tâches domestiques, transports, etc.) mais tous ont en commun de considérer leur objet (la vie quotidienne) comme donné, comme s'ils étudiaient les cratères de la Lune.

[105] La nécessaire métamorphose des rapports de production dans leurs propres formes d'apparition par lesquelles seulement ils existent est exposée dans ce *TC* 27, dans le texte *Vie quotidienne et luttes des classes*.

Lefebvre, Lénine, Debord, mais, avant tout : « J'ai 57 ans et je suis employé dans une PME en Seine-Maritime. Je ne suis pas un de vos lecteurs mais il s'avère que mes enfants vous lisent régulièrement et qu'après de longues heures de discussions (et d'engueulades) ce dimanche, ils m'ont convaincu de rédiger et de vous envoyer ces quelques réflexions sur le mouvement des Gilets jaunes auquel je suis heureux et fier d'appartenir. […] Certains disent que nous bloquons tout pour pouvoir mieux redémarrer le lendemain. C'est pas vrai. En tous cas, ce n'est pas mon cas. Ce que nous bloquons, c'est notre vie quotidienne. Les départementales, les nationales, les zones commerciales. Nous bloquons le train-train de notre propre vie. […] Sur les blocages, il y avait des syndicalistes plutôt sympas mais qui passaient leur temps à dire à qui voulait les entendre qu'il fallait s'en prendre aux patrons, s'organiser sur nos lieux de travail, etc. ils ont certainement raison mais le problème est que nous travaillons certainement pas tous dans de grandes usines ou de grosses entreprises dans lesquelles le rapport de force nous permet de faire pression pour que nos salaires augmentent. Beaucoup d'entre nous sont simples employés, auto-entrepreneurs, chômeurs, etc. Le patron que nous avons, par contre tous en commun, c'est Macron, c'est donc lui qu'on veut faire plier. […] D'un côté, il y a tellement de choses qui nous étouffent, nous asservissent, nous abêtissent et nous rendent globalement malheureux mais de l'autre il y a un mode de vie qui nous tient et auquel on tient. La famille, les barbecues avec les amis, les collègues de travail, ça peut paraître futile mais désolé, non, on ne passe pas nos soirées à regarder Arte et nos week-ends à aller au musée. […] Les gouvernants et les journalistes peuvent bien se moquer de nous en nous voyant bloquer les ronds-points en dansant la queue leu leu mais depuis samedi nous nous sentons un peu moins seuls et un peu plus heureux. […] C'est dégueulasse de sous-entendre que quand on est populaire on est forcément bête et méchant. » (paru sur le site *lundimatin* le 21 novembre 2018).

Ce qui a fait l'unité du mouvement, ce sont les « conditions de vie » : « Le mouvement n'est pas mû par une critique des conditions de travail et du travail mais par une référence aux conditions de vie. *Il est certain qu'auparavant dans les luttes ouvrières, les conditions de vie jouaient leur rôle, mais étaient comme incluses dans les conditions de travail* [nous soulignons],

car c'est la professionnalité qui déterminait le reste (la fierté d'être mineur ou docker et non pas la vie de misère qui leur était attenante). Alors qu'aujourd'hui cette professionnalité a été en grande partie détruite et elle n'est plus qu'une composante (avec les conditions de travail) des conditions de vie plus générales. D'ailleurs les GJ ne se présentent guère par leur profession d'origine. C'est aussi cette caractéristique qui fait l'unité au-delà des différentes conditions. En effet, préalablement, c'est le collectif de travail qui faisait l'unité et l'idée d'une classe particulière dans son opposition à la classe dominante ; or aujourd'hui, cette unité n'est plus donnée directement par le capital qui a d'abord corporatisé les segments de la force de travail salarié, puis atomisé cette force de travail qui ne trouve plus guère son unité qu'idéologiquement dans les grandes messes syndicales. L'unité, si unité il peut y avoir ici ne peut donc qu'être reconstruite sur la base des conditions de vie, ce à quoi les Gilets jaunes se sont attachés. » (*Temps critiques*, février 2019).

En tant que tel le constat de *Temps Critiques* est juste, ce sont les conditions de vie qui ont forgé l'unité du mouvement et c'est de là qu'il faut partir. Mais ce n'est qu'un constat. *Temps critiques* confond la disparition de l'identité ouvrière et l'obsolescence du concept de classe réduit à des « collectifs de travail » et à la « professionnalité ». Dans le texte *Vie quotidienne et luttes des classes*, nous nous attachons à montrer comment, du fait des caractéristiques du mode de production issu de la restructuration des années 1970-1980 selon lesquelles la contradiction qu'est l'exploitation s'est située au niveau de sa reproduction, puis selon les déterminations de la crise de cette phase de la subsomption réelle à partir de 2008, les classes se constituent dans la reproduction, dans la relation entre rapports de production et rapports de distribution, *jusque dans les formes fétichistes de la vie quotidienne que la reproduction implique*[106]. L'unité d'un mouvement construite sur les conditions de vie n'est pas le signe de l'obsolescence des classes, ni des luttes sur les lieux de travail, mais de la nature actuelle de leur procès de constitution. Il est vrai comme le souligne par ailleurs *Temps Critiques* que ce mouvement amalgame des catégories diverses, mais jamais la lutte des classes n'a mis face à face des adversaires existant dans leur pureté

[106] Sur ce point, on peut également se reporter, dans ce même n°, au texte de réponse aux camarades de *Temps libre*.

conceptuelle. En outre, dans sa durée, le mouvement a été de plus en plus un mouvement d'ouvriers et de petits employés, de même que ses soutiens dans la population, au fur et à mesure que s'en éloignaient les diplômés et les classes moyennes salariées.

Dans un texte d'avril 2019, *Temps critiques* continue, avec raison, à affirmer la centralité des conditions de vie, alors que ces dernières, « avec la classe ouvrière, étaient comme intégrées et secondarisées dans les conditions de travail », ce sont maintenant « les conditions de travail qui ne forment plus qu'un élément parmi d'autres des conditions de vie. » Cependant, le mouvement des GJ a « osé déconstruire ce fatalisme [les évolutions du capitalisme, nda] par un mouvement qui s'affirme pour le revenu. » (idem). Et, contre « la suppression des services publics d'Etat, etc. », le mouvement s'élève contre la « rationalisation des coûts salariaux » (idem). Lutte sur le « revenu », lutte contre la « rationalisation des coûts salariaux », cela ressemble beaucoup à « feu la lutte de classe » qui a toujours été une multiplicité de situations aboutissant ou non en une conjonction des forces.

Quand on parle de « modes de vie », il faut dire de quoi il s'agit.

« Et tout revient d'un coup, la chaleur de la cahute, la compagnie des humains, les "*Bonjour*" qui claquent fort. Est-ce que les "Gilets jaunes" vont réussir à changer la vie ? Une infirmière songeuse : "*En tout cas, ils ont changé ma vie* [...] *je n'attends rien de spécial. Ici on fait les choses pour soi : j'ai déjà gagné*." (Florence Aubenas, *La révolte des ronds-points*, « Le Monde », 16-17/12/18). Alors que sur le rond-point de Marmande dont il est question dans cet article, la majorité ne sent pas le besoin d'aller manifester à Paris, ni même à Pau, quelqu'un intervient : « Moi je vais monter à Paris, il faut les attaquer intra-muros, aller marcher sur les bobos. Les gens de la métropole qui nous qualifient de sauvages, qui nous méprisent parce qu'on ne pense pas et qu'on ne vit pas comme eux. » (*idem*). La cristallisation de toutes les contradictions sociales, économiques, fiscales, culturelles, comme modes de vie (même si celui des Gilets jaunes était largement fantasmé et vécu également sous le mode idéologique) a assuré la permanence du mouvement dans le temps et l'a rendu irreprésentable et imperméable à tout forme de négociation. Dans la mesure où le mouvement n'était pas vécu par ses protagonistes comme un mouvement revendicatif et ponctuel, tous les désirs et toutes les tentatives d'organisations durables ne pouvaient que

faire long feu. L'aspect revendicatif était à la fois toujours exprimé et toujours marginal : le rétablissement de l'ISF, la revalorisation du smic, l'annulation de l'augmentation du prix du carburant, l'augmentation des retraites, la baisse des impôts directs, l'augmentation des impôts pour les plus grosses entreprises, le maintien et le soutien des petits commerces locaux, la réforme de la rémunération des élus et l'interdiction des délocalisations d'entreprises (il s'agit ici de la liste des revendications exprimées à Dieppe selon *Le Monde* du 28/12/18)[107].

Lors de l'acte 1 (17-18 novembre 2018) à Sorgues, sur l'énorme rond-point qui dessert l'autoroute A7 et toute la zone commerciale d'Avignon nord, « Daniel et Bernadette avaient installé leur petit nécessaire de camping, leur installation a fini par se transformer en cantine des Gilets jaunes où chacun pouvait se présenter et profiter d'un sandwich, d'un café chaud et même d'une grillade après installation d'un énorme barbecue. Le couple qui a nourri des centaines de Gilets jaunes ce week-end dernier va remettre ça samedi et dimanche prochain, ils souhaitent, outre les Gilets jaunes, également ouvrir leur cantine gratuite à tous ceux qui ont un emploi mais ont plus que du mal à boucler les fins de mois. Dès samedi, ils vont cuisiner quelques dizaines de kilos de pâtes à la bolognaise qui seront servies à tous ceux, Gilets jaunes ou pas, qui viendront les voir en expliquant qu'ils sont travailleurs pauvres. "On ne va pas aller vérifier en leur demandant des documents justificatifs" » (*La Provence*, 21/11/18).

Quand, avec le prix des carburants, l'entrave à la mobilité géographique s'identifie à une entrave à la mobilité sociale (voir plus loin), il s'agit d'activer des liens communautaires de proximité, de s'approprier quelque chose comme un « chez soi » présumé irréductible à une emprise économique ou « bureaucratique ». Reconstituer un « nous » sans avoir honte de sa condition.

Quand il est question de vie quotidienne, il faut souligner l'importance des « cabanes » édifiées sur les ronds-points, la haine et le désespoir qui ont accompagné leur démantèlement ou leur incendie volontaire par des « inconnus », ainsi que la profonde transformation dans le mouvement que ce démantèlement a provoqué avec le passage aux assemblées. Le rond-point était l'endroit où l'on s'organisait et d'où l'on partait en action : « … rapports de force et sociabilité fusionnent ainsi dans un même

[107] Dieppe fut un haut lieu de la mobilisation, voir sur Dndf *La Mouette enragée.*

espace provoquant pour les Gilets jaunes en lutte un basculement soudain et profond du quotidien. Simultanément, partout, les Gilets jaunes mutualisent leurs expériences de la vie quotidienne, et constatent qu'elles sont, du point de vue de la pauvreté matérielle, à peu de choses près semblables. Sur les ronds-points, les gens exposent leur misère, budget mensuel détaillé à l'appui, et la collectivisation de cette misère semble les délester enfin de l'humiliation vécue dans la solitude. L'investissement dans ce mouvement est à l'image de cette misère, souvent total : *le quotidien étant une lutte, la lutte devient quotidienne* [nous soulignons]. Le rond-point se transforme petit à petit en lieu de cette totalité, voué aussi bien à l'organisation du mouvement qu'à la vie de tous les jours. » (*Ahou*, op. cit., p. 53). Avec la destruction des cabanes, les fractions qui, dans le mouvement, se veulent « respectables », ont tendance à se sentir plus à l'aise dans des assemblées plus formelles, ainsi que les militants politiques. En même temps que les assemblées plus formelles prennent le pas sur l'unité de vie et de lutte des ronds-points, les manifs se radicalisent amalgamant « des prolétaires urbains, plus jeunes, plus précaires, moins attachés à la "valeur travail" que les Gilets jaunes de la première heure. […] Le mouvement des Gilets jaunes devient essentiellement un mouvement du samedi. » (*Ahou*, op. cit., p. 125). Alors que Leoni (op. cit.) voit dans cette ritualisation émeutière du samedi une limite du mouvement bloquant son dépassement en « autre chose », le collectif *Ahou* y voit « des manifestations d'une insoumission prolétarienne s'exprimant tous azimuts… » (op. cit., p. 178).

Il n'était pas dans l'ADN du mouvement de se dépasser dans cette « autre chose » que suggère Leoni, c'est-à-dire les « lieux de la production », pour cela même il est également faux de soutenir que « l'insoumission prolétarienne » s'est exprimée « tous azimuts ». Avec les manifestations du samedi, le mouvement s'est alors développé dans ses propres limites, c'est-à-dire là où sa dynamique était produite et existante : la reproduction, la vie quotidienne. Au fur et à mesure qu'il se découvrait comme mouvement de classe au travers de ses affrontements internes, il rencontrait sa limite précisément dans son action en tant que classe. « Agir en tant que classe comporte un écart par rapport à soi, dans la mesure où cette action comporte la propre remise en cause de la classe par rapport à elle-même […] Agir en tant que

classe c'est actuellement d'une part n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction, d'autre part, c'est, pour la même raison, être en contradiction avec sa propre reproduction de classe, la remettre en cause. Il s'agit des deux faces de la même action en tant que classe… » (*TC* 20, p. 11) La répétition « émeutière » a été la rencontre avec cette limite : nous voulons vivre quotidiennement un peu mieux … mais ce n'est pas possible.

Simultanément, dans cet *écart*, le mouvement entamait, avec les « assemblées » une trajectoire inaboutie en « mouvement social ». « Parallèlement à la ritualisation des manifs-émeutes, la structuration nationale se poursuit, à l'écart des gaz, mais aussi du mouvement lui-même. Si Commercy, en janvier 2019, constituait une expression endogène du mouvement [ce que, semble-t-il avec raison, conteste déjà Léoni, nda[108]], moment de formalisation d'un discours de légitimation et d'unité alors que la lutte battait son plein, les Assemblées des assemblées suivantes ont tendance à suivre une dynamique autonome : alors que les assemblées locales et les rassemblements du samedi déclinent en nombre, il y a nettement plus de participants (environ 800 délégués) à l'Assemblée de Saint-Nazaire, début avril, qu'à celle de Commercy, où il y avait 400 ou 500 personnes. Le formalisme inhérent à ces processus les détache encore un peu plus de la lutte concrète… » (*Ahou*, op. cit., pp. 193-194). Avec l'arrivée de militants rompus aux arcanes de la « lutte sociale », les occupants des ronds-points sont relégués à un rôle auxiliaire. Quand en mars 2019 apparaissent des appels à un « retour aux sources », il est déjà trop tard : « Mais à l'heure du reflux, le mort saisit le vif, les organisations politiques du passé pèsent de tout leur poids d'ancienneté et de routines sur l'avenir du mouvement. L'énergie déconstructrice des Gilets jaunes est peu à peu recodée dans le répertoire d'action et les mots d'ordre généraux des gauches, pourtant *vidés de leur sens par les conditions sociales et historiques actuelles* [nous soulignons] : unité du peuple, convergence des luttes, anticapitalisme, etc. » (Laurent Jeanpierre, *In Girum, les leçons politiques des ronds-points*, éd. La Découverte, p. 183)[109].

[108] Une lecture des comptes rendus plus ou moins exhaustifs de la réunion de Commercy montre, contrairement aux pratiques des ronds-points, le formalisme dans lequel s'enferment toute prise de décision et toute perspective d'action.

[109] Si nous pouvons souscrire à la critique de « l'anticapitalisme » comme « mot d'ordre général ». Il ne saurait être question de considérer la lutte des classes en

Cette cristallisation sur les modes de vie et la vie quotidienne, si elle a assuré globalement l'unité du mouvement a pu également quelques fois s'exprimer comme une clôture sur la vie du rond-point et par des rivalités entre ronds-points permettant, *a contrario*, au mouvement de maintenir sa diversité sans se fracturer.

Le fond de toutes les revendications et surtout des formes mêmes de la lutte c'est la volonté de conserver un mode de vie et d'affronter tous ceux qui promeuvent toutes les transformations qui le mettent en péril.

De ce point de vue, il ne faut pas esquiver les manifestations d'antisémitisme qui, sans être centrales, ont existé dans le mouvement. Dans *Réflexions sur la question juive* (1946), Sartre expose exactement comment l'antisémitisme peut exister dans un mouvement comme celui des Gilets jaunes : « La communauté égalitaire dont se réclame l'antisémite est du type des foules ou de ces sociétés instantanées qui naissent à l'occasion du lynchage ou du scandale ; […] En ce sens l'antisémitisme, en démocratie, est une forme sournoise de ce qu'on nomme la lutte du citoyen contre les pouvoirs. […] Ainsi y aura-t-il pour l'antisémite une France *réelle* avec un gouvernement *réel* mais diffus et sans organes spécialisés, et une France abstraite, officielle, enjuivée, contre laquelle il sied de se dresser. […] Tout antisémite est donc, dans une mesure variable, l'ennemi des pouvoirs réguliers, il veut être *le membre discipliné d'un groupe indiscipliné* [nous soulignons] ; il adore l'ordre mais l'ordre social. On pourrait dire qu'il veut provoquer le désordre politique pour restaurer l'ordre social, et l'ordre social lui apparaît sous les traits d'une société égalitaire et primitive de juxtaposition, à température élevée, d'où les Juifs seront exclus. » (Sartre, *op. cit.*, Folio-Gallimard, pp. 32 à 35).

S'il est exact que l'antisémitisme peut trouver son terreau dans « la lutte du citoyen contre les pouvoirs » et dans l'imaginaire d'une « société immédiate », Sartre lui-même a bien montré, de la prise de direction de *La Cause du peuple* à celle de *Libération* (quel que soit le ridicule de certaines de ses activités), que « la lutte du citoyen contre les pouvoirs » n'est pas nécessairement antisémite.

It raining stones (UK)

---

dehors des contradictions du mode de production capitaliste.

The shit hits the fan (USA)

Les emmerdes volent en escadrille (Jacques Chirac, France)

En dehors du mouvement même des Gilets jaunes, en mars 2019, une « anecdote » témoigne de la relation entre périphérie / véhicule / justice / vie quotidienne : « Contrôlés par la police municipale à une semaine d'intervalle au volant d'un fourgon C15 à Morières-les-Avignon, Antoine, 46 ans, qui comparait détenu pour une autre cause, et sa compagne Ludivine, 39 ans, se sont succédés lundi à la barre du tribunal correctionnel d'Avignon pour répondre de conduite sans permis. […] Cette dame, qui n'a pas de permis, a confié conduire "*tous les jours*" pour accompagner à l'école son fils, "*obligé d'y aller dans le cadre d'une mesure de contrôle judiciaire*". Avec une certaine franchise, voire de la naïveté, ils indiquent être domiciliés à deux adresses différentes "*pour la CAF*" et Antoine travaille "*au noir*" pour percevoir le RSA. Après délibéré, le tribunal inflige à Antoine une peine de 6 mois de prison et à Ludivine 4 mois de prison avec sursis et 100 euros d'amende pour un défaut d'assurance. » (*La Provence*, 6/3/19).

Qu'il s'agisse de l'affrontement de modes de vie, de conditions de vie, qu'il s'agisse d'une question de vie quotidienne, jamais la chose n'est apparue plus clairement que dans l'obscénité des interrogatoires et des condamnations lors des comparutions en justice de Gilets jaunes arrêtés et placés en garde à vue. Chaque fois ce fut le même déballage indécent de la vie privée des prévenus, avec des questions insistantes sur leurs relations avec leurs père et mère, le montant exact de leur allocation chômage ou de leur salaire, la nature de leur contrat de travail, ce « qu'ils comptaient faire plus tard dans la vie », des remarques méprisantes sur leur maîtrise du français « standard », et des conseils du type « vous devriez aller voir un psy ».

Dès le 9 janvier 2019, on comptait déjà 5339 gardes à vue, 815 jugés en comparution immédiate[110], mais peut-être le plus significatif est le fait que, à Paris, sur 1628 gardes à vue, 798 aboutissent, à ce moment-là, à un « classement sans suite » (soit 49 %). En revanche, en province, sur 3711 gardes à vue on n'observe que 436 « classements sans suite » (11,7 %) : « Parmi les 152 mandats de dépôt délivrés à l'échelle nationale, 123 l'ont été en province » (*Le Monde,* 9/1/19). Parmi les gardes à vue, la proportion de « primo-manifestants » est beaucoup plus importante

[110] Ces chiffres ne tiennent pas compte des gardes à vue de mineurs.

en province qu'à Paris, il s'agit de personnes qui « maîtrisent » moins les codes de la manifestation et de la justice. Contrairement à ce qu'on peut penser, la Justice n'aime pas le « primo-manifestant », elle lui préfère (jusqu'à un certain point …) le politique récidiviste qui connaît ses codes et son langage ; le « primo-manifestant » n'a que son ras-le-bol, sa vie, à exprimer.

Roland Barthes, dans *Dominici ou le triomphe de la littérature* (*Mythologies*, éd. Points-Seuil, pp. 51-52) pouvait déjà écrire « Le président d'assises, qui lit *le Figaro*, n'éprouve visiblement aucun scrupule à dialoguer avec le vieux chevrier "illettré". N'ont-ils pas en commun une même langue et la plus claire qui soit, le français ? Merveilleuse assurance de l'éducation classique, où les bergers conversent sans gêne avec les juges ! Mais ici encore derrière la morale prestigieuse (et grotesque) des versions latines et des dissertations françaises, c'est la tête d'un homme qui est en jeu. La disparité des langages, leur clôture impénétrable, ont pourtant été soulignées par quelques journalistes. […] Non, la syntaxe, le vocabulaire, la plupart des matériaux élémentaires, analytiques, du langage se cherchent aveuglément sans se joindre, mais nul n'en a scrupule. Naturellement tout le monde feint de croire que c'est le langage officiel qui est de sens commun, celui de Dominici n'étant qu'une variété ethnologique, pittoresque par son indigence. Pourtant, ce langage présidentiel est tout aussi particulier, chargé de clichés irréels, langage de rédaction scolaire, non de psychologie concrète (à moins que la plupart des hommes ne soient obligés, hélas, d'avoir la psychologie du langage qu'on leur apprend). Ce sont tout simplement deux particularités qui s'affrontent. Mais l'une a les honneurs, la loi, la force pour soi. ».

Si, à propos de la révolte des Gilets jaunes, avec la centralité et la cristallisation de la lutte de classe (puisque c'est toujours de cela dont il s'agit) sur les conditions de vie et la vie quotidienne l'essentiel est dit, nous allons chercher à un peu expliciter et à en démonter les articulations.

De la vie quotidienne à la « France périphérique » en passant par la rente foncière

S'il est exact que le mouvement était bien représenté dans ce que l'on appelle la « France périphérique » (Christophe Guilluy), cette « France » ne se confond pas, contrairement aux thèses de

Guilluy, avec la France pauvre (en reprenant ses thèses, Zemmour faisait bien attention de s'en distinguer sur ce point pour faire de cette « révolte » avant tout un phénomène « identitaire », ce qui se trouve également chez lui mais « secondairement »).

Pour nombre de géographes, ce que Guilluy appelle la « France périphérique » est en fait la « France des marges »[111] c'est-à-dire une France qui s'organise selon ses propres logiques, qui ne sont pas celles du centre. En effet, les habitants du périurbain travaillent pour moitié au moins dans une autre communauté périurbaine et ne mettent presque plus les pieds dans les centres. Les périurbains ne sont pas exclus des centres, ils refusent un espace qui n'est plus leur territoire et ils n'hésitent pas à le « détruire ». Le paradigme change entre une logique centre/périphérie et une logique de marges[112].

L'hypothétique « France périphérique » ne se révolte pas contre le centre pour prendre le pouvoir ou même le remettre en cause en tant que tel (si ce n'est dans ses modalités), elle se révolte contre le centre car il l'empêche de s'organiser et de vivre comme elle le souhaite, c'est-à-dire « en marge » (dévorer l'espace, sous forme pavillonnaire, de routes, de parking et de ronds-points). Les mesures macroniciennes ont rompu une sorte de pacte tacite : les centres s'insèrent dans la mondialisation par la concentration (métropolisation) en acceptant la marginalisation du périurbain et en lui « foutant la paix ». Au cœur de ce pacte, il y avait la fiscalité et les carburants indispensables au mode d'organisation des

[111] En 2015 ou 2016, de façon presque prémonitoire, le sujet du Capes en géographie était « la France des marges » où la situation est beaucoup plus complexe que dans les pays anglo-saxons profondément clivés.

[112] « Comment, en définitive, surmonter l'image de la France périphérique ? C'est en ce sens que l'introduction de la notion de "marge" en géographie peut être féconde. La marge, c'est surtout un modèle d'analyse pour penser la mise à l'écart d'une partie de la population, révélée par les territoires qu'elle habite. Ainsi dans la France des marges, on étudie toute une série d'espaces géographiques en suivant des catégories classiques, données d'avance : l'Outre-mer, les forêts, les littoraux, les montagnes, le rural éloigné, les franges périurbaines, les petites villes et les métropoles. Aucun de ces territoires n'est considéré en soi comme une périphérie. C'est un donné culturel, un cadre commun de réflexion. Par contre, dans chacun d'eux, on analyse alors comment les inégalités se manifestent dans l'espace, et comment se produisent les mécanismes spécifiques de ségrégation socio-spatiale. Quelles sont, dans chaque cas de figure, les formes d'exclusion ? » (Samuel Depraz, *De la France périphérique à la France des marges : comment rendre leur juste place aux territoires urbains marginalisés ?*, in *Carnets des études urbaines*, décembre 2018).

« marges ». Une bonne partie de la population des zones périurbaines a choisi d'y vivre, elle est mélangée avec ceux qui ont fait le « choix » contraint de la distance pour réduire le coût du foncier et ceux qui ont été exclus (mais qui sont souvent beaucoup plus loin et n'ont pas les moyens d'entretenir une voiture, ou proches du centre pour la même raison). En remettant en cause le « pacte », le « droit » à consommer (de l'espace entre autres), l'Etat a coalisé les marges. C'est le droit à consommer, c'est-à-dire à vivre une *vie quotidienne*, c'est-à-dire une vie qui présuppose sa reproduction telle que le « pacte » l'avait actée, qui a soudé le mouvement[113].

« Toutefois les espaces les plus dynamiques, aujourd'hui, ne sont pas les grands pôles urbains, mais leur proche couronne. C'est là que la croissance de la population comme la croissance de l'emploi sont les plus fortes. Ainsi note l'Observatoire des territoires du Commissariat général à l'égalité des territoires dans son rapport de 2017 : "*Les espaces périurbains sous influence tirent un dynamisme très fort de leurs synergies avec les grands pôles urbains, qui ne se réduit pas au développement résidentiel*." » (*Le Monde,* 15/2/19). Il est vrai que globalement en France les communes dites « périurbaines » ont gagné, entre 1990 et 2018, 2,7 millions d'habitants et que les grands pôles urbains en ont perdu 1,4 million, il ne s'agit que d'une moyenne qui masque le redéploiement urbain vers l'ouest et le sud, espaces qui connaissent une forte croissance migratoire intérieure qui transforme les zones périurbaines et la capacité foncière à y résider[114].

L'Observatoire observe parfaitement ce qu'il veut et est en charge d'observer, ce qu'il n'observe pas c'est la transformation de l'occupation de l'espace et des modes de vie qu'une telle « croissance » implique. Une simple étude de la périphérie de Montpellier montrerait comment les plus bas revenus expulsés de la ville par sa rénovation karchérisée, puis de sa proche périphérie par la montée en gamme du cadre de vie des villages proches se sont retrouvés mal venus (surtout s'ils n'étaient pas « vraiment

[113] Nous sommes ici dans le cadre de ce que Thompson appelle « l'économie morale », voir plus loin.

[114] C'est peut-être une des raisons qui explique que, malgré toutes les conditions requises, la région des « Hauts-de-France » a été proportionnellement moins mobilisée dans le mouvement des Gilets jaunes (voir plus loin).

blancs ») aux pieds des Cévennes où ils représentaient une charge difficilement supportable par des communes sans revenus.

C'est dans les cités de banlieues que se cumulent la plupart des problèmes de chômage et de bas revenus, d'échec scolaire, de délinquance, de violence, de trafic de drogues. En outre, la pauvreté est encore plus présente dans les centres urbains que dans les communes périphériques. Là où se produisent les richesses, les habitants ne sont pas forcément riches. Comme l'expose Jacques Lévy, géographe, dans *Le Monde,* le 15/2/19 : « En fait, si on prend en compte les différences de coût de la vie entre les lieux de résidence, les revenus médians par ville ou par région montrent que ce sont les Franciliens les plus pauvres. L'Île de France produit 31 % du produit intérieur brut français, mais cela ne veut pas dire que les habitants sont riches. En réalité les pauvres des régions riches paient pour les riches des régions pauvres. Ceux qui évoquent la fracture territoriale en ciblant le périurbain ou les campagnes les plus éloignées signalent autre chose à savoir que les systèmes productifs les plus puissants et les plus prometteurs se concentrent dans les villes. […] Cela accroît le sentiment d'angoisse chez ceux qui se voient en dehors de ce monde-là. ». D'autant plus qu'ancrés territorialement, ils ont une identité assignée avec un mode de vie auquel ils sont attachés.

Il faut cependant bien faire attention au fait que *ce n'est pas l'espace qui produit la périphérie, mais les positions sociales.* L'espace n'est qu'un révélateur des processus sociaux de production et de reproduction des inégalités, des classes et de leurs fragmentations. Ce n'est pas l'espace ni la distance aux métropoles qui fait la périphérie (Saint-Tropez et Courchevel sont largement équipés en services multiples, liaisons par TGV, héliport, autoroutes, etc.). Si, dans la plupart des Etats, une seule ville attire l'essentiel des sociétés à fort potentiel économique -- Londres concentre 69 % des « scale-up » anglaises (entreprises technologiques ayant réussi à lever plus d'un million de dollars) ; Paris en attire 72 % ; 27 pays concentrent dans une seule ville plus de 70 % de leurs start-ups les plus matures – il n'en demeure pas moins que 65 % des populations vivant en-dessous du seuil monétaire de pauvreté se concentrent dans les grands pôles urbains et c'est dans les villes-centres des agglomérations que les

taux de pauvreté sont maxima[115]. Tout territoire contient, en son sein, une mise en abyme de ses propres périphéries (marges).

Tout cela est parfaitement exact, cependant ni les rapports de production ni même les rapports de distribution ne sont directement vécus et pratiqués. Les rapports de production, dans leurs métamorphoses nécessaires, produisent et reproduisent des *sujets* qui par nature (en tant que sujets) sont toujours idéologiquement *en rapport* aux rapports de production et c'est là qu'au travers de toutes ses erreurs méthodologiques, ses manipulations des statistiques, Guilluy peut toucher à la « réalité ». Si, avec les Gilets jaunes, la lutte des classes a pris forme dans la vie quotidienne, il faut reconnaître toutes les déterminations de cette mise en forme, y compris la dite « insécurité culturelle » qui surdétermine « l'insécurité sociale ». Il ne sert à rien de dire, comme Benoit Bréville, critiquant déjà les thèses de Guilluy, dans *Le Monde diplomatique* de mars 2015, que les grands noms du luxe, de l'agroalimentaire, de la pharmacie et du commerce en ligne ont élu domicile dans la « France périphérique » et que « la mondialisation néolibérale s'y trouve comme un poisson dans l'eau », si c'est pour conclure, sans autre forme de procès, que « ses crises [de la mondialisation néolibérale, nda] s'y font sentir de manière redoublée ». Eh oui ! Bréville, comme beaucoup d'authentiques et excellents sociologues ou économistes, ne considèrent la « dimension culturelle » que comme un voile ou une manipulation politique, considérant par-là l'économie comme la vérité dernière, toujours inaltérable, et n'étant pas le principe et la vérité du « voile » et de la « manipulation »[116]. Quand, actuellement, la lutte des classes prend forme dans la vie quotidienne, elle en porte et en portera tous les stigmates.

Cette « France périphérique » qui n'est pas globalement à l'écart des flux et des opportunités de la mondialisation, est, comme « le peuple », avant tout une *formule performative* qui fait

[115] « Le patrimoine des 10 % des Londoniens les plus riches est 270 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. 38 % des enfants vivent sous le seuil de pauvreté à Londres (moyenne nationale 30 %). Les disparités de santé sont aussi importantes : entre les différents quartiers du borough de Westminster, l'espérance de vie masculine peut varier de dix-sept ans » (*L'atlas des villes*, Le Monde/La Vie, 2014).

[116] La vérité de l'économie a tout de même ses limites quand Bréville reproche à Guilluy de considérer que « le divorce entre la bourgeoisie intellectuelle et le peuple » serait définitive.

exister ce qu'elle est censée désigner : c'est-à-dire une population (ouvriers comme petits patrons et artisans) subordonnée aux activités des principales métropoles *et se distinguant des cités de banlieues*. De l'ouvrier au petit patron, l'affiliation à ces flux, emplois et opportunités est aléatoire et peut constamment être remise en question. Les transports et la mobilité dépendant de l'automobile sont essentiels face à cette précarité de l'affiliation. Face aux métropoles des « élites boboïsées » et des « banlieues immigrées », cette « France » devient l'emblème du vrai travail et du combat pour le conserver qui en fait une valeur, du peuple et de la Nation. C'est en se disant « périphérique » que le peuple devient « authentique ». On ne peut négliger la dimension et la surdétermination territoriales des pratiques de classes et des alliances que cette dimension peut engendrer (pas toujours en subordonnant la classe ouvrière, cf. les Ardennes ou la Lorraine aux débuts des années 1980).

Un contrôle technique plus cher et plus « complet » qui pénalise le marché de l'occasion, l'inversion des prix entre le gazole et le sans plomb[117], la taxe carbone, deux fois plus de PV avec le passage à la limitation à 80 km/h, les restrictions à l'entrée dans certaines villes selon l'âge de la voiture, tout cela est vécu comme un acharnement contre une partie de la classe ouvrière, particulièrement celle qui n'a pas un accès facile aux services publics de transports. Pour environ la moitié des Gilets jaunes, les impôts sur la consommation (TVA, essence, tabac) sont les seuls qu'ils payent puisqu'ils sont exonérés d'impôts sur le revenu.

Cette dimension était constitutive du mouvement des Gilets jaunes, mais il faut la considérer pour ce qu'elle est.

« Les contraintes de la mobilité spatiale [le prix des carburants, nda] associées à certains territoires offraient un bon aperçu des obstacles vécus à la mobilité sociale. Et dans une société où cette mobilité, avec l'accès aux places et la projection qu'elle autorise, tend à devenir une grandeur suprême, la localisation géographique, le rapport aux transports ne sont plus des expressions secondaires d'une position sociale donnée mais bien des composantes essentielles de celle-ci. » (Laurent Jeanpierre, op. cit., pp. 180-181) Pour les entravés de la mobilité spatiale, le rapport au futur comme mobilité sociale s'est refermé.

[117] Il existe une corrélation « surprenante » entre les territoires à fort pourcentage d'exonération de l'impôt sur le revenu et la consommation de diesel.

« La mondialisation entraîne une hyperconnectivité entre métropoles [ce qui est une détermination matérielle de la dénationalisation des Etats, qui ne fut pas sans effet sur le mouvement des Gilets jaunes, nda] au détriment du monde des périphéries, qui rassemble dans l'ensemble des pays développés des petites villes, des villes moyennes et des zones rurales dévitalisées. Pour les économies développées, cela aboutit à une situation inédite dans laquelle les classes moyennes peinent à vivre là où se créent l'emploi et la richesse et à la conclusion d'une disparition de la classe moyenne occidentale[118]. Si cette lecture radicale fait l'objet de nombreuses critiques, en soulignant notamment le creusement des inégalités au sein des grandes métropoles, elle illustre à quel point on se définit toujours, aux niveaux national et international, par son lieu de vie. En un sens, la mondialisation a encouragé *la mobilité des uns pour mieux figer celle des autres* [nous soulignons]. (Thomas Gomart, *Guerres invisibles, nos prochains défis géopolitiques*, éd. Texto, p. 150).

Quand la mobilité, donc la territorialité, joue un rôle dans les luttes, le rapport social qui structure la lutte et définit les enjeux n'est pas le capital ou le travail salarié mais la *propriété foncière* régissant l'aménagement de l'espace. *L'interclassisme est alors le symptôme de ce rapport social de production*. En effet, parce que c'est la propriété foncière qui les structure et se pose elle-même comme leur enjeu, les luttes de classes comme luttes sur l'aménagement urbain ou l'aménagement du territoire portent sur un rapport de production « second » : la rente foncière n'est qu'une partie de la plus-value extorquée dans le rapport entre capital et travail. Ce caractère « second » manifeste son essence propre en organisant les luttes autour du revenu et de la consommation. C'est la rente foncière qui distribue sur un territoire les fonctions dans la division sociale du travail, les lieux de cantonnement et de circulation des diverses classes sociales, leur possibilité d'action et de présence dans les métropoles, c'est elle qui assigne des places concrètes, qui détermine la *matérialité* des relations sociales et des voisinages. Par elle, les niveaux de salaires et de revenus, les diverses fonctions autonomisées du capital, deviennent des réalités

[118] Il faut préciser ici que Gomart se réfère à la définition OCDE de la classe moyenne : « la classe intermédiaire, à revenus moyens, entre classes aisées et classes populaires ». Cette définition ne correspond pas exactement à l'ensemble des membres/fractions des « classes moyennes » qui ont participé au mouvement des Gilets jaunes.

localisées. Si j'habite ici parce que je suis un ouvrier, là parce que je suis un *trader*, et encore là parce que je suis un ouvrier arabe ou noir, cela dépend de mon salaire ou de mes revenus, mais c'est parce que la rente foncière existe, ce n'est pas un effet *direct* de mon salaire ; c'est un effet ne devenant effectif que médiatisé par la rente. L'affectation selon le revenu semble une telle évidence que l'on en oublie la mécanique interne qui la commande. Tous les rapports sociaux de production capitalistes sont « ligotés au sol », ainsi que les classes et leur distinction. Personne n'est attaché à la glèbe, mais le prolétaire ne quittera sa cité, son bidonville ou son pavillon que pour une autre cité ou un autre quartier ouvrier. Le capital nous fait prolétaire *en général*, la rente foncière fait que l'on est *toujours de quelque part*… provisoirement (« être de quelque part » ne concerne ici que la relation à des territoires, sont ici laissées de côté les questions d'« origines » ou de « cultures » qui peuvent y être liées). Mais de même que la rente assigne une fonction ou une classe à un lieu et à des circulations entre divers lieux de la production et de la reproduction, inversement elle attribue ces lieux à cette classe ou ce fragment de classe, elle les désigne *comme les siens*. En même temps qu'il structure la ville, l'ordre global dont la rente foncière est partie prenante, amène à des formes d'appropriation *toujours déterminées par lui*, mais qui sont pour lui toujours une menace dans la mesure où ces déterminations sont intériorisées et *reconstruites* par les classes dominées comme modes de vie propres toujours territorialisés. La territorialisation devient une forme de conscience de soi (voir de Certeau : *L'Invention du quotidien*, éd. Folio-Gallimard, 1990).

Le prolétaire « libre comme l'air », archétype pour Engels de la classe révolutionnaire, n'est pas une réalité immédiate comme il le prétend dans *La Question du logement*, ce n'est pas un mythe non plus, c'est une abstraction légitime, c'est-à-dire un concept qui permet paradoxalement de comprendre son « assignation à résidence ».

En 1872, Engels avait écrit trois articles sur la question du logement pour l'organe central du parti social-démocrate allemand, réunis en brochure en 1887 : *La question du logement* (éd. Sociales). Critiquant le proudhonien allemand qui lui sert de *punching-ball* et qui regrette que le prolétaire n'ait pas de lieu pour habiter et se trouve de ce fait « en dessous des sauvages », Engels écrit : « Pour créer la classe révolutionnaire moderne du

prolétariat, il était indispensable que fût tranché le cordon ombilical qui rattachait au sol le travailleur du passé. Le tisserand qui possédait à côté de son métier sa maisonnette, son jardinet et son bout de champ, était, avec toute sa misère et malgré l'oppression politique, un homme tranquille et heureux, qui vivait "en toute piété et honnêteté", tirait son chapeau devant les riches, les curés et les fonctionnaires de l'Etat, et était au fond de lui-même 100 % un esclave. C'est la grande industrie moderne qui a fait du travailleur rivé au sol un prolétaire ne possédant absolument rien, libéré de toutes les chaînes traditionnelles, *libre comme l'air* ; c'est précisément cette révolution économique qui a créé les conditions qui seules permettent d'abolir l'exploitation de la classe ouvrière sous sa forme ultime, la production capitaliste. Et voici que notre proudhonien s'en vient, comme s'il s'agissait d'une grande régression, pleurant et gémissant sur l'expulsion des travailleurs de leur foyer, alors qu'elle fut justement la toute première condition de leur émancipation morale. [...] Le prolétaire anglais de 1872 se trouve à un niveau infiniment supérieur à celui du tisserand rural de 1772 ayant "feu et lieu". Et le troglodyte avec sa caverne, l'Australien avec sa cabane de torchis, l'Indien avec son propre foyer, feront-ils jamais une insurrection de juin et une Commune de Paris ? » (Engels, *op. cit.*, éd. Sociales, 1957, pp. 28-29)[119]. Sans remonter à la prise de la Bastille et au Faubourg Saint-Antoine (cf. Sartre, *Critique de la Raison dialectique*), les canuts lyonnais de La Croix Rousse, l'insurrection de juin 1848 et la Commune de Paris ne sont pas des exemples probants de l'action révolutionnaire du prolétaire qui, bien que non-propriétaire, serait « libre comme l'air » et « sans feu ni lieu ». Les prolétaires comme le dirait David Goodhart (*The road to somewhere*, « La route pour quelque part », non traduit) sont « ceux qui regardent le monde de quelque part », en revanche : « ceux que j'appelle *les gens de n'importe où* qui représentent environ 25 % de la population sont majoritairement des personnes éduquées et mobiles ; ils sont rarement ancrés dans un territoire. [...] Leur identité est mobile, adaptable, grâce à un capital social qui leur permet d'être à l'aise

[119] Réjouissons-nous de l'expulsion des prolétaires ! Pendant qu'Engels commande des caisses de Château Margaux, ils ne sont que les « idiots utiles » à la réalisation du sens de l'Histoire.

partout dans le monde. » (entretien avec David Goodhart, *Le Monde,* 29/11/18)[120].

Si la propriété foncière est un rapport social de production, elle ne l'est pas au même titre que le capital ou le travail salarié. On peut la qualifier de rapport social « second ». En effet : « Si nous concevons le capital sous le seul aspect de la production de plus-value, à savoir dans son rapport avec l'ouvrier, quand il extorque du surtravail par la contrainte qu'il fait peser sur la force de travail, c'est-à-dire sur le salarié, cette plus-value, en plus du profit (profit d'entrepreneur plus intérêt), comprend également la rente… » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t.8, p. 201). Rente absolue

[120] Le chiffre de 25 % avancé par Goodhart semble être une vision « occidentalo-centrée » et, même dans ce cadre, il est certainement largement surévalué. Les sociologues Dagnaud et Cassely dans *Génération surdiplômée* (éd. Odile Jacob, 2021) mettent en sous-titre « les 20 % qui transforment la France » et, à la lecture, ce n'est pas la totalité de ces 20 % qui correspond à ce que peut avancer Goodhart. Une étude plus précise et argumentée sur ce qu'elle appelle « classe globale » (vivant dans un réseau de 40 « villes mondiales ») se trouve dans Saskia Sassen : *La Globalisation. Une sociologie* (éd. nrf essais-Gallimard, 2009). Si les membres des classes supérieures sont toujours de « quelque part », leur « archipel relationnel » est comme pour beaucoup d'archipels un ensemble transfrontalier, ce n'est pas un « ancrage » dont, comme pour les prolétaires, on se défait sous la contrainte, tout au plus un anneau le long d'un quai.

Il est vrai que ces quelques lignes de Goodhart sont pertinentes et bien évocatrices de l'ambiance dans laquelle a baigné la lutte des Gilets jaunes. Cependant la généralisation du « somewhere » aux prolétaires dans leur ensemble est hâtive : s'il y a une mondialisation de la classe capitaliste, il y a également une mondialisation de la classe prolétaire. Si Goodhart « caricature » les choses en ne tenant pas compte de cette mondialisation, il n'empêche qu'entre cette classe capitaliste et ce prolétariat tous deux mondialisés une différence essentielle subsiste : comme le trader de Wall Street, le Népalais du Qatar ou le Marocain d'Andalousie est tout à fait « mobile et adaptable », mais *il lui manque d'être à l'aise*, ce qui n'est pas rien. Il sait toujours qu'il est Népalais ou Marocain et on prend bien garde à ce qu'il ne l'oublie pas. Et c'est au Népal ou au Maroc qu'il envoie une partie de son salaire. La Philippine qui fait du *care* dans le Golfe ou en Italie s'est arrangée avec sa famille de là-bas pour la garde de ses enfants et non, comme l' « executive wooman » de Los Angeles avec une Mexicaine anonyme qui, de son côté, envoie « là-bas » une partie de ses revenus à sa mère, sa sœur ou sa cousine pour la garde des siens. Ce prolétariat mondialisé est, sans aucun doute, mobile et adaptable, à l'aise non, voyant le monde de façon « multipolaire » non plus. Même le migrant intérieur chinois sait, pour l'instant, qu'il rentrera chez lui et ne fait que « prendre ce qu'il est possible de prendre ». Et même, quant aux « descendants d'immigrés » c'est de leur cité qu'ils regardent le monde et ne sont même pas « à l'aise » quand, à Paris, ils arrivent aux Halles ou à Saint-Lazare.

ou rente différentielle : « Ce surprofit est enlevé sous forme de rente au capital en fonction par celui dont un titre de propriété sur une parcelle du globe a fait le propriétaire de ces richesses naturelles. En ce qui concerne les terrains à bâtir, A. Smith a montré que leur rente, comme celles de tous les terrains non agricoles, est basée sur la rente agricole proprement dite. » (*idem*, p. 156). Que ce soit comme exploitation de la terre aux fins de reproduction ou d'extraction, ou « l'espace, élément de toute production et nécessaire à toute activité humaine [...] des deux côtés, la propriété foncière exige un tribut. » (idem, p. 157). C'est bien d'un tribut dont il s'agit, c'est-à-dire d'une partie de la plus-value que le capital extorque à l'ouvrier qui tombe dans la poche du propriétaire foncier à qui sont redevables aussi l'artisan ou le petit patron. Les contradictions sociales inhérentes à la rente foncière sont *par nature interclassistes*.

« Le travailleur se présente devant l'épicier comme un acheteur, c'est-à-dire comme quelqu'un possédant de l'argent ou du crédit, donc nullement comme un travailleur, c'est-à-dire comme quelqu'un vendant sa force de travail. L'escroquerie peut certes le toucher, comme d'ailleurs toute la classe moins fortunée, plus durement que les classes sociales aisées : elle n'est point un mal qui soit propre à sa classe. Il en est exactement de même pour la crise du logement. L'extension des grandes villes modernes confère au terrain, dans certains quartiers, surtout dans ceux situés au centre, une valeur artificielle croissant parfois dans d'énormes proportions [dans le chapitre « Rente sur les terrains à bâtir », Marx explique cette « valeur artificielle » comme une variante de la rente différentielle qu'il nomme alors « prix de monopole » : *Le Capital*, t. 8, p. 158, nda] ; les constructions qui y sont édifiées, au lieu de rehausser cette valeur, l'abaissent plutôt, parce qu'elles ne répondent plus aux conditions nouvelles ; on les démolit donc et on les remplace par d'autres. Ceci a lieu surtout pour les logements ouvriers qui sont situés au centre et dont le loyer, même dans les maisons surpeuplées, ne peut jamais, ou du moins avec une extrême lenteur, dépasser un certain maximum. On les démolit et à leur place on construit des boutiques, des grands magasins, des bâtiments publics [Engels ne pouvait pas prévoir le rôle de tête de pont joué par les établissements culturels officiels ou parallèles, et par une population pas toujours aisée mais à fort capital culturel,

avec ses associations et ses manifestations de « défense du quartier », dans ces processus de « rénovation urbaine », de gentrification, nda]. […] Il en résulte que les travailleurs sont refoulés du centre des villes vers la périphérie, que les logements ouvriers, et d'une façon générale les petits appartements deviennent rares et chers et que souvent même ils sont introuvables ; car dans ces conditions, l'industrie du bâtiment, pour qui les appartements à loyer élevé offrent à la spéculation un champ beaucoup plus vaste, ne construira jamais qu'exceptionnellement des logements ouvriers.

« Cette crise de la location touche par conséquent le travailleur certainement plus durement que toute autre classe plus aisée ; *mais pas plus que l'escroquerie de l'épicier, elle ne constitue un mal pesant exclusivement sur la classe ouvrière* [nous soulignons], et, dans la mesure où elle la concerne, elle ne peut manquer de trouver également une certaine compensation économique, lorsqu'elle a atteint un certain degré et une certaine durée [Engels expose plus loin que cela doit entraîner une augmentation du salaire, nda]. Ce sont ces maux-là, communs à la classe ouvrière et à d'autres classes, par exemple à la petite bourgeoisie, auxquels s'intéresse de préférence le socialisme petit-bourgeois, dont fait partie Proudhon lui aussi. Et ce n'est ainsi nullement un hasard, si notre disciple allemand de Proudhon s'empare avant tout de la question du logement qui, nous l'avons vu, n'intéresse pas du tout la seule classe ouvrière à l'exclusion de toutes les autres, et s'il déclare au contraire que c'est une question qui la concerne véritablement et exclusivement.

« "Le salarié est au capitaliste ce que le locataire est au propriétaire." Ceci est complètement faux. Dans la question du logement nous avons, en face l'une de l'autre, deux parties : le locataire et le logeur ou propriétaire. Le premier veut acheter au second l'usage temporaire d'un logement ; il a de l'argent ou du crédit […]. Il s'agit là d'une simple vente de marchandise, non d'une affaire entre prolétaire et bourgeois, entre ouvrier et capitaliste ; le locataire – même s'il est ouvrier – se présente comme un *homme qui a de l'argent* [souligné dans le texte] ; il faut qu'il ait déjà vendu la marchandise qu'il possède en propre, sa force de travail, avant de se présenter, avec le prix qu'il en a retiré, comme acquéreur de la jouissance d'un appartement – ou bien il doit pouvoir garantir la future vente de cette force de travail. Tout

ce qui caractérise la vente de la force de travail au capitaliste manque ici totalement. […] Il y a donc ici [dans le rapport de l'ouvrier au capitaliste, nda] production d'une valeur excédentaire ; la somme totale de la valeur existante se trouve augmentée. Il en va tout autrement dans une location de logement. Quels que soient les avantages exorbitants que le propriétaire tire du locataire, il n'y a jamais ici que le transfert d'une valeur déjà *existante*, *produite* auparavant ; la somme totale des valeurs possédées *ensemble* par le locataire et son logeur reste la même après comme avant. […] C'est donc déformer complètement les rapports entre locataires et logeurs que vouloir les identifier à ceux qui existent entre travailleurs et capitalistes. Bien au contraire nous avons affaire ici à une transaction commerciale du type courant, entre deux citoyens, et elle s'effectue selon les lois économiques qui règlent la vente des marchandises en général et, en particulier, celle de cette marchandise qu'est la propriété foncière. » (Engels, op. cit., pp. 23-24-25).

Ce qu'Engels écrit à propos du locataire et du logeur, nous pouvons l'étendre au rapport du contribuable à l'Etat à propos des services publics. Il est évident que le prolétaire, expulsé du centre-ville ou vivant dans une favela déconnectée des réseaux, souffrira plus que le bourgeois qui peut se payer des services privés ou avoir les moyens personnels de suppléer au manque ou à la décrépitude des services publics, mais dans la couleur territoriale que prend alors sa révolte, le rapport social dans lequel il est engagé n'est pas le rapport de l'ouvrier au capitaliste, mais du contribuable à l'Etat, du consommateur aux services publics, de la « classe dangereuse » à la police. C'est comme l'écrit Engels une « transaction commerciale du type courant » même si le prolétaire a l'impression parfaitement justifiée d'avoir été escroqué. *La territorialisation de la révolte est nécessairement interclassiste* (comme le souligne Engels en parlant d' « échanges marchands ») mais l'interclassisme n'est pas en soi, par définition, une « tare » de la lutte des classes, il peut être une tension à son dépassement, tout dépend de l'instance qui le formalise, elle-même dépendante des conditions économiques, sociales et historiques de l'irruption des contradictions entre les classes, donc de leur existence réelle.

Si le rapport social qui structure la lutte et définit les enjeux n'est pas le capital ou le travail salarié mais la *propriété foncière* régissant l'aménagement de l'espace, l'interclassisme est le

symptôme de ce rapport social de production. Les rapports sociaux de production que sont le capital ou le travail salarié peuvent dans certaines conjonctures engendrer des luttes interclassistes, mais il n'y a rien là de nécessaire. Ici, avec la propriété foncière, l'interclassisme ne peut pas ne pas être. Parce que c'est la propriété foncière qui les structure et se pose elle-même comme leur enjeu, les luttes de classes comme luttes engendrées par l'aménagement du territoire portent sur un rapport de production « second ». Ce caractère « second » manifeste son essence propre en organisant les luttes autour du revenu et des rapports d'échange. Pour la classe ouvrière, cette lutte est une lutte sur ses conditions de reproduction : il est vrai que « le pouvoir immense de la propriété foncière lui permet [...] d'empêcher en fait les ouvriers en lutte pour leur salaire, pratiquement d'élire domicile sur terre. Une partie de la société exige de l'autre qu'elle lui paie dans ce cas un tribut pour avoir le droit d'habiter la terre » (Marx, op. cit., p. 156). Et, en conséquence, *un tribut pour circuler sur terre*. Mais le statut même de la propriété foncière qui structure la lutte (de par les propres objectifs et revendications de cette lutte) et la territorialise fait que cette reproduction de la force de travail est désarticulée (autonomisée) de la valorisation, la lutte est figée au niveau des revenus et des rapports inhérents aux échanges marchands « du type courant » (Engels).

Le revenu comme unité de la révolte des Gilets jaunes

« On voudrait seulement vivre un peu mieux »[121]
…oui mais voilà c'est pas possible (voir annexe).

Il est convenu, avec raison, de considérer la révolte des Gilets jaunes comme un mouvement « interclassiste ». Nous reviendrons plus loin sur la nature de cette appellation, mais avant d'être divisions et conflits, un mouvement interclassiste se définit, en tant que tel, par son unité, par l'unification qu'il opère, et les conflits en son sein sont ceux produits et déterminés par cette unité[122]. Ce qui

[121] Les développements qui suivent se fondent sur le texte *Gilets Jaunes, revenus et rapport à l'Etat* signé « lacanaille » et la critique de ce texte sur le blog *Carbure*.
[122] Souvent, à force d'insister sur la différence d'intérêts des classes en présence dans une « *même lutte* » dite « interclassiste », on se demande pourquoi elles se rencontrent et se conjuguent dans cette lutte.

a réuni diverses catégories sociales bien que dans une unité constamment conflictuelle, ce qui a fédéré l'hétérogénéité des participants, ce qui a fait l'unité du mouvement, *c'est le revenu*. Cela en désignant spécifiquement un responsable : *l'État*. En France et ailleurs, s'introduisant partout, jusque dans les derniers recoins des rapports sociaux, il est l'intermédiaire absolu de tout, particulièrement en tant que pourvoyeur de revenu (direct ou indirect). Si « les gens » s'en prennent à l'État c'est bien parce qu'il médiatise tous les rapports, et en particulier la répartition du « surproduit social »[123]. C'est là qu'il faut chercher l'explication de la forme, des cibles, et des revendications de cette révolte.

La présence massive des femmes dans le mouvement est demeurée liée à ce niveau de la distribution et du revenu dont en grande majorité elles assurent la gestion dans le couple ou en dehors. La présence de mères célibataires a été un fait notable du mouvement. La présence publique des femmes dans un mouvement social est toujours significative du rapport entre public et privé. Avec les Gilets jaunes, ce qui restait dans la sphère privée apparaît dans l'espace public. « Tous les jours, on est confrontée aux problèmes, aux courses, c'est nous qui faisons la cuisine, qui gérons le budget, on est toujours en train de jongler, sans jamais se plaindre » (une Gilet jaune montpelliéraine, *20 minutes*, journal gratuit, 20/12/18).

C'est toujours à elles qu'il revient de « joindre les deux bouts », quand elles le disent dans l'espace public ce n'est plus alors une question personnelle. Par ailleurs, leur présence et leur parole sur les barrages et les manifestations exposent publiquement ce qui, par exemple dans un couple d'artisans, est généralement occulté dans leur position subalterne. Pour d'autres, par exemple celles qui sont majoritaires dans les activités de service comme l'aide à la personne nécessitant une mobilité permanente, la forme de mobilisation typique des Gilets jaunes permet une mobilisation collective là où les formes de travail la rendent presque impossible. Cette forme de mobilisation agrège celles qui galèrent et pour qui aucun lieu de travail ne peut être un lieu de mobilisation (situation plus fréquente chez les femmes que chez les hommes) : les mères célibataires, les veuves retraitées. En outre, l'émergence on ne peut plus difficile de représentants et de porte-paroles, a pour

[123] En fait, nous le verrons plus loin, ce n'est pas de « surproduit » dont il s'agit mais des modalités globales d'achat et de reproduction de la force de travail.

conséquence de contrecarrer la classique disparition des femmes dès qu'un mouvement s'organise et se dote de représentants.

Cependant, rien dans tout cela (on peut certainement allonger la liste) n'a directement interrogé le rapport femmes/hommes. Elles sont la partie de la population la plus atteinte par « l'injustice des revenus » et cela doit être seulement « corrigé ». Elles sont là sur les ronds-points, très souvent en couple, maris et femmes « complémentaires ». Et si la division genrée n'est pas contestée, c'est que face à l'incertitude de l'avenir, face au « libéralisme des élites », assumer leur rôle, quoi qu'il en soit par ailleurs, demeure, comme la famille, pour les femmes, le gage de la respectabilité et de leur présence en interlocutrice légitime à l'intérieur du mouvement (à condition que certains « relous » se contiennent). De nombreuses luttes ouvrières ou populaires ont provoqué en elles, à leur avantage et dynamique ou à leurs risques et périls, l'apparition de la contradiction entre les hommes et les femmes (subordination et exploitation), ce ne fut pas le cas des Gilets Jaunes. Comme nous l'écrivons en introduction : « La révolte dite des "Gilets jaunes" est une révolte de la vie quotidienne non pour la contester ou la transformer mais pour la poursuivre et vivre *quotidiennement* » (un peu mieux).

Si la distinction de genre et la contradiction entre les hommes et les femmes est structurellement inhérente à l'exploitation dans le mode de production capitaliste, il semble que, dans le cours historique des luttes, elle reçoit de la lutte de classe (dans laquelle les femmes sont pourtant toujours déjà là) son billet d'entrée. Mais s'il faut une certaine tension et certaines conditions des luttes pour cette « apparition », cela suppose cependant une dynamique propre de cette contradiction entre hommes et femmes qui ne se résume pas à celle de la lutte des classes vue comme le déplacement du curseur sur la ligne partageant surtravail et travail nécessaire.

Les « réformes sociétales » n'ont pas effleuré cette révolte, en revanche (on peut le critiquer ou non) elles sont partout présentes quand la « classe moyenne » désignant les professions intellectuelles plus ou moins supérieures, l'encadrement social, etc. mène la danse. Dans le mouvement des Gilets jaunes ce n'était pas les classes moyennes de « Nuit debout » qui étaient là, mais celles dont on ne parlait plus trop : les dites « anciennes classes moyennes » (commerçants, artisans, petits paysans, …). S'il y eut

interclassisme dans cette révolte, cela n'avait rien à voir avec l'interclassisme du « mouvement des places », des Indignés et autres. On ne peut qu'être d'accord avec ce commentaire signé Alain Corne publié sur Dndf : « Quand on voit ce que sont les gens qui prennent l'étiquette "Gilets jaunes" à Paris, franchement, ça vaut un cordon de flics en termes de découragement. Attac, assos citoyennes, nuitdeboutistes, profs et profs et profs. Et tout ça très content et ravi de se retrouver et qui endosse sans rougir l'ensemble du mouvement. C'est vraiment des repoussoirs à prolos, ces gens-là, et c'est précisément parce qu'ils n'étaient pas là que ce mouvement a été si puissant.». En revanche, force est de constater que les artisans et commerçants, petits patrons, etc. n'ont pas été des « repoussoirs à prolos » même si rapidement des clivages sont apparus[124] ».

Même si des conflits internes sont rapidement apparus, à ses débuts, lors de la cristallisation du mouvement, le petit patronat a représenté *idéalement* la réconciliation du travail *respectable* et du capital *mérité*, s'épanouissant dans le cadre de la nation, sociale et familiale. Si c'était une idéologie c'est que c'était aussi une réalité.

La moitié des ouvriers travaillent dans le cadre d'une petite, voire d'une toute petite entreprise, on pourrait dire que ce n'est pas le nombre qui compte mais la place dans la composition de la classe ouvrière par rapport aux dynamiques capitalistes en cours, or, de ce point de vue, il faut reconnaître que cet éclatement n'est pas archaïque. Comme leur patron, ces ouvriers sont souvent soumis à la pression directe de la clientèle qu'elle soit privée ou celle d'entreprises plus importantes, celui qui apparaît comme aggravant les conditions de travail, forçant à tenir les salaires, c'est tout autant le patron que le client impérieux qu'il soit un particulier ou un « donneur d'ordres ». A de nombreux égards, le « point de vue ouvrier » fait souvent corps avec celui du patron : il dénonce avec lui, les délocalisations, la mondialisation de la concurrence, l'envolée des revenus « indus » du capital financier, la pression des banques et finalement le poids des charges sociales et des règlements. La figure du petit patron peut momentanément cristalliser l'interclassisme quand celui-ci est spécifiquement mis

[124] Cela soulève beaucoup d'interrogations théoriques générales de constater qu'un ouvrier se retrouve plus à l'aise aux côtés de son petit patron qui, de toute façon, tire un profit de son travail, qu'avec un instituteur ou un prof débutant dont le revenu peut être inférieur au sien. En 1980 un professeur de collège commençait à 2,1 Smic, en 2020 à 1,3.

en mouvement en tant que catégorie sociale dont le pouvoir économique et politique est attaqué.

Quand on considère l'interclassisme du mouvement, il faut attacher de l'importance au préfixe « inter », conflits et clarifications étaient inévitables. Mais, dans l' « amalgame » et la « fusion » de catégories sociales diverses ayant présidé à la constitution des Gilets jaunes, c'est leur « revendication commune », le revenu, qui a été, dans le cours de la lutte, la condition et la base des clarifications ultérieures. Si, dans le cours de l'action, il y eut distinction et conflits de classes, elles s'opposèrent au travers de ce qui spécifiquement, dans cette lutte-là, les avait réunies.

« L'unité » qui anime l'interclassisme est le lieu des conflits

Alors que la segmentation du prolétariat s'étend et s'approfondit et qu'en conséquence elle s'accompagne d'une plus grande porosité entre les classes, la notion d'interclassisme nous permet de « sauver » les classes et leurs luttes comme principe de ce mode de production, de ne pas sombrer dans la reconnaissance d'un magma invertébré d'oppositions. La lutte des classes ne disparaît pas dans l'interclassisme, et la tension à l'unité qui anime cette lutte (quelle que soit la nature de cette unité) est le lieu même de cette lutte entre classes. « La lutte intérieure, qui est une lutte pour l'unification et qui se déroule entre les classes et segments de classes en présence, est aussi importante que la lutte contre l'ennemi commun, dans le sens où cette lutte intérieure définit l'ennemi, ses caractéristiques, et le contenu même de la lutte. La lutte pour l'unification a pour but de déterminer quelle classe va dominer la lutte. » (Carbure, *op. cit.*). Il faut insister sur l'importance des conflits internes à tout interclassisme qui est toujours loin d'être une annulation de la lutte des classes. Dire qu'un mouvement est interclassiste, ce n'est pas en conséquence le *disqualifier*, c'est tout d'abord le reconnaître *tel qu'il est*, c'est finalement « enfoncer une porte ouverte », mais c'est surtout être capable d'en reconnaître les limites en les nommant précisément et cela d'une façon non normative. Il est en effet inutile de dire : « le mouvement n'est pas suffisamment ceci ou cela » ou « trop ceci ou cela ».

S'il y a interclassisme cela signifie qu'il y a des ouvriers, des chômeurs, des précaires, etc. *L'interclassisme n'est pas pour les prolétaires un détournement mais le point où, dans certaines conditions, les amènent leurs propres luttes*. Il s'agit d'une des formes de la situation générale actuelle de la lutte de classe. Quand nous parlons d'interclassisme, il ne faut pas prendre la chose formellement comme si les classes étaient des substances dont la nature et les pratiques/manifestations étaient déterminées de toute éternité de façon identique. C'est dans la « *conjoncture* » de la contradiction entre les classes qu'il faut situer, y compris pour la pratique du prolétariat tel qu'il se constitue pratiquement/activement dans cette contradiction (telle qu'historique), la nature, l'existence, la dynamique de l'interclassisme. Ce dernier peut être alors une détermination interne de la pratique du prolétariat. Très souvent, et toujours d'une façon particulière, dans une situation interclassiste, la classe ouvrière rencontre sa propre appartenance de classe comme une limite de son action en tant que classe.

En cela, une situation interclassiste n'est pas, pour les prolétaires, la disparition de leur « lutte pour leurs propres intérêts ». C'est au travers des conflits internes d'une telle situation, conflits internes à ces mouvements, que cette situation générale peut devenir le fait de faire de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure l'enjeu même de la lutte. Il s'agit d'une détermination de la contradiction actuelle entre les classes, mais elle est chaque fois spécifique à une lutte à un moment donné, dans des conditions données. Nous n'aurons jamais un mouvement purement prolétarien, cela n'a jamais existé et n'existera jamais.

La composition sociale du mouvement s'est rapidement clarifiée même si les prolétaires racisés n'ont que marginalement rejoint le mouvement, de même que les travailleurs des grandes entreprises[125].

Les sympathies envers les thèses nationalistes ont été profondément ébranlées par les violences policières, par les déclarations ambigües du RN et le côté envahissant et directif des militants nationalistes sur les ronds-points. D'un autre côté, le militantisme diplômé de l'extrême gauche a laissé sceptique sur

[125] Comme le fait remarquer Leoni (épisode 5), les mesures annoncées par Macron en décembre 2018 ne visaient pas les Gilets jaunes eux-mêmes, mais les salariés des « grandes entreprises » afin de s'assurer de leur relative « neutralité ».

les ronds-points : le combat n'est pas une lutte pour des idées ou l'application d'un idéal, mais pour des besoins très terre-à-terre[126]. La grande fraternisation dans le « peuple » a commencé à être ébranlée quand les commerçants et les petits patrons se sont mis à dénoncer leurs ex-camarades de ronds-points parce qu'ils sabotaient les fêtes de fin d'année.

La vie sur les ronds-points et les blocages mirent à mal la cohésion du « peuple » et révélèrent les différentes positions sociales au sein du mouvement et des intérêts distincts, ce qui se cristallisa par ailleurs dans le refus et l'opposition parfois violente à tout encadrement ou représentation, d'autant plus si elle est politique. La vie sur les ronds-points (avant le passage aux assemblées) et le refus de la représentation sont les axes sur lesquels s'est bâti un rapport de force entre les composantes originelles du mouvement.

Rapidement, à partir de décembre 2018, le « soutien » s'effondre chez les « cadres et professions intellectuelles », chez les « professions intermédiaires », alors qu'il s'accroît chez les « ouvriers »[127]. A partir du 1er décembre 2018, la composante « prolétarienne »[128] du mouvement prend petit à petit le dessus sur les autres. Ce mouvement que l'on peut considérer au départ comme celui d'une petite classe moyenne craignant le déclassement s'est trouvé pris à son propre jeu, et, sans se trahir, a réussi à rassembler les franges les moins stables du prolétariat (avec toujours cette restriction concernant les prolétaires racisés). Il s'agit de fractions du prolétariat issues de la restructuration des années 1970-1980 et de la crise, et qui existent en dehors des syndicats et des instances de représentations traditionnelles.

Dans sa suite de textes sur les Gilets jaunes, Leoni relève bien le paradoxe de la situation : « La composition de classe de la

[126] Comme certains ont pu le voir, l'explication du mécanisme de la plus-value et de ce qu'elle contient l' irrémédiable condamnation historique du mode de production capitaliste, par un militant de Lutte Ouvrière sur un rond-point (à Alès) a laissé les occupants gentiment étrangers.

[127] « Le Monde » du 16 mars 2019, après sondages, souligne « une forte participation des ouvriers ».

[128] Nous n'identifions pas classe ouvrière et prolétariat : nous appelons prolétariat la recomposition toujours historique et conjoncturelle de diverses catégories sociales lorsque la classe ouvrière dans sa lutte se trouve confrontée à et affronte sa propre situation entraînant par là une polarisation sociale qui traverse toutes les catégories dominées de la société avec toutes les confrontations qui peuvent alors advenir (voir dans ce n° la réponse à *Temps Libre*).

révolte des Gilets jaunes est essentiellement prolétarienne ; et ce ne sont pas les quelques éléments issus d'autres classes qui suffisent pour la qualifier d'"interclassiste" [encore que …, nda]. Par contre, et c'est paradoxal, le discours qu'elle porte, à base d'unité et de démocratie, est lui fondamentalement interclassiste. » (Leoni, *Sur les Gilets jaunes*, épisode 2). Dans l'épisode 3, il ajoute : « En fait si les Gilets jaunes persistent à parler d'une supposée composante "petits patrons", quasi inexistante, c'est comme "*un gage de respectabilité et d'universalité*". Et, bien qu'essentiellement prolétarien, le mouvement des Gilets jaunes tient un discours de concorde, d'unité de tous, de révolte du "peuple", celui d'un réformisme interclassiste. Pourtant, parallèlement, le mouvement refuse et met à bas tout ce qui permettrait que ces revendications trouvent un débouché ou qui inciterait petits patrons et commerçants à le rejoindre : refus des leaders, refus de négocier avec le gouvernement, dénonciation et harcèlement de ceux qui se rapprochent du pouvoir ou constituent des listes pour les élections européennes, refus de déclarer les manifestations, blocages économiques, violences diverses, etc. » Le discours interclassiste des Gilets jaunes « agit comme des œillères qui parasitent leurs choix tactiques et stratégiques ». A-t-on affaire à des « imbéciles » dont la conscience de classe comme l'écrit par ailleurs Leoni ne serait que « partielle et confuse » ?

Il laisse le paradoxe en l'état (nous verrons plus loin que cela tient à sa conception très normative de ce qu'est la « véritable » lutte de classe avec sa tout aussi « véritable conscience de classe »). Mais si l'on s'en tient à la nature de la lutte *en tant que lutte prolétarienne dans la conjoncture présente des contradictions de classes*, en dehors de tout psychologisme sur la « respectabilité » et l' « universalité » (ce qui a existé), le « paradoxe » s'éclaire. Pour expliquer cela, il faut en passer par la nature de la restructuration des années 1970-1980 qui pose la contradiction entre les classes au niveau de la reproduction, puis par celle de la crise de 2008 qui identifie crise de suraccumulation et crise de sous-consommation, et à la suite conceptualiser la dominance des rapports de distribution, la fixation des luttes sur la vie quotidienne avec toutes les relations fétichistes qui la constituent, dont essentiellement le salaire comme revenu et prix du travail à partir desquels tous les travaux sont ramenés à un dénominateur commun (voir plus loin à propos de la liaison entre

rapports de production et rapports de distribution et dans ce n° de TC le texte *Vie quotidienne et lutte des classes*)

Conflits internes : la sociologie comme enterrement de l'identité ouvrière

C'était souvent une fraction précaire du prolétariat qui était là de façon majoritaire dans le mouvement, précaire non seulement en termes de revenus mais aussi et surtout de *rapport à l'emploi* (l'étude sociologique menée par des enseignants de Sciences Po Grenoble entre décembre 2018 et janvier 2019 révélait que les Gilets jaunes étaient trois fois plus précaires que l'ensemble de la population française). De plus en plus, c'est elle qui a donné le tempo. La question était de savoir si la répression policière et juridique, ainsi que la CGT pourraient avoir raison d'elle. Jamais la CGT, la FSU, SUD n'ont cherché à mobiliser leurs bastions pour recadrer le mouvement en « mouvement social » type 1995, 2003 ou 2010 (y seraient-elles parvenues ?). Cette dernière mobilisation (celle de 2010) avait déjà été très problématique pour la CGT dont le rôle avait été repris par nombre d'activistes qui avaient joué les supplétifs de l'identité ouvrière défunte. En outre, les manifs contre la « Loi Travail » et la manif du 1er mai 2018, où le « cortège de tête » avait rivalisé avec le cortège officiel et surtout attiré une bonne partie de ses membres, montrent que la transformation en mouvement social est devenue « problématique ». *Cette fraction précaire en terme de revenu et de rapport à l'emploi, très présente sur les ronds-points, s'est révélée difficilement intégrable dans l'interclassisme et déstabilisant, comme on le verra, en permanence l'horizon populiste du mouvement.*

Quand parmi les prolétaires les plus pauvres, 45 % du revenu proviennent de « transferts sociaux », quand les dépenses contraintes bouffent ce revenu et que le « restant à vivre » est raclé par des taux de TVA « injustes » et insupportables, on comprend que des gens qui ne parlent que de l'impossibilité des fins de mois n'évoquent que marginalement la question du salaire[129]. En fait, 42 % de la population touchent ces allocations et

[129] Selon l'Insee, entre 2008 et 2016, les Français ont perdu en moyenne 500 euros de revenus disponibles. Le pouvoir d'achat a décliné pendant dix ans depuis la crise financière et économique de 2008 (voir François Bourguignon, *Pour la première fois depuis la guerre, le pouvoir d'achat a décliné sur une longue période*, « *Le Monde* » du 6 mars 2019)

il n'est pas hasardeux de penser que cette population est surreprésentée sur les ronds-points (pour les 10 % les plus pauvres la part des revenus dits de « transfert » atteint 70 % en 2018 – Insee, *France, Portrait social*). C'est une explication simple d'un fait pouvant paraître étrange : parler de fin de mois sans parler de salaires. Explication qui en outre, au travers de la fiscalité, rend compte de la « rencontre » entre ces « pauvres » et les tout petits patrons. On voit également que le mouvement se fixant sur le revenu, et qui plus est sur cette part du revenu d'autant plus importante que l'on descend dans l'échelle sociale qui relève de la redistribution d'Etat, la grève n'était pas dans son ADN.

« La reproduction des travailleurs est de moins en moins entre les mains des capitalistes [nous préférerions écrire : "de chaque capitaliste particulier", nda] et de plus en plus entre celles de l'État. Il est dès lors assez prévisible que les "gens" finissent par se soulever vivement contre le responsable *immédiat* [nous soulignons] de leurs maux, et c'est l'État. » (*lacanaille*, sur le site dndf). Cet Etat qui fixe les règles, le code du travail, les allocations, les indemnités, prend en main le fonctionnement de la Sécu, détermine les règles du temps partiel, « encadre » l'intérim, fixe le salaire minimum et son augmentation, etc.

Mais cet Etat parce que *dénationalisé* n'est plus *légitime*. « Thierry Aulagnon avait dirigé le cabinet d'un ministre de l'économie, c'était au début des années 1990. Revenu à Bercy en 2016, après presque trente ans dans le secteur privé, il a été sidéré de voir combien l'Etat avait changé. Comme si en matière de politique économique, ce dernier *avait organisé sa propre impuissance* [nous soulignons]. » (« *Derrière l'abstention, la conscience d'un Etat entravé* », *Le Monde*, 14 avril 2022)[130]. Bien sûr, il y a les directives européennes, les décisions du Conseil constitutionnel, mais aussi poursuit-il : « La multiplication des autorités indépendantes. Il y en a des centaines, parfois dans des domaines que je ne soupçonnais pas. ». La journaliste qui l'interroge commente : « De fait en trente ans, la panoplie des instruments de politique économique à la disposition de l'Etat s'est considérablement réduite. L'économie a été libéralisée en deux vagues successives, d'abord dans les années 1980 – le contrôle des prix et des changes est abandonné, les prêts bonifiés par l'Etat supprimés, les entreprises publiques privatisées. Puis dans une

[130] M. Aulagnon ne semble pas un perdreau de l'année ni un extrémiste gauchiste.

période plus récente, sous l'impulsion de Bruxelles, qui a placé le consommateur au cœur du projet européen avec une politique de la concurrence offensive [c'est-à-dire le contrôle de la valeur de la force de travail, nda], la restriction des aides d'Etat et, indirectement, de la politique industrielle. La Commission européenne a aussi plaidé – avec un succès relatif -- pour une plus grande orthodoxie budgétaire avec la monnaie unique et le traité de Maastricht, lequel a également transféré la politique monétaire à une Banque centrale européenne indépendante du pouvoir politique, alors que la Banque de France ne l'était pas jusqu'en 1993. […] A ces transformations sont venus s'ajouter les effets de la libéralisation des échanges au niveau mondial, qui a exposé des pans entiers de l'économie à la concurrence des pays à bas salaires et à fiscalité avantageuse, y compris au sein de l'Europe, contraignant fortement les marges de manœuvre de l'Etat. » (*ibid*). Et Aulagnon de conclure que l'Etat du « quoi qu'il en coûte » n'est pas un « Etat instrument, l'Etat agissant », c'est seulement « l'Etat consolateur, compensateur… ». C'est en réalité un autre système d'efficacité qui s'est installé que nous avons qualifié de dénationalisation de l'Etat (voir *TC* 24).

Le revenu comme unité du mouvement et la fiscalité

La fiscalité a été le déclencheur du mouvement et elle est demeurée une constante de la révolte sans que, loin de là, elle puisse se réduire à cette question.

Il est vrai que dès le début du quinquennat Macron, outre la suppression de l'ISF, les « impôts de production » ont été réduits de 10 milliards d'euros par an, le taux de l'impôt sur les sociétés a été ramené de 33 % à 25 %. En 2022, Macron propose de supprimer la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Bruno Lemaire, Ministre de l'économie, quant à lui, travaillait à une baisse des charges. L'Association des Entreprises Privées (Afep) a obtenu du gouvernement Macron une refonte du financement des lycées professionnels incluant un relèvement des plafonds des donations défiscalisées de 100 000 à 150 000 euros par enfant et par parent (un seuil que les chefs d'entreprise pouvaient -- toujours exonérés -- dépasser à titre personnel)[131]. Depuis le paternalisme du XIXe siècle, l'instruction publique de Jules Ferry et le souci

[131] Pour ces données, voir Le Monde du 8 avril 2020.

d’avoir à disposition une main-d’œuvre adéquate, ces gens sont vraiment très attentifs au bonheur du « petit peuple ».

Dans *Le Ménage à trois de la lutte des classes* (éd. de l'Asymétrie, pp. 271 à 278), Astarian et Ferro exposent de façon générale la mécanique et la tuyauterie de la fiscalité entre prélèvements et distributions. Ce qui circule dans la tuyauterie c’est de la plus-value, exceptée la part de la valeur de la force de travail prise en charge par l’Etat : éducation, santé, aides sociales, RSA, primes d’activités, etc. (le « pognon de dingue » comme dit Macron). Historiquement, les questions fiscales ne faisaient pas partie du répertoire des revendications du mouvement ouvrier, elles étaient laissées à la classe moyennes traditionnelle (« petite bourgeoisie ») et selon les moments à la grande bourgeoisie. L’*achat global de la force de travail* comme détermination interne et nécessaire de la restructuration des années 1970-1980, la stagnation et même le recul de la part salariale dans la valeur ajoutée avec des taux de TVA inchangés, ou en augmentation, ont changé la donne. La fiscalité est devenue un facteur essentiel du salaire à la fois comme part croissante « redistribuée » de la valeur de la force de travail et comme facteur du maintien du salaire en dessous de la valeur de la force de travail (une des plus importantes contre-tendances à la baisse du taux de profit, en faisant une baisse tendancielle). Les Gilets jaunes ne s’y sont pas trompés. « L’injustice fiscale » est devenue une détermination essentielle de la question du salaire et/ou du revenu (quand l’artisan, lui-même, décompose son revenu – voir plus loin). La fiscalité est devenue centrale dans la fixation du rapport entre capital variable et plus-value. Il est exact, comme le disent Astarian et Ferro que la part de la valeur de la force de travail qui passe entre les mains de l’Etat ne fonctionne pas comme capital variable en ce qu’elle ne génère pas, pour ce même Etat, de la plus-value ni, pris individuellement, pour chaque capitaliste qui finance l’Etat. Cependant, au niveau de la reproduction, c’est bien d’une fraction du capital variable dont il s’agit qui déterminera le volume global de la plus-value qui, devenue profit, se répartira sur les capitaux particuliers selon les règles de la péréquation et les aléas de la concurrence. La fiscalité est devenue un élément déterminant dans la fixation du rapport entre capital variable et plus-value et dans la baisse du salaire net et, finalement, un élément déterminant de la valeur même de la force de travail. C’est, au travers des

orientations que donne la fiscalité (TVA, impôts locaux, impôt sur le revenu) une véritable modification des normes sociales et historiques de la valeur de la force de travail qui est effectuée. Quand la TVA est modifiée ou quand baisse ou augmente une « aide » quelconque, ce sont ces normes qui changent, en un mot : « si vous voulez continuer à aller travailler en roulant au diesel vous mangerez moins de chocolat ». En cela, facteur constant de la fixation et de la modification tout aussi constante de la valeur de la force de travail, la fiscalité, comme relation entre le capital variable global et la plus-value globale, ne peut passer que par « la poche du prolétaire » qui est le réceptacle vivant de cette relation. *Et il le sait* : « L'augmentation de la taxation des produits massivement consommés par les prolétaires, de même que la réduction drastique des services publics dont ceux-ci bénéficient, aboutit indirectement à diminuer le coût de la reproduction de la main-d'œuvre pour les capitalistes. » (Ahou, op. cit., p. 27). Ahou poursuit : « S'attaquer à la distribution, c'est bel et bien se battre pour le niveau de sa subsistance, de sa reproduction en tant que prolétariat. Donc c'est bien se battre pour le prix de la force de travail… » (p. 30). Cependant « se battre pour le prix de la force de travail » ne sort pas du fétichisme des rapports de distribution et de leurs « illusions ». Un passage révolutionnaire aux rapports de production, c'est-à-dire à l'existence de quelque chose comme la force de travail et sa valeur, ne s'effectue pas dans une lutte sur le salaire, même si celle-ci en constitue la base, c'est une attaque du côté des moyens de production comme capital, leur abolition comme valeur absorbant le travail pour se valoriser[132].

[132] « Cette abolition n'est pas une abstraction, c'est la destruction (qui peut être physique) de certains moyens de production, leur abolition en tant qu'usine dans laquelle se définit ce qu'est un produit, *c'est-à-dire les cadres de l'échange et du commerce*, c'est leur définition, leur absorption dans les rapports qui deviennent des rapports individuels dans l'autotransformation des prolétaires. L'attaque contre la nature de capital des moyens de production, c'est leur emparement qui, ne se limitant pas aux stricts moyens de production, réduit ces derniers au rang de simples instruments devant satisfaire des besoins dans la lutte. Tout ce dont on s'empare est une extension de la gratuité. L'abolition de la valeur n'est pas un but en soi et en tant que telle une cible des luttes : c'est l'abolition du public et du privé dont la valeur présuppose la constitution et la distinction ; de la production *et* de la reproduction ; c'est la lutte des femmes qui auront aussi de mauvais souvenirs à régler ; c'est aussi l'abolition de la division du travail telle qu'elle est inscrite dans le zonage urbain, dans la configuration matérielle des bâtiments, dans la séparation entre la ville et la campagne, dans l'existence même de quelque chose que l'on appelle une usine ou un lieu de production, dans l'autonomie et la personnification

Que la fiscalité est une relation entre le capital variable global et la plus-value globale, le prolétaire le sait d'autant plus que, dans un mouvement comme celui des Gilets jaunes, il se réfère à un principe fondateur de la République : le libre consentement à l'impôt qui corollairement implique le droit principiel de refuser l'impôt. Dans l'éther républicain dans lequel baigne le mouvement, le libre consentement a déjà été révoqué et éradiqué par l'autorisation de la saisie sur compte bancaire et sur salaire, la retenue à la source a encore modifié la nature même de l'impôt, il n'est plus une participation plus ou moins volontaire, mais une créance due. Le citoyen n'est plus l'acteur d'un Etat producteur de services publics, mais débiteur d'un Etat qui exige le paiement d'une créance alors qu'il se montre d'un laxisme parfait vis-à-vis de ses propres membres fraudeurs (Guéant, Fillon, Cahuzac, etc.), des expatriés fiscaux, des professionnels de l'optimisation, sans parler des « paradis » qui du Luxembourg aux îles anglo-normandes parsèment le territoire de l'Union européenne et les îles des Caraïbes dépendant de la couronne britannique. Quand les services publics sont transformés en une banale offre commerciale et l'usager en client, c'est le partage entre travail nécessaire et surtravail qui est modifié. En 2017, l'année précédant l'irruption des Gilets jaunes, « 57 % des 73 milliards d'euros d'impôt sur le revenu sont consommés par la seule charge des intérêts de la dette. Comment penser encore qu'il ne s'agit là que d'un problème pour les générations futures ? » (Hubert Etienne, *Comment la fiscalité est devenue illégitime*, *Le Monde,* 13-14/1/19).

Une grande méprise, savamment entretenue, concerne la dette publique : « *Le radotage sur le transfert aux générations futures des charges actuelles par le moyen des dettes de l'Etat* [nous soulignons]. Certes A peut donner à B, qui lui emprunte – des marchandises, une créance sur des produits futurs […] En fait A et B ne consomment jamais un atome de ce produit futur. Chaque génération paie, en effet, ses propres frais de guerre. » (Marx, *Un chapitre inédit du Capital,* - pages éparses, éd. 10/18, p. 304). Marx poursuit en citant *sans critiques* Percy Ravenstone, 1824 : « En prétendant qu'on peut repousser les dépenses présentes dans le futur et qu'on peut accabler la postérité afin de suppléer aux

des fonctions intellectuelles et de décision. L'abolition de la valeur est une transformation concrète du paysage dans lequel nous vivons, c'est une géographie nouvelle des rapports entre les individus. *Abolir des rapports sociaux est une affaire très matérielle*. » (*TC* 25, p.171)

besoins de la génération actuelle, on formule cette absurdité, à savoir que l'on peut consommer ce qui n'existe pas encore et qu'on peut se nourrir de subsistances avant même que leurs semences aient été plantées […] Toute la sagesse de nos hommes d'Etat aboutit en fait à un grand transfert de propriété d'une catégorie de personnes à une autre, en créant un fonds énorme pour payer les emplois et le péculat[133]. » (Ravenstone, in Marx, op. cit., p. 304).

Poursuivons :

« Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui en doit payer les redevances annuelles, le système moderne des impôts était le corollaire obligé des emprunts nationaux. […] la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, d'avoir recours à de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne, dont les impôts sur les objets de première nécessité et, partant, l'enchérissement de ceux-ci, formaient de prime abord le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. La surcharge des taxes n'en est pas un incident, mais le principe. Aussi en Hollande, où ce système a été d'abord inauguré, le grand patriote de Witt l'a-t-il exalté dans ses *Maximes* comme *le plus propre à rendre le salarié soumis, frugal, industrieux, et … exténué de travail* [nous soulignons]. (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 3, p. 198).

A l'heure de la CSG, de la gestion de la Sécurité sociale, de l'assurance chômage et de tout ce qui relève de la CAF comme des articles du budget de l'Etat, de la manipulation des taux de TVA, des taxes sur les carburants, de la politique redistributive de l'Etat (voir par ailleurs l'importance de cette redistribution en ce qui concerne les catégories sociales mobilisées dans le mouvement des Gilets jaunes), il serait simpliste, comme Marx en 1847, de considérer la lutte des classes sur la fiscalité comme un jeu à somme nulle. Cette lutte engage une vraie modification du partage entre surtravail et travail nécessaire, ne serait-ce que dans l'utilisation des services publics nécessaires à la reproduction de la force de travail ou l'aide au logement. Si la nécessité de posséder une voiture fait partie de la valeur de la force de travail, la possibilité de l'utiliser (contrôle technique, prix du carburant, entretien des routes, péages, etc.) en fait également partie. Il est

[133] « Vol des deniers publics par ceux auxquels l'administration ou le dépôt en est confié » (*Littré*, 1959), nda.

devenu très difficile de distinguer dans les prélèvements obligatoires ce qui relève du « salaire reporté », de ce qui relèverait seulement de l'impôt. Quid du budget de l'éducation nationale et de la taxe payée par les entreprises pour la formation professionnelle ? Dans les aires centrales du mode de production capitaliste, le partage entre surtravail et travail nécessaire n'est effectif qu'au niveau de la reproduction et des luttes engagées au niveau de la fiscalité, de sa répartition et de son utilisation.

Quand Marx écrit : « La suppression de semblables impôts [ceux que le capitaliste paye, nda] ne change absolument rien à la quantité de surtravail que le capitaliste industriel extorque en première main à l'ouvrier. Elle ne change que la proportion suivant laquelle il empoche la plus-value ou la partage avec des tiers. » (*Le Capital*, t. 2, p. 194), il semble légitime de se demander aujourd'hui si le partage entre surtravail et travail nécessaire ne s'achève pas qu'à l'issue du travail de la moulinette étatique qui triture la moitié du PIB. Quels sont ces « tiers » ? La suppression de tels impôts et le report de la perte engendrée pour l'Etat sur des taxes à la consommation, sur la dégradation des services publics, sur la réglementation du chômage, affectent la valeur de la force de travail et touchent au partage entre surtravail et travail nécessaire. D'autant plus qu'à la suite de la note, Marx ajoute : « …cette loi, d'après laquelle le prix de la force de travail est toujours réduit à sa valeur, peut rencontrer des obstacles qui ne lui permettent de se réaliser que jusqu'à certaines limites. […] *Le degré de la baisse* [*de la valeur de la force de travail, nda*] *dépend du poids relatif que la pression du capital, d'une part, la résistance de l'ouvrier, de l'autre, jettent dans la balance* [nous soulignons]. » (idem, pp. 194-195). Dans le processus de la remise en face-à-face du capital et de la force de travail, quel est *le devenir* de « l'extorsion en première main » ?

Il faut parfois reconnaître, comme il le faisait lui-même pour certains de ses écrits, le caractère obsolète de quelques textes de Marx, comme le suivant.

« Et quel bourgeois raisonneur n'aurait pas attiré l'attention du peuple mourant de faim sur les impôts, la rançon des princes et la source de sa misère ? […] les impôts avec lesquels les princes festoient et que le peuple paie en suant sang et eau. Quelle matière inépuisable pour tous ces hâbleurs, sauveurs de l'humanité ! […] Aux récriminations bruyantes de cette démagogie prétentieuse, ce

ne sont pas les communistes qui répondent, mais les économistes bourgeois tels que Ricardo, Senior, et cela en deux mots. L'existence économique de l'Etat, ce sont les impôts. L'existence économique des travailleurs, c'est le salaire. Il s'agit de déterminer le rapport entre les impôts et le salaire. Le salaire moyen est, par la concurrence, nécessairement réduit au minimum, c'est-à-dire à un salaire qui permet aux ouvriers d'assurer tant bien que mal leur existence et l'existence de leur race. Les impôts constituent une fraction de ce minimum, car la tâche politique des ouvriers consiste précisément à payer des impôts[134]. Si l'on supprimait radicalement tous les impôts qui pèsent sur la classe ouvrière, la conséquence nécessaire en serait que le salaire serait diminué de tout le montant des impôts qui y entre aujourd'hui. Et alors de deux choses l'une : ou bien le profit des employeurs croîtrait immédiatement dans la même mesure, ou bien il n'y aurait eu qu'une simple modification dans la forme de la perception de l'impôt. Au lieu d'avancer directement, comme il le fait aujourd'hui, dans le salaire les impôts que l'ouvrier doit payer, il ne les paierait plus par cette voie détournée, mais directement à l'Etat. » (Marx, *La critique moralisante ou la morale critique* - 1847, Œuvres philosophiques, éd. Costes, t. 3, pp. 147-148).

Tout serait parfait dans le meilleur des mondes théoriques où les prélèvements ne sont que de la plus-value passant momentanément par la poche des prolétaires si, à une augmentation des taxes et impôts correspondait une augmentation du salaire. Pour 2018 et 2019, les mesures sociales et fiscales devaient faire augmenter les revenus d'un salarié au smic de 32 euros par mois fin 2019 (soit 384 euros par an). Dans le même temps, la « flat tax »[135] et surtout la suppression de l'ISF accroissaient les revenus annuels des 0,1 % les plus riches de 86 000 euros en moyenne. (*Le Monde,* 7/3/19).

La crise financière de 2008 a fortement creusé le déficit du budget en France. A partir de 2011, les gouvernements successifs ont utilisé la fiscalité pour tenter de le résorber. Le « choc fiscal » s'est doublé à partir de 2013, d'une baisse de la taxation des entreprises dans le cadre de la « politique de l'offre » (pacte de

[134] Cette « tâche politique » est liée à l'existence de l'ouvrier comme *personne* en tant que travailleur libre, nda.
[135] Prélèvement unique de 30 % sur les revenus du capital.

responsabilité, crédit d'impôt compétitivité emploi, le CICE) mis en place sous François Hollande.

« Comme il fallait réduire le déficit et financer les baisses de fiscalité pour les entreprises, les hausses d'impôts sur les ménages n'ont été contrebalancées ni par davantage de prestations ni par plus de services publics. » (Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques -- OFCE --, *Le Monde,* 7/3/19). Résultat : en 2018, le pouvoir d'achat par ménage était encore environ 800 euros en dessous de son niveau de 2010 (selon l'OFCE). « Pour la première fois depuis la guerre, le pouvoir d'achat des français a décliné ou stagné sur une très longue période, notamment pour les revenus bas et moyens. Aujourd'hui le pouvoir d'achat de cette catégorie de la population est le même qu'en 2007, juste avant la crise. » (François Bourguignon, *Le Monde,* 7/3/19). Si l'on retire une série de dépenses sur lesquelles les ménages ont peu de prise (loyer, assurances, factures d'eau, d'électricité et de chauffage, cantine des enfants) on obtient ce que certains économistes appellent le « pouvoir d'achat ressenti », c'est-à-dire là où il peut y avoir un certain arbitrage des dépenses. Ce dernier a reculé de 6 % entre 2011 et 2013 en raison des mesures fiscales lancées par François Hollande. En 2018, le prix du beurre augmente de 9,6 % sur un an, celui des pommes de terre de 13,8 %, le gazole de 16,7 %, simultanément, selon l'Insee, le salaire mensuel de base réel (sans les primes ni les heures supplémentaires) a légèrement baissé de l'ordre de 0,1%. (*Le Monde,* 5/1/19).

Suite aux manifestations du samedi 1er décembre 2018, le Premier ministre annonce un moratoire de six mois sur la hausse de la taxe carbone, un gel des tarifs du gaz et de l'électricité et le maintien du contrôle technique en l'état (un impôt sur les voitures d'occasion). La hausse de la taxe carbone et la convergence de la fiscalité du gazole avec celle de l'essence, couplées à l'augmentation de la fiscalité sur le gazole non routier, utilisé pour les engins de chantier, devaient au total rapporter environ 4 milliards d'euros sur l'année 2019. Cette année était aussi celle durant laquelle la transformation du CICE en baisse des charges a occasionné une dépense supplémentaire de 20 milliards d'euros pour l'Etat, soit 0,9 point de PIB, puisque le CICE a été déboursé deux fois, au titre du crédit d'impôts de 2018 et des baisses de charges pour 2019 (voir *Le Monde,* 6/12/18). En ce qui concerne

les fameux 3 % du PIB que ne doit pas dépasser le déficit budgétaire, le commissaire européen Pierre Moscovici (que l'on ne peut pas soupçonner de laxisme) déclarait : « Quand on retire la mesure due au crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) dans le budget 2019 de la France, son déficit public passe à 1,9 % du PIB. Donc ce problème, des suppressions de taxes, peut tout à fait être résolu dans le cadre des règles qui sont flexibles et intelligentes. » (idem).

Au croisement de la fiscalité et de la composition sociale du mouvement, véritables symboles des deux, on trouve tous les dispositifs relatifs aux « auxiliaires de vie » et autres « aides ménagères »[136]. Grâce aux aides octroyées aux « services à la personne » et à de généreux crédits d'impôt, le nombre de ces « domestiques » a augmenté en France plus qu'ailleurs en Europe, passant de 200 000 en 1990 à 1,23 millions en 2018, soit 5,5 % de la population active. Tous ces dispositifs coûtent au budget 6,5 milliards d'euros, les 10 % des ménages les plus aisés captent 43,5 % de l'enveloppe, les 50 % les plus modestes 6,6 %, mais ceux et surtout celles qui occupent ce type d'emploi (mal payé, à temps partiel, éloigné du domicile, nécessitant des déplacements continuels) étaient surreprésentées sur les ronds-points.

Pouvoir d'achat et Etat

La plupart des causes et des exigences du mouvement des Gilets jaunes sont économiques et vont bien au-delà de l'augmentation des taxes et des impôts, mais la spécificité de cette lutte que l'on peut ramener à la vie quotidienne comme totalité de manifestations a été d'être une révolte économique à âme politique (voir plus loin), d'avoir amalgamé politique et économie et d'avoir vécu une sorte de contradiction entre les deux. En tant que citoyens, les Gilets jaunes ont considéré qu'aucun gouvernement ne reconnaît sur le plan matériel ce qui leur est officiellement reconnu sur le plan politique, c'est-à-dire ce qu'en tant que citoyens ils sont en droit d'attendre de vivre. Comme l'Etat est le régulateur de la politique économique et de la politique des revenus sur une aire particularisée par les différenciations nécessaires et inhérentes au procès mondial de la valorisation, le problème du pouvoir d'achat a un responsable, l'Etat. C'est par là que le problème, dans certaines

[136] Voir Carbonnier et Morel, *Le retour des domestiques*, éd. du Seuil.

circonstances de la lutte des classes (mais la lutte des classes n'existe que dans « certaines circonstances »), est conçu comme une sorte de « déficit démocratique » qu'une pleine citoyenneté renouvelée (le RIC) est appelée à résorber. Il est remarquable que la revendication du RIC monte en intensité au fur et à mesure que les ronds-points sont évacués. Ces derniers étaient indissociablement, lieux de vie, de confrontations, de décisions, d'organisation, de pouvoir, de territorialisation de la politique. La « réinvention de l'intelligence collective » n'avait pas besoin, dans ces premiers temps du mouvement, de revendications et de formes particulières.

La violence de la réaction de l'Etat (il est vrai semblable à celle exercée quotidiennement dans les banlieues, nous y reviendrons à propos de la notion d' « économie morale ») accompagne la reconfiguration de l'Etat-providence vers le workfare, la précarisation de tout rapport salarial (y compris le formalisme du CDI) et le verrouillage par la dette et la politique « indépendante » des Banques centrales de toutes les politiques économiques. Dans ce cadre, les Gilets jaunes ont momentanément bloqué l'agenda des réformes (retraites et chômage). « Le travail, dans la multiplicité de ses formes contemporaines, reste certes au centre des préoccupations d'une composition de classe qui excède le salariat et dont le champ des revendications ne se réduit pas à cette question. On a plutôt affaire à une politisation de plusieurs domaines ayant trait aux "modes de vie" d'aujourd'hui, dont le potentiel de transformation sociale et politique est inouï. » (*Plateforme d'enquêtes militantes*, mai 2019, sur le net). L'insistance sur l'augmentation du pouvoir d'achat ne signifie pas l'abandon de la revendication sur le salaire, mais au contraire *sa redéfinition dans les termes de sa socialisation*. Le mouvement des Gilets jaunes s'est adressé à l'Etat en ce qui concerne la fiscalité, le salaire minimum, les services publics, le « zéro SDF », le soutien aux personnes handicapées, etc., un Etat justement identifié comme un acteur économique central de l'exploitation. Le « problème » est que cette critique du système n'implique pas nécessairement un antagonisme avec la classe capitaliste, mais plus directement un rejet du cadre politique que le « mondialisme » est censé avoir imposé aux communautés nationales, avec des élites en haut et des masses en bas.

Les modalités de la mobilisation et de la reproduction de la force de travail issues de la restructuration des années 1970-1980 fondent cette omniprésence de l'Etat. Dans cette restructuration qui surmonta la contradiction entre une force de travail produite et existant de façon de plus en plus collective et sociale et ses modes d'appropriation se révélant comme limités, le mode de production capitaliste a effectué la synthèse de deux tendances qui lui sont inhérentes : *la création constante d'une force de travail comme superflue et la nécessité de traiter l'ensemble de la force de travail disponible comme force de travail nécessaire*. L'organisation du marché du travail dans lequel l'ensemble de la force de travail disponible est constamment posée comme déjà achetée et appartient à l'ensemble du capital (sa rotation et sa précarité généralisée), et le complément de salaire pour une fraction de la force de travail, même réellement engagée dans le procès de production, viennent mettre en forme, unifier ces tendances contradictoires. Cette organisation, dans la diversité de ses modulations à l'échelle mondiale, définit ce que l'on peut appeler un « *achat global de la force de travail* ».

Le marché du travail est devenu un « plan social » permanent contrôlé et administré par l'Etat. C'est le point essentiel, celui qui permet de comprendre la quasi-totalité du mouvement dit des « Gilets jaunes » : ses points d'attaques, son déroulement, sa composition et l'intrication entre ses « revendications » (guillemets car le terme a été contesté par de nombreux groupes « Gilets jaunes ») économiques et politico-institutionnelles.

Mais, l'Etat n'est que le responsable *immédiat*, c'est-à-dire que la médiation a disparu : le capital *comme mode de production* incluant l'Etat *dans sa spécificité*. Il ne peut jamais y avoir fusion entre l'Etat et le capital, ce qui irait à l'encontre de la définition même des termes. L'idée de « fusion » est problématique de par ce qu'elle est censée « fusionner ». L'Etat est une instance nécessaire du mode de production capitaliste *sans laquelle la production ne peut être reproduction*. Le capital, quant à lui, se distingue du mode de production, c'est la valeur en procès incluant l'interaction de tous les capitaux particuliers et, comme procès, les divers moments du « procès d'ensemble de la production capitaliste » (nous laissons de côté les difficultés théoriques relevant de l'existence du capital en général comme capital particulier, voir *TC* 23, p. 164 et sq). Le capital, en ce qu'il est dans le mode capitaliste

de production « la catégorie dominante, le rapport de production déterminant » (Marx, *Le Capital*, t. 8, p. 205) détermine sa propre existence comme *mode de production*. Simplement parce que capital et Etat ne sont pas des catégories du même ordre dans le mode de production, il ne peut y avoir de fusion entre l'Etat et le capital, mais « seulement » totale détermination de l'Etat comme instance du mode de production capitaliste (ce qui n'advient qu'à l'issue d'un procès historique)[137]. En ce sens seulement on peut dire, comme « *lacanaille* », que l'Etat « fait écran au conflit de classe "normal" capitaliste-prolo », dans l'absolutisation de toutes les formes de la distribution dont il est le maître d'œuvre. Mais, il n'y a pas de « vraie lutte des classes », mais des luttes des classes toujours spécifiques et il n'y a aucun « normativisme » à constater que *c'est ainsi que le mouvement des Gilets jaunes a existé et que là résidaient sa force et simultanément ses limites*.

Cette *immédiateté* de la responsabilité de l'Etat, en absolutisant les rapports de distribution (et encore, seulement sous leur forme retravaillée par l'Etat), « fait écran » aux rapports de production. Les formes de la distribution s'autonomisent comme objet de la lutte de classe, au point que la possibilité d'action sur elles apparaît comme totalement libre et que leur bouleversement entraînerait, de par la liberté de cette action même, celui des rapports de production (pour peu qu'il y ait quelques décisions politiques en ce sens). Un tel point de vue est naturel dans la société capitaliste. Mais, en érigeant la distribution en pôle absolu de la société, c'est-à-dire celui qui en détermine toutes les divisions et les luttes, on se condamne à en accepter toutes les lois, car on a pris ce qui n'est que « l'envers de la production » pour l'ensemble des rapports sociaux capitalistes. L'importance de l'effet possible des rapports de distribution sur les rapports de production, et leur capacité à devenir prédominants, est bien spécifique à la crise actuelle : crise du rapport salarial, double déconnexion entre la reproduction de la force de travail et la valorisation du capital, crise du zonage mondial et de sa mise en abyme, crise de l'Etat dénationalisé, identité crise de suraccumulation et de sous-consommation, asystémie de la revendication salariale[138].

[137] Sur l'Etat comme séparé de la société et de la lutte des classes, voir Théo Cosme, *De la politique en Iran*, éd. Senonevero, 2010, p. 148.

[138] Sur tous ces points, voir dans ce n° de *TC*, le texte *Vie quotidienne et luttes des classes*.

Cette immédiateté de l'Etat « fait écran » d'une autre façon et cela au cœur même de la lutte sur la redistribution. Il est vrai que le « partage des richesses », de question essentiellement conflictuelle dans le mode de production capitaliste est devenu, en outre, tabou. Mais, ce que masque cette « immédiateté », c'est que dans le cours de ces luttes sur la redistribution et la « justice fiscale » qui sont l'ordinaire de la lutte des classes, pour le prolétariat, son existence de classe puisse devenir la limite de sa propre lutte en tant que classe. Dans le cours des luttes sur la distribution, si le prolétariat ne voit pas son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger, c'est que le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger* seulement dans la mesure où pour chaque prolétaire, dans son rapport individuel à l'Etat, *le fétichisme du revenu est lui-même redoublé et effacé* (voir à la suite).

S'il n'y a pas « fusion » entre l'Etat et le capital, quelle sorte de médiation est l'Etat ? De plus, « médiation » entre quoi et quoi ? La production capitaliste est nécessairement *reproduction*, cependant la reproduction n'est pas *répétition* de la production. L'Etat est la médiation entre production et reproduction dans laquelle les éléments du face-à-face entre prolétariat et capital se donnent comme objectivité. C'est dans cette transformation nécessaire du capital comme rapport social en relation objective que réside la nécessité de toutes les instances nécessaires pour toujours *transformer le premier en la seconde*. Cette transformation est intrinsèque au mode de production capitaliste, et possède dans le devenir nécessairement objectif du rapport social une existence bien réelle, que ce soit l'idéologie, la police, les administrations, etc. Avec cette transformation nous ne sortons pas de l'autoprésupposition du capital (l'essentiel de cette transformation se joue dans le troisième moment de l'exploitation, celui de la transformation toujours périlleuse de la plus-value en capital additionnel), cette objectivité c'est simplement la reproduction du face-à-face, c'est le procès nécessaire pour le capital de cette transformation qui inclut l'Etat dans son existence même (Etat de classe comme communauté abstraite séparée de la société) et dans la totalité de ses fonctions.

Dire que l'Etat « fait écran », c'est poser la question de la relation entretenue par le mouvement des Gilets jaunes avec la

production, c'est-à-dire, comme l'écrivait *lacanaille*, avec la forme du « conflit "normal" entre prolétaires et capitalistes ».

LES GILETS JAUNES ET LA SPHÈRE DE LA PRODUCTION

Luttes sur la reproduction et « plancher de verre » de la production

Depuis la restructuration des années 1970-1980, avec la disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction même du capital, la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur implication réciproque et de leur reproduction. « Le maillon le plus faible » de cette contradiction, l'exploitation, qui définit et relie les classes entre elles, se situe dans les moments de la *reproduction sociale de la force de travail* dont l'Etat en tant que fondé de pouvoir général du capital est l'agent. Mais si les luttes de classe demeurent au niveau de la reproduction elles n'auront pas intégré en elles-mêmes leur propre raison d'être, la production. *C'est là actuellement la limite récurrente de toutes les luttes « globales »* (celle que l'on peut qualifier de luttes sur la vie quotidienne). C'est là où, précisément, pour le mouvement des Gilets jaunes, l'Etat « fait écran ». C'est sa limite et là où s'arrête sa « clarification » intérieure.

Dire cela n'est pas du « normativisme ». Le normativisme consisterait à dire que le mouvement a été tel « parce qu'il n'a pas fait cela », « parce qu'il n'a pas fait plus », etc. C'est à partir de ses propres termes que la non-intégration de la production apparaît comme limite du mouvement. La limite est dans ce qu'il fait et non vis-à-vis de ce qu'il n'aurait pas fait.

Intégrer la production n'est pas un « extérieur » que la lutte n'aurait pas atteint ou qu'elle aurait laissé de côté, cette « non-intégration » existe comme *un intérieur de la lutte* quand, dans la situation actuelle, la revendication sur le revenu s'adresse à l'Etat comme agent de la redistribution sociale globale. En s'adressant à l'Etat, celui-ci, en retour, non seulement absolutise le mouvement comme lutte sur le revenu, mais encore, comme agent de cette redistribution sociale globale, *coupe toute connexion entre les revenus et leurs sources et efface le fondement fétichiste même de la revendication sur le revenu*. En lui renvoyant ses revendications

sous cette forme particulière de l'effacement de la relation fétichiste elle- même entre les revenus et leurs sources, l'Etat signifie au mouvement sa faiblesse et qu'elle vient de lui, et plus encore lui signifie la nature de cette faiblesse et celle de sa limite interne. Revendiquer pour le revenu, c'est s'adresser à l'Etat, s'adresser à l'Etat, c'est faire du revenu une coquille vide y compris vis-à-vis de ses « sources ».

Intégrer la production, ce n'est pas nécessairement des « occupations », la « grève générale », l' « autogestion », etc., mais c'est au moins sortir des usines, entrepôts, bureaux, hôpitaux, ateliers, grandes surfaces, de chez le particulier chez qui on travaille, *autrement qu'en dehors des heures de travail*.

Quand les rapports de distribution « masquent » la réalité des rapports de production, à commencer par le fait que le salaire s'oppose aux autres formes de revenus, (rente, intérêt, profit), il arrive, selon le cours des conflits dans un mouvement interclassiste, qu'ils révèlent, à partir d'eux-mêmes et dans leurs propres termes, ce qu'ils masquent (n'oublions pas que le salaire ne devient « revenu » qu'après avoir été « capital variable »). En outre, les « revenus de transfert », dont l'importance croît au fur et à mesure que l'on descend « l'échelle sociale » sans rapport mécanique avec la place dans les rapports de production, ne sont pas une redistribution par l'État du surproduit. Nous nous trouvons dans les formes les plus simples de « l'achat global » de la force de travail permettant, dans le cadre de la reproduction de cette force de travail globale, de ne pas augmenter les salaires (en fait de les baisser en termes de salaires réels). Avec les revenus de transfert, nous sommes dans la sphère de la production, dans la contradiction centrale du capitalisme, l'échange de force de travail et l'extraction de plus-value : un moment où les rapports de distribution désignent ce qu'ils cachent.

Mais, quand les rapports de distribution « désignent ce qu'ils cachent », il ne s'agit pas d'une *révélation* : ce que nous pourrions appeler le « vrai » (les rapports de production) n'est là que comme un moment du « faux ». Cette existence du « vrai » à l'intérieur du « faux » ne se limite pas à la « *redistribution* » étatique, la fixation du salaire dans ce qu'elle peut avoir de plus brutale et immédiate en fait partie. Pour simplifier, en tant que rapport de production, le travail est l'origine de toute la valeur produite, le travail devient capital (subsomption). En tant que rapport de distribution, le

travail salarié est la relation entre le travail et la partie de la valeur produite lui revenant comme élément du procès de production au côté du capital et de la terre (le salaire est le « prix du travail »). Ainsi, on peut être dans le « salaire réel » et être dans les rapports de distribution[139].

Il faut souligner ici un aspect essentiel de la relation entre rapports de distribution et rapport de production : le salaire comme capital variable.

Si les rapports de distribution sont l'envers nécessaire des rapports de production, s'ils ne les masquent pas (c'est ainsi qu'eux-mêmes existent et se reproduisent), la lutte entre les classes est circonscrite (prédéterminée) à l'intérieur de barrières infranchissables, c'est-à-dire que la loi de la valeur est aussi pour elle (la lutte des classes) un régulateur. Il est alors naturel que « les agents réels de la production se sentent parfaitement chez eux dans ces formes aliénées et irrationnelles : capital-intérêt, terre-rente, travail-salaire ; car ce sont là précisément les formes illusoires au milieu desquelles ils se meuvent tous les jours et auxquelles ils ont affaire. » (Marx, *Le Capital*, t. 8, p. 208). Et nous pouvons ajouter : *les formes dans lesquelles ils s'affrontent*. Non seulement la valeur est le régulateur de la lutte des classes, *mais encore la lutte des classes, comme lutte entre « propriétaires d'une source de revenu », conforte les illusions de la distribution.* Que la lutte sur le salaire porte sur le revenu redistribué, sur les contraintes générales dont l'Etat est le maître d'œuvre ou, « directement », lors d'une grève, sur le montant du salaire direct, si ce n'est peut-être au niveau de l'efficacité selon les moments, cela ne change rien fondamentalement aux formes dont la lutte est « prisonnière ». Il s'agit toujours de rapports de distribution et de modification dans la part dévolue à chaque élément.

Cependant, franchir le « plancher de verre » de la production, c'est-à-dire quand les luttes investissent le niveau même de la production de la valeur totale et de la plus-value, n'est pas sans

[139] « On pourrait penser qu'au moins la formule : "travail-salaire" exprime un rapport rationnel ; mais cela est tout aussi inexact que pour la formule "terre-rente foncière". Sous son aspect de créateur de valeur, s'exprimant dans la valeur des marchandises, le travail n'a rien à voir avec la répartition de cette valeur entre des catégories différentes. Sous son aspect spécifiquement social de travail salarié, il n'est pas productif de valeur. […] rien de commun entre les conditions sociales déterminées dans lesquelles la force de travail est vendue et le travail en tant qu'agent général de production. » (Marx, *Le Capital*, éd. sociales, t. 8, p. 201).

conséquence : « Si l'on considère d'abord le capital dans le procès de production immédiat – en sa qualité de soutireur de surtravail, ce rapport [le capital comme principal rapport de production du mode de production capitaliste, nda] y est encore très simple et *les liens internes réels du phénomène s'imposent aux agents de ce procès* [souligné par nous], aux capitalistes, qui ont conscience de ces liens. Une preuve frappante en est la lutte violente au sujet des limites de la journée de travail. » (*idem*, p. 205).

Pour le salaire, revenu de l'ouvrier, ces « liens internes » structurant le procès de production ne s'effacent jamais : « L'un de ces revenus, le salaire, ne prend jamais la forme de revenu, revenu de l'ouvrier, qu'après avoir *affronté* [souligné par nous] ce même ouvrier sous *forme de capital* [souligné dans le texte]. La confrontation des moyens de travail créés et des produits du travail en général en tant que capital avec les producteurs directs implique d'emblée un certain caractère social des moyens matériels du travail par rapport aux ouvriers qui, dans la production elle-même, se trouvent ainsi placés dans un rapport défini avec les possesseurs de ces moyens de travail et avec les autres ouvriers. » (*idem*, p. 253).

C'est là que la bataille sur le revenu s'articule avec les rapports de production. C'est le *salaire* qui « affronte l'ouvrier sous forme de capital », c'est-à-dire sous forme de la partie du capital existant comme capital variable. Partie qui est échangée contre la force de travail et qui, précisément dans le procès immédiat, là où « *les liens internes réels du phénomène s'imposent aux agents de ce procès* », devient la partie *variable* du capital. Celle qui de par la valeur d'usage de la marchandise qu'elle a achetée reproduit la valeur du capital constant, sa propre valeur et engendre une valeur nouvelle. En bref, dans le salaire comme revenu, dans la bataille fétichiste entre les sources de revenus, subsiste toujours, pour l'ouvrier, la trace que ce « revenu » l'a affronté comme capital, c'est-à-dire contrainte au surtravail. De plus, en ce que ce revenu n'a pour raison d'être que de le reproduire face au capital, la trace n'est pas un souvenir mais une situation présente et même future.

Si les luttes sur la répartition sont prisonnières du fétichisme de la distribution, cette « prison » n'est pas sans failles quand ces luttes touchent la production même, là où une partie du capital affronte l'ouvrier comme capital *variable*, parce que c'est là qu'il « varie ». C'est dans la structure même du rapport de production se

développant nécessairement sous ses formes fétiches que se situe la faille dans la « prison ».

Mais, « intégrer la production » ce n'est pas seulement faire grève et revendiquer car, malgré la « faille » qui se crée là (dans laquelle le travail productif apparaît comme tel et dans sa contradiction entre surtravail et travail nécessaire), et bien que ce soit une attaque du côté de la nature du travail comme productif de plus-value, le salaire ne serait toujours qu'affaire de répartition (on en reviendrait toujours à un problème de distribution). Ce n'est pas par une attaque du côté du salaire que la lutte revendicative peut être dépassée et la production intégrée dans la lutte, mais par une attaque du côté *des moyens de production comme capital.* C'est leur abolition comme valeur absorbant le travail pour se valoriser. Cette abolition n'est pas une abstraction, c'est la destruction (qui peut être physique) de certains moyens de production, leur abolition en tant qu'usine dans laquelle se définit ce qu'est un produit, *c'est-à-dire les cadres de l'échange et du commerce*, c'est leur définition, leur absorption dans les rapports qui deviennent des rapports individuels dans l'autotransformation des prolétaires. L'attaque contre la nature de capital des moyens de production, c'est leur emparement qui, ne se limitant pas aux stricts moyens de production, réduit ces derniers au rang de simples instruments transformés et adaptés aux besoins dans la lutte. Là se situe bien la *centralité des lieux de production*, ne serait-ce que pour les abolir.

Quand le collectif *Ahou* (op. cit.) déclare : « Voici venu le temps de l'émeute » (p. 198)[140], il s'empresse d'ajouter deux pages plus loin, en conclusion : « Pourtant, derrière les flics, derrière le gouvernement, derrière l'Etat qui redistribue l'argent, il y a un rapport social structuré autour de l'exploitation du travail. C'est là le véritable cœur de l'organisation sociale : il nous permet de manger, mais c'est en même temps le nœud de l'inégalité, de toutes les inégalités. […] C'est donc bien sur ce terrain du travail

[140] Le collectif *Ahou* se distingue ici de la thèse de Joshua Clover dans *L'Emeute prime* (éd. Senonevero/Entremonde) pour qui le « temps des émeutes » et « la nouvelle ère des soulèvements » sont liés au « passage du centre de gravité du capital vers la circulation » (p. 51) et à une définition du prolétariat qui, sur la base d'une « désindustrialisation générale », devient la classe des « chômeurs structurels » et des « surnuméraires ». D'après lui, la question de la production devient secondaire, si ce n'est évacuée. On retrouve cette thèse de la « désindustrialisation générale » - sans les mêmes conclusions quant à la lutte de classe – chez Aaron Benanav, *L'automatisation et le futur du travail*, éd. divergences, 2022.

qu'il faudra évaluer la portée historique de la gilet-jaunisation des luttes ». (p. 200).

Si les luttes sur la répartition du revenu, aussi « clarifiées » qu'elles puissent devenir, ont un « plancher de verre » à franchir, si elles ont à poser la question de la production, sous peine d'imploser dans les limites qu'elles produisent pour elles-mêmes ; les luttes revendicatives, celles qui ont pour cadre les lieux de production, ont quant à elles un « plafond de verre » à franchir. C'est-à-dire situer la contradiction entre les classes au niveau de sa *reproduction*. Il est vrai que le principal résultat du procès de production c'est le renouvellement de la séparation du travail et du capital. Mais cela ne va pas sans inclure l'existence de la circulation et de l'échange et l'activité de *toutes les instances du mode de production* dont l'Etat. C'est alors, *à partir du procès de production mais dans des pratiques qui l'excèdent*, que peut être posée et reconnue pratiquement l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure imposée par le capital, c'est-à-dire imposée comme *reproduction*.

La revendication salariale hors de l'entreprise

La théorie est *addict* à la production et aux rapports de production, mais quand la sous-traitance, le zéro stock, l'économie des flux intriquent la circulation des marchandises (qui fut toujours un moment de la production) et leur transformation matérielle, quand l'achat global de la force de travail socialise sa valeur, la production de valeur et le partage entre surtravail et travail nécessaire diffusent sur l'ensemble de la reproduction. Sur l'île de la Réunion, le blocage de la production a été quasiment immédiat et total : raffineries de sucre, dépôts de carburant, terminaux pétroliers, etc. En métropole, le blocage des plateformes logistiques et des grands ronds-points « stratégiques » n'a pas été une plaisanterie, c'était parfois une centaine de semi-remorques qui étaient bloqués pour la nuit entre deux ronds-points.

Cependant, ce mouvement qui a stigmatisé les « riches » a rarement stigmatisé le riche *en patron*. Alors que toutes les « rentes » des élus et hauts fonctionnaires étaient visées, il n'était que très rarement question des « salaires » des grands patrons.

Toutes les réformes du Code du travail, la loi Travail du 8 août 2016 et les ordonnances Macron du 22 septembre 2017, ont tendu

à court-circuiter les accords de branche afin que toute négociation ait lieu au niveau de l'entreprise. Même si dans sa composition sociale le mouvement était peu directement affecté par ces réformes, c'est dans ce climat que les Gilets jaunes ont porté leurs revendications en dehors du lieu de travail.

Rémunération, conditions de travail et sens du travail, les Gilets jaunes ont porté ces questions en dehors des murs de l'entreprise en interpellant l'Etat. Dès la fin novembre 2018, les revendications exprimées sur les ronds-points se sont déployées vers la question salariale. Le mouvement des Gilets jaunes n'est pas réductible à un mouvement de salariés, il comprend des retraités, des travailleurs indépendants, des petits patrons, des mères célibataires sans emploi, des handicapés (il est exceptionnel dans un mouvement social de voir reconnue une telle présence d'handicapés), mais les salariés y sont très majoritaires. Ce qui a rapidement déstabilisé « l'interclassisme ». Augmentation des rémunérations, réévaluation des retraites, l'enjeu du salaire et des prestations sociales sont tout aussi rapidement devenus un point clé des diverses plateformes de revendications. Au-delà de la suppression de la taxe sur les carburants, la réponse de Macron le 10 décembre signale la centralité de ces revendications, lorsqu'il présente une hausse de la prime d'activité comme une hausse du Smic. Mais la manœuvre ne prend pas : les revendications salariales continuent et s'étendent et s'articulent alors, dans la transmutation, essentielle dans ce mouvement, de la revendication économique en langage politique (vu la place conférée immédiatement à l'Etat), avec la revendication du RIC (Référendum d'initiative citoyenne). Si, pour les Gilets jaunes, l'espace de la lutte salariale se déplace en dehors de l'entreprise (ce qui n'empêche pas les groupes de Gilets jaunes de soutenir, souvent physiquement, les luttes locales se déroulant dans leur périmètre) c'est que leur situation en entreprise possède le plus souvent des caractéristiques qui rendent inefficace ou même inenvisageable la formulation de ces revendications dans un face-à-face avec l'employeur.

Il y a des raisons évidentes et objectives qui ont fait que rarement mouvement social se sera développé si loin des syndicats, mais pas forcément des syndicalistes qui, personnellement étaient souvent bien présents. La CGT a connu trois échecs successifs dans sa volonté de se raccorder à la mobilisation en cours : le 14 décembre 2018, le 5 février et le 19 mars 2019 et, selon l'éditorial

du *Monde* du 2 mai 2019, le 1° mai, « pour la deuxième année d'affilée, les syndicats s'étaient fait voler leur journée » (Martinez, Secrétaire général de la CGT, dut même être exfiltré du cortège). En ce qui concerne la CGT : « Forte de 59 000 sections syndicales et syndicats de base, d'environ 800 UL, de 96 UD et d'une trentaine d'organisations professionnelles (fédérations ou syndicats nationaux), la centrale souffre de gros déséquilibres. Parmi ses adhérents, 42 % sont issus de la fonction publique (y compris hospitalière), laquelle ne représente que 20 % des emplois en France. Et, dans le privé, l'écrasante majorité des effectifs (68 %) se trouve dans des entreprises de plus de 500 salariés – là où se concentrent seulement un tiers des emplois et les plus fortes moyennes de salaire à tous les échelons. A l'inverse, seuls 9 % travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés. La CGT s'est éloignée des plus précaires, de ceux qui ont gonflé les rangs des Gilets jaunes, "ce petit salariat à 1500 euros qui était autrefois son public", note l'historien Stéphane Sirot. Elle échoue à séduire les occasionnels, les travailleurs isolés, comme ceux des très petites entreprises (TPE). Elle n'a guère réussi non plus son pari de rassembler les chômeurs. […] "Après 1968, les communautés de travail ont été explosées, raconte M. Marcel Croquefer, 65 ans, ancien responsable syndical d'une raffinerie à Dunkerque. L'impact a été direct sur les salaires, les conditions de travail et la représentativité syndicale. Avec la désindustrialisation, les gros bataillons – mines, sidérurgie, métallurgie, textile – ont fondu comme neige au soleil […] La vie ouvrière a été renvoyée vers la sous-traitance." » (« La CGT à l'heure des Gilets jaunes », *Le Monde diplomatique*, mai 2019).

« La syndicalisation est associée à la stabilité de l'emploi. La propension à se syndiquer est quasi nulle parmi les salariés en intérim (1 %) ou en CDD (2 %). Par ailleurs les salariés qui travaillent à temps complet sont sensiblement plus syndiqués (12 %) que ceux qui travaillent à temps partiel (8 %). Les salariés syndiqués sont un peu plus âgés que la moyenne et les hommes déclarent adhérer à une organisation syndicale un peu plus souvent (12 %) que les femmes (10 %). Dans les établissements de moins de 50 salariés, le taux de syndicalisation est de 5 % dans le secteur marchand et associatif, contre 19 % au sein de la fonction publique. La présence de syndicats et la syndicalisation des salariés augmentent avec la taille des établissements et la formalisation des

relations de travail qu'elle induit. L'écart demeure néanmoins important entre les deux secteurs, même dans les grands établissements. Bien que disposant, dans la grande majorité des cas, de sections syndicales et de délégués syndicaux, les salariés des grands établissements du secteur marchand et associatif restent moins syndiqués que ceux de la fonction publique.» (Dares, *Enquête travail-emploi*, 2016).

Il faut dire qu'en dehors des différences de sociologie entre les syndicats et les Gilets jaunes, tout avait assez mal commencé quand le 6 décembre 2018 une intersyndicale (avec la CGT mais pas Solidaires) publia un communiqué appelant le gouvernement au « dialogue » et dénonçant « toutes formes de violence dans l'expression des revendications ».

Dans le n° daté du 19 novembre 2018, au lendemain de l'Acte I, *l'Humanité* déclare « Des alternatives ont pourtant bien été proposées à gauche pour conjuguer justice sociale et écologie, et pour tenter de sortir du "*ras-le-bol fiscal*", ce mot d'ordre fourre-tout brandi à droite et à l'extrême droite pour *liquider notre Etat social* [nous soulignons]. ». Le 20 novembre 2018 (deux jours après l'Acte I), *l'Humanité* publie un éditorial de l'historien Roger Martelli : « … sur le fond, le mouvement reste sur un registre qui le rapproche de la jacquerie antifiscale. […] L'extrême droite a ainsi fait de "l'antifiscalisme" son cheval de bataille historique. Elle n'attise pas la colère sociale, mais cultive le ressentiment. Elle se garde de parler d'égalité, de service public, de protection sociale. Elle n'a jamais aimé les mouvements sociaux ; elle a toujours préféré la jacquerie. ». Sur la même page, Alain Obadia, président de la Fondation Gabriel Péri, ajoute : « …ce conflit est problématique, car il est en réalité manipulé par l'extrême droite. » Les soubresauts *post mortem* des représentants patentés de l'identité ouvrière sont pathétiques.

Tout autant pathétiques sont les déclamations militantes : « Nous appelons à la grève générale reconductible à partir du 5 février. A condition que les directions syndicales ne négocient pas avec le gouvernement et n'enterrent pas le mouvement… » (Les Gilets Jaunes de Commercy, le 21 janvier 2019, en préparation de « l'Assemblée des Assemblées » du 26-27 janvier). Demander aux syndicats d'organiser une grève et de ne pas négocier, c'est l'aveu même que les Gilets jaunes sont de fait étrangers au mouvement syndical.

Si les salariés sont très majoritaires, la plupart des données publiées ont présenté les niveaux de revenus et les difficultés financières sans séparer les salariés des autres groupes mobilisés. Si cela est regrettable, cela n'en est pas moins significatif de l'originalité de ce mouvement qui s'est fixé sur le revenu et les modes de vie qui en découlent. Des clivages ont eu lieu ensuite mais sans remettre fondamentalement en cause l'unité du point de départ. Dans toute insurrection, tout commence par une question de revenu : *il faut continuer à vivre*.

« Les chercheurs de Sciences-Po Grenoble montrent que 68 % de leur échantillon de Gilets jaunes disposent d'un revenu par foyer inférieur au revenu médian, tandis que 17 % se situent parmi les 10 % de Français les plus pauvres (moins de 1136 euros par mois pour le foyer). Les chercheurs du centre Emile Durkheim constatent quant à eux que 45 % de leur échantillon est non imposable et que le revenu moyen de leurs enquêtés est inférieur de 30 % à la moyenne nationale. Dans les données recueillies par le collectif de chercheurs *Quantité critique*, les difficultés financières déclarées sont partagées tant par les salariés que par les autres groupes : 89 % des Gilets jaunes y déclarent avoir du mal à finir le mois. Ce chiffre ne change quasiment pas (90 %) lorsqu'on regarde uniquement les salariés de l'échantillon. […]

« En précisant encore leur rapport à l'entreprise, on observe que les enquêtés semblent plutôt travailler dans de petites structures. Lors d'une enquête qualitative menée dans l'Oise, on observe premièrement une légère surreprésentation des actifs travaillant dans les très petites, petites ou moyennes entreprises (TPE-PME). Alors que la moyenne nationale n'est que de 49 %, ils sont 57 % à travailler dans ce type de structure, dont 25% dans les TPE. […] la participation de ce salariat est relativement exceptionnelle comparativement à la composition classique des mobilisations interprofessionnelles, centrées au contraire sur les grandes entreprises. L'une des originalités du mouvement des Gilets jaunes tient effectivement dans sa capacité à mobiliser des personnes peu coutumières de l'action collective (47 % de l'échantillon étudié par Sciences-Po Grenoble se compose de primo-manifestants).

« Dans ces petites entreprises, les rapports avec le patron sont les plus positifs. Nombreux sont les Gilets jaunes à déclarer entretenir une relation cordiale ou amicale avec leur patron quand

ils travaillent dans les TPE, ce qui n'est le cas que pour une part marginale de ceux travaillant dans de grandes ou de très grandes entreprises, […] le patron étant souvent intégré au collectif de travail. L'employeur est alors rarement considéré comme un adversaire. » (*Salaires : comment les Gilets jaunes ont court-circuité les négociations collectives*, Médiapart, 24 mai 2019).

« Ce que l'on appelle la gauche, c'est la formalisation idéologique et politique de l'existence sociale de certains segments de classes (fonctionnaires + employés de grandes entreprises, habitants des grandes villes, etc.), qui est presque trait pour trait antinomique avec ce qui s'est manifesté avec les Gilets jaunes : précaires, femmes, ruraux et périphériques, employés de PME, auto-entrepreneurs fauchés, etc. La ligne de fracture "idéologique" est alors effectivement une ligne de fracture sociale : le Gilet jaune "de base" a plus d'affinités avec un petit patron boulanger qui a deux employés qu'avec un cheminot syndiqué, même si le cheminot est plus proche de lui en termes de salaire. En réalité les deux sont pris et écartelés dans leur propre interclassisme, l'un avec son petit patron, l'autre avec l'idéologie du service public. Il y a un certain interclassisme qui est possible avec les Gilets jaunes, qui est celui d'une lutte de classe propre à ce mouvement, et qui n'est absolument pas celui de la gauche. […] L'existence sociale de la gauche, c'est par ailleurs, ce à quoi se heurte Mélenchon dans sa tentative de promouvoir un populisme de gauche : il louche vers les Gilets jaunes, il voudrait ce mouvement populaire mais sa base est constituée par la vieille gauche de 1995, qui l'exclut de facto. » (Alain Corne, *blog Carbure*, février 2019).

Dans les annexes du chapitre *Théories sur le travail productif et le travail improductif* (*Théories sur la plus-value,* éd. Sociales, t. 1, pp. 476 à 478), Marx s'interroge : « Mais qu'en est-il alors des artisans ou paysans indépendants qui n'emploient pas d'ouvriers, donc ne produisent pas en tant que capitalistes ? […] Ils me font face comme vendeurs de marchandises, non comme vendeurs de travail ; ce rapport n'a donc rien à voir avec l'échange de capital et de travail, ni donc avec la distinction entre *travail productif et travail improductif*. […] Ils n'entrent donc ni dans la catégorie des *travailleurs productifs* ni dans celle des *travailleurs improductifs*, bien qu'ils soient producteurs de marchandises. Mais leur production n'est pas subsumée sous le mode de production capitaliste. Il est possible que ces producteurs, qui travaillent avec

leurs propres moyens de production, non seulement reproduisent leur propre puissance de travail, mais créent de la plus-value, leur position leur permettant de s'approprier leur propre surtravail ou une partie de celui-ci (*une partie leur étant soustraite sous forme d'impôts*, etc. – nous soulignons). […] Le paysan ou l'artisan indépendants sont divisés en deux personnes. Comme possesseur des moyens de production, il est capitaliste, comme travailleur, il est son propre salarié et se paie avec la plus-value, le tribut que le travail doit au capital. […] Les moyens de production ne deviennent capital que dans la mesure où ils sont autonomisés comme puissance autonome face au travail. Dans le cas présent, le producteur – le travailleur – est possesseur, propriétaire de ses moyens de production. Ils ne sont donc pas plus du capital, qu'il n'est, vis-à-vis d'eux, travailleur salarié. Néanmoins, ils sont conçus comme capital, et lui-même est divisé, en sorte que, comme capitaliste, *il* [souligné dans le texte] s'emploie lui-même comme travailleur salarié. […] Certes, dans le cas présent (à supposer qu'il vende sa marchandise à sa valeur) le producteur crée sa propre *plus-value*, ou encore son produit entier ne matérialise que son propre travail. Mais, s'il peut s'approprier *lui-même* le produit entier de son propre travail, […] il le doit non à son travail – qui ne le différencie pas des autres travailleurs – mais à la possession des moyens de production. C'est donc seulement grâce au fait qu'il est propriétaire de ceux-ci qu'il s'empare de son propre surtravail, et se comporte ainsi, envers lui-même comme travailleur salarié, comme son propre capitaliste.»

Marx ne considère ici que l'artisan ou le paysan n'ayant aucun salarié, mais tant que le patron met la main à la pâte tout en répartissant et organisant le travail de ses quelques salariés, son enrichissement dû à l'appropriation de son propre surtravail mais aussi à l'appropriation de celui de ses salariés apparaît comme légitime dans la mesure où chacun semble contribuer à la reproduction des moyens de production nécessaires. Y compris le patron qui paye de sa personne et de son propre surtravail. Le patron est alors celui qui « a pris le risque » ; ce qui est *objectivement* dissimulé par le *travail* du patron, c'est que ce « risque » n'a de réalité que dans l'échange avec le travail salarié qui le valorise.

Montrer ce que l'on cache

Si les revendications salariales, celles sur les retraites et les minima sociaux, n'ont pas du tout été absentes du mouvement, ni la solidarité constamment affirmée et pratiquée avec les grèves et les luttes locales, il ne faut pas s'imaginer qu'une grève, une revendication sur le salaire, sortiraient ipso facto (par définition) des rapports de distribution. En effet ce n'est que comme « prix du travail » qu'existe le salaire et sa relation au travail. Cependant comme « prix du travail » les rapports de distribution montrent souvent les rapports de production qu'ils cachent : le salaire comme valeur de la force de travail, toute la valeur produite comme produit du travail et par là l'existence de la plus-value. Ne pas « pouvoir vivre dignement de son travail », « ne pas boucler les fins de mois », réclamer la fin de la taxation des « produits de première nécessité », c'est, sans avoir lu le Livre I du *Capital*, affirmer que le salaire ne paye pas le travail mais la seule possibilité (et encore…) de se reproduire comme travailleur.

« Sous son aspect de créateur de valeur, s'exprimant dans la valeur des marchandises, le travail n'a rien à voir avec la répartition de cette valeur entre des catégories différentes. Sous son aspect spécifiquement social de travail salarié, il n'est pas productif de valeur. Nous avons déjà montré que le salaire ou prix du travail n'est qu'une expression irrationnelle de la valeur ou prix de la force de travail ; rien de commun entre les conditions sociales déterminées dans lesquelles la force de travail est vendue et le travail en tant qu'agent général de production. Le travail se matérialise tout aussi bien dans l'élément de valeur de la marchandise, qui, sous forme de salaire, constitue le prix de la force de travail. Il crée cette fraction du produit au même titre que les autres ; mais il ne s'y matérialise pas davantage ni autrement que dans les fractions constituant la rente ou le profit. Du moment que nous prenons le travail en tant que créateur de valeur, nous ne le considérons pas dans sa forme concrète de condition de la production, mais dans une définition sociale, distincte de celle du travail salarié. Même l'expression : "capital-profit" est ici incorrecte. Car, si nous concevons le capital sous le seul aspect de la production de plus-value, à savoir dans son rapport avec l'ouvrier, quand il extorque du surtravail par la contrainte qu'il fait peser sur la force de travail, c'est-à-dire sur le salarié, cette plus-value, en plus du profit (profit d'entrepreneur plus intérêt),

comprend également la rente, bref, il s'agit de la plus-value tout entière indivise. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 8, pp. 201-202).

Eh oui, « Il s'agit de la plus-value tout entière indivise ». C'est là que nous pouvons nous permettre de commenter, à partir des caractéristiques de la lutte des Gilets jaunes, les analyses de Marx. L'achat-vente de la force de travail comme rapport de production fait lui-même la distinction, c'est le processus même de l'exploitation de la valeur d'usage de la force de travail. La confusion entre travail et travail salarié ne va pas de soi, mais « le capital suppose évidemment que le travail est du travail salarié » (idem, p. 203). Si l'on ne doit pas faire la confusion entre le travail, en tant que source de la valeur et le travail salarié en tant que répartition d'une fraction de cette valeur, il n'en demeure pas moins que l'exploitation, c'est-à-dire la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage de la force de travail, est la connexion entre les deux. Les Gilets jaunes ne faisaient que demander une juste et équilibrée répartition de la richesse produite, mais quand ne leur revient que ce qui permet de survivre, tout le reste apparaît comme une extorsion illégitime.

C'est finalement toujours sur la question du « plancher de verre » que butte cette dialectique entre rapports de production et rapports de distribution. Pour rester dans le local, dans le cours du mouvement avait lieu à Carpentras et à Monteux (Vaucluse) une grève salariale sur deux sites de Mc Cormick (Ducros et Vahiné). Sur une photo publiée dans *La Provence* (20 novembre 2018), sous la banderole « usines en grève », de nombreux grévistes portaient le gilet jaune. La menace de se transformer en « Gilets jaunes » se reproduit le 10 janvier 2019 à l'usine PSA Trith à Valenciennes, puis à la cristallerie d'Arc à Saint-Omer. Sans tomber dans une survalorisation des « luttes d'usine », actuellement la domination des rapports de distribution est non seulement, comme toujours, le fait que c'est l' « illusion nécessaire dans laquelle nous vivons », mais encore tient aux conditions de la crise et au déroulement, du moins en Occident, des « grands mouvements sociaux » que nous avons eu ces dernières années et au « plancher de verre » qui leur est lié : leur incapacité à pénétrer les lieux de production, *à y naître et s'y développer*, ce qui n'est pas nécessairement identique à l'absence de lien avec la sphère de la production.

Il est indéniable que le mouvement a créé « dans les entreprises un appel d'air avec une montée des revendications salariales […] s'agrègent dessus des mécontentements rentrés qui voient une opportunité de se faire entendre. » (Yves Veyrier, numéro un de FO, *Le Monde,* 6/12/18). Les journalistes commentent : « La séquence d'aujourd'hui montre qu'une partie des actifs ne compte plus sur les corps intermédiaires pour exprimer leurs doléances. Un tel phénomène commence à émerger dans certaines entreprises où il y a pourtant une présence syndicale. C'est inquiétant pour les syndicats et les directeurs de ressources humaines. Au fond, tout se passe comme si les "Gilets jaunes" révélaient la fragile légitimité des partenaires sociaux "établis" […] Tous sont jetés dans le même sac : les partis politiques, les corps intermédiaires, c'est très préoccupant pour le fonctionnement de notre démocratie. » (idem). De son côté Laurent Berger (Secrétaire général de la CFDT), sur France Inter déclare : « Nous sommes dans une impasse » (*Le Monde*, 8/1/19).

Si le mouvement des Gilets jaunes ne pouvait par nature, en tant que tel, pénétrer les lieux de la production, le ralliement ouvrier au mouvement était réel, ne serait-ce que par la seule composition du mouvement.

Le pékin moyen (entre autres rédacteurs et/ou lecteurs de *Théorie Communiste*), sait que les fins de mois sont difficiles, que les salaires ne bougent pas, que la pression fiscale augmente, que les déficits publics ont été sciemment creusés depuis trente ans, que tout s'est accéléré quand la dette publique a explosé à partir de 2008 pour renflouer le système financier et que maintenant il faut éponger. Le pékin moyen le sait, alors, selon les circonstances, il se tourne contre son patron (Mc Cormick a lâché 80 euros minimum d'augmentation à ses salariés de Monteux et Carpentras) et/ou contre l'Etat, trouvant de moins en moins que payer l'impôt est un « acte citoyen » (sondage du *Monde* du 23 novembre 2018). Et si, au tout début du mouvement, tous les coordonnateurs départementaux qui se sont concertés à Paris le vendredi 23 novembre 2018 avaient des allures et des têtes de petits patrons, le pékin moyen qui n'est pas un imbécile s'en est aperçu. Les pressions objectives qui embarquent tout le monde sur la question du revenu, du peuple, de la légitimité de l'Etat ne sont pas des « manœuvres », elles sont actuellement fortes et résultent de la nature même de la crise depuis 2008. Quelle que fut sa

composition sociale, le mouvement des Gilets jaunes ne pouvait y échapper d'autant plus qu'il s'y reconnaissait.

S'il ne s'agit pas de rêver à un retour de l'identité ouvrière et de ses gros bataillons, il ne faut pas inversement se figurer que le prolétariat s'est évaporé, dissout (la fragmentation n'est pas une dissolution) et que la fin du programmatisme signifie qu'il ne peut y avoir de luttes qu'interclassistes. Que le fait de lutter en tant que classe soit la limite de la lutte de classe, ne signifie pas la fin de la lutte de classe dans ce qu'elle peut avoir de propre, ni que l'illégitimité est la fin de la revendication pour ses intérêts propres, ni que l'interclassisme est la forme nécessaire de cette contradiction, ni surtout le moyen terme obligé de sa solution. On peut même ajouter que c'est en passant au niveau de la *reproduction* qu'une lutte revendicative peut se remettre en cause en tant que telle.

La relation aux lieux de la production comme limite et comme norme

Si nous intitulons ce chapitre « la relation aux lieux de production », c'est parce que la lutte des Gilets jaunes n'a pas laissé dans l'ombre la relation à la production mais l'a traitée selon sa nature, c'est-à-dire à partir des rapports de distribution et de la place de l'Etat dans ces rapports. Le *travail*, le salaire comme revenu ont été au cœur du mouvement, la production était présente mais il fallait la préserver (tout en appuyant les luttes revendicatives) comme le fondement de la dignité du travail qui fait tourner le monde. Les lieux de la production sont ainsi demeurés des « îlots de stabilité » comme l'écrit Leoni dans sa suite de textes sur le mouvement.

Cette « absence » d'attaque sur les lieux de la production est une limite du mouvement constitutive de ce qui fut sa dynamique et sa force, et non un manque vis-à-vis d'un paradigme intemporel de ce que doit être la révolution. Chaque mouvement, chaque lutte doit être apprécié et considéré en eux-mêmes et non vis-à-vis d'une norme par rapport à laquelle nous jugerions si toutes les cases ont été remplies. Le long texte de Tristan Leoni est, à notre connaissance, ce qui fut écrit de plus complet et de plus pertinent peut-être même de par son normativisme, c'est-à-dire ce travers si fréquent de voir les limites d'une lutte non en elles-mêmes comme

constitutive de la lutte même, mais comme un manque par rapport à « la révolution ».

« N'ayant pas de revendications très définies, encore moins de structure ni d'état-major, le mouvement peine à établir une stratégie cohérente et efficace et s'enferme dans diverses impasses. », écrit Leoni. Soit les « impasses » du mouvement résultent de ces absences et difficultés, soit comme il le soutient par ailleurs avec raison, elles constituent la *force* du mouvement. En fait, ici, l'analyse s'enlise dans un certain normativisme consistant à dire d'une part : « les Gilets jaunes c'est bien » et, d'autre part : « ce serait mieux, s'ils remplissaient certaines cases de la norme convenue de la lutte de classe. » Cela, essentiellement en ce qui concerne leur relation à la sphère de la production. Ce thème de « l'impasse » revient régulièrement dans son texte. Mais qu'est-ce qu'une impasse ?

Pour parler d'« impasse », il faut avoir conçu une dynamique et une perspective contenues dans la lutte considérée, que celle-ci n'a pas réalisées ou accomplies. C'est-à-dire qu'il faut comprendre une lutte non selon ses caractéristiques propres contenant ses limites dans sa dynamique même et la constituant, mais selon *ce qui aurait pu être*, c'est-à-dire selon les critères *a priori* de la « vraie et bonne lutte de classe ». Il est, par ailleurs, évident qu'il est tout à fait légitime d'énoncer les *limites* d'une lutte.

Considérons la limite générale de ce cycle de luttes : agir en tant que classe contre le capital en n'existant comme classe que dans son rapport au capital sans que puisse exister le moindre retour sur soi confirmé dans la reproduction même du capital. C'est cette limite générale qui, de par son contenu, est amenée à se différencier à l'intérieur d'elle-même, toujours selon des modalités spécifiques, et qui, par là seulement pose la dynamique en même temps qu'elle se définit elle-même comme limite. Agir en tant que classe c'est actuellement, d'une part n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction, et, d'autre part, c'est, pour la même raison, être en contradiction avec sa propre reproduction de classe, la remettre en cause. Nous ne sortons pas de la limite pour la juger à partir de ce qui n'a pas été fait. La limite qui se différencie à l'intérieur d'elle-même, ce sont des actions, des activités particulières, elle est ce par quoi advient, toujours spécifiquement, la dynamique qui n'est pas le mouvement qui la subsume mais sa résultante interne. Si nous pouvons parler

d'activités d'écart dans la lutte des Gilets jaunes, c'est que la détermination contradictoire fondamentale de la lutte de classe actuelle (définie par l'appartenance au mode de production capitaliste/définie contre) que l'on peut considérer comme commune à toute l'histoire de ce mode de production, ne se résorbe plus (à la suite de la restructuration des années 1970-1980) à l'intérieur de la reproduction du capital du fait de la production et de l'existence pour soi d'une identité ouvrière. En un mot : *la lutte des Gilets jaunes est une lutte de classe qui, dans son fondement et ses pratiques, n'a jamais été « dans les clous »*. C'est là à la fois la force de l'analyse de Leoni que de dire que contrairement à toutes les réticences énoncées par d'autres, il s'agit bien d'une lutte de classe prolétarienne, et sa faiblesse en ce qu'il ramène ce qui fut sa force à des impasses et des limites, présupposant par là-même une norme de la lutte de classe. La dynamique devient alors une abstraction parce que la limite (ou l'« impasse ») renvoie à une dynamique en tant qu'existence potentielle d'une finalité nécessaire se présupposant dans son origine et chacun de ses moment, un « déjà pas encore ».

Il faut penser les limites de ce mouvement (sa relation périphérique et aléatoire à la production) comme intrinsèques, définitoires de la lutte. La limite n'est pas seulement ce qui borde le mouvement, une frontière qu'il n'aurait pas franchie, elle est définitoire de ce qu'elle borde.

Il n'est pas étonnant alors de retrouver, ici et là, dans le texte de Leoni une certaine nostalgie du « mouvement ouvrier » où toutes les choses paraissaient claires et à leur place, malgré toutes les critiques que nous étions heureux de lui faire : « Cette obsession des banques[141] n'est [pas] nouvelle, elle est même récurrente dans l'histoire du mouvement ouvrier mais celui-ci avait au moins l'avantage de ramener la critique pratique du capitalisme sur les lieux de travail, au cœur de l'usine donc, de fait, au rapport

[141] Rappelons que pour Marx dans les *Gloses marginales sur le roi de Prusse et la réforme sociale,* ce qui met immédiatement les tisserands silésiens au-dessus de toutes les luttes des prolétaires français ou anglais (outre d'être allemands …), c'est d'être sortis de leurs ateliers et d'avoir visé les livres de comptes et les banques. Ajoutons à propos des banques (puisque Leoni traite, en ce qui concerne les Gilets jaunes, les deux questions de façon connexe) que l'antisémitisme ne « détourne » pas les luttes de la contestation sociale (épisode 4). Quand une lutte est antisémite, elle est critiquée et condamnée en tant que telle et non au nom de la vraie « contestation sociale » dont les prolétaires aveuglés ont été « détournés ».

social capitaliste, et il s'accompagnait, malgré tout, d'un projet internationaliste. » (épisode 4).

Qui ne regrette pas Billancourt, la forteresse ouvrière (surtout si on n'y était pas ouvrier), la banlieue rouge et le collège Karl Marx, les spectacles d'Yves Montand, le féminisme du magazine Antoinette, les bulldozers de Vitry, l'internationalisme soviétique, et surtout le service d'ordre de la CGT ? S'il est sûr que ce n'était pas mieux avant, il est très probable que ce ne sera pas mieux demain. Etrange nostalgie qui semble si partagée par les tenants radicaux de l'autonomie ouvrière qui ont perdu leur si nécessaire « ennemi ». De même, l'utilisation du drapeau et de la Marseillaise dans les manifs des Gilets jaunes trouverait sa référence justificative dans la même utilisation par le PCF et la CGT (Leoni, épisode 4).

Dans cet épisode 4, Leoni place en exergue trois citations, nous reproduisons les deux premières :

« Il faut méconnaître l'histoire des mouvements de contestation sociale [remarquons comment le texte par cette périphrase évite "mouvement ouvrier" ou "lutte de classe", nda] pour ignorer qu'ils ont toujours abrité en leur sein des éléments pour le moins ambigus voire fascisants et en tous les cas peu conformes à "notre morale révolutionnaire" ! Mais ils n'apparaissaient pas clairement dans le contexte d'hégémonie de la pensée "de gauche" d'alors qui n'est plus de mise maintenant. » (OCL, « Réflexions sur le mouvement des Gilets jaunes », *Courant alternatif*, n° 286, janvier 2019).

« Quarante ans de dépolitisation quasi ininterrompue et l'effacement du mouvement ouvrier organisé ont laissé derrière eux un champ de ruines politique, social et culturel dont on ne mesure l'étendue du désastre que lorsque la vie collective tente de reprendre ses droits. » (*Rapide aperçu du mouvement des Gilets jaunes à Boulogne-sur-mer*, lamouetteenragée.noblogs.org, 9 décembre 2018).

Ce qui est surprenant dans ces deux citations c'est que la disparition des aspects auparavant les plus critiqués de l'ex mouvement ouvrier devient la justification, l'explication et l'« excuse » de ce qui gêne et que l'on cherche à justifier dans le mouvement des Gilets jaunes. Il s'agit alors de trouver dans cette disparition ce que l'on est incapable d'expliquer à partir des déterminations présentes du rapport de classes. Ceux dont le

fondement était de casser du « stal » et du « cégétiste » (ou le plus souvent d'être cassé par eux) regrettent leurs si chers ennemis qui leur donnaient du grain à moudre.

Admettons cependant cette appréciation nostalgique du « mouvement ouvrier », mais les choses ont changé et comme l'écrit justement Leoni la majorité des Gilets jaunes sont des prolétaires qui ne peuvent lutter dans le cadre de l'usine.

Se référant à un autre nostalgique du mouvement ouvrier, Leoni cite Henri Simon qui écrit dans *Echanges* : « On n'est jamais insurgé dans la rue un jour par semaine ». Cela est tout à fait exact, mais alors qu'il aurait fallu expliquer la nature propre du mouvement des Gilets jaunes, celle-ci est rapportée à une sorte de norme de « l'insurrection vraie » ou à l'attente d'un dépassement qui serait sa réalisation, sa vérité effective. Attente d'un dépassement qui aurait pu être celui de l'extension des grèves après le timide et ambigu « ralliement » syndical en février 2019, ou celui d'une « nouvelle mobilisation » (épisode 6) qui aurait succédé à « l'enfermement dans un rituel émeutier » représentant un « obstacle » à cette « nouvelle mobilisation », « un tel acharnement devenant contre-productif ». Dans l'épisode 7, on lit : « L'absence d'un approfondissement de la lutte aura été un frein à l'apparition d'une *véritable* [nous soulignons] conscience de classe et à des clarifications politiques et théoriques (par exemple, par rapport au discours interclassiste) ». Leoni a raison de souligner que « la sphère de la circulation n'est d'ailleurs pas centrale mais en amont et en aval de la production » (épisode 5), mais cette importance dans le mouvement de la circulation et du revenu n'est pas considérée seulement comme détermination de la lutte, mais comme une limite par rapport à ce qu'il faudrait faire pour être dans une « insurrection révolutionnaire ». Quand nous considérons la persistance des lieux de production comme des « îlots de stabilité » (pour reprendre la juste expression de Leoni), il faut simultanément faire de cette caractéristique du mouvement ce qui constitue sa force et sa dynamique, ce qui l'a défini.

A propos des émeutes en Grèce en 2008, nous écrivions : « Ces émeutes ont été un mouvement de classe et non une simple agitation d'activistes (ce qui serait également un mouvement de classe) mais il n'a pas été une lutte dans ce qui est la matrice même des classes : *la production*. C'est par là que ces émeutes ont

pu accomplir cette chose capitale de produire et de viser l'appartenance de classe comme contrainte, mais elles n'ont pu le faire et atteindre ce point qu'en se heurtant comme à leur limite à ce *plancher de verre* de la production. Et la façon (objectifs, déroulement des émeutes, composition des émeutiers…) dont ce mouvement a produit cette contrainte extérieure a été intrinsèquement définie par cette limite. Ce fut l'ambivalence de ce mouvement. » (Théorie communiste, *Les émeutes en Grèce*, éd. Senonevero).

Il est dans la nature de toute conception normative de la lutte des classes de ne pas dégager ce qui, à un moment donné, signifie et marque une inscription historique et la dynamique propre d'une lutte à ce moment. La lutte du moment est définie et jugée par rapport à ce qu'elle aurait pu et le plus souvent *dû être* selon des critères préalables qui ne sont jamais énoncés mais qui sont en fait ceux d'un stade *antérieur* de la lutte de classe érigé en juge du présent. Cette absence d'historicisation est avant tout manifeste dans l'incapacité de Leoni à expliquer le « discours interclassiste » d'une lutte qu'il qualifie avec raison de « lutte de classe ». Il s'agit de comprendre ce qui était une demande de vraie citoyenneté, globale et sociale, autrement que psychologiquement (recherche de légitimité, être dans son droit, etc.) ou par ce qui n'a pas eu lieu,

Dans la problématique normative de Leoni, le mouvement des Gilets jaunes est à la fois ce qu'il est (Leoni se distingue alors de toutes les postures militantes) et ce qu'il aurait pu ou dû potentiellement être (il retrouve alors une posture militante). C'est alors tout le lexique du « détournement », de « l'impasse », de la « dérive », de « l'influence », de « l'obstacle » et du « reflet de l'époque » qui est mis à contribution. « Les luttes du passé, même les plus rudes et les plus emblématiques ne sont pas exemptes d'influences néfastes ou de dérives, ni de croyances de leur temps. » (épisode 7). Il ne s'agit que de « dérives », d' « influences » ou de « croyances ». Les *circonstances* ne sont pas considérées comme constitutives du concept même de lutte des classes, qui alors préexiste à son effectivité. Il y aurait un noyau et des « circonstances », plus ou moins des impuretés. Lorsque nous parlons du « vieux monde qui colle à la peau » des prolétaires, il faut toujours ajouter à la formule de Marx : « et qui les définissent ». En revanche, pour Leoni, quand « l'Etat tire, lui

aussi, des leçons des événements et adapte en conséquence ses dispositifs », c'est pour « endormir et désarmer les prolétaires » (épisode 7).

En l'absence de toute analyse historique (ce qui est sa détermination définitoire), la norme se doit d'être indulgente et compréhensive, puis, à l'issue de comparaisons « historiques » sans contenu, de déclarer que la norme *est* ce qui *est*. Si « les prolétaires ne font rien comme prévu » (épisode 7), s'ils sont « enthousiasmants, imprévisibles, confus, perdus et parfois désespérants » (idem), c'est cependant « ce qui fait leur charme » (idem).

La norme ne se constitue comme historique que dans une série de comparaisons, la norme sait tout de l'histoire, de la moindre phrase de Trotski à une autre de Bordiga en passant par une anecdote sur la Commune, mais l'histoire n'est alors qu'une synchronie. Il s'agit d'un perpétuel va-et-vient comparatif entre situations, car la norme est nécessairement (elle ne peut y échapper) une production historique, mais elle *conjure l'histoire* par la mécanique de la comparaison qui met tous les divers moments à niveau vis-à-vis du concept.

Quand Leoni place en exergue de l'épisode 7 une citation de Lola Miesseroff c'est d'un pur énoncé normatif dont il s'agit. Il ne s'agit pas dans cette citation de dégager le caractère essentiellement actuel du mouvement et, dans ce caractère, à partir de ses propres déterminations, ses dynamiques et limites spécifiques, mais de se positionner en juge du mouvement non en lui-même, par rapport à lui-même et dans ses propres termes mais extérieurement à lui au nom d'un « nous » dont on ne sait à quoi, à qui, il renvoie. La problématique de la norme ne peut échapper à quelques relents d'avant-gardisme : « La révolte des Gilets jaunes, de par son caractère spontané, charrie d'inévitables "défauts", mais il serait illusoire d'y voir un diamant brut à tailler à notre goût, ou bien encore une lutte qu'il s'agirait de libérer d'une gangue pour lui restaurer sa vraie nature (forcément plus conforme à nos vues et donc victorieuse). Est-ce à dire qu'il ne faut rien faire ? Etre conscient de ses limites est déjà fort avantageux, et si agir en tant que prolétaire, avec les prolétaires tels qu'ils sont, réclame déjà beaucoup d'énergie, cela offre aussi bien des possibles. » (Leoni, épisode 7). On pourrait souscrire à ce qui est dit ici surtout dans les dernières lignes si les « défauts » n'étaient pas dus au

« caractère spontané » et si quelques lignes au-dessus la « conscience collective » n'était pas qualifiée de « très partielle et confuse ». Cette « vraie nature » qu'il ne s'agirait pas de « libérer » ou de « restaurer » n'est en fait ici qu'une potentialité en « l'absence d'approfondissement » qui fut un « frein à l'apparition d'une véritable conscience de classe », aux « clarifications », etc. La vraie nature est celle qui aurait dû « trouver une issue et un dépassement ». En un mot, elle est celle qui est « conforme à nos vues ». Nous serions d'accord avec Leoni quand il nous dit : « Doivent-elles [les "conditions subjectives", nda] correspondre, dans le discours des révoltés aux idées que s'en font d'ores et déjà les "amis de révolution sociale" ? Ou bien ces derniers peuvent-ils être désarçonnés ? Il faut l'espérer. », s'il n'avait pas consacré 7 épisodes à délimiter les « impasses », les « dérives » et les « insuffisances » des Gilets jaunes, ainsi que ce que devraient être une « vraie ligne de classe » et une « véritable conscience de classe ».

En effet, Leoni nous dit ce qu'il entend par dépassement : « L'auto-organisation spontanée et radicale des prolétaires ». Cette définition passe-partout est précisée par la suite : « Dans l'optique d'un postmouvement ouvrier organisé – un mouvement sauvage et autonome, confus mais sur une ligne de classe, coordonnant des luttes sur les lieux de travail sans pour autant s'y enfermer – les Gilets jaunes ajoutent aussi quelques traits à l'esquisse de ce que serait un embrasement à portée révolutionnaire : les prolétaires ne manqueraient pas d'abolir les séparations et de provoquer un gigantesque arrêt de travail durant lequel ils ne respecteraient pas les codes connus de la grève, encore moins ceux de la grève générale et, *en même temps*, ils s'en prendraient à l'Etat. » (épisode 7). Pourquoi appeler cela un « postmouvement ouvrier organisé » ? Est-ce l'existence d'un mouvement ouvrier, post ou non, qui est en jeu quand pour les prolétaires il s'agit d'affronter et de détruire tout ce qui les définit comme tels ? On peut être d'accord avec la description de la perspective. Le problème est que cette perspective n'est pas exposée comme le dépassement produit du mode de production capitaliste dans la conjoncture actuelle de la lutte de classe, elle n'est pas ancrée dans ses déterminations historiques présentes. Elle apparaît comme la solution poursuivie de toute éternité, la vérité révolutionnaire à atteindre quels que soient les lieux et les époques.

En bref

Les Gilets jaunes n'ont pas « ignoré » la production mais ils ont traité leur relation à elle à leur façon, c'est-à-dire d'une façon médiée par le revenu, la relation à l'Etat, cela de par la propre situation socio-économique de la majorité d'entre eux. Le mouvement des Gilets Jaunes a agi dans la « tendance lourde » que représente « l'illégitimité de la revendication », mais est-ce « se heurter à son existence de classe comme limite » que de vouloir vivre « dignement » *de et dans son existence de classe* ? C'était un mouvement qui désignait comme devenues insupportables toutes les caractéristiques du capital restructuré mais le plus souvent au nom d'une mythification des « Trente glorieuses » et de la République. C'était une lutte et même une lutte de classe (l'interclassisme n'enlève rien à cet aspect), mais, dans cette lutte, le fait de lutter en tant que classe est-il apparu comme la limite de la lutte ? Rien n'est moins sûr. A-t-on vu dans ce mouvement quoi que ce soit qui puisse être interprété comme la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe ? Rien n'est moins sûr non plus. Si l'illégitimité de la revendication est revenue sur les Gilets Jaunes comme un boomerang, si la précarité de la situation de prolétaire faisait qu'il était improbable que le mouvement parvienne à se cristalliser comme mouvement populiste, le mouvement persistait cependant dans cette synthèse originale que constitue *l'expression politique de ses revendications économiques*. C'était sa force, mais il ne passait pas à autre chose qui serait, dans la lutte de classe, le fait de lutter en tant que classe comme limite. Il lui aurait fallu pour cela dans sa façon de toucher à la production (ce qui ne signifie pas nécessairement la grève, générale ou non, 1936, 1968 ou 1995), que la cohabitation de classes vole en éclats, mais c'était là pour lui des interdits. Malgré la présence massive de prolétaires et de prolétaires précaires qui « déstabilisait » l'intégration politico-populiste, à terme aucune dynamique n'a taraudé ces interdits.

Par ailleurs, le mouvement ne cherchait pas à « bloquer le travail » ni « l'économie » et quand cela arrivait, les Gilets jaunes s'en excusaient. Ce n'était pas leur but, juste un moyen, « l'économie » n'était pas leur ennemie. On ne peut pas leur reprocher de ne pas avoir fait (ou inversement les féliciter d'avoir

fait) ce qu'ils n'avaient pas l'intention de faire. Ce qui n'a pas empêché que centres commerciaux, grandes entreprises de transport, ronds-points stratégiques ont été bel et bien sérieusement perturbés (les tentatives autour des raffineries et dépôts pétroliers furent velléitaires et n'ont pas fonctionné).

Pour éviter tout normativisme, il faut se garder de juger le mouvement sur ce qu'il ne fait pas ou « mal ». C'est en dégageant les dynamiques à l'œuvre, en montrant ce que nous dit un mouvement de là où nous en sommes dans la crise qu'on le juge et qu'on se positionne, non à partir d'une idée toujours déjà là de la révolution et de la bonne lutte de classe.

« Ne jugez point, afin que vous ne soyez point jugés. Car on vous jugera du jugement dont vous jugez et l'on vous mesurera avec la mesure dont vous mesurez. » (*Sermon sur la montagne*, Matthieu 7, 1-2).

Le capital devient société

Autant précaire, flexible, segmenté, que soit le prolétariat, c'est toujours dans des *lieux de production* - même si pour certains ce lieu est le domicile - que se retrouvent ces segments, après être passés à Pôle emploi ou à la CAF, et non dans leur cuisine ou au cinéma. La centralité des lieux de production ne se réduit pas aux occupations de 1936 ou à la grève générale de 1968. La centralité des lieux de production est tout aussi manifeste quand les ouvriers (prolétaires, il est vrai que tous les prolétaires ne sont pas ouvriers) sortent des usines ; encore faut-il qu'ils en sortent. Ce n'est évidemment pas alors l'occupation, mais ce n'est pas non plus forcément la « grève générale ». La centralité a de multiples figures. Encore faut-il qu'ils en sortent, dans tous les mouvements dits interclassistes, les prolétaires n'en sortent pas si ce n'est en dehors des heures de travail (flexibles, à la carte, ou non…).

C'est en sortant des usines, ateliers, entreprises, bureaux, hôpitaux, domicile de leurs « clients », entrepôts, plates-formes logistiques, que les prolétaires s'attaquent à la production de valeur et c'est ainsi (entre autres, peut-être …) que s'affirmera la « centralité de la production ». La question du communisme ne se pose jamais en général mais toujours dans les termes spécifiques d'un cycle de luttes. *Actuellement, la question se pose au niveau de la reproduction et dans les termes de la vie quotidienne. Mais cela*

suppose que la reproduction intègre en elle-même, dans les luttes, leur cours, leur contenu et leurs acteurs, sa propre raison d'être : la production. Ou, dit autrement, plus immédiatement, cela suppose que la vie quotidienne soit l'aboutissement de toutes les métamorphoses que les rapports de production produisent à partir d'eux-mêmes. Investir la production c'est l'abolir en tant que moment particulier des rapports entre les hommes. Si la question de la contradiction entre le prolétariat et le capital est devenue inséparable de la société tout entière dans sa reproduction, cela ne supprime pas pour autant que cette « société » est une structure hiérarchisée. La différence avec la période du programmatisme, c'est que cette contradiction est devenue inséparable de ses conditions d'existence, de la société, qu'elle est devenue vie quotidienne.

La contradiction qu'est l'exploitation, que l'on peut également appréhender sous la forme du capital comme contradiction en procès, est *une* et se situe dans le procès de production. Cependant la production est nécessairement re-production et la reproduction n'est pas une répétition. Etant passée par le procès de circulation, la valeur en procès revient pour déterminer la production au travers de la péréquation du taux de profit et des coûts de production ; elle est passée par toutes les instances fonctionnelles de la reproduction qu'est pour le capital son auto-distinction dans les formes autonomes du capital industriel, du capital financier et du capital marchand. En outre, la reproduction du face-à-face de l'ouvrier et du capital implique la constante transformation du capital comme rapport social en existence *objective* du capital face à l'ouvrier comme concentration face à lui de toutes les conditions de la reproduction (l'économie). Cette transformation du rapport social en objectivité, c'est son autoprésupposition, celle-ci implique l'activité de toutes les instances non directement économiques du mode de production. Comme reproduction le capital devient société, il est un processus continu de création de ses propres organes.

« Dans la société bourgeoise achevée, chaque rapport économique en suppose un autre sous sa forme bourgeoise et économique, l'un conditionnant l'autre, comme c'est le cas de tout système organique. Ce système organique lui-même dans son ensemble, a ses présuppositions propres, et son développement total implique qu'il se subordonne tous les éléments constitutifs de

la société *ou qu'il crée à partir de lui-même les organes qui lui font encore défaut* [nous soulignons]. C'est ainsi qu'il devient historiquement une totalité. » (Marx, *Fondements* …, éd. Anthropos, t. 1, p. 226).

« Si nous considérons la société bourgeoise dans son ensemble, c'est toujours comme résultat dernier du procès de production qu'apparaît la société, c'est-à-dire l'homme dans ses rapports sociaux. » (*idem*, t. 2, p. 230).

L'exploitation est active dans chacune de ses conditions d'existence sans se confondre avec elles. La société demeure toujours une structure hiérarchisée et non un ensemble dans lequel un principe, l'exploitation, se diffuse. Ce devenir du capital en société qui est propre à la subsomption réelle a reçu une nouvelle impulsion lors de la restructuration des années 1970-1980. Si la contradiction entre le prolétariat et le capital se situe au niveau de la reproduction, c'est que la production de plus-value sous sa forme relative et les conditions de cette production coïncident. L'extraction de plus-value sous son mode relatif implique la coïncidence entre production et reproduction (par définition l'extraction de plus-value sous son mode relatif modifie toutes les structures sociales), mais c'est toujours d'extraction de plus-value dont il s'agit, quelle que soit la diversité des catégories sociales mises en mouvement et se conjuguant.

Dire, comme l'opéraïsme finissant, que « la société elle-même est devenue le lieu productif d'ensemble » est une jolie formule, mais une formule creuse. Que le capital, en subsomption réelle, se soit emparé de l'ensemble de la société et, mieux dit, qu'il ait produit tous les organes de sa propre reproduction (de ce point de vue, la subsomption réelle est toujours inachevée), ne signifie pas que tous les actes, toutes les activités accomplies dans cette société soient de la *production*.

L'ensemble de la société devient bien le terrain de luttes, mais de quelle façon et de quelles luttes ? Soit ces luttes, d'une façon ou d'une autre, reconnaissent l'extraction de plus-value comme la « source » de la reproduction, soit elles en restent à la distribution et à la contestation de la vie quotidienne qui la confortent.

Les rapports sociaux inhérents à une société comme mode de production ne se maintiennent pas passivement par inertie, ils sont re-produits constamment. Nous nous contenterons ici de considérer et définir la vie quotidienne comme le lieu et les

activités où cette reproduction se totalise au travers de toutes ses médiations. Avec les Gilets jaunes, la lutte de classe s'est formalisée comme vie quotidienne.

GILETS JAUNES ET « INTERCLASSISME »

Remarques générales sur la notion d'interclassisme : son origine et son devenir

C'est dans les années 1920, c'est-à-dire quand se confirme le passage du mode de production en subsomption réelle, que les questions qui jusque-là étaient posées comme celles relatives aux « alliances » ou aux « compromis » commencent à être posées de façon *négative* comme « interclassisme » (il serait intéressant de savoir comment précisément le terme apparaît). Si la question faisait débat, c'était d'alliances et de compromis dont il était question, que l'on fût pour ou contre, la pureté du combat prolétarien n'était pas en jeu, il fallait seulement en passer par là.

Dès les débuts du chartisme en Angleterre dans les années 1830, la question se pose de l'alliance avec la bourgeoisie libérale, provoquant dans le mouvement de violents désaccords. Sur la question du libre-échange, Marx invite la classe ouvrière britannique à s'allier aux Manchestériens ; dans *La Nouvelle Gazette Rhénane*, le même promeut la théorie de la « révolution double » ; en juin 1848, il reproche aux boutiquiers de ne pas avoir vu que leur intérêt était de s'allier aux ouvriers ; pour la Commune, on parle de prolétariat en formation, d'artisans, etc., mais dans *La Guerre civile en France*, l'« interclassisme » (ou ce qui pourrait être qualifié ainsi) n'est pas un problème ; Bakounine en appelle aux « déclassés », aux « paysans » ; plus tard Engels fulmine contre l'invasion d'étudiants et de fonctionnaires dans la social-démocratie allemande mais « ils seront balayés » et de toute façon, face aux dirigeants de la SD (soulagés par la mort de Marx et attendant celle de l'autre vieux grincheux), le vieil Engels s'époumone dans le vide ; pour Lénine, pas de révolution en Russie – ni même en Occident – « sans compromis tactiques et alliances de classes », ce qui diffère de l'interclassisme. La puissance sociale autonome et par là le destin historique du prolétariat semblaient si assurés que si l'on s'affrontait sur les « nécessaires » (ou non) alliances de

classes (Gorter ou Lénine), cela ne pouvait qu'accélérer ou compromettre son combat mais n'altérait pas sa pureté. Il en va autrement aujourd'hui avec la notion d'*interclassisme* qui signifie la répulsion *théorique* à fondre le prolétariat dans une masse informe et une lutte confuse. « Répulsion » justifiée, mais à poser et surmonter comme telle, c'est-à-dire comme un problème et non pas en faisant de l'affirmation de la « pureté » la solution *a priori*.

Il semblerait que c'est à la suite de la révolution allemande, dans les années 1920, que se met en forme sous le terme d' « interclassisme » une vision purement négative et péjorative de ce qui n'était jusque-là qu'une question tactique, même si elle reflétait des présupposés théoriques divergents. La chose prend de l'ampleur lors de la guerre d'Espagne (1936-1939). Avec la subsomption réelle, il faudrait préserver la « pureté » de la classe : Bordiga (la pureté dans le parti), Rühle (la pureté dans l'usine) et Gorter (un peu des deux). C'est alors que ce qui n'était qu'alliances et compromis, qu'un problème tactique, devient un problème substantiel de la lutte de classe sous l'appellation « interclassisme ». Mais cela demeure essentiellement un problème théorique, en effet, en France en 36, en 45, les alliances sont problématiques mais ne sont « condamnées » que par quelques groupes déjà qualifiés de « gauchistes » ; après la seconde guerre mondiale, il s'agit de rallier « sous la direction de la classe ouvrière » toutes les couches sociales victimes du « capitalisme monopoliste d'Etat ». De son côté, Mai 68 est largement « interclassiste », sans que la question soit soulevée dans ces termes.

Si, par ailleurs, nous nous attachons à la recherche documentaire, il n'y a aucune entrée pour « interclassisme » dans le volumineux *Dictionnaire du Marxisme* de Bensussan et Labica ; le terme est également absent de l'index des mots-clés du *Dictionnaire Marx contemporain* de Bidet et Kouvélakis (pour notre propos, nous pouvons souligner « contemporain »). Si on lance la recherche « interclassisme » sur Google, c'est surprenant : aucune entrée *Wikipedia*, ni autre de type général. *Universalis*, de son côté, n'a pas d'entrée propre mais signale le terme dans plusieurs rubriques, essentiellement à propos de l'évolution de la Social-démocratie en Europe dans les années 1960.

Le plus étonnant et peut-être significatif, c'est que dans les deux premières pages Google c'est « notre milieu théorique » qui

représente l'immense majorité des occurrences. Nous savons comment fonctionne l'algorithme de Google, mais si on ausculte les pages jusqu'à la p. 8 (il serait intéressant mais fastidieux d'aller encore plus loin), c'est la même présence qui est ultra-dominante. Comme si le terme et la question étaient spécifiques à une certaine problématique. Quand, toujours sur Google, on arrive à « Images correspondant à interclassisme » on trouve un dessin venant du blog *Carbure*, la page d'ouverture du site de *TC*, une photo des Gilets jaunes devant l'Arc de triomphe et … une photo du colonel de La Rocque (? !). En dehors de « nous », on trouve cependant une utilisation « négative » du terme pour critiquer le « municipalisme libertaire » de Murray Bookchin, et une utilisation « positive » par les « jeunes » du NPA pour les luttes type « femmes », « racisés » et « LGBTI ».

La première question à résoudre serait alors de savoir pourquoi depuis une dizaine d'années, dans un certain milieu théorique (dont *TC* fait partie, la preuve par Google) cette question est promue en question lancinante. Le terme d' « interclassisme » ne désigne pas simplement la coprésence d'employés, d'ouvriers, d'artisans, d'enseignants, de chômeurs, etc., *il présuppose une théorie*. Pourquoi est-ce alors un questionnement essentiel dans « *notre* théorie » ?

Une première réponse « évidente » consiste à parcourir la table des matières du livre d'Astarian et Ferro « *Ménage à trois…* » : toutes les luttes conséquentes sont « interclassistes ». Mais pourquoi les attaquer sous cet angle alors que personne n'a attaqué ainsi une analyse de Mai 68, ni même de la Commune ? Question épistémologique : il faut distinguer ce que l'on appelle un « fait » (encore faut-il le délimiter en tant que tel), c'est-à-dire la coprésence de salariés ouvriers, de salariés employés, avec des statuts différents (plus ou moins précaires), toute une segmentation, des artisans, des petits patrons (à noter chez les Gilets jaunes l'absence de nos classes moyennes favorites, celles sur lesquelles nos analyses antérieures étaient fondées), et la *construction théorique de cette coprésence sous le concept d'interclassisme*. Pour autant que les observations précédentes soient pertinentes, cette construction semble être une production de « notre » théorie. Notre construction n'est pas illégitime, mais il faut la comprendre comme une *construction*. Le fait n'est pas le

concept, de même que l'existence des plantes n'est pas la botanique.

Dans le texte *Gilets jaunes et théorie, thèses provisoires sur l'interclassisme dans le moment populiste* publié dans le blog Carbure, dans le chapitre intitulé « Nécessité de l'interclassisme », on trouve une autre réponse que celle du type « table des matières du *Ménage à trois…* » : « *C'est dans le cours des luttes qui ont immédiatement suivi la crise de 2008, notamment dans la séquence de luttes qui a commencé en Grèce en 2009 et avec les insurrections arabes de 2011, que la question de l'interclassisme a commencé à se poser comme centrale, une condition des luttes actuelles. Si ces luttes ont été défaites, c'est dans l'interclassisme …* »

C'est, à première vue, la même réponse que celle de la table des matières de « *Ménage à trois…* ». C'est ainsi ! mais avec un élément supplémentaire : l'interclassisme était à la fois la forme nécessaire de ces luttes, mais aussi, par-là, de leur défaite. C'est la spécificité de cette défaite (interclassisme) qui nous amènerait et même autoriserait à mettre au centre cette notion. Mais si ces luttes ont été nécessairement « interclassistes », est-ce que leur défaite a été la défaite de toutes les classes en mouvement ? Ce n'est pas évident. En fait, l'idée toujours présente c'est que l'interclassisme est la défaite des luttes *de la classe ouvrière et/ou du prolétariat*. A ce moment-là, si la défaite du prolétariat se confond chaque fois avec l'interclassisme, il devient difficile de se référer à une vision normative, exclusivement négative et péjorative de celui-ci. Ce n'est pas alors lui qui est en cause mais ce qui fait que spontanément le prolétariat s'engage dans des luttes interclassistes.

Sortons de notre cocon, plus personne ne parle d' « abolition du capitalisme » ou de son « dépassement » strictement en terme de lutte des classes, aucun ex-gauchiste, pas les « appellistes », pas la *France Insoumise*, etc. Il y a « nous » (« la communisation », et encore) et quelques hypergroupuscules bordiguistes pour lesquels l'interclassisme est définitivement diabolisé au point de ne plus être une question.

Disons rapidement que c'est une question « chez nous » pour deux raisons :

a) La révolution est abolition de toutes les classes, donc on ne peut plus, même d'une façon totalement mythologique (voir les

hypergroupuscules bordiguistes) se référer à la venue de La Classe telle qu'en elle-même, dans son être, l'histoire la conforte et confirme. A noter que dans la nécessité de produire une raison d'être légitime à leur propre existence, certains activistes et militants ne sont pas loin de cette mythologie dans la mesure où ils sont les porteurs constants et en toutes circonstances de l'être de la classe et de ce qu'elle *doit faire* conformément à cet être.

b) La communisation elle-même. Là il faut revenir à quelques fondamentaux **:**

« A partir du moment où les prolétaires défont les lois marchandes, ils ne peuvent plus s'arrêter. Chaque approfondissement social, chaque extension donnent chair et sang aux nouveaux rapports, permettent d'intégrer toujours plus de non-prolétaires à la classe communisatrice en train de se constituer et de se dissoudre simultanément, d'abolir toujours plus toute concurrence et division entre les prolétaires et de faire de cela le contenu et le déroulement de son affrontement armé contre ceux que la classe capitaliste peut encore mobiliser, intégrer et reproduire dans ses rapports sociaux.

« Toutes les mesures de communisation devront être une action énergique pour le démantèlement des liens qui unissent nos ennemis et leurs supports matériels, destruction rapide, sans possibilité de retour. La communisation n'est pas la paisible organisation de la gratuité et d'un mode de vie agréable entre prolétaires. La dictature du mouvement social de communisation est le processus d'intégration de l'humanité au prolétariat en train de disparaître. La stricte délimitation du prolétariat par rapport aux autres classes, sa lutte contre toute production marchande sont en même temps un processus qui *contraint* les couches de la petite bourgeoisie salariée, de la « classe de l'encadrement social » à rejoindre la classe communisatrice. Les prolétaires ne « sont » pas révolutionnaires comme le ciel « est » bleu, parce qu'ils « sont » salariés, exploités, ni même la dissolution des conditions existantes. En s'autotransformant, *à partir de ce qu'ils sont*, ils se constituent eux-mêmes en classe révolutionnaire. Le mouvement où le prolétariat se définit dans la pratique comme le mouvement de constitution de la communauté humaine est la réalité de l'abolition des classes. Le mouvement social en Argentine, parce qu'il y a été confronté, a posé la question des rapports entre prolétaires en activité, chômeurs, exclus et couches moyennes. Il n'a apporté que

des réponses extrêmement parcellaires dont la plus intéressante est sans doute son organisation territoriale. La révolution qui ne peut plus être dans ce cycle de luttes que communisation dépasse le dilemme entre les alliances de classes léninistes ou démocratiques et "le prolétariat seul" de Gorter : deux types de défaites.

« La seule façon de dépasser les conflits entre les chômeurs et les « avec-emploi », entre les qualifiés et les non-qualifiés est d'effectuer d'emblée, au cours de la lutte armée, des mesures de communisation qui suppriment la base même de cette division (ce que, confrontées à la question, les entreprises récupérées en Argentine n'ont tenté que très marginalement, se contentant le plus souvent – *cf*. Zanon -- de quelques redistributions charitables aux groupes de *piqueteros*). Faute de cela, le capital jouera tout au long du mouvement sur cette fragmentation et trouvera chez les auto-organisés ses Noske et Schiedemann.

« En fait, ce que déjà avait montré la révolution allemande c'est qu'il s'agit de dissoudre les couches moyennes en prenant des mesures communistes concrètes qui les contraignent à commencer à entrer dans le prolétariat, c'est-à-dire d'achever leur « prolétarisation ». De nos jours, dans les pays développés, la question est à la fois plus simple et plus dangereuse, d'un côté l'immense majorité de ces couches moyennes est salariée et n'a donc plus de fondement matériel à sa position sociale, son rôle d'encadrement et de direction de la coopération capitaliste est essentiel mais précarisé en permanence, sa position sociale dépend de mécanismes de prélèvement de fractions de la plus-value très fragiles, mais d'un autre côté, pour ces mêmes raisons, sa proximité formelle avec le prolétariat la pousse à présenter dans les luttes de celui-ci des « solutions » gestionnaires alternatives, nationales ou démocratiques qui préserveraient ses propres positions.

« La question essentielle que nous aurons à résoudre est de savoir comment on étend le communisme, avant qu'il soit étouffé dans les tenailles de la marchandise ; comment on intègre l'agriculture pour ne pas avoir à échanger avec les paysans ; comment on défait les liens échangistes de l'adversaire pour lui imposer la logique de la communisation des rapports et de l'emparement des biens, comment on dissout par la révolution le

bloc de la trouille. » (*TC* 24, *C'est au présent que nous parlons de communisation*, pp. 160-161).

La théorie de la communisation est, par-là, en tant que telle, intimement liée à la question de l'interclassisme. Bien sûr, il s'agit d'une citation de *TC* mais si nous pouvons la placer ici comme référence générale de la théorie de la communisation, c'est que cette citation est en grande partie une actualisation et une réécriture de fragments du texte *La révolution sera communiste ou ne sera pas* (« *Une tendance communiste* », 1974), texte fondateur de la théorie de la communisation.

C'est parce que la théorie de la communisation demeure une conception classiste de la révolution, mais historique (il n'y a pas d'un côté de nature révolutionnaire – quelle que soit la position dans les rapports de production – et, de l'autre, des conditions), non-normative et pour laquelle la révolution est sans médiation, immédiatement, l'abolition de toutes les classes (trois points qui la différencient de l' « invariance » de nos camarades bordiguistes) que la question de l'interclassisme la taraude. L'interclassisme est le terme par lequel la théorie de la communisation problématise certaines luttes actuelles dans la mesure où *elle est spécifiquement interpellée par ces luttes*.

Il faut donc, en premier lieu, « problématiser » le terme lui-même, c'est-à-dire le situer dans une problématique théorique particulière. En second lieu, il faut considérer que c'est la situation à un moment donné, la configuration du rapport d'exploitation tel qu'il organise l'ensemble de la société qui polarise les protagonistes et redessine les positions respectives des classes entre elles. Il ne s'agit pas de substantialiser la lutte de classe sous un aspect *particulier*, l'interclassisme, d'*hypostasier* ce dernier comme s'il possédait une origine propre dans la nature actuelle du prolétariat et dans *ce qu'il ne pourrait que faire*. L'interclassisme ne possède en lui-même aucune dynamique ni dépassement de par son mouvement propre. Il est un fait produit et circonstanciel, important dans la période actuelle, défini comme tel dans une certaine théorie, rien de plus. Il n'est pas un concept, n'a pas de dynamique propre en dehors des circonstances qui l'ont produit à ce moment-là, il est changeant, divers.

Il est évident que l'interclassisme n'est pas le résultat de l'impossibilité pour les prolétaires de mener leurs propres luttes

pour leurs intérêts propres depuis que ces luttes ne sont plus positivement inscrites dans la reproduction du capital, c'est-à-dire depuis la disparition d'une identité ouvrière confirmée comme légitime ainsi que ses revendications dans la reproduction propre du capital. S'il a supplanté, dans certaines circonstances, les alliances et les compromis c'est que le prolétariat ne peut plus se présenter, dans le cadre même de la reproduction capitaliste, comme la force susceptible d'unifier l'ensemble social. « Ce qui pour le prolétariat apparaît comme limite c'est l'impossibilité qui est propre à ce cycle de luttes de lui permettre d'accéder à une existence politique autonome, de se faire peuple à lui tout seul. Son existence n'est plus confirmée dans la dynamique du capital : pour exister politiquement il lui faudrait se fondre tout à fait dans la classe moyenne et sous ses conditions faire unité et s'intégrer au "peuple" ainsi constitué. » (Carbure, *op. cit.*, thèse 6). Ajoutons que dans cette situation, c'est l'interclassisme qui peut prévaloir dans les luttes, mais ceci ne signifie en aucun cas que la contradiction que constitue l'existence sociale du prolétariat se soit résorbée.

Ayant perdu la capacité à « faire peuple » ou « faire société » au prix de quelques alliances, le prolétariat n'a pas pour autant perdu la capacité à revendiquer et agir en propre, même si le capital (la classe capitaliste) ne lui reconnaît plus de légitimité à le faire et ne le reconnaît plus dans ce rôle. Dans ce cycle de luttes, si elle ne comporte aucune confirmation d'une identité ouvrière ni de « retour sur soi » face au capital, l'existence du prolétariat comme classe dans son rapport contradictoire au capital n'en est pas moins totalement réelle et consistante. Ce qui a disparu depuis la restructuration des années 1970-1980, ce n'est pas cette existence objective, c'est la confirmation dans la reproduction du capital d'une identité prolétarienne. Classe du travail productif, le prolétariat se reconnaît constamment comme tel au cours de n'importe quelle lutte *et même dans une lutte interclassiste*.

Une classe n'a pas de définition propre *préalable* expliquant et produisant sa contradiction avec une autre classe, ce n'est que dans la contradiction avec une autre classe qu'elle existe et se reconnaît elle-même comme classe, c'est l'autre classe qui est sa raison d'être comme classe. Ce qui a disparu, c'est le fait que ce rapport général, définitoire des classes, puisse comporter un moment de « retour sur soi » pour le prolétariat comme définition

d'une identité propre semblant *inhérente* à la classe et opposable au capital, alors qu'elle n'était qu'un produit particulier d'un certain rapport historique entre le prolétariat et le capital et confirmée par le propre mouvement du capital. Nous avons tant de mal à nous défaire de la prégnance du programmatisme que le simple fait de dire que le prolétariat est une classe parce qu'il est dans un rapport contradictoire au capital, parce que sa raison d'être une classe est sa contradiction avec une autre classe, serait lui supprimer son existence de classe « en propre » comme si cette existence ne pouvait être que le « retour sur soi » le définissant *préalablement en lui-même* et par lequel seulement, selon sa nature, il serait en contradiction avec le capital.

C'est la capacité, pour le prolétariat, de trouver, dans son rapport au capital, la base pour se constituer en classe autonome qui a disparu, mais c'est toujours se reconnaître comme classe que de reconnaître le capital comme sa raison d'être, son existence face à lui-même, *comme la seule nécessité de sa propre existence*.

« Confirmé » ou non, « légitimé » ou non, le prolétariat se reconnaît toujours en tant que classe, c'est sur le contenu de cette reconnaissance qu'il ne faut pas se tromper, il ne faut pas nécessairement l'assimiler aux catégories d'autonomie et d'auto-organisation aujourd'hui théoriquement obsolètes parce que réellement dépassées. Aujourd'hui, se reconnaître comme classe n'est pas un « retour sur soi » mais une totale extraversion comme auto-reconnaissance en tant que catégorie du mode de production capitaliste. Cette « reconnaissance » de soi est en fait une connaissance pratique, dans le conflit, du capital.

On ne peut plus aborder la question de l'interclassisme d'un point de vue normatif consistant à le concevoir *a priori* comme une limite ou un « piège » de la lutte du prolétariat qui se doit, pour être telle, d'être autonome. Dans la plupart des luttes de ces dix dernières années, il est *un moment constitutif de la lutte de classe du prolétariat* mais il n'est pas une forme nouvelle ne pouvant que se substituer à une forme ancienne, le programmatisme.

La décomposition et l'effondrement du programmatisme sont bien une condition de la prégnance actuelle de l'interclassisme, mais les caractéristiques de la restructuration fournissent seulement un terrain, ce n'est pas une « cause suffisante ». Il n'est pas ce que « ne peut plus que » faire le prolétariat après l'effondrement du programmatisme où il agissait « selon son être ».

Ce qui signe l'acte de naissance dans notre théorie de la préoccupation interclassiste, c'est l'entrée en crise de ce capitalisme restructuré dans les années 1970-1980, et non les caractéristiques mêmes de la restructuration. Fondamentalement, c'est dans cette crise l'identité entre crise de suraccumulation et crise de sous-consommation. C'est là, dans le rapport salarial, que, dans certaines circonstances, sans nécessité inscrite dans ce qui ne peut plus être, l'interclassisme puise sa raison d'être et sa force.

Une révolte économique à « âme politique »

L'interclassisme découle évidemment de certaines caractéristiques de la crise ouverte en 2008 : l'injustice sociale via le fisc dont le responsable est l'Etat, identité crise de suraccumulation et crise de sous-consommation, détermination du salaire comme rapport de production par le salaire comme rapport de distribution et, couronnant tout cela, le peuple et le populisme, le local, les élites, les riches et les pauvres, le territoire et le local, le peuple avec sa culture et sa « *common decency* ». Mais si nous parlons d'interclassisme à propos du mouvement des Gilets jaunes, nous devons observer que notre approche habituelle des classes moyennes dites « nouvelles » ne colle pas vraiment avec ce mouvement dans lequel on voit plutôt des commerçants, des artisans, des patrons routiers, des membres des professions libérales « inférieures ».

Le problème que rencontre la critique de l'interclassisme est souvent de croire que les classes en présence forment simplement une somme, qu'elles s'additionnent tout en demeurant des éléments discrets bien définis et délimités en eux-mêmes. Finalement l'interclassisme ne les affecterait pas, en fait la pratique (toujours circonstanciée) comme constitution des classes n'existe pas, la pratique est réduite à une manifestation de l'être. C'est pourtant bien à partir de ses intérêts propres que chaque composante se retrouve dans un mouvement interclassiste, mais l'interclassisme est alors pour chacun de façon *interne*, le cours de son action propre. L'interclassisme n'est pas une addition, mais la résultante de ces intérêts propres intérieurement affectés par leur coexistence ; *se fondant* dans une revendication commune, *les conflits apparaissant sur la base de cette pratique et de cette revendication communes*. « Toutes les classes et segments de

classes présents dans un mouvement interclassiste ne se contentent pas de se côtoyer, ils agissent ensemble et les uns sur les autres, pratiquement et politiquement, que ce soit pour s'exclure, pour s'allier, pour nier leur propre existence ou celle de l'autre, pour s'affronter ou simplement se caractériser eux-mêmes. Ainsi, les mouvements ont une dynamique et une temporalité, qu'il s'agit de saisir à chaque fois dans sa spécificité » (Carbure, *op. cit*).

Il ne suffit pas de constater l'interclassisme pour en donner le plus souvent une condamnation sans appel. Il faut dire chaque fois spécifiquement les conditions de son existence, non seulement par exigence intellectuelle mais avant tout pour se positionner dans son appréhension.

Dans le cas des Gilets jaunes, la revendication commune porte sur le niveau de vie et plus précisément, à l'intérieur de ce qui l'affecte, sur l'ensemble des dépenses contraintes et parmi elles, celle que tout le monde désigne comme « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase » : l'augmentation du prix des carburants (principalement le gazole)[142]. La question est celle du niveau de vie, des revenus. Mais elle ne demeure pas une question économique, elle devient immédiatement politique. Les taxes, les impôts, c'est l'Etat. C'est dans cette immédiate mutation de l'économie en politique que l'interclassisme trouve sa forme qui le définit et le conforte.

La « question de l'Etat » a toujours été « centrale », et beaucoup plus qu'aujourd'hui à la grande époque de l'érection du prolétariat en classe dominante, mais pas de la même façon. Alors qu'elle était centrale comme question *révolutionnaire*, elle l'est maintenant comme question à l'intérieur de la pratique revendicative « ordinaire ». Quand la contradiction se noue au niveau de la reproduction, cela n'efface pas sa source, là où elle

[142] On a pu présenter le mouvement comme une révolte contre la transition vers un « *capitalisme vert* ». C'est de la blague, comme le « capitalisme vert » en général. Il y a des investissements et des profits à attendre (peut-être) des éoliennes, du solaire, etc., c'est le capitalisme tout court. Et les taxes sur le gazole sont là pour rembourser la dette publique, c'est tout. Le mouvement des Gilets jaunes aurait existé sans « capitalisme vert » dans la mesure où le « capitalisme vert » n'existe pas. La « dimension écologique » du mouvement, que ce soit pour être « pour ou contre la planète », était absente jusqu'à ce que, tardivement, apparaisse le gimmick sur la « fin du mois et la fin du monde ».

puise l'énergie qui la constitue. Il s'agit toujours du travail productif et de l'extraction de plus-value, sans cette racine toute conception des contradictions du mode de production capitaliste n'a aucune consistance.

« Si la contradiction a pour source le travail productif et l'extraction de plus-value, dès lors que cette contradiction se noue au niveau de la reproduction, *c'est l'ensemble de la société qui devient le terrain des luttes* [nous soulignons]. La question de l'Etat en particulier devient centrale, ainsi que celle de toutes les déterminations qui fondent l'identité des sujets sociaux. » (Carbure, *op. cit.*).

Pour plagier Marx dans les *Gloses sur le roi de Prusse et la réforme sociale,* le mouvement des Gilets jaunes fut « une révolte économique à âme politique ». Et l'on retrouve ici la question de la légitimité de l'Etat. L'« âme politique » d'une révolte économique consiste dans la tendance des classes sans influence politique à vouloir mettre fin à leur isolement de l'Etat et du pouvoir. Mettre fin à cet isolement, c'est promouvoir le peuple et proclamer celui-ci comme étant *immédiatement* l'Etat. Le populisme, à peu de choses près, n'est rien d'autre. Si nous trouvons cette orientation dans l'Appel de Saint-Nazaire ou l'Assemblée de Commercy, la forte présence « militante » nous avait un peu éloigné, dans ces Assemblées, des ronds-points (comme le souligne Tristan Leoni).

LA TRANSMUTATION POLITIQUE

Au fondement de la transmutation : l'« unité du revenu », les « pauvres » et les « riches »

Donc une revendication économique où le salaire n'était qu'un rapport de distribution dont même la relation fétichiste comme revenu avec le travail était elle-même occultée par la médiation de l'Etat. Distribution, bien sûr « injuste », et, corollairement, le mode de production était réduit au détournement du travail du peuple par la finance, les grandes entreprises, l'Etat et son personnel *politique* (il semblerait que dans le mouvement des Gilets Jaunes il n'y ait eu aucune animosité ou rancœur vis-à-vis des

fonctionnaires). En résumé d'étape : une revendication économique à « âme politique ».

Mais c'est précisément là que les choses se compliquent. Il y a ceux qui n'ont vu là-dedans que du « nauséabond »[143], et ceux qui « en étaient » pourvu que « ça bloque ». Puisque c'était seulement de revenus dont il s'agissait, les rapports de distribution, le salaire comme revenu faisaient que les salariés se retrouvaient eux-mêmes confondus et amenés à côtoyer d'autres sources de revenus (artisans, petits patrons) subissant « la même escroquerie », bien que de façon différente quantitativement et qualitativement : achats des biens de subsistance ou renouvellement et extension des biens de production appelés « outils de travail », augmentation du « salaire » que se dégage pour lui-même l'artisan, cette figure hybride, ou poids accru des « charges » en faveur de ses employés.

Dans le chapitre intitulé *La formule trinitaire*, après avoir rappelé la mystification inhérente à toute production marchande (*Le Capital*, t. 8, p. 204), Marx souligne qu'avec le mode de production capitaliste « cet univers magique et renversé connaît d'autres développements encore » (*idem*, p. 205). *Cependant, il apporte immédiatement une restriction* : « Si l'on considère d'abord le capital dans le procès de production immédiat – en sa qualité de soutireur de surtravail, ce rapport y est encore très simple et les liens internes réels du phénomène s'imposent aux agents de ce procès, aux capitalistes, qui ont conscience de ces liens. Une preuve frappante en est la lutte violente au sujet des limites de la journée de travail. » (*ibid*). Il est à noter que Marx prend ici comme exemple la journée de travail et non les luttes sur le salaire, vis-à-vis desquelles il a toujours une position très critique. Non pas qu'il soit contre (*cf*. la polémique avec Proudhon dans *Misère de la Philosophie*), mais « critique » au sens où il en souligne toujours le caractère éternellement recommencé car contraintes par la loi de la valeur de la force de travail et finalement la faisant respecter (cf. le *Discours sur le libre-échange*, 1847, et les conférences devant l'AIT : *Salaire, prix et profit*, 1865).

Revenons à la « complexification des choses » : les rapports de distribution ne sont que « l'envers des rapports de production », les deux « niveaux » ne sont pas dans une situation (relation) d'exclusion réciproque, mais fonctionnent dans ce que l'on peut appeler un « jeu dialectique » : les uns se réfléchissant dans les

[143] Par grandeur d'âme nous ne les nommerons pas.

autres (cf. *TC* 25, *Se positionner : rapports de production et rapports de distribution*, p. 59).

Sur les rapports de distribution se construit une distinction entre pauvres et riches, distinction qui *ne remet pas en cause* l'origine et la substance de la richesse : valeur et plus-value. Si nous en restons à la distinction entre riches et pauvres (ceux qui voyagent en jet privé et ceux qui ne peuvent pas faire le plein), la question de la répartition n'est pas liée à la substance même de la richesse. Les rapports de distribution, c'est la relation fétichiste des revenus à leur source. Le travail n'est plus relié qu'à une certaine fraction de la valeur produite. La revendication de l'augmentation du Smic, venue tardivement, fut plus la revendication d'une protection sociale qu'une revendication salariale. Au grand étonnement du *Medef*, les patrons ne furent jamais interpellés.

Rapports de production et rapports de distribution : naissance de l'injustice

Cette lutte contre l'injustice de la « distribution des produits » s'est reliée aux rapports de production en mettant en avant la « distribution des éléments de production » : l'absence de propriété, l'absence de moyens de production, la dépendance vis-à-vis de l'emploi dépendant de la mobilité, la pauvreté et l'assignation territoriale (le crédit de la maison ou de l'appartement devenus invendables quand l'entreprise qui structurait la zone a fermé ou s'est délocalisée). « Aux yeux de l'individu, la distribution [il s'agit à la fois de la distribution des produits et de la distribution des instruments de production, Marx vient de définir les deux comme corollaires] apparaît tout naturellement comme une loi sociale qui fixe sa position au sein de la production [*nous y voilà* !, nda], c'est-à-dire le cadre dans lequel il produit : elle précède donc la production [*attention :* "*aux yeux de l'individu*"*, mais justement à partir des rapports de distribution et de leur injustice, c'est le point de départ*, nda]. L'individu n'a ni capital ni propriété foncière de par sa naissance : en venant au monde, il est voué au travail salarié par la distribution sociale. » (Marx, *Introduction de 1857*).

C'est essentiellement à partir de la révolte contre l'injustice, au travers de cette forme de la distribution (des instruments de production) liée à la distribution des produits (revenus) que le jeu

entre rapports de production et rapports de distribution peut être impacté de façon dynamique selon les circonstances historiques et locales. Une protestation contre l'utilisation de l'argent public, contre le peu d'investissement dans un quartier ou un « territoire », peut établir une relation dynamique dans le jeu entre rapports de distribution et rapports de production car c'est le rapport travail nécessaire/surtravail qui est en jeu : « Nous avons montré précédemment que, tout comme le travail de l'ouvrier individuel se partage en travail nécessaire et surtravail, le travail total de la classe ouvrière peut être, lui aussi, divisé de telle manière que la fraction qui produit la totalité des moyens de subsistance pour la classe ouvrière (y compris les moyens de production requis) accomplit le travail nécessaire pour toute la société. Le travail effectué par tout le reste de la classe ouvrière peut être considéré comme du surtravail. » (*Le Capital*, éd. Sociales, t. 8, p. 24). Revendiquer et obtenir des aménagements dans un quartier populaire, c'est revendiquer sur le partage entre surtravail et travail nécessaire et le modifier. Bien sûr la rente foncière surdétermine la chose et il n'y a pas que des prolétaires qui consommeront ces aménagements.

Différentes tendances peuvent se croiser dans un même mouvement, se combattre ou s'ignorer. Dans ce jeu, toutes sortes de circonstances peuvent intervenir, mais ce qu'il faut définir c'est sur quelle matière celles-ci interviennent. Il faut non seulement que cette matière soit susceptible d'être « dynamisée », mais encore il faut que ce soit cette matière elle-même qui, déterminant la spécificité présente de la crise, détermine les relations de classes qui vont dynamiser ou inversement absolutiser les rapports de distribution. Entre l'absolutisation et la réflexivité, il y a toujours une tendance qui prend le dessus et ce dès la naissance d'un mouvement de par ce qui constitue sa caractéristique centrale. Pour les Gilets jaunes, la transmutation politique de la revendication économique a conforté l'hégémonie de l'absolutisation des rapports de distribution avec toutes les déterminations qui vont de la valeur du travail à l'authenticité populaire.

Dans les mouvements tels que celui des Gilets jaunes, il faut approcher la « ligne de partage » délimitant dans quelle mesure d'une part, les rapports de distribution se désignent comme envers

des rapports de production et, d'autre part, dans quelle mesure ils s'absolutisent eux-mêmes comme la totalité de la réalité sociale. Cette absolutisation et ce qu'elle implique politiquement et culturellement ne vont pas de soi, l'envers est toujours présent. *C'est là que nous touchons à la racine des conflits survenus à l'intérieur de la révolte commune, dite interclassiste, et, sur cette base, à l'impossibilité d'une formalisation achevée du populisme*. Ces conflits ne peuvent être ni résolus ni disparaître.

L'unité s'impose comme communauté indépendante : la question de la représentation

Dans la révolte des Gilets jaunes, la « ligne de partage » se situait entre d'une part, un travail social et politique qui non seulement *entérine* le fait mais encore *érige* et *promeut* les rapports de distribution comme *pôle absolu* et, d'autre part, des luttes, des pratiques qui désignent les rapports de distribution précisément comme « *l'envers des rapports de production* », c'est-à-dire qui se situent dans la *réflexivité* entre ces deux types de rapports. Tout en sachant qu'il peut y avoir de nombreuses situations intermédiaires. La distinction peut traverser une même pratique et/ou un même groupe social (subdivisions de classe). Dans une lutte, elle peut être synchronique ou diachronique.

Face à l'absolutisation des rapports de distribution, la revendication contre l'injustice, la pauvreté, l'Etat dénationalisé, peut désigner les rapports de production *à l'intérieur même de la façon dont les rapports de distribution sont attaqués*. Et, il est impossible de dire que dans les mobilisations des Gilets jaunes la chose fut absente.

Il est exact que ce sont toujours les rapports de distribution qui sont au-devant, en premiers, parce que les individus *partent toujours de leur existence*. C'est vrai, les individus partent de leur vie quotidienne, de leurs revenus, c'est-à-dire des rapports de distribution, du fétichisme vécu comme un « destin ». Mais est-ce que les rapports de production sont forcément très loin de cela ? Il y a toujours jeu et non dichotomie entre rapports de production et rapports de distribution. Parmi les Gilets jaunes, la lutte contre l'injustice de la distribution s'est articulée avec les rapports de production. Comme compréhension de soi et de cette injustice, consciemment ou non, dans la pratique, dans les formes de son

modus operandi peu contrôlé. Dans le Vaucluse, Chalençon, le « porte-parole » éphémère, lui-même petit patron d'une forge avec deux salariés, s'est désolidarisé dès le dimanche soir (le 18 novembre 2018) de la poursuite des blocages en semaine … avant de se reprendre dès le lendemain.

Si ce n'est sur internet et sous pseudo, qui va aller dire à l'ouvrier retraité de la sidérurgie et à sa femme employée de collectivités qui ne bouclent pas leurs fins de mois et aident un peu leurs enfants au chômage qu'ils sont « nauséabonds » ? Il faut distinguer ce qui fait individuellement la présence importante d'ouvriers, retraités, employés (proportionnellement car en chiffres absolus les rassemblements et manifestations sont demeurés réduits par rapport à d'autres mouvements sociaux récents) et la configuration d'ensemble que construit, dans le contexte actuel, leur mobilisation. Il faut distinguer les motivations de cette présence et le discours *politique* qui en découle. C'est précisément en les distinguant que l'on comprend la nécessité de ce discours à partir de ces motivations.

La transmutation politique avec tout ce qui l'accompagne s'impose indépendamment de la volonté individuelle de chaque participant, c'est leur communauté indépendante d'eux, leur unité, qui existe ainsi de par leur présence et leurs motivations mêmes. Cette indépendance est le vecteur de toutes les reconstructions idéologiques découlant des rapports de distribution (voir *TC* 25, *Une séquence particulière*). Il faut encore préciser que dans un mouvement disparate comme l'était celui-ci, quand cette indépendance trouve dans une fraction du mouvement ses représentants et incarnation, elle est immédiatement contestée et remise en cause non seulement dans la personne des « représentants » mais *en tant que représentation même*.

« Malgré ses références récurrentes à la démocratie, le mouvement s'affirme bien plus comme un mouvement d'action directe que comme un mouvement pour la démocratie directe, même s'il n'y a pas forcément de contradiction entre les deux tendances. L'auto-organisation du mouvement, tant que les ronds-points en ont été l'axe majeur, est restée une auto-organisation de proximité sans formalisme, loin, par exemple de l'assembléisme de Commercy qui, avec le RIC comme revendication unitaire apparaissent plutôt comme des recettes pour une porte de sortie

par le haut d'un mouvement né par le bas, qu'une véritable perspective de développement et d'approfondissement du mouvement. » (*Temps Critiques*, février 2019[144])

Le 2 décembre 2018, un groupe de Gilets jaunes, parmi lesquels des figures de proue du mouvement a voulu se présenter comme porte-parole autour d'un « projet viable et crédible » : « Soyons raisonnable et offrons au gouvernement une porte de sortie à la crise. Nous formons un groupe de citoyens engagés qui constitue une représentation honnête de la France qui souffre et se sent délaissée. Nous voulons être les porte-paroles d'une colère constructive. Loin de toute radicalisation et en accord avec les 80 % de Français qui nous soutiennent, construisons un projet viable et crédible, dans l'intérêt de tous qui se fasse dans le respect des institutions de la Ve République, de l'ordre public, des biens et des personnes. » (*Le Journal du dimanche*, 2 décembre 2018, signé par dix personnes parmi lesquelles Benjamin Cauchy et Jacline Mouraud). Cette « délégation » a explosé en vol[145] comme toutes celles qui ont cherché à se constituer par la suite, quelles que soient leur coloration politique, leurs déclarations, leur composition, et leurs intentions. Le 17 décembre 2018, c'est Ingrid Levavasseur qui se fait violemment expulser de la manifestation après avoir souhaité constituer une liste en vue des élections européennes.

Représentation et violence

[144] Si nous nous retrouvons souvent, dans ce texte, en accord avec certaines analyses de *Temps Critiques*, c'est que leur erreur fondamentale sur la disparition de la loi de la valeur, de l'exploitation, des classes et de leur lutte (en fait on n'est jamais sûr de la chose à la lecture de leurs textes) leur permet d'aborder les luttes actuelles au niveau de la reproduction, même s'ils ne considèrent plus ce niveau comme celui de la *reproduction de l'exploitation* comme contradiction fondamentale entre les classes. Dans le texte que nous citons ici, dans un paragraphe précédent, on peut lire : « ...la conscience du mouvement des GJ n'est pas forcément moins avancée que celle des ouvriers ou salariés s'attaquant à des patrons précis. Les premiers s'attaquent directement à l'hyper-capitalisme, via l'Etat, alors que les seconds *en restent encore* [nous soulignons] à une conception de la domination reposant sur les mécanismes de l'exploitation. » Comme si la question du revenu, de la fiscalité, des services publics, de la précarité, n'était pas celle du partage entre travail nécessaire et surtravail, c'est-à-dire la question même de l'exploitation. Comme finalement, toujours dans leur ambiguïté, le reconnaît *Temps critiques* en écrivant dans un autre texte que le mouvement s'élève contre : « la rationalisation des coûts salariaux ».

[145] La plupart des membres de cette délégation prête à se rendre à Matignon ont renoncé pour « des raisons de sécurité ». (*Le Monde*, 5/12/18).

La violence qui a accompagné le mouvement n'est pas étrangère à sa détermination centrale, constitutive de toutes les autres, c'est-à-dire la cristallisation, sur la vie quotidienne, des contradictions de classes relevant de toutes les caractéristiques du mode de production capitaliste tel qu'existant à la suite de la restructuration des années 1970-1980. Ce qui en fait un mouvement irreprésentable, imperméable à toute forme de négociation et marginalement « revendicatif ». On peut évoquer bêtement les « casseurs parisiens », mais ce sont des gendarmeries qui ont été attaquées à Dijon ou à Montpellier, c'est la préfecture du Puy-en-Velay qui a été incendiée, c'est le ministère de Benjamin Griveaux (porte-parole du gouvernement) qui fut investi à la grande rigolade de tous les manifestants (15 jours après c'était toujours la grosse rigolade quand sur le B^{d} Saint-Germain, la manif est passée à toute proximité du lieu, etc.), c'est Abdel Zahiri, entraîneur des jeunes au football club d'Avignon qui prend 4 mois fermes, pour, selon l'accusation, « un coup de boule » sur le commissaire à la suite de l'invasion du Commissariat central d'Avignon le mercredi 16 janvier 2019 (*La Provence*, 19/1/19). Dans l'Est, les grandes villes comme Besançon, Strasbourg, Metz ou Reims sont restées plutôt à l'écart du mouvement, seule Nancy fait exception où le 22 décembre 2018, la police a été attaquée avec des fusées remplies de clous et de billes d'acier, mais les manifestants venaient des « territoires enclavés » comme la Meuse ou les Vosges. C'est dans les petites villes pauvres et marquées par la désindustrialisation comme Bar-le-Duc, Dole, Forbach, Thionville et surtout Charleville-Mézières que les affrontements avec la police ont été les plus nombreux et les plus violents. Dans le sud, drainant les petites villes alentours, le mouvement est le plus virulent à Tarbes, Perpignan, Narbonne, Montpellier, Nîmes et Avignon. En revanche, le nord de la France qui cumule tous les indicateurs sociaux de précarité, de désindustrialisation et de fin de mois difficile, n'a pas été un bastion du mouvement, si bien que, pour la police, « le calme de Roubaix apparaît comme une curiosité ». L'explication résiderait, « selon un cadre des services de renseignement » dans une très forte urbanisation et du fait que « la précarité y est telle que les aides sociales peuvent jouer un rôle d'amortisseur. Le mouvement des Gilets jaunes demeure majoritairement le fait d'actifs issus de la classe moyenne inférieure » *(« Gilets jaunes » :*

comment la police analyse le mouvement, *Le Monde*, 27-28/1/19). Notons que cette dernière appellation de « classe moyenne inférieure » est extrêmement vague dans la mesure où la participation ouvrière a été massive. On peut ajouter une troisième explication à ce bastion du Nord resté à l'écart : la forte présence dans les catégories sociales susceptibles de participer au mouvement de descendants d'immigrés dont la participation a été très faible (voir plus loin).

Deux métropoles échappent à la règle de la prédominance des villes petites ou moyennes : Toulouse et Bordeaux qui ont attiré les manifestants venant des villes périphériques. A Bordeaux, comme le raconte un policier spécialisé dans le maintien de l'ordre en Gironde, la plupart des manifestants ne sont pas bordelais : « "Chaque fois c'est pareil. Ils se regroupent et défilent, en passant par les quartiers les plus favorisés, et vers 17 heures, à la tombée de la nuit, les plus violents arrivent place Pey-Berland, où se situe la mairie. Ils font face aux forces de l'ordre et se mettent à tout dégrader. Ils s'attaquent à ce que représente la ville : un centre riche, entièrement rénové et un maire, Alain Juppé, qui a soutenu Macron. L'exclusion, ces dernières années, des petites et moyennes classes sociales a contribué à un sentiment antibourgeois qui se caractérise de temps à autre par des réflexions faites aux habitants aisés du centre de l'agglomération", note un officier de police, pointant les loyers devenus inaccessibles pour les salaires moyens, notamment sous l'effet de l'arrivée, à l'été 2017, de la ligne à grande vitesse, qui place désormais la ville à seulement deux heures en train de Paris. » (*idem*)

Pour le secrétaire général du Syndicat des commissaires de la police nationale : « Beaucoup de violences physiques sont commises par des gens lambda. […] Ce n'est ni l'ultradroite ni l'ultragauche qui structurent le mouvement » (*idem*). La violence ne fut pas « en marge » ou en « queue de cortège » mais au cœur des manifestations des Gilets jaunes, elle n'était pas « le signe d'une manif qui dégénère car dès le départ il y a usage de la violence contre les bâtiments publics symbolisant le pouvoir » (Leoni, épisode 6). A Valence (janvier 2019), quelques dames de la cinquantaine, voyant passer devant elles une dizaine de jeunes en noir et cagoulés, s'exclament en rigolant : « Ah ! Voilà les hordes sauvages ». Ce même jour, vers 13h, après une matinée animée par quelques avancées et reculs vers la Préfecture, et quelques

grenades, CRS au moment de la pause et Gilets jaunes prennent côte-à-côte le café au comptoir du seul bar qui était resté ouvert[146].

On sait que les condamnés pour violence étaient dans leur grande majorité « des inconnus des services de police » et des « primo-manifestants ». A la suite de la manifestation du samedi 16 mars 2019 sur les Champs Elysées, Macron, obligé d'interrompre son week-end de ski avec son épouse à la station de La Mongie pour rentrer précipitamment à Paris, déclare : « Nous avons aujourd'hui des gens qui essayent par tous les moyens d'abîmer la République pour casser, pour détruire au risque de tuer ([donc on « abîme la République » en cassant les vitres et les tables du Fouquet's, nda]. *Tous ceux qui étaient là se sont rendus complices* [nous soulignons]. » (*Le Monde*, 19/3/19)[147]. « Quand un groupe de black blocs remonta l'avenue dans la matinée pour aller charger les forces de l'ordre place de l'Etoile, il fut salué par les applaudissements de la foule. […] Ils étaient désormais des milliers à penser que l'incendie d'une Porsche, d'une banque ou le saccage de magasins de luxe étaient bien légitimes face à la violence "*du système*" » (*idem*). Pour en revenir au lien entre violence et représentation : dans leur quasi-totalité aucune manifestation n'a été déclarée. Qui aurait pu le faire ?[148]

Si l'on peut qualifier d'interclassisme le front qui s'est constitué entre certains salariés et indépendants précarisés (caristes, aides-soignantes, artisans, intérimaires, chauffeurs routiers, caissières, ouvriers, femmes de ménage, etc.), les cadres et les professions dites intellectuelles sont restés hermétiques au mouvement. Non seulement la « classe moyenne » s'est profondément fracturée, mais son existence même a été mise à mal. La dite classe moyenne présentée par tous les politologues comme le fondement de la démocratie et en France du « pacte républicain » a pratiquement dénoncé le mensonge qui le fonde tout en réclamant sa refondation. Dès qu'il s'agit de vie quotidienne qui ne connaît pas les « partenaires sociaux », la violence est à la fois le signe de l'impossibilité de la structuration du mouvement et le rejet de la représentation.

---

[146] Guiness parfaitement servie et excellent *Fish and chips*.

[147] La dite République s'est faite en saccageant les Tuileries le 10 août 1792.

[148] Thomas Branthôme dans *La genèse des libertés sociales. Le droit de s'associer face à l'impératif d'ordre*, donne une histoire passionnante du droit de manifestation en France depuis 1792 : « transmuer la colère révolutionnaire en expression démocratique ». (voir *Le Monde,* 21/3/19).

Dans un entretien au *Monde* (13-14/1/19), Stéphane Sirot[149] déclare : « Face à des contestations institutionnalisées, les résultats sont nuls[150], seules des pratiques radicales, voire violentes peuvent inciter le pouvoir politique à modifier ses choix. Si les Gilets jaunes étaient restés tranquillement dans leur coin, comme les syndicats, le gouvernement aurait attendu que ça se calme. […] Le nombre de blessés et de mutilés est du jamais-vu depuis un demi-siècle ». Si les Gilets jaunes ne sont pas restés tranquilles dans leur coin, c'est qu'il n'y avait pas le terrain commun qui supporte toute négociation entre « *partenaires* ». Le 6 décembre 2018, la CGT signait un texte commun avec six autres organisations – CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU – condamnant les violences et invitant le gouvernement à « *garantir enfin de réelles négociations* » (*Le Monde,* 28/12/18) ; l'association *Réalités du dialogue social* qui rassemble des directeurs de ressources humaines de grandes entreprises et des syndicalistes déclare quant à elle le 14 décembre : « Le risque est grand que se répande l'idée selon laquelle la violence serait le meilleur moyen – voire le seul – pour se faire entendre et arriver à ses fins » (*idem*). Mais, quand il s'agit d'un mode de vie, il n'y a rien à négocier, sauf son amélioration, l'étrangeté des uns et des autres demeure.

Représentation et politique

Il est remarquable qu'avec un point de départ qui a pu apparaître comme semblable, les évolutions ont été absolument différentes entre le mouvement des Gilets jaunes en France et celui du « *Vaffa day* » (journée du « Va te faire foutre ») en Italie en septembre 2007. Né de cet élan, puis du mouvement des « *forconi* » en décembre 2013, le *Mouvement 5 étoiles* est momentanément arrivé au pouvoir en Italie, après avoir franchi toutes les étapes institutionnelles. En France, le mouvement des Gilets jaunes n'a pas suivi le même chemin et n'a jamais été susceptible de donner naissance à un mouvement comparable, malgré la tentation du parallèle. En Italie, l'agrégation de

[149] Stéphane Sirot est l'auteur du très bon *La Grève en France, une histoire sociale XIX^e^-XX^e^ siècle*, éd. Odile Jacob, 2002, à la lecture duquel on peut associer celle de Michelle Perrot : *Jeunesse de la grève, France 1871-1890*, éd. du Seuil, 1984.

[150] Au printemps 2018, 6 mois avant l'irruption du mouvement des Gilets jaunes, malgré les grèves orchestrées par la CGT dans son bastion de la SNCF, le projet de loi relatif aux embauches et aux retraites n'a pas été retiré.

différentes colères (anti-Berlusconi, anti-austérité, hostilité aux grands travaux et à la privatisation de l'eau et surtout aux privilèges de la caste au pouvoir à Rome) s'est cristallisée en mouvement politique autour d'une personne charismatique, Beppe Grillo. Rien de semblable en France avec les Gilets jaunes, toute représentation et, encore plus, toute personnalisation ont été chaque fois que la chose s'est présentée immédiatement éliminée. Début février 2019, Luigi Di Maio, à l'époque vice-premier ministre italien, rencontre subrepticement Christophe Chalençon à Montargis en France en tant que porte-parole de la liste RIC (Ralliement d'initiative citoyenne) en vue des élections européennes dont la tête de liste est Ingrid Levavasseur. Cette dernière dénonce immédiatement Chalençon comme n'ayant aucun lien avec la liste RIC : « La mayonnaise lui est montée au cerveau », dit-elle. Malgré l'appui d'un vice-premier ministre italien et les tentations politiques, la représentativité de Levavasseur ou de Chalençon est quasiment nulle (voir *Le Monde,* 8/2/19).

Il faut dire que les dix années qui se sont écoulées entre 2007 et 2018 ont totalement modifié le paysage et les possibilités politiques en France, en Italie ou en Espagne ; aucune « étoile », ni aucun *Podemos* ne pouvait naître des Gilets jaunes. En ce qui concerne *Podemos*, le mouvement des « Indignés » et de l'occupation des places ne mobilisait pas les mêmes catégories sociales que les Gilets jaunes ; en ce qui concerne le « *Vaffa day* », la différence est beaucoup moins évidente. Entre 2007 et 2018, ce qui s'est totalement effondré, aussi bien en Italie qu'en France, ce sont les mécanismes de délégation et de représentation rattachés à la gestion des conflits. Ce sont les Etats eux-mêmes qui ont mis en œuvre un programme de destruction de toutes les instances et institutions de la représentation démocratiques. Progressivement, la politique se trouve confrontée à un mur qu'elle a elle-même dressé. N'oublions pas qu'avec la crise des dettes européennes, en quelques jours, ont été débarqués en Espagne, en Grèce, en Italie, des chefs de gouvernement absolument légitimes selon les Constitutions et usages en vigueur. Il ne s'agissait que d'un symptôme. Non seulement plus personne ne croit en la délégation et la représentation politiques, mais encore, ce ne serait là qu'une question de croyance s'il ne s'agissait pas en réalité d'une évolution des contradictions qui désignent la vie quotidienne comme leur lieu. Pour parodier Debord en inversant sa formule :

tout ce qui est directement vécu ne s'éloigne pas dans une représentation.

La pire gesticulation militante a été de chercher à imposer des Assemblées générales centralisées par région, contre la volonté de la plupart des participants au mouvement des Gilets jaunes qui savent qu'un rond-point occupé est un Comité et un lieu d'action à lui tout seul et que les seules questions à se poser sont pratiques : celles des mesures à prendre, des approvisionnements, de l'organisation pour poursuivre l'occupation et les actions qu'elle se donne[151].

La politique des Gilets jaunes

Que la politique soit la résultante fréquente des luttes interclassistes ne signifie pas que la politique en soit définitoire. C'est parce que des contradictions sociales se coagulent à un moment comme politique que la politique est alors le contenu de l'interclassisme, ce n'est pas l'interclassisme qui est nécessairement politique. D'autant plus que, dans le cas du mouvement des Gilets Jaunes, c'est attribuer aux classes moyennes « traditionnelles » engagées dans ce mouvement ce que l'on attribue d'ordinaire aux classes moyennes salariées de l'encadrement du procès de travail et de la reproduction sociale. Le mouvement des Gilets jaunes est bien politique, mais cette politique il faut l'expliquer autrement que par la propension des « classes moyennes » à monopoliser la politique (ce qui en plus n'est pas le cas et totalement hors de propos en ce qui concerne les « classes moyennes » engagées dans le mouvement des Gilets

[151] Même lors de l'Assemblée de Commercy (26-27 janvier 2019), un Gilet jaune du Doubs déclare qu'il n'y a plus qu'un seul rond-point occupé, les autres ayant été évacués par la police : « On se retrouve le samedi matin pour une AG d'une soixantaine de personnes puis on part en manif l'aprem.». Cependant : « On est parasité avec des tensions par une "Union Grand Est" qui voulait mettre en place des manifs tournantes. » Inspirée de l'appel de Commercy, cette "Union" se réunit pour la première fois le jeudi 28 février 2019 à Maizières-les-Metz (Moselle) avec 70 délégations.

Jaunes). « Si par exemple le RIC – référendum d'initiative citoyenne -- parvient à s'imposer comme une revendication centrale [ou plutôt unifiante, nda] du mouvement, cela doit être compris comme une victoire de classe de la fraction qui trouve son intérêt dans la politique, et qu'il serait simpliste de qualifier de "classe moyenne". » (*Gilets jaunes et théorie*, *thèses provisoires sur l'interclassisme dans le moment populiste*, thèse 5, blog *Carbure* et sur Dndf).

La toute « petite bourgeoisie « (à différencier de ce que l'on désigne habituellement comme « classes moyennes ») pouvait alors, dans le mouvement, au nom du peuple et de ce qui s'en suit, apparaître *hégémonique*, c'est-à-dire fixer le cadre général de la revendication et celui des conflits (et de leurs termes) pouvant intervenir au sein même du mouvement. Parodiant Hegel (*Principes de la philosophie du droit*, § 297), on peut écrire qu'elle devenait « l'intelligence cultivée et la conscience légale (juridique) de la masse du peuple ».

C'est paradoxalement là où, attaquant l'Etat, le mouvement apparaît comme le plus « radical » qu'il se définit et se limite comme le peuple. Pour le peuple, l'Etat apparaît comme ayant une double fonction : dictature d'une classe et reproduction de toute la société avec l'apparente neutralité des organes assurant cette reproduction. Dans cette pensée spontanée, ces organes sont neutres et non, dans leur existence même et leur forme, ceux d'une dictature de classe. En conséquence, s'ils ne fonctionnent pas « comme ils devraient », comme un « service public », comme un « bien commun », c'est qu'ils sont préemptés, détournés et pervertis par une clique, une caste.

Il ne s'agirait plus alors que de ramener l'Etat dans le peuple et le peuple dans l'Etat[152]. *Dans le mouvement des Gilets jaunes,*

[152] « Quand on dit "les affaires générales de l'Etat", cela fait naître l'apparence que les "affaires générales" et l' "Etat" sont quelque chose de *différent*. Mais l'*Etat* est l' "affaire générale", donc en réalité les "affaires générales". [...] La question de savoir si "*tous* doivent *individuellement* prendre part à la discussion et aux décisions des affaires générales de l'Etat" est une question qui découle de la séparation de l'Etat politique et de la société civile. Nous avons vu que l'Etat existe *uniquement* comme *Etat politique* et que la totalité de l'Etat politique est le *pouvoir législatif*. Participer au pouvoir législatif, c'est donc participer à l'Etat politique, c'est démontrer et réaliser son *existence* comme *membre de l'Etat politique*, comme *membre de l'Etat*. Que tous doivent participer *individuellement* au pouvoir législatif, ce n'est rien d'autre que la volonté de *tous* d'être des *membres réels* (des membres actifs) *de l'Etat* ou de se donner une existence *politique* ou de démontrer et de réaliser leur

l'auto-organisation et la démocratie directe ont répondu au déclin des « pouvoirs intermédiaires », à l'effondrement des « organisations représentatives », à l'atomisation liée aux rapports de distribution. Le fameux « sac rempli de pommes de terre qui ne forment qu'un sac de pommes de terre » (Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, éd. Sociales, classique du marxisme, p. 105 ; Pléiade, t. IV, p. 533) s'est affirmé comme sac. Ce ne fut pas une auto-organisation seulement « par défaut », mais aussi par nécessité de ceux et celles qu'il fallait « rassembler ». Parlant du paysan parcellaire et de son ralliement enthousiaste à Louis Bonaparte, Marx ajoute : « Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, *ils doivent être représentés* [nous soulignons] » (*ibid*). « Le 10 décembre 1848, ce fut le jour de l'insurrection paysanne [le sac de pommes de terre, nda]. [...] Avec des drapeaux, musique en tête, ils se rendirent aux urnes en criant : "Assez d'impôts, à bas les riches, à bas la République, vive l'empereur !". Derrière l'empereur se cachait la jacquerie. La République qu'ils balayaient par leur vote, c'était la *République des riches* [souligné dans le texte] » (Marx, *Les luttes de classes en France*, Pléiade, t. IV, p. 273). Le sac existait bien, il n'était qu'une somme de pommes de terre, mais personne n'a « représenté » les Gilets jaunes : un populisme sans leader.

Un populisme inabouti

Si l'interclassisme tend au populisme, dans le mouvement des Gilets jaunes ne se sont formalisées que des tendances au populisme, ce dernier ne s'est jamais réellement constitué comme unification politique du mouvement. Le populisme du travail respectable et du capital mérité doit se prouver comme la représentation en acte de la « communauté du peuple », et cela en produisant le peuple contre l' « impopulaire », le « non-citoyen ». D'un côté, la finance, les élites politiques de la démocratie *représentative*, les bobos des centres-villes et les grands capitaines d'industrie, de l'autre, le travail, la famille, la justice économique,

existence comme existence *politique*. [...] Que la société civile pénètre donc *en masse* et, si possible, *tout entière* dans le pouvoir *législatif*, que la société civile réelle veuille se substituer à la société civile *fictive* du pouvoir législatif, ce n'est pas autre chose que la tendance de la société civile à se donner une existence *politique* ou à faire de *l'existence politique* son existence réelle. » (Marx, *Critique de la philosophie de l'Etat de Hegel*, éd. Costes, pp. 240-241).

la communauté nationale, la respectabilité du travail, la république et la *souveraineté rendue au peuple*.

Dans la conjugaison habituelle des termes du populisme, il faut noter, chez les Gilets jaunes, une grande absence : la distinction entre le « peuple travailleur » et les « assistés » dont les immigrés et leurs descendants, même si ces derniers ont été largement absents d'un mouvement qui bien souvent se déroulait à leur porte. Il est vrai que dans le texte envoyé jeudi 29 novembre 2018 au gouvernement par une délégation du mouvement, même si cette « délégation » a fait long feu, on pouvait lire que « vivre en France implique de devenir français » et que les « déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine » (*Le Dauphiné libéré*). Il s'agissait également de demander l'ouverture de centres à l'étranger pour traiter les demandes d'asile, et si le fantasme du Pacte de Marrakech n'était pas une question centrale du mouvement, l'opposition à celui-ci y était bien présente[153]. Les pratiques militantes du Comité Adama qui recherchait une visibilité politique n'y ont pas changé grand-chose, ni le fait que le 1er décembre 2018 des jeunes de banlieues et des Gilets jaunes se soient *côtoyés*. Sur les ronds-points bloqués, souvent en périphérie des agglomérations, à deux pas si ce n'est au cœur des cités, on ne voyait personne en venir. Il est vrai cependant que le samedi 8 décembre, les manifestants Gilets jaunes ont souvent repris la position à genoux, mains sur la tête, des lycéens agressés par la police à Mante-la-jolie, en demandant souvent en même temps (Marseille, le 8 décembre, devant la préfecture) aux CRS de se joindre au mouvement. Pour parler le jargon de *Théorie Communiste*, il y avait de la « conjoncture » dans l'air dans ce mouvement, il y avait même surtout de « l'idéologie par laquelle le combat est mené à terme », mais la multiplicité des contradictions

[153] « Partant du postulat que le nombre de migrants internationaux ne peut qu'augmenter, un Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières a été adopté par 152 pays à Marrakech en décembre 2018. Cinq pays – Etats-Unis, Hongrie, République tchèque, Pologne et Israël – l'ont rejeté ; douze pays, parmi lesquels l'Algérie, l'Autriche, l'Italie et l'Australie, se sont abstenus. Ce pacte souligne les avantages de la migration "pour les migrants eux-mêmes, les communautés d'accueil et les communautés d'origine", tout en reconnaissant les "défis importants" qu'elle soulève pour l'ensemble des acteurs. Non contraignant juridiquement, ce pacte promeut une approche pour ainsi dire managériale des flux migratoires en mettant l'accent sur leurs coûts et bénéfices. » (Thomas Gomart, *Guerres invisibles*, éd. Texto, p. 144).

et les instances différentes à l'œuvre se sont côtoyées et n'ont annoncé aucune « unité de rupture ».

C'était un mouvement qui se réclamait du *travail*, le « vrai », celui qui assure la dignité face aux « têtes d'œuf » et autres parasites qui dirigent l'Etat, mais, à la différence du programmatisme (les temps ont changé), sans concevoir le travail comme le fondement de l'identité collective de ses membres et comme la base d'une société juste et égalitaire pour laquelle combattre.

Le populisme se définit essentiellement comme la volonté d'abolition, *dans la politique*, de la distinction entre les mouvements sociaux et l'action politique, volonté d'abolition de la séparation entre l'Etat et la société, l'Etat et la lutte des classes. C'est l'Etat comme société civile[154].

L'Etat populiste est, plus que l'Etat démocratique ou « totalitaire », précisément celui qui ne se consacre pas exclusivement à la politique. Il fait de la société civile une partie prenante de l'Etat ; abolition dans la politique ne signifie pas qu'il est exclusivement politique. L'intégration politique des rapports de production comme société civile est vis-à-vis de l'Etat la forme de médiation des rapports de production tels qu'ils impliquent et visent (nécessitent) l'existence de l'Etat. L'Etat « démocratique ordinaire » pourrait être, lui aussi, dit « exclusivement politique », ce qui les distingue ce n'est pas que l'un serait « exclusivement politique » (le populiste) et l'autre non. Ce qui différencie l'Etat « démocratique ordinaire » (celui de la représentation et de la

[154] On peut produire le concept de l'Etat *à partir du capital,* puis le produire comme *nécessaire dans ce qui le produit*, mais il faut ensuite poser l'activité de l'Etat comme *transformation par l'Etat du procès qui le produit*. Même considéré comme un moment de ce procès, l'Etat ne peut laisser tel quel le procès du capital qui le produit. Etant donné dans le procès qui le produit, l'Etat pose lui-même en tant qu'élément du procès de production et de reproduction du capital la transformation des rapports sociaux, qui se définissent dans ce procès, en rapports sociaux existant par rapport à lui, l'Etat. Le résultat de cette transformation c'est la « *société civile* », en tant que médiation de l'Etat aux rapports de production. La société civile est la forme nécessaire que prennent les rapports de classes en ce qu'ils impliquent l'existence de l'Etat qui s'en sépare et est une abstraction par rapport à eux. Par *société civile* nous entendons l'ensemble des instances, associations, organisations, institutions, dispositifs de négociation et de traduction des conflits, par lesquels les rapports de production du mode de production capitaliste existent, dans leur histoire spécifique sur une aire nationale, en tant que représentation et articulation de leur reproduction vis-à-vis du pouvoir politique et des appareils directement étatiques.

délibération comme constitution de la « volonté générale »[155]) de l'Etat populiste où la « volonté générale » est conçue comme une émanation spontanée et naturelle du peuple, c'est qu'ils n'ont pas, dans leur médiation aux rapports de production qu'est la société civile, le même rapport aux rapports de production. Dans l'Etat populiste, c'est la politique qui est identifiée à l'économie et investie par elle, même si en fait tout devient « politique ». Perón, le prototype de l'Etat populiste, fut bien loin de se consacrer exclusivement à la politique, de même que Khomeyni et ses successeurs. Comme n'importe quel Etat, l'Etat populiste assure le bon fonctionnement de la société capitaliste mais, à son niveau et dans ses termes, en se présentant comme la suppression ou l'absorption communautaire des contradictions de cette société (cette communauté peut être aussi bien celle du travail que de la race ou de la religion)[156]. Tout Etat fonctionne comme la représentation de l'intérêt commun et de l'universalité, l'Etat populiste le fait d'une certaine façon qui n'est pas celle de l'Etat démocratique, ni de la jamais pure et simple dictature. Le populisme n'est pas plus forcément un compromis de classes que

[155] Rousseau dans *Le Contrat social* différencie « volonté générale » et « volonté populaire » ou « volonté majoritaire ». Ce qui n'est pas sans importance dans le fonctionnement et l'acceptation idéologique de l'Etat démocratique.

[156] Contre la démocratie, le populisme refuse de reconnaître comme irréductibles les contradictions et les scissions de la société, et d'accepter leur pacification dans l'État par la médiation du citoyen. Pour le populisme, la société est une communauté directement prise en charge et représentée en tant que telle dans l'État. La communauté, c'est le peuple contre les classes sociales d'un côté, et contre le citoyen de l'autre (les « deux Satans » de l'Etat islamique iranien). Cependant ce peuple comme communauté n'est pas un état, un donné, il doit être construit par la réunification, la réconciliation, de ce qui a été séparé, disloqué : la société et la religion, le public et le privé, l'économie et la morale, la technique et le culturel, les masses et les élites, etc. En tant que mouvement politique et idéologique, le populisme se constitue sur les limites des luttes du prolétariat et se retourne contre lui. C'est l'action du prolétariat dans ses luttes revendicatives et de pression sur l'État, ainsi que dans ses tentatives d'organiser la société selon ses besoins et intérêts, qui produit le peuple, et le peuple, qui n'admet pas les contradictions, les conflits et les scissions en son sein, se retourne contre lui. Mais ce peuple n'est pas un donné, n'est pas une classe sociale, ni même un groupe sociologique, il est à construire et à représenter. Par là, il devient l'apanage de la seule classe susceptible d'unifier les contradictions sociales et de les reproduire, parce qu'elle tient les clés de l'autoprésupposition du capital : la bourgeoisie. Celle-ci peut déléguer, de façon parfois conflictuelle, la direction du mouvement aux classes moyennes, ou à des catégories sociales mieux à même de le représenter, parce qu'adéquates à son contenu, comme les religieux, ou dans d'autres contextes l'armée, ou le syndicat. (voir, Théo Cosme, *De la politique en Iran*, éd. Senonevero, pp. 69-70).

ne l'était l'Etat du welfare. L'Etat est toujours séparé de la société, le problème et l'instabilité de l'Etat populiste sont de se vouloir comme non-séparation, en cela il est traversé par la lutte des classes, c'est sa faiblesse inhérente, il n'en demeure pas moins toujours, sans compromis (même occasionnel), l'Etat de la classe dominante[157].

Le populisme n'est pas une sortie de crise, dans les tendances actuellement existantes, il n'est qu'une éventuelle mise en forme de la crise, ou, peut-être, une phase de transition au sein de laquelle peuvent se préparer les conditions de la restructuration, une forme de « mise au pas des prolétaires », une intégration des conflits de classe dans la politique. Mais ce n'est pas un passage obligé de la lutte des classes.

La profonde hétérogénéité de départ du mouvement des Gilets jaunes et l'absence d'une volonté d'existence dans la politique qui aurait inclus la représentation, en ont fait un « populisme » inabouti. Cela malgré la formalisation politique des motivations

---

[157] « L'Etat capitaliste est non seulement distinct de la société mais il en est *séparé*. C'est une « machine », un « appareil », un « instrument » comme le disent les *Luttes de classes en France* et *Le 18 Brumaire*. Même si le mot « instrument » ne plaît pas (il est de bon ton de prendre ses distances avec un mot aussi trivial), l'Etat est séparé car il est, comme dit Marx « un instrument » dont la classe dominante se sert pour perpétuer sa domination de classe. En vérité la coquetterie intellectuelle vis-à-vis de la définition de l'Etat comme instrument, *c'est-à-dire gourdin*, n'est que le supplément apologétique d'illusions éclectiques sur la lutte de classe se voilant dans le manteau radical, mais en réalité réformiste, de la lutte des classes traversant toutes les instances de la société et pourquoi pas l'Etat lui-même.
Tout instrument est séparé. Séparé de quoi ? Toute la question est là.
L'Etat n'est pas simplement séparé de la société, il est *séparé de la lutte des classes*. Il en est séparé puisqu'il est fait pour ça. On ne peut imaginer un instrument utilisé par la classe dominante et qui ne serait pas séparé de la lutte des classes, il risquerait d'éclater entre ses mains à tout instant. Il faut à l'Etat cette séparation pour pouvoir intervenir dans la lutte des classes et dans toutes les directions : non seulement contre la classe ouvrière afin de maintenir le système d'exploitation, mais aussi, éventuellement, dans les luttes intérieures à la classe dominante, contre ses divisions. Pour remplir sa fonction d'instrument au service de la classe dominante, l'appareil d'Etat doit, même dans les pires circonstances, et dans toute la mesure du possible, être séparé de la lutte des classes, retiré d'elle autant que faire se peut, pour pouvoir intervenir non seulement contre la classe exploitée, mais aussi contre les menaces des formes que la lutte des classes peut prendre au sein de la classe dominante elle-même. Qu'il soit fait pour ça, cela s'inscrit dans la structure de l'Etat, dans la hiérarchie de l'Etat. » (Théo Cosme, *De la politique en Iran*, éd. Senonevero, pp. 148-149)

économiques. *Il s'adressait à l'Etat tout en refusant d'exister dans la politique*[158].

« Le populisme peut très bien exister avec l'intégration politique de larges fractions du prolétariat : c'est même sa fonction. Cependant, le prolétariat, qui est la classe qui porte la contradiction du mode de production, y introduit un élément d'instabilité permanente, en ce qu'il est le lieu du conflit permanent qui nous oppose au capital, l'exploitation : aucune partie stable ou intégrée du prolétariat n'a la garantie de le rester longtemps. […] Le prolétariat, qu'on le veuille ou non, ne se laisse pas absorber paisiblement dans l'ensemble du corps social. » (*Gilets jaunes et théorie*, *thèses provisoires sur l'interclassisme dans le moment populiste*, thèse 6, blog *Carbure* et sur Dndf). Laissons de côté le prolétariat « porteur » de la contradiction ou « le lieu du conflit permanent », ce qui renverrait à une nature révolutionnaire, il n'est qu'un « pôle » de la contradiction, mais c'est en cela que dans son hétérogénéité et sa segmentation, il introduit maintenant (nous ne sommes plus dans les années 1930 ou dans les prémisses du welfaro-fordisme) « *un élément d'instabilité permanente* » dans l'interclassisme et dans les mouvements populistes. « Le caractère contradictoire des intérêts particuliers susceptibles d'entrer en conflit se résout alors soit dans le chaos, soit dans la politique, mais cela ne se fait que sous la domination de la classe capitaliste et de ses clients. » (*idem*). Plus loin, le même texte précise : « Le prolétariat, en raison même de sa segmentation et de la présence en son sein de couches précarisées voire "exclues" socialement, menace sans cesse la cohésion de ces mouvements, il devient un facteur de désordre. ». Cependant, il s'agissait toujours de pouvoir « faire peuple » et, sans que le mouvement des Gilets jaunes ait pratiqué le moindre ostracisme, il s'est opéré dans sa participation une sorte de sélection sur ce critère : « faire peuple », tout le monde n'en a pas la même possibilité.

Dans le populisme, l'intégration *politique* du prolétariat est une contradiction insoluble de par les conditions mêmes requises par

[158] Le rapprochement avec le poujadisme des années 1950 est un fantasme. Le poujadisme était clairement organisé autour des petits patrons et des commerçants, ce qui n'était pas le cas des Gilets jaunes en 2018, leur poids social était incomparable avec ce qu'il est actuellement. Tout le contexte social, économique et politique était différent. La référence au poujadisme n'est là que pour éviter toute question gênante sur l'interclassisme et pour justifier un jugement a priori.

l'intégration : « Cette impossibilité d'intégration effective du prolétariat et la nécessité persistante de lui donner une définition qui le rende intégrable, produit dans des mouvements interclassistes qui se structurent "par en bas", comme celui des Gilets jaunes l'a été, une tendance interne à la rupture avec la dynamique intégrative du populisme. » (*idem*). Les difficultés intrinsèques à l'intégration politique du prolétariat déterminent également les tensions internes au mouvement des Gilets Jaunes. Son incapacité « à se cristalliser autour de revendications univoques et donc de figer politiquement sa nature populiste, tient autant à sa composition de classe qu'à l'impossibilité de faire tenir ensemble revendications et volonté de destitution du gouvernement. » (*idem*).

Ce que certains ont appelé « la grammaire populiste », celle du « peuple » contre les « élites » représente l'offensive idéologique la plus proche et la plus apte actuellement à constituer une contre-hégémonie s'exprimant dans un discours qui donne de la cohérence à une rencontre de catégories sociales qui était improbable.

« Sur la forme (blocage des flux, occupation sauvage des ronds-points, péages et rocades, émeutes non-déclarées en Préfecture [sic] et combativité), il paraît évident que le mouvement des Gilets jaunes est significatif de ce qui vient. Les "mouvements sociaux" intersyndicaux n'arrachent plus rien ou presque depuis plus de vingt ans. Les manifestations plan-plan, issues de la contre-culture ouvrière et de son identité auparavant structurante, ne vont plus pouvoir être hégémoniques. L'impossibilité pour la politique de se sortir des périodes de crises sinon par la répression, la propagande et la construction idéologique d'unités nationales rances, mènera à un moment ou un autre ces dynamiques de luttes à leur propre débordement. […] Le levier économique n'étant plus qu'un levier de stabilisation par nature instable car devenu incontrôlable d'un point de vue régalien et national (plus encore qu'il ne l'a jamais été), la politique va progressivement se confronter à un mur. Le nationalisme économique dans ses échecs, devra faire ses preuves sur le terrain "sociétal", en particulier celui de la chasse aux migrants [et de "l'identité nationale", nda] ». (*Crise qui vient, souffle et Gilets jaunes ; où va-t-on ?*, publié le 11 janvier 2019 sur *lundimatin*)

Cependant, le même texte souligne que : « Les tentatives de contre-révolution populistes, voire post-fascistes, à l'image du

Mouvement 5 Etoiles en Italie, du mouvement pour le Frexit [*sic*, lisons plutôt Brexit, nda] en Angleterre, du gouvernement d'Orban en Hongrie, et plus généralement de la montée de l'extrême droite dans les pays centraux de l'accumulation, ne semblent pas parvenir à calmer la situation ni à catalyser sur le long terme les populations à travers l'idéologie nationaliste. Même quand cela marche pour un temps (et nous ne sous-estimons pas ici les dangers de ce "temps" aussi "court" soit-il…), les problématiques sociales refont surface et la contestation renaît de ses cendres (cf. la lutte contre la loi travail d'Orban depuis fin 2018, malgré la météo et la mainmise totale du gouvernement sur les médias locaux). […] *Le populisme ne sera pas la contre-révolution* [nous soulignons], puisqu'il ne propose (pour l'instant du moins) aucune réponse économique réelle. Une contre-révolution c'est avant tout une restructuration du cycle d'accumulation, des bases sur lesquelles celui-ci se construit, s'étend et se consolide. Or, si ce n'est de l'idéologie, souvent rance, le mouvement populiste ne s'impose jamais sur la scène économique, elle-même ultra-complexifiée, inter-connectée et donc aux apparences immuables depuis la restructuration des années 1980 : à quoi d'autre que des effets d'annonces suivis de reculades ont mené le Brexit et l'élection de Syriza ? En réalité, le protectionnisme est inapplicable en l'état actuel des choses et tout le monde là-haut le sait, c'est peut-être aussi pour cela qu'ils flippent… » (*idem*)

Il y avait bien une dimension populiste dans le mouvement des Gilets jaunes, mais celle-ci est demeurée incomplète et inaboutie. D'abord parce que les problématiques sociales n'ont pas eu besoin de « refaire surface » dans la mesure où elles furent toujours présentes et empêchèrent le mouvement, par les conflits générés en interne et face à l'Etat, de se figer dans une pratique et une idéologie commune. Ensuite parce qu'il n'y a pas de programme économique populiste : la « justice fiscale » et « on voudrait vivre mieux » ne font pas un programme. Et, enfin, parce qu'aucune représentation fixant politiquement le mouvement n'a été possible. Il y avait bien des revendications mais pas de programme, la chose ne peut pas être mieux dite que par cette communication des Gilets jaunes du Mas d'Azil lors de l'Assemblée de Commercy : « Cela fait déjà plusieurs mois qu'on soulève les problèmes, il y a des gens qui sont payés pour les régler : c'est à eux de le faire ! On n'a pas à proposer de faire le boulot à leur place ! Quand on dit qu'on veut

des transports gratuits on n'a pas à leur donner la solution de comment faire ! ».

Le RIC et 1789

Quand la cible n'est pas la classe capitaliste mais l'Etat qui redistribue mal les richesses, la cause de cette injustice serait le défaut de démocratie. Nous sommes là dans les limites du mouvement auxquelles se rattachent à la fois les références symboliques constantes à la Révolution de 1789, la référence définitoire du populisme à l'imaginaire d'une communauté nationale comme moyen de se passer de la politique parlementaire, l'apparition de la revendication du RIC mais aussi l'affirmation du mouvement comme « anonymat politique ».

« La seule tradition révolutionnaire qui semble permettre de reconstruire un imaginaire politique commun n'a rien à voir avec les mouvements ouvriers ; elle puise dans le récit national sur la révolution fondatrice de 1789. Sans doute faudrait-il se garder de surinterpréter l'omniprésence de drapeaux français et la reprise incessante de la Marseillaise dans les blocages, les cortèges et les émeutes. Quand les premiers résultats d'enquête nous apprennent que seuls 12,7 % des Gilets jaunes sondés se disent de droite, et 5,4 % d'extrême droite, ces symboles nationaux peuvent aussi être vus comme des insignes brandis par défaut, parce que ce sont les seuls que l'on partage, et comme pour revendiquer *une forme d'anonymat politique ainsi qu'une rupture avec les partis et syndicats existants* [nous soulignons]. En l'état actuel des choses, ces références à la nation révolutionnaire indiquent que le déclin de l'identité ouvrière depuis la fin des années 1970 implique un oubli de l'histoire du mouvement ouvrier par une grande partie du prolétariat. […] Par conséquent, l'identification avec une tradition révolutionnaire opposant le peuple au roi Macron n'implique pas que l'ensemble du mouvement se construise autour de l'affirmation d'une communauté nationale préexistante… » (Des communistes réunis entre l'acte IV et l'acte V, *Thèses sur les Gilets jaunes*, 15 décembre 2018).

Ce n'est pas « par défaut » (Leoni, épisode 4 : les explications « par défaut » ne sont jamais des explications), comme s'il s'agissait d'une excuse, que la lutte des Gilets jaunes se réfère à la grande Révolution et à la Marseillaise : « La Révolution française

fait exister durablement l'idée de révolution [à la différence des Pays-Bas, de l'Angleterre ou des Etats-Unis, nda] non pas comme le passage d'un régime à un autre, une parenthèse entre deux mondes, mais comme une culture politique inséparable de la démocratie, et comme elle inépuisable, sans point d'arrêt légal ou constitutionnel : nourrie par la passion de l'égalité, par définition insatisfaite » (François Furet, *Le passé d'une illusion*, éd. Robert Laffont/Calman Lévy, p. 25). Il faut comprendre pourquoi, à un moment donné, cette lutte là, dans ses caractéristiques propres, prend ces références. Il ne s'agit ni de chercher à « l'excuser », ni de l'expliquer par la logique bancale du « défaut d'autre chose ».

De ce point de vue, le RIC était une revendication politique qui a spontanément surgi en adéquation avec le contenu social du mouvement des Gilets jaunes. Ce référendum se voulait une réappropriation du pouvoir politique dans le cadre d'une *décentralisation* totale de ce pouvoir. Malgré son formalisme et ses procédures, il ne s'opposait pas à ce que l'Assemblée de Saint-Nazaire avait qualifié de « démocratie au quotidien » et ajoutons : « du quotidien ». C'était également une alternative au « devenir-parti » du mouvement, contre la voie empruntée par le Mouvement Cinq Etoiles en Italie ou Podemos en Espagne.

C'est dans la seconde quinzaine de décembre 2018 que le RIC devient un mot d'ordre quasi universel dans le mouvement. Peu de temps auparavant, Macron dans son intervention à la télé a fait des propositions qui ne pouvaient concerner que les travailleurs stables des grandes entreprises. L'objectif est double : éviter que le mouvement ne s'étende et s'adresser aux Gilets jaunes « respectables ». C'est également le moment où est lancé le « grand débat » qui doit dissocier les « citoyens » des « sauvages » au moment même où les divergences à l'intérieur du mouvement s'accentuent. Le RIC vient à la fois « conjurer le risque d'un éclatement du peuple » (*Ahou*, op. cit., p. 115) et, pour cela, répondre à Macron, mais sur son terrain. En effet, le RIC n'échappe nullement au fait d'être une technologie politique détachée de l'expérience vécue et des conditions concrètes de la vie quotidienne. Malgré le rejet général de l'abstraction politique, le RIC était aussi une de ces abstractions même si sa revendication était présentée comme une sorte d'ancrage de la politique dans les nécessités de la vie quotidienne. Son fonctionnement ne fut jamais

discuté sur le fond dans le mouvement, la revendication fonctionnait comme une sorte de solution à tous les problèmes. Sa montée en puissance a coïncidé avec l'échec des élargissements : vis-à-vis des travailleurs racisés (quelle que soit la volonté, de part et d'autre), du passage à la grève générale, de la jonction avec les étudiants et lycéens. Avec une revendication formelle à vocation universelle, le mouvement s'est en réalité replié sur lui-même. Ce type de vote serait tellement efficace qu'il effacerait toutes les sources de conflits. Mais « le RIC ne peut absolument rien contre le patronat, les licenciements, la fixation des revenus autres que le salaire minimum. C'est cette lutte-là qui serait délaissée au profit de la lutte contre la corruption, la prévarication, le salaire trop élevé des députés [...] Ce qui apparaît ici c'est la contradiction entre l'action collective des Gilets jaunes et un RIC qui repose sur l'acte individuel même s'il est une proposition reprise collectivement. » (*Temps Critiques*, 28 février 2019). *Temps Critiques* fait également remarquer que le RIC soulèverait la question de qui a le droit de vote. « Qui est citoyen et surtout qui ne l'est pas ? ».

De la politique et d'une grande absence

Même s'il s'agit de niveau de vie et de revenu (c'est toujours à la prédominance des rapports de distribution en raison même de la nature de la crise qu'il faut revenir), ce n'étaient pas les plus pauvres qui étaient sur les ronds-points. L'âme politique du mouvement les en excluait. Transmuter la revendication économique en « isolement » vis-à-vis de l'Etat (il fallait que l'Etat dénationalisé en arrive à sa propre caricature dans la figure de Macron, il ne faut pas sous-estimer l'impact des petites phrases méprisantes du Président et de ses acolytes) était le fait de ceux qui s'estimaient lésés par cet isolement dans leur trajectoire sociale et *pouvaient se considérer en mesure d'y remédier*. Nous touchons là à la question relative à l'absence massive de cette partie racisée du prolétariat qui, globalement, s'est maintenue dans une abstention bienveillante mais abstention cependant.

Pour Leoni, le mouvement n'est pas raciste (ce qui est exact : les Gilets jaunes n'ont jamais imaginé que leur mode de vie était menacé par « l'islamisation de la France » mais bien plutôt par le libéralisme – « néo » ou non), mais ce sont les explications qu'en

fournit Leoni qui sont étranges. S'il y a de nombreux votants FN/RN parmi eux, cela n'aurait rien de surprenant puisque « les électeurs des classes populaires, notamment les ouvriers, placent en tête de leurs suffrages ce parti » (épisode 4)[159]. Donc ils ne sont pas plus racistes que ce qu'ils le sont par ailleurs, donc ici ils ne sont pas spécifiquement racistes (cqfd). La grande absence est ensuite expliquée par la nature des « zones de France qui connaissent la plus forte mobilisation des Gilets jaunes. » (épisode 4). A suivre Leoni, c'est la nature du mouvement relevant de sa géographie qui fait que les immigrés et leur descendance n'y sont pas, qu'ils en sont « exclus » sans que le mouvement soit raciste. Mais dans ces « zones de France », pour rester dans le Midi il y avait la périphérie d'Avignon, celle d'Arles, de Cavaillon, de Nîmes, d'Alès, de Valence, de Montélimar, d'Aix-en-Provence même avec Gardanne et Aubagne, etc. Les prolétaires racisés étaient, pour ainsi dire « sur place ». Leoni avance alors un troisième argument : les prolétaires issus d'une immigration extra-européenne étaient là « à titre individuel et non comme représentant d'un groupe spécifique séparé ou d'une "minorité", de "banlieue" ou autre …» (épisode 4). On imagine aisément les cibles que vise Leoni : ils n'étaient pas là comme représentant d'un racket particulier et en tant qu'entrepreneurs en racisation. Mais cela n'explique pas leur petit nombre ni cette étrange expression « à titre individuel » : un individu qui n'aurait aucune particularité ni construction sociale spécifique, un individu sans qualités, simplement « individu » ?

Aucune des raisons avancées par Leoni n'est satisfaisante, mais, c'est exact, à « titre individuel » ou non ils n'étaient pas là. En revanche, les organisations ou comités qui se veulent plus ou moins les représentants de cette « population » se sont divisés sur la participation au mouvement[160].

De son côté, le Comité Adama appelle à participer à la manifestation du 1er décembre 2018 aux côtés des Gilets jaunes : « Les quartiers populaires sont confrontés aux mêmes problématiques sociales que les territoires ruraux ou périurbains – dits "périphériques" – touchés par la politique ultralibérale de

[159] De même, Leoni explique la présence des drapeaux régionaux par le fait qu'on les voit dans les défilés de gauche.

[160] On peut avoir des doutes sur la véritable étendue et la portée de ce que rapporte *Ahou* à propos des « immeubles des cités des quartiers nord de Marseille se couvrant de gilets fluorescents » (p. 90) ou sur le millier de personnes qui le 8 juin 2019 (c'est un peu tard …) traversent la Seine-Saint-Denis (p. 134).

Macron. […] Nous aussi, habitants des quartiers populaires, nous travaillons le plus souvent dans les secteurs les plus précaires pour des salaires de misère. » A cette vision de la convergence des situations économiques, le Comité Adama ne manque pas d'ajouter : « A ces inégalités sociales, s'ajoutent le racisme, les humiliations quotidiennes et les violences policières. Violences policières auxquelles les Gilets jaunes sont aussi confrontés aujourd'hui à leur tour. Après celui contre la loi Travail, c'est maintenant le mouvement des Gilets jaunes qui connaît cette répression. […] réaffirmons nos positions contre le racisme à l'intérieur du mouvement des Gilets jaunes. ». Youcef Brakni, l'un des porte-paroles du Comité Adama ajoute dans un entretien avec le Bondy Blog : « Aujourd'hui, il faut faire prendre conscience aux couches sociales les plus défavorisées ayant subi la désindustrialisation que leur situation n'est pas due à l'immigration mais au libéralisme. »

Le collectif antiraciste Rosa Parks est, quant à lui, beaucoup plus circonspect. Pour le samedi 1er décembre, il appelle à manifester non avec les Gilets jaunes mais aux côtés des syndicats et organisations politiques « pour porter la voix des quartiers populaires et des descendants de l'immigration coloniale avec des mots d'ordre spécifiques ». Omar Slaouti, porte-parole du Collectif, dans un entretien dans la revue *Ballast* reconnaît des bases communes, sans que les conditions soient réunies pour un réel rapprochement : « Les Gilets jaunes sont un mouvement social d'une très grande ampleur. On les regarde avec beaucoup d'intérêt et on partage une partie de leurs revendications sociales. Mais on ne peut pas demander un peu d'égalité : l'égalité c'est toutes les égalités. C'est pour cela que nous manifesterons de Nation à République ce 1er décembre. Il existe certes une base commune, qui est celle des revendications d'égalité, de justice et de dignité… mais pour nous cela doit se structurer autour des luttes anti-racistes et anti-impérialistes. Tout ceci est indissociable.». Défiler de Nation à République (les appellations des termes du parcours sont déjà tout un programme) avec les organisations politiques et les syndicats au nom de la « structuration autour des luttes anti-racistes et anti-impérialistes » est pour le moins *étrange*.

« Y aller ou pas ? », les raisons avancées par le Comité Adama ou par le Collectif Rosa Parks ne sont que symptomatiques, massivement ceux qui étaient ainsi interpellés n'y sont pas allés

pour des raisons qui ne tenaient ni au faible impact de l'appel des uns (la rencontre à Saint-Lazare entre Gilets jaunes et Comité Adama fut tout de même une relative réussite) ni aux réticences des autres[161]. La raison fondamentale est donnée dans un texte du PIR, *Quartiers populaires et Gilets jaunes : mêmes galères même combat ?*, signé Wissam Xelka (30 janvier 2019)[162].

Malgré toutes nos critiques (voir note 162 et *TC* 26), c'est, semble-t-il avec raison que Xelka se réfère aux travaux historiques de E.P. Thompson et à son concept d' « économie morale »[163]. Les discours autour de la participation des banlieues sont centrés sur l'intérêt qu'elles auraient à participer aux Gilets jaunes, mais, souligne Xelka : « … les individus sont considérés comme de vulgaire *homo economicus* procédant à un calcul rationnel coût/profit. Or nombreux sont les travaux mettant à mal cette vision de l'engagement. ». Le concept d' « économie morale » permet de ne pas s'intéresser seulement aux conditions matérielles objectives, mais aussi au processus de subjectivation, c'est-à-dire la façon dont les individus ressentent eux-mêmes leur place dans les

[161] Ceux qui étaient là, dans la rue, ce 1er décembre, ont participé aux émeutes, pillé à l'occasion, manifesté leur rage contre l'ensemble de la reproduction sociale qui les rejette socialement, racialement, géographiquement, économiquement, mais il n'y eut pas de *jonction* avec les Gilets jaunes et encore moins de présence ultérieure sur les ronds-points.

[162] Nous laisserons ici de côté la critique des positions du PIR, pour une critique générale de ses positions et problématiques, voir *TC* 26. On retrouve dans le texte de Xelka certains points qui font du PIR un entrepreneur en racialisation visant sa reconnaissance dans l'univers institutionnel et politicien : « Le pré-requis absolu à toute volonté d'"alliance" est la constitution d'une organisation Indigène forte, autonome, mobilisatrice et représentant les intérêts de l'immigration en France. Une organisation capable, le moment venu, de jouer le rôle d'interlocuteur lorsque l'occasion d'un front commun avec les organisations de gauche se présentera. » (dernier paragraphe du texte de Xelka). Rappelons à Xelka que dans le mouvement des Gilets jaunes il n'y avait aucune « organisation de gauche » avec laquelle discuter (c'est peut-être, entre autres, ce qui a retenu les politiciens du PIR d'y participer…). Rappelons également que, contrairement à son propos, il n'y eut dans ce mouvement aucune attaque contre les « assistés », ni stigmatisation des immigrés et descendants comme étant ces dits « assistés ». Rappelons enfin que la segmentation raciale du marché du travail ou de l'habitat ne signifie pas que ce qui est « donné » à l'un (« petit blanc ») est enlevé à l'autre (le « racisé post-colonial »). Le salaire de l'OP ne contient pas une fraction soustraite à celui de l'OS. Une telle argumentation justifierait inversement le ressentiment du « petit blanc » à l'encontre de la main-d'œuvre immigré venant lui « voler » son emploi et faire baisser les salaires.

[163] On trouve facilement sur internet les références précises aux travaux de Thompson.

rapports de production[164]. Thompson montre que le système économique est aussi régulé par des principes normatifs, des valeurs et des obligations. Xelka en conclut que : « Ce concept ["l'économie morale", nda] nous permet de mieux comprendre pourquoi des personnes vivant dans des situations très précaires ne se révoltent pas forcément de manière ouverte. Si les jugements de valeur qui sont les leurs vis-à-vis du fonctionnement de la société ne leur apparaissent pas transgressés, elles n'ont pas de raison d'estimer que le système économique ou que leurs dirigeants ont outrepassé les normes et les principes moraux qui doivent régenter l'économie et/ou leurs engagements. […] Les Gilets jaunes se mobilisent principalement pour lutter contre la précarisation de plus en plus forte de leur mode de vie. Or, des conditions de vie précaires ne sont pas un phénomène nouveau pour les Indigènes, ils se sont habitués à être la "France d'en dessous la France d'en bas" ou pour le dire autrement, cette stratification sociale est entrée dans les normes et ils l'ont intégrée en tant que telle. Le sentiment d'un contrat rompu est alors absent. […] Si les classes populaires blanches se révoltent depuis plus de deux mois, c'est aussi qu'elles ont les moyens de le faire : non pas les moyens matériels, mais les moyens symboliques. […] L'Indigène porte encore le statut de l'invité. […] Finalement, la frontière raciale est toujours présente et persiste même lorsque des individus partagent des conditions matérielles communes. » (Xelka, *op. cit*.).

La segmentation raciale est un phénomène objectif dans le mode de production capitaliste qui, entre autres déterminations, construit le rapport aux rapports de production et la subjectivation afférente des individus à l'intérieur d'un même fondement d'appartenance de classe. Mais les classes sont des constructions sociales qui, sur le fondement d'une place spécifique dans les rapports de production, se constituent au travers de toutes les instances de la reproduction du mode de production. Si la segmentation raciale est un phénomène objectif du mode de production, il faut également considérer que c'est un phénomène labile dont les déterminations peuvent se déplacer d'un groupe racial constitué à la constitution d'un autre. Tous les discours fondés *a priori* sur une *nature* des éléments oublient que ces

[164] Malgré la « haine » explicite de Thompson vis-à-vis d'Althusser (voir Thompson, *Misère de la théorie, contre Althusser*, éd. L'Echappée, 2015), nous ne sommes pas loin ici de la définition althussérienne de l'idéologie : rapport aux rapports de production ; interpellation en sujets.

éléments ne se définissent que dans leurs relations et que cette relation c'est la pratique qui n'est pas la manifestation pré-donnée de l'être de ces éléments. Si la problématique de Xelka est pertinente, elle ne l'est que conjoncturellement, en ce qui concerne le mouvement des Gilets jaunes, et non de par un être des « Indigènes » (pour reprendre cette terminologie) qui ne les ferait s'engager et agir que sur la « question raciale ». Nous ne pouvons qu'en rester au « paradoxe » énoncé par Saïd Bouamama : « L'étude des mouvements revendicatifs de l'immigration de ces trois dernières décennies souligne à juste titre une double caractéristique de cette dynamique militante : l'affirmation permanente de la nécessité de l'autonomie (politique, économique, idéologique et organisationnelle) et la difficulté à en dessiner les contours et les définitions. […] Si contradiction il y a, elle se situe dans le réel social. Il s'agit d'une *contradiction objective reflétant la contradiction vivante qu'est l'immigration* [souligné par nous]. D'une part et en dépit de certains discours idéologiques dominants, l'immigration et ses enfants font partie de la classe ouvrière et même de ses parties les plus exploitées et dominées. D'autre part et en dépit des analyses essentialistes de la classe ouvrière, elle n'est pas à n'importe quelle place au sein de la classe ouvrière et des milieux populaires. La première caractéristique pousse à participer aux mouvements sociaux globaux avec comme dérive potentielle la dilution des questions spécifiques, des inégalités concrètes qui nous séparent encore du reste de notre classe sociale ou de notre milieu social. La seconde caractéristique nous oriente vers une mise en avant de nos oppressions spécifiques avec comme dérive potentielle l'isolement et l'impossibilité de construire les rapports de force nécessaires. On voit à l'œuvre, dans les initiatives et les luttes, des moments insistant tantôt sur l'une des caractéristiques, tantôt sur l'autre. Il n'y a donc aucune solution toute faite à la question de l'autonomie, aucune recette possible qui fasse fi de cette *contradiction objective* [souligné par nous] qui est celle de notre être social. » (*Extrême gauche et luttes de l'immigration postcoloniale*, in *Histoire politique des immigrations (post)coloniales*, collectif-sous dir. Ahmed Boubeker, éd. Amsterdam, p. 248).

Si la non-implication des segments racisés du prolétariat dans le mouvement des Gilets jaunes pose problème, c'est parce que la France coupée entre métropoles et « monde rural » ou

« périurbain » est un mythe en ce qui concerne les situations économiques. Il fallait donc expliquer cette non-participation (même bienveillante) car c'est *à l'intérieur même des territoires urbanisés* que se situent la fracture et les plus grandes inégalités. Les plus riches vivent en ville (les Gilets jaunes dans la localisation de leurs manifestations ne s'y sont pas trompés), mais aussi les plus pauvres.

La même problématique de « l'économie morale » peut également être pertinente sur le cœur même de la lutte des Gilets jaunes, comme l'énonce parfaitement Leoni dans l'épisode 3. : « Les Gilets jaunes sont majoritairement des personnes qui travaillent, paient leurs impôts, votent (parfois), ne militent pas, ne manifestent pas et ne font pas grève, regardent la télé, sont honnêtes et ne trichent pas (globalement) : "ils jouent le jeu", d'autant qu'aucun autre système n'est possible. Ce sont ceux que, en argot militant, on nomme des "gens normaux".

« Oh, certes, ils voient bien que ce système ne fonctionne pas très bien mais, du moins, pensent-ils avoir la chance de vivre en démocratie. Pourtant, même dans ce cadre, il y a des limites invisibles que l'État peut dépasser par mégarde. Ils veulent bien faire des efforts, galérer, avoir des "fins de mois difficiles" (car ce sont avant tout des prolétaires pris dans les rapports d'exploitation capitalistes) […] mais il est des dysfonctionnements qui, soudainement, apparaissent comme des injustices criantes, et des taxes Carbone qui s'avèrent de terribles étincelles. Et lorsque ces prolétaires-là se lèvent, ils découvrent avec surprise que l'État, lui, "ne joue pas le jeu" dont il est censé garantir les règles (les gens "de gauche" évoqués plus haut en ont, eux, l'habitude). Ils découvrent avec effarement la réalité de ce "système", en premier lieu la réalité du maintien de l'ordre – le CRS avec qui on tente de discuter vous matraque – et, dans un second, celui de la justice – lorsqu'après 48 h de garde à vue, on voit son fils ou son mari, le visage tuméfié, passer en comparution immédiate, être condamné en quelques minute ubuesques et partir en taule. C'est pour le moins énervant. Chris Marker expliquait ce phénomène d'une belle manière :

"*Il y a une double erreur dans ces situations-là. L'État révèle tout d'un coup sa face répressive. Celle qui est plus ou moins diluée dans la vie quotidienne ; diluée aussi selon le quartier que l'on*

habite et le métier que l'on exerce. Mais là il faut faire peur, on sort sa police avec de tout nouveaux affûtiaux qu'on lui ne connaissait même pas. Parfait. Le manifestant de son côté comprend que l'État lui est apparu comme à Bernadette la Sainte Vierge. C'est aussi pour lui une révélation. Dans certains cas extrêmes, il y a quelqu'un qui a le droit de décider pour lui sur quel trottoir il doit marcher et qui, s'il choisit le mauvais, a le droit de l'empêcher à coups de lattes. Donc, cette chose qui m'empêche de traverser la rue, c'est l'État. Mais alors, si je la traverse, si je fais reculer la chose, c'est l'État qui recule…"

« Cela peut paraître naïf, mais cela implique de gros morceaux de sincérité ; ceux qui se soulèvent ainsi se sentent légitimes puisque l'État ne respecte même plus ses propres règles. Ils sont dans leur droit, donc ils ont le droit d'aller ici ou là, de passer tel barrage de police, d'entrer dans tel bâtiment […] D'où le slogan "*on est chez nous !*" scandé face aux flics qui veulent les déloger d'un rond-point ou les empêchent de pénétrer dans un bâtiment public, ou bien encore lorsque des Gilets jaunes débarquent sur une autoroute ; ils sont "chez eux", ils payent ces bâtiments avec leurs impôts, ils ont le droit d'y accéder, eux sont légitimes. »

La démocratie est devenue problématique

Le problème de la démocratie est actuellement de ne plus connaître qu'une seule particularité de la totalité sociale apte à concourir, la disparition de l'identité ouvrière et de sa représentation a entraîné toutes les autres dans son naufrage. Or, seule, comme particularité politique, la classe dominante n'est rien, rien en tant que faire-valoir universel. Dans la disparition du jeu démocratique, la bourgeoisie joue son universalité. Il y a un malaise fondamental dans la représentation politique.

En voulant ramener le peuple dans l'Etat et l'Etat dans le peuple, ce n'est pas dans les rapports sociaux qui font qu'il y a Etat que sont présentées les causes de « l'injustice », mais dans une forme politique déterminée (la mauvaise représentativité, les élites, l'énarchie …) qu'il s'agit de remplacer par une autre. Face au peuple devenant directement Etat, la critique démocratique du populisme n'est pas chose aisée. Pierre Rosanvallon faisait remarquer, il y a déjà quelques années : « Nous avons besoin de

pouvoir faire philosophiquement une critique démocratique du populisme. Ce qui est en cause, pour faire vite, dans une perspective populiste, c'est une vision extrêmement pauvre de la démocratie, une vision primitive de la volonté générale. Le populisme considère que l'énergie sociale est en permanence étouffée par les élites, étouffée par les appareils, étouffée par les partis, étouffée par les institutions. C'est une vision très discutable de la démocratie. La démocratie ce n'est pas simplement l'enregistrement passif des volontés, c'est la construction du vivre ensemble. La volonté commune n'est pas donnée au point de départ. Elle se construit dans le débat et la délibération. C'est sur cette base que l'on peut faire une critique méthodologique, philosophique du populisme. Il n'y a pas un " déjà là "de la volonté générale, un " déjà là " de l'énergie sociale. [...]. Si l'on a une vision décisionniste de la démocratie, on ne peut pas faire la différence entre populisme et démocratie. » (Pierre Rosanvallon, *le Monde* du 14 décembre 1993). La démocratie a un problème avec le populisme. Disons seulement que la « volonté générale » est une réalité, ce sont toujours les intérêts de la classe dominante qui se font valoir comme intérêts généraux, la démocratie, dans le mode de production capitaliste, est le processus le plus adéquat de ce « faire-valoir » et ce pour les raisons même qu'énonce Rosanvallon.

La *représentation* pacifiée en « volonté générale » d'une société reconnue comme nécessairement conflictuelle (c'est là toute la force de la démocratie) est un travail et non un reflet. C'est-à-dire que dans le fonctionnement démocratique de l'Etat, la réification et le fétichisme sont des *activités*, c'est la politique comme partis, débats, délibérations, rapports de force dans la sphère spécifique de la société civile, décisions. La démocratie semble inexorablement devenir populiste parce que c'est le travail de représentation qui est en crise. Partout c'est la disparition de l'identité ouvrière et par là de sa représentation politique social-démocrate et/ou communiste qui déstabilise le fondement politique de l'Etat démocratique. Celui-ci est la pacification d'un clivage social que la démocratie reconnaît comme réel au moment où elle en est la représentation comme affrontement entre citoyens. Contrairement au populisme, la démocratie est la reconnaissance du caractère irréductiblement conflictuel de la « communauté nationale », de ce point de vue la reconnaissance de la classe ouvrière a été historiquement au cœur de la construction de la

démocratie, elle en fut même le moteur et le critère. Dans les formes politiques actuelles du cours de la crise, on peut relever une crise de *l'hégémonie* de la classe capitaliste. Domination et hégémonie ne sont pas identiques, il peut y avoir domination sans hégémonie (Gramsci). L'hégémonie consiste à produire le cadre incontournable des débats et des oppositions, c'est imposer à l'autre les termes mêmes de son opposition. Le processus de devenir hégémonique de la bourgeoisie fut très long à s'achever en France, on peut dire qu'il n'arrive à terme qu'avec la Troisième République ; il s'effondre actuellement. Ce qui est loin de signifier *ipso facto* l'émergence d'un discours révolutionnaire parlant sa langue propre, c'est plutôt un puzzle, un émiettement qui occupe la place de l'hégémonie, *émiettement que le peuple vient subsumer et couronner*. Il n'y a pas de définition du peuple (*demos*, *ethnos*, plèbe), à chacune de ses manifestations (apparitions), c'est-à-dire chaque fois que l'on en parle (le peuple est un élément de langage : il existe quand on le nomme et qu'on annonce son existence ou quand il l'annonce lui-même), il est l'objet d'une construction spécifique, conjoncturelle, des rapports de classes. Dans un certain sens, la question du « peuple » est *aussi* une question de la théorie de la communisation : comment le prolétariat s'abolissant absorbe toutes les catégories exploitées, principalement celles qui le sont non au travers de la vente de la force de travail, mais de l'échange marchand, quand il abolit toutes les formes de propriété et leurs succédanés appelés « possessions ».

GILETS JAUNES : CONJONCTURE ET RESTRUCTURATION

Ecart et conjoncture

Dans une situation, aussi confuse soit-elle, il peut arriver beaucoup de choses, et même des choses imprévisibles, mais jamais « n'importe quoi », ou alors on se met à croire aux miracles. Dans le cours même du mouvement, on pouvait imaginer que ce qui se passait ne produirait peut-être rien, peut-être un « tournant social » du premier quinquennat Macron, peut-être une victoire électorale du « Rassemblement National », peut-être la conscience après des décennies de défaites que la lutte peut payer, peut-être un clivage encore plus fort à l'intérieur des « classes populaires »,

peut-être une accélération de la fusion entre mouvement social et mouvement national, etc., mais sûrement pas un mouvement tendant à fusionner les contradictions en une « unité de rupture », c'est-à-dire tendant à abolir les rapports sociaux capitalistes. On ne peut pas, à la faveur d'une sorte de « matérialisme aléatoire » venu de nulle part, se noyer dans un supposé infini des possibles.

Sur le site Dndf, un camarade proche de *TC* et très impliqué sur place, à Alès (Gard), écrivait (24 décembre 2018) : « J'observe à travers ce mouvement un processus qui pose la défaisance des médiations entre les individus en lutte comme une force (pas de chefs, pas de représentants, pas de structuration des revendications, flou idéologique ultra-consensuel, débats centrés autour de l'action et non autour d'enjeux idéologiques, mise sur un pied d'égalité de tous les Gilets jaunes quels que soient leurs professions, opinions, sexe, couleur de peau, types de pratiques (violente/non-violente, etc.). Un processus houleux, qui a pris beaucoup d'ampleur durant la dizaine de jours entourant l'émeute des rues du Monopoly [à Paris, les rues les plus chères du jeu, nda], et qui n'a été que décroissant depuis le début de la répression sauvage et jusqu'ici victorieuse par les flics/médias/justice, etc. A partir de là, je me dis que "oui", une grande partie de "l'angle mort" autour de la grande question de la communisation a été dévoilée ("comment une classe, agissant strictement en tant que classe, peut-elle abolir toutes les classes ?"). Il me semble que ce processus a été entamé durant le mouvement, et je le présenterais ainsi : des prolétaires qui abolissent certaines médiations parce qu'ils prennent conscience qu'elles constituent une faiblesse dans leurs luttes, et qui paradoxalement, brisent les médiations qui les assignent dans leur classe ou segmentation de classe pour pouvoir lutter plus efficacement pour des conditions de vies décentes au sein de ces assignations. ». En revenant à « la question de la communisation », le même souligne dans le mouvement l'importance de « la découverte du plaisir de vivre des interactions véritables ».

Comme l'écrit ce camarade, il s'agirait de lutter « pour des conditions de vie décentes au sein de ces assignations », au moment où selon lui « sont brisées les médiations qui les assignent dans leur classe » : « écart », oui (peut-être), « perspective communisatrice », non. Il est possible de considérer la révolte des

Gilets jaunes comme une activité d'écart, tel que nous avons abordé ce concept dans *TC* 20 : « Agir en tant que classe c'est actuellement d'une part n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction, et, d'autre part, c'est, pour la même raison, être en contradiction avec sa propre reproduction de classe, la remettre en cause. […] Agir en tant que classe en se produisant comme classe dans le capital c'est se remettre en cause, mais c'est aussi se trouver impliqué dans l'activité de reproduction du capital qui transforme cette action en limite. […] La limite des luttes, le fait d'agir en tant que classe, crée un écart à l'intérieur des luttes elles-mêmes, écart par lequel seulement la limite peut être qualifiée de limite et c'est cet écart qui est qualifiable de dynamique (non un processus premier donnant sens à la période et subsumant le cours empirique des luttes). L'écart est intérieur à la limite (le fait d'agir en tant que classe) entre d'une part la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe dans sa contradiction au capital et d'autre part la reproduction du capital qu'implique cette action en tant que classe, cet écart à l'intérieur de la limite c'est la dynamique de ce cycle de luttes. » (*TC 20*, pp. 11-12).

Que la lutte des classes puisse actuellement parfois se formaliser, dans la configuration de la contradiction issue de la restructuration des années 1970-1980, comme *écart* nous permet seulement de parler de la communisation au présent mais ce n'est pas là un début ou une amorce de « perspective communisatrice », cette dernière est une *rupture* produite à l'intérieur de cette configuration et par elle. Rupture que nous pouvons appeler une conjoncture[165]. Cette rupture s'annonce dans le cours de ce cycle de luttes comme la multiplication des écarts, mais il ne s'agit pas de considérer les éléments qui constituent cette annonce comme

[165] « Une conjoncture est une *défaisance* et une *rencontre*. *Défaisance* de la totalité sociale qui jusque-là unissait toutes les instances d'une formation sociale (politique, économique, sociale, culturelle, idéologique) et défaisance de la reproduction des contradictions entre les classes comme unité dans cette totalité. Il y a de l'aléatoire, de la rencontre, des choses de l'ordre de l'événement dans une conjoncture : un dénouement qui se produit et se reconnaît dans l'accidentel de telle ou telle pratique. Une conjoncture c'est « ce qui arrive » comme condition de ne pas savoir « ce qui peut arriver ». La conjoncture est le moment où s'exerce la puissance de tirer de ce qui est plus que ce qu'il contient, de créer en dehors des enchaînements mécanistes de la causalité ou de la téléologie du finalisme. » (Théo Cosme, *De la politique en Iran*, éd. Senonevero).

des germes à développer, des sortes d'embryons non encore matures.

Il ne sert à rien de dire qu'il a « manqué » à la révolte des Gilets jaunes la capacité, en elle-même, d'enclencher la suite, c'est-à-dire qu'il aurait manqué pour cet enclenchement d'intégrer la production. Ce n'était tout simplement ni son propos et ni, en conséquence, un « manque » (voir plus haut la critique de la problématique normative de Leoni).

Dans ce que nous pouvons maintenant imaginer d'une période révolutionnaire, « intégrer la production » c'est non seulement un arrêt massif du travail, mais surtout l'emparement et la transformation de certains moyens de production et des services. C'est seulement ainsi que le prolétariat dans son action de classe se dissout comme classe en absorbant la société (en plaisantant nous pouvons encore appeler cela : « dictature du prolétariat »). Les rapports de production ne sont jamais attaqués par des revendications ou des actions, même très violentes, qui en demeurent à la distribution, mais par la modification physique, leur utilisation comme moyens de lutte, ou la destruction matérielle des moyens de production existant dans leur géographie et leur matérialité même comme moyens d'absorption du travail vivant[166]. « Intégrer la production », cela aurait consisté à pousser jusqu'à son éclatement le magma interclassiste qui, sous la forme d'une lutte pour l'hégémonie qui s'est essentiellement jouée sur la question de la représentation jusque (et y compris) dans les Assemblées des assemblées (Commercy ; Saint-Nazaire), fut à la fois attaqué et préservé. Les divergences d'intérêts et de positions sociales, au fur et à mesure qu'elles émergeaient, étaient (plus ou moins difficilement) étouffées et conjurées au nom de l' « unité ».

« Alors que la bourgeoisie demeure soudée derrière son personnel dirigeant, le mouvement est à un tournant [fin décembre 2018, nda] : il doit choisir entre pousser plus avant l'attaque à

[166] « Dans la production mécanisée, l'appropriation du travail vivant par le travail objectivé, -- l'appropriation de la force ou de l'activité valorisante par la valeur pour soi – appropriation qui tient au concept même de capital, est posée comme caractère du procès de production lui-même, y compris sous le rapport de ses éléments matériels et de son mouvement matériel. […] Le développement du moyen de travail en machinerie n'est pas fortuit pour le capital, mais il est la réorganisation historique du moyen de travail traditionnel légué par le passé, qui se voit remodelé de manière adéquate au capital. » (Marx, *Grundrisse*, t. 2, éd. Sociales, 1980, pp. 185-186).

l'endroit de la reproduction des rapports sociaux ou reculer. La lutte touche du doigt ce point de bascule et le refoule aussitôt en se repliant derrière les injonctions à l'unité, dont elle a pourtant commencé à dévoiler dans les faits les angles morts.» Le collectif *Ahou !* ne conçoit pas le fait de ne pas avoir « poussé plus avant » comme un manque dans le mouvement, il ne l'analyse pas comme une potentialité inaccomplie, mais comme une chose inscrite dans ses limites et ses contradictions internes, c'est-à-dire dans sa propre nature, si ce n'est par là dans sa dynamique même. C'est alors, à l'intérieur même de la limite générale de l'action en tant que classe comme limite de la lutte de classe que *Ahou !* situe la limite spécifique du mouvement : « Il [le mouvement, nda] a "découvert" la réalité locale de ce qu'il attaquait sur un plan très général. Il a "découvert" que ses modalités d'action séparaient les gens selon leur condition et la place qu'ils occupent dans la hiérarchie sociale. Il a "découvert" qu'en bloquant un supermarché, il ne s'en prenait pas seulement à l'Etat mais aussi à des salariés dépendants de leur travail. Il a "découvert", dans le tort qu'il causait aux intérêts particuliers de l'économie "de proximité", le tort qu'il se causait à lui-même. L'au-delà des blocages de marchandises, des saccages et des pillages, l'approfondissement révolutionnaire de la crise consisterait, pour les travailleurs, à se retourner contre leurs propres conditions d'existence, à s'en prendre au travail, à *leur* travail, à mettre en jeu leur propre reproduction matérielle et sociale. Ce pas consisterait à brûler ses vaisseaux, à sauter dans l'inconnu, à se tirer en fait une balle dans le pied. » (*Ahou !*, op. cit., pp. 108-109)[167]. Dans sa conclusion, le collectif *Ahou !* revient sur cette question : « Les gens peuvent-ils s'attaquer à ce qui fait d'eux ce qu'ils sont dans le capitalisme[168].

[167] Si l'on peut être d'accord avec « le saut dans l'inconnu » ou « brûler ses vaisseaux », en revanche la « balle dans le pied » ne correspond pas à la situation envisagée ici. « Se tirer une balle dans le pied », c'est s'empêcher soi-même, d'une façon ou d'une autre, d'atteindre le but que l'on s'est fixé.

[168] C'est ce type de questions que nous avons cerné et auquel nous avons cherché à répondre dans les textes sur les concepts d' « écart » et de « conjoncture », ainsi qu'avec la notion conjointe d' « appartenance de classe comme contrainte extérieure ». Voir pour une présentation rapide de ces thèmes la brochure *68, année théorique…etc., de l'ultragauche à la théorie de la communisation*. Ajoutons qu'il est dans la nature même de la production théorique et de ses procédures de produire en elle un « angle mort ». La « théorie du communisme » parce qu'elle ne peut être qu'une théorie de la lutte de classe parvient à son terme quand ce terme, qui est le sien, définit la lutte de classe comme limite d'elle-même. La révolution est alors un moment de *construction aléatoire* des contradictions (relevant du même

[…] Dès les débuts du mouvement des Gilets jaunes, même les formes les plus radicales d'action se heurtent à cette limite. » (p. 212).

Comme nous l'écrivions plus haut : les Gilets jaunes n'ont pas « ignoré » la production mais ils ont traité leur relation à elle à leur façon[169], c'est-à-dire d'une façon médiée par le revenu, la relation à l'Etat, cela de par la propre situation socio-économique de la majorité d'entre eux. « Intégrer la production » n'est pas un « extérieur » que la lutte n'aurait pas atteint ou qu'elle aurait laissé de côté, cette « non-intégration » existe comme *un intérieur de la lutte* quand, dans la situation actuelle, la revendication sur le revenu s'adresse à l'Etat comme agent de la redistribution sociale globale. Il faut, pour parler d' « impasse », avoir conçu une dynamique et une perspective potentiellement contenues dans la lutte considérée et que celle-ci n'a pas réalisées ou accomplies. La dynamique devient alors une abstraction parce que la limite (ou l'« impasse ») renvoie à une dynamique en tant qu'existence potentielle d'une finalité nécessaire se présupposant dans son origine et chacun de ses moments, un « déjà pas encore » qui aurait dû « trouver une issue et un dépassement ». En fait, la dynamique d'une lutte se révélant à elle-même comme lutte de classe est toujours, de façon chaque fois particulière, à l'intérieur de cette limite même qu'est maintenant agir en tant que classe.

S'il est possible de parler des limites d'une lutte, c'est que la limite générale de la lutte en tant que classe se différencie à l'intérieur d'elle-même, ce sont des actions, des activités particulières, par quoi advient, toujours spécifiquement la dynamique de cette lutte qui n'est pas alors une potentialité ni un mouvement qui la subsume. La contradiction interne actuelle à la

---

fondement) : l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, une conjoncture.

[169] A propos de la relation des Gilets jaunes à la production, nous pourrions plagier ce que l'on pouvait lire dans le n° 10 de *L'Internationale situationniste* à propos de la relation entre le travail et la critique de la vie quotidienne : « On pouvait lire dans le *Monde libertaire* de décembre 1964 : "L'IS, incontestablement est en pointe dans la critique révolutionnaire de la vie quotidienne. Un domaine cependant, qui est loin d'avoir perdu son importance, lui échappe : le travail". Cependant, nous croyons n'avoir à peu près jamais traité d'autre problème que celui du travail à notre époque ; ses conditions, ses contradictions, ses résultats. L'erreur du *Monde libertaire* provient peut-être des habitudes de la pensée non dialectique, qui isole un aspect de la réalité sur le terrain qu'il est convenu de lui reconnaître, et ainsi ne peut le traiter que conventionnellement. ».

lutte en tant que classe ne se résorbe plus à l'intérieur de la reproduction du capital, du fait de la production et de l'existence pour soi d'une identité ouvrière. La lutte des Gilets jaunes est une lutte de classe qui, dans son fondement et ses pratiques, n'a jamais été « dans les clous ».

Ils ont rompu avec les codes de la lutte sociale, de la « protestation légitime » ou de ce qu'il est convenu d'appeler, surtout depuis les grèves de 1995, un « mouvement social » avec ses « débouchés », sa « cohérence », ses « claires revendications » et sa « représentation », qui déclare les manifestations et s'accorde avec la police sur les parcours. Parvenir à l'émergence de « revendications claires » a été l'objet de toute une bataille livrée (et perdue) autant par le gouvernement au travers de l'enfumage du « Grand débat » que par toutes les organisations sociales, politiques ou syndicales.

Ce mouvement qui se développe en dehors des rites officiels, avec un début mais sans fin délimitée (même la grève reconductible envisage constamment sa fin), avec des assemblées mais sans négociations formelles ni avec l'adversaire ni même internes, est « un signe de la disparition de la forme des conflits sociaux dans un monde du travail sans forme » (*Travail et révolte dans l'impasse du Brésil*, sur le site Dndf)[170].

Laurent Jeanpierre souligne que « L'impureté et la diversité idéologiques de la protestation ne peuvent être un motif d'originalité ou de surprise que si l'on considère l'homogénéité des convictions politiques comme la norme des luttes sociales. L'enquête sur les conjonctures critiques ou révolutionnaires montre pourtant qu'il n'en est rien. [...] Le présupposé d'une unité idéologique des mouvements sociaux témoigne en réalité de la domination de la contestation organisée, structurée par des appareils, avec parfois des intellectuels organiques, dans les protestations contemporaines. Or, bien qu'elle domine l'espace des luttes, cette modalité protestataire est loin d'être la seule. En

[170] Les camarades brésiliens parlent ici des luttes des livreurs Deliveroo et autres au Brésil, mais ils évoquent dans le même registre le mouvement français des Gilets Jaunes. Citant la revue *Chuang*, ils écrivent également que la vague de grèves des années 2010 en Chine « n'indique pas l'émergence d'un mouvement ouvrier traditionnel ou quoi que ce soit de ce genre. Il n'y a pas de tel mouvement en Chine, et ce n'est pas simplement à cause de la répression, car il n'y a pas non plus de tel mouvement en Europe, aux Etats-Unis ou dans d'autres endroits sans l'oppression dure caractéristique de la politique de l'Etat chinois. ».

France, les mouvements des dernières années incitent même à penser qu'elle est entrée en crise. » (*op. cit.*, p. 35). Ce qui dans le cycle de luttes antérieur à la restructuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital des années 1970-1980, ne pouvait être que débordement des syndicats et auto-organisation reprenant la même finalité de montée en puissance de la classe enfin libérée dans son « être véritable » de son insertion dans le mode de production, devient l'expression de la limite même de la lutte en tant que classe quand le mouvement ouvrier a sombré à la suite de son fondement, l'identité ouvrière à la fois antagonique et confirmée dans la reproduction du capital. L'horizon des « conquêtes » à accumuler dans une perspective plus large de devenir la Société a disparu.

Dans sa volonté d'unité et, par elle et en elle, l'émergence de conflits de plus en plus violents, le mouvement des Gilets jaunes éclaire à nouveau la définition théorique des classes. Dans la réponse à la revue québécoise *Temps libre* (voir dans ce n° 27 de *Théorie Communiste*), nous insistons sur le fait que, de même que la bauxite n'est pas l'aluminium, si les rapports de production sont le matériau brut constituant les classes, ces dernières n'en sont pas le calque et qu'elles existent dans tout le procès de reproduction incluant tous les rapports de distribution et toutes les instances, y compris idéologiques, du mode de production dans sa totalité. Ajoutons ici que les classes se constituent et existent dans la lutte des classes (cf. *Idéologie allemande*). C'est alors de la nature de la contradiction historiquement spécifique du mode de production qu'il faut partir. La définition des classes, à partir de leur position dans les rapports de production, ne devient *réelle* que dans la *pratique* dans laquelle la contradiction à un moment donné et dans la spécificité de ce moment les embarque. Les classes *sont* toujours en situation. Ainsi, dans le mouvement des Gilets jaunes, la distinction de classes s'est effectuée à l'intérieur de l'unité : la contradiction de classes (c'est-à-dire leur constitution) s'est faite dans la contradiction même du mouvement entre sa volonté d'être « le peuple » et la diversité des positions dans les rapports capitalistes de production. Les classes ont agi, donc existé, dans cette situation.

Maintenant, les « cortèges de tête » égalent les cortèges officiels et drainent surtout une grande partie de leurs participants. Quelles que soient les différences sociologiques entre les acteurs,

on ne peut comprendre le mouvement des Gilets jaunes sans la référence à ces « cortèges », aux divers mouvements zadistes et même, comme à Marseille (et certainement ailleurs), sans la présence dans les rassemblements de « Nuit debout » de ceux qui n'étaient là que pour raconter et se « déculpabiliser » publiquement de leur misère quotidienne.

Ce mouvement a opéré une rupture avec toutes les procédures de la lutte des classes et de la revendication de l'époque fordiste et de ses modalités de régulation, il ne l'a pas révélée mais plutôt confirmée par l'abandon des rituels auxquels plus personne ne croyait. Quand nous parlons d'illégitimité ou d'asystémie de la revendication, qu'elle soit directement salariale ou sur le revenu, c'est du contenu en acte, pratique, immédiat, dans l'activité de la classe, de la disparition de l'identité ouvrière dont il s'agit. Cette dernière ne pouvait exister que produite et confirmée dans une reproduction du capital telle que la revendication faisait système.

Dans son cours, du « refus du harcèlement fiscal », la révolte des Gilets jaunes est passée à un contenu plus classiquement, mais toujours marginalement, revendicatif. Ces revendications ne prenaient sens que dans la globalité de la « juste redistribution » demandée à l'Etat. En plus d'un an de luttes, on a eu bien sûr une évolution des caractéristiques initiales mais aucunement une remise en cause ou un dépassement. La composition sociale des blocages et des manifestations a évolué, l'hégémonie sociale et idéologique des artisans, petits patrons, « classes moyennes traditionnelles » a été contestée, *principalement au niveau non des « représentants » mais de la « représentation » elle-même*, mais ces catégories sont demeurées une composante nécessaire du mouvement à côté de chômeurs et de précaires. Dans ce mouvement, l'électricien, le chauffeur, le peintre en bâtiment pouvait parfaitement se trouver côte à côte avec son patron parce que ce n'était tout simplement pas sa relation à son patron qui était en jeu, mais l'injuste redistribution par l'Etat des fruits de l'effort commun : « nous faisons tourner le pays ».

Pour parler de « conjoncture » il aurait fallu qu'une fraction du mouvement à partir des contradictions et revendications particulières qui la définissent (quelle que soit sa place dans les « instances ») polarise l'ensemble des contradictions en jeu. On pouvait le dire (quoi qu'il nous en coûte) pour la classe moyenne

éduquée et urbaine de l'Iran en 2009 polarisant dans la politique l'ensemble des contradictions, dans la mesure où la transformation *politique* portée par cette classe, pour des raisons différentes selon les classes sociales, était la perspective crédible pour chacune de ces classes. La contradiction dans son unité (disons le capital comme contradiction en procès) existe dans la multiplicité de ses formes d'apparition à la condition de leur polarisation et mieux encore des mutations de cette polarisation. Dans la polarisation, la diversité accomplit ainsi l'unité fondamentale qui l'anime sans être pour autant une somme de purs accidents (toutes les formes d'existence sont pour l'unité ses conditions d'existence). On peut envisager le mouvement des Gilets jaunes sous l'angle de contradictions multiples qui ont joué les unes sur les autres et se sont succédées comme dominante du mouvement, cela a été le principe de son évolution. Mais cette multiplicité est demeurée multiplicité, une juxtaposition, passage d'une caractéristique à une autre. Ces contradictions ne sont jamais apparues dans leur unité, c'est-à-dire une fraction du mouvement polarisant l'ensemble des contradictions. Cette multiplicité de contradictions, on peut l'énumérer comme portant sur toutes les caractéristiques du capital restructuré que le mouvement a exposées.

Une « conjoncture révolutionnaire » n'est pas une « convergence », c'est chaque particulier qui devient global et non une somme de particuliers qui s'additionnant constitueraient le « global ». Le global n'est pas une somme. « Sur les ronds-points et dans les rues, par le blocage ou par l'émeute, cette révolte a fait se rencontrer et s'entrechoquer des forces hétérogènes, politiquement diverses, voire opposées (bien que souvent sociologiquement proches) » (*lundimatin*, 6 décembre 2018). Mais nous en sommes restés au côtoiement ou à la coexistence. Des collectifs de lutte contre le racisme et des jeunes racisés sans attaches organisationnelles ont parfois manifesté avec les Gilets jaunes (plutôt à leur côté) mais la question de la segmentation raciale n'a pas été posée ; les femmes étaient nombreuses, très présentes et actives, mais la question de la relation de genre n'a pas été posée ; des précaires, des chômeurs, des « auto-entrepreneurs », des ouvriers (surtout de petites entreprises), des retraités, des petits patrons ou artisans étaient là, mais la question de l'unité/segmentation de la classe ouvrière et celle de l'interclassisme n'ont pas été posées. Il ne faut pas confondre le

dépassement par le conflit des questions soulevées par un mouvement et l'unité qui peut en résulter du fait de leur *occultation*.

Quelle que fût la vivacité de ce mouvement, il ne pouvait être cette polarisation (cristallisation) car dans le flou volontaire nécessaire à sa perpétuation, il avait rejeté hors de lui-même la possibilité d'être une forme d'existence de cette unité. Il ne lui restait plus qu'à momentanément côtoyer « les autres » et « les autres » l'ont momentanément côtoyé comme un effet d'aubaine. Le « on ne peut pas joindre les deux bouts », la galère, ne pouvaient pas construire cette polarisation, en effet sa raison originelle sur la distribution/redistribution fiscale lui interdisait de mener à bout la question du « pouvoir d'achat ». Des « choses » ont finalement été obtenues, personne ne crachera dans la soupe et c'est toujours bon à prendre, même si les 100 euros sur le Smic sont apparus de plus en plus comme une mini usine à gaz (les entreprises n'auront rien à sortir, en effet comment répondre à ce mouvement s'il avait été demandé à Christophe Chalençon, porte-parole du mouvement en Vaucluse et patron d'une métallerie à Sault avec deux ouvriers, de sortir 100 euros de plus pour ses « collaborateurs ») et les primes patronales comme une entourloupe.

La seule polarisation possible aurait pu avoir comme raison la politique, mais malgré la haine unanimement partagée de Macron, nous ne sommes pas en Iran. Le « peuple devenant l'Etat » ne renvoie pas, en France, à des rapports de production comme en Iran ou en Egypte. Tous les ronds-points n'étaient pas « gérés » de façon identique, il y avait parfois de la méfiance et même de l'hostilité de l'un à l'autre, tous n'avaient pas globalement la même coloration idéologique, mais tous considéraient que c'était l'ensemble qui faisait le mouvement, que cet ensemble se formalise en représentation ou non. Les conflits qui surgissaient, produits en fait par la diversité sociale des participants, portaient paradoxalement (pour des conflits) sur la façon de préserver l'unité du mouvement, la question de la représentation était en ce sens emblématique. Préserver l'unité était essentiel pour maintenir telle quelle la raison d'être du mouvement : l'absolutisation des rapports de distribution (et de redistribution). La chose s'est accentuée quand des ronds-points, *lieux à la fois de vie, de discussions et d'actions*, on est passé aux assemblées tenues dans des salles souvent prêtées par les mairies.

Christophe Chalençon proclamait sur une vidéo tournée sur un point de blocage le dimanche 18 novembre 2018 : « nous avons lancé un mouvement planétaire ». S'il exagérait légèrement, *l'Appel de Saint-Nazaire* s'est « seulement » réclamé d'une « vague européenne » ambigüe de « réveil des peuples ».

Un mouvement « mondial » ?

A propos de ce mouvement, il y a un point qui est souvent négligé : nous n'en avons qu'une vision nationale.

Le collectif *Ahou ahou ahou*, amalgamant cependant des mouvements de nature très différente, souligne dès les premières lignes de leur livre (*La révolte des Gilets jaunes, histoire d'une lutte de classes*, nietéditions) un mouvement général à l'échelle mondiale : « Dans le monde capitaliste en crise depuis 2008, on ne compte plus les soulèvements. Après les révoltes dites "arabes", la fin des années 2010 a vu la paix sociale à nouveau battue en brèche dans de nombreux pays du globe : Algérie, Irak Soudan, Chili, Liban, Iran, Hongkong, Equateur, Catalogne, etc. Partout des manifestations, des émeutes, des occupations de l'espace urbain. Partout des mouvements sans représentants ni encadrement, où se mêlent des revendications de dignité sociale et une contestation des systèmes politiques. Partout des prolétaires et des classes moyennes en voie de marginalisation qui se côtoient derrière une volonté commune de "dégager" des dirigeants que l'on regarde comme coupés du "peuple". La révolte des Gilets jaunes participe de ce mouvement mondial. » (*Ahou*, op. cit, p. 5)

Il faut comprendre la signification d'un mouvement comme celui-ci dans la crise du mode de production capitaliste comme actuellement crise de sa mondialisation. A la racine de cette crise, il y a la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Au niveau mondial, ce régime de croissance au sein duquel la part des salaires dans la valeur ajoutée ne cesse de baisser est arrivé en bout de course[171]. La révolte des Gilets jaunes a mis en évidence le caractère sociospatial de cette déconnexion dont le zonage des territoires est une fonction. La déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail est une rupture de la continuité nationale des territoires.

[171] Voir Too much monkey business, TC 22.

De ce point de vue, un tel mouvement permet de préciser quelques points au sujet de la restructuration-contre révolution. Pour le moment une « restructuration » demeure encore très hypothétique. Mais si nous commençons à y réfléchir à partir des caractéristiques particulières de la crise actuelle du mode de production, le « populisme » n'est en aucune façon le contenu de la contre-révolution/restructuration pouvant advenir. Le « populisme » ne porte pas de « réponses économiques » et il ne pourra être le socle sur lequel pourrait se bâtir une restructuration. Il faudra des luttes d'une tout autre ampleur mondialement et qu'elles soient battues (ce qui n'est pas évident) pour que se définisse une restructuration. Pour l'instant, nous pouvons seulement avancer que des mouvements comme celui des Gilets jaunes (et bien d'autres) portent sur la spécificité de la crise : la déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail (ce qui n'est qu'une façon de désigner la mondialisation). Ce qui ne veut pas dire que ces mouvements présentent une « solution ». L'important, ce qui est la force et la limite de ces luttes, c'est que la spécificité de la crise est « seulement » désignée au niveau et dans les termes mêmes où elle se présente et apparaît : comme distribution et redistribution (ce qui n'est pas sans relation avec la composition sociologique du mouvement). Ni Macron, ni les Gilets jaunes, ni même leur conflit, ne représentent alors une restructuration à venir. Pour l'instant, ce conflit est concrètement, pragmatiquement, l'existence manifeste et en actes de la contradiction à résoudre : *réarticuler mondialement l'accumulation du capital et la reproduction de la force de travail globale*. C'est déjà très important, mais c'est tout. Il faut ajouter cependant que la façon dont, dans le cas des Gilets jaunes, la contradiction à résoudre est posée par ceux qu'elle désigne comme ses porteurs s'accompagne de trois grandes absences : les « pauvres de centre-ville » (majoritaires parmi les personnes en dessous du seuil de pauvreté) ; les prolétaires des cités de banlieues ; les ouvriers des entreprises de plus de cent ou deux cent salariés (il y en avait dans le mouvement mais c'était marginal). Comme si nous avions avec les ronds-points une forme de socialisation revendicative de ceux et celles pour qui cette socialisation est impossible dans le cadre du travail même. Constater la chose n'implique aucune hiérarchie entre ces deux formes de socialisation revendicative et même on peut dire que

celle des ronds-points brise l'idiotisme de métiers. En partant de la distribution en général, en dehors de catégorisations professionnelles, c'était toute la vie quotidienne qui était en jeu et ça c'était fort.

La crise telle qu'elle se développe *maintenant* comme crise de la mondialisation est une crise de ce qui constituait le cœur de celle-ci : la double déconnexion de la valorisation du capital et de la reproduction de la force de travail. Les linéaments d'une possible restructuration (qui s'effectuera *réellement* comme d'habitude dans l'affrontement entre la classe capitaliste et le prolétariat sur les modalités de l'exploitation, de l'extraction de surtravail) passent pour l'instant par le conflit avec les mouvements populaires plus ou moins nationalistes sur les thèmes de la répartition du revenu, de la famille, des valeurs, de la citoyenneté. La double déconnexion est au cœur du moment présent de la crise de la mondialisation (voir *Vie quotidienne et luttes des classes*).

C'est cela que manifestent des mouvements comme celui des Gilets jaunes, mais tant que la crise de la mondialisation se déroulera ainsi, ce n'est que la dynamique conflictuelle des termes de la crise qui est à l'œuvre. Rien d'autre, même si de telles oppositions ne doivent pas être sous-estimées.

Dans une période de crise, la lutte des classes est souvent duelle. Elle est d'une part l'existence et la mise à jour des contradictions qui ont construit la crise et, d'autre part, la perspective de leur dépassement dans le jeu qui lie intimement révolution et contre-révolution/restructuration.

D'abord, une crise du rapport salarial. Le mode de production capitaliste n'a jamais eu pour but le bonheur de l'humanité, mais la pauvreté est devenue un problème et par là la question de l'Etat revient au cœur de la lutte des classes.

Les questions sont maintenant sur la table : la nature de l'Etat ; la relation entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail ; les modes de mobilisation de cette force de travail par le capital ; les modalités du rapport salarial dans les relations entre emploi / chômage / précarité ; les relations entre salaire / revenu / crédit. Actuellement, la crise va rebondir comme crise de la création monétaire en tant que forme de la valeur, c'est-à-dire la crise de la possibilité de mesurer l'activité humaine globale en tant que flux continu et de la possibilité pour les produits de cette

activité de se rapporter les uns aux autres dans une abstraction (substance de la valeur) Ce sera la suite de la crise du rapport salarial et c'est important car c'est alors la crise de la valeur comme crise de la valeur comme capital.

En dehors de la perspective de leur dépassement (tant comme révolution que comme contre-révolution/restructuration), les contradictions qui sont mises sur la table, le sont de façon unilatérale. La contre-révolution/restructuration elle-même est en panne. Les termes des contradictions que l'on peut caricaturer d'un côté comme, au travers de la préservation du système financier, celles des modalités de l'accumulation dans les formes en crise de la mondialisation telle qu'actuellement configurée et, de l'autre, comme la reproduction de la force de travail par le capital même, ne sont plus que des moments morts, chaque terme ne fait que reprocher à l'autre d'être ce qu'il est.

La classe capitaliste réfléchit constamment à son avenir et au devenir de son monde, mais elle ne devance jamais l'histoire, il faut que les contradictions de son propre monde apparaissent, et c'est au fil de l'eau, par bricolages et improvisations, et par les conflits internes à la classe capitaliste, que se construisent le dépassement des crises et les restructurations. Dans la situation présente, les luttes ne font que formaliser les contradictions spécifiques de la crise actuelle. *C'est au nom du mode de production capitaliste que les Gilets jaunes disaient que ça ne pouvait plus marcher*. En ce sens, mais en ce sens seulement, *l'affrontement était un affrontement réel*. Les contradictions étaient là, exprimées, les termes polarisés, mais sans une confrontation massive avec le prolétariat ils sont sans vie, condamnés à se caricaturer eux-mêmes. Le conflit exprimait bien les termes du rapport d'exploitation entre le prolétariat et le capital tel qu'il est entré en crise, mais seulement dans la mesure où les termes étaient reflétés *dans un seul de ses pôles* : le capital. Pour l'instant les termes de la crise sont polarisés à l'intérieur du seul pôle capital de la contradiction entre capital et prolétariat, ils sont l'un et l'autre un des termes opposés du problème, mais aucun des deux n'en est la solution. Ils ne sont que *l'apparition du problème*.

ANNEXE

« On voudrait seulement vivre un peu mieux »

« Les "Amazones" répondent devant les assises de leurs sept braquages de jeunesse

« Cinq jeunes femmes, accusées d'avoir opéré une série de sept "braquages" entre janvier 1989 et juillet 1990, comparaissaient, du 18 au 20 septembre, devant la cour d'assises du Vaucluse. A l'époque des faits, elles étaient devenues "les Amazones". Depuis, elles ont refait leur vie et se sont rangées. Pour vols à main armée et association de malfaiteurs, elles encourent la perpétuité.

Dans la mythologie criminelle locale, elles étaient "les Amazones". Guerrières à main armée, grimées, perruquées, "braquant" banque sur banque, entre janvier 1989 et juillet 1990, dans la région de Cavaillon et de L'Isle-sur-la-Sorgue. Tassées dans le box des accusés, devant la cour d'assises du Vaucluse, du 18 au 20 septembre, vestes croisées sombres et chemisiers blancs, ce sont cinq jeunes femmes trentenaires tirées à quatre épingles, comme pour un entretien de première embauche. Leurs voix libèrent des torrents d'accents provençaux. Leurs curriculum vitae sont une suite de décalques de galères familiales, de placements et de mesures éducatives, d'études avortées en classes de préapprentissage, de stages et de petits boulots.

Libres après un an de détention provisoire, sous contrôle judiciaire depuis quatre ans, elles ont refait leur vie. Insérées, rangées, avant même d'être jugées. Hélène Trinidad, trente-deux ans, deux fois divorcée, mère de trois enfants, est vendeuse en boulangerie. Laurence Foucrier, trente-deux ans, mère célibataire, est femme de chambre dans un motel. Fatija Maamar Djellali, trente et un ans, cherche un emploi de secrétaire. Sa soeur Malika, trente-quatre ans, vend de la lavande aux antipodes, avec son mari, un ancien joueur de rugby australien. Carole Toucourt, vingt-six ans, vend, elle, des olives sur les marchés. Leur bonne conduite est unanimement louée.

Pourtant, "pour aider Hélène et ses petits", et plus généralement "pour l'argent", les "Amazones" ont effectué une série de sept braquages insensés. Le 15 janvier 1989, un peu avant midi, deux d'entre elles déboulent, têtes cagoulées, dans l'agence du Crédit agricole de L'Isle, qui gère le compte de Malika. Celle-ci est présente, tête découverte. "Pur hasard, dit-elle. Pure malchance. J'étais là pour un retrait." "Pur hasard", elle a aussi

déjà assisté, quelques années auparavant, dans cette même agence, à une attaque à main armée. Un fusil à canon scié pour l'une des têtes cagoulées, un pistolet d'alarme pour l'autre. Personne ne dit mot. On enfourne l'argent dans un sac. Butin : 116 000 francs[172]. »

(*Le Monde*, 21 septembre 1996)

[172] En 1990, le Smic était à 5397 francs. Pour 5 personnes, 116 000 francs équivalent environ à 4 mois de Smic par tête. De quoi simplement et gentiment améliorer le caddie. Nous laissons de côté la condescendance parisienne et la bêtise satisfaite du chroniqueur du *Monde* qui se croît le dimanche sur le marché de l'Isle-sur-la- Sorgue venant de son Lubéron (comme ils disent) dans son 4x4 à la con.

LES CLASSES EN GÉNÉRAL, LE PROLÉTARIAT EN PARTICULIER ET QUELQUES AUTRES CHOSES

(Commentaires critiques du n° 2 de la revue Temps libre: « Contribution à la théorie des classes »)

« *TC aime bien laisser le fardeau de l'explication à son lectorat* » (Temps libre, n° 2, p.135)

« *Quand il s'agit de la relation des luttes actuelles à la révolution, un flou étudié est peut-être l'option la plus rigoureuse et la plus raisonnable* » (Théorie Communiste, ici à la suite)

Quand, entre interclassisme et « populisme », les conflits sociaux avancent sous des drapeaux non par nationalisme mais parce que la citoyenneté semble rimer avec l'Etat « protecteur », quand la lutte des classes se déroule dans le flou et produit du flou, il est bon et nécessaire, comme les camarades de *Temps libre* (*TL*), de s'interroger sur la production et la définition des classes et principalement du prolétariat, car, en revanche, nous ne savons que trop ce qu'est la classe capitaliste qui se connaît et sait se construire elle-même en bloc hégémonique.

Toute l'argumentation et les analyses de ce n° 2 reposent sur une définition plusieurs fois qualifiée de « rigoureuse » : le prolétariat est la classe du travail productif de plus-value, et plus précisément « la classe des travailleurs productifs » car, affirme *TL*, « les classes sont des groupes d'individus en chair et en os » (p. 51). Cependant, à cette « rigoureuse définition » s'ajoute immédiatement une nuance : ce travail ou ces travailleurs doivent être « *directement* » productifs (p. 32, p. 72, etc.). Le diable se nichant toujours dans les détails, ce « directement » va entraîner *Temps Libre* dans des démonstrations parfois hasardeuses et pas toujours « rigoureuses ».

La question que nous posent, dans l'immédiateté de leur existence, toutes les luttes passées, actuelles et peut-être à venir se formule ainsi : comment s'effectue, à partir d'eux-mêmes[173], la

[173]Dans le texte *Vie quotidienne et lutte des classes*, nous montrons la métamorphose nécessaire des rapporte de production, à partir d'eux-mêmes en tant

transformation des rapports objectifs de la situation dans les rapports de production en lutte des classes ? Les classes existent-elles en dehors de cette transformation ?

Ambiguïtés et impasses de la définition du prolétariat par le travail productif

TL évacue immédiatement toute définition du prolétariat à partir des rapports de propriété (p. 15), cela serait en rester au premier moment du rapport d'exploitation : le face-à-face du travailleur libre et de ses conditions. De même, s'en tenir à la vente de la force de travail escamote la différence entre travail productif et improductif. Le prolétariat est donc la classe constituée par les travailleurs productifs en ce qu'ils portent la contradiction essentielle du mode de production capitaliste, celle de ce travail productif comme toujours nécessaire et toujours de trop (pp. 21 et 34)[174]. Par la suite, ils cherchent à différencier « classe ouvrière » et « prolétariat », mais leur définition du prolétariat (le travail productif) peut tout autant s'appliquer à la classe ouvrière (avec quelques exclusions ou ajouts à partir du même substrat). La « différence » qu'ils retiennent n'est qu'une différence de périodes historiques. Pour la classe ouvrière, ce qui aurait compté c'était la montée en puissance du « travail coopératif » (p. 38) ; le prolétariat, quant à lui, serait défini par la rupture que porte la contradiction du travail productif (travail nécessaire) dans le mode de production capitaliste[175]. Mais si, comme eux, nous en restons

---

que tels, jusqu'aux expressions les plus fétichistes de leur réalité dans laquelle les classes se constituent pour elles-mêmes.

[174] On peut, avec raison, considérer cette contradiction comme une contradiction logique, il faut alors, comme dans les développements qui suivent, la considérer comme le fondement de toutes les métamorphoses qui nous mènent à l'existence des classes.

[175] « Dans la production fondée sur le capital, l'existence du temps de travail *nécessaire* est conditionnée par la création du temps de travail *excédentaire*. [...] Comme nous l'avons vu, la loi du capital, c'est de créer du surtravail, du temps disponible. Il ne peut le faire qu'en mettant en mouvement du *travail nécessaire*, c'est-à-dire en procédant à l'échange avec l'ouvrier. Sa tendance est donc de créer le plus possible de travail, en même temps que de réduire le travail nécessaire à un minimum. Le capital s'efforce donc à la fois d'augmenter la population ouvrière et de rendre une partie de celle-ci surnuméraire et inutile jusqu'à ce que le capital puisse l'utiliser. [...] Mais le travail est et reste la présupposition, le surtravail n'existant qu'en fonction du travail nécessaire et dans la mesure où celui-ci existe. Le capital doit donc créer sans cesse du travail nécessaire pour en extraire du

au niveau de la contradiction du travail productif comme catégorie économique, cela ne change rien aux définitions, la classe ouvrière était aussi la classe du travail productif, la contradiction de ce dernier se résolvait historiquement de façon différente, l'époque de l' « identité ouvrière » n'aurait été alors que celle de l'identification de la classe ouvrière et du prolétariat[176].

Rapidement, dans le cours du texte, *TL* se trouve confronté à l'épineuse question et la troublante réalité du travail productif comme le fait et l'œuvre du « *travailleur collectif* ». Ils vont alors se proposer démontrer qu'il y aurait, chez Marx, deux définitions du travail productif à l'origine d'une « confusion » qui « trouve sa source chez Marx lui-même » (c'est l'objet des pages 61 à 66).

Pour fonder leur propos, ils s'appuient sur quelques citations du *Chapitre inédit du Capital* et des *Théories sur la plus-value*.

« Ainsi, dans *Un chapitre inédit du Capital*, le travail productif s'émancipe complètement de ce critère d'ordre social (critère de l'exploitation) : "Seul est productif l'ouvrier dont le procès de travail correspond au *procès productif de consommation* de la force de travail – du porteur de ce travail – par le capital ou le capitaliste" (*op. cit.*, UGE, 1997, p. 226). Et comment détermine-t-on si un travail correspond "au procès productif de consommation

---

surtravail : il doit l'augmenter (d'où une multiplication des journées simultanées) pour accroître son excédent : mais il doit en même temps, abolir le travail nécessaire pour en faire du surtravail. [...] Mais, le nouvel excédent de capital ne peut être mis en valeur que s'il continue son échange avec du travail vivant. Ainsi le capital s'efforcera d'augmenter la population ouvrière en même temps qu'il diminue constamment la partie nécessaire du travail de celle-ci (et en met une partie en réserve). [...] En même temps et à mesure que le capital crée du surtravail, il crée et abolit le travail nécessaire : le surtravail n'existe que dans la mesure où le travail nécessaire existe et n'existe pas » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t. 1, pp. 354 à 357). Nous avons là une contradiction qui est la dynamique même du mode de production capitaliste, ce qui le rend capable de surmonter toutes ses crises et qui fait de toutes ses crises une force supplémentaire lui redonnant des couleurs. Ce n'est qu'une situation particulière, une conjoncture, une sorte de dérapage aléatoire qui sur la même contradiction peut enclencher les conflits qui l'éliminent.

[176] Par « identité ouvrière », nous entendons la puissance et la conscience de soi comme classe du prolétariat constituées à l'intérieur même de la reproduction du mode de production capitaliste et confirmées par cette reproduction du fait du hiatus ouvert entre la constitution d'une force de travail de plus en plus collective et sociale et les modalités d'absorption par le capital de cette force de travail, modalités se révélant inadéquates de par ce qu'elles-mêmes avaient produit. La restructuration du milieu des années 1970 a été essentiellement la destruction de cette identité ouvrière.

de la force de travail" ? Par sa participation à la "machine productive totale", c'est-à-dire "au procès immédiat de création des marchandises *ou, mieux, des produits*" (*ibid*). Clairement, le caractère productif du "procès productif" et de la "machine productive" n'a dans ce cas plus rien à voir avec le travail productif dont il était question plus tôt, puisque sa participation à un procès de production de *marchandises* suffit désormais à déterminer soit un travail, un procès ou un agent comme "productif". L'équivocité d'un tel mot produit ici ses dégâts : grâce à elle, on a pu effacer la dimension essentielle, définitoire du travail productif (par laquelle le rapport social capitaliste est reproduit : il produit de la plus-value) pour ne conserver que sa dimension la plus superficielle (il doit passer par la production de marchandises). » (*TL*, pp. 63 et 64)

Mais si on pousse la lecture du *Chapitre inédit* de la p. 226 à la p. 227, on peut lire : « L'activité de cette force de travail globale est directement consommée de manière productive par le capital dans le procès d'auto-valorisation du capital : elle produit donc immédiatement de la plus-value ou mieux, comme nous le verrons par la suite, *elle se transforme directement elle-même en capital*. ». On peut discuter au sujet de cette « force de travail globale », mais de toute évidence la « dimension essentielle, définitoire du travail productif : la production de la plus-value » n'y est absolument pas effacée.

C'est au prix de la troncature de la citation et de la démonstration de Marx que *TL* peut s'autoriser à parler de « glissement sémantique » entre un travail productif de plus-value et un travail productif de marchandises, comme si Marx, avec le « travailleur collectif », ne parlait plus que du second qu'il aurait même « autonomisé ».

Immédiatement après (pp. 64-65), ils commentent un autre fragment du *Chapitre inédit* : « C'est ce glissement sémantique [peut-être contestable, mais en fait inexistant comme nous venons de le voir, nda] qui autorise Marx dans ce même passage à présenter indistinctement surveillant.e, directeur.rice, technicien.ne, ouvrier.ére manuel.le et simple auxiliaire comme des "ouvriers *productifs* directement exploités par le capital et *soumis* à son procès de production et de valorisation" mais aussi, la classe capitaliste comme "la classe productive par excellence" – dans la mesure où "[comme] dirigeant du procès de travail, le capitaliste peut effectuer du travail productif, en ce sens que son travail étant

intégré au procès de travail total, s'incarne dans le produit » (*Un Chapitre inédit*, p. 240). Pourtant, cinq lignes après, Marx conclut ainsi le chapitre : « La définition du *travail productif* (et donc aussi de son contraire le travail *improductif*) se base sur le fait que la production capitaliste est production de plus-value, et que le travail qui s'y emploie produit de la plus-value. ». Et, s'il nous est impossible d'inclure le « directeur » dans le prolétariat c'est peut-être qu'il y a un problème avec la définition de celui-ci sur la base *directe* du travail productif.

TL se réfèrent ensuite à une citation des *Théories sur la plus-value* : « Parmi ces ouvriers productifs il faut compter naturellement tous ceux qui collaborent *d'une manière ou d'une autre* à la production de la marchandise, depuis le travailleur manuel jusqu'au *manager*, *engineer*, (pour autant qu'ils sont distincts du capitaliste » (*op. cit.*, éd. Sociales, t. 1, p. 166). Mais, il aurait fallu inclure la phrase immédiatement précédente : « La marchandise l'intéresse [le capitaliste] dans la mesure où elle possède une valeur d'échange supérieure à celle qu'il a payée pour elle, et ainsi la valeur d'usage du travail consiste pour lui en ce qu'il reçoit un quantum de temps de travail supérieur à celui qu'il a payé sous forme de salaire. Parmi ces ouvriers productifs, etc. -- suit la citation reproduite par *TL* -- ». La page suivante est consacrée à un éloge de Smith en ce qu'il a défini le travail productif spécifiquement « du point de vue de la production capitaliste », c'est-à-dire « comme travail qui s'échange immédiatement contre le capital » (Marx, *Théorie sur la plus-value*, éd. Sociales, t. 1, p. 167).

C'est en note de bas de page (note 37) que *TL* revient sur la suite de la citation de la page 226 du *Chapitre inédit* à propos de cette « force de travail globale » produisant « immédiatement de la plus-value ». Mais cette citation en note n'est là que pour illustrer la « confusion » de Marx. Ici, il faut longuement les citer : « Marx présente cette idée [le "travailleur collectif" comme porteur du travail productif, y compris certaines activités du capitaliste, nda] comme le résultat de la transition de la subsomption formelle à la subsomption réelle du capital ; pourtant rien dans une telle transition ne permet de modifier le caractère exploité ou non d'un travail : ou bien une personne travaille une partie de sa journée gratuitement, ou bien elle ne le fait pas. Mais c'est justement d'autre chose dont parle Marx, puisque les agents qu'il énumère

ont uniquement en commun de "participer" au procès de production et par là, de "participer" au procès de valorisation du capital [ici s'insère la citation de note de bas de page – note 37 --, nda]. Seulement, le fait est qu'on ne peut absolument pas déduire de la participation d'un agent à un procès de production de marchandises qu'il valorise *effectivement* [souligné dans le texte] le capital ou qu'il produise de la plus-value, puisque pour ce faire, il faut nécessairement être exploité.e. Tant qu'on ne sait pas si un agent reçoit un équivalent moindre que ce qu'il a produit, et donc qu'il enrichit celui ou celle qui l'a employé, on ne peut trancher sur le caractère productif de son travail. » (pp. 65-66). Selon ce critère, celui qui reçoit un équivalent moindre de ce qu'il a permis à « son » capital de s'approprier (services, circulation, banques, etc.) peut être considéré comme un travailleur productif, en revanche le travailleur productif s'activant dans la production mais qui serait « surpayé » n'est plus un travailleur productif.

Passons sur la critique de *TL* (pourtant à la base de leur « démonstration ») consistant à dire que Marx réduirait, dans son discours « ambigu », le travail productif au travail producteur de marchandises. A condition de considérer l'argumentation dans sa continuité et sa totalité, ce n'est jamais le cas. Le problème central de leur problématique est de vouloir déduire *immédiatement* du travail productif la constitution des classes et l'appartenance de classe. C'est peut-être contestable, mais Marx est clair : si l'on considère le « travailleur collectif », « il est parfaitement indifférent de déterminer si la fonction du travailleur individuel – simple maillon du travailleur collectif – consiste plus ou moins en travail manuel simple[177] » (*Un chapitre inédit*, p. 226). L'activité de cette force de travail globale produit immédiatement de la plus-value. Ils admettent comme hypothèse le « travailleur collectif » mais contestent le fait que chacun y participe quant à la production de plus-value. Ils acceptent le « travailleur collectif » mais veulent retrouver la participation spécifique de chaque individu à « ce qu'il a produit » et, qui plus est, le rapport arithmétique entre « ce qu'il a produit » et la « valeur de sa force de travail ». En bref, ils

[177] Ce qui peut faire problème dans cet énoncé de Marx c'est la réduction de la valeur produite au travail simple. Là-dessus on peut plus ou moins être d'accord avec Astarian dans *L'Abolition de la valeur* (éd. Entremonde, 2017) sur le manque d'évidence de la réduction du travail complexe au travail simple quant à la production de valeur. Chez Astarian, le rejet du concept de « travail abstrait » empêche de, au moins, cerner et poser la difficulté.

veulent à la fois la grande industrie, les chaînes mondiales de valeur, les différences abyssales entre les valeurs des forces de travail selon les aires géographiques, et l'atelier ou au mieux la manufacture sérielle.

A ce moment précis, leur raisonnement bascule.

Citons la suite :

« Du reste [ce qui signifie : nous changeons de sujet, nda], comme nous le verrons plus loin, il est impossible d'avoir pour *fonction principale* [nous soulignons] de représenter le capital au sein du procès de production (d'effectuer une fonction que la classe capitaliste a historiquement déléguée à d'autres agents) et d'être membre du prolétariat [...] le caractère d'une tâche n'est jamais transformé par sa délégation. C'est bien pourquoi ces deux acceptions distinctes du concept de travail productif ne peuvent coexister paisiblement, car l'une englobe toute activité qui concourt à produire des marchandises, tandis que l'autre réfère exclusivement à l'activité des salarié.e.s directement exploité.e.s par le capital ... » (p. 66).

Nous avons vu qu'il n'y a pas chez Marx « deux acceptions distinctes »[178] et *TL* admet par ailleurs que les ingénieurs, techniciens, etc. peuvent être des travailleurs productifs au sens « exclusif » qu'ils donnent à la chose, excluant ainsi du prolétariat des travailleurs pourtant reconnus comme productifs. En outre, qui possède l'invention qu'il faut pour séparer la « fonction principale » de surveillance et de mise en ordre de la fonction productive secondaire (ou vice-versa) ? A quel moment dans son activité, l'ingénieur, etc. quitte la cravate de sa « fonction capitaliste déléguée » pour revêtir la blouse blanche ou bleue du travailleur productif et de la science ? A quel niveau le « sursalaire » (puisqu'ils reprennent cette notion[179]) équivaut, par rapport à la valeur de la force de travail, à une cessation de production de plus-value ?

C'est à ce moment que *TL* commet la grande entorse à sa « définition rigoureuse ». En effet, après avoir, avec raison et selon

[178] La seule ambiguïté que l'on pourrait relever concerne certaines activités du capitaliste qui peuvent être incluses dans le travail productif du travailleur collectif (*Un chapitre inédit*, p. 240) ou en être explicitement exclues (*Théories sur la plus-value*, t. 1, p. 166).

[179] Cette notion de « sursalaire » est à la base du travail sur la classe moyenne salariée effectué, à la suite de Baudelot, Establet et Malemort, par Astarian et Ferro dans *Le Ménage à trois de la lutte des classes*, éd. L'Asymétrie, 2019.

la définition canonique, soutenu que le travail productif est indépendant de toute valeur d'usage produite et de tout travail concret, voilà que *quelles que soient les modalités de leur effectuation* certaines fonctions demeurent telles qu'en elles-mêmes. Au lieu de reconnaître que le travail productif est le point de départ impérieux et incontournable de la définition des classes, mais seulement *un point de départ*, ils vont à la fois maintenir leur définition, s'y accrocher et lui apporter, comme nous le verrons, toutes sortes de « surdéterminations » et de restrictions « fonctionnelles ». Selon leur fonction, des travailleurs qu'ils ont pourtant reconnus comme productifs sont exclus du prolétariat. La « rigoureuse définition » a du plomb dans l'aile[180].

Nous ne pouvons que souscrire à l'opinion de *TL* selon laquelle : « …il est impossible d'avoir pour fonction principale de représenter le capital […] et d'être membre du prolétariat. » (p. 66). Mais, si l'on procède à une confusion directe, *immédiate*, entre ce qui est une fonction du mode de production (un rapport de production), c'est-à-dire le travail productif, et ce qui est une *réalité vécue*, c'est-à-dire les classes, au travers d'une série de médiations dans la *reproduction* (qui n'est pas une simple suite de la production) y compris les rapports de distribution et même les niveaux et modes de consommation[181], on ne peut qu'aboutir à une impasse, celle-là même à laquelle ils se heurtent : le strict critère du travail productif nous ferait considérer comme prolétaires des individus qui de toute évidence n'en sont pas et inversement nous ferait exclure du prolétariat des individus que l'on a beaucoup de mal à ne pas les y inclure (tout cela sous réserve de considérer que le travail productif soit, au-delà d'une fonction dans le mode de production, une identité des individus). Les classes ne sont pas un calque des rapports de production. Dans l'Introduction de 1857, Marx écrit : « La population est une abstraction, si je néglige par exemple les classes dont elle se compose. A leur tour, ces classes sont vides de sens si j'ignore les éléments sur lesquels elles reposent [nous soulignons], par exemple le travail salarié, le

[180] Et *quid* des rédacteurs de *Temps Libre* ? Il est vrai qu'il est d'usage que le « Théoricien » ne soit jamais concerné par sa « Théorie ».

[181] Balibar, dans *Lire le Capital* (éd. Quadrige, pp. 509-511), commentant Marx (*Le Capital*, t. 3, p. 14), souligne comment, prise comme moment de la reproduction, la consommation individuelle est définitoire du rapport social dans lequel existe la classe ouvrière.

capital, etc. ». Les classes reposent sur ces éléments, elles ne sont pas ces éléments. Ces éléments eux-mêmes « supposent l'échange, la division du travail, les prix, etc. » Toute la difficulté de la définition des classes pourrait tenir dans ce simple verbe : « reposer ». Notons que Marx utilise le verbe « beruhen » que l'on peut également traduire, outre « reposer sur », par « dépendre de », « provenir de ».

Dans sa stricte définition, le travail productif inclut toutes les activités de transport, de livraisons (*Uber Eats*, etc.), c'est-à-dire pour Marx, tout ce qui est la « poursuite du procès de production » en ce que la valeur d'usage n'est « achevée » que dans sa mise à disposition sur le marché. Le publicitaire qui participe à la définition de la valeur d'usage est-il un travailleur productif au même titre que l'employé qui met en rayons dans un supermarché, dans la mesure où cette mise en rayons est toujours, elle aussi, une organisation publicitaire[182] ? Les caissières évidemment n'effectuent pas un travail productif (*TL2*, pp. 80-81), elles ne sont pas en contradiction avec le capital de la même façon que le cariste qui alimente les rayons, elles ne sont pas des prolétaires « au sens strict ». Vouloir définir les classes non pas *à partir* des rapports de production mais comme un *calque* de ces rapports aboutit à des aberrations. Si la caissière épouse le cariste, forment-ils un ménage prolétarien ou interclassiste ? Est-ce un nouveau Roméo et Juliette[183] ? Cependant, là où *TL* a raison, c'est en faisant

[182]Le besoin ne détermine pas unilatéralement la production. La production fournit une matière au besoin et elle lui donne son caractère spécifique : « La faim est la faim ; mais si elle est apaisée avec de la viande préparée et mangée à l'aide d'une fourchette et d'un couteau, elle est différente de celle qui est calmée en avalant de la chair crue, déchirée avec les mains, les ongles et les dents. » (Marx, *Introduction de 1857*, in *Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t. 1, p. 21). Marx prend ensuite l'exemple de l'objet d'art créant un public sensible à l'art, nous pourrions plus prosaïquement parler du réfrigérateur et du public sensible au réfrigérateur. La production produit donc le besoin en lui fournissant sa matière, en déterminant ses modalités historiques spécifiques (dépendantes, elles-mêmes, de conditions telles que l'extension de la vie en famille restreinte dans un appartement urbain normalisé – merci. M. Le Corbusier), en suscitant le besoin de produits qu'elle a d'abord créés matériellement ou dont l'attente a été créée.

[183] Parodiant Shakespeare en son prologue : « Deux classes, inégales en noblesse / Au royaume de Walmart où nous plaçons notre scène / Sont entraînées par d'anciennes rancunes à des rixes nouvelles / Des entrailles prédestinées de ces deux ennemies / A pris naissance sous des étoiles contraires, un couple d'amoureux. »

remarquer que la suppression du travail de la caissière (du travail improductif en général), n'a pas le même impact sur les contradictions du mode de production capitaliste que la suppression du travail productif, quant à lui « toujours nécessaire, toujours de trop » (p. 82)[184].

Ils reconnaissent qu'avec la subsomption réelle du travail sous le capital, « le travail de subordination devient une partie intégrante du procès de production » (p. 95). Citons Marx : « Dans la production mécanisée, l'appropriation du travail vivant par le travail objectivé – l'appropriation de la force ou de l'activité valorisante par la valeur pour soi – appropriation qui tient au concept même de capital, est posée comme caractère du procès de production lui-même, y compris sous le rapport de ses éléments matériels et de son mouvement matériel. […] Dans la machinerie, le travail objectivé se présente face au travail vivant dans le procès de travail lui-même comme ce pouvoir qui le domine, que le capital est par sa forme, en tant qu'appropriation du travail vivant. » (*Grundrisse*, éd. sociales, t. 2, p. 185).

Si nous nous référons à ce passage du dit « Fragments sur les machines », il est évident que lorsque l'appropriation du travail vivant est devenue le fait même du « caractère matériel du procès de production », tout le travail de surveillance lié à la coopération, à la nécessaire continuité du travail et à ce que « chaque heure de travail fournisse le produit d'une heure de travail » (*Chapitre inédit*, p. 177), tout le travail de conception des machines et de leur agencement les unes avec les autres, demeure d'une part du *travail productif*, comme le reconnaît *TL*, mais ceux qui l'effectuent ne peuvent pas, comme ils le reconnaissent également, être qualifiés de « *prolétaires* ». A ce moment-là, au lieu de simplement reconnaître que la « rigoureuse définition par le travail productif » ne suffit pas à définir le prolétariat en tant que *classe*, ils introduisent des « fonctions » et des « surdéterminations ». Ce qui, finalement, revient à considérer que si la « rigoureuse définition » offre une base, elle n'est pas le fin mot de la définition des classes qui s'effectue dans tout un *procès de reproduction*. Ce procès parcourt et inclut toutes les instances du mode de production de façon historique et mouvante. Mouvante, car les instances, depuis les rapports de production jusqu'aux pratiques et perceptions idéologiques dans lesquelles les classes sont construites, se

[184] Encore que … voir plus loin à propos de l'industrie de l'armement ou du luxe.

comprennent elles-mêmes et *s'autoconstruisent*[185] dans la lutte avec l'*autre* classe[186], ne s'articulent pas toujours de la même façon et selon la même hiérarchie. C'est en passant par les rapports de distribution, la répartition de la « richesse produite », et toutes les formes fétichistes revêtues nécessairement par les rapports de production que les classes s'autoconstruisent dans un matériau qui est la structure même du mode de production, mais qui n'est pas, *en tant que tel*, les classes. Le critère du travail productif se révélant dans la propre problématique de *TL* incapable d'établir une claire définition du prolétariat, il leur a fallu introduire la « fonction » des différents types de travaux en dehors et quelle que soit leur qualité de productif.

De la page 96 à 105, le long chapitre sur le « Travail intellectuel » n'est là que pour distinguer d'une part, ce travail intellectuel (reconnu cependant dans un grand nombre de cas comme « productif ») et d'autre part, les prolétaires que, sans l'écrire explicitement, ils nous amènent donc à considérer comme des « travailleurs manuels ». L'argumentation est reprise de Poulantzas dans *Les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui* (éd. Points-Seuil, pp. 233 à 254). Mais, alors que Poulantzas reconnaît ces « travailleurs intellectuels » comme des

---

[185] Nous nous référons ici aux thèses de Thompson (*La Formation de la classe ouvrière anglaise,* [1963] *éd. Points-Seuil, 2017*), tout en critiquant par ailleurs son historicisme qui, définissant une situation historique en se référant à des situations historiques antérieures, fonctionne *ad libitum* comme un mauvais infini : voir dans ce n° de *Théorie communiste* le texte *Vie quotidienne et luttes des classes, éloge des « apparences » et de la confusion*.

[186] « Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe ; pour le reste, ils se retrouvent ennemis dans la concurrence. » (Marx-Engels, *Idéologie allemande*, éd. Sociales, 1968, p. 93). Il ne suffit pas de dire qu'une classe se constitue dans la lutte des classes, encore faut-il considérer les caractéristiques de cette lutte dans laquelle elle se constitue : « Alors s'ouvre une époque de révolution sociale [que Marx considère ici comme le développement des forces productives entrant en contradiction avec les rapports de production, nda]. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse -- des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques s*ous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout* [nous soulignons]. » (Marx, *Préface de 1859*). « Prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout », n'est-ce pas déterminant dans la constitution d'une classe « dans sa lutte contre une autre » ?

« travailleurs productifs » et déplace la distinction du prolétariat sur les *fonctions* occupées dans le procès de production, *TL* effectue la même distinction (légitime à condition de produire que ce sont les rapports de production eux-mêmes qui n'existent et se reproduisent que dans une série de métamorphoses dont les formes fétichistes vécues sont l'ultime aboutissement) tout en persistant à affirmer que le travail productif est la « distinction rigoureuse » entre les classes. Malgré toutes les précautions prises lors de la définition initiale du travail productif, ils sont ramenés, sans le formaliser théoriquement, à fonctionner sur une définition restrictive, jamais vraiment explicitée, du travail productif.

« Avec l'accroissement de la division sociale du travail, l' « entretien » de ce monopole [le « monopole du savoir », nda] incombe en partie à d'autres, mais son trait caractéristique – le fait qu'il permet de se dispenser du travail *direct* [nous soulignons] et harassant, producteur de richesses *matérielles* [idem] – demeure, bien que soient relativement dissociés, le fait de travailler intellectuellement et le fait d'exploiter *directement* [idem] le travail d'autrui » (*TL2*, p. 101). Comme nous l'avions déjà entraperçu, nous voyons, malgré les précautions initiales d'usage, le travail productif devenir (plus ou moins) le « travail manuel » au travers d'une « relative dissociation » entre le « travail intellectuel » et « le fait d'exploiter directement ». Comme si, dans le mode de production spécifiquement capitaliste, le travail productif ne pouvait être aussi une « activité déléguée d'exploitation ». *TL* est à la fois conscient des impasses de sa doctrine et condamné à poursuivre l'affirmation et la défense de son dogme :

« N'est pas membre du prolétariat une personne qui effectue comme tâche principale un travail de domination : point final. » (p. 105). Jusque-là, il ne s'agissait que de savoir si cette « personne » était « productive » ou non. Mais ils ont, contrairement à ce que nous laissait supposer le premier chapitre de la revue, une conception laxiste et à géométrie variable de la définition des classes par le travail productif. A propos d' « agents exploités, productifs de plus-value, et valorisant le capital » (p. 106), c'est-à-dire d' « agents » réunissant toutes les caractéristiques nécessaires à l'appartenance au prolétariat, ils ajoutent : « Or, c'est justement dans de telles situations que les rapports de subordination acquièrent, pour la détermination de leur appartenance de classe, une importance décisive : selon que tel ou tel agent alloue une

partie importante de son temps et de son énergie au travail de direction et de surveillance, il se verra surclassé (éjecté du prolétariat) » (pp. 106-107). Mais, à nouveau, possédons-nous l'invention qu'il faut pour savoir à quel moment le déplacement du curseur éjectera cet « agent productif » et « exploité », devenu suppôt du capital. Mais *TL* présente immédiatement la parade : selon le positionnement du curseur le rapport à la totalité a été « qualitativement » modifié (p. 107). Nous savions que le travail productif était un « rapport à la totalité », si le « rapport à la totalité » a été « *qualitativement* » modifié (la quantité s'étant, comme d'habitude, muée en qualité), le travail productif n'est plus vraiment du travail productif. CQFD.

Il existe un autre aspect du travail productif qui « modifie son rapport à la totalité », c'est celui où le travail productif lui-même peut faire obstacle à la poursuite de l'accumulation capitaliste. *TL* considère le travail productif comme celui qui, créant de la plus-value, reproduit à une échelle élargie les moyens de production et le fond de consommation de la force de travail. Le travail productif serait celui par quoi il y a accumulation de capital. A priori, on ne peut qu'être d'accord avec cette approche, cependant, à y regarder de plus près, est-ce qu'il n'y a pas là une confusion entre deux termes très proches et se conditionnant réciproquement : l'accumulation du capital et le travail productif ?[187] Est-ce que le travail producteur de plus-value et le travail reproduisant de façon élargie le capital sont absolument identiques ? Tout le monde conviendra que l'ouvrier d'une usine de tracteurs (Lamborghini par exemple[188]) est un travailleur productif : il produit de la plus-value, il produit des moyens de production. Mais son collègue, l'ouvrier de chez Ferrari, est-il un travailleur productif ? D'un côté, il est difficile de nier qu'il produise de la plus-value, d'un autre côté, il est difficile d'admettre qu'il produise des moyens de production, y compris de reproduction de force de travail. Si l'ouvrier de Ferrari est un travailleur productif, celui qui produit des mines

[187]Dans leur réponse à Astarian et Ferro, les rédacteurs de *TL* lèvent opportunément cette ambigüité existant, à notre avis, dans le texte initial. Ce commentaire de *TL* 2 rédigé avant cette réponse n'a pas été « revu » en fonction de celle-ci.

[188]Il existe une anecdote, peut-être légendaire : au cours d'une soirée, M. Lamborghini fabricant de tracteurs et propriétaire d'une Ferrari, aurait émis quelques critiques à Enzo Ferrari relatives à son véhicule. L'*ingeniere* lui aurait répondu : « fabrique des tracteurs et laisse-moi produire des voitures de sport ». C'est alors que M. Lamborghini, vexé, aurait décidé de produire les automobiles que nous connaissons.

antipersonnelles en est un également, comme ils l'écrivent expressément *(*p. 55). Pourtant, ni la Ferrari, ni la mine ne fonctionneront comme capital additionnel. L'embarras provient de ce que l'on a confondu deux notions très proches : le travail productif et l'accumulation[189].

« Du point de vue capitaliste, le luxe devient condamnable dès lors que le procès de reproduction – ou son progrès exigé par la simple progression naturelle de la population -- trouve un frein dans l'application *disproportionnée* [souligné dans le texte] de t*ravail productif* [nous soulignons] à la création d'articles qui ne servent pas à la reproduction, de sorte qu'il y a reproduction insuffisante des moyens de subsistance et des moyens de production nécessaires. » (Marx, *Chapitre inédit*, éd. 10/18, pp. 235-236).

« Il est évident cependant que si une partie disproportionnée était ainsi consommée, aux dépens des moyens de production et de subsistance qui entrent dans la reproduction, soit des marchandises, soit de la force de travail, le développement de la richesse en subirait un coup d'arrêt. Cette sorte de *travail productif* [nous soulignons] crée des valeurs d'usage, se cristallise en des produits destinés uniquement à la consommation improductive et dépourvus en eux-mêmes de toute *valeur d'usage* pour le procès de reproduction. » (*idem*, p. 235).

Il existe donc un travail productif non seulement dépourvu de toute valeur d'usage pour la reproduction et l'accumulation du capital, mais encore potentiellement nocif, son rapport à la « totalité » (capital social) est très « particulier » : un peu toujours de trop.

Le « travailleur productif » est en lui-même, considéré par *TL* comme « toujours nécessaire et toujours de trop », mais s'il existe un type de travail *productif* pouvant être considéré comme *seulement « de trop »* (et donc, comme pouvant être supprimé comme le travailleur improductif), il en résulte que nous ne pouvons pas passer, sans autre forme de procès, de la « tension à l'abolition de la règle » qui est une contradiction du mode de production qui construit des situations et des polarisations constitutives des classes et de leurs luttes, à une nature

[189] Ce commentaire de *Temps libre* a été rédigé avant la lecture de leur réponse à Astarian et Ferro (voir sur dndf.org). Nous ne l'avons pas retouché à la suite de cette réponse, où ils reviennent, d'une façon avec laquelle nous sommes en accord, sur cette question non explicitement traitée (il nous semble) dans leur n°2.

« révolutionnaire » du travail productif et encore moins au « travailleur productif » comme si cette nature lui était individuellement attachée[190]. Si des travailleurs productifs peuvent se révéler seulement de trop, même s'ils ne constituent pas un segment très important de la catégorie[191], cela signifie qu'il n'est pas possible de rattacher directement la catégorie de travail productif à une nature potentiellement « révolutionnaire jusqu'au bout » (*TL*) de chaque individu entrant dans cette catégorie. Les classes ne sont pas une liste d'individus, elles ne sont pas une sorte d'« état-civil » révolutionnaire (même potentiel).

Nous voilà donc appelés non seulement à surveiller le curseur partageant les tâches productives de la partie du temps de travail « dédiée à la discipline » (*TL2*, p. 107), mais encore à nous demander si ce travailleur productif n'est pas socialement, du point de vue de l'accumulation, exclu de la contradiction du travail nécessaire. Il est tout à fait imaginable que le curseur des « tâches productives » varie d'un jour à l'autre, et voilà un individu à l'identité chancelante, prolétaire aujourd'hui, « suppôt du capital » demain.

Ce n'est pas tout, cet indécis travailleur productif se voit menacé d'une nouvelle disgrâce : le « sursalaire ». Sans crier gare, sans explication, renvoyant simplement au livre d'Astarian et Ferro (« *Le Ménage à trois*... »), *TL* introduit ici la notion de

[190] Défini comme classe par l'exploitation, le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme valeur autonomisée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant. Cela dans la mesure où, comme capital, cette valeur autonomisée pose toujours le prolétariat comme de trop (augmentation de la composition organique, productivité, surprofit) en tant que travail nécessaire, dans le même moment où elle l'implique en tant que travail vivant pour se conserver et s'accroître. Cette détermination c'est la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui n'est rien d'autre qu'une contradiction de classes entre le prolétariat et la classe capitaliste qui comporte l'originalité suivante : le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre définition comme classe. Il en résulte qu'à travers la baisse du taux de profit, l'exploitation est un procès constamment en contradiction avec sa propre reproduction ; le mouvement qu'est l'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux de production dont elle est le contenu et le mouvement. L'exploitation est ce drôle de jeu où c'est toujours le même qui gagne (parce qu'elle est subsomption) en même temps, et pour la même raison, c'est un jeu en contradiction avec sa règle et une tension à l'abolition de cette règle. (voir TC 22, pp. 174 à 178, L'exploitation définition d'une contradiction).

[191] Encore que ... deux grands groupes du luxe figurent parmi les fleurons du capitalisme français.

« sursalaire ». Plus loin cette notion sera critiquée comme ne définissant les classes que sur la base des rapports de distribution, ici elle intervient comme une nouvelle « surdétermination » du travail productif qui, à force de « surdéterminations » se trouve réduit à peau de chagrin quant à sa fonction rigoureuse définissant le prolétariat. Qui en est ? Qui n'en est pas[192] ? Nous en arrivons au cas extraordinaire où tel travail initialement *productif*, de par sa fonction dans les rapports de production, devient *improductif* de par les rapports de distribution qui lui allouent une rémunération excédant la valeur produite en tant qu'agent cependant toujours productif. Comme si, dans les procès de production actuellement réellement existant, il était possible d'affecter à chaque agent sa part de valeur individuellement produite. Ici, la notion de « sursalaire » permet d'identifier rapports de distribution et rapports de production et finalement, une fois les précautions d'usage prises quant à cette identification, de ne plus s'occuper (comme chez Astarian et Ferro), que des rapports de distribution tout en conservant les rapports de production comme simple caution.

Avant de passer aux deux chapitres critiques de la conception des classes dans *Théorie Communiste* puis dans *Le Ménage à trois de la lutte des classes* (Astarian et Ferro, *op. cit.*), *TL* résume en un paragraphe (p. 109-110) la position à laquelle ils sont parvenus. En grande partie, nous sommes en accord avec cette conclusion : « … une théorie des classes sociales du mode de production capitaliste doit prendre comme *point de départ* [nous soulignons] le concept de travail productif. ». Bien sûr, mais tout le problème se situe dans ce qu'il se passe ensuite, après le « *point de départ* ». Nous retrouvons la question rencontrée au début de leur texte (100 pages auparavant) : les « groupes en lutte » doivent être « *rapportés* [nous soulignons] aux classes du mode de production capitaliste et par là, aux fonctions fondamentales par lesquelles il

[192] Nous ne discutons pas ici de cette notion de « sursalaire » qui repose sur une présupposition totalement arbitraire : la « vraie » valeur de telle ou telle force de travail. Notons que précédemment dans la note 51, p. 108, *TL* se contente d'évoquer le « *prix* » (et non la valeur) de la « reproduction de la force de travail ». Dans leur critique du livre *Le Ménage à trois de la lutte des classes*, ils considèrent que cette notion rabat la définition des classes sur les rapports de distribution.

se reproduit … » (p. 10). Que signifie « point de départ » ? Que signifie « rapportés » (comme l'écrivait Marx lui-même) ?

Ils nous disent dans ce paragraphe conclusif : « Toutefois, ce concept [le travail productif] n'est pas en lui-même suffisant pour rendre compte des différents rapports à la totalité qu'entretiennent les différents agents du mode de production capitaliste ». A ce concept il faudrait donc adjoindre les « tâches de domination », la division du travail entre travail manuel et travail intellectuel et, comme nous venons de le voir, les niveaux de rémunération, et même le cas, semble-t-il non envisagé par *TL* de la relation pouvant être négative du travail productif à l'accumulation. Mais alors qu'advient-il de la « rigoureuse définition » ? Ils se sont enfermés dans une définition qui sert de « point de départ » mais qui, à partir de ce point, ne va nulle part. Si ce « point de départ », comme ils le reconnaissent, n'est pas « suffisant », ils le conservent néanmoins inchangé et invariant, seulement affecté de quelques « nuances » qui, *essentiellement*, lui sont extérieures. Ce qui leur échappe, ligotés dans leur « rigoureuse définition », c'est qu'un « point de départ » implique un point d'arrivée. Or ils ne produisent aucun point d'arrivée, les nuances ne font que nous renvoyer à la *case* de départ. De même, quand ils admettent que *TC* a raison de considérer la contradiction entre le prolétariat et le capital qu'est la production de plus-value comme point de départ de l'analyse de la « totalité capitaliste » pour ensuite écrire que *TC* a tort de considérer que « toute activité créée par la polarisation de cette contradiction qui est confrontée au capital est propre au prolétariat » (p. 121), il faudrait admettre que la totalité n'affecte en rien ce qui la détermine comme telle. Le point de départ, la stricte production de plus-value, n'est pas le point d'arrivée : les classes. Il faudrait à la fois avoir la totalité et construire la totalité à partir d'éléments préalables à cette totalité. *Le prolétariat n'est pas « La Contradiction », il est la pratique de cette contradiction*. Mais « la contradiction » existe-t-elle ailleurs que dans sa pratique, si ce n'est dans l'analyse de cette pratique ?

« C'est du travail productif que l'on peut déduire que le prolétariat ne se limite pas aux travailleurs productifs » (R.S, *Le Moment actuel*, Sic 1, p. 136, cité par *TL*, p. 122). Le texte cité se poursuit : « La question est de savoir, toujours historiquement et conjoncturellement, comment cette contradiction essentielle (constitutive) construit, à un moment donné, la lutte des

classes ... » (*Sic* 1, p. 137)[193]. Nous en revenons toujours au fait que les fonctions économiques, dans leur pureté de concept, ne sont pas les classes, même si elles les produisent. C'est pourquoi, dans le passage cité de *Sic*, nous passons précisément de la contradiction inhérente au travail productif à la définition du prolétariat comme pratiques (sur le fondement de la contradiction du travail productif) et non à une « collection d'individus ». *TL* voit une « insuffisance » là où il y a un nécessaire changement de niveau.

Cela n'entraîne pas que, pour *TC*, contrairement à ce qu'ils écrivent, que «l'ensemble des salarié.e.s effectuant des fonctions qui concourent à la réalisation de la plus-value comme profit sont des prolétaires. » (p. 123). En effet, comme il est écrit en critique de *TC*, il est exact que le *rapport d'exploitation* ne devient réalité qu'au terme du circuit du capital, non seulement parce que l'exploitation est constituée par ses trois moments (voir par ailleurs), mais encore parce que ce renouvellement / reproduction / autoprésupposition du rapport passe par toutes les instances y compris non strictement économiques du mode de production : répartition et niveau de revenus, quartiers habités, histoire familiale, prise en charge de la santé, scolarisation et diplômes, fonctions idéologiques au sens courant du terme, etc. Toutes ces instances travaillent la *matière première* des rapports de production mais ce qui ressort de la machine ce sont des pratiques, un vécu, c'est-à-dire des classes dans leurs relations[194].

TL, « refoulant » toutes les restrictions qu'ils énoncent eux-mêmes, réaffirme la stricte et rigoureuse définition par le travail productif tout en excluant (avec raison) du prolétariat « les cadres, les gérants, les publicistes et les contremaîtres. » pourtant reconnus par ailleurs comme pouvant être des travailleurs productifs. Soit le travailleur productif définit le prolétariat soit ce n'est pas suffisant et il faut changer de niveau. Constamment, ils admettent que la définition de la classe par le travail productif ne

[193] Nous revenons plus loin sur cette longue citation de *Sic* 1, commentée et critiquée par *TL*.

[194] On pourrait appliquer à la définition de la classe par *Temps libre* la critique sartrienne du « collectif sériel » (*Critique de la raison dialectique, t. 1, éd. Gallimard, 1960*). La série est une réalité « pratico-inerte », elle renvoie à un environnement social résultant des actions humaines (pratique) mais qui est aussi synonyme de contraintes et de résistances (inerte). En son sein, les individus sont isolés, l'unité est une unité passive.

peut être qu'un point de départ mais toutes leurs nuances nous ramènent à ce « point de départ ».

« Pour déterminer qu'un agent appartient au prolétariat, il est impératif de répondre par l'affirmative à la question suivante : effectue-t-il un travail productif ? » (p. 123). Cependant ils nous disent par ailleurs que cette réponse est largement insuffisante. Il est exact comme ils l'écrivent de façon critique que *TC* « identifie le travail productif comme l'élément déterminant de la constitution en classe du prolétariat, mais refuse d'en faire une condition nécessaire à l'appartenance de classe. ». Nous pourrions ajouter non seulement nécessaire mais surtout suffisante.

Ce qui manque à *TL*, c'est l'idée du *concept* comme *développement*. Le concept de « Prolétariat » (pour autant que l'on puisse l'utiliser en dehors d'une problématique spéculative, cf. Christian Charrier, *La Matérielle,* voir plus loin) n'est pas la résultante d'une somme plus ou moins stable de caractères communs, ni même l'effet d'un seul caractère, ce qui revient à en faire une généralité abstraite dans laquelle les éléments concrets, c'est-à-dire des individus déterminés, sont appelés à plus ou moins se reconnaître et à plus ou moins être intégrés dans cette généralité. Quand ils apportent des « nuances » à leur définition, ils en restent à cette généralité abstraite seulement affectée d'éléments *extérieurs*. C'est à partir du travail productif comme contradiction interne et dynamique (contradiction conceptuelle et, *dans son concept*, toujours historique et conjoncturelle) du mode de production capitaliste que l'on produit le prolétariat, mais c'est un « point de départ », comme ils le disent justement, à partir duquel se *développent* toutes les différences, toutes les particularités qui ne sont pas des « nuances », des « interférences », mais qui lui *appartiennent*.

Le concept de prolétariat, comme tout concept produit théoriquement, ne contient pas seulement tous les faits et déterminations qui le composent mais aussi les *processus* dans lesquels les faits se développent et aussi se dissolvent (nous y reviendrons à propos de la critique de *TL* relative aux « paysans andins » lors de l'insurrection équatorienne de janvier 2000 relatée dans *TC 16*[195]). Construire un concept comme celui de prolétariat à partir (« point de départ ») du travail productif, c'est intégrer dans

[195] Il est possible qu'à ce propos nous ayons un peu forcé la dose.

son mouvement de constitution le principe de ses différences. Ce qui le « contredit » ne lui est pas extérieur, mais fait partie de son propre mouvement interne. Le concept ne peut être enfermé dans un corps de propositions arrêtés. Par exemple, le concept de capital n'est rien moins que la totalité du processus capitaliste qui est, il est vrai, « ressaisi » (Hegel) dans le principe dont il procède sans s'y réduire. Réduire le concept de capital à « la valeur se valorisant » ou « la séparation des producteurs et de leurs conditions », etc. et considérer *in fine* la « formule trinitaire » (profit, rente foncière, salaire) comme une conséquence, une surdétermination ou une dérivée, c'est enfermer le concept dans sa « forme cellulaire », comme si le corps humain était son ADN. La définition de la valeur (tenant compte du fait que dans *Le Capital*, le point de départ est non pas la valeur mais la marchandise) commence dans les premières lignes du Livre I et ne s'achève (?) que dans les dernières lignes inachevées du Livre III (l'ultime plaisanterie de Marx qui ne parle que des classes pendant plus de 1000 pages et nous abandonne quand il commence à dire de quoi il s'agit[196]).

Il en est de même pour le concept de classe. Si nous prenons le travail productif comme « point de départ » du concept de prolétariat (*TL*), il faut le *développer* à travers une série de médiations qui ne sont pas des nuances mais le développement nécessaire du point de départ qui n'est que la *matière première* dans laquelle se constituent les classes. S'il y a un point de départ, il y a aussi un point d'arrivée et le point d'arrivée n'est pas identique au point de départ, à quelques nuances près, comme si les déterminations traversées n'étaient qu'une mauvaise blague avant d'en *revenir* au point de départ.

En dernière analyse toutes les restrictions, surdéterminations, positions fonctionnelles, niveaux de revenus, que l'on peut prononcer quant au travail productif comme immédiate définition du prolétariat relèvent d'une impossibilité intrinsèque au travail

[196]A ce propos, il ne s'agit pas de commenter un texte dont nous n'avons qu'une page, mais il est intéressant de remarquer que Marx introduit ce chapitre sur les classes à l'issue du Livre III sur la reproduction d'ensemble et plus précisément après les chapitres sur « Les illusions de la distribution » et « La formule trinitaire ». On aurait pu s'attendre à ce que ce chapitre suive, dans le Livre I, celui sur « L'achat et la vente de la force de travail » quand « l'homme aux écus » devenu capitaliste s'avance « narquois » et que le suit, « timide », le « possesseur de la force de travail » qui n'a plus à attendre que « d'être tanné ». Et pourtant, ce n'est pas là qu'il se trouve.

productif dans le mode de production capitaliste à être une définition de classe.

Dans les *Théories sur la plus-value*, Marx consacre de longs développements à la question du travail productif et, considérant même le capital comme productif, il écrit :

« Le capital est donc productif : 1) comme *contraignant* au surtravail ; 2) en absorbant et s'appropriant (*personnification*) les forces productives du travail social et les forces productives sociales générales, de même que la science. On peut se demander en quoi ou comment le travail apparaît face au capital comme productif, ou comme *travail productif* [souligné dans le texte] puisque les forces productives du travail sont transposées dans le capital ? Et que la même force productive ne peut compter deux fois, une fois comme force productive du travail et une autre fois comme force productive du capital ? (Force productive du travail – force productive du capital. Mais la *puissance de travail* est productive du fait de la *différence* entre sa *valeur* et sa *mise en valeur*). [...] Seul est *productif* le travail *qui se transforme directement en capital*, donc le travail qui constitue le capital variable comme variable. » (*op.cit.*, éd. Sociales, t. 1, p. 460). Jusque-là tout semble concorder, tout va bien. Mais après être revenu sur la définition de la valeur et sa relation aux différences de productivité, Marx conclut : « En tant qu'il produit de la valeur, le travail reste donc toujours travail de *l'individu* [souligné dans le texte] qui n'est exprimé qu'*en général*. Le travail productif -- en tant que travail produisant de la valeur – fait donc toujours face au capital comme travail de la puissance de travail individuelle, du *travailleur isolé* [souligné dans le texte] en quelques combinaisons sociales qu'entrent ces travailleurs au cours du procès de production. Ainsi tandis que le capital représente, face au travailleur, la force productive sociale du travail, le travail productif du travailleur ne représente jamais, face au capital, que le travail du *travailleur isolé*. » (idem, p. 461).

Le thème est repris quasiment à l'identique dans le *Chapitre inédit* : « Le travail productif (de valeur) continue de faire face au capital comme travail des *ouvriers individuels,* quelles que soient les combinaisons sociales dans lesquelles ces ouvriers entrent dans le procès de production. Tandis que le capital s'oppose, comme force sociale du travail, aux ouvriers, le travail productif, lui, se

manifeste toujours face au capital comme travail des ouvriers *individuels*. » (*op. cit.*, éd. UGE 10/18, p. 254).

Le travail productif ne peut nous mener, au mieux, qu'à une somme de travailleurs individuels isolés, non à une classe sociale. Nous verrons comment *TL*, contraint par son point de départ, maintient cette vision de la classe comme somme d'individus (bien sûr, il y a la coopération, mais nous savons que là le travailleur ne s'appartient plus). Dans la théorie et la pratique programmatiques le problème était surmonté grâce à la dualité de la « classe en soi » et de la « classe pour soi », cette dernière ne devenant telle que comme organisation et parti politique[197]. L'effondrement de cette perspective nous amène à reconsidérer toute la question de la production des classes dans la totalité de la reproduction du mode de production.

Le concept de classe n'est rien moins que la totalité du processus de reproduction du capital (toujours conjoncturel) *ressaisi* dans le principe dont il procède : le travail productif et sa contradiction à lui-même dans le mode de production dont il est la dynamique. Il n'existe pas de définition *a priori* dont le *développement* ne serait que la réalisation ou l'actualisation.

TL pose les termes du problème que constitue la définition du prolétariat en s'enfermant dans le problème. Le prolétariat est défini sur la base du travail productif en tant que contradiction

[197]De façon générale, on peut dire que le programmatisme repose sur une pratique et une compréhension de la lutte des classes dans laquelle une des classes, le prolétariat, trouve, dans sa situation à libérer, les fondements de l'organisation sociale future qui devient un *programme à réaliser*. Dans la lutte des classes entre le prolétariat et le capital, le prolétariat est l'élément positif qui fait éclater la contradiction, la révolution est alors *l'affirmation du prolétariat* : dictature du prolétariat, conseils ouvriers, libération du travail, période de transition, Etat dégénérescent, autogestion généralisée, « société des producteurs associés », etc. La résolution de la contradiction est donnée comme un des termes de la contradiction. Le prolétariat est alors investi d'une *nature révolutionnaire* qui le fait être contradictoire au capital, et qui se module selon des conditions historiques plus ou moins « mûres ». Le programmatisme n'est pas seulement une théorie, il est avant tout la pratique du prolétariat dans laquelle la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste (de la social-démocratie aux Conseils ouvriers) est positivement le marchepied de la révolution et du communisme. Il est la pratique du prolétariat depuis le début du XIX^{e} siècle, jusqu'à la fin des années 1960. Cependant, lié de façon essentielle à la période de la subsomption formelle du travail sous le capital, il se « décompose » sous la forme spécifique de l'identité ouvrière dans la première phase de la subsomption réelle, à partir des années 1920. (voir brochure : « *68, année théorique ..., etc. de l'ultragauche à la théorie de la communisation* », Théorie Communiste, janvier 2015).

pour et dans le mode de production capitaliste, mais, au lieu de considérer cette définition comme un rapport social et historique se spécifiant conjoncturellement et selon l'agencement de la contradiction qu'est l'exploitation constituant les cycles de luttes, ils la considèrent comme la définition d'une catégorie économique reposant sur un élément commun et unique, délimitant un « groupe d'individus » *identifiés à cette contradiction*. De rapport social et historique, la contradiction du travail productif définissant (« en dernière instance » : cette dernière instance dont l'heure ne sonne jamais) le prolétariat devient une étiquette, même s'ils sont bien forcés de reconnaître que l'étiquette n'est pas toujours facile à distribuer.

En résumé nous pouvons énoncer sept impasses que rencontre la définition du prolétariat par le travail productif :

- le travail « surpayé »,
- le travailleur collectif avec les « ambigüités » de Marx,
- les fonctions de direction,
- le travail intellectuel,
- le travail productif dans les industries de luxe,
- le travail productif comme travail du travailleur isolé,
- les rapports de pouvoir et de subordination.

La coagulation de toutes les impasses de la définition du prolétariat par le travail productif nous amène à la conception des classes moyennes développée dans *TL*. Tout ce qui, sur la base de cette définition, est exclu de la définition du prolétariat constitue pour eux les classes moyennes. Tout ce qui dans la définition par le travail productif, de toute évidence, ne fonctionne pas (fonctions, revenus, surdétermination, etc.), est recyclé en déterminations des classes moyennes.

Commentaires sur les classes moyennes dans « Temps libre »

Dans *TL*, la classe moyenne est une classe se constituant en creux. La chose est justifiée par le fait qu'elle se situe à l'extérieur du rapport de production fondamental du mode de production. Mais, à partir de là, ils recyclent et cristallisent dans leur définition de cette classe moyenne toutes les impasses tenant à sa définition du prolétariat *immédiatement confondu* avec le travail productif en tant que fonction des rapports de production.

Leur point de départ (p. 83) consiste seulement à dire que c'est la conjonction du travail salarié et du travail improductif qui constitue cette situation intermédiaire définissant la « troisième classe ». Tout repose sur la séparation entre d'une part, l'atelier collectif et la production d'une masse de marchandises et, d'autre part, le travail productif. Cette séparation n'est pas faite par Marx, ce que *TL* lui reproche (voir supra). Pour eux, à la différence de Marx, il est possible d'être partie prenante du premier terme (le travailleur collectif) sans avoir la qualité du second (le travail productif). Sur la base de cette distinction que Marx ne fait pas, ils excluent du prolétariat les agents qui effectuent ces tâches appartenant à l'atelier collectif, mais qui ne sont pas « directement productives ». Comme nous l'avons vu, cette exclusion (tout à fait légitime par ailleurs) ne peut se fonder, si l'on s'accroche à leur rigoureuse définition, que sur les contorsions théoriques des pages 61 à 66 que nous avons examinées plus haut. Contorsions pour la justification desquelles il leur a fallu tronquer la plupart des citations de Marx. En outre, comme nous l'avons déjà dit : la même personne est souvent le lieu de plusieurs fonctions (simple constatation empirique), ces fonctions n'étant pas une identité individuelle.

De la page 84 à la page 87, *TL* revient sur les « ambiguïtés » de Marx exposées pages 61 à 66 relatives à la définition du travail productif et pose la question : « Comment peut-on "travailler à l'usine", "mettre la main à la pâte" et ne pas être soi-même productif.ive ? ». Selon eux *:* « la solution à cette question difficile [difficulté qui résulte en fait de leur propre problématique, nda] nous est offerte dans le *Chapitre inédit*, ouvrage déjà cité » (pp. 84-85). En fait, la citation qui suit, que nous allons examiner, se trouve dans *Le Capital* (éd. Sociales, t. 2, pp. 183-184)[198]. Pour eux, la solution résiderait, comme l'écrirait Marx, dans la séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel se séparant « en une contradiction antagonique ». Ils ne se réfèrent pas directement au

[198] « Aussi longtemps que le procès de travail est purement individuel, il réunit lui-même des fonctions qui, par la suite se séparent […] Comme dans un système naturel la tête et les mains sont unies, le procès de travail réunit le travail manuel et le travail intellectuel. [*Plus tard, ceux-ci se séparent en une contradiction antagonique*]. Le produit se transforme d'un produit immédiat des producteurs individuels en un produit social et commun du travailleur collectif, c'est-à-dire d'un personnel de travail combiné dont les membres participent, de près ou de loin, au maniement de la matière. »

texte du *Capital* – c'est regrettable car la citation n'est pas située dans le cours du raisonnement que Marx entame dans ce début du XVI[e] chapitre de la cinquième section du Livre I – mais à sa transcription par Poulantzas dans *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui* (éd. Seuil, 1974)[199]. Poulantzas fait remarquer la disparition dans la traduction Roy, revue par Marx, d'une phrase selon lui (et *TL*) de la plus grande importance : « Plus tard, ceux-ci [travail intellectuel et travail manuel, nda] se séparent en une contradiction antagonique »[200]. Pour *TL*, la suppression de cette phrase témoignerait « en faveur de l'idée selon laquelle la position de Marx sur le caractère productif du travail de subordination est réellement ambiguë » (note, p. 85). Ils ont peut-être raison, on peut aussi penser que Marx applique là son programme général de révision de la traduction française consistant en la suppression de tout le « rude langage hégélien » auquel les Français ne sont pas réceptifs. L'essentiel est cependant de suivre pas à pas le raisonnement amorcé dans ce début de chapitre d'où est extraite cette citation.

Marx commence par nous parler du procès de travail de la façon la plus générale qui soit : « un acte qui se passe entre l'homme et la nature ». Si l'on considère l'ensemble de ce mouvement « du point de vue de son résultat », le travail se présente comme « travail productif ». Dans cette activité envisagée en dehors de tout mode de production : « le travail intellectuel et le travail manuel sont unis par des liens indissolubles ». Mais : « à partir du moment, cependant, où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou de loin, ou même pas du tout, les déterminations *de travail productif, de travailleur productif*, s'élargissent nécessairement. Pour être productif, il n'est

[199] Dans l'édition Seuil de 1974 dont nous disposons, le passage ne se trouve pas p. 248 mais p. 236.

[200] Réunissant les deux termes de *contradiction* et d'*antagonisme* cette expression est étrange. Même si Marx paraît souvent employer indifféremment les deux termes, ils sont cependant distincts : *Widerspruch* (contradiction) et *Gegensatz* (antagonisme). Il est inhabituel que l'un devienne le qualificatif de l'autre. Une vérification dans le texte allemand confirme les soupçons sur la traduction quelque peu emphatique de Poulantzas que reprend *TL*. En fait, Marx écrit : « *feindlichen Gegensatz* », c'est-à-dire : un « conflit (antagonisme) acharné ». Et non l'extraordinaire « contradiction antagonique », carrément Poulantzas, dans cette phrase, invente le terme, inexistant dans le texte de Marx, de contradiction.

plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'oeuvre, il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque » (*op. cit.*, p. 183).

Marx continue à nous parler du travail productif, de la façon la plus générale, au niveau du rapport entre une activité et son effet ou son produit utile. On peut ajouter la phrase disparue de la traduction Roy et restituée (à sa façon) par Poulantzas, cela ne change rien : travail intellectuel et travail manuel se sont séparés en une « contradiction antagonique », mais cela n'empêche en rien de considérer le résultat de leur combinaison (même « contradictoirement antagonique ») comme leur produit commun et la combinaison du travail intellectuel et du travail manuel comme formant le travailleur collectif dont l'effet utile est le résultat de son *travail productif combiné*. L'antagonisme ne supprime nullement la caractéristique de travail productif de la combinaison : « La détermination primitive du travail productif, née de la nature même de la production matérielle, reste toujours vraie par rapport au travailleur collectif considéré comme une seule personne, mais elle ne s'applique plus à chacun de ses membres pris à part. » (*idem*, pp. 183-184). Cela ne signifie pas que dans cette combinaison, il y aurait des « productifs » et des « improductifs », mais qu'aucun *n'est productif pris à part*.

Le travailleur collectif acquiert alors la détermination de ce que Marx appelle par ailleurs « le travail socialisé ». Cela signifie qu'il est impossible de rendre compte de la totalité des conditions qu'un procès de travail particulier requiert effectivement, sans le considérer comme un procès de travail partiel, élément de la production sociale dans son ensemble[201]. C'est alors qu'intervient le « travail intellectuel » qui produit les connaissances dont tel procès de travail particulier est l'application. Dans la coopération et le « travailleur collectif » il y a des travailleurs qui ne sont pas présents sur le lieu de travail, non seulement parce que leur bureau d'études est ailleurs dans le cadre de la même entreprise

[201] A ce moment, ce sont la division du travail et l'échange, c'est-à-dire des déterminations inhérentes à la valeur (par quoi le capital – valeur en procès -- est nécessairement division du travail et échange) qui font de chaque produit une *marchandise*. Aucun procès de production n'est socialement achevé, dans la mesure où n'importe quel produit entre toujours dans l'élaboration de la valeur d'usage d'un autre produit résultant d'un autre procès de travail *considéré comme particulier seulement dans la mesure où son produit devient marchandise*. C'est en cela que l'on peut dire que le communisme est l'abolition de la notion même de produit (pas seulement de marchandise), l'activité humaine devenant un flux continu.

ou parce qu'ils n'y appartiennent pas, étant même parfois membres d'un organisme public de recherche. Indépendamment même de la propriété affectant une entreprise, il existe un ensemble de procès de travail où se trouve appliquée une même technique. La transformation du rapport entre les éléments de la combinaison dans le procès de production a pour conséquence une transformation de la nature de ces éléments eux-mêmes. L'« ouvrier collectif », en rapport avec l'unité des moyens de production, est un « individu » complètement différent de celui qui formait avec d'autres individus et d'autres moyens de travail l'unité du travail manufacturier. La détermination de « travailleur productif » a changé de support (elle ne fut jamais l'identité ou la nature d'un individu singulier). « Travailleur productif » n'est pas un élément concret que l'on retrouve d'une variation à l'autre des combinaisons du procès de production, il est, comme travail productif, un *effet*, à chaque fois différent de la structure du mode de production. De même (voir par ailleurs), ce n'est pas la définition de la classe capitaliste ou de la classe des prolétaires qui précède celle du rapport social de production, mais inversement, c'est la définition du rapport social de production qui implique une fonction de *support* définie comme une classe (il n'y a pas de sujets *produisant* leurs relations si ce n'est dans leur autoproduction comme *sujets* dans l'idéologie : là où tout se passe et se résout).

TL utilise pour sa démonstration un fragment extrait d'un début de raisonnement qui, jusque-là, chez Marx, n'a strictement rien à voir avec le travail productif dans le mode de production capitaliste. Même la « contradiction antagonique », du point de vue général où il se situe, n'entame en rien le caractère productif du *travailleur collectif*.

Les deux premiers paragraphes introduisant ce chapitre du *Capital* (éd. Sociales, t. 2, pp. 182-183) nous amènent au point où le texte de Marx bascule : « *Mais ce n'est pas cela qui caractérise d'une manière spéciale le travail productif dans le système capitaliste* [nous soulignons]. Là, le but déterminant de la production, c'est la plus-value. » (*op. cit.*, p. 184). Cette distinction entre travail manuel et intellectuel, même devenant « contradiction antagonique » ne fonde en rien une distinction entre travail productif et improductif, il n'y a chez Marx aucune ambiguïté quant aux fonctions productives du travail intellectuel à l'intérieur de la combinaison du travailleur collectif tel qu'existant dans le mode de

production capitaliste avec sa spécificité du travail productif[202]. Dans les deux paragraphes cités par Poulantzas et *TL*, c'est d'autre chose dont nous parle Marx. Rien ne justifie d'introduire à partir de cela une subtile distinction en ajoutant à « travail productif » l'adverbe « directement » qui est bien le signe d'un flou dans la détermination des choses.

Comme nous l'avons vu avec « Les impasses du travail productif », *TL* est très gêné pour maintenir sa « rigoureuse définition du prolétariat » par le fait que des personnes incluses dans le procès de production immédiat (unité du procès de travail et du procès de valorisation) ne puissent, à l'évidence, de par leur fonction dans ce procès immédiat être qualifiées de prolétaires. Il leur faut donc, question de vie ou de mort de leur définition, après avoir exclu du prolétariat certains travailleurs reconnus cependant comme productifs, restreindre le concept de travail productif en cherchant des ambiguïtés là où il n'y en a pas.

Poulantzas, à qui la citation du *Capital* a été empruntée avec la « phrase disparue », est, quant lui, contrairement à eux, catégorique sur la réponse à la question relative au caractère productif (au sens capitaliste) du travail intellectuel : « Or ces techniciens et ingénieurs ont tendance à faire partie du *travail productif capitaliste* [nous soulignons], car ils *valorisent directement* [idem] le capital dans la production de plus-value. S'ils n'appartiennent pas, dans leur ensemble, à la classe ouvrière, c'est que dans leur place à l'intérieur de la division sociale du travail, ils réalisent les rapports politiques et idéologiques de subordination de la classe ouvrière au capital (division travail intellectuel / manuel), et que cet aspect de leur détermination de classe est l'aspect dominant. » (Poulantzas, *op. cit.*, p. 245).

C'est avec raison que *TL* écrit, commentant le fragment du *Capital* cité par Poulantzas (avec la « phrase disparue ») : « Cela revient à affirmer que la distinction entre les différents travaux (travail manuel et travail intellectuel / travail subordonné et travail subordonnant) ne correspond pas simplement à une division technique du travail, mais bien plutôt à une division *sociale* du travail, c'est-à-dire à une distinction qui reconduit au sein même du procès de travail, les rapports de pouvoirs entre les classes. » (p. 85). Il est curieux de voir comment, tenant mordicus à leur

[202] Ce que lui reprochera violemment Makhaïski, dans *Le socialisme des intellectuels* [1898-1918] (éd. de Paris, 2001), avec plus ou moins de raisons.

« rigoureuse définition » du prolétariat, ils s'emberlificotent. Ils reconnaissent plus ou moins, avec Poulantzas, que le travailleur collectif est l'agent du travail productif, mais seulement en introduisant une autre détermination de la définition du prolétariat qui rectifie adéquatement la définition par le travail productif. En fait, ils sont contraints par leur propre démarche à la corriger sans cesse ou même à l'abandonner. Au-delà du travail productif, ou plus précisément en sus, car ils parviennent à force d'acrobaties à faire entrer les « rapports de pouvoirs » dans la définition du travail productif, la définition rigoureuse du prolétariat se trouve ainsi colorée par des déterminations ou surdéterminations qui *fracturent* ce travail productif.

N'oublions pas qu'il s'agit dans ces pages de définir la classe moyenne et que cette définition ne peut pas contredire le postulat originel de *TL* qui veut que travail productif et prolétariat se confondent, même si cette adéquation a déjà subi pas mal de « rectifications ». Il faut donc non seulement ajouter sans cesse de nouvelles déterminations à la définition du prolétariat mais encore réduire tout aussi constamment la définition du travail productif. Tant et si bien que la classe moyenne n'a pour définition que les impasses et les contradictions de leur problématique, c'est-à-dire les scories dont la définition du prolétariat est amenée à se débarrasser.

« C'est donc en un seul et même mouvement que cette socialisation croissante et contradictoire du travail s'effectue : le procès de travail est sans cesse plus social, mais ce caractère social entraîne inévitablement avec lui les divisions de classes auxquelles correspondent les différentes fonctions (antagoniques) nouvellement réunies au sein des lieux de production » (*TL,* p. 86). Si nous en restons à la stricte définition du prolétariat par le travail productif, nous sommes d'accord, mais quelles sont alors ces « divisions de classes » auxquelles correspondent les « différentes fonctions » ?

Sans crier gare, *TL* introduit un nouveau critère dans la définition des classes : « Cela [voir citation précédente, nda] implique qu'il est nécessaire, pour déterminer si un agent effectue un travail productif, de s'intéresser aux rapports qui le lient aux autres productrices et producteurs. […] Or c'est par la fonction qu'il remplit au sein de celui-ci (le procès de travail, nda) qu'il nous est possible de déterminer sa place dans de tels rapports. » (p. 86).

Encore une fois, nous passons de la « rigoureuse définition par le travail productif » à la détermination (définition) par la fonction (ce que Poulantzas ne fait pas). Et la détermination par la fonction acquiert ipso facto l'extraordinaire pouvoir de redéfinir ce qu'est le travail productif. Cette détermination par la fonction n'est finalement pas très éloignée de la définition de la classe moyenne dans *Théorie Communiste* (*TC*. 25, *La classe moyenne en elle-même*), cependant reconnaître que certains éléments de cette classe moyenne sont des travailleurs productifs heurte le postulat dans lequel ils se sont enfermés.

En résumé, *TL* passe d'une définition à une autre et, sans vraiment le dire, affirme que la seconde définition (la fonction) est identique à la première (le travail productif), alors même que cette seconde définition n'advient que sur les impasses évidentes de la première. A les suivre, c'est la fonction qui fait que ce n'est pas du travail productif, alors qu'il leur aurait fallu pour être rigoureux avec leur problématique montrer, à partir du travail productif, que cette fonction ne peut pas en être. La définition rigoureuse et stricte s'est emmêlée les pinceaux dans le travailleur collectif et, s'étant prise les pieds, elle est amenée à effectuer des cabrioles de moins en moins maîtrisées. Ils se sont créés un concept de travail productif sur mesure intégrant, au fil des problèmes rencontrés, ce qui ne relève pas « directement » du concept de travail productif tel que posé au départ : « Ces individus [travailleurs intellectuels, nda] possèdent des intérêts intrinsèquement différents, opposés aux personnes qui *subissent* [souligné dans le texte] leur *domination* [nous soulignons]. » (p. 87). Mais, ces « intérêts intrinsèquement différents », procèdent, comme ils nous l'ont montré, de leur fonction et non de leur appartenance ou non au travail productif. Nous sommes passés, sans médiation théorique, d'un rapport d'exploitation à une relation de domination. La seule chose dite, à la suite de Poulantzas, c'est qu'à l'intérieur du travail productif peuvent se produire et exister des fractures allant jusqu'à la fameuse « contradiction antagonique ».

A la page suivante (p. 88), *TL* tente de se rétablir en revenant aux « ambiguïtés » de Marx, qui passerait de la production de plus-value à la simple production de marchandises qui serait le seul objet du travailleur productif, considéré comme *travailleur collectif*. Nous avons vu précédemment que pour construire les « ambiguïté de Marx », il faut tronquer et torturer les citations utilisées. Et, en

dernière instance, pour assurer le coup, en une bien piètre définition du travail productif, on fait appel au « travail manuel » (p. 88). Il faut cependant, pour être « rigoureux », en revenir à la prise en considération de « positions objectives » (p. 89). Pour cela, ils font appel au critère même qui sera par la suite critiqué et rejeté dans leur commentaire sur *Le Ménage à trois…* (Astarian et Ferro), c'est-à-dire le critère de la distribution et de la « surconsommation » des uns au détriment des autres. Le tout justifié par une « *fonction idéologique* » (fonction incluse dans la distinction, reprise de Poulantzas, entre travail manuel et intellectuel). Il sera plus loin, assez rapidement, reproché à *TC* de faire de cette même fonction la base de la définition de la classe moyenne.

La suite sonne comme un aveu, un certain « travail de subordination » répond à des « situations qui laissent planer une certaine ambiguïté sur l'appartenance de classe des agents qui l'exercent » (p. 90). Et, finalement : « la fonction qu'ils y remplissent et le caractère productif ou non de leur travail peuvent effectivement ne pas apparaître en toute transparence » (p. 90). *Sic transit* la « rigoureuse définition » qui a perdu sa « transparence », le critère de la fonction vient la colorer, si ce n'est la surdéterminer ou même, et surtout, s'y *substituer*. Si nous laissons de côté les supposées « ambiguïtés » de Marx, une fonction et un travail de subordination peuvent parfaitement s'avérer appartenir à la catégorie de travail productif, d'autant plus qu'en subsomption réelle du travail sous le capital, la science est intégrée au procès de production devenu, quant à lui, matériellement adéquat à l'absorption du travail vivant par le travail mort (les « forces sociales du travail » n'existent pas deux fois).

En ce qui concerne les travailleurs exerçant à l'extérieur du procès de production immédiat, cette « équivoque ambiguïté » serait, selon *TL*, « inexistante » (p. 90). Avec raison, ils ont commencé à nous dire que pour définir le travail productif dans le mode de production capitaliste, il ne faut pas tenir compte de l' « utilité » et de la « valeur d'usage » ou de la fragile distinction entre vrais et faux besoins. Mais alors qu'advient-il du « maître d'école » travaillant pour un « entrepreneur en leçons », de la « cantatrice » ou du « clown », travailleur productif pour l'entrepreneur en spectacles de clowneries. Sont-ils des travailleurs productifs, donc de « rigoureux prolétaires » et cela « à l'extérieur

du procès de production » ? Les dentistes salariés de la société Dentexia qui a fait faillite en 2016 étaient-ils des travailleurs productifs ? Le fondateur de la société imposait à ses salariés les normes et les cadences, le *Monde diplomatique* de mars 2021 résume : « En stakhanovistes du fauteuil, ses salariés cavalent derrière des objectifs intenables en passant les bouches une par une à la moulinette ». Ces dentistes avaient en partie un statut d'indépendants tout autant que les livreurs d'*Uber Eats*, et ils avaient la fonction productive de reproduire à moindre coût la force de travail et celle éminemment productive de valoriser le capital de Dentexia.

Que ce soit à « l'intérieur » ou à « l'extérieur » du procès de production, s'en tenir au travail productif, à l'évidence, met à mal la définition du prolétariat. Considérons Johnny Halliday à ses tout débuts, il est en contrat chez Vogue, on peut considérer ce contrat comme un salaire tout autant que le salaire aux pièces. Vogue vend des 45 tours avant tout à de jeunes prolétaires qui n'achètent la galette vinyl qu'à condition qu'il y soit enregistrée la voix de Johnny. La galette entre dans les marchandises reproduisant la force de travail au même titre que la boite de saucisses de Montbéliard aux lentilles. Johnny a produit une marchandise (matérielle par surcroît), le 45 tours, qui sans sa voix n'a aucune valeur d'usage (peut-être comme frisbee). Johnny ne récupère (à ses débuts) qu'une faible partie de la valeur des marchandises produites (les 45 tours). Vogue réalise une belle plus-value sur la vente de sa force de travail par Johnny (le contrat). Il est donc un travailleur productif, un *prolétaire*.

Tout au long de cette deuxième section (*Travail productif, prolétariat et subordination*), *TL* marche sur un fil. Il leur faut introduire les notions de « fonction », de « subordination », l' « intérieur » et l' « extérieur » du procès de production, pour moduler la « stricte définition » du prolétariat par le travail productif, cela tout en proclamant la stricte conservation de la définition originelle et fondatrice du prolétariat. Si comme ils le reconnaissent initialement, le clown, la cantatrice et le maître d'école peuvent être, dans certains rapports, des travailleurs productifs, comment refuser ce titre aux vigiles d'une société privée de surveillance que dirige un « entrepreneur en

sécurité »[203]. Ils ne le leur refusent pas (p. 92), puisqu'ils accomplissent un travail productif, mais ils leur dénient cependant le titre de prolétaires en vertu de leur « fonction capitaliste ». Où en sommes-nous alors de cette « rigoureuse définition » qui se modèle au gré des « fonctions », des « surdéterminations », du caractère « intellectuel » du travail, de la « subordination », etc. ? Leur définition et construction des classes est fondamentalement téléologique, elles existent non en fonction de la contradiction qu'est l'exploitation telle qu'elle existe dans toutes ses déterminations toujours historiquement au présent, mais en fonction du « but » tel que théoriquement posé. C'est-à-dire en fonction de la lutte des classes.

La « rigoureuse définition » du prolétariat selon le travail productif non seulement ne fonctionne pas mais encore elle rend extrêmement floue celle de la classe moyenne.

Nous préférons, pour le moment, maintenir la présentation de « la classe moyenne en elle-même » telle qu'exposée dans *TC25* (pp. 88-89) et critiquée par *TL* : « Si nous avons la contradiction entre le prolétariat et le capital, l'exploitation, nous devons considérer toute l'extension et le développement du concept : le salariat comme rapport de production *et* rapport de distribution ; la distinction entre travail simple et travail complexe (constitutif de la valeur, temps de travail social moyen) – ces deux premiers points permettent d'introduire structurellement l'importance et la pertinence de la hiérarchie des revenus ; la dualité de la coopération (le travail salarié implique la concentration des moyens de production face à lui dans la production à grande échelle) ; le travailleur collectif ; la circulation de la valeur (A-A') ; la distinction entre travail productif et improductif (qui ne doit pas être substantialisée sous la figure de personnes) ; la nécessaire reproduction du rapport avec toutes les instances et activités qui lui sont liées, y compris la représentation politique … (nous

[203] Dans un article pour le *New York Daily Tribune* du 17 octobre 1853, Marx signale la vague de grèves qui parcourt la Grande-Bretagne. Parmi ces grèves, aux cotés des ouvriers des filatures, des cordonniers, des teinturiers, des maçons, etc. figurent « à Oldham et ailleurs, les policiers [qui] menacent de se mettre en grève » (Pléiade IV, p. 742). Dans un article daté du 15 septembre de la même année, Marx évoque les policiers de Londres dont les revendications ne portaient pas seulement sur le prix des denrées, mais reposaient sur la conviction que « les êtres humains ne sont plus aussi bon marché qu'ils l'ont été jadis. » (idem, p. 1510).

oublions certainement des déterminations du concept – attention les déterminations du concept ce sont ses conditions effectives d'existence et non des « phénomènes »). »

Cette tentative de définition « en elle-même » de la classe moyenne renvoie finalement à *l'autoprésupposition du capital* en tant que société salariale. Ce « en tant que » est le travail *idéologique* spécifique achevant la constitution de cette classe – *au singulier* – en ce que cette idéologie et les conditions de sa reproduction et de sa légitimité (légitimité qui peut être sa nécessité dans la production) deviennent l'activité propre de cette classe dans la société. Peu importe alors que la société salariale soit dans chaque aire régionale déjà acquise ou en constitution plus ou moins réalisable, les classes moyennes des pays émergents n'en sont alors que plus entreprenantes. Ce « en tant que » se trouve légitimé dans une caractéristique empirique (sociologique : mais une sociologie que nous n'avons pas prise intuitivement comme base de départ mais produite dans l'exposition et non dans l'investigation) de la classe moyenne : être un carrefour de la société salariale avec ses ascensions et ses dégradations et le constant et rude travail de positionnement et de hiérarchie qui est le sien. La classe moyenne milite pour la reproduction de la société salariale, entérinant l'autoprésupposition du capital.

Remarquons que *TL* ne dit pas quelque chose de bien différent dans les pages 171 à 174.

Au moins nous donnons un principe de recomposition là où, après avoir affirmé la rigueur de leur définition de la classe moyenne, ils en arrivent dans la section 4 finale du texte à ne constater que l'hétérogénéité d'« une classe qui a son essence à l'extérieur d'elle-même » (p. 174) – voir plus loin. L'approche de *TC* contient peut-être pas mal de flou, mais quand il s'agit de la question « des luttes actuelles à la révolution », il se peut qu'un « flou étudié » soit l'option la plus rigoureuse et raisonnable.

Rapports de production, reproduction et classes

Le prolétariat est la classe du travail productif, ne cesse de répéter *TL*, même quand ils sont contraints devant certaines évidences à mettre quelques bémols à leur « rigoureuse définition ». Seule cette classe peut être réellement révolutionnaire, les autres peuvent mettre en péril le capital, mais toujours indirectement (pp.

71-72). Ce qui est exact là-dedans, c'est que le prolétariat est la classe *constituée* par le travail productif *en tant que contradiction pour lui-même*, mais *il n'est pas la classe des travailleurs productifs*. Non seulement, comme on l'a vu, parce qu'une telle définition aboutit à une impasse, mais encore parce qu'entre le travail productif et les classes (principalement le prolétariat qui n'est pas une classe « évidente » dans le registre même de la théorie), c'est à des notions qui ne sont pas au même niveau conceptuel que nous avons affaire. D'un côté une fonction, de l'autre une réalité vécue, des pratiques constituées sur cette fonction mais qui n'en sont ni le calque, ni l'expression immédiate[204]. Il existe du travail productif, mais le travailleur productif est une espèce toujours hybride. Le livreur qui achemine la marchandise est un travailleur productif, il cesse de l'être au moment où il fait signer la facture par le destinataire. L'employé qui garnit les linéaires des supermarchés est un travailleur productif qui cesse de l'être quand il passe derrière la caisse. L'ouvrier qui s'active sur une chaîne de production de soupes en pack est un travailleur productif qui cesse de l'être quand il s'agit de nettoyer les cuves avant de passer de la soupe de légumes à celle de poissons. Quand le mineur interrompt l'extraction pour consolider la galerie, il n'est plus un travailleur productif, son activité entre dans les faux-frais de la production, comme l'OS qui prépare son poste de travail. Sans parler des intérimaires qui, d'une semaine à l'autre passent d'un type d'emplois à un autre, ni, à l'autre bout de l'échelle, de la fameuse cantatrice, travailleuse productive, que l'on a du mal à considérer comme une prolétaire[205].

Il est extrêmement surprenant, face aux conditions actuelles du travail salarié (en dehors même du fait que le travailleur productif n'est pas, dans l'effectuation même de son travail, constamment le « porteur » du travail productif) de considérer la situation dite par *TL* de « précarité extrême où une personne oscille constamment, au gré des aléas du marché, entre l'effectuation de travail productif

[204] Althusser, Balibar, Poulantzas (les auteurs que cible *TL*) n'assimilent pas la constitution des classes aux fonctions dans les rapports de production de par la surdétermination d'autres instances du mode de production. Cependant, dans leur nécessité *politique* de conserver un prolétariat et des rapports de production purs et durs, ils ne conçoivent pas les « surdéterminations » comme des métamorphoses nécessaires des rapports de production.

[205] Malgré les précautions prises au début du texte, malgré la cantatrice et le clown, *TL* ne peut s'empêcher de considérer le travail productif comme productif de marchandises : voir p.75

et de travail improductif [comme étant] des cas-limites... » (p. 125). Ils en arrivent à nous définir un prolétariat qui n'est que le *revival* communisateur de l'identité ouvrière. Mais, à la page suivante, toute leur argumentation de s'effondre de leur propre fait : « Oui, on peut être prolétaire une semaine et ne plus l'être la semaine suivante et ce précisément parce que le travail productif, tout comme le statut de prolétaire "n'est pas une nature attachée à des personnes" » (p. 126). Donc le gars qui toujours pour le même salaire, change de travail en s'adressant toujours à la même entreprise d'intérim devient un prolétaire-clignotant. Que sont devenus les prolétaires définis par le travail productif qu'ils aiment à nous présenter comme « individus en chair et en os » ? Ces individus « en chair et en os » font immédiatement leur retour au paragraphe suivant quand ils reprochent à *TC* d' « analyser les classes suivant la conjoncture historique de la lutte des classes » (p. 126). Si le travail vivant produisant la plus-value est la seule activité dont le capital ait absolument besoin pour se valoriser, « tout en le rejetant constamment pour accroître sa productivité » (p. 127), cela n'est pas immédiatement (sans médiations) la définition du prolétariat comme classe. Poursuivant alors la critique de la définition et constitution des classes selon *TC* comme « polarisation »[206], ils écrivent : « On peut appeler "polarisation" le processus par lequel se reproduit et se modifie le rapport entre les classes ou, dit autrement, la forme spécifique par laquelle les classes se reproduisent dans leur lutte, mais les classes ne sont jamais cette polarisation » (p. 130). Nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette proposition. En effet « les classes ne sont jamais cette polarisation » telle qu'ils la comprennent dans la mesure où cette « polarisation » n'est effective que par son passage par toute la reproduction du mode de production[207]. Pour eux, si « les classes ne sont jamais cette polarisation » c'est qu'elles sont préalablement des groupes d'individus *sujets de leurs rapports*

[206] « Les classes ne sont pas des collections d'individus, le prolétariat et la classe capitaliste sont la polarisation sociale de la contradiction que sont la baisse du taux de profit ou le travail productif qui structure l'ensemble de la société » (R.S., *Le moment actuel*, Sic 1, p. 137). La formule revient fréquemment dans les n° de *TC*.

[207] C'est avec raison que *TL* relève dans les textes de *TC* des formulations rapides qui laissent de côté cette précision. Ce n'est plus le cas dans *TC 26* où l'importance de la reproduction est constamment soulignée pour la définition du prolétariat et pour sa segmentation.

(nous reviendrons plus loin sur la relation entre structure et sujet chez *TL*).

Bien sûr, dans tous les cas évoqués plus haut à propos du travail productif, l'essentiel du temps de travail des travailleurs est consacré à du travail productif, mais le travail productif est une fonction dans la production du capital et non une étiquette que certains travailleurs portent sur le front (même si cette étiquette est un simple post-it). Comme on l'a dit, sans que cela soit une identité portée individuellement (même par intermittence), il n'est cependant pas sans importance que ceux qui en sont les porteurs, les représentants plus ou moins en continu, entrent en lutte ; mais ils ne sont pas, par nature, le prolétariat.

« Il est donc nécessaire de se doter de critères permettant de distinguer rigoureusement ce qui a trait directement à l'exploitation spécifiquement capitaliste et ce qui fait figure de conditions de reproduction du procès d'exploitation » (*TL2*, p. 82). C'est évident, mais est-ce que nous pouvons passer directement de cette distinction aux classes ? Est-ce que ces critères sont immédiatement identiques à la définition des classes ? Nous avons vu que même dans la « démonstration » de *TL*, tout cela n'allait pas de soi. Ils ne sortent pas de la problématique spéculative entre la « classe en soi » et la « classe pour soi » (voir plus loin le commentaire sur *La Matérielle*) mise en place par Marx dans *Misère de la Philosophie*. Mais, ayant avec raison critiqué et abandonné dès les premières pages la détermination de la classe par la conscience, ils se retrouvent, sans autre forme de procès, à considérer « l'en-soi » comme étant en soi un « pour-soi » (plus ou moins déjà là ou potentiellement là). Si bien qu'il n'est jamais question, parce qu'il ne peut pas en être question, de toutes les fois où ce même prolétariat, tel qu'ils le définissent (« la classe des travailleurs directement productifs » – nous avons vu que le diable se nichait dans ce « directement ») n'agit pas tel que sa définition le déterminerait à agir conformément à ce qu'il est comme « classe révolutionnaire ». Cette question est un interdit de leur problématique[208].

[208] Astarian et Ferro ne sont pas dans une situation bien éloignée, mais, au moins, ils aperçoivent le problème et l'évoquent. A ce moment-là, le prolétariat n'agirait pas, « en tant que tel », c'est-à-dire en tant que classe. Juges reconnus de l'action de classe, tenant le scalpel de la théorie, sondant les coeurs et les reins, ils savent que les vrais prolétaires occasionnellement présents ne sont là et n'agissent qu'à « titre individuel ».

Quand, dès la page 10 *TL* écrit qu'il faut « rapporter » les « groupes en lutte » aux « classes du mode de production capitaliste et par là, aux fonctions fondamentales par lesquelles il se reproduit », on ne peut que souscrire à ce programme. Mais toute la question est de définir et produire comment les classes sont des « groupes » et comment elles se « rapportent » aux « fonctions économiques ». Or ce qui choque dans leur texte, c'est que la problématisation de cette constitution et surtout de ce rapport y est évacuée tout au long au profit d'une simple identification immédiate qui ne va pas sans poser des problèmes dans sa rédaction. Comme nous l'avons vu au début de ce commentaire, la thèse de l'identification entre prolétariat et travail productif s'avère rapidement intenable et est reconnue comme telle par les rédacteurs au travers de toutes les restrictions qu'ils sont contraints de formuler à la fois sur le prolétariat et sur le travail productif.

Dans ce premier paragraphe du texte (p. 10), *TL* pose toutes les questions de façon ouverte et dynamique quant à l'étude précise des luttes telles qu'elles existent, mais la réponse immédiatement donnée les nie et les supprime toutes dans un dogmatisme s'enfermant dans toutes sortes d'impasses, principalement celle de l'identification entre rapports de production, fonctions dans ces rapports et classes. Non que ces fonctions ne soient pas déterminantes, mais elles n'existent jamais immédiatement, en tant que telles, comme classes. Si nous devons les considérer fondamentalement, elles n'existent qu'en rapport les unes aux autres, leur existence pour elles-mêmes (essence) est une réflexion de leur relation aux autres. En cela chaque fonction se développe et acquiert une forme développée comme classe qui, incluant son rapport aux autres fonctions, est toujours une situation particulière, une conjoncture. Une classe est toujours « *en situation* »[209].

[209] « Il ne s'agit pas pour nous de montrer le pour-soi comme libre fondement de son être : le pour-soi est libre mais *en condition*, et c'est ce rapport de la condition à la liberté que nous cherchons à préciser sous le nom de situation. […] Il ne s'agit pas ici d'une limite de la liberté, mais plutôt c'est *dans ce monde-là* que le pour-soi doit être libre, c'est en tenant compte de ces circonstances – et non pas *ad libitum* – qu'il doit se choisir. » (Sartre, *L'être et le néant*, éd. Tel-Gallimard, 2019, pp. 685-686).

« Mais il y a là une confusion possible à propos des concepts de "production" et de "reproduction" dont il faut se prémunir : si l'on peut dire de toute production nouvelle de capital qu'elle est immédiatement la *reproduction* [souligné dans le texte] des éléments matériels du capital et du rapport social lui-même […], la reproduction des *conditions* [idem] du capital *n'est pas* [idem], quant à elle, production de capital. Cela implique qu'il faut rigoureusement distinguer ce qui relève de la reproduction du capital comme *tel* […] de ce qui relève de ses *conditions de possibilité* (*idem*, p. 32). ». Mais de quoi parle-t-on ? Des classes ! Dire que le renouvellement continu et « éternisé » du rapport est la condition d'une extraction continue de plus-value est une chose, mettre ce rapport au rang de « conditions de possibilité » des classes, *alors qu'il est la chose même*, est plus qu'incompréhensible.

Cette « incompréhensibilité » a une raison, *TL* parvient à un tel degré de confusion et d'identification entre les rapports de production et les classes qu'ils en oublient même que les classes sont composées d'individus « en chair en os » et qu'elles ne sont pas une ligne dans la comptabilité des entreprises. Mais ils modulent immédiatement cette affirmation :

« Mais cette attention toute spéciale portée au travail productif, duquel relève le rapport social central du mode de production capitaliste [rapport qui est classé, rappelons-le, comme "condition de possibilité", nda] n'est pas qu'une simple astuce heuristique pour comprendre la réalité sociale, c'est réellement, objectivement ce rapport social qui forme toute la réalité à son image – et c'est ce processus que décrit le concept "d'auto-présupposition du capital". L'auto-présupposition du capital, c'est

« La véritable limite de ma liberté est purement et simplement dans le fait même qu'un autre me saisit comme autre-objet et dans cet autre fait corollaire que ma situation cesse pour l'autre d'être situation et devient forme objective dans laquelle j'existe comme structure objective. *C'est cette objectivation aliénante de ma situation qui est la limite constante et spécifique de ma situation* [nous soulignons], tout comme l'objectivation de mon être-pour-soi en être-pour-autrui est la limite de mon être. […] Ainsi, la liberté de l'autre confère des limites à ma situation, mais je ne puis *éprouver* ces limites que si *je reprends cet être pour l'autre que je suis et si je lui donne un sens à la lumière des fins que j'ai choisies* [nous soulignons]. Et, certes, cette assomption même est aliénée, elle a son dehors, mais c'est par elle que je peux éprouver mon être dehors comme dehors. » (*idem,* pp. 691-693-694). Dans cette relation, Sartre parle d'individus, nous de classes, avec en outre cette différence : le rapport d'objectivation entre le prolétariat et la classe capitaliste ne peut pas symétriquement se renverser.

l'ensemble des procédés par lesquels il se rend effectivement possible et cherche à s'éterniser comme rapport social, c'est-à-dire qu'il brise toute barrière qui pourrait empêcher les prolétaires de se retrouver devant les portes de l'entreprise le lendemain matin, contraint.e.s de vendre leur force de travail. Par-là, le capital tend à faire de l'entièreté de la réalité sociale sa propre condition. C'est pourquoi la mise en rapport de tel ou tel élément de la totalité sociale (l'Etat, le droit, le genre[210], la nation, la race, etc.) avec la nécessité pour le capital d'extorquer de la plus-value est un moment absolument indispensable de l'analyse de ceux-ci[211], bienqu'elle [cette mise en rapport, nda] ne puisse évidemment s'y cantonner, au risque de nier sa spécificité. » (p. 33).

TL ramène l'auto-présupposition du capital qui est un développement nécessaire des rapports de production, incluant toutes les instances et les formes d'apparition jusqu'au plus fétichistes (« formule trinitaire ») à quelque chose de semblable à la double reproduction althussérienne par laquelle les rapports de production préservent leur pureté[212]. Ils fondent la définition des classes dans la reproduction et dans le passage par toutes les instances du mode de production, mais ils n'en font rien, tout cela ne fait que se surajouter, comme une garniture, à la rigoureuse définition par le travail productif qui, point de départ, ne mène nulle part.

---

[210] Le « genre » ne fait pas partie des « autres éléments de la réalité sociale » au même titre que les « autres éléments » énumérés ici. Il s'agit directement d'une détermination des rapports de production en ce que la population, malgré les contradictions du travail dans le mode de production capitaliste, demeure la principale force productive et celle dans laquelle se résument toutes les autres (voir la note 3).

[211] Dans le texte on trouve « celles-ci », mais selon les auteurs mêmes il s'agit d'une coquille.

[212] D'une part, reproduction de l'économie et, d'autre part, reproduction de la mise à leur place des agents de cette première reproduction au travers des « Appareils idéologiques d'Etat ». Dans cette séparation qui évite de reconnaître que les rapports de production se métamorphosent nécessairement dans toutes les formes d'apparition dans lesquelles ils existent (chez Althusser ou Rancière – *Lire le Capital* -- les formes d'apparition ne sont en fait que des formes de dissimulation). Ce qu'il s'agit pour eux de préserver dans l'innocence des rapports de production, c'est la pureté de la définition de la classe ouvrière, fondement théorique nécessaire à la « dictature du prolétariat » dont Althusser sera (avec Balibar, voir *La Dictature du prolétariat*, éd. Maspéro, 1976) un des derniers promoteurs.

Dans les chapitres consacrés à « l'accumulation primitive », Marx insiste sur un point souvent négligé dans les études sur la question : il ne suffit pas que d'un côté se présentent les conditions matérielles du travail, sous forme de capital et de l'autre des hommes qui n'ont rien à vendre, sauf leur force de travail. Encore faut-il contraindre les seconds à se vendre régulièrement aux propriétaires des premiers en travailleurs efficaces, la contrainte par la force ne suffisant pas. Marx poursuit alors :

« Dans le progrès de la production capitaliste, il se forme une classe de plus en plus nombreuse de travailleurs, qui, grâce à l'*éducation*, la *tradition*, l'*habitude* [souligné par nous, car il s'agit de conformations non strictement économiques], subissent les exigences du régime aussi spontanément que le changement des saisons. Dès que ce mode de production a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance ; la présence constante d'une surpopulation relative maintient la loi de l'offre et la demande du travail et, partant, le salaire dans des limites conformes aux besoins du capital, et la sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur. *Parfois on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception* [souligné par nous]. Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des "lois naturelles" de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production[213]. Il en est autrement pendant la genèse historique de la production capitaliste. La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'Etat ; elle s'en sert pour "régler" le salaire, c'est-à-dire pour le déprimer au niveau convenable, pour prolonger la journée de travail et maintenir le travailleur lui-même au degré de dépendance voulu. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 3, pp. 178-179). Plus loin, Marx ajoute que dès que l'expropriation des producteurs immédiats « a décomposé suffisamment et de fond en comble la vieille société [...] le régime capitaliste se soutient *par*

[213] « Dépendance engendrée » par le mécanisme même de la production, mais comme nous le lisons dans les lignes précédentes, cet « engendrement » n'est *efficace* que par « l'éducation, la tradition et l'habitude ». On peut trouver ici un fondement aux « Appareils idéologiques d'Etat » tels que théorisés par Althusser (*Idéologie et appareils idéologiques d'Etat* [1970], dans *Positions, éd. Sociales, 1976*).

la seule force économique des choses [souligné par nous]» (*idem*, p. 204).

Cette seule « force économique » est cependant, comme il l'écrit plus haut, productrice et tributaire de relations autres qu'économiques. S'il est exact que le capital une fois constitué est un processus d'autoprésupposition, c'est-à-dire que le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, comme reproduction, pérennise le rapport social entre capitaliste et salarié, il est également vrai que « chacun se reproduit lui-même en reproduisant l'autre, *sa négation* [souligné par nous]» (*Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t. 1, p. 422). Cela signifie que dans l'autoprésupposition la contradiction ne disparaît pas, qu'elle est un conflit permanent et que la « seule force économique des choses » inclut la contrainte et « l'emploi de la force brutale », celle de l'Etat, autrement que « par exception ».

Dans les *Manuscrits de 1861-1863*, Marx montrait quelques hésitations à propos de cette « seule force économique des choses » : « Dans tous les états de la société, la classe (ou les classes) qui règne est toujours celle qui tient en sa possession les conditions objectives du travail […] ; et la classe qui sert, ou qui, en tant que puissance de travail, est elle-même la possession des propriétaires (esclavage), est toujours celle qui ne dispose que de sa puissance de travail (même s'il semble comme par exemple aux Indes, en Egypte, etc. qu'elle possède la terre dont le roi ou une caste, etc. sont cependant les propriétaires). Mais tous ces rapports se distinguent du capital par le fait que ce rapport est enjolivé, qu'il apparaît comme rapport des maîtres aux valets, des hommes aux esclaves, des demi-dieux aux mortels ordinaires, etc. […] c'est seulement dans le capital que ce rapport est dépouillé de tous ces aspects politiques, religieux et autres enjolivements idéels. […] Le rapport apparaît donc dans sa pureté comme simple rapport de production : rapport purement économique. » (Marx, *op. cit.*, éd. Sociales, pp. 138-139). Mais, en fait, ajoute Marx, la distinction ne disparaîtrait pas totalement, la domination peut être reconstruite sur la base nouvelle de la « pureté économique » : « Mais, dans la mesure où *des rapports de domination se redéveloppent sur cette base* [souligné par nous], on sait qu'ils ne proviennent que du rapport dans lequel l'acheteur, le représentant des conditions de

travail, se présente face au vendeur, au possesseur de la puissance de travail. » (*ibid*).

Dans les modes de production antérieurs au capital, le travail que le producteur effectue d'une part, pour sa propre reproduction et, d'autre part, l'extraction de surtravail ne coïncident pas à l'intérieur d'un même procès de travail. Il y a disjonction (spatiale / temporelle) du temps de travail en temps de travail nécessaire et surtravail. Dans ces modes de production, le travailleur est un *individu particulier*, c'est-à-dire dont l'appartenance à une communauté quelconque présuppose l'effectuation de son activité. *L'exploitation ne peut être effective, ne peut se réaliser, sans être domination*. Ce n'est pas à ce niveau-là que la domination intervient dans le mode de production capitaliste.

Cependant des rapports de domination peuvent se « redévelopper » sur la base de l'exploitation capitaliste, écrit Marx qui n'en dit pas plus. Le capital a par rapport à la totalité une position différente de celle du prolétariat, position qui résulte du contenu même de l'exploitation (en tant que subsomption). Il est l'agent de la reproduction générale et c'est par là que cette reproduction apparaît comme *oppression*. On ne peut donc se contenter de dire que le prolétariat implique le capital et que, inversement, le capital implique le prolétariat. A cause de son contenu même (subsomption du travail sous le capital), cette implication n'a pas, dans les deux sens, la même « forme ». Ainsi le prolétariat est en quelque sorte doublement impliqué par le capital. Dans un premier temps, comme seule valeur d'usage qui puisse lui faire face (créatrice de valeur et de plus de valeur que ne coûte la reproduction de la force de travail), à ce niveau, lui-même implique réciproquement et symétriquement le capital, on peut alors dire que « le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses ». Mais, dans un deuxième temps, (la séparation des deux temps n'est qu'une commodité de l'exposé) il n'est dans cette situation où il implique le capital que posé (médiatisé) par le capital lui-même. C'est là que se « redéveloppent » l'oppression et la domination comme l'objet même, la raison d'être, de *toutes les instances non « purement économiques » du mode de production comme inhérentes à la définition même du prolétariat.* Si l'autoprésupposition du capital remet chacun à sa place, c'est qu'elle implique à l'intérieur d'elle-même l'Etat, l'activité de la classe capitaliste, toutes les

organisations coercitives de reproduction sociale. Il faut situer ces interventions *dans l'autoprésupposition du capital* et non comme des instruments légèrement extérieurs. Cela permet de comprendre ces interventions et, principalement celles de l'État, en dehors de toute analyse instrumentaliste de celui-ci. C'est là que l'on peut retrouver le rapport d'exploitation comme rapport de domination comme activité politique, idéologique, policière, morale, etc. de la classe capitaliste (ce que l'on peut résumer en prenant quelques risques comme « activités culturelles »). Ce qui n'est pas indifférent à la production / définition des classes qui ne sont un donné des rapports de production qu'en ce qu'elles en sont un produit pratique.

Les rapports de domination peuvent alors se « redévelopper » de deux façons. Premièrement, à partir et dans le procès de travail lui-même. Nous avons ici affaire à l'armée de surveillants que le capitaliste emploie et à l'organisation matérielle du procès de travail. Là, n'intervient aucune autre instance du mode de production que le rapport purement économique par lequel le travailleur a cédé l'utilisation de sa force de travail à son acheteur, et la coopération à grande échelle conforme à la nature du capital comme astreinte au surtravail. Deuxièmement, et c'est là le plus important pour notre sujet, dans la manière dont s'articulent les trois moments de l'exploitation : face-à-face de la force de travail et du capital en tant que capital potentiel ; subsomption du travail sous le capital ; transformation de la plus-value en capital additionnel. L'exploitation dans l'unité de ses trois moments connaît des ruptures et, principalement au niveau du troisième moment (la transformation du surproduit en plus-value et de la plus-value en capital additionnel), peuvent alors se développer *des pratiques qui pour elles-mêmes s'autonomisent des autres moments de l'exploitation*, et semblent ne plus avoir de rapport avec eux.

En même temps que le capital se constitue non plus comme rapport social mais comme objectivité économique (toutes les conditions du renouvellement du rapport se trouvent, à la fin de chaque cycle, réunies comme capital en soi face au travail), les instances politiques, juridiques, idéologiques, morales, toutes les institutions sociales, éducatives, culturelles et policières, deviennent des moments nécessaires de la reproduction du rapport « purement économique ». C'est là que se « redéveloppent »

l'oppression et la domination comme l'objet même, la raison d'être, de toutes les instances non « purement économiques » du mode de production. Si l'autoprésupposition du capital remet chacun à sa place, c'est qu'elle implique à l'intérieur d'elle-même l'Etat, l'activité de la classe capitaliste, toutes les organisations coercitives de reproduction sociale.

C'est dans cette distorsion entre le capital d'une part comme rapport social et, d'autre part, comme objectivité que réside la nécessité de toutes les instances nécessaires pour toujours transformer le premier en la seconde. C'est là que les classes se constituent et s'autoconstruisent travaillant leur matière première objective. Si cette différence est intrinsèque au mode de production capitaliste, et possède dans le devenir nécessairement objectif du rapport social une existence bien réelle, il faut attendre la fin du XIX^{è} siècle pour qu'elle devienne manifeste dans l'idéologie. Alors qu'Adam Smith fondait l'économie politique en croyant écrire un traité de morale, la « révolution marginaliste », quant à elle, isole l'action économique de son imbrication sociale, elle abandonne la prétention de l'économie politique d'être une « théorie sociale » pour s'adonner aux modèles mathématiques. Au même moment s'ouvre un nouvel espace idéologique, celui de la *sociologie* destinée à étudier les actions sociales et leurs conséquences quand ces actions sont orientées vers des buts « non explicitement économiques ».

La « rigoureuse définition » que *TL* maintient tout au long du texte (malgré les problèmes rencontrés) les oblige à établir une distinction rigide entre la reproduction du capital « comme tel » et la reproduction de ses « conditions de possibilité » (p. 32). Si la distinction est analytiquement pertinente, son application immédiate à la définition des classes en revient paradoxalement à reprendre, comme nous l'avons déjà écrit, la théorie althussérienne de la « double reproduction » : celle de l'économie et celle de la mise en place des agents de cette première reproduction au travers des « appareils idéologiques d'Etat ». Encore une fois en confondant les classes et les fonctions, les diverses instances au travers desquelles s'effectue la « reproduction du capital comme tel » ne sont plus que des fioritures dont ils ne savent que faire. Ils confondent le rapport social fondamental qu'est l'exploitation (en le limitant souvent à son deuxième moment) et l'autoprésupposition du capital qui en est la forme développée. Cette confusion empêche

de comprendre toutes les formes d'apparition et *toutes les instances de la reproduction comme inhérentes à cette autoprésupposition dans laquelle se constituent, existent et luttent les classes*.

Les classes sont les fonctions devenues dans la reproduction des réalités vécues par des sujets se produisant et agissant quotidiennement dans toutes les formes fétichisées dans lesquelles existent nécessairement les fonctions et les rapports de production comme actes de sujets.

La définition des classes a toujours navigué entre deux pôles : une définition socio-économique, et une définition comme catégorie historique définie par une pratique[214] (dans les balbutiements de la critique du programmatisme, au début des années 1970, l'ambiguïté avait été artificiellement surmontée par la distinction entre classe ouvrière et prolétariat -- voir plus haut).

Partons de l'impératif de vendre sa force de travail. Ajoutons que cet impératif n'a de sens que *pour la valorisation du capital*, ce qui amène à dire que cette vente pour la valorisation se définit comme une contradiction pour le capital et pour elle-même (la contradiction du travail nécessaire qui n'existe que pour être supprimée). *TL* a raison, la vente de la force de travail ne dit pas ce qu'est le prolétariat si cette vente n'est pas saisie dans sa relation à la valorisation du capital *comme contradiction en procès*. C'est alors cette contradiction qui est la définition des classes comme étant les termes de sa polarisation, ce qui implique le passage par toutes les instances de la reproduction. Cependant, si la vente de la force de travail n'explique rien par elle-même si on en reste à ce niveau, elle ne définit pas plus la classe si on la relie simplement à la valorisation du capital. La définition ne commence à se constituer qu'au moment où cette situation (la vente de la force de travail) et cette relation (de la vente à la valorisation) sont saisies comme contradiction pour cela même dont elles sont la dynamique. C'est la contradiction entre le travail nécessaire et le surtravail, c'est la baisse tendancielle du taux de profit comprise comme une contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est, de même, le

[214] On peut repérer la naissance de cette dualité dans le célèbre passage de *Misère de la philosophie* sur la « classe en soi » et la « classe pour soi ». Elle est totalement développée dans la théorie des classes sociales de Max Weber et reprise par Bourdieu (voir Poulantzas, *Pouvoir politique et classe sociale,* note 7, p. 62 et note 9, p. 67, éd. Maspero, 1982).

capital comme contradiction en procès. Nous avons alors *l'unité de la définition des classes comme situation et pratique*, comme un état et une dynamique (comme « en soi » et « pour soi » si l'on veut). Mais il faut poursuivre la définition.

Si le point de départ, le fondement, de la définition des classes est une situation objective donnée comme une place dans une structure, parce que cela signifie une *reproduction conflictuelle* et donc la mobilisation de l'ensemble du mode de production, cela implique une multitude de rapports qui ne sont pas strictement économiques dans lesquels les individus vivent cette situation objective, se l'approprient et *s'autoconstruisent comme classe*. Ce n'est qu'au niveau de l'autoprésupposition du capital comme reproduction que l'on saisit l'efficacité des superstructures avec la multitude de rapports qui ne sont pas strictement économiques dans lesquels se construisent les classes. Il est vrai que le principal résultat de la production capitaliste c'est le renouvellement du face-à-face entre la force de travail et les moyens de production et de subsistance qui l'affrontent comme capital en soi du fait de la séparation reproduite. Constamment le capital remet la classe ouvrière en situation de le valoriser, cela ne va pas sans luttes, contraintes et coercition. Ce qui fait tenir l'ensemble et le fait tourner c'est l'économie à condition qu'elle se distingue comme déterminante et dominante (rapports sociaux de production et objectivité). Il faut considérer que *l'économie comme détermination se distingue de l'économie comme instance dominante*. Si, dans le mode de production capitaliste, contrairement par exemple au Moyen-Age ou à l'Antiquité, l'économie est à la fois ce qui détermine la dominante et cette dominante elle-même, il faut voir que, *sous le même terme d' « économie » il ne s'agit pas, dans l'un et l'autre cas, de la même réalité*. En tant que détermination, il s'agit de l'économie comme ensemble de rapports sociaux de production ; en tant que dominante, il s'agit de l'économie comme objectivité. Dans cette distorsion même entre la détermination et la dominante réside la nécessité et l'efficacité de toutes les instances nécessaires pour toujours *transformer la première en la seconde*. La lutte des classes et les classes elles-mêmes existent dans cette transformation qui est la production comme reproduction et cela ne laisse indemne ni l'une ni l'autre. Dans le mode de production capitaliste la reproduction n'est pas une simple répétition de la production. Parce que *le capital ne se reproduit comme rapport*

social qu'en passant par le moment où il devient objectivité économique (toutes les conditions du renouvellement du rapport se trouvent, à la fin de chaque cycle, réunies comme capital en soi face au travail), les instances politiques, juridiques, idéologiques, morales, les normes sexuelles et de genre, toutes les institutions sociales et éducatives, et, toujours présentes en chacune, la force coercitive et répressive de la police ou de l'armée au besoin, deviennent des moments nécessaires de la reproduction du rapport « purement économique ». Mais, alors, la reproduction de ce rapport est devenue le mouvement de pratiques de classes antagonistes (la contradiction est ce qui les constitue comme telles). Dans cette reproduction, les fonctions économiques (matières premières des classes) sont retravaillées, hachées, recomposées pour constituer ce produit que sont les classes. Sans cela, comment les auteurs de *TL* (ou *TC*) pourraient s'imaginer être des prolétaires ou, au moins, des théoriciens du prolétariat.

Si tout se joue *à partir* de déterminations fonctionnelles, rien ne se joue en ce qu'elles contiendraient *immédiatement* leur nécessaire pratique et aboutissement. Que les individus soient porteurs d'une fonction (sous réserve qu'un travailleur puisse être le porteur d'une unique fonction) n'implique pas de faire de cette fonction la nature de ces individus. De la fonction dans les rapports de production à la constitution des classes, il y a autant que du bois à la poutre, de l'aluminium à la casserole. Entre la « matière première » sans quoi rien n'est possible et la construction de la chose il y a tout un procès de production/reproduction toujours historiquement situé et qui passe par toutes ses métamorphoses et ses formes d'apparition. La casserole est faite d'aluminium, mais l'aluminium n'est pas la casserole. Toutes les médiations constitutives du prolétariat comme classe travaillent la matière première, cette matière devient pratiques, conflits avec les autres classes, conflits à l'intérieur de lui-même de par les couches relevant d'autres fonctions que sa pratique absorbe. Le prolétariat est toujours en devenir.

En bref, *le procès de production immédiat, s'il est séparé de toutes les instances de la reproduction ne suffit pas à définir les classes. Il faut toutes ces instances de la reproduction pour qu'une fonction économique dans le procès de production s'impose comme une appartenance de classe*. Sans aboutir aux impasses que nous

avons relevées chez *TL*, il est impossible de localiser la classe sociale au seul niveau des rapports de production. Si l'on considère les textes de Marx les plus explicites sur les classes sociales, c'est-à-dire les textes historiques et les innombrables articles destinés au *New York Daily Tribune*, on s'aperçoit que ses analyses se rapportent toujours, non pas simplement à la structure économique, mais à l'ensemble des structures d'un mode de production à un moment donné (politiques, juridiques, idéologiques), la classe est l'effet de l'ensemble de ces niveaux et des rapports (pas toujours identiques) qu'ils entretiennent entre eux. Comme l'écrit Poulantzas (*Pouvoir politique et classes sociales*, p. 65), les classes sociales ne sont pas le résultat d'un effet de la structure économique sur la politique ou l'idéologie, mais celui d'un « effet global des structures dans le domaine des rapports sociaux»[215] : « La classe sociale est un concept qui indique les effets de l'ensemble des structures, de la matrice d'un mode de production ou d'une formation sociale sur les agents qui en constituent les supports : ce concept indique donc les effets de la structure globale dans le domaine des rapports sociaux. Dans ce sens, si la classe est bien un concept [et non une simple "chose empirique", nda], il ne désigne pas une réalité qui puisse être située dans les structures : il désigne l'effet d'un ensemble de structures données, ensemble qui détermine les rapports sociaux comme des rapports de classes. » (*idem*, p. 69).

Les classes se construisent et s'autoconstruisent, elles sont une réalité vécue. Il est exact que le travail productif comme contradiction pour lui-même dans le mode de production capitaliste est leur fondement, une matière première que leur construction et leur existence travaillent au travers de toutes les médiations qui font du rapport social, dans sa reproduction, une objectivité, au travers également des sédimentations historiques, culturelles, idéologiques, religieuses. Les rapports qui définissent le mode de production capitaliste ne peuvent exister que dans une forme « dissimulée », « inversée ». Ce n'est qu'ainsi que ces rapports sont vécus et ce n'est que dans leur mode vécu qu'ils agissent *parce qu'ils n'existent pas ailleurs*. Théoriquement, nous avons raison de tout construire à partir de ces rapports (forme nucléaire) pour

[215] Poulantzas distingue « rapports de production » et « rapports sociaux de production », les seconds désignant l'émergence de « l'effet global » dans les premiers de telle sorte qu'ils deviennent des rapports de classes ou « rapports sociaux de classes ».

comprendre la réalité à partir du mouvement réel, mais il ne faut pas s'imaginer que cette construction est la réalité : « …le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y parvient, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa *reproduction idéale* [nous soulignons], ce *mirage* [idem] peut faire croire à une construction *a priori* » (Marx, *Postface à la deuxième édition du* Capital).

Bien souvent, avec les meilleures intentions du monde, la production théorique affirme le « mouvement réel » dans une sorte de négation dogmatique et condescendante des « apparences », les formes du fétichisme sont « exorcisées » mais non comprises comme formes d'apparition du mouvement réel et le mouvement réel seulement comme concept dans la distinction radicale entre le procès de pensée et le procès réel (*Introduction de 1857*).

C'est dans les rapports de production tels qu'existant dans leur processus de reproduction, d'autoprésupposition et d'inversion que tout se joue, c'est-à-dire la lutte des classes dans sa nécessité et ses limites. C'est là que tout se joue : la constitution des classes, la configuration dans cette constitution des individus comme sujets et par là l'affrontement de ces classes constituées à tous les niveaux de la structure du mode de production jusque et surtout dans leur mode de vie, leur identité (déniée par une autre classe et affirmée par chacune dans son rapport au travail, dans les lieux que l'on fréquente et habite, dans un certain langage, dans ce que l'on mange, dans les rapports des femmes aux hommes et vice-versa, etc.). La réalité qui inverse le « mouvement réel », s'enracine dans les rapports de production mais elle est intimement vécue comme appartenance ou identité par les sujets, propulsés en tant que tels par l'énergie des rapports de production qui, dans leurs métamorphoses, les interpellent. Le « support » fonctionnel (*l'individu théorique* des rapports de production) devient sujet dans l'idéologie comme représentation du rapport aux rapports de production, pour aboutir à la *vie quotidienne* où les classes vivent leurs affrontements, leurs compromis, leur séparation et leurs haines[216].

[216] Nous appelons vie quotidienne l'ensemble des activités par lesquelles le travailleur *se* met en relation, de façon régulière et prévisible, avec ses conditions aussi bien de travail (les moyens de production) que de consommation, à partir du moment où elles ne sont plus présupposées par l'appartenance préalable du travailleur à une communauté. Cette routine de la mise en relation s'effectue dans

Le fondement (raison d'être de toutes les métamorphoses) c'est la production, nécessairement *reproduction*, devenant autoprésupposition, tout s'enchaîne à partir de là. La reproduction n'est pas la suite de la vie de chaque capital individuel, mais une donnée de la production dans la mesure où elle suppose la synchronisation des capitaux et les rapports sociaux comme inhérents aux choses[217].

COMMENT UNE DÉFINITION DU PROLÉTARIAT EST-ELLE SEULEMENT POSSIBLE ?

Prolétariat et classe ouvrière

En résumé, que nous dit *TL*? : le prolétariat inclut la classe ouvrière, c'est-à-dire les ouvriers employés dans un travail productif, mais va au-delà en incluant tout le travail productif au-delà du seul travail en usine (qui était pour eux, la définition de l'ancienne classe ouvrière). Cela présuppose que le travail productif est autre chose qu'une abstraction théoriquement produite[218] et qu'il est l'identité *individuelle* de chaque membre d'un « groupe d'individus ». Mais alors pourquoi avoir besoin de cette appellation : « prolétariat » ? C'est là où toutes les difficultés continuent. Pourquoi ne se contentent-ils pas tout simplement de la catégorie de « classe des travailleurs productifs » (même s'il faut en « déclasser » quelques-uns) ? C'est que le prolétariat est un

---

l'ensemble des *formes d'apparition* des rapports de production constitué comme *vécu* par l'activité d'un *sujet*. Une telle définition suppose trois termes problématiques : « formes d'apparition » ; « vécu » ; « sujet ».

On peut schématiquement représenter le mouvement général de la façon suivante :La vie quotidienne c'est : rapports de production => reproduction pas répétition => rapports de distribution => autoprésupposition du capital => toutes les formes d'apparition => les formes s'autonomisent => rapport aux rapports de production => idéologie => sujet (phénoménologie) => vie quotidienne.

[217] Tout cela est développé dans le texte Vie quotidienne et lutte des classes, éloge des apparences et de la confusion, dans ce TC 27.

[218] « L'analyse des formes économiques ne peut s'aider du microscope ou des réactifs fournis par la chimie ; l'abstraction est la seule force qui puisse lui servir d'instrument » (Marx, *Préface à la 1ère édition allemande du Capital*).

concept difficile non seulement à cerner mais aussi à justifier. Il n'est utilisé que dans une acception révolutionnaire ou désignant une « potentialité » révolutionnaire (voir plus loin notre commentaire de la critique de ce « concept » par Charrier dans *La Matérielle*).

Déjà chez Marx, le terme de prolétariat est quasiment absent du *Capital*, des *Théories sur la plus-value* et même des *Grundrisse* (dans cet ouvrage, pourtant moins « technique » que *Le Capital* l'index des éd. Sociales, à l'entrée « prolétariat » renvoie directement à « classe ouvrière ») ; en revanche, il est très courant dans tous les ouvrages jusqu'à *Misère de la Philosophie* compris et omniprésent dans *l'Idéologie allemande*[219]. Dans le *Manifeste*, texte éminemment politique et militant, le terme est utilisé indifféremment avec « ouvriers » et « travailleurs »[220]. Ce prolétariat, omniprésent jusqu'au *Manifeste* (qui, il est vrai, le ramène sur terre), est simultanément, dans tous ces textes, construit comme le porteur d'une critique hégélienne de Hegel. Il est le grain de sable de la réalisation hégélienne de la Raison dans la société bourgeoise et l'acteur véridique de cette même réalisation à venir. Pour Hegel, à partir de la *Phénoménologie de l'Esprit*, l'unité du sujet et de l'objet a été réalisée dans la société bourgeoise, les formes sociales et économiques sont devenues conformes à la Raison : la réalité coïncide avec la théorie (ce que Marx reprend avec la réalisation/suppression de la philosophie par et dans le prolétariat). Mais, dans et contre Hegel, Marx relève qu'il existe dans la société un élément qui réfute cette adéquation : le prolétariat. Il est la preuve même de la négation de la Raison (voir *Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843 ; *Manuscrits de 1844* ; *Question Juive*, 1844 ; etc.). Dans sa conception du prolétariat, Marx prend Hegel au pied de la lettre : Hegel a montré que le travail détermine l'essence de l'Homme et la forme sociale qu'elle prend, il s'ensuit que si l'existence du prolétariat témoigne de la perte complète de l'homme et si cette perte résulte du mode de travail sur lequel la société est fondée, le prolétariat exprime une négativité totale en tant que « souffrance universelle ». Le prolétariat est alors la négation et la réalisation de la philosophie. Ce qui nous importe ici ce n'est pas de critiquer

[219] A la fin du « Feuerbach » (première partie de *L'Idéologie allemande*), le prolétariat est défini comme un être totalement irréel, un être « hors-sol ».

[220] Si l'on vérifie avec le texte allemand, pour une fois les traductions françaises respectent l'utilisation des trois termes.

Marx-le-jeune, mais de souligner que *toutes les utilisations du concept de prolétariat ne sont qu'une fonction, une détermination, d'une « théorie de la révolution »*. Cela s'applique aussi à la « rigoureuse définition » de *TL*. Depuis le début des années 1970, avec la disparition de l'« identité ouvrière », d'un « sujet prolétarien » organisationnellement et politiquement identifiable, confirmé dans la reproduction même du capital, la production théorique (y compris, plus ou moins, dans *Théorie Communiste* jusqu'au texte *Franchir le pas --TC 23*, 2010 --, puis à l'apparition du concept de conjoncture -- *TC 24*, 2012 -- et enfin celui de vie quotidienne dans ce numéro)[221] a été amenée à la confusion du concept de prolétariat avec une pure fonction économique du procès de production[222] (les prémisses de cette confusion étaient présentes dans la gauche germano-hollandaise et l' « horreur » vis-à-vis de cette confusion dans la Gauche italienne). La crise de 2008 et toutes les luttes qui ont suivi, y compris et surtout « interclassistes », redistribuent les cartes et remettent la question sur le tapis.

Quand Marx, annonce à Engels après la période 1848-1852 qu'il faut tout reprendre à zéro, et commence une analyse des entrailles du mode de production capitaliste, de son fonctionnement, de sa reproduction contradictoire comportant même la propre nécessité de son dépassement, le prolétariat disparaît, il n'est plus question que des ouvriers, de la classe ouvrière ou même, le plus souvent, des travailleurs. En dehors des articles *politiques* pour le *New York Daily Tribune*, on ne voit réapparaître le « prolétariat » qu'avec *La Guerre civile en France* et la *Critique du programme de Gotha*. Le concept de prolétariat est loin d'être un synonyme de classe ouvrière ou de « travailleurs productifs », quelles que soient les précisions apportées. La simple *constatation* de son usage spontané et intuitif dans le discours théorique nous indique son décalage et son écart avec celui de

[221] A la suite de *TC 20* (Théorie de l'écart), dans *Franchir le pas* est exposée la thèse de la lutte en tant que classe comme limite de la lutte de classe ; dans *TC 24*, la thèse de la conjoncture produit la révolution comme communisation comme le bouleversement de la hiérarchie déterminative des instances du mode de production : la pratique révolutionnaire se retourne contre ce qui l'a produite, c'est-à-dire contre l'économie ; dans la vie quotidienne, ce sont les classes qui se constituent comme vécu d'un sujet dans les formes les plus médiatisées des rapports de production.

[222] Nous reprenons cette analyse de Christian Charrier, *La Matérielle* (éd. Senonevero-Entremonde), voir plus loin.

classe ouvrière. Après la période « humaniste », tant que la classe révolutionnaire désignée comme prolétariat est celle qui s'émancipe et libère le travail, le décalage ne pose pas de problèmes majeurs, c'est-à-dire tant que la perspective révolutionnaire issue des contradictions du capitalisme demeure programmatique. *Tout change à la fin des années 1960*. La révolution n'est plus la montée en puissance de la classe ouvrière devenant spontanément prolétariat dans un simple processus nécessaire de transcroissance, de conscience/reconnaissance de soi et de pratiques. Dans cette fin des années 60, la classe ouvrière demeure la classe révolutionnaire mais un hiatus apparaît à l'intérieur de sa pratique qui se retourne contre sa propre existence comme classe de ce mode de production. Dans la contradiction même qui l'oppose et la lie au capital, la pratique révolutionnaire se retourne contre ce qui la rend nécessaire : les contradictions comme économie.

Il nous faut ici faire un petit *flash-back* historique. C'est dans la crise du programmatisme, à la fin des années 1960 et au début des années 1970 que la définition du prolétariat devient problématique dans sa relation avec la définition de la classe ouvrière. Le problème spécifique qui surgit à la fin des années 1960 est celui de la révolution comme précisément la négation du prolétariat, la classe ouvrière n'étant plus que le « capital variable ». Le « mouvement communiste » (pour reprendre une expression de l'époque) devient un mouvement négatif vis-à-vis du prolétariat lui-même. Mais, le prolétariat étant ce mouvement négatif comme classe perdait son « identité » de simple catégorie économique qui, montant en puissance, se développant de façon identique à celle de la socialisation de la production, allait organiser la société selon sa fonction et son être. On peut se référer ici au livre de Jean Barrot, *Le Mouvement communiste*, aux textes issus à cette époque du groupe de la Vieille Taupe (le texte *Idéologie et lutte de classes* de Pierre Guillaume et *Perspectives sur les Conseils* de Pierre Nashua), au n°1 de *Négation* (*Le prolétariat comme négateur du travail*), au *Bulletin Communiste* n°3 (*Prolétaires et communistes*), à deux textes d'*Intervention Communiste* (*Révolution et Contre révolution* et *Les Classes*)[223].

[223] Sauf le livre de Jean Barrot, tous ces textes se trouvent dans *Rupture dans la théorie de la révolution*, éd. Senonevero, 2003, présentation de François Danel. On trouvera des extraits de tous ces textes sur le site de *Théorie Communiste*.

La période était celle de la décomposition de tout ce cycle historique pour lequel la révolution était la montée en puissance de la classe ouvrière et son affirmation comme classe dominante, il devenait évident que la révolution ne pouvait qu'être l'abolition de toutes les classes, c'est-à-dire fondamentalement « la négation du prolétariat par lui-même ». Le prolétariat était devenu l'appellation (socialement élargie) de la classe ouvrière se niant. A partir de là, la décomposition de la perspective programmatique était immédiatement identifiée à l'abolition du capital et de toutes les classes. L'impossibilité de l'affirmation devenait *ipso facto* la révolution comme dépassement de toutes les classes. La « révolution communiste » devenait le résultat d'une double impossibilité : impossibilité de l'affirmation identifiée immédiatement à la négation du prolétariat par lui-même ; impossibilité pour le capital à se débarrasser de la valeur identifiée immédiatement à la capacité du prolétariat à le faire[224]. Mais alors avec la classe ouvrière, la révolution disparaissait et avec la révolution c'était au tour de la classe ouvrière de disparaître, d'où la « trouvaille théorique » de la classe ouvrière *et* du prolétariat. Une fois prolétariat et classe ouvrière distingués et même opposés comme deux termes dont la liaison était perdue, celle entre les luttes revendicatives et la révolution s'évanouissait. Ce « prolétariat » se trouvant être dans ce système un concept vide, au tournant des années 1960 - 1970, *l'humanisme* est venu le remplir pour que le système jusque-là fonctionnant à l'impossibilité retrouve une positivité. Avec la défaite de la « période 68 » et la restructuration qui s'ensuivit le fil entre les luttes quotidiennes et la révolution était théoriquement perdu (et le fil était réellement perdu), la distinction entre classe ouvrière et prolétariat est alors devenue une « phraséologie ». C'est le propre d'une contre-révolution de rompre ce fil, de rompue la présence dans le présent de la révolution.

Le prolétariat n'est pas la classe ouvrière, parce que les deux termes appartiennent à deux niveaux conceptuels différents, mais pour retisser le fil entre les deux, il fallait reconnaître, voir, ce qui se passait : la restructuration du mode de production capitaliste, c'est-à-dire de l'exploitation, de la contradiction entre le prolétariat

[224] On trouve encore ce raisonnement par impossibilité et « blocage du capital » (ce qui est différent de considérer une période de crise et un cycle de luttes dans leur originalité) dans les textes de Bruno Astarian et dans les derniers chapitres d'Astarian et Ferro : *Le Ménage à trois de la lutte des classes*.

et le capital, la formation d'un nouveau cycle de luttes et la constitution d'une nouvelle relation entre les luttes revendicatives et la révolution comme « dépassement produit ».

Ce qui dans les luttes actuelles annonce leur dépassement comme extranéisation par la classe ouvrière de son existence comme classe (illégitimité de la revendication) fait partie d'une contradiction qui *produit le prolétariat* en bouleversant toutes les fonctions de la reproduction (autoprésupposition) des rapports de production et rapports sociaux. Mais, le prolétariat n'est pas une forme historiquement ultime dont on doit espérer et attendre l'apparition, *il est une fonction présente dans la lutte de classe de la classe ouvrière.* C'est d'un processus social dont il s'agit, un processus de rupture dans la lutte de classe, l'autotransformation d'un sujet qui abolit ce qui le définit. *Le prolétariat comme sujet de la révolution s'abolit parce qu'il s'abolit comme classe ouvrière*[225].

Dans le cours *actuel* de la lutte de classe, c'est l'action de lutter en tant que classe qui devient la limite même de la lutte de classe, ou, en d'autres termes, la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, ou encore l'identité de la contradiction avec le capital et de la contradiction avec sa propre existence comme classe. C'est cette situation qui fait de la révolution une rupture, un dépassement produit de la lutte des classes qui, s'il trouve dans toutes les déterminations préalables son fondement, ne se confond pas avec elles. La rupture est un *bouleversement de ses propres causes*. Le simple résultat des déterminations antérieures c'est la reproduction du mode de production. Quand les ouvriers s'unissent contre leur nature de salariés, s'emparent des moyens de production et des services, intègrent les sans-réserves, déglinguent les mécanismes marchands, imposent conflictuellement des mesures communistes à la classe moyenne qui elle-même est en lutte et à toutes les classes et couches que l'échange paupérise, les dissolvant et les intégrant dans le processus pour le prolétariat de sa propre abolition, ce changement est une *rupture.*

TL passe à côté du mouvement interne d'une contradiction comme totalité, c'est-à-dire comme sa remise en cause, pour ne

[225] Sur tous ces points, voir *Théorie de l'écart* (*TC 20*) *; L'auto-organisation est le premier acte de la révolution la suite s'effectue contre elle* (brochure TC, 2006), *La révolution comme conjoncture* (*TC 24*).

fonctionner que sur des pratiques relevant de déterminations *préalables* ne faisant que se *réaliser*. Dans *TC 22* nous écrivions :

« Pour définir une contradiction, il ne suffit pas de constater une implication réciproque des termes, ni même des intérêts opposés […]. La contradiction entre le prolétariat et le capital est une contradiction en ce que l'opposition de leurs intérêts est aussi la remise en cause de leur propre existence en tant que définie dans cette opposition d'intérêts. » *(L'exploitation : définition d'une contradiction,* p. 174*)*. La rupture, la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, n'est pas un blocage mais un moment de la contradiction, en cela le dépassement est un dépassement produit en ce qu'il affecte toutes les déterminations préalables. Si le problème est bien alors celui de la production du dépassement, cette question de la *production* n'existe pas chez eux. Il n y a pas de question parce que la solution est donnée de fait dans la problématique générale avec la définition du travail productif comme étant en lui-même déjà le prolétariat.

Il est vrai que *TL* expose dès les premières pages de leur texte qu'on ne peut plus confondre classe ouvrière et prolétariat. Cependant, la façon dont ils comprennent cette distinction, devenue nécessaire, est extrêmement réductrice quant à l'origine même qu'ils lui donnent dans la crise du programmatisme. Pour eux, la distinction s'impose avec la fin de l'identité ouvrière et avec le fait qu'on ne peut plus réduire les travailleurs productifs aux « ouvriers d'usines ». C'est exact, mais le programmatisme le savait déjà et ces travailleurs productifs (« hors usines ») ne posaient aucun problème dans la mesure où leur existence, leurs revendications, leurs luttes, pouvaient être ramenées à celles des ouvriers d'usines (ce que l'opéraïsme italien a théorisé avec « l'ouvrier masse » comme « composition de classe », puis avec « l'usine sociale »[226]).

Le concept de prolétariat est toujours un concept qui n'est *nécessaire qu'à l'intérieur de la production théorique* dans la mesure où cette dernière pose le mode de production capitaliste comme transitoire et le communisme comme « le mouvement d'abolition des conditions existantes ». Mais avec la crise du programmatisme et son dépassement, aussi bien dans les pratiques

[226]Sur l'opéraïsme voir Steve Wright *A l'assaut du ciel*, *histoire critique de l'opéraïsme*, éd Entremonde, collection Senonevero, seconde édition, 2022.

constituant la lutte de classe que dans la théorie, il devient un concept ambigu, délicat et évanescent.

En fait, *TL* en reste à ce que nous avons perçu *dans les usages théoriques* comme la distinction spontanée et intuitive entre classe ouvrière et prolétariat, tout en la voulant « substantielle ». Mais alors la « substance » ne les différencie pas, parce que le problème de la distinction est ailleurs. La distinction réside dans le retournement pratique conjoncturel et aléatoire, à partir d'elle-même, contre elle-même, d'une contradiction (l'exploitation ou le travail nécessaire) qui, prise en elle-même, demeure toujours la dynamique du mode de production. Si cela n'est pas nécessairement la « révolution » ni même « l'insurrection », *le prolétariat est un moment interne, dans le cours de la lutte des classes*, *de conflits de la classe ouvrière avec elle-même dans sa contradiction avec le capital* (ou, si l'on veut, du travail productif avec lui-même).

En cela, le prolétariat est un concept et une réalité qui ne peut appartenir qu'à une compréhension du mode de production capitaliste le concevant dans le procès de son abolition, ce qui dans la phraséologie de l'époque 68 était pressenti dans les textes réunis dans *Rupture dans la théorie de la révolution*. Le prolétariat est un concept *politique*. Tous les économistes et sociologues peuvent débattre de ce que sont le mode de production capitaliste, le travail productif ou même la classe ouvrière. Le concept de prolétariat est autre. On peut considérer, avec raison, les contradictions du mode de production capitaliste comme portant leur dépassement, mais alors cette énonciation signifie immédiatement un positionnement particulier, social et politique, dans ces contradictions et non leur seule et simple reconnaissance. C'est en cela que le concept a toujours été intuitivement utilisé et qu'il n'est pas le simple synonyme de classe ouvrière quelles que soient les réserves apportées à ce dernier terme. Vouloir simplement et directement définir le prolétariat comme un élément de la reproduction du capital c'est gommer qu'objectivement les contradictions du mode de production capitaliste considérées comme portant leur dépassement sont une pratique qui les transforme et les *produit* comme ce dépassement. Dans *Les débuts du mouvement ouvrier en Russie* (préface à la publication du texte de Trotsky : *Nos tâches politiques,* éd. Spartacus, 1970, réédité dans *Rupture dans la*

théorie de la révolution), Denis Authier écrivait[227] : « En fait, tout mouvement, toute lutte de la classe ouvrière tend *spontanément* [souligné dans le texte] à prendre conscience de lui-même, de son sens ; le parti prolétarien "naît spontanément du sol historique de la société moderne" (Marx). Il est attristant de devoir préciser que *ce mouvement spontané suppose une lutte impitoyable contre tout ce qui l'entrave* [nous soulignons], et, en particulier un combat féroce et permanent contre toutes les versions de l'idéologie. Ceux qui, stupidement, nous répondent : "si le mouvement révolutionnaire est spontané et inéluctable, il n'y a qu'à attendre, il n'y a rien à faire" révèlent à quel point ils n'ont effectivement rien à faire dans ce mouvement. Les révolutionnaires savent que la lutte permanente, sous des formes diverses, est un produit spontané de leur être, car ils ne peuvent se libérer de cette passion qu'en s'y soumettant. » (*Rupture*…, p. 158).

Prolétaires / individus / sujets (1er détour)

Pour *TL*, le prolétariat n'est pas une fonction *issue* (par « issue », nous entendons une dérive *perverse,* c'est-à-dire se retournant contre) des contradictions du mode de production capitaliste, mais une somme d'individus existant en tant que tels (prolétaires) dans le mode de production. Pour eux, être prolétaire serait alors une identité et le prolétariat le groupe des individus ayant cette identité.

« Bien que la thèse selon laquelle les classes sont d'abord des *groupes composés d'individus* ait semblé trop « sociologisante » pour une certaine frange de la tradition marxiste, elle est certainement, à notre sens, l'unique option rationnelle. Or pour certains (Althusser, Balibar, Poulantzas, …), il y aurait quelque chose de franchement douteux à penser les agents de la production comme "les sujets créateurs des structures" ou "les classes sociales comme sujets de l'histoire"[228]. Parler de classes en termes d'individus constituerait une preuve "d'anthropologisme", anthropologisme lui-même fondé sur "une philosophie du Sujet"[229]. Pour se garder de cette erreur, il faudrait alors effacer toute

[227] Malgré une conception totalement essentialiste du prolétariat qui, selon la méthode hégélienne, doit « devenir ce qu'il est » (Authier, op. cit. note 1). Laissons également de côté dans cette citation « l'être du révolutionnaire ».
[228] Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, t. 1, Maspero, 1968, p. 60.
[229] Poulantzas, op. cit., p. 62.

référence aux *individus* et ainsi aborder la discussion au plus haut niveau d'impersonnalité, soit en termes de *structures autonomes* – elles, lavées de tout soupçon. Une boutade du jeune Balibar est tout à fait représentative de cet esprit : "on ne fera aucune classe en additionnant des individus aussi loin qu'on aille. Ce sont des fonctions du procès d'ensemble de la production. Elles ne sont pas le sujet, elles sont au contraire déterminées par sa forme." (*Lire le Capital*, t. 2, éd. Maspero, 1968, p. 171 [ou éd. Quadrige, 2008, p. 513]). » (*TL* 2, pp. 50-51).

TL affirme *: « …* les classes sont d'abord des *groupes composés d'individus*. » (p. 50). Que signifie « d'abord » ? Est-ce « au premier abord », avant analyse et conceptualisation ou, au contraire, *fondamentalement.* La suite laisse peu de doutes : les individus comme « sujets » sont au fondement et ils constituent des classes.

Ni Althusser, ni Poulantzas, ni même Balibar ne contestent que les classes soient composées d'*individus,* et même d'individus « en chair en os », et non d'abstractions. Ce que conteste Balibar dans le passage cité par *TL* c'est de « … prendre le procès de production pour l'acte d'individus. De même ces individus changent et ne sont en réalité que les *représentants de classes*. Or ces classes ne sont évidemment pas des sommes d'individus, ce qui n'aurait rien changé : on ne fera aucune classe en additionnant, etc. … » (*Lire le Capital*, pp. 512-513). Dans ce chapitre, Balibar veut montrer que ce n'est qu'au niveau de la reproduction que nous pouvons saisir le mode d'existence des « supports » (*Träger*) de la structure, c'est-à-dire des agents du procès de production. Sur cette scène de la reproduction, toutes les transactions marchandes, avant tout celle entre le capitaliste et l'ouvrier, disparaissent comme étant l'acte d'individus ou d'une somme d'individus : « Il est bien vrai que les choses se présentent sous un autre jour [que celui de la simple transaction marchande, nda] si l'on considère la production capitaliste dans le mouvement continu de sa rénovation et qu'on *substitue aux capitalistes et aux ouvriers individuels la classe capitaliste et la classe ouvrière* [nous soulignons]. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 3, p. 26). De même : « ...les faits changent d'aspect si l'on envisage non le capitaliste et l'ouvrier individuels, mais la classe capitaliste et la classe ouvrière, non des actes de production isolés, mais la production capitaliste dans l'ensemble de sa rénovation continuelle et *dans sa portée sociale* [nous soulignons] » (*idem*, pp. 14-15). En aucune manière, les individus

ne sont des sujets qui, s'agglutinant, constitueraient des classes. Ils s'avancent masqués et ne sont même que des masques : « Le caractère économique de capitaliste ne s'attache donc à un homme qu'autant que son argent fonctionne constamment comme capital » (*idem*, p. 9). Ce qui s'applique au capitaliste, s'applique à l'ouvrier. *C'est le masque qui fait l'individu*.

« Je n'ai pas peint en rose le capitaliste et le propriétaire foncier. Mais il ne s'agit ici des *personnes*, qu'autant qu'elles sont la *personnification de catégories économiques*, les *supports d'intérêts et de rapports de classes déterminés*. Mon point de vue, d'après lequel *le développement de la formation économique de la société* est *assimilable à la marche de la nature et à son histoire*, peut moins que tout autre rendre l'individu responsable de *rapports dont il reste socialement la créature* [nous soulignons], quoi qu'il puisse faire pour s'en dégager. » (Marx, *Préface à la première édition allemande du Capital*).

Quand Marx entame l'étude de *La Reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social* (troisième section du Livre II), il commence par un chapitre sur les *Exposés antérieurs de la question*. Dans ces « exposés » il rend hommage à Quesnay en ce que chez lui, pour la première fois : « Les innombrables actes individuels de la circulation sont *immédiatement considérés en bloc* [nous soulignons] dans leur mouvement de masse socialement caractéristique : circulation entre grandes classes sociales à fonctions économiques déterminées » (*op. cit.*, éd. Sociales, t. 5, p. 15). Ce que, à la suite de Quesnay, il élimine immédiatement c'est la possibilité de considérer la production comme l'acte de sujets selon la tradition philosophique. Comme l'écrit Balibar (op. cit., p. 513), la production n'est pas le « cogito pratique des sujets », précisons, c'est-à-dire un : « je fais donc je suis ». « Je fais donc je ne *suis* pas » semblent plutôt répondre Marx, Quesnay et Balibar. Non en vertu de l' « aliénation » telle que l'exposent les *Manuscrits de 1844*, mais du fait que le procès de production est un « procès sans sujet » (Althusser, eh oui…!).

« C'est le double moulinet du procès lui-même, qui rejette toujours le premier [l'ouvrier, nda] sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second [le capitaliste, nda]. […] Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni

seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié. » (*Le Capital,* t. 3, p. 20).

Le même thème revient dans les dernières pages du *Capital*, au moment où Marx met en place la relation entre les rapports de distribution, les formes de revenus, et les classes.

« Par ailleurs, le mode capitaliste de production, s'il suppose l'existence préalable de cette structure[230]sociale définie des conditions de production, la reproduit sans cesse. Il ne produit pas seulement les produits matériels, mais reproduit constamment les rapports de production dans lesquels celle-ci s'opère ; il reproduit donc aussi les rapports de distribution correspondants. » (*op. cit.*, t. 8, pp. 253-254).

Il ne vient à l'idée de personne, pas même à celle du pire structuraliste, de prétendre que les classes rassemblent des « abstractions » et qu'elles ne sont pas des « groupes composés d'individus ». En revanche, ce qui vient à l'idée, c'est que le procès de production n'est pas la manifestation de « sujets » se rapportant à leur objet (Feuerbach) et se regroupant selon leur définition de sujets. C'est bel et bien de *fonctions* et de *porteurs* de ces fonctions dont il s'agit quand nous définissons les classes. Ce sont les contradictions du mode de production qui existent dans les relations entre les classes et qui les définissent. Ces relations n'ont rien d'individuel, ni de relatif à une somme d'individus, il n'y a rien là d'un « contrat ». Si les ouvriers (et même les prolétaires...) sont des individus « en chair et en os », ils ne sont ni ouvriers, ni prolétaires de par leur chair ou leurs os. De cela *TL* en conviendra aisément, mais en faisant de la classe « *d'abord* [nous soulignons] des groupes composés d'individus » (p. 50) et de cette « thèse » la « seule option rationnelle » (*ibid*), *les rapports sociaux, au lieu d'exprimer la structure du procès de production dont les individus sont simplement les effets ou les porteurs, seraient engendrés à partir de ces individus, de ces hommes concrets dont ils nous disent qu'ils sont « les sujets créateurs des structures »*. Ne faut-il pas déjà avoir la structure pour avoir les agents « sujets créateurs de la structure »[231] ? Que faut-il faire alors de ce procès de production produisant sa propre « éternisation » ?

---

[230] « Si l'une des parties du produit ne se convertissait pas en capital, l'autre ne prendrait pas les formes de salaire, profit et rente. » (Le Capital, t. 8, p. 253).

[231]Quant à la notion de « sujet » voir dans ce n° de *Théorie Communiste*, le texte «Luttes des classes et vie quotidienne ».

Aucun des auteurs que cite (plus ou moins ...) *TL* ne préconise « d'effacer toute référence aux individus » (*TL 2,* p. 50). Si pour *TL* les classes sont bien des « groupes d'individus définis par leur rapport à la totalité » (p. 51), tout le problème réside dans le retournement ensuite effectué qui fait de ces individus « les sujets de la structure » (p. 50), autrement dit de la « totalité » qui était leur « définition ». Si les individus ne sont définis que dans leur rapport à la totalité, l'individu comme « sujet » (c'est-à-dire dans le mode de production capitaliste comme individu) n'apparaît alors que *dans les formes ultimes, les plus médiatisées, des rapports de production*, dans les métamorphoses qu'ils impliquent à partir d'eux-mêmes comme les formes d'apparition dans lesquelles seules ils existent.

Si, comme d'habitude, nous en revenons à Marx et à la 6ème thèse sur Feuerbach : « L'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu singulier[232]. Dans sa réalité, effective, elle est l'ensemble des rapports sociaux » (traduction Labica, éd. PUF). Cette proposition extrêmement ambiguë a été lue, relue et interprétée comme : l'essence d'un individu humain est composée par la somme des relations sociales qu'il entretient, ou l'individu comme point de rencontre de multiples relations sociales. Mais, au lieu d'en rester là, cet individu comme point de rencontre de multiples relations sociales, une fois investi de ces relations en deviendrait le point d'origine, la source, le *sujet*. C'est à ce renversement que se livre *TL*. S'il est légitime de se livrer à ce renversement, ce n'est qu'à l'issue de toutes les métamorphoses des rapports de production et comme la forme ultime (*phénoménologique*) de toutes les médiations ; et non : « d'abord », comme ils l'écrivent.

TL reste rivé à l'empirisme qui fonde toute la problématique de *l'Idéologie allemande*. Dans ce texte, contrairement aux textes antérieurs (*Introduction à la critique de la philosophie du droit*, *Question juive*, *Manuscrits de 1844*, *Gloses marginales ...,* etc.), ce n'est plus l'« Homme » qui est le « sujet de l'histoire », mais les « individus réels, concrets, empiriques, vivant dans certaines conditions matérielles historiques et déterminées ». C'est dans cette histoire qui est leur production que ces individus

[232] Pour « *einzelnen* », les éd. Sociales donnent « isolé », Labica « singulier » (*Karl Marx, les Thèses sur Feuerbach*, éd. PUF, 1987) et Lucien Sève « pris à part » (*Penser avec Marx aujourd'hui*, t. 2, *L'« Homme ? »*, éd. La Dispute, pp. 64-68). Il s'agit toujours des différentes parties d'un tout.

extériorisent leurs « forces essentielles » dans un procès d'aliénation qui, par l'effet de la division du travail (le nom de l'aliénation dans *l'Idéologie allemande*) les sépare de leurs produits et de leurs conditions d'existence, qui les dominent. Sous l'effet dévastateur de Stirner, « l'Homme » a été abandonné et remplacé par « l'individu concret et historique »[233]. Mais, pour l'empirisme revendiqué de *L'Idéologie allemande*[234], l'individu n'est pas un seul instant un problème, il est la « solution ». Il est ce dont on part, le commencement, le donné, le sujet, ce qui « va sans dire », ce qui « tombe sous le sens », ou la « seule option rationnelle » comme l'écrit T*L*. C'est exact, que voit-on dans l'Histoire ? On y *voit* des individus qui « sont toujours et partout partis d'eux-mêmes » (*Idéologie allemande*, éd. Sociales, 1968, p. 108) et des rapports de production qui ne sont que leurs relations interindividuelles, les individus sont alors comme tels les sujets constituant les rapports sociaux. Dans cet individu, c'est toujours et encore (malgré Stirner) « l'Homme » que l'on retrouve, jusqu'à l'extraordinaire conclusion sur la classe universelle et le communisme à la fin du « *Feuerbach* ». En faisant de l'individu, non pas le problème (il faut partir de la structure sociale pour produire et comprendre l'individu et non pas « partir de lui » ou *re-partir* comme *TL*), mais *le commencement allant de soi*, *TL* fait des rapports sociaux (« rapports à la totalité ») investissant et construisant l'individu lui-même (comme tel) la manifestation de cet individu, « sujet de la structure ». S'il est « sujet de la structure », il faut alors que la « structure » soit sa manifestation, c'est-à-dire alors la manifestation de sa propre aliénation. L'histoire est celle de son aliénation, bonjour la téléologie.

« L'être du prolétariat » (2ème détour)

[233] Voir Karl Marx et la fin de la philosophie classique allemande, TC 21.

[234] « Les prémisses dont nous partons ne sont pas des bases arbitraires, des dogmes ; ce sont des bases réelles dont on ne peut faire abstraction qu'en imagination. Ce sont les individus réels, leur action et leurs conditions d'existence matérielles, celles qu'ils ont trouvées toutes prêtes, comme aussi celles qui sont nées de leur propre action. Ces bases sont donc vérifiables par voie purement empirique » (*Idéologie allemande*, p. 45). On peut comparer cette proclamation avec *la nécessité de l'abstraction* dans la *Préface à la 1ère édition allemande* du *Capital* et, par là-même, voir le chemin parcouru.

Les classes ne sont pas des substances, elles n'ont pas d'« être », ni de nature. *Dans le marasme actuel de la lutte des classes, il paraît « réconfortant » de faire de la révolution, même maintenant définie comme communisation, la manifestation, la réalisation, d'un être du prolétariat*. La production théorique actuelle (c'est-à-dire les théoriciens) a une forte propension à se conforter elle-même dans un nouveau dogmatisme. *TL* considère comme une tautologie inepte de définir les classes comme « pratiques de classes » (p. 51). Présentée ainsi, la chose est évidemment inepte, mais elle ne l'est que dans la mesure où ils considèrent, après avoir renversé l'individu socialement construit en « sujet » de ce qui le construit (sans le voir comme la forme développée ultime de toutes les médiations), les pratiques comme relevant de l'extériorisation (manifestation) d'un sujet. En revanche si nous considérons les classes comme *fonctions* du mode de production, ces fonctions sont des pratiques, celles des porteurs de ces fonctions, il n'y a alors aucune absurdité à définir les classes comme des pratiques … de classes. Chez eux, les pratiques sont secondes : la manifestation d'un *être*. Mais, ne leur en déplaise et au Marx de *La Sainte Famille*, *il n'y a pas* (ou il n'y a plus ?) *de « nature révolutionnaire du prolétariat »* décidant de ce qu'il est et de ce qu'il sera contraint de faire. Ce n'est que dans l'*existence* de la classe ouvrière *comme fonction économique* que peut s'enraciner celle du prolétariat comme étant cette fonction se retournant contre elle-même, car ce n'est qu'ainsi que l'on saisit la révolution dans sa *détermination* essentiellement historique et *conjoncturelle*.

C'est une dérive « naturelle » de la théorie que de considérer les classes comme des calques des rapports de production, en ce que par nature la théorie se doit de considérer la lutte des classes dans sa « finalité historique » : c'est sa raison d'être *et sa limite*. Le 5 mars 1852, dans une lettre bien connue à Weydemeyer, Marx écrit : « …ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Mon originalité a consisté : 1. à démontrer que l'*existence des classes* n'est liée qu'à *des phases historiques*

déterminées du développement de la production ; 2. que la lutte des classes mène nécessairement à la *dictature du prolétariat* ; 3. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers *l'abolition de toutes les classes* et vers une *société sans classes*. Des sots ignorants comme Heinzen, qui ne nient pas seulement la lutte des classes, mais l'existence même de celles-ci […] prouvent qu'ils ne sont que des valets de la bourgeoisie, servitude d'autant plus répugnante que ces crétins comprennent moins la *grandeur et la nécessité passagère de ce régime bourgeois lui-même* [nous soulignons]. »

Prolétariat et classe ouvrière (suite)

Avec raison, *TL* fixe comme tâche à la production théorique en général et à la définition des classes en particulier « l'analyse *précise* d'épisodes *précis* de la lutte des classes » (p. 49). Or ce prolétariat si rigoureusement défini empêche tout aussi rigoureusement de remplir cette tâche si ce n'est en adjoignant à cette définition toutes sortes de circonstances extérieures à la définition telle qu'elle est produite : fonction, niveau de salaire, nation, religion, genre, races, etc. Alors que sur la base de la contradiction qu'est pour lui-même le travail productif (en tant que rapport à la fois essentiel et contradictoire pour le mode de production capitaliste), le prolétariat c'est, dans un premier temps encore objectif, *la classe ouvrière se retournant contre elle-même* comme catégorie économique dans sa contradiction de catégorie économique avec le capital. Mais alors elle devient *autre*, le prolétariat n'est pas un simple moment d'une théodicée nécessaire de la classe ouvrière. Toutes les contradictions objectives (économiques) du mode de production capitaliste sont là et elles sont déterminantes, mais les classes acquièrent, de par ces bases objectives mêmes dans leur existence et métamorphoses propres, une existence qui ne se confond pas avec ces catégories de l'économie politique et leurs contradictions. Le prolétariat se définit lui-même, il est pratiquement sa propre production, il excède toutes ses définitions parce que toutes les définitions deviennent des pratiques convoquant les *individus* et les re-définissant comme *sujets*. C'est bien là de sujets dont il s'agit dans toute l'ambivalence du terme à l'intérieur de la vie quotidienne et

de pratiques, convoquant les individus et opérant sous des idéologies : séparation entre sujet et objet / conditions objectives et projet[235].

Le prolétariat n'est pas constitué par l'épanouissement enfin advenu des contradictions du mode de production capitaliste mais par leur retournement contre elles-mêmes et cela change tout. Il ne s'agit plus de ce fait d'additionner ou soustraire les catégories économiques et les individus qui leur « correspondent ». Le prolétariat ne se confond pas avec la classe ouvrière ou les travailleurs productifs, les pratiques par lesquelles il existe peuvent même entrer en conflit avec celles de fractions de la classe ouvrière : Juin 1848, La Commune, Allemagne 1919, Espagne 1936-1937, Italie 1969-70-71. Dans une crise révolutionnaire, les travailleurs productifs peuvent parfaitement être amenés à

[235] « Dans son mouvement, dans les formes qu'elle prend et abandonne, la lutte révolutionnaire se critique elle-même. C'est parce que cette lutte, jusqu'à son terme, est scindée entre d'une part, ce qui demeure un mouvement objectif qui n'est pas une illusion, les contradictions du mode de production capitaliste, et, d'autre part, dans cette objectivité, la pratique de son abolition qui le désobjective, qu'elle demeure structurellement idéologique. Elle vit de la séparation de l'objet et du sujet. C'est parce que la dissolution de l'objectivité constitue un *sujet* en tant que tel, et qui se considère ainsi, que l'idéologie (invention, liberté, projet et projection) est inhérente à sa définition et son action. Il faut cependant être très vigilant au statut accordé à cette distinction entre sujet et objet, aucun des deux ne tient son existence de lui-même ou même de leur réciprocité. En effet, la lutte du prolétariat et même la révolution ne sont pas l'irruption d'une subjectivité (plus ou moins libre, plus ou moins déterminée) mais un moment du rapport du mode de production capitaliste à lui-même à l'intérieur de lui-même, ceux qui voit là de l'objectivisme oublient seulement que le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste et que celui-ci est lutte des classes. On ne peut isoler la question du rapport entre la situation objective et la subjectivité de l'auto-contradiction du mode de production capitaliste. Le sujet et l'objet dont nous parlons ici sont des moments de cette auto-contradiction qui dans son unité passe par ces deux phases opposées (unité de moments promus à l'autonomie). » (*TC* 24, p. 71).

N'ayant aucune base objective développée précédemment, le communisme est une production prise dans la contradiction d'un rapport contradictoire objectif dont le dépassement doit se produire alors comme la formalisation consciente et volontaire d'un projet, car le procès de la révolution récuse toujours son état présent comme étant son aboutissement. Projet *idéologique* car il récuse son fondement objectif *dans son état présent* comme étant sa raison d'être, il place le futur, *le devoir-être*, comme compréhension du présent et comme pratique dans le moment actuel.

défendre toutes les formes de socialisation autogestionnaire de la production, comme, toutes proportions gardées, en Argentine en 2001 face aux organisations *piqueteros*. Ces pratiques dans lesquelles le prolétariat se définit lui-même et qui s'originent sur la base d'une *crise de la reproduction* entrent en conflit avec la propension spontanée de la classe ouvrière à demeurer une catégorie socio-économique du mode de production capitaliste, et, d'autre part excèdent toute *définition structurelle* parce que c'est au niveau de la reproduction des rapports de production avec toutes leurs métamorphoses que les choses commencent à se passer. Qui peut prétendre que dans une émeute ou même une insurrection révolutionnaire, les segmentations raciales, les contradictions entre femmes et hommes sont, de fait, par définition, surmontées et effacées ?

Le prolétariat c'est la classe ouvrière en contradiction avec sa propre existence, mais alors c'est une autre configuration de la lutte des classes qui se met en place, d'autres compositions qui retravaillent leur origine et leur cause. Le prolétariat est la remise en cause du mouvement dans lequel la classe ouvrière (les travailleurs productifs – si l'on considère le travail productif comme une identité personnelle) est reproduite. Le prolétariat comme étant la classe ouvrière en contradiction avec sa propre existence est alors un *objet théorique*, ce qui ne signifie pas « imaginaire », on a changé de niveau : le terme de « prolétariat » signifie que l'on considère les contradictions du mode de production capitaliste non seulement en tant que telles mais comme produisant leur dépassement. C'est là que le concept de prolétariat peut tomber sous la critique de la spéculation et de la téléologie (voir plus loin à propos de *La Matérielle*).

Il faut se souvenir de comment en novembre 2005, en France, les dites « émeutes de banlieues » avaient fonctionné comme *analyseur* de toutes les fractions et théories révolutionnaires, y compris parmi les « communisateurs » de l'époque.

Dans le n°4 de la revue *Meeting* (juin 2008), on pouvait lire :

« S'il devient incontournable de fixer des lignes de démarcation non pas entre des personnes, des groupes ou des revues mais entre des positions et de cerner l'*équivoque* interne de la problématique de la communisation c'est que parler de révolution comme communisation prend définitivement le large par rapport à la

révolution comme affirmation de la classe et à la démarche et aux positions immédiates, *dans le présent*, que cette position implique.

« *D'un côté*, ceux pour qui la lutte de classe est une défense de la situation de prolétaire jusqu'à ce que les ouvriers, suffisamment unis et puissants prennent en mains la société et affirment leur puissance et leur rôle social de classe en se libérant de la domination capitaliste.

« *De l'autre*, ceux pour qui la lutte de classe s'achève non dans la victoire du prolétariat, mais dans l'abolition de toutes les classes y compris le prolétariat. Il ne s'agit pas d'un suicide social, mais de l'abolition du capital, de la valeur, de l'échange, de la division du travail, de toute forme de propriété, de l'Etat (ce que l'on peut également formuler comme abolition du travail et de l'économie – si l'on a établi toutes les médiations théoriques produisant ces formulations). Le prolétariat abolit tout ce qu'il est, toutes ses conditions d'existence. Cela, immédiatement, dans le processus révolutionnaire à venir, comme condition expresse de sa victoire.

« Avec les émeutes de novembre et les péripéties de la lutte anti-CPE, la rupture est consommée avec ceux qui, dans un surprenant renversement, se veulent les derniers représentants du mouvement ouvrier qui était leur ennemi *intime* quand il existait. Ils sont prêts maintenant à reprendre le flambeau et ramener à la raison ceux qui voient qu'aujourd'hui la révolution ne peut qu'être le prolétariat en finissant avec lui-même. » (*op. cit.*, p. 8).

En effet, parler de communisation sans rien changer à la compréhension du prolétariat et à sa constitution, ni au caractère *essentiellement* historique de sa contradiction avec le capital (et non « modulée » historiquement) revient à faire de la communisation le nouveau programme de la classe ouvrière plus ou moins rebaptisée « prolétariat ». Contrairement aux ouvriers productifs qui assurèrent la victoire de la majorité du SPD en 1919, les émeutiers de 2005, pour la plupart n'en étaient pas. Il ne s'agit pas de recréer, contre d'autres, des catégories socio-économiques *a priori* « révolutionnaires », mais de saisir *le prolétariat comme la mise en œuvre pratique des contradictions du mode de production capitaliste qui, de dynamiques du mode de production, se retournent contre elles-mêmes* désignant (« interpellant ») leurs *porteurs*, de façon toujours historiquement définie et conjoncturelle.

Ce n'est que dans ce retournement des dynamiques contre elles-mêmes que le travail productif acquiert une fonction déterminante dans la constitution du prolétariat. On peut ici reprendre une partie du texte *Le Moment actuel* (*Sic* 1, novembre 2011, signé R.S.), texte par ailleurs longuement cité et critiqué par *TL*.

« Un travailleur improductif vend sa force de travail et est exploité pareillement par son capitaliste, pour lequel son degré d'exploitation déterminera la part de plus-value qu'il pourra s'approprier comme profit. Mais c'est du travail productif que l'on peut déduire que le prolétariat ne se limite pas aux travailleurs productifs. En effet, premièrement, il est dans l'essence même de la plus-value d'exister comme profit, y compris pour les capitaux productifs eux-mêmes, deuxièmement, pour cette raison même, c'est toute la classe capitaliste qui exploite toute la classe ouvrière, de même que le prolétaire appartient à la classe capitaliste avant même de se vendre à tel ou tel patron. Cependant le travail social global que le capital crée en se l'appropriant (le travail social ne préexiste pas dans le prolétaire ou l'ensemble de la classe antérieurement à son appropriation) n'est pas une masse homogène sans distinctions, médiations et hiérarchie, il n'est pas une totalité significative dans laquelle chaque partie contient toutes les déterminations de la totalité. Il ne faut pas éluder un problème central : si chaque prolétaire à un rapport formellement identique à son capital particulier, il n'a pas selon qu'il est un travailleur productif ou non le même rapport au capital social (il ne s'agit pas de conscience mais d'une situation objective). S'il n'y avait pas, au centre de la lutte des classes, la contradiction que représente le travail productif, pour le mode de production capitaliste *et pour le prolétariat*, nous ne pourrions pas parler de révolution (elle serait quelque chose d'exogène au mode de production, au mieux une utopie, au pire rien).

« Si le prolétariat ne se limite pas à la classe des travailleurs productifs de plus-value, c'est cependant *la contradiction qu'est le travail productif qui le construit*. Le travail productif (de plus-value, c'est-à-dire de capital) est la contradiction vivante et objective de ce mode de production. Il n'est pas une nature attachée à des personnes : le même travailleur peut accomplir des tâches productives et d'autres qui ne le sont pas ; le caractère productif du travail peut être défini au niveau du travailleur collectif ; le

même travailleur (intérimaire, par exemple) peut passer, d'une semaine à l'autre, d'un travail productif à un autre qui ne l'est pas. Mais le rapport de l'ensemble du prolétariat au capital est construit par la situation contradictoire du travail productif dans le mode de production capitaliste. La question est de savoir, toujours historiquement et conjoncturellement, comment cette contradiction essentielle (constitutive) construit, à un moment donné, la lutte des classes, sachant qu'il est dans la nature même du mode de production capitaliste que cette contradiction n'y apparaisse pas en clair : la plus-value devenant par définition profit et le capital étant valeur en procès. L'heure solitaire de la dernière instance ne sonne jamais.

« Les travailleurs productifs ne sont pas pour autant révolutionnaires par nature et en permanence. Les classes ne sont pas des collections d'individus, le prolétariat et la classe capitaliste sont la polarisation sociale de la contradiction que sont la baisse du taux de profit ou le travail productif qui structure l'ensemble de la société[236]. Le rapport particulier (par rapport à tout autre travail exploité) du travail productif au capital social ne se fixe pas comme l'essence des travailleurs productifs. Cependant, dans la contradiction du travail productif qui structure *l'ensemble de la société* et la polarise en classes contradictoires, les travailleurs productifs ont une situation singulière. En bloquant la production de valeur *et de plus-value*, les hommes qui vivent au cœur du conflit du capital comme contradiction en procès ne font pas que "bloquer". Dans leur action singulière qui n'est rien de spécial mais simplement leur engagement dans la lutte, la contradiction qui structure l'ensemble de la société comme lutte des classes revient sur elle-même, sur sa propre condition, car le rapport d'exploitation ne rapporte pas le travailleur productif à un capital particulier mais immédiatement, dans son rapport à un capital particulier, au capital social. Ce qui, de façon réelle, est constamment masqué dans la reproduction du capital revient à la surface non seulement comme une contradiction interne à la reproduction (entendue ici comme l'unité de la production et de la

[236] C'est avec raison que *TL* pointe le flou de la définition des classes qui revient régulièrement dans *Théorie Communiste* comme « polarisation sociale de la contradiction que sont la baisse du taux de profit ou le travail productif qui structure l'ensemble de la société ». Nous ne l'abandonnons pas mais leurs critiques précises nous ont amené à *la construire*.

circulation) mais comme *ce qui fait que la contradiction elle-même existe : le travail comme substance de la valeur qui dans le capital n'est valeur que comme valeur en procès*. Dans la contradiction du travail productif – contradiction surtravail/travail nécessaire, c'est-à-dire contradiction du travail nécessaire, c'est-à-dire contradiction du travail productif à lui-même dans sa contradiction avec le capital – le capital comme contradiction en procès est une contradiction entre des classes, elle est lutte de classes : la contradiction (l'exploitation) revient sur elle-même, *sur sa propre condition*. » (*op. cit.*, pp. 136-137-138).

La production du concept de prolétariat est un procès théorique. Dans le mouvement de cette production, lorsque nous parvenons à une définition au niveau de la reproduction en ce qu'elle inclut toutes les instances non strictement économiques (la reproduction du face-à-face comme principal résultat du procès de production inclut toutes les instances du mode de production), c'est-à-dire lorsque nous parvenons dans cette définition au niveau de la vie quotidienne, nous parvenons au bout de ce qu'il est *structurellement* possible de déterminer dans les catégories du procès de production, mais nous ne sommes pas au bout de nos peines. Il faut alors entrer dans le domaine propre des *conjonctures historiques*. Dans chaque conjoncture (bouleversement de la hiérarchie déterminative des instances), le prolétariat *se définit lui-même* (comme l'a montré Thompson pour la classe ouvrière anglaise), mais sur un fondement objectif[237] comme pratique incluant et dépassant le stade structurel ultime de sa définition sur la base de la contradiction du travail productif : contradiction que nous pouvons mener (développer), au travers de ses métamorphoses jusqu'au niveau le plus *immédiat*, celui de la

[237] Thompson a une vision linéaire de l'histoire qui ne rend pas compte de la *sélection* effectuée dans le passage d'un mode de production à un autre (ou entre les phases d'un même mode de production) entre les éléments conservés/retravaillés et ceux qui disparaissent corps et âme. Quand on reprend sa thèse sur l'autoconstruction de la classe, il ne faut pas reprendre cette vision linéaire des choses données. C'est le nouveau mode de production se mettant en place qui opère la sélection parmi ces héritages des modes et situations antérieurs. C'est dans toutes les métamorphoses nécessaires des rapports de production que l'on peut dire, à la suite de Thompson, que les classes se construisent elles-mêmes. Il sépare et oppose une vision « objectiviste » et sa propre vision d'historien, mais ce n'est que dans les métamorphoses nécessaires des rapports de production et dans la *reproduction* passant par toutes les instances du mode de production que l'on peut ancrer et justifier son historicisme.

vie quotidienne. Bien qu'il y ait toujours des causes, le passage de la contradiction constitutive de l'exploitation et du travail productif au prolétariat est *aléatoire*. Le prolétariat est alors *historiquement*, conjoncturellement, l'ensemble des pratiques dans lesquelles, à partir de sa contradiction avec le capital et sur la base de sa propre contradiction à elle-même que la première contient (être le travail productif), la classe ouvrière se remet en cause comme telle. Nous pouvons alors comprendre tous les usages que spontanément et souvent intuitivement la production théorique a fait de ces deux notions connexes de classe ouvrière et de prolétariat.

La constitution du prolétariat comme pratiques

Définir les classes *à partir* du travail productif (et donc de son contraire le travail improductif et l'appropriation de la plus-value) comme simultanément la dynamique et une contradiction pour lui-même du mode de production capitaliste, c'est non pas dépasser le travail productif en le laissant derrière soi pour passer à autre chose, mais le *développer*[238]. Cela jusqu'au point où le prolétariat apparaît comme réalité vivante et pratique, comme la dissolution des conditions existantes, cela dans ses pratiques conjoncturelles en relation avec d'autre classes différemment exploitées (au travers de l'échange) que, dans certaines circonstances, dans sa contradiction avec la classe capitaliste (toujours surdéterminée[239]), il intgre dans sa propre existence pratique. Ce que, dans la définition du prolétariat, *TC* envisage comme dissolution des classes dans la lutte des classes, c'est une *activité*, ce n'est pas la rencontre de substances préalablement définies. Définir le prolétariat comme une classe en contradiction, dans son rapport au capital, avec sa propre existence comme classe, c'est le définir comme la dissolution des classes. Dans sa constitution comme prolétariat, la classe ouvrière se différencie d'elle-même à partir de

[238] Karel Kosik, dans *La Dialectique du concret* (éd. Maspero, 1970, [traduction Roger Dangeville], p. 24) signale que le terme allemand de développement (*Entwicklung*) est la traduction du latin *explicatio*, qu'il est donc utilisé par Marx dans le sens de déploiement, explicitation d'un ensemble qui, au départ, était obscur, confus et mystérieux.

[239] Quand *TL* reprend le concept de *surdétermination* c'est toujours comme un ajout extérieur à l'« essentiel » et non comme l'existence nécessaire de l'« essentiel », c'est-à-dire ce par quoi et dans quoi « l'essentiel » *existe*.

la contradiction qu'est le travail productif, le prolétariat est alors cette activité de dissolution de toutes les catégories du mode de production (y compris les classes).

A partir de la « matière première » que constituent les fonctions dans le procès de production, tout se joue dans un faisceau de contradictions et de surdéterminations, dans une conjoncture. Une crise de la valeur peut, à partir de son noyau capitaliste, la crise du travail productif de plus-value, être pour le prolétariat une lutte contre le capital, dans laquelle il se constitue en absorbant, contre la classe capitaliste, une grande partie de la société. C'est le processus de son abolition dans celle de l'échange, à laquelle se trouvent contraintes toutes sortes de couches périphériques et de pauvres devenant des prolétaires, c'est la matière dans laquelle se constitue pratiquement le prolétariat. Mais il est une grave contradiction interne au processus révolutionnaire qui tient à cette pratique même de constitution du prolétariat. Dans ce processus ce sont des masses énormes qui sont embarquées dans le mouvement et qui ne sont pas des ouvriers. C'est-à-dire que la contradiction qui entraîne l'abolition de la valeur c'est la contradiction du capital comme contradiction en procès, mais cette contradiction en tant que force vivante c'est la contradiction entre surtravail et travail nécessaire. C'est sur cette base que le prolétariat s'unifie dans l'abolition de la valeur, sur cette base qu'il devra englober, entraîner, une masse fantastique de paysans ruinés, de prolétaires de l'économie informelle, etc. qui appartiennent certes au cycle mondial du capital, qui sont exploités, mais souvent et seulement comme *échangistes*. Ils ne vivent pas la contradiction de la valeur comme contradiction entre surtravail et travail nécessaire, ils ne vivent donc pas immédiatement la nécessité de son dépassement. La misère et le dénuement extrême ne sont pas en eux-mêmes la nécessité, la contrainte à être révolutionnaire (mais cette « contrainte » n'existe pour personne comme une prédestination). Là, le mode de production capitaliste possède une masse de manœuvre physique et sociale qui peut faire frémir. Rien n'est acquis parce que rien n'est déterminé par un « être » ne pouvant qu'accéder à sa réalité.

C'est le cas, qui choque tant *TL* (p. 136), du « paysan andin » évoqué dans *TC* 16 à propos de la dite « révolte des Ponchos » en Equateur en 2000 ; c'est aussi le cas de ce qu'écrivait Théo Cosme à propos de l'Iran : « La simple pression de cette masse paysanne,

en dehors même de son activité directe dans la lutte des classes, joue sur la contradiction entre le prolétariat et le capital d'un double point de vue : exode rural et surpopulation ; solidarité et constitution d'une identité de pauvre non purement capitaliste. Toute perspective de lutte en Iran, même strictement urbaine et ouvrière est tributaire du poids de cet environnement. L'inachèvement de la réforme agraire devient une question qui se règle dans les luttes urbaines et ouvrières non comme intervention étrangère de ces dernières "sur les campagnes", mais parce que ces luttes sont, de l'intérieur, structurées en grande partie par cette question qui n'est plus alors une question autonome, mais une question *posée dans les termes mêmes de la lutte ouvrière* [nous soulignons] » (*De la politique en Iran*, éd. Senonevero, 2010, p. 130).

En Argentine au début des années 2000, est-ce que les chômeurs, les assemblées de *piqueteros,* la masse des informels travaillant dans les services étaient étrangers au prolétariat, n'en faisaient-ils pas partie largement au même titre que les travailleurs productifs qui « récupéraient » les ateliers et les usines ?

En France, en 2005, il y avait peu de travailleurs productifs dans les « émeutes de banlieues », est-ce que ce n'étaient pas des prolétaires ? Va-t-on qualifier les émeutes d'interclassistes ?

En Grèce, en 2008, nous (*TC*) écrivions : « La dynamique de ce cycle de luttes apparaît comme un *écart* à l'intérieur de la lutte de classe, c'est-à-dire comme un écart à l'intérieur même de l'action en tant que classe. Dans ses formes même d'actions, le mouvement a exprimé cet *écart* constitutif. On a déjà insisté sur l'attaque de toutes les formes institutionnelles de la reproduction générale des rapports sociaux capitalistes (essentiellement l'Etat) sans que cette attaque de la *reproduction* inclue en elle la *production*. L'attaque de la reproduction s'est trouvée comme en apesanteur au-dessus du plancher de verre la séparant de la production. » (*Le Plancher de verre*, in « Les émeutes en Grèce », éd. Senonevero, 2009). Malgré ce plancher de verre, était-ce une erreur d'appeler « prolétaires » ces émeutiers ?

En Palestine, « L'Intifada [la première, nda] est essentiellement la révolte du prolétariat palestinien contre sa propre situation, cependant toute la limite de cette révolte se trouve dans l'adjectif "palestinien" ; et donc dans son corollaire, l'imposition et le développement des rapports sociaux capitalistes comme occupation

israélienne. Si "palestinien" renvoie à la limite des luttes, l'adjectif recouvre simultanément la constitution, le contenu, la mise en forme de cette révolte. Au travers de l'Intifada, *être palestinien est devenu occuper une certaine position sociale de prolétaire* [nous soulignons], et non une donnée ethnique *a priori*. C'est de cette position que procède le contenu "nationaliste" de l'Intifada, c'est-à-dire de la spécificité de la genèse, et de la forme historique, de l'opposition entre prolétariat et capital. Il ne s'agit donc pas d'une révolte prolétarienne s'engluant dans le nationalisme, mais d'un nationalisme qui est limite intrinsèque de cette révolte, de par la définition sociale et historique du prolétariat, de par sa formation, son *making* dirait Thompson. C'est dans ce nationalisme que cette révolte se constitue comme *prolétarienne*. » (Théo Cosme, *Moyen-Orient 1945-2002, histoire d'une lutte de classes*, éd. Senonevero, 2002, p. 149).

Dans *TC* 18 (février 2003), nous revenions, toujours en ce qui concerne les insurrections palestiniennes, sur la question de la constitution toujours en situation et conjoncturelle du prolétariat, constitution non identique aux rapports de production mais travaillant, *en situation*, le matériau de ces rapports.

« La disjonction en profondeur qui apparaît, dans la seconde Intifada, entre la population palestinienne et l'Autorité signifie que la question palestinienne abandonne son " enveloppe nationale ", et n'est plus qu'un problème social qui dans la période actuelle se trouve ethnicisé. L'intifada est-elle une lutte de classe ou une lutte ethnique comme elle semble de plus en plus l'être ? La question est malheureusement fausse, il n'y a pas de contradiction entre les deux, les expressions religieuses et/ou raciales de la lutte contre les Israéliens ne retirent rien au caractère prolétarien de cette lutte dussions-nous en souffrir. Dans la situation politique née de l'utilisation et de la reproduction actuelles de la main-d'oeuvre palestinienne, la défense de la condition prolétarienne est ethnique parce qu'Israël le veut et le veut bien plus que l'OLP qui va là à sa perte. Dans les aires périphériques du capital (et pour les segments du prolétariat périphérisés à l'intérieur des aires centrales), c'est comme production ethnico-traditionnelle tout à fait moderne que s'effectue la destruction de l'identité prolétarienne ou l'impossible accession à la confirmation de cette identité dans la reproduction du capital. Comme partout, *le prolétariat ne peut s'opposer au capital qu'en remettant en cause le mouvement dans lequel il est*

lui-même reproduit comme classe[240], ici en Palestine, comme de la Kabylie aux *piqueteros* argentins en passant par l'indien du Chiapas, l'ethnicisation est la forme pauvre et violente du démocratisme radical. Dans ce cadre agir en tant que classe devient à l'évidence une limite de sa propre lutte nécessaire en tant que classe, dans l'ethnicisation de la lutte de classe est reconnue simultanément d'une part la disparition de l'identité ouvrière ou son impossible production et, d'autre part, la nécessité et l'éternité du capital. Il ne suffit pas de dire que l'ethnicisation de la lutte de classe en est une limite si l'on ne dit pas comment cette limite existe et surtout comment en elle *c'est la définition même du prolétariat comme classe qui apparaît dans la lutte de classe même comme une limite* [nous soulignons]. Partout dans le monde nous sommes entrés dans une phase de la lutte de classe où le prolétariat ne peut lutter contre le capital, dans ses revendications les plus immédiates, sans que sa propre lutte ne dresse face à lui sa propre existence comme classe comme la limite de sa lutte : de l'islamisme au démocratisme radical ; de l'indianité chiapanenque aux *aarch* kabyles. » (*TC* 18, *La seconde Intifada,* pp. 144-145).

Quand on définit le prolétariat comme l'incarnation (« en chair et en os » écrit *TL*) d'une catégorie économique (le travail productif), il est relativement facile de le dire révolutionnaire. Mais alors la même définition doit expliquer la lutte de classe « ordinaire » et aussi toutes les entorses que cette même catégorie a infligées aux choix et pratiques de cette classe : le départ en 1914 ; le ralliement à la fraction dominante de la social-démocratie allemande en 1919, la participation au fascisme et au nazisme, le stalinisme, la participation au péronisme, etc., *TL* confond le travail productif qui est le concept permettant de cerner la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste et les classes qui, *sur la base de cette contradiction*, sont des réalités vécues et auto-construites (au travers d'une série de médiations qui sont la forme développée de cette contradiction) dans l'enchevêtrement conflictuel de pratiques dont les porteurs sont déterminés dans un réseau de situations (dont les instances les constituant sont mouvantes dans leurs relations déterminantes --

[240] Le prolétariat n'en reste jamais à être tel que le définirait (s'il existait à ce niveau) le mode de production dans sa reproduction comme une de ses fonctions économiques. L'étude de n'importe quelle insurrection montre comment toutes les instances s'entrelacent (voir Lefebvre, *La proclamation de la Commune*, éd. Gallimard, 1965 / éd. La Fabrique, 2018).

causales ? --) qui peuvent différencier des individus pourtant tout autant abstraitement qu'objectivement identiques. Tous les travailleurs productifs ne sont pas, dans les luttes de classes des prolétaires et les prolétaires des travailleurs productifs.

La classe est toujours une relation, c'est-à-dire pour le prolétariat : subsomption sous le capital et donc *existence dans les catégories de celui-ci et de son autoprésupposition* (pour la classe capitaliste il s'agit de la concurrence et des distinctions fonctionnelles du procès d'ensemble : capital industriel, commercial, financier). La contradiction entre les classes est alors, par définition, surdéterminée par toutes les instances du mode de production : de la nation à la politique en passant par toutes les formations idéologiques et la concurrence des capitaux entre eux. C'est ici que se situe la « disharmonie » entre ce qu'il se passe à un moment donné et le fameux « ce que le prolétariat doit faire conformément à son être », disharmonie dont la rigoureuse et essentialiste problématique de *TL* ne peut pas rendre compte. Cette « disharmonie » ne tient pas seulement à des circonstances momentanées liées à des moments historiques particuliers, elle est inhérente pour le prolétariat au fait de sa construction comme classe.

Prolétariat / classe communisatrice

Dans notre tentative de définition des classes et du prolétariat en particulier, nous avons distingué les deux termes de prolétariat et de classe ouvrière, le premier n'étant pas la seconde avec quelques éléments en plus ou en moins. Les deux catégories ne se situent pas dans le même champ théorique. Cependant, notre définition, construite par « étapes », du prolétariat inclut comme un de ses moments la classe ouvrière. C'est-à-dire que, dans cette définition, le prolétariat est le dernier terme socialement et conjoncturellement possible de sa propre définition (auto-définition) qui inclut, dans ses premiers termes la classe ouvrière. Ce que nous appelons prolétariat est à la fois le terme (l'achèvement) de tout le procès de sa définition et ce procès lui-même. Ce que nous avions exposé et *décrit* précédemment comme

une définition d'usage significative mais *intuitive*, nous avons cherché à le *penser*[241].

On peut alors *comprendre* (ce que l'intuition avait *immédiatement* saisi), que le prolétariat tel qu'il est constitué à l'issue de de sa définition est toujours *le nom par lequel le discours théorique désigne, à l'intérieur de lui-même, la classe révolutionnaire*, quels que soient historiquement le cours et le contenu de cette révolution. Dans les conditions présentes, ce prolétariat s'achève (dans les deux sens du terme) comme *classe communisatrice*.

« Classe communisatrice » cela pourrait simplement dire que l'on considère le prolétariat dans son activité. A ce moment-là, cette activité étant (par hypothèse et tautologie) les mesures communistes, le prolétariat est alors *la classe communisatrice* ; c'est exact, mais … pas tout à fait. Le prolétariat ne serait alors qu'un développement linéaire à partir de sa notion de départ : la classe ouvrière (la fonction économique dans le procès de production). La révolution comme communisation ne serait plus que le nouveau programme enfin réalisable de la classe ouvrière. Cela demande quelques explications.

Repartons de choses plus ou moins connues et « simples ». Actuellement, c'est en abolissant ses propres conditions d'existence que le prolétariat est révolutionnaire et qu'il peut supprimer les bases de la contre-révolution, car il ne promeut aucun terme du procès contradictoire du capital contre un autre. Lorsque la révolution brise le cadre de l'entreprise et de l'échange, le prolétariat ne pose pas une forme de répartition du travail social directement fondée sur le travail abstrait[242], il ne pose pas son existence comme pouvant promouvoir une forme plus sociale de l'appropriation des produits et des forces productives, c'est la propriété sous quelque forme que ce soit qui est abolie et, corollairement, son essence subjective, le travail ; lorsque le prolétariat abolit la valeur, il ne promeut pas la valeur d'usage ; le prolétariat ne fait pas triompher l'association du travail contre le travail salarié ni la « communauté » contre l'individu. Ce qu'il y a

[241] « …l'intuition, pleine de sens ordonne ce qui n'est que phénomènes d'une manière conforme à ce qu'est la suite intérieure du concept. » (Hegel, *Logique de l'Encyclopédie*, éd. Vrin, p. 161).

[242] Voir la polémique de Marx contre John Gray à propos des « bons de travail » (*Contribution à la critique de l'économie politique*, éd. Sociales, 1977, pp. 55-58, ou traduction GEME, éd. Sociales, 2014, pp. 123-125).

d'essentiel dans ce que nous présumons comme procès révolutionnaire, c'est qu'en tant que production *consciente* de l'histoire (ce qui ne va pas sans idéologie), le contenu de ce procès, comme activité du prolétariat, s'impose à ce dernier comme mesures pour assurer sa victoire. Abolition de la valeur, du salariat, de la propriété, de l'entreprise, production de l'immédiateté sociale de l'individu, ne sont pas des buts que le prolétariat tendrait à réaliser après sa victoire, mais des nécessités immédiates qui apparaissent dès qu'il se heurte, en tant qu'abolition positive du capital, à la contre-révolution qui n'est, elle, que l'expression automatique, inéluctable, de la « caducité » du capital qui est sa force et sa signification historique. C'est là la signification essentielle du capital comme contradiction en procès. C'est là également que les choses commencent à devenir un peu plus compliquées.

Le capital n'est pas un pur obstacle à la révolution. Il est à même, au travers de son propre développement, de résoudre une contradiction portant le communisme comme son dépassement. Si le capital est une « contradiction en procès », comme le développe Marx dans les *Grundrisse*, et si son développement est la production des conditions non seulement matérielles, mais encore en tant qu'activité du prolétariat, capables de faire éclater cette base étriquée qu'est la valeur-travail, ce n'est pas que *sa nécrologie* qui est alors décrite, c'est simultanément *sa force* et sa signification historique. C'est parce que tout son développement, fondé sur l'appropriation et la négation du travail vivant, est une contradiction en procès, que le capital implique et reproduit contradictoirement à lui le prolétariat. Prolétariat comme classe révolutionnaire et développement du capital comme contradiction en procès sont les deux aspects d'un même processus, d'un même rapport de production. C'est parce qu'il est ce procès contradictoire qui le mine, que le capital a une signification historique, mais alors avoir une signification historique c'est, dans le contenu même de son développement, pouvoir imposer face à la classe révolutionnaire *sa propre reproduction et accumulation comme réponse ayant un sens historique face à la révolution*. Il est à même, pour cette raison, de transformer en limites les déterminations présentes du cycle de luttes.

On ne peut parler de signification historique du capital que dans la perspective de son dépassement ; c'est donc en tant qu'il

implique le prolétariat que le capital a une signification historique. Le capital n'a pas une signification historique simplement parce qu'il a en face de lui une classe révolutionnaire, un peu malgré lui en quelque sorte, mais parce que cette classe se définit comme telle dans son rapport à l'activité propre du capital : l'accumulation. En ce sens, c'est bien dans son activité spécifique de pôle de la contradiction que le capital a une signification historique. Le problème du rôle et de l'activité du capital par rapport au communisme est important parce qu'il est celui du rapport entre révolution et contre-révolution. Dit de la façon la plus ramassée, le prolétariat est la classe révolutionnaire parce que travail vivant séparé de ses conditions il est face à son contraire : la contradiction de celui-ci est par là contradiction à lui-même. Réciproquement, cela définit l'accumulation du capital de façon *qualitative* : appropriation du travail vivant et de ses forces sociales. L'accumulation ne vient pas brider une nature révolutionnaire, cette accumulation qualitativement est appropriation de ce travail vivant, elle est impliquée par la définition même du prolétariat comme classe révolutionnaire et lui répond de par son contenu qualitatif. Capital et prolétariat s'impliquent au niveau de ce qui fait de l'un une classe révolutionnaire et de l'autre un procès de valorisation et par là procès de reproduction de cette classe. Tout le développement du mode de production capitaliste est celui de sa signification historique, non comme accumulation de conditions mais comme développement d'une contradiction dans laquelle le capital ne poursuit, pour lui-même, que le but de son accumulation *quantitative*.

Le processus qualitatif de l'accumulation du capital, qui en fait une « contradiction en procès », et la situation spécifique du prolétariat dans le rapport de production capitaliste, qui en fait une classe révolutionnaire, font de l'un un procès contradictoire et lui confèrent simultanément une signification historique (c'est-à-dire la capacité d'être contre-révolution, précisément parce que cette accumulation fait continuellement de son cours la résolution de la contradiction que dépassera le communisme) ; et font de l'autre une classe révolutionnaire dans sa définition même de classe du mode de production capitaliste. Ainsi le capital n'œuvre pas de lui-même à son dépassement, son procès d'accumulation est une contradiction en procès et c'est par là qu'il est à même de résoudre

dans son propre développement sa contradiction avec le prolétariat[243].

La révolution n'est pas le résultat nécessaire, inhérent, de la caducité du capital et/ou de sa crise, ce résultat nécessaire c'est la contre-révolution et le processus de toute restructuration. *La révolution abolit ce qui rend le capital caduc*, elle est là intriquée avec la contre-révolution. La révolution est *conquête et création de ses propres conditions*. Il n'existe pas de « point de vue communiste », de point de vue qui connaissant la fin de l'histoire considère le déroulement qui y mène comme accidentel vis-à-vis de sa « *fin* ».

Les prolétaires ne sont ni contraints de faire la révolution, ni libres de la faire ou non. La révolution et la production du communisme ne préexistent pas à leurs activités actuelles quotidiennes, elles n'existent pas comme idée ou comme but à atteindre ni comme nécessité de leur être ou de leur définition. La révolution est produite, elle est le mouvement actuel de sa production, ce n'est qu'ainsi que nous pouvons en parler. En tant que production de la lutte des classes actuelle, la communisation n'est ni inéluctable, ni possible, ni un dosage des deux, car elle n'est pas un but existant déjà en lui-même, par lui-même. La révolution et le communisme ne sont pas des objets préexistants posés quelque part dans le temps, posés dans un futur nécessaire ou hypothétique. Ils ne préexistent en aucune façon à leur production qui est la lutte des classes qui, elle, est inéluctable.

Dans le *Dix-huit brumaire*, Marx parle de ces « activités humaines concrètes » qui se figent en conditions aussi bien pour la classe capitaliste que pour le prolétariat. Mais si l'on considère l'« aboutissement révolutionnaire » réellement comme une production et non un déjà-virtuellement-existant que l'on vise, ces « conditions » qui « pèsent sur le cerveau des vivants » et sur leurs actions ne sont pas une entrave qui limite ces actions mais ce qui les constitue car c'est dans ces activités que le « but » se constitue lui-même. Mais il faut aller plus loin car l'activité dans la lutte de classe n'est pas le simple reflet de ses conditions qui la constituent, *elle crée de l'inadéquation*. C'est ce que dit la suite du texte de Marx : « Les révolutions prolétariennes, par contre [contrairement

[243] Quand la dite « Critique de la valeur » se fonde sur cette « contradiction en procès » qu'est le capital, c'est sur sa capacité à être la contre-révolution adéquate et au plus près de la révolution qu'ils se fondent et c'est elle qu'ils ne font que promouvoir.

aux révolutions bourgeoises qui "se précipitent de succès en succès...rapidement elles atteignent leur point culminant", nda], comme celles du XIX[e] siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : *Hic Rhodus, hic salta* ! ».

Marx décrit ici ce qu'est une conjoncture ou un événement, c'est-à-dire *une situation qui excède ses causes*, *qui se retourne contre elles*. On écrit fréquemment que le capital est une contradiction en procès ou que le cours de son accumulation est celui de son abolition. C'est là que nous devons situer l'activité, le choix, la liberté, l'indéterminé : le retournement, comme lutte de classe et dans les luttes, des lois de reproduction du mode de production contre elles-mêmes. Mais nous devons ici faire attention de ne pas reproduire une mécanique semblable à la mécanique hégélienne des « ruses de la Raison » : la raison historique ne faisant que semblant d'abandonner son cours pour mieux se retrouver elle-même. L'événement n'est pas une « ruse de la Raison ». Les lois de reproduction du capital comme contradiction en procès nous disent pourquoi il y a des événements mais elles n'en sont pas la cause. C'est la question de la causalité et de l'événement. Evénement qui crée une discontinuité, du nouveau, et qui par-là ne peut être réduit à un simple moment dans un processus successif continu comme prolongation de ses causes. *L'événement va contre ses causes* : *hic Rhodus, hic salta*. C'est cette structure contradictoire de l'histoire de la lutte de classe et des lois de reproduction du mode de production comme lutte de classes qui se retourne contre elle, contre ce qui la fait être comme lutte de classe en tant que cours du mode de production. Et c'est ainsi que cette structure agit, *c'est ainsi qu'elle est*, en convoquant *ses* acteurs comme sujets, et c'est ainsi dans *l'idéologie de la liberté de leurs actions* qu'ils mènent à bout leurs luttes, ou non (à leurs risques et périls idéologiques).

Revenons au prolétariat comme classe communisatrice. La révolution est production de ses propres conditions au travers de la lutte contre ce qui la nie *et la rend possible* : la dynamique dominante de la caducité du salariat, de la valeur, du capital. La révolution se produit elle-même, produit ses conditions, conquiert son existence, non de façon « directe », mais en combattant la tendance « automatique » de la dévalorisation, de la caducité des rapports de production capitalistes, qui directement ne fonde que la contre-révolution. *La révolution doit abolir ce qui la rend possible*. Dans la révolution, la lutte du prolétariat doit abolir sa propre base, c'est ainsi qu'elle est dépassement des termes de la contradiction et non résultat, c'est alors pour le prolétariat son autotransformation comme « classe communisatrice », « masse révolutionnaire » comme écrivait Marx dans *l'Idéologie Allemande*. La prise en charge de la caducité du mode de production capitaliste c'est la contre-révolution (une restructuration toujours possible). Toute l'histoire du capital et de ses restructurations pourrait être analysée comme celle du mouvement de sa caducité devenant son dynamisme et sa puissance (le capital comme contradiction en procès et « signification historique)[244].

Lorsque nous définissons la révolution comme conjoncture, c'est du bouleversement de la hiérarchie déterminative des instances dont nous parlons, c'est-à-dire de l'économie comme instance toujours déterminante. Sans ce bouleversement la lutte des classes, aussi violente soit elle, se résoudra toujours dans la restructuration du mode de production existant. Si une crise « économique » peut devenir une crise révolutionnaire, ce n'est pas de par sa « profondeur » ou du fait qu'elle rend la vie (la « survie », la reproduction) des « gens » impossible, ce n'est que de par le rapport entre les classes tel qu'ayant défini la nature spécifique de cette crise (d'où l'importance de la définition de la restructuration survenue dans les années 1970-1980, du rapport entre les classes défini dans cette restructuration, de la nature de la crise actuelle et de son devenir depuis 2008). C'est la révolution qui est le « blocage » de la reproduction capitaliste et non le blocage de la reproduction qui fait la révolution (30 % de chômeurs aux Etats-Unis ou en Allemagne dans les années 1930, c'est toujours 70 % de

[244] C'est parce que le capital est ce mouvement de la valeur comme contradiction en procès qu'il est dynamiquement la contre-révolution toujours au plus près de la révolution. Il est sur sa propre base une réponse toujours adéquate à la révolution.

travailleurs). La révolution ne devient l'abolition du capital comme communisation que comme affrontement contre le mouvement qui la rend possible et elle peut triompher parce que la contre-révolution (restructuration *toujours* possible) est contrainte de se situer sur son terrain : la caducité du mode de production capitaliste, sa dynamique et sa signification historique – en dehors de toute téléologie.

Ce n'est qu'en se niant que le prolétariat abolit et dépasse les contradictions du capital, c'est pour cela que la révolution trouve sa base dans ces contradictions, mais n'en est pas le mouvement inhérent, automatique. Immédiatement, le mouvement inhérent de ces contradictions fonde la contre-révolution, comme leur organisation et leur mise en forme sociale constante, leur renouvellement constant. Dans le mouvement du capital comme contradiction en procès, la révolution trouve sa possibilité, mais sa propre nécessité la révolution la produit elle-même quand elle affronte, dans la contre-révolution organisant la caducité du capital, les conditions mêmes de sa possibilité. Et nous en revenons à la classe communisatrice : la révolution doit abolir ce qui la rend possible ; l'action du prolétariat se constitue elle-même comme révolutionnaire *en tant qu'abolition de ses causes*.

Marx résume ainsi, dans *L'Idéologie Allemande*, les « conditions » de la révolution : « … les éléments matériels d'un bouleversement total sont, d'une part, les forces productives existantes et, d'autre part, la formation d'une masse révolutionnaire qui fasse la révolution, non seulement contre des conditions particulières de la société passée, mais contre la "production de la vie" antérieure elle-même, contre "l'ensemble de l'activité" qui en est le fondement » (éd. Sociales, p. 70). Or, la création de ce que Marx appelle une « masse révolutionnaire » « ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, une révolution » (*idem*, p. 68). Tout cela semble tourner en rond, à moins que l'on ne prenne en compte d'une part, la critique adressée par Marx à tous les matérialismes (« jusqu'ici »), de ne pas considérer le monde sensible comme activité humaine concrète (première *Thèse sur Feuerbach*) et, d'autre part, que la pratique révolutionnaire est justement « la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine, ou autochangement » (troisième *Thèse sur Feuerbach*). Ce moment de l' « autochangement » peut être, dans les conditions actuelles, saisi comme ce moment particulier de la

lutte de classes où le prolétariat produit sa propre définition comme classe comme une contrainte extérieure, existant dans le capital face à lui. C'est à ce moment-là que le prolétariat, en tant que classe, devient cette « masse révolutionnaire ». C'est le moment où le prolétariat trouve dans sa situation de classe la possibilité de faire la révolution et où, produisant son appartenance de classe comme une contrainte extérieure, il transforme cette possibilité en création par la révolution de ses propres conditions *qui ne s'identifient plus au cours nécessaire de la caducité du capital*, mais au dépassement des termes mêmes de cette caducité. C'est le passage, *à partir de la situation de classe du prolétariat, dans son activité comme classe,* du règne de la nécessité au règne de la liberté (pour être compris des philosophes).

En s'autotransformant (identité de la transformation de soi et de l'abolition des circonstances), *à partir de ce qu'ils sont*, les prolétaires se constituent eux-mêmes en *classe révolutionnaire*. Le dépassement, se constituer en classe révolutionnaire, est un produit de la contradiction, de la lutte de classe, dans la mesure seulement où le dépassement de la contradiction gît dans le mouvement de la contradiction *se retournant contre elle-même*. Il en résulte qu'être une classe révolutionnaire (la classe communisatrice) n'est pas une réalité objective de la situation du prolétariat, mais *la possibilité d'action contre cette réalité*, et cette possibilité excède (à partir d'elle) la réalité objective de la situation du prolétariat. Etre révolutionnaire n'est pas une essence mais une action concrète, historiquement située.

Trouver, dans le mouvement du capital comme contradiction en procès, la nécessité de sa reproduction en contradiction avec elle-même, définit conceptuellement la constitution du prolétariat en classe révolutionnaire abolissant ses conditions d'existence. Mais son autotransformation est le produit de sa propre action à partir de sa contradiction avec le capital devenue, *dans ce cycle de luttes*, *la contradiction avec sa propre existence comme classe*. La possibilité pour le prolétariat de devenir le sujet révolutionnaire ne gît pas dans le développement linéaire de caractéristiques qu'il posséderait dans son être de classe du mode de production capitaliste. Dans cette situation, ne se trouve que la possibilité d'entrer en guerre contre tout ce qui le définissait antérieurement, c'est beaucoup mais c'est tout.

L'activité révolutionnaire du prolétariat est indissociablement une action de transformation des conditions sociales existantes et l'autotransformation de cette classe inhérente à cette activité dont la *possibilité* réside dans le fait que son existence comme classe n'est jamais une confirmation mais une contradiction à soi. La révolution aura à affronter la sclérose de la définition de la classe comme catégorie socio-économique (et toutes les identités qui se constituent sur elles -- nationales ethniques, raciales, etc. -- comme ses surdéterminations, ses conditions d'existence), ce ne sera pas une question intellectuelle revenant à savoir qui est qui, car cette sclérose et la lutte contre elles seront la confrontation de pratiques intriquant la révolution et la contre-révolution. La classe n'apparaît pas toujours en clair et même rarement (« il n'est pas dans la nature de la révolution de faire sonner l'heure de la dernière instance ») : c'est dans une multiplicité de pratiques et de contradictions avec le capital et de contradictions internes, de confrontations avec toutes sortes d'identités, d'actions à partir d'elles et de dépassement de celles-ci, qu'elle s'autotransforme en *classe communisatrice*, c'est-à-dire s'abolit.

Cette classe est le processus d'intégration de l'humanité au prolétariat en train de disparaître. La stricte délimitation du prolétariat par rapport aux autres couches, sa lutte contre toute production marchande sont en même temps un processus qui *contraint* les fractions en lutte de la classe moyenne salariée, des travailleurs informels, des paysans et de la « classe de l'encadrement social » à rejoindre, *c'est-à-dire former*, la classe communisatrice. Elle est donc définition, exclusion et, en même temps, démarcation et ouverture, effacement des frontières et dépérissement des classes. Ce n'est pas là un paradoxe mais la réalité du mouvement où le prolétariat se définit dans la pratique comme le mouvement de constitution de la « communauté humaine », et ce mouvement est celui où se défont toutes les relations fixes et hiérarchisées qui définissaient la reproduction du mode de production, son autoprésupposition.

Résumons schématiquement : *les fonctions économiques dans les rapports de production sont une matière première → reproduction / instances nécessaires de la reproduction → la classe ouvrière n'est déjà pas un calque des rapports de production → prolétariat : classe ouvrière contre elle-même / dissolution des catégories préalables =˃ on change de niveau, on n'est plus dans le*

même champ : le prolétariat n'existe que comme terme (politique) d'une théorie de la révolution → classe communisatrice (par le moment précédent on sort de l'enchaînement de ce qui est positivement déductible des catégories et contradictions du MPC)→ vie quotidienne : formes médiatisées ultimes des rapports de production.

Retour sur la classe moyenne et l'interclassisme

Dans les mouvements interclassistes dont le plus important fut, dans une période récente, celui des « soulèvements arabes » à partir de 2011, le prolétariat se constitue à l'intérieur même de ce qui fait de la lutte une lutte interclassiste[245]. Une lutte interclassiste n'est pas une *somme* de positions de classes, c'est-à-dire une lutte où chaque classe interviendrait s*elon sa nature* et où, par rapport à cette nature, elle agirait conformément à elle, ou en serait détournée, ou encore une lutte dans laquelle certains éléments interviendraient non conformément à leur « être » (celui de la classe) mais seulement « à titre individuel » (*Le ménage à trois…*, Astarian et Ferro, *op. cit.*). Une lutte interclassiste se définit et se cristallise par une contradiction centrale dans laquelle plusieurs classes sont embarquées et agissent sur la base du matériau qu'est leur existence dans les rapports de production, mais *ce matériau est la « matière première » de l'existence pratique des classes, il n'est pas la classe* (comme nous l'avons vu à propos du travail productif).

Durant les « soulèvements arabes » la classe ouvrière a participé du mouvement général de revendication et de constitution d'une société civile, c'est-à-dire d'un espace *public* existant en relation avec le fonctionnement de l'Etat dont la recomposition liée à celle de la classe dominante demeure *l'enjeu général du mouvement de longue durée amorcé dans les pays arabes* et qui, pour l'instant, absorbe les pratiques de tous les acteurs[246].

[245] Nous considérons ici les « soulèvements arabes » comme un exemple, il est vrai paradigmatique, mais non comme la définition et le cours de tous les mouvements interclassistes. En effet, une spécificité différencie largement ces « soulèvements » des mouvements interclassistes de la plupart des autres pays, celle de la lutte pour constituer une véritable société civile qui accompagnerait une recomposition actuellement bloquée de la classe dominante dans une économie « nationale » dépendante et dominée.

[246] On peut produire le concept de l'Etat *à partir du capital,* puis le produire comme *nécessaire dans ce qui le produit*, mais il faut ensuite poser l'activité de l'Etat comme *transformation par l'Etat du procès qui le produit*. Même considéré comme un moment de ce procès, l'Etat ne peut laisser tel quel le procès du capital qui le produit. Etant donné dans le procès qui le produit, l'Etat pose lui-même en tant qu'élément du procès de production et de reproduction du capital la transformation des rapports sociaux, qui se définissent dans ce procès, en rapports sociaux existant par rapport à lui, l'Etat. Le résultat de cette transformation c'est la « société civile », en tant que médiation de l'Etat aux rapports de production. La société civile

Le prolétariat ne pouvait demeurer spectateur : il participe à la lutte interclassiste. Il y participe non seulement parce que cet interclassisme est la mise en forme des limites mêmes de ses luttes dans la politique, ce n'est pas là une raison suffisante, mais encore parce que sa propre structuration comme classe dans et par les luttes (pas seulement sa composition prise comme un résultat) l'embarque dans cette recomposition de l'Etat et de la classe dominante. Ce sont toutes les instances dans lesquelles s'inscrit l'existence du prolétariat dans son rapport à la classe dominante et à l'Etat qui sont en jeu. S'il est exact que les rapports de production déterminent la forme de l'Etat, les rapports politiques et idéologiques, il faut cependant ajouter que dans la mesure où ces rapports de production sont contradictoires, leur propre reproduction implique l'action de toutes les instances du mode de production avec leur efficacité et leur autonomie propres *par lesquelles la reproduction est lutte des classes.* Dans la mécanique totale de la reproduction d'ensemble du mode de production, les classes se constituent aussi comme rapport politique à l'État et, de ce fait, comme prises dans la société civile[247].

« De l'usine au quartier, cette revendication politique a été comme l'éther dans lequel ont baigné toutes les motivations et revendications propres à chacune des composantes de ce soulèvement et qui leur a donné leur coloration particulière. Elle n'a détourné, ni trompé aucun acteur de ce soulèvement dans la mesure où elle a été le contenu de l'interclassisme qui pour chaque

---

est la forme nécessaire que prennent les rapports de classes en ce qu'ils impliquent l'existence de l'Etat qui s'en sépare et est une abstraction par rapport à eux. Par *société civile* nous entendons l'ensemble des instances, associations, organisations, institutions, dispositifs de négociation et de traduction des conflits, par lesquels les rapports de production du mode de production capitaliste existent, dans leur histoire spécifique sur une aire nationale, en tant que représentation et articulation de leur reproduction vis-à-vis du pouvoir politique et des appareils directement étatiques.

[247] Voir Gethin, Martinez-Toledano, Piketty, *Clivages politiques et inégalités sociales*, éd. EHESS / Gallimard / Seuil, 2021 : « Ainsi, notre analyse suggère que les facteurs socio-économiques jouent un rôle majeur dans la structuration des clivages politiques des régimes électoraux contemporains. Cependant, les mécanismes par lesquels ces facteurs opèrent dépendent, de manière cruciale, de la politisation des inégalités sociales. Ces résultats appellent à une perspective renouvelée de la représentation électorale des conflits de classe, à l'intersection entre contingence historique et facteurs structurels de long terme. » (p. 22).

Voir également Dagnaud et Cassely, *Génération surdiplômée*, *les 20 % qui transforment la France*, éd. Odile Jacob, 2021.

composante était *inclus* dans son opposition particulière à la classe dominante. L'activité en tant que classe du prolétariat s'est alors constituée comme limite d'elle-même dans l'interclassisme avec son contenu *politique* spécifique par la médiation et le travail sur la contradiction de classes de la distinction de genre : occultation des femmes comme ouvrières ; assignation des ouvrières en tant que femmes. La distinction de genre a mis en forme la revendication de la société civile (dont la reconnaissance de syndicats indépendants) et le devenir interclassiste de la revendication *ouvrière* en tant que revendication *politique*. » (Théorie Communiste, *Soulèvement arabe, classes / genre*, 2014, brochure supplément à *TC* 24, p. 6). Durant le « soulèvement arabe », la *politique* a été le contenu propre de l'interclassisme.

Dans ce type de mouvements, qu'est-ce alors que le « prolétariat » ? On peut toujours répondre : les « travailleurs productifs ». Mais alors qui sont les milliers d'individus composant cette masse de pauvres urbains présents tout au long des luttes ? Il est difficile de les assimiler à la classe moyenne, même « subalterne ».

Si la lutte de classe se développe *à partir d'elle-même* comme interclassiste, c'est que, pour le prolétariat urbain informel, elle ne part pas d'un rapport direct d'exploitation entre salariés et capitalistes industriels et, lorsque cette relation est inhérente à la lutte, comme à Gafsa en Tunisie ou à Mahallah en Egypte, elle est elle-même embarquée (construite) dans un certain type de pouvoir et de domination du capital. Dans ces deux cas, comme dans beaucoup d'autres dans les pays en question, il s'agit d'entreprises nationales (phosphates en Tunisie et textile-habillement en Egypte) ou « appartenant » à des propriétaires qui le sont *parce que* membres de l'Etat ou de l'armée. Mais plus profondément ce qui valide socialement l'exploitation des ouvriers (la plus-value extraite) c'est moins la confrontation de la production sur le marché que la situation de monopole, les passe-droits, les exonérations fiscales, les capacités de contraintes et de corruption, la violence directe que le « propriétaire » est capable de mettre en œuvre.

Face à une classe capitaliste construite comme une oligarchie clientéliste et se confondant avec les appareils répressifs de l'Etat, cette masse urbaine informelle n'occupe pas dans les rapports de production une place « stratégique », elle est plus une *conséquence*

nécessaire du système de pouvoir et d'enrichissement de la classe dominante qu'une *condition* de celui-ci. Cette masse développe des formes d'organisations improvisées, éphémères, directement dans la confrontation. La rue devient le centre de l'action sociale et politique, elle n'est pas seulement un lieu, un cadre, où s'exercent et agissent des classes sociales, l'occupation de l'espace est un enjeu économique, une résistance, un empiétement sur le pouvoir, elle est définitoire des rapports sociaux. Les contradictions sociales, économiques, politiques, idéologiques, prennent la forme de *mouvements de rue* car la rue n'est pas le lieu où l'on *va* manifester mais celui où l'on vit, où l'on noue ses relations sociales, où l'on travaille. Les chômeurs et toute la jeunesse sous-employée, employée occasionnellement dans le secteur informel (ou parfois formel) se retrouvent sur les places, autour des kiosques, des cafés, sur les marchés, ils forment des « sociétés de coin de rue »[248] qui tournent (physiquement) autour des centres du pouvoir et de la richesse. Sauf dans quelques rares centres industriels (Mahallah, Suez, Sfax, Gafsa, Homs, Lattaquié…), les masses urbaines n'occupent pas de positions stratégiques dans ce système économique, mais elles sont toujours disponibles pour des mobilisations capables de paralyser les rues et les places, d'attaquer les lieux du pouvoir et de la répression. Ces mouvements urbains de masse initiés par de jeunes chômeurs, précaires ou travaillant dans l'économie informelle, sont l'occasion pour les ouvriers, les employés du secteur public ou de micro-entreprises, les « travailleurs indépendants » de s'engager dans la lutte sans être sujets à des représailles sur leur lieu de travail. Les ouvriers industriels, avec ou sans leurs organisations syndicales quand celles-ci existent, entrent dans la lutte dans un second temps et essentiellement pour des objectifs catégoriels précis sauf quelques fois, dans les entreprises publiques contrôlées par la classe au pouvoir, où les travailleurs demandent un changement de direction. Dans ce « mouvement de rue » venu des masses urbaines prolétarisées, des concentrations ouvrières, des classes moyennes marginalisées, d'une petite paysannerie sans perspectives, la pente naturelle de la lutte de classe est un interclassisme dont le contenu propre est la politique et la cible, l'Etat.

Enfin, parce que les profits deviennent des investissements quasi exclusivement ciblés sur ces activités génératrices de rentes,

[248] James Petras : Roots of the Arab revolts and premature celebrations (sur le net).

délaissant « l'économie nationale » et les infrastructures, parce qu'ils sont consommés en tant que revenus ou parce qu'ils sont « exportés », cette valorisation du capital par génération de rentes confine la grande majorité de la jeunesse dans des activités économiques marginales, informelles, sans avenir et dont la rue est le théâtre. La rue est à la fois un lieu et une forme de lutte adéquate à cet interclassisme politique, non seulement parce qu'elle est le terrain d'activité de la masse prolétarienne urbaine de sans réserves[249] qui forme les plus gros bataillons de ces révoltes mais aussi car c'est par le pouvoir de la rue et la prise des places que s'exerce le pouvoir politique de ces masses partout où se trouve la même polarisation entre une classe capitaliste rentière profondément intégrée à la valorisation mondiale du capital et *son envers*, son principal produit, *un prolétariat urbain informel*.

A partir de ses intérêts propres, chaque composante de ces révoltes s'est trouvée entraînée dans un mouvement dont l'interclassisme était pour chacun, *de façon interne*, le cours de son action. Pour le prolétariat cet interclassisme a une signification actuelle particulière : l'absence d'identité ouvrière, l'activité en tant que classe comme limite de la lutte de classe. Deux lignes de force principales construisent, pour lui, sa propre existence comme classe de ce mode de production comme limite de son activité en tant que classe : ses propres divisions internes ; le caractère asystémique[250] de son activité revendicative dans la structure particulière de la valorisation du capital et, pour ces pays, intégrée dans le capitalisme mondial comme génération de rentes.

Dans ces pays, les divisions internes peuvent être ramenées à une division principale entre un prolétariat industriel concentré dans quelques grands centres de production ou de transports (cimenteries, agroalimentaire, textile-habillement, électromécanique, activités portuaires…) et de grandes masses de chômeurs, de sous-employés, de précaires de l'économie informelle et de multiples revendeurs plus ou moins illégaux et plus ou moins tolérés (souvent sous la coupe de *businessmen* importateurs placés au plus haut niveau de l'Etat). Mais cette division est avant tout simplement fonctionnelle, *elle ne délimite pas des groupes fixes et homogènes*, dans la mesure où chacun est constamment

[249] Le terme ici est adéquat.

[250] Il n'existe plus de relation faisant système entre la valorisation du capital et la reproduction de la classe ouvrière comme cela avait été le cas durant la période dite « fordiste ».

susceptible de passer d'une activité à l'autre et où la reproduction au niveau familial est « assurée » par la somme de ces activités. *Ainsi le « mouvement social de rue » devient l'expression dominante de l'activité du prolétariat se constituant de toutes ces catégories, avec l'agrégation interclassiste qu'il implique de fait.* Il est remarquable de constater que même dans de grands centres industriels comme Mahallah en Egypte, Gafsa en Tunisie, Lattaquié ou Homs en Syrie, les grèves et les luttes de ce prolétariat industriel concentré prennent rapidement la forme et le contenu de ces « mouvements de rue » qui, de par la façon dont la classe dominante conduit la reproduction et l'intégration capitalistes du pays, deviennent nécessairement des mouvements interclassistes. Quand le prolétariat devient le dindon de la farce et la principale victime des petits arrangements qui peuvent résulter de ces luttes, ce n'est que son existence de classe de cette société qui lui revient comme la limite de son action. Mais ce n'est pas seulement du fait que la division du prolétariat s'exprime dans des « mouvements sociaux de rue » et que ceux-ci agrègent diverses classes que découle pour le prolétariat sa propre existence comme classe en tant que limite de sa lutte, c'est, en premier lieu, de cette division même[251].

En-deçà de l'État et de la politique, ce qui *de nos jours* embarque le prolétariat dans toutes sortes de luttes interclassistes c'est « l'injustice de la distribution » : elle a un responsable qui a « failli à sa mission », c'est l'État. La spécificité de la crise actuelle fait que les rapports de distribution sont la dominante sur les rapports de production. Mais les rapports de distribution ne détournent pas les classes et leurs luttes de leur « vraie nature ».

Dans les modes de production antérieurs au capitalisme, la non-coïncidence des procès de travail et de surtravail fait que « la plus-value est concrètement visible » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t. 8, p. 171), « elle ne nécessite aucune analyse » (*ibid*). En revanche, dans le mode de production capitaliste, elle n'est pas *immédiatement* une « forme » de revenu, c'est ni plus ni moins que le surtravail. Dans ce mode de production, le mode spécifique de production de ce surtravail est un mode spécifique de constitution des revenus, un mode de répartition : profit, intérêt, rente, c'est-à-

[251] A propos du « soulèvement arabe » voir Soulèvement arabe, classes / genre (brochure Théorie Communiste) et TC 24, Du Kochari et du jasmin … et de la charia, p. 137.

dire les « formes transformées de la plus-value » qui deviennent des présuppositions à sa reproduction. Le salaire n'est alors qu'une autre forme de revenu : le prix du travail.

Quand l'inégalité de la répartition, « l'opposition entre riches et pauvres », les « différences dans la répartition où apparaissent aussi les *différences de classes* [souligné dans le texte)] » (Engels, *Anti-Dühring*, éd. Sociales, 1963, p. 180) se renforcent et apparaissent de plus en plus comme injustes, cela n'apporte rien à « l'analyse scientifique du mode de production capitaliste » (Engels, *ibid*), mais cela n'est pas sans importance quant à la manière dont les classes se perçoivent, se constituent et agissent.

« La répartition n'est pas un pur résultat passif de la production et de l'échange ; elle réagit tout autant sur l'une et sur l'autre. [...] Tant qu'un mode de production se trouve sur la branche ascendante de son évolution, il est acclamé même de ceux qui sont désavantagés par le mode de répartition correspondant. [...] C'est seulement lorsque le mode de production en question a parcouru une bonne partie de sa branche descendante, qu'il s'est à demi survécu à lui-même, que les conditions de son existence ont en grande partie disparu et que son successeur frappe déjà à sa porte, - c'est seulement alors que la répartition devenant de plus en plus inégale apparaît injuste, c'est seulement alors que des faits dépassés par la vie, on en appelle à la justice dite éternelle. Cet appel à la morale et au droit ne nous fait pas scientifiquement progresser d'un pouce ; la science économique ne saurait voir dans l'indignation morale, si justifiée soit-elle, aucun argument mais seulement un symptôme. » (Engels, *idem,* p. 181). Les textes composant l'*Anti-Dühring* datent de 1877-1878, bien avant la mort de Marx ; un an après celle-ci, en 1884, dans la *Préface à la première édition allemande de Misère de la philosophie*, Engels revient sur la question :

« D'après les lois de l'économie bourgeoise, la plus grande partie du produit n'appartient pas aux travailleurs qui l'ont créé. Si nous disons alors : c'est injuste, ce ne doit pas être, cela n'a rien à voir avec l'économie. Nous disons seulement que ce fait économique est en contradiction avec notre sentiment moral. C'est pourquoi Marx n'a jamais fondé là-dessus ses revendications communistes, mais bien sur la ruine nécessaire, qui se consomme sous nos yeux, tous les jours et de plus en plus, du mode de production capitaliste. Il se contente de dire que la plus-value se

compose de travail non payé : c'est un fait pur et simple. *Mais ce qui peut être formellement faux au point de vue économique, peut être encore exact au point de vue de l'histoire universelle* [nous soulignons]. Si le sentiment moral de la masse regarde un fait économique, autrefois le servage ou l'esclavage, comme injuste, cela prouve que ce fait lui-même est une survivance ; que d'autres faits économiques se sont produits grâce auxquels le premier est devenu insupportable, insoutenable. *Derrière l'inexactitude économique formelle peut donc se cacher un contenu économique très réel* [idem]. » (*Misère de la philosophie,* éd. Sociales, 1968, p. 29).

Comment ne pas faire de « l'injustice » un moment nécessaire de la constitution des classes (pas seulement « moral »), quand elle devient, comme dans la période actuelle, un symptôme de la structure historiquement spécifié du rapport salarial. A propos du mouvement contre la réforme des retraites en France de l'automne 2010, Louis Martin écrit dans *Je lutte des classes* (éd. Senonevero 2012) :

« Ce qui fait du mouvement sur les retraites de l'automne 2010 un événement d'aujourd'hui, c'est le contexte mondial du rapport entre accumulation du capital et reproduction de la force de travail dans lequel s'effondrent les spécificités de l'Etat-providence français (long processus imperfectif de par la nature de la restructuration mais qui s'accélère dans la situation actuelle de la crise de cette phase du mode de production capitaliste). Ce n'est pas la même chose de mener une lutte revendicative – quelles qu'en soient les formes, institutionnelles ou de base, manifestations ou blocages - quand elle est vouée à l'échec, et qu'on le sait, par rapport à l'époque où ces luttes pouvaient gagner. Ce n'est pas la même chose quand sont en cause d'un côté la pérennisation de l'exploitation et, de l'autre, *l'appartenance de classe comme limite à la lutte* et non simplement le syndicalisme. Il s'agit maintenant de caractériser les limites de la lutte de classe comme étant celles de l'implication réciproque entre prolétariat et capital quand ce dernier ne produit plus aucune confirmation en lui-même de la classe pour elle-même. Fin de l'identité ouvrière, illégitimité de la revendication : les deux sont corollaires et c'est explosif. Cela signifie que c'est dans les actions revendicatives les plus triviales que peut s'annoncer la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure. » (*op. cit.*, p.100).

L'appartenance de classe comme contrainte extérieure c'est la constitution même du prolétariat comme la classe ouvrière se retournant contre elle-même.

Dans *TC* 25, le texte *Une Séquence particulière* indique que l'on peut avoir des situations dans lesquelles *les rapports de distribution sont la dominante sur les rapports de production* quant à l'organisation des classes et leur constitution dans leurs luttes, même s'il s'agit toujours de « l'illusion nécessaire dans laquelle nous vivons et agissons », mais, présentement, cela tient aussi et surtout aux caractéristiques de la crise actuelle du mode de production, issues des déterminations de la restructuration des années 1970-début 1980. Il arrive que, dans la lutte des classes, quelle que soit la détermination en dernière instance des rapports de production (et selon cette détermination en dernière instance), ce soit les rapports de distribution (ce qu'Engels dans *l'Anti-Dühring,* pp. 180-181, nomme les rapports de répartition qui, pour lui dans ce texte, « plus ou moins » définissent les classes et surtout le fondement de leur lutte) qui désignent les rapports de production, *aux risques et aux périls de la lutte des classes qui n'est jamais un calque des rapports de production*. Si les individus constituent les classes (*TL*), il faut alors reconnaître que ces individus partent toujours de leur existence (comme le répètent Marx et Engels dans leur élan empiriste des premières pages de *l'Idéologie allemande*). Il faut savoir si l'on veut tranquillement rendre compte d'un destin inéluctable ou comprendre dans toutes les déterminations et les aléas qui la constituent comment une contradiction *essentielle* existe conjoncturellement et quotidiennement et peut se résoudre.

Ces « individus » (*TL* n'entrevoit pas les abîmes théoriques contenus dans ce terme) partent de leur vie quotidienne, *de leurs revenus*, c'est-à-dire des rapports de distribution, du fétichisme vécu comme un destin. Soit, nous admettons que les classes se constituent, existent et luttent dans cet entrelacs d'instances, soit il faut considérer que leurs luttes leur passent par-dessus la tête quant à leur réalité dernière et leur cause (au singulier). Si nous considérons, sans toutes les médiations par quoi ils existent, les rapports de production comme seuls, immédiatement en eux-mêmes, déterminants et que, simultanément, nous admettons que ceux-ci ne se donnent jamais en clair, il faut alors considérer la

lutte de classe comme une affaire de décérébrés et de zombis … mis à part les « théoriciens » de la dite lutte de classe (leur biseness). Il faut une certaine désinvolture vis-à-vis de la vie quotidienne pour s'imaginer qu'il suffit de parler des rapports de production pour rendre compte de la lutte des classes et surtout de *la façon même selon laquelle les rapports de production existent, agissent, sont vécus*. Il est malheureusement dans la nature de la théorie, c'est-à-dire des théoriciens, de ne se soucier des formes que comme des écorces que l'on racle et écarte, croyant par là avoir exprimé la « réalité » alors que l'on n'a que construit un concept.

Au-delà des rapports de distribution et de la répartition, il peut même arriver que l'idéologie et toutes les instances de la superstructure deviennent dominantes et que seulement au travers d'elles et par elles existe la détermination en dernière instance (cf. Engels, *lettre à Bloch* et *lettre à Schmidt*), jusque dans la révolution même :

« Lorsqu'on considère de tels bouleversements ["une époque de révolution sociale", nda], il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse – des conditions de production économiques et les formes juridiques politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques bref, les *formes idéologiques* [nous soulignons] sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. » (Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, *Préface de 1859*, éd. Sociales, 1966, pp. 4-5).

Dans les luttes interclassistes, c'est l'objet de la lutte qui est interclassiste, tel que les contradictions du mode de production, à un moment donné, dans une conjoncture le produisent. C'est à l'intérieur de ce thème, dans la lutte à son propos que les clivages apparaissent, l'interclassisme n'est pas a priori la composition du mouvement considérée comme une addition de classes et de couches. L'objet de la lutte c'est un faisceau de contradictions qui, se coagulant définit l'interclassisme.

Lucidement, *TL* soutient que « les intérêts de la classe moyenne ne sont pas unifiés » (p. 170) et que « l'on ne peut trancher a priori sur le caractère fondamentalement réactionnaire de la classe moyenne au sein du processus révolutionnaire, comme

le font Astarian et Ferro… » (p. 171), mais c'est aussi ce que ceux-ci écrivent dans les derniers chapitres de leur livre, en montrant comment cette classe moyenne est amenée à se fracturer. Quand *TL* inclut, en conséquence de leur définition du prolétariat, dans la classe moyenne, des travailleurs improductifs mais sans réserve qui « ne sont pas intéressés à l'exploitation du prolétariat » (p. 171), ils concluent avec raison que cela revient à « refuser d'admettre l'inéluctabilité de l'échec de toute lutte interclassiste. » (p. 171). En fait, Astarian / Ferro et eux disent à peu près la même chose : Astarian et Ferro mettent les sans réserve improductifs dans le prolétariat, *TL* dans la classe moyenne (définition oblige) mais avec en gros les mêmes intérêts que le prolétariat. Comme dans les scénarios décrits par Astarian et Ferro, *ils* envisagent que pour une partie de la classe moyenne « rien n'indique que la poursuite de ses intérêts soit inconciliable avec la transformation radicale des rapports sociaux par la révolution communiste. » (p. 184).

L'appellation de sans réserve, reprise à la vulgate bordiguiste pour désigner le prolétariat, est extrêmement ambigüe. Elle amalgame de façon immédiate rapports de distribution (revenus) et rapports de production en y incluant même la détermination du patrimoine (revenus et patrimoine ne sont pas liés quant au positionnement dans les luttes actuelles). La base conceptuelle (logique) qui est la matière première de la constitution du concept de prolétariat est occultée au profit de cette adéquation immédiate. Ainsi disparaît la contradiction sans laquelle aucune construction théorique du dépassement du mode de production capitaliste n'est possible, c'est-à-dire la considération de ce mode de production comme contradiction en procès. Le « sans réserve » peut-être aussi bien un travailleur productif qu'improductif et même un petit paysan ou artisan endetté dont le « patrimoine » (s'il existe) sera vite absorbé par ses créanciers. La position des uns et des autres dans la lutte de classe, bien que tous « sans réserves », ne sera pas identique dans la constitution conflictuelle de cette classe hypothétique qu'est le prolétariat. Astarian et Ferro qui, dans *Le ménage à trois…* utilisent cette définition, appelleront « prolétaire » l'ouvrier de raffinerie qui peut avoisiner les 3000 euros par mois et excluront de cette classe l'infirmière à 1600 euros, montrant eux-mêmes toute la fragilité de cette définition. En fait, le problème en revient toujours à vouloir définir directement le

prolétariat à partir des rapports de production, que cela soit, comme *TL*, avec le travail productif ou comme Astarian et Ferro avec les « sans réserves » (la notion comprise comme rapport de production en ce qu'elle renvoie chez eux de façon quasi exclusive à la vente de la force de travail, alors qu'elle réfère simultanément si ce n'est exclusivement à un rapport de distribution). Dans le premier cas, la définition bute sur toute une série d'impasses (voir plus haut), dans le second l'adéquation est à la fois affirmée par une définition sur la base du revenu et contournée par le fait qu'une telle définition (« sans réserve ») n'est efficace que dans la reproduction et le passage par toutes les instances et médiations de la reproduction, mais alors il faut en tenir compte. La notion de sans réserve est au-delà des rapports de production, c'est tout son intérêt, mais alors il faut le reconnaître.

Quand des gens sortent dans la rue parce qu'ils ne peuvent plus se chauffer ou que le frigo est vide, ce sont des « sans réserves », mais cela ne présuppose en rien une position commune (identique) dans les rapports de production. Il est vrai que c'est entre autres ainsi que se constitue cette classe qui *n'existe pas* dans les rapports de production : le prolétariat.

Dans leur critique du *Ménage à trois…*, *TL* en arrive à exclure du prolétariat « les individus qui effectuent un travail improductif même s'ils sont payés au simple prix de la reproduction de leur force de travail » (p. 170). Ils refusent ici le critère du « sursalaire » défendu par les auteurs du livre, critère qu'eux-mêmes appliquent pour refuser le titre de prolétaire à des travailleurs reconnus comme productifs (mais un peu trop payés), de même que le titre était refusé aux travailleurs, même productifs et payés à leur valeur, accomplissant une fonction de direction. Tout cela n'empêche pas qu'ils affirment avec raison que « l'ensemble des activités effectuées par la classe moyenne ne peuvent être unifiées par un seul concept. » (p. 172). Quand ils sont confrontés à la réalité des choses et non à l'imaginaire conceptuel et théorique du prolétariat, ils considèrent la production conceptuelle en tant que telle, c'est-à-dire ne se confondant pas avec l'existence des choses : « … une multitude d'activités contraires sont subsumées sous cette classe. » (p. 173). Si, de façon peut-être critiquable, *TC* tente de produire une unification de ces activités, le critère de *TL*, le travail improductif, est, pour eux-

mêmes, non pertinent dans la mesure où sont rangés dans la classe moyenne des travailleurs reconnus productifs.

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec *TL* qui écrit : « ...il est impossible d'établir un critère unique pouvant rendre compte du rapport au capital d'une classe qui regroupe en son sein des technocrates parvenus, des employés paupérisés et des laquais diplômés. » (p. 175). Mais c'est parce qu'il est impossible d'avoir un « critère unique » pour définir les classes et en premier lieu le prolétariat (voir leurs difficultés avec le critère du travail productif). *La matière première des rapports de production est constamment travaillée et retravaillée par toutes sortes d'autres déterminations dans les niveaux et les instances par lesquelles le mode de production est reproduction et s'autoprésuppose. C'est là que les individus sont construits comme tels, comme sujets, qu'ils vivent et luttent.*

« Non seulement les différents rapports, les différents moments deviennent autonomes et adoptent des modes d'existence étrangers les uns aux autres et apparemment indépendants les uns des autres, mais encore ils se présentent comme propriétés immédiates de choses ; ils prennent une forme réifiée [il est important de souligner que la « forme réifiée » est en fait identique à la forme de sujet, la réification c'est la naissance du sujet, nda]. Ainsi les agents de la production capitaliste vivent-ils dans un monde magique et leurs propres relations leur apparaissent comme propriétés des choses, des éléments matériels de la production. Or c'est *sous les formes ultimes, les plus médiatisées* – sous des formes où à la fois la médiation non seulement est devenue invisible, mais où s'exprime leur contraire direct – *que les figures du capital apparaissent comme les agents réels et les supports immédiats de la production* [nous soulignons]. Le capital porteur d'intérêts personnifié dans le capitaliste financier, le capital industriel dans l'*industrial capitalist*, le capital donnant une rente dans le propriétaire foncier en tant que propriétaire de la terre, et enfin le travail dans le travailleur salarié. C'est sous ces figures fixes, incarnées en des personnalités indépendantes qui, en même temps, apparaissent comme simples représentants de choses personnifiées, qu'ils entrent en concurrence et s'engagent dans le procès de production réel. La concurrence présuppose cette extériorisation. Ce sont les formes qui existent conformément à sa nature, conformément à l'histoire de sa nature et dans son

apparence à la surface, elle n'est elle-même rien d'autre que le mouvement de ce monde à l'envers. Dans la mesure, où dans ce mouvement, les connexions internes s'imposent, elles apparaissent comme une loi mystérieuse. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, éd. sociales, t. 3, p. 604).

Les intellectuels, théoriciens du prolétariat, n'acceptent souvent comme prolétariat « en tant que tel » ou selon sa « rigoureuse définition » que l'extraordinaire classe telle que définie à la fin du *Feuerbach* (*Idéologie allemande*), c'est-à-dire la perfection spéculative faite classe : la classe potentiellement, si ce n'est déjà, « universelle », imperméable à l'idéologie : la réconciliation de l'humanité avec elle-même dans la Raison historique (réalisation et suppression de la philosophie).

Sans revenir sur ce qui avait pu être écrit et défendu précédemment, *TL* soutient maintenant : « En s'intéressant prioritairement à la fonction que joue un agent dans la reproduction du mode de production capitaliste on peut, d'une part, déterminer que la production de plus-value est l'activité spécifique du prolétariat et, d'autre part, distinguer plusieurs fonctions internes à la classe moyenne et aller au-delà du mode de rémunération. » (pp. 173-174). Pourtant, de la fonction précise de production de plus-value, ils en avaient exclu certains niveaux de rémunération et certaines fonctions. Ce qui est bon pour la classe moyenne ne le serait pas pour les deux grandes classes conceptuelles. C'est exact à la stricte condition de prendre les concepts pour ce qu'ils sont : du « concret de pensée […] en aucune manière le procès de genèse du concret lui-même » (Marx, *Introduction de 1857*). Ni plus, ni moins.

Mais *TL* va maintenant introduire une nouvelle différenciation entre les deux classes fondamentales et la classe moyenne. Selon eux, la classe moyenne est une classe qui a son « *essence* [nous soulignons] à l'extérieur d'elle-même » (p. 174). Concluons donc que le prolétariat et la classe capitaliste ont leur essence à l'intérieur d'eux-mêmes. Adieu les rapports de production et l'implication réciproque entre les classes, adieu tout soupçon de dialectique : si le prolétariat a son « essence » en lui-même, alors sa contradiction avec le capital n'est pas une contradiction pour lui-même. Retour des sujets produisant la structure dans laquelle ils se rencontrent.

TL ajoute une nouvelle détermination à cette définition du prolétariat comme ayant son essence à l'intérieur de lui-même. Cette classe est celle qui a un rôle historique à jouer « *en tant que classe* » [souligné dans le texte] (p. 174). « Or c'est du fait que le prolétariat *est la classe du travail productif* [souligné dans le texte] qu'on peut dire qu'il ne peut plus faire autrement, lorsque son activité particulière est rendue impossible, que de créer de nouveaux rapports sociaux qui sont immédiatement l'abolition du capital » (p. 142). Que la théorie est belle sur le papier ! « Il ne peut plus faire autrement », mais la situation envisagée a dû se produire une bonne douzaine de fois depuis deux siècles, et puis ... les choses se sont passées autrement. Il faut que la théorie sorte de son « sommeil dogmatique » qui fait du blocage du capital la condition de la révolution, quand c'est la révolution, qui n'est jamais sans conditions (et les crée aussi elle-même), qui est le « blocage » du mode de production, un « blocage » toujours historiquement spécifié par les modalités de la crise (il n'y a pas dans la « réalité » de crise en-soi) et par là structuration antérieure du cours des luttes quotidiennes.

De l'essence interne au rôle historique, nous voilà revenus à la catastrophique formule de Marx dans *La Sainte Famille* sur « l'être du prolétariat » et ce qu'il sera « contraint de faire »[252]. « Peu importe », comme écrivait Marx, ce qui advient entre temps. Cette catastrophique formule est le fondement, la justification, de tous les activismes, de tous les militantismes, de toutes les avant-gardes. Tant que l'être ou la nature révolutionnaire du prolétariat ne sont pas critiqués et mis à bas, quelles que soient les dénégations proférées, on demeure dans cette problématique et cette attitude militante. Car le militant (même se refusant comme tel) demeure le représentant, ne serait-ce que théorique, de cet être et du « but final » qu'il porte en lui en passant par les vicissitudes des conjonctures historiques. La lutte de classe n'est pas un sport de montagne où l'on s'avance vers un sommet préexistant.

« Nous avons pu conclure que celui-ci [le prolétariat, nda] était révolutionnaire, puisque la poursuite de ses intérêts le place en contradiction absolue avec la totalité capitaliste, c'est-à-dire que son activité quotidienne parce qu'elle l'inscrit dans un rapport contradictoire pour lui-même – l'amène à lutter contre le rapport

[252] Pour une critique de cette formule voir *TC* 26, pp. 12 à 17.

social qui fonde tout l'échafaudage social. » (p. 178). Ayant défini le caractère révolutionnaire du prolétariat non comme une situation (ou un rapport, une réflexivité), mais comme une nature, un être, et comme la réalisation de cet être, *TL* en arrive à friser une conception du passage des luttes quotidiennes à la révolution comme une transcroissance des premières, la réalisation des premières. Ce qui disparaît, c'est la rupture que constitue l'activité révolutionnaire vis-à-vis de la classe elle-même qui l'effectue. Comme si les luttes quotidiennes étaient constamment une potentialité révolutionnaire. L'activité révolutionnaire est un dépassement, certes un *dépassement produit*, mais un dépassement. Si son essence lui est intérieure (c'est-à-dire tout simplement une « essence »), la contradiction à l'autre n'est pas contradiction à *son autre* et ne peut alors être contradiction à soi.

Christian Charrier, dans les textes réunis dans *La Matérielle*, fait une critique radicale de cet essentialisme téléologique et la pousse à ses conséquences extrêmes.

La critique du concept de prolétariat dans « La Matérielle »[253]

Arrivé à ce point du travail de définition du prolétariat, définition comme construction passant par divers moments disjoints (de la fonction économique à la classe communisatrice en passant par la classe ouvrière, cette classe se retournant contre elle-même, et le prolétariat), il faut, au risque de considérer tout ce qui précède comme non pertinent, revenir au point de départ, laissé dans l'ombre : *existe-t-il quelque chose que l'on puisse nommer « prolétariat »*[254] ? Est-ce que toute recherche de définition

[253] Christian Charrier, *La Matérielle* (éd. Entremonde / Senonevero, 2018).

[254] « Mon intention est de convaincre tous ceux qui jugent bon de s'occuper de métaphysique qu'il est absolument nécessaire qu'ils interrompent provisoirement leur travail, qu'ils considèrent tout ce qui s'est déjà fait jusqu'à ce jour comme non avenu et qu'avant tout ils commencent par soulever la question de savoir "si décidément une chose telle que la métaphysique est seulement possible". Si c'est une science, d'où vient qu'elle ne peut s'accréditer de manière universelle et durable, comme les autres sciences ? Si ce n'en est pas une, comment se fait–il qu'elle ne cesse de tout faire pour avoir l'air d'une science et qu'elle nourrit l'intelligence humaine *d'espérances aussi incessantes que toujours insatisfaites* [nous soulignons]. […] Aussi ses adeptes sont-ils devenus fort rares et on ne voit pas

du « prolétariat » ne ferait pas que répondre à une question qu'une certaine Théorie (historiquement déterminée) se pose à elle-même ? La question même de la définition est-elle légitime si c'est dans l'objet lui-même de la définition que réside la « mystification » ?

Pour supprimer tout malentendu, relatif à sa critique de la notion même de « prolétariat » Christian Charrier dans *La Matérielle* précise : « *Pour enlever toute ambiguïté disons tout de suite que critiquer la Théorie du prolétariat ne revient pas à enfourcher les allégations sur la disparition de la classe prolétaire et abandonner la théorie de la lutte de classes, bien au contraire.* » (p. 232).

Bien au contraire : voilà ce à quoi nous avons affaire, écrit Charrier : « une classe prolétaire et une classe capitaliste qui s'affrontent pour leurs intérêts immédiats ». C'est tout ce qui est donné. Nous ne pouvons voir rien d'autre « Il faut cesser de rêver la classe ouvrière » (dernière phrase de *La forteresse ouvrière : Renault*, Jacques Frémontier, éd. Fayard, 1971). Ce que dit *La Matérielle* c'est que toutes les théories de la révolution et du communisme sont, de façons diverses et selon les « conditions » historiques du mode de production capitaliste, des mises en forme d'une prédétermination révolutionnaire de la lutte des classes, *d'un sens*. Rien n'autoriserait à considérer que le rapport de classe (la lutte des classes) implique (contient) une prédétermination (ou seulement potentialité) révolutionnaire. Malgré toute la pertinence de l'interpellation de *La Matérielle* vis-à-vis de toutes les productions théoriques, Charrier utilise ici un présupposé qui n'est pas légitime dans sa propre problématique : l'expression même de « classe prolétaire ». Nous ne pourrions avoir dans la problématique de *La Matérielle* que des individus prolétaires. Il est

---

que ceux qui se sentent assez forts pour briller en d'autres sciences veuillent risquer leur réputation dans celle où le premier venu, au reste ignorant en toutes matières, se flatte de trancher de manière décisive, parce qu'il est de fait que dans ce domaine on ne dispose encore d'aucun poids et mesures assurés permettant de distinguer du plat bavardage ce qui est profond et solide […]. Quand on se demande si une science est possible, cela implique qu'on doute de sa réalité. Or un tel doute est choquant pour ceux dont toute la richesse consiste peut-être en ce prétendu trésor ; aussi celui qui s'ouvre de ce doute peut-il s'attendre à une levée de boucliers. »(Kant, *Prolégomènes à toute métaphysique future,* éd. Vrin, Paris, 1996, pp. 13-14).

vrai que dans la suite de son argumentation, Charrier pose de façon critique la question relative à la constitution en classe des prolétaires.

Comment alors, la « classe prolétaire » fait-elle classe ? Bien sûr il y a la « classe en soi » et après ? Pour *La Matérielle*, l'expression exemplaire, fondatrice de la « Théorie du Prolétariat » se trouve chez Marx dans *Misère de la Philosophie* et est confirmée un an après dans le *Manifeste.*

« J'appelle "théorie du prolétariat" (comme Sujet ou "sujet prolétarien"), toute la production théorique existante depuis le milieu du XIX[e] siècle dans son unité *spéculative* ou dans sa *systématicité scientifique* comme théorie du *sens* révolutionnaire de la *classe prolétaire* moyennant son existence historique comme *sujet politique*. Elle est initiée par Marx en 1847 avec l'établissement du *syllogisme du prolétariat* : "Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte [...], cette masse se réunit, elle se constitue pour elle-même." (Marx, *Misère de la Philosophie*) » (Charrier, *La Matérielle,* pp. 20-21)

Quel est ce syllogisme[255] (voir, p. 82 et sq) :

1) La classe ouvrière « en soi » est une masse divisée.

2 Elle sort d'elle-même par sa lutte contre ses maîtres : représentation de ses intérêts communs (1[ère] négation) ; mais ce n'est qu'une universalité extérieure n'existant que dans le rapport à son Autre.

3) Cette universalité est à son tour conservée et niée dans la prise de conscience de ses intérêts de classe en propre, pour elle-même seulement en ce qu'elle représente les intérêts de l'Histoire. C'est alors le Parti : classe pour soi.

Nous avons dans ce « syllogisme » la constitution de ce que Charrier qualifie de **«** Sujet révolutionnaire » avec la détermination essentielle du Sujet : son autodéploiement comme réalisation effective de lui-même. Le Sujet est un tout organique qui se déploie au travers de ses multiples déterminations : sans Sujet, il n'y a pas de systématicité qui tienne, il n'y a que des déterminations finies,

[255] Charrier appelle peut-être abusivement syllogisme cet enchaînement dans la mesure où, à notre connaissance, il ne correspond à aucune forme « reconnue » de syllogismes. On peut cependant y retrouver la forme du syllogisme hégélien : le premier terme, la division en-soi comme « singularité » ; le deuxième terme, l'universalité pour son autre comme la « particularité » ; le troisième terme, l'universalité pour soi comme l'« universel ».

des circonstances. Le résultat du passage des luttes « actuelles » (présentes) à la révolution, c'était le parti dans son action politique, le parti « organisation des éléments révolutionnaires *comme classe* »[256]. Ou, autrement dit, « Cette organisation du prolétariat en classe et donc en parti politique, [...] est sans cesse détruite par la concurrence que les ouvriers se font entre eux [« la classe en soi », nda] (*Le Manifeste*, éd. 10/18, p. 31). Ou alors : « Un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour réaliser ses intérêts » (Marx, *lettre à Bolte*, 11/1871). ou encore : « le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct opposé à tous les anciens partis formés par les classes dominantes. » (*Discours de Marx à La Haye,* 1872*).*

Mais alors maintenant : *plus de parti, plus de classe non plus* ?

La Matérielle conclut : de nos jours, la disparition du prolétariat comme sujet politique organisé, c'est–à–dire de la « masse des travailleurs» organisée en classe donc en parti *met à mal le concept marxien de classe* en ce qui concerne le prolétariat, et oblige à reconsidérer celui-ci.

La « Théorie du Prolétariat » n'est possible, dit Charrier, que moyennant la classe prolétaire comme « *sujet politique* », c'est-à-dire comme masse des travailleurs organisée en classe *donc* en parti politique et, à partir de la victoire de la révolution bolchevique, en parti *donc* en État -- mais théoriquement c'était déjà la position de Marx et d'Engels avant et après la Commune de Paris, avec *la théorie de la dictature du prolétariat*[257].

---

[256] Marx, *Misère de la philosophie*, « Œuvres », t. I, éd. Gallimard, 1965, p. 135.

[257] L'histoire théorique du concept de « Dictature du Prolétariat » rend bien compte de la formation et de l'effondrement de ce que *La Matérielle* appelle le « syllogisme du Prolétariat » : depuis la formation de ce concept (1848-1852) jusqu'à sa décomposition puis disparition dans l'effondrement du système socialiste et des PC, en passant par sa formalisation dans la doctrine (Première et Deuxième Internationales) et son institutionnalisation soviétique. Pour Marx (1848-1852) la dictature du prolétariat est alors une stratégie révolutionnaire : la révolution en permanence, la révolution bourgeoise inachevée (sauf en Grande-Bretagne) et la révolution prolétarienne déjà inéluctable. Il faut accoucher l'histoire de sa propre tendance naturelle. La dictature du prolétariat est une situation d'exception : transition à l'abolition de toutes les classes. Il faut se gagner la paysannerie : d'abord un régime d'exception, ensuite dictature de la majorité avec alliance avec la paysannerie. Après 1852, avec l'extension de la prolétarisation, le concept disparaît momentanément. En 1871-1872, après la Commune, la « dictature du prolétariat »

L'effondrement du bloc de l'Est et la chute du mur de Berlin, la disparition des partis communistes occidentaux et la prise d'autonomie de leurs syndicats -- ex « courroie de transmission » du parti -- sont l'épitaphe du « Sujet prolétarien ». Au cours de l'évolution du mode de production capitaliste, des transformations de la lutte des classes, le syllogisme qui constitue théoriquement le prolétariat comme classe est toujours là, mais il subit des réorganisations (nous suivons ici toujours la problématique de *La Matérielle*).

La première d'entre elles date des années 1920.

D'un côté, la Gauche communiste germano–hollandaise a absolutisé la « masse » (le premier moment du syllogisme marxien) dans sa « spontanéité » contre le parti (le résultat du syllogisme), tandis que la Gauche communiste italienne (Bordiga) absolutisait le « parti » (le résultat) comme préfiguration de la communauté des travailleurs, contre la « masse » (le premier moment, donc), les deux rendant problématique le moment *médiateur* (dialectique) du syllogisme, c'est-à-dire la défense de la condition prolétarienne dans sa dimension politique. Dans les deux cas, cette défense

---

change de sens, ce n'est plus une stratégie révolutionnaire mais une forme politique originale, la thèse acquiert (après la Commune) une signification universelle (pas seulement stratégique selon les pays) : l'érection des travailleurs en classe dominante, le peuple en armes, la démocratie directe (démantèlement de l'État, organisation de la production nationale planifiée/centralisée). Après 1917, nouvelle mutation du concept : si le communisme est le produit des tendances du mode de production capitaliste (développement des forces productives, socialisation de la production), il n'est pas préformé par le capitalisme mais le résultat d'un processus économique ayant ses contradictions propres (Boukharine). La dictature du prolétariat devient une période nouvelle de la lutte des classes comme lutte entre le capitalisme d'Etat et le communisme (c'est en gros la thèse qu'Althusser et Balibar défendront contre l'abandon du concept par le PCF en 1976). Ensuite, à l'époque stalinienne la dictature du prolétariat s'identifie au « Parti-Etat » : un système institutionnel avec le Parti pour clé de voûte, elle est la «forme supérieure d'organisation de classe du prolétariat ». Le « dépérissement de l'Etat » est repoussé car la dictature du prolétariat n'est pas un « demi-Etat » mais un « Etat nouveau » se renforçant comme tel. Avec Mao et la « révolution culturelle » (1966) la dictature du prolétariat devient une succession potentielle de plusieurs révolutions « mettant en cause » le rôle du Parti vis-à-vis des « masses ». Il est évident qu'à partir de 1917 et avec Staline et Mao nous ne parlons que d'un discours habillant, plus ou moins efficacement, une domination de classe sur le prolétariat.

apparaissait de façon abstraite puisque séparée de la totalité telle qu'elle s'exprime dans l'identité processuelle qu'expose le syllogisme marxien dans le paradigme ouvrier classique de la révolution (voir, *La Matérielle*, p. 68).

Bordiga, comme Otto Rühle, fustige l'embourgeoisement des ouvriers :

Rühle : « bourgeois et ouvriers vivent dans le même milieu, respirent la même atmosphère morale, ils sont, quoi qu'ils en aient, membres de la même société » (Rühle, in *Invariance,* 1995). Quand Bordiga fait le même constat, il ne dit pas exactement la même chose : ce n'est pas, comme Rühle, pour cantonner le prolétariat dans les usines afin qu'il conserve son identité particulière. Pour lui : « la bête c'est l'entreprise, ce n'est pas le patron qu'elle a à sa tête » ; et il fustige « les organisations économiques du prolétariat esclave [qui] sont de pâles substituts du parti révolutionnaire » et « un milieu de culture encore plus favorable que la société civile » (Camatte, 1974). Pour ce qui est de l'embourgeoisement ouvrier, Bordiga, dès 1925, critique tout à la fois la « bolchévisation » du parti et son organisation en cellules d'entreprise, et avant cela, la modification dite réformiste des syndicats en « comités d'entreprise » prônée par Gramsci et les ordinovistes.

Bordiga dénonce la passivité, la neutralité des diverses molécules humaines qui dans : « un milieu historique non *ionisé* […] ne sont pas orientées en deux alignements antagonistes. Dans ces périodes mortes et répugnantes, la molécule personne peut se disposer dans une orientation quelconque. Le "champ" historique est nul et tout le monde s'en fiche. C'est dans ces moments que la froide et inerte molécule, non parcourue par un courant impérieux ni fixée à un axe indéfectible, se recouvre d'une espèce de croûte qu'on appelle conscience, se met à jacasser en affirmant qu'elle ira où elle voudra, quand elle voudra, et élève son incommensurable nullité et stupidité à la hauteur de moteur, de sujet causal de l'histoire.» Mais qu'il y ait ionisation, alors : « l'individu-molécule-homme se retrouve dans son alignement et vole le long de sa ligne de force, en oubliant finalement cette pathologique idiotie que des siècles d'égarement ont célébrée sous le nom de libre-arbitre ! » (*Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, in J. Camatte, *Bordiga et la passion du communisme,* éd. Spartacus, 1974, p. 26. cité par *La Matérielle*, p. 324).

Ce fut, pour *La Matérielle*, la première crise théorique et pratique de la classe prolétaire comme *sujet politique* et donc de la *théorie du Prolétariat*. Il y en eut une seconde, celle de la « théorie postprolétarienne »

« J'appelle théorie postprolétarienne de la révolution toute la production théorique existante depuis la fin des années soixante. Elle est dite ainsi au sens où elle est une *ré-élaboration (critique mais toujours spéculative)* de la "Théorie du Prolétariat" et de la révolution prolétarienne, à partir de la crise du paradigme ouvrier, *sur la base de la critique de la classe prolétaire comme sujet politique*. En ce sens la *théorie postprolétarienne* est un moment historique de la *théorie du Prolétariat* et elle ne peut que s'achever avec elle. » (p. 22). Et Charrier précise plus loin : « La théorie de la révolution communiste telle qu'elle s'est développée en Europe à partir de la fin des années soixante, s'est établie comme telle sur la base de la critique du paradigme révolutionnaire mis en œuvre par le mouvement ouvrier (affirmation du travail, érection du prolétariat en classe dominante, prise du pouvoir politique, période de transition vers le communisme…). » (p. 75). La première réorganisation n'était qu'une critique des moyens de mettre en œuvre tout cela, mais pas une critique de tout cela comme devant être la perspective révolutionnaire[258].

Cependant, pour *La Matérielle,* la « théorie de la révolution comme communisation immédiate (sans période de transition) est le principal acquis du cycle théorique désormais clos de la théorie postprolétarienne de la révolution. » (p. 231). A partir du début des années 1970, la « théorie postprolétarienne du prolétariat » diffère de la « théorie du prolétariat » en ce que la disparition de la classe prolétaire comme *sujet politique* dans son identité organisationnelle et programmatique (en tant que référent présent de la théorie du prolétariat) « a projeté la théorie de la révolution communiste dans les bras de la *systématicité spéculative*, je dirais : "pure", ou *abstraite*, *a contrario* de la spéculation marxienne et marxiste dans son contenu objectif "concret". Le résultat de ce "transport théorique" a été la théorie postprolétarienne de la révolution, dans son "originalité" telle qu'elle s'est établie à partir de la fin des années soixante. Le syllogisme marxien du prolétariat

[258] Charrier reprend ici la thèse principale de *Histoire critique de l'ultragauche* (éd. Senonevero), mais sans la considérer vraiment comme la mise en place d'un *nouveau* paradigme.

qui permettait de tenir théoriquement, malgré tout, la chose dans l'histoire avait déjà été rudement remis en question … par l'histoire, par l'entremise de l'ultragauche en conséquence de la *victoire* de la révolution russe et de la *défaite* de la révolution allemande. » (pp. 67-68)

Dans tous les cas, pour Charrier, la théorie postprolétarienne ne fait qu'« emplir » abstraitement et sans médiation l'être ou l'existence pratique de son Sujet (le Prolétariat) de ce qui était pour le paradigme ouvrier de la révolution le « débouché politique » des luttes économiques immédiates qu'il plaçait dans le devenir pour soi de la classe en soi … *dans son parti.* Dans une problématique comme celle de la critique du programmatisme dans l'après 68 que l'on retrouve chez *TL*, le Prolétariat est de fait, *immédiatement*, le sujet révolutionnaire (ce qu'il sera contraint de faire selon son être), il n'y a plus de mouvement de construction ni, *a fortiori,* d'autoconstruction. Ce n'est plus que sa révélation, révélation de sa nature révolutionnaire qui est seulement *extérieurement* dépendante des conditions, du cours de la contradiction, de la nature de telle ou telle lutte.

La théorie (marxienne) du Prolétariat au sens strict était une théorie de l'affirmation positive de celui-ci comme auto-déploiement (même si c'est sur la base de sa position négative dans la société) ; la théorie « postprolétarienne » de la révolution – c'est pour cela qu'elle est dite ainsi – est une théorie de l'auto-déploiement de cette position *comme auto-négation de soi.* Pour *La Matérielle* cela est également valable pour *Théorie Communiste* qui, en critiquant le concept d'auto-négation qui nomme la chose, n'a pas pour autant supprimé la chose elle-même en théorie[259]. C'est alors une des questions de base de toute production théorique, « des luttes actuelles à la révolution ?», qui est mise en question, non seulement les diverses réponses mais la question

[259] Pour *Théorie Communiste*, écrit exactement Charrier « la révolution est le strict produit de la *contradiction prolétariat/capital*, conçue comme "*exploitation*" ». C'est exact, mais *le* problème serait justement, selon lui, que « la contradiction » est une hypostase prédéterminant l'existence et le sens de la lutte des classes. « La lutte des classes se fout de la contradiction » aime à répéter *La Matérielle*. S'il est exact que *TC* a pu développer cette conception de « La Contradiction », cela n'est plus le cas depuis la production de la lutte en tant que classe comme limite interne des luttes de classe, des concepts de conjoncture et d'événement et avec les textes de ce présent n°.

elle-même. Que l'on réponde à la question par l'autonomie, la critique du travail, la construction du parti, la crise, le « capital contradiction en procès et tension à son abolition », etc : « Les réponses apportées par la théorie postprolétarienne de la révolution furent *essentialistes* pour le moins, *systématiques* pour le mieux, *spéculatives* dans tous les cas. » (p. 70). Charrier poursuit sa critique : En effet,

* soit, le rapport des luttes actuelles à la révolution est un rapport *sélectif*. Le « des luttes actuelles à la révolution » se décline alors en un « quelles luttes actuelles pour la révolution ? » (p. 73) : les luttes anti-travail, l'autonomie, etc., chacun fait son marché dans la lutte de classe.

* soit [il s'agit là de *TC,* nda] la relation entre les luttes actuelles et la révolution tient à la « contradiction » entre le prolétariat et le capital qu'est l'exploitation comme mouvement du capital, simultanément dans sa reproduction et dans le procès de son abolition : « le capital comme contradiction en procès ». Le capital est virtuellement (en puissance) aboli au niveau du procès contradictoire de la valorisation du capital « dans son concept ». A nouveau la fin est toujours *déjà* présupposée (voir p. 73).

Dans tous les cas, la relation repose sur un *déjà* mais *pas encore* (le *noch nicht* hégélien pivot de toute systématicité spéculative), la « fin » est là mais pas encore réellement *pour elle-même*, c'est-à-dire « effective ».

Si nous admettons avec *La Matérielle* qu'aujourd'hui la lutte des classes ne peut plus être comprise comme procès d'effectuation d'un sens révolutionnaire du « Prolétariat », dans son autonomie, sa subjectivité ou sa contradiction avec le capital, il faut alors aller jusqu'au bout de la logique que nous impose l'époque : *ibi statur* (restons-en là). C'est ce que Charrier nomme « actualisme absolu ».

« Le commencement, en dernière analyse, c'est la lutte des classes, la lutte des classes telle qu'elle se donne à voir tout de suite dans son cours quotidien, lorsque les prolétaires et les capitalistes s'affrontent dans la défense unilatérale de leurs intérêts immédiats respectifs, pour leur reproduction particulière : voilà le point d'appui pour soulever la théorie. *Ibi statur*… on en reste là. Restons-en à ce que donne à voir immédiatement la lutte de classes factuelle sans chercher ce qu'elle peut cacher, signifier, manifester, etc. : l'État de la classe capitaliste veut remettre en

question le système de retraite par répartition, la classe prolétaire lutte pour défendre ses acquis ; la classe capitaliste décide de délocaliser ses usines, les prolétaires se battent pour "travailler au pays" parce qu'ils n'ont pas envie d'aller ailleurs, ou pour obtenir le moins mauvais plan social possible… Rien d'autre dans tout cela que ce qui se donne à voir immédiatement : pas de « subjectivité sociale » révolutionnaire, pas d'« autonomie », pas de « détermination communiste du prolétariat », pas de « contradiction qui porte son dépassement », pas de « limites » des luttes… rien. Rien qui puisse faire que la révolution communiste, si elle est communisation immédiate de la société capitaliste, soit autre chose qu'un commencement à partir de rien… » (Charrier, *La Matérielle*, pp. 35-36). Restons-en là. Une chose telle que la théorie de la révolution communiste ne deviendrait seulement encore possible, après l'effondrement du « Prolétariat » comme hypostase de la « classe des prolétaires », qu'à la condition de poser maintenant la question de la façon suivante :

« Dans quelles circonstances la lutte entre la classe prolétaire et la classe capitaliste agissant chacune pour la défense de ses conditions de reproduction respectives, peut-elle "dévier" de son sens défensif et prendre un tour révolutionnaire ? » (*La Matérielle*, p. 37).

Il s'agit d'une *déviation* et non du *développement* d'une situation contradictoire devenant effectivement ce qu'elle était déjà potentiellement. Pour Charrier, le résultat de cette déviation est quelque chose de plus que sa prémisse, il est la conséquence positive d'un enchaînement de faits positifs (finis, déterminés) : pas de contradiction, pas de négation de la négation, donc, seulement le heurt de déterminations finies (opposées à l'infini de l'automouvement des concepts). Autrement dit : dans quelle *conjoncture* – au sens strict de « situation qui résulte d'une rencontre de circonstances et qui est considérée comme le point de départ d'une évolution, d'une action » (*La Matérielle*, p. 38) – la lutte de classes peut-elle, elle-même, *se révolutionner*. S'il n'y a plus de « Sujet révolutionnaire », la révolution est alors un processus *contingent* et *aléatoire.* Et il conclut : « Refuser de continuer à considérer que la contradiction prolétariat/capital porte en elle son nécessaire dépassement, et que cela même est sa

raison d'être[260], c'est-à-dire refuser la systématicité spéculative » (p. 42). Plus de Sujet révolutionnaire.

Charrier a tout à fait raison dans sa critique de la négativité hégélienne telle qu'elle a irrigué toute la production théorique de la révolution communiste[261]. Cette « négativité », c'est le *noch nicht* qui synthétise l'objet de toute la critique radicale de *La Matérielle*, c'est la « forme cellulaire » à critiquer dans toutes les productions théoriques jusqu'à aujourd'hui[262].

Mais le « *ibi statur* » c'est, paradoxalement, dans son énonciation même, un point de départ. Il faut non seulement dire que ce qui est là est là, mais encore *ce qui fait* que ce qui est là soit là et c'est là l'angle mort de *La Matérielle*. C'est le positivisme qui considère que « ce qui est » se suffit à lui-même comme explication de son « être »[263]. Il faut dire pourquoi il y a des classes et une

---

[260] *cf. TC* 17, p. 131,

[261] On peut rapidement définir ainsi la négativité hégélienne : « Chaque existant particulier est essentiellement différent de ce qu'il pourrait être si ses virtualités étaient réalisées. Ces virtualités sont données dans son concept. L'existant posséderait l'être véritable si ses possibilités étaient remplies, autrement dit s'il y avait identité entre son existence et son concept : la différence entre le réel et le possible est le point de départ du mouvement dialectique [...] Les choses finies sont « négatives », c'est là leur caractère distinctif ; elles ne sont jamais ce qu'elles peuvent et devraient être. Elles se présentent dans un état où leurs possibilités se révèlent incomplètement réalisées. La chose finie porte en son cœur « cette inquiétude absolue », le tourment « de n'être pas ce qu'elle est ». [...] L'existence véritable commence seulement lorsque l'état immédiat est reconnu comme négatif, lorsque les êtres deviennent des « sujets » et s'efforcent d'accorder leur état extérieur à leurs virtualités [quand, polémiquant avec Feuerbach, Marx et Engels lui rappellent que les prolétaires mettront en accord leur être avec leur essence – *Idéologie allemande*, éd. Sociales, p.74 – ils sont pleinement hégéliens, nda]. La pleine signification de cette conception tient à l'affirmation que la négativité est constitutive de toutes les choses finies et qu'elle en représente l'aspect « authentiquement dialectique » : elle est « la source la plus profonde de toute activité, de l'auto-mobilité de la vie et de l'esprit ». La négativité propre à tout ce qui existe est le prélude nécessaire à sa pleine réalité : c'est un état de privation qui force le sujet à y chercher remède. En ce sens, cet état possède un caractère positif. » (Marcuse, *Raison et Révolution*, éd. de Minuit, 1968, pp.110-111).

[262] On peut s'étonner de constater que Charrier ne soit pas passé de cette critique générale et radicale des productions théoriques à une réflexion critique sur la nature même de la « Théorie ». Il est surprenant qu'il ne pose jamais la question : « comment se fait-il que "la Théorie" ait toujours eu cette propension historico-spéculative ? ». Mais nous sommes là sur un tout autre problème, celui de l'origine sociale des producteurs de « théories révolutionnaires ».

[263] Pour le positivisme, il n'est pas nécessaire d'aller au-delà de ce qui est donné ; il suffit à toute théorie de saisir et d'organiser les faits. La vérité doit être tirée des faits et d'eux seuls. C'est une abdication de la théorie devant tout ce qui existe,

« lutte des classes », pourquoi elles sont constamment en confrontation et là il faut produire des *concepts*, ceux de capital et de travail salarié, dire pourquoi ils constituent une contradiction (ou même seulement un antagonisme…), dire pourquoi cette lutte dans ses caractéristiques les plus immédiates existe perpétuellement *et se renouvelle sans cesse*. C'est dans son propre présupposé fondamental que *La Matérielle* exprime ses impasses : la lutte pour les « intérêts immédiats » doit elle-même être *expliquée, produite*.

A l'inverse de ce positivisme, dans le moment actuel de la lutte de classe où c'est le fait de lutter en tant que classe qui se constitue en limite de cette lutte, la contradiction entre le prolétariat et le capital (l'exploitation) définit elle-même son dépassement possible comme contingent et aléatoire, comme une conjoncture avec ses surdéterminations. Nous ne pouvons aboutir aux conclusions de *La Matérielle* qu'en allant théoriquement au-delà du positivisme du « *Ibi statur* ».

En conclusion **: Temps libre *comme analyseur des limites de* Théorie Communiste**

Nous avons vu que la question de la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, c'est-à-dire la question spécifique de la définition actuelle du prolétariat pour une théorie de la révolution n'existe pas chez *TL*, mais si elle existe dans *TC,* la « solution » y était très incomplète (sous réserve qu'une telle définition puisse être jamais donnée en tant que telle). En effet, nous disons que le prolétariat ne se limite pas aux travailleurs productifs, que chaque prolétaire, travailleur productif ou non, est exploité, mais que *le rapport au capital social n'est pas le même* qu'il s'agisse de travail productif ou non. Nous ajoutons que l'exploitation au sens strict de la mise en mouvement de travail productif structure l'ensemble de la polarisation de classes dans la mesure où il est dans la nature de la plus-value de devenir profit, donc de ne pas apparaître en clair. Il en résulte que l'action de travailleurs portant le travail productif, quelle qu'elle soit, possède cette spécificité de faire revenir la polarisation des classes (autour

l'expérience devient le critère ultime de la connaissance. Au début du XIX[e] siècle, le positivisme se rattache explicitement aux doctrines de la contre-révolution française (Joseph de Maistre, Burke).

du profit) sur elle-même, sur sa propre condition. Il existe à l'intérieur de la contradiction entre le prolétariat et le capital qu'est l'exploitation un moment où cette contradiction revient sur elle-même, se met en jeu dans son mouvement en tant que dynamique du système ; ce moment c'est l'action des travailleurs productifs, ou plus précisément des agents du travail productif. Pour cela il faut passer de la contradiction surtravail / travail nécessaire à celle du travail nécessaire avec lui-même.

TL ne cache pas qu'une grande partie de leur fondement théorique est reprise de *TC*. Outre le « programmatisme », « l'identité ouvrière » et la « restructuration », il s'agit essentiellement de la définition de l'exploitation comme contradiction entre le prolétariat et le capital. Ils reprochent cependant à *TC* ne pas être cohérent avec ses propres bases. Ils ont en partie raison mais, comme on pouvait le pressentir à la lecture de tout ce qui précède, ce n'est pas dans le sens qu'ils imaginent. Nous montrons dans *TC* 26 que les classes ne peuvent être définies qu'au niveau de la reproduction, nous affirmons également que cette reproduction comme contradiction entre les classes (l'exploitation) est une « tension à l'abolition de sa règle » (*TC* 22 et *Sic*1, *Le moment actuel*), mais nous persistions dans un usage peu rigoureux des notions de « classe ouvrière » et de « prolétariat ». Nous poursuivions l'utilisation spontanée et intuitive de ces termes telle que nous avons cernée plus haut cette utilisation. Ce sont les conséquences dogmatiques que *TL* déduit de fondements relevant de *TC* qui nous ont amené, tout au long de ce texte, au-delà d'un simple commentaire de *TL 2*, à *revenir sur nos propres limites*. Cependant, l'achèvement momentané (?) d'une théorie de la reproduction comme fondement de la constitution des classes dans la notion de *vie quotidienne* et surtout la définition d'une situation révolutionnaire dans le concept de *conjoncture*, signifiaient déjà que, pour nous, les contradictions telles qu'existantes et définissant la reproduction du mode de production se retournant contre elles-mêmes (la tension à l'abolition de la règle) ne laissaient aucune détermination antérieure *en l'état*. Il faut alors maintenant sortir des usages spontanés et intuitifs des notions de classe ouvrière et de prolétariat. Définir le prolétariat au niveau des trois moments de l'exploitation, du caractère jamais acquis du troisième moment[264], au niveau de la reproduction et des

[264] L'exploitation c'est la succession de trois moments :

métamorphoses des rapports de production jusqu'aux formes les plus médiatisées de la vie quotidienne, c'est encore rester dans le cadre des catégories données du mode de production dans leur dynamique. Le concept de conjoncture amène à revenir sur le point de bascule où ces déterminations se retournent contre elles-mêmes, mais alors ce sont toutes les déterminations préalables qui, *à partir d'elles-mêmes* sont bousculées, bouleversées. Le prolétariat est le résultat de ce bouleversement, il est la classe définie par les pratiques immergées dans ce bouleversement. Ce n'est pas forcément la « révolution », *c'est un moment toujours existant à l'intérieur de la lutte de classe*, ce dont rendent compte les utilisations intuitives et mouvantes des termes de « classe ouvrière » et de « prolétariat ». Il ne s'agit pas de dire que telle ou telle catégorie est intégrée ou exclue du prolétariat, ce qui serait effacer la rupture. Sur le fondement de toutes les déterminations existantes et préalables, le prolétariat est, *dans une théorie de la révolution*, l'expression de la tension au passage à « autre chose ».

Si, en conclusion, nous avons fait ce long détour par *La Matérielle,* c'est parce que la critique du concept de « Prolétariat », à la base de toute sa problématique, expose que ce concept, s'il ne peut être rejeté comme elle le préconise, est cependant à produire et considérer comme un concept inhérent (depuis Marx – voir plus

---

- le face-à-face de la force de travail et du capital en soi et l'achat-vente de la force de travail,
- l'absorption du travail vivant par le travail objectivé dans le procès de production immédiat où se forme la plus-value
- la transformation de la plus-value en capital additionnel.

« La possibilité de la crise gît au coeur même du rapport s'autoprésupposant ainsi que la pratique déterminée des acteurs de cette crise qui n'est pas crise « économique » mais lutte de classes. La transformation de la plus-value en profit et donc le processus de la baisse du taux de profit est le mouvement et le risque de l'autoprésupposition. En outre, et c'est fondamental, le caractère « jamais acquis » du renouvellement des trois moments constitutifs de l'exploitation se confond avec le mouvement de particularisation des termes contradictoires de la totalité. […] C'est donc le caractère intrinsèquement non acquis de la transformation de la plus-value en capital additionnel qui fonde la différenciation et l'activité propre des sujets de la contradiction, qui fait de celle-ci non pas en elle-même un procès automatique mais l'activité réelle de ses termes. […] La reproduction du mode de production capitaliste n'est jamais en soi un processus automatique, se particularisant nécessairement, elle est toujours activité des pôles de la contradiction dont l'autoprésupposition du capital est la dynamique de reproduction ; le capital ayant par rapport à la totalité une position différente de celle du prolétariat, position qui résulte du contenu même de l'exploitation : il est l'agent de la reproduction générale. » (*TC* 8, p .7).

haut -- ... et même avant lui) à la construction, à partir des fonctions économiques, d'une « perspective révolutionnaire », c'est-à-dire qu'à ses risques et périls, il ne se confond pas avec ces fonctions. A partir du déroulement de la lutte des classes, le prolétariat est toujours une construction théorique répondant à une problématique de la révolution. *Son utilisation en théorie n'est jamais du même ordre que celle du travail productif ou même de la classe ouvrière*. Ce que fait ressortir Charrier au travers de sa critique de *Théorie Communiste* (mais qui pourrait également s'appliquer à *Temps Libre*) c'est que depuis les années 1970, ce qu'il appelle la « théorie postprolétarienne » a été amenée, du fait de l'effondrement du sujet politico-organisationnel, à *assimiler directement la fonction économique et la construction politico-théorique du prolétariat*. Ce que, sans tomber dans les impasses positivistes de *La Matérielle*, nous avons cherché à dépasser avec, à partir des luttes de classes présentes, la critique non pas d'un lien mais d'un lien *nécessaire* entre la lutte de classe et la révolution, avec la compréhension de cette dernière comme *conjoncture* et comme retournement contre ce qui la rend possible. Et, à propos de l'objet spécifique de ces commentaires relatifs à *TL*, comme constitution de classe résultant de la reproduction, c'est-à-dire de la métamorphose nécessaire des rapports de production jusqu'aux formes de manifestations ultimes et fétichistes de la vie quotidienne : ce que nous exprimions sans avoir *développé la formule* comme la « polarisation sociale de la contradiction que sont la baisse du taux de profit ou le travail productif qui structure l'ensemble de la société ». La contradiction (il s'agit bien d'une contradiction) entre le prolétariat et la classe capitaliste ne doit pas être jaugée à l'aune de ce qu'elle n'est plus, ou pas, ou « *pas encore* », mais analysée (théorisée) pour ce qu'elle est. La définition du prolétariat est toujours prise dans une configuration théorique historiquement dépendante de la structure de la contradiction qu'est l'exploitation, elle est une fonction des luttes de classes, d'un moment particulier dans leur lien avec le dépassement du mode de production capitaliste.

La définition du prolétariat appartient, quelle qu'elle soit, à une « théorie de la révolution » et elle a toujours été un risque « politique » de la théorie.

SENONEVERO
Une collection des Editions Entremonde

Ligne éditoriale

La collection SENONEVERO s'attache à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme.

La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes - le prolétariat comme la bourgeoisie - et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne - ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

Théorie Communiste participe à la collection SENONEVERO

https://entremonde.net/

Déjà paru

LE TRAVAIL ET SON DEPASSEMENT *Bruno ASTARIAN*
LE DEMOCRATISME RADICAL *Roland SIMON*
FONDEMENTS CRITIQUES D'UNE THEORIE DE LA REVOLUTION *Roland SIMON*
LE MOYEN ORIENT - Histoire d'une lutte de classes 1945-2002 ***Théo COSME***
RUPTURE DANS LA THEORIE DE LA REVOLUTION Textes 1965-1973 Collectif *Présentation de François DANEL*
A L'ASSAUT DU CIEL Composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien *Steeve WRIGHT*
LES EMEUTES EN GRECE *Théo COSME*
HISTOIRE CRITIQUE DE L'ULTRA GAUCHE *Roland SIMON* Edition préparée par Les chemins non tracés
OUVRIER CONTRE LE TRAVAIL *Michael SEIDMAN*
DE LA POLITIQUE EN IRAN *Théo COSME*
« JE LUTTE DES CLASSES » *Louis MARTIN*
CALIBAN ET LA SORCIERE Femme, corps et accumulation primitive *Silvia FEDERICI*
HISTOIRE CRITIQUE DE L'ULTRA GAUCHE Nouvelle édition augmentée
« LA CIGARETTE SANS CRAVATE » Syriza, la dette, le boutiquier et les luttes de classes en Grèce *Théo COSME*
L'ÉMEUTE PRIME *Joshua CLOVER*
LA MATERIELLE *Christian CHARRIER*
À L'ASSAUT DU CIEL Steve Wright
Histoire critique de l'opéraïsme - nouvelle édition augmentée

A PARAÏTRE :
SUR LES GILETS JAUNES Tristan Leoni
Du trop de réalité – Avril 2023
INTÉRÊTS MATÉRIELS - Il Lato Cattivo
Interventions 2017-2022 Mars 2023

THÉORIE COMMUNISTE, DÉJÀ PARUS

Théorie Communiste n° 1 (Avril 1977) Le Prolétariat.
Théorie Communiste n° 2 (Janvier 1979) La production du Communisme.
Théorie Communiste n° 3 (Mars 1980) Notes sur la restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital dans la crise actuelle - Les luttes de classes de 67 à 75 - Le développement économique de la crise (1967/1975).
Théorie Communiste n° 4 (Décembre 1981) Des luttes actuelles à la révolution
Théorie Communiste n° 5 (Mai 1983) La production de la théorie communiste.
Théorie Communiste n° 6 (Mai 1985) Théorie Communiste : Synthèse.
Théorie Communiste n° 7 (juillet 1986) Le nouveau cycle de luttes.
Théorie Communiste n° 8 (Novembre 1987) La notion de cycle de luttes.
Théorie Communiste n° 9 (Mai 1989) Le prolétariat et le contenu du communisme.
Théorie Communiste n° 10 (Décembre 1990) La grève des cheminots de l'hiver 86/87.
Théorie Communiste n° 11 (Juin 1993) Moyen Orient : Crises, guerres, luttes de classes : de la fondation d'Israël à la guerre du Golfe.
Théorie Communiste n°12 (Février 1995) La révolution prolétarienne 1848 – 1914. Sur la restructuration
Théorie Communiste n°13 (Février 97) Des luttes actuelles à la révolution. Décembre 95. La recomposition de la gauche. Etat, démocratie, fascisme. Le démocratisme radical.
Théorie communiste N° 14 (Décembre 97) L'Ultra-Gauche. "Théorie communiste".
Théorie Communiste n°15 (Février 99) L'objectivisme- La lutte des chômeurs et précaires - "L'alternative".
Théorie Communiste N° 16 (Mai 2000) La communisation.
Théorie Communiste N° 17 (Septembre 2001) Le démocratisme radical et ses critiques.
Théorie Communiste N° 18 (février 2003) après Gênes. La seconde Intifada
Théorie Communiste N° 19 (Juin 2004) Sur la restructuration.
TC Editeur : **Le journal d'un gréviste**. Sur la grève de nov.déc. 95 – Avril 96
Tract (en collaboration avec *Alcuni fautori della comunizzazione*) A fair amount of killing.
Théorie communiste N° 20 (novembre 2005) Théorie de l'écart
Théorie communiste N° 21 (février 2007) La lutte anti- CPE.Karl Marx et la fin de la philosophie classique allemande
Théorie communiste N° 22 (février 2009) Du capital restructuré à sa crise – La perspective communisatrice
Théorie communiste N° 23 (Mai 2010) Franchir la pas Distinction de genres, programmatisme, communisation
Théorie Communiste N° 24 (décembre 2012) La conjoncture- Classes et genre
TC Editeur : **Soulèvement arabe, classes / genre** (avril 2014)
TC Editeur : **68, année théorique..., etc. / de l'Ultragauche à la théorie de la communisation** (janvier 2015)
Théorie communiste N° 25 (mai 2016) Une séquence particulière
Théorie communiste N° 26 (mai 2018) Le kaléidoscope du prolétariat